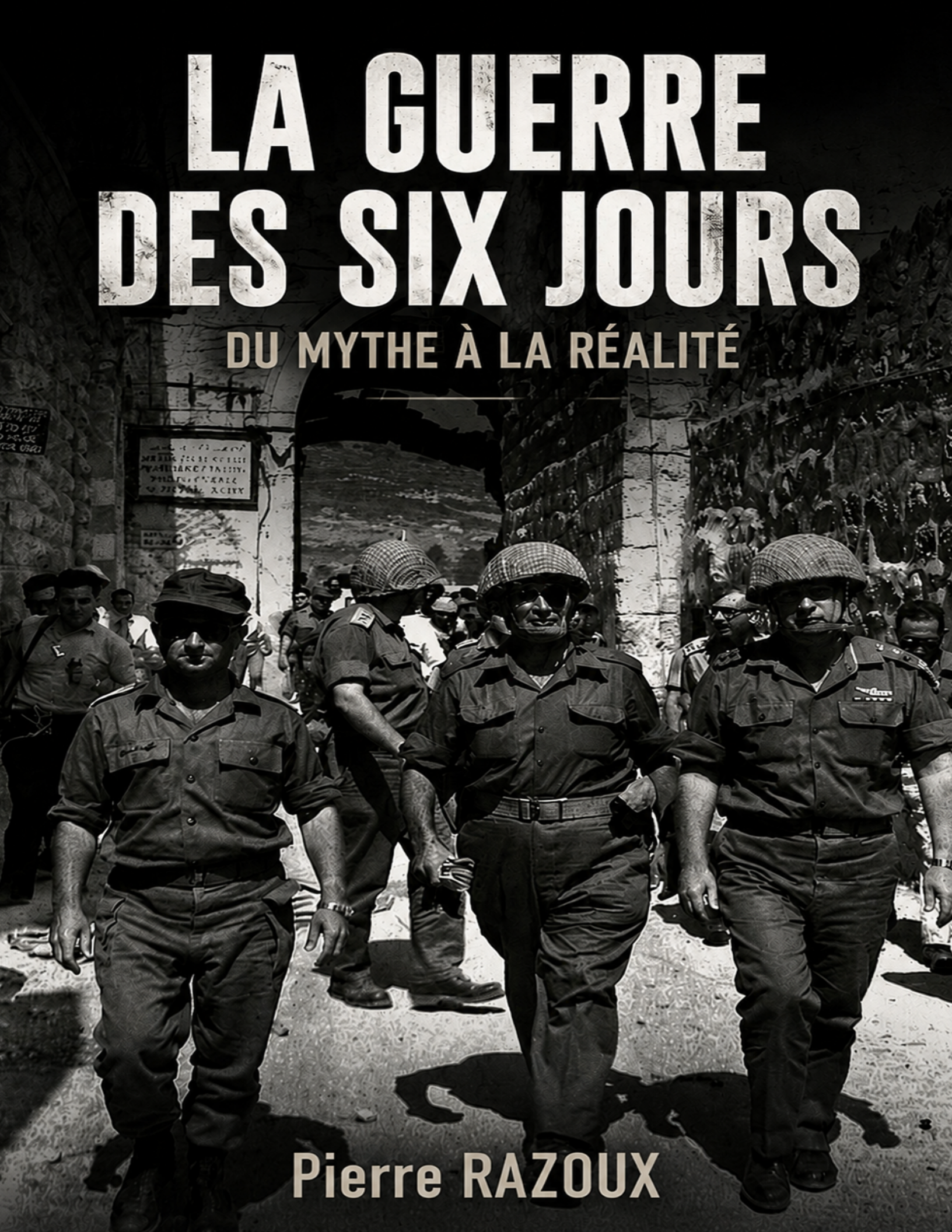
LA GUERRE DES SIX JOURS

DU MYTHE À LA RÉALITÉ



Pierre RAZOUX

Pierre RAZOUX

LA GUERRE DES SIX JOURS

(5-10 juin 1967)

Du mythe à la réalité

2e édition

44



Préface de l'Amiral Pierre LACOSTE

ECONOMICA

LA GUERRE DES SIX JOURS

Du même auteur

La guerre israélo-arabe d'octobre 1973, éditions Economica, Collection Campagnes & stratégies n° 30,1999.

La guerre des Malouines, (en collaboration avec Charles Maisonneuve), éditions Larivière, 2002, *(primépar l'Académie de Marine).*

Le Chili en guerre - Deux siècles de supériorité navale chilienne en Amérique du Sud, éditions Economica, Collection Défense, 2004.

Collection CAMPAGNES & STRATÉGIES
dirigée par
Philippe RICALENS



Les grandes Batailles

Pierre RAZOUX

LA GUERRE DES SIX JOURS

(5-10 juin 1967)

Du mythe à la réalité

2e édition

Préface de
l'Amiral Pierre Lacoste

ECONOMICA
49, rue Héricart, 75015 Paris

Fabrication numérique : I-Kiosque, 2012
Ouvrage numérisé avec le soutien du Centre National du Livre

Ean numérique : 9782717863161

© Ed. ECONOMICA,

2006 Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays.

Pour mes parents,
et pour André Martel
qui m'a appris le métier d'historien...

« À *partir du moment où une population a peur,*
c'est la réalité de cette peur qui doit être prise en considération
plus que la réalité de la menace »

Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*

« Les deux peuples arabe et hébreu,
s'ils doivent un jour vivre en paix,
devront se reconnaître réciproquement tels qu 'ils sont,
chacun également digne du respect de l'autre »

Raymond Aron, *Israël et les Juifs*

« La guerre des Six Jours a eu, et a encore,
une influence décisive sur le destin d'Israël, sur celui des États voisins,
et sur les événements actuels qui secouent le Proche-Orient »

Ehoud Barak, ancien Premier ministre d'Israël

« Dire non au mensonge en commençant par se dire la vérité
est la plus grande forme de courage »

Jean-François Deniau, *Histoires de courage*

REMERCIEMENTS

Un grand merci à tous ceux, diplomates, industriels, journalistes, militaires et universitaires qui, dans chacun des camps, ont bien voulu m'éclairer de leur témoignage et de leurs analyses. Nombre d'entre eux ont souhaité conservé l'anonymat ; qu 'ils soient tous sincèrement remerciés par ces quelques lignes. Pour leur aide précieuse, je tiens à exprimer ma gratitude aux généraux Aryeh Shalev et Bassam Eid Kakish, au professeur Yehouda Wallach, ainsi qu'à Nicolas de Poli, Mohamed el Sayed Gad et David Nicolle. Un grand merci également à l'Amiral Pierre Lacoste, pour sa confiance constante. Je remercie enfin mon épouse et mes filles, pour leur tendre patience, et Laurent Chassard, qui a bien voulu réaliser avec amitié et talent la peinture illustrant la couverture de cet ouvrage.

PRÉFACE

Après avoir publié en 1999 une étude exhaustive de la « *guerre du Kippour* » d'octobre 1973, et en 2002 un ouvrage de référence sur la « *guerre des Malouines* » de 1982, Pierre Razoux poursuit son œuvre d'historien spécialiste des grands conflits militaires contemporains, en proposant une nouvelle lecture du déroulement, des causes et des conséquences de la « *guerre des Six Jours* » de juin 1967.

Plus de trente six ans après la fin des combats, l'histoire n'a pas encore révélé tous les secrets de ce conflit. Un des grands mérites de cet ouvrage est de mettre en lumière des faits peu ou mal connus et de les interpréter en les replaçant dans le contexte politique et stratégique du moment. Cette mise en perspective, dans une vision historique globale du jeu des grandes puissances du temps de la Guerre Froide, des données spécifiques du théâtre Proche et Moyen-Oriental et des relations passionnelles entre Israël et le monde arabe, éclaire sous un nouveau jour plusieurs des sujets qui font encore l'actualité internationale de nos jours.

Le cœur de l'ouvrage est consacré au récit des opérations militaires. Six chapitres décrivent successivement l'état des forces en présence, les opérations aériennes, la guerre éclair dans le Sinaï, la conquête de la Cisjordanie, l'assaut du Golan et les opérations navales. Les spécialistes des affaires militaires y trouveront une relation précise et détaillée du déroulement des combats, illustrée par des cartes, des diagrammes et des tableaux qui figurent dans le corps du texte ou dans les annexes. C'est le résultat d'une recherche de terrain et d'une analyse érudite de toutes les publications déjà consacrées à cette guerre. Ce résultat, à travers son auteur, honore également la chaire d'histoire militaire de l'Université de Montpellier, où le professeur Martel et ses collègues ont formé une cohorte de jeunes historiens rompus aux exigences de la recherche en histoire,

redonnant ainsi à la branche militaire de la discipline le prestige qu'elle avait perdu dans les années d'après-guerre.

Pierre Razoux ne se contente pas de relater les opérations. Il évoque aussi les débats au sein des états-majors et les conditions de leurs choix opérationnels et tactiques. Sans omettre d'analyser les erreurs de commandement commises dans chacun des deux camps, il montre combien les initiatives individuelles et le charisme des chefs ont joué un rôle décisif pour le succès des armes d'Israël. En témoignant du courage des combattants, il ne manque pas de rétablir la vérité sur la détermination d'un grand nombre de soldats arabes, trop souvent traités avec mépris par la propagande des vainqueurs. Il met en évidence les avantages asymétriques des Israéliens, la supériorité de leurs armes et de leurs équipements sur ceux des armées arabes, la rigueur de leur entraînement, l'efficacité de leur logistique. Et, s'élevant au niveau stratégique, il évoque les évolutions récentes de la doctrine militaire des États-Unis pour établir un intéressant parallèle entre la « guerre éclair » des Six Jours et la campagne américaine de 2003 en Irak.

Une autre asymétrie, qui apparaît en filigrane dans l'ouvrage, mérite d'être soulignée. Je veux parler des remarquables performances des différents services de renseignement israéliens, qui ont été en 1967 beaucoup plus efficaces que ceux de leurs adversaires, tant dans la maîtrise des moyens humains que des moyens techniques, notamment dans le domaine de la guerre électronique. Or, quelques années plus tard, les mêmes ont subi un terrible échec initial quand ils ont été pris par surprise par le déclenchement de la guerre du Kippour. C'est bien la preuve que les meilleurs services secrets du monde ne sont pas à l'abri de graves erreurs d'interprétation, lorsque leurs responsables, aveuglés par le complexe de supériorité et l'arrogance des vainqueurs, méprisent leurs adversaires et refusent de donner crédit aux meilleurs des renseignements lorsqu'ils ne corroborent pas leurs idées préconçues.

J'ai dit que cet ouvrage inscrit l'étude des questions spécifiquement militaires dans une large vision historique et géopolitique. Le premier chapitre, intitulé « *l'engrenage* » propose, dès les premières pages, une série de questions restées sans réponses et met en lumière des facteurs souvent ignorés ou minimisés. Le plus important de ces facteurs est le programme

nucléaire israélien ; il est au cœur des rapports entre la France, Israël et les États-Unis.

Le récit de l'aide apportée par la France dans les années 1950 et 1960 pour la construction des usines nucléaires de Dimona et la réalisation des premiers vecteurs balistiques capables d'emporter une bombe atomique, apportera quelques informations inédites aux rares spécialistes qui étaient dans la confidence. Mais surtout, il surprendra la majorité de nos concitoyens qui étaient dans l'ignorance d'un des secrets d'état les mieux gardés par un petit nombre de dirigeants et d'ingénieurs français et israéliens.

Les conséquences de cette affaire sont considérables ; les Américains, obnubilés par les risques de la prolifération nucléaire, s'y étaient d'abord formellement opposés ; le Général De Gaulle a mis fin à l'aide française au milieu des années 1960, après avoir pris la mesure des dangers d'une complicité qui avait entraîné la France et la Grande Bretagne dans la désastreuse affaire de Suez en 1956. Le double mouvement de retrait de la France et d'établissement progressif d'une nouvelle alliance avec l'Amérique, d'abord secrète, puis de plus en plus publique, s'inscrit en fond de tableau dans la genèse et le déroulement de ce conflit.

Pierre Razoux montre que, contrairement aux idées reçues, le principal motif du déclenchement de la guerre préventive de juin 1967 n'était pas la survie d'Israël, mais la crainte d'une attaque égyptienne contre le site de Dimona. Car Nasser n'a jamais visé la destruction de l'état hébreu ; il était trop conscient de l'opposition formelle des États-Unis comme de l'URSS. En revanche, il avait effectivement fait préparer une opération militaire contre le centre secret du désert du Néguev.

Le revirement de la politique étrangère d'Israël n'a pas été sans à coups. L'épisode le plus troublant est celui de l'attaque délibérée menée au quatrième jour de la guerre par l'aviation et la marine israéliennes contre le navire d'écoute électronique USS *Liberty*, provoquant la perte de 34 marins et en blessant 171 autres au sein de l'équipage américain. On trouvera sur ce sujet, après le récit détaillé des circonstances de cette attaque, le rappel des efforts conjugués des Américains et des Israéliens pour camoufler les responsabilités en prétendant que c'était une simple méprise et pour s'opposer à toutes les demandes d'éclaircissement ultérieures de la part des survivants de ce drame.

Dans la même perspective, Pierre Razoux relate plusieurs cas de prestations militaires clandestines fournies par les Américains à Israël, avant et pendant le conflit. Ce qui prouve qu'en dépit des protestations de transparence et de bonne foi destinées aux opinions publiques, le gouvernement des États-Unis n'hésite pas, lorsque sa politique le commande, à recourir à des pratiques occultes pour répondre à ses besoins du moment.

Le dernier chapitre, intitulé le « *dessous des cartes* », dresse le bilan militaire, stratégique et politique de la guerre des Six Jours. En rendant compte des réactions contrastées des principaux acteurs de la scène internationale face à une nouvelle donne au Proche-Orient, il montre comment et pourquoi, après le « Front du refus » et la Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, cette victoire a paradoxalement généré toutes les guerres des années suivantes, jusqu'à celle qui se poursuit encore de nos jours en Palestine. Un retour sur l'affaire de l'USS *Liberty* est l'occasion de poser trois hypothèses pour tenter d'expliquer les raisons du silence des autorités américaines et israéliennes ; si la troisième hypothèse devait être publiquement confirmée, je pense qu'elle serait de nature à provoquer un véritable séisme dans l'opinion américaine, pouvant aller jusqu'à remettre en cause le soutien indéfectible que l'actuel gouvernement des États-Unis apporte à son principal allié du Proche-Orient.

Le principe de la « guerre préventive » a été à nouveau au cœur de l'actualité quand les États-Unis s'en sont prévalus pour attaquer l'Irak au printemps de 2003. Dans le cas de la guerre des Six Jours, les arguments des généraux qui ont entraîné leur Premier ministre à prendre l'initiative du déclenchement des opérations sans préavis ni déclaration de guerre, s'appuyaient sur des raisons objectives, indiscutables du point de vue militaire. On comprend pourquoi les avertissements du Général De Gaulle à Abba Eban à la veille de la guerre, n'avaient guère de chances d'être entendus. Pourtant, quand on se réfère aux propos prémonitoires qui sont rapportés dans cet ouvrage, il est évident qu'à long terme ce sont les choix des « faucons » qui ont conduit Israël à des impasses. La primauté de la force sur la négociation, l'écrasante supériorité des moyens militaires ne sont pas le meilleur moyen pour régler des conflits aussi complexes que ceux du Proche-Orient.

Après la victoire de 1967, les responsables du gouvernement israélien se sont à nouveau affrontés dans des discussions passionnées entre « faucons et colombes » en raison de la recrudescence du terrorisme, au point de négliger les indices de la reconstitution du potentiel militaire des vaincus de la guerre des Six Jours. Après les attentats du 11 septembre 2001, les dirigeants américains, eux aussi privés d'ennemis à leur mesure depuis la fin de la Guerre Froide, sont obnubilés par la menace terroriste. Ils ont choisi d'y répondre en mettant en œuvre leur superpuissance militaire en Afghanistan, puis en Irak. Après avoir remporté une victoire écrasante contre une armée irakienne qui a refusé le combat, seront-ils capables de gagner la paix ? L'histoire dira s'ils connaîtront un sort analogue à celui de leurs homologues israéliens qui ne parviennent toujours pas à régler par la force la question palestinienne. Depuis une vingtaine d'années, les blindés de *Tsahal,* les avions et les hélicoptères de la force aérienne israélienne, n'ont plus d'ennemis de leur niveau. Pour riposter aux attaques suicides des *feddayin* de *Y Intifada,* les soldats, les aviateurs et les marins d'Israël, engagés dans des opérations de police, ont progressivement perdu l'aura propre aux défenseurs de la patrie quand celle-ci est réellement menacée d'agression par des armées étrangères. C'est le constat que l'historien israélien Martin Van Creveld faisait déjà en 1998 dans un livre intitulé « *TSAHAL, histoire critique de la force israélienne de défense* », où il estime que cette armée « a perdu son âme » à partir du jour où le général Sharon l'a conduite dans le bourbier libanais.

Le lecteur trouvera, dans les pages très denses du dernier chapitre et dans celles de l'épilogue, beaucoup d'autres sujets de réflexion sur cette victoire qui « *portait en germe les causes des guerres futures* ». Ces causes n'ont guère évolué après la fin de la Guerre Froide, sauf en ce qui concerne l'effacement de la Russie. Malgré les phénomènes de la mondialisation, malgré les monopoles dont bénéficie l'unique superpuissance, la majorité des facteurs conflictuels relevés par Pierre Razoux demeurent inchangés. Les États-Unis sont devenus tellement conscients de leur suprématie et de leurs atouts que leurs dirigeants actuels ont cédé à la tentation de l'unilatéralisme. N'est-ce pas là une manifestation du péché d'orgueil qui guette les tenants de la puissance, une illustration de l'adage romain : « Quand il veut perdre les puissants, Jupiter les rend fous » ?

Amiral (c.r.) Pierre LACOSTE - octobre 2003

AVANT-PROPOS

à la 2e édition

Deux ans après avoir mis un point final à l'édition originale de cet ouvrage, il m'a semblé utile de scruter les événements qui ont affecté récemment la sphère israélo-palestinienne, pour voir s'il convenait de nuancer les conclusions pessimistes que j'avais laissé transparaître dans l'épilogue. Concernant le fond de l'ouvrage, je n'y ai volontairement pas touché, restant convaincu de l'exactitude des faits, de la justesse des ordres de bataille et de la pertinence de mes thèses qu'aucun élément tangible, ni aucun démenti officiel, n'est venu depuis infirmer. Au contraire, les articles et les émissions de radio qui ont fleuri - ici ou là - semblent s'en être inspirés pour présenter au grand public une vision beaucoup plus nuancée de la guerre des Six Jours, qui tranche de manière évidente avec l'image véhiculée pendant plus de trois décennies par la propagande israélienne et américaine. Les témoignages recueillis sur Internet vont d'ailleurs dans le même sens.

Tous ces éléments confirment que le facteur nucléaire israélien et l'attaque volontaire du navire espion américain *Liberty* par *Tsahal* s'imposent comme des éléments clés de cette crise décisive. De ce point de vue, la nouvelle loi britannique sur la liberté d'accès à l'information *(Freedom of Information Act)* a permis de valider certaines hypothèses liées au programme nucléaire israélien. Les recherches récemment entamées dans le cadre de cette loi ont en effet montré que le Royaume-Uni était parfaitement au courant de l'existence de la centrale atomique de Dimona, mais aussi de l'étendue du programme de recherche nucléaire israélien. Mieux, elles ont dévoilé que le gouvernement britannique avait livré vingt tonnes d'eau lourde à Israël en 1958, sans en informer les États-Unis qui s'y

seraient forcément opposés. D'autres sources démontrent l'étendue de la coopération nucléaire entre Israéliens et Américains avant le déclenchement de la guerre des Six Jours. En d'autres termes, Paris, Londres et Washington ont collaboré à la fabrication de la bombe atomique israélienne, sans forcément connaître leur part d'implication respective.

Quant à l'évolution récente de la situation sur le terrain, mes impressions sont aujourd'hui un peu plus partagées. Plusieurs éléments semblent aller dans le sens d'une plus grande ouverture. Yasser Arafat a disparu, laissant la place à Mahmoud Abbas qui s'est montré plus pragmatique et conciliant que son ancien mentor. Alors que Yasser Arafat, conscient des difficultés qui accompagneraient fatalement la constitution d'un État palestinien indépendant, prônait une position intransigeante et volontairement maximaliste, son successeur a préféré promouvoir une approche « étape par étape » en sécurisant le présent, quitte à repousser les problèmes. Dès lors, Israéliens et Palestiniens se sont entendus en février 2005 [1] sur les termes d'un accord de cessez-le-feu mettant un terme à la deuxième *Intifada.*

De son côté, Ariel Sharon semble avoir lui aussi changé son fusil d'épaule. Alors qu'il défendait jusqu'alors bec et ongles le principe de la colonisation, tout indique qu'il en est arrivé à la conclusion que la meilleure façon de garantir à terme la sécurité d'Israël (le seul de ses objectifs à n'avoir jamais varié au cours de son long et tortueux parcours politique) consistait d'une part à rendre un certain nombre de territoires occupés, d'autre part à séparer physiquement Israéliens et Palestiniens. L'ancien général ne s'est pas transformé en colombe ou bien en apôtre de la paix. Il s'est simplement contenté d'analyser, en stratège réaliste, l'évolution des données sur le terrain. Le retrait hypermédiatisé de l'armée israélienne de la bande de Gaza et de trois enclaves de Cisjordanie, au mois d'août 2005, s'inscrit au cœur de cette logique. Pour ceux qui se sont étonnés du bon déroulement de ce retrait (nombreux étaient les commentateurs à stigmatiser les risques d'embrasement), il convient de rappeler deux faits. Premièrement, c'est Ariel Sharon (alors ministre de la défense) qui avait fait évacuer *manu militari,* au mois d'avril 1982, les 7 000 colons juifs installés dans le Sinaï, lors de sa rétrocession à l'Égypte en application de l'accord de paix de 1979. Comme en 2005, certains colons s'étaient alors enchaînés à leur maison et d'autres avaient multiplié les violences et les provocations à l'égard de *Tsahal.* La colonie de Yamit avait d'ailleurs dû être évacuée par la force. Nombreux étaient alors ceux qui pensaient que ce retrait entraînerait

des émeutes en Israël. Il n'en avait pourtant rien été. Il n'est donc pas étonnant qu'instruit par l'expérience, Ariel Sharon ait par la suite « verrouillé » son dispositif de manière à s'assurer que l'évacuation de la bande de Gaza se déroulerait dans des conditions satisfaisantes. Deuxièmement, l'ancien général est un politicien et un tacticien de premier ordre qui a plus d'un tour dans son sac et qui n'a jamais hésité à leurrer son propre camp sur ses intentions et sur sa stratégie. Les couleuvres qu'il a fait avaler aux membres du *Likoud* pendant la guerre du Liban sont là pour en témoigner, tout comme sa démarche qui l'a fait quitter ce même *Likoud* pour former *Kadima,* son propre parti d'unité nationale.

Le retrait de la bande de Gaza pose toutefois une question clé : s'agissait-il d'une fin en soi ou bien de la première étape d'un plan de retrait plus large dont l'étendue dépendra de l'attitude palestinienne ? Comme l'a déclaré Ariel Sharon à l'Assemblée générale des Nations unies, le 15 septembre 2005 : « Après 57 ans de guerre avec nos voisins, nous aspirons à la paix ; les Palestiniens ont droit à la liberté et à un État, mais c'est maintenant à eux de prouver leur désir de paix » [2] Quoi qu'il en soit, l'acceptation par le gouvernement israélien de la mise en place d'un port autonome palestinien, tout comme l'ouverture des « frontières » de la bande de Gaza (que ce soit vers Israël ou vers l'Égypte), constituent des signaux positifs.>

Le rajeunissement de la classe politique — tant chez les Palestiniens que chez les Israéliens - constitue un autre signe encourageant appelant à un certain optimisme. Il était en effet paradoxal de constater qu'Israël et l'Autorité palestinienne, deux États ou entités jeunes à tous points de vue (notamment en terme de moyenne d'âge de la population), s'étaient dotés d'une classe dirigeante très âgée. Côté palestinien, l'arrivée de l'équipe de Mahmoud Abbas a permis de rajeunir les figures politiques. Côté israélien, la mise à l'écart de Shimon Pérès au profit d'Amir Peretz, de trente ans son cadet, offre de nouvelles perspectives au camp travailliste. D'autant plus qu'Amir Peretz (né en 1953), militant pacifiste de la première heure [3] , est le premier Sépharade à accéder à la tête de ce puissant parti jusque-là verrouillé par l'intelligentsia ashkénaze. En face, les caciques du *Likoud*, mis en difficulté par le départ d'Ariel Sharon, n'auront probablement d'autre choix que de s'effacer pour permettre l'émergence de politiciens plus jeunes, moins accrochés aux chimères de leurs aînés.

Autre source d'optimisme, l'émergence d'une génération de femmes israéliennes et palestiniennes bien décidées à s'impliquer au plus haut niveau dans la vie publique. A l'inverse de bien des hommes, ces femmes n'hésitent plus à promouvoir le dialogue entre communautés, multipliant les initiatives pragmatiques et symboliques de nature à faciliter l'apaisement des tensions [4] .

Ces signaux positifs semblent également soutenus par la conjonction favorable de plusieurs facteurs extérieurs. Tout d'abord, la Syrie est désormais soumise à de fortes pressions internationales après la publication du rapport Mehlis, commandité par le Secrétaire général des Nations unies, qui a mis en évidence l'implication du pouvoir syrien dans l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri à Beyrouth, le 14 février 2005. Le vote consécutif de la Résolution 1636 du Conseil de sécurité des Nations unies [5] a accentué la pression politique sur Damas, tout comme les manœuvres militaires exercées à la frontière syrienne par l'armée américaine déployée en Irak. De fait, la Syrie ne représente plus une menace pour l'État hébreu. Parallèlement, la situation s'est considérablement apaisée au Liban, même si le *Hezbollah* poursuit de manière sporadique ses actions de harcèlement contre le nord d'Israël. Dans un revirement inattendu, la Libye s'est alignée sur Londres et Washington, le colonel Kadhafi renonçant volontairement à son arsenal d'armes non conventionnelles et déclarant que l'hostilité de son pays à l'encontre de l'État hébreu n'avait plus lieu d'être. L'Égypte et la Jordanie restent pour leur part en bons termes avec Israël, tout comme le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, le Qatar, Oman et les Émirats arabes unis. Quant au Pakistan, celui-ci n'a pas hésité à afficher son rapprochement avec Jérusalem, comme l'a montré la conférence de presse que le ministre pakistanais des affaires étrangères a tenu récemment avec son homologue israélien. Enfin, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Soudan et le Yémen n'attendent qu'un signe de la Ligue arabe pour reconnaître officiellement l'État hébreu. L'Irak étant durablement neutralisé, Israël ne compte donc plus désormais aucun véritable ennemi, à l'exception des réseaux terroristes affiliés à *Al Quaïda*, au *Djihad* islamique et au *Hezbollah* [6] et, dans une moindre mesure, de l'Iran toujours soumis au régime des mollahs. Il s'agit essentiellement d'une menace diffuse qui ne peut plus être assimilée à la menace militaire d'un voisin immédiat.

Ces évolutions ont en tout cas permis à l'administration américaine, désormais sur la défensive dans le monde arabo-musulman, d'exercer des pressions plus fortes à l'encontre d'Israël. Ces derniers mois ont ainsi été marqués par de vives tensions entre Washington et Jérusalem, notamment à propos de l'arrêt de la « feuille de route » destinée à remettre sur les rails le processus de paix israélo-palestinien, mais aussi des ventes d'armes israéliennes à l'Inde et à la Chine. Après une négociation douloureuse pour l'administration israélienne, celle-ci a consenti à signer, le 15 août 2005, un accord de coopération avec Washington qui l'empêche désormais d'exporter du matériel militaire sans l'approbation explicite de l'administration américaine. Il est vrai qu'avec la nouvelle affaire « Franklin », la Maison blanche dispose d'un argument de poids face à l'État hébreu. Larry Franklin, un agent américain employé au Pentagone, a en effet été arrêté au début de l'année 2005 après avoir transmis des informations classiftées à des membres de l'AIPAC (American-Israel Public Affairs Committee), un lobby américain pro-israélien. Cette affaire s'inscrit en droite ligne du cas « Pollard » qui pollue depuis vingt ans les relations israélo-américaines [7] Autre illustration de la prégnance de plus en plus forte des États-Unis sur Israël, le général Moshé Yaalon, ancien chef d'état-major de *Tsahal,* a affirmé que le plan de désengagement unilatéral de la bande de Gaza avait été présenté au gouvernement américain avant de lui être soumis pour avis [8] . Le général Dan Haloutz, nouveau chef d'état-major et premier pilote à occuper cette fonction, est quant à lui parfaitement conscient de dépendre des Américains pour la livraison d'armes « high tech » aux forces aériennes israéliennes.

Ce raffermissement des pressions américaines a poussé le gouvernement israélien a s'ouvrir davantage aux Européens et aux Russes. Comme l'a souligné Nissim Zvili, ambassadeur d'Israël à Paris, à l'occasion d'une soirée organisée par l'Union patronale des Juifs de France : « L'État d'Israël a pris la décision stratégique de renforcer ses relations avec l'Union européenne pour équilibrer sa politique internationale ; les États-Unis resteront néanmoins toujours notre allié le plus important » [9] . Quant aux relations entre Israël et la Russie, marquées par le sceau du pragmatisme et du réalisme, celles-ci ne cessent de se renforcer [10] . Jérusalem et Moscou ont en effet toutes les raisons de coopérer étroitement compte tenu de l'ampleur de la population russophone vivant en Israël [11] , de l'importance

de la population juive vivant encore en Russie (dont de nombreux oligarques [12]), des projets ambitieux qui lient les deux pays (notamment dans les domaines énergétique, technologique et spatial), mais surtout de leur volonté commune de lutter efficacement contre le terrorisme islamique, que celui se manifeste au Proche-Orient ou dans le Caucase. Comme le souligne Evguéni Satanovski, président de l'Institut russe du Proche-Orient : « Israël et la Russie ont un ennemi commun en la personne du terrorisme islamique » [13] .

Parallèlement à ses ouvertures en direction de Bruxelles et de Moscou, le gouvernement israélien vient également d'annoncer son intention de resserrer ses liens avec l'OTAN, comme en témoigne l'affectation d'un officier de liaison de *Tsahal* au sein de l'état-major Sud de l'Alliance atlantique, à Naples, à partir de 2006, et la participation concomitante des forces israéliennes à deux exercices majeurs de l'OTAN [14] . Selon certains experts, ce rapprochement traduirait la volonté du gouvernement israélien d'avoir accès aux travaux de l'OTAN en matière de guerre asymétrique et de lutte contre le terrorisme, de s'impliquer davantage dans le processus de stabilisation du bassin méditerranéen, mais aussi de prendre des gages sécuritaires qui lui permettraient, à terme, de s'affranchir progressivement de la tutelle américaine [15] .

Si la confrontation israélo-arabe semble s'acheminer sur la voie de la normalisation, la situation reste toujours aussi préoccupante sur le front du conflit israélo-palestinien où les questions de fond ne sont toujours pas réglées. Que ce soit à Tel Aviv, Jérusalem, Ramallah ou Gaza, les Israéliens et les Palestiniens ne s'estiment pas, s'opposent, se craignent et ne parviennent pas à contenir leurs franges les plus nationalistes et les plus extrémistes. La haine et la défiance réciproques restent toujours palpables au sein de chacune des communautés. Elles persisteront probablement pendant plusieurs générations. Les attentats meurtriers répondent toujours aux éliminations ciblées [16] , pérennisant le cycle infernal de la violence et des représailles, même s'il est vrai que l'intensité de ces actions a diminué ces derniers mois. Constat préoccupant, ces attentats sont désormais également perpétrés par des femmes et par des enfants, montrant l'absence d'espoir de la communauté palestinienne. L'exemple irakien s'avère de ce point de vue très néfaste. Manifestement, aucun mur ni aucune enceinte n'empêcheront les attentats, même s'il est bien évident qu'ils concourent à

en diminuer le nombre. Il est d'ailleurs étonnant que les dirigeants israéliens ignorent à ce point l'une des leçons de l'histoire qui démontre qu'un mur reste toujours synonyme d'échec et n'a jamais durablement protégé celui qui s'abritait derrière.

De même, comment expliquer que la société israélienne refuse toujours de se projeter dans l'avenir, si ce n'est pour pérenniser le climat de paranoïa ambiante qui permet au pouvoir israélien de justifier - par des impératifs de sécurité nationale - ses dépenses militaires écrasantes tout comme le maintien de l'appel aux réservistes. Comme le soulignait déjà l'écrivain israélien David Grossman, il y a quelques années : « Imaginer ce que pourrait être Israël en 2025 relève du tabou. Tout doit être focalisé sur la défense immédiate du pays. Penser que le pays puisse exister dans un quart de siècle, c'est remettre en cause le dogme de la menace perpétuelle existant contre Israël » [17] . Ne serait-ce pas en fait pour que la société israélienne, aux origines de plus en plus disparates, n'en vienne, une fois la paix établie avec ses voisins arabes, à remettre en question les fondements mêmes de l'État hébreu ? Est-ce également un hasard si Ehoud Barak répète à l'envie que « pour survivre, les Israéliens doivent éviter à tout prix les combats fratricides » ? De ce point de vue, la progression de l'intégrisme islamiste en Égypte (et demain probablement en Jordanie et en Syrie) constitue pour le pouvoir israélien à la fois une source de préoccupations [18] et une opportunité politique qui lui permet de maintenir sous pression sa population.

Autre signe négatif, l'aggravation de la situation socio-économique chez les Palestiniens (leur entité constituant - à quelques exceptions près -un gigantesque bidonville insalubre). Cette aggravation ne peut qu'entretenir les germes d'un terrorisme futur. Dès lors, pourquoi s'étonner de la montée en puissance du *Hamas* qui a accompagné son discours politique et théologique d'une assistance matérielle envers les franges les plus démunies de la population palestinienne ? Et comment croire que cette entité, quel que soit son statut définitif, puisse se développer économiquement en restant morcelée comme elle l'est aujourd'hui ? Là encore, l'histoire rappelle que les États « confetti » n'ont jamais duré. Penser que l'indépendance suffira à calmer les velléités palestiniennes revient à se voiler dangereusement la face. Une solution viable ne peut s'affranchir d'une réflexion de fond sur la question des frontières, quitte à remettre en cause

leur tracé actuel. Or, ce constat heurte la volonté affichée des Juifs ultra-orthodoxes qui sont bien décidés à ne plus lâcher un pouce de terrain aux Palestiniens.

En l'absence d'une constitution laïque qui s'impose à tous les acteurs de la société israélienne, une solution viable au conflit israélo-palestinien semble donc aujourd'hui difficilement concevable sans un affrontement entre le pouvoir politique et les ultra-orthodoxes. Ces derniers inscrivent désormais leur action dans une logique de contrôle de postes clés, que ce soit dans les ministères, l'administration, l'école, la finance ou bien encore l'armée. Ce dernier point semble d'ailleurs le plus préoccupant. La communauté juive ultra-orthodoxe cherche en effet à occuper un certain nombre de positions stratégiques au sein de *Tsahal,* notamment dans l'aviation, les parachutistes et les forces spéciales (considérées auparavant comme une « chasse gardée » des *kibboutznik* laïcs). Dans ces unités d'élite, la présence d'officiers supérieurs se déclarant « orthodoxes » à été multipliée par dix en dix ans. Comme l'a rappelé Alain Dieckhoff, « un tiers des officiers supérieurs portent aujourd'hui ouvertement la *kippa* au sein de leur unité et se déclarent profondément religieux » Cette stratégie inquiète au plus haut point le haut commandement de l'armée qui se dit bien décidé à évincer certains officiers orthodoxes susceptibles de faire passer leur loyauté envers l'Etat après leurs sentiments religieux.

Au bilan, tout dépendra probablement de ce que les acteurs ont réellement en tête. Si le retrait de Gaza n'était qu'une mesure tactique destinée à satisfaire momentanément les pressions de l'administration américaine, de manière à sanctuariser indirectement la présence israélienne dans les autres territoires occupés, la situation explosera fatalement de nouveau. Si ce retrait constitue au contraire une première étape pragmatique vers autre chose, tout espoir n'est pas perdu. Encore convient-il aux protagonistes de définir ensemble le but à atteindre et les moyens réalistes et honorables d'y parvenir. De ce point de vue, il semble difficile d'imaginer que les Israéliens acceptent un compromis sans obtenir de réelles garanties de sécurité et la certitude de conserver le contrôle d'une partie de la Vieille Ville de Jérusalem. De leur côté, tout indique que les Palestiniens n'accepteront une solution que si celle-ci garantit un État indépendant viable ayant Jérusalem-Est pour capitale. Tout le reste, y compris la question délicate des réfugiés, semble négociable. Quoi qu'il en soit, les élections générales qui se profilent à la *Knesset* seront capitales et la responsabilité

du prochain Premier ministre israélien, quel qu'il soit, sera d'assumer des décisions fondamentales pour l'avenir du Proche-Orient, et par là même pour celui de l'Occident.

Paris, novembre 2005

---

1 . « Mideast ceasefire agreed » - *Financial Times*, 9 février 2005.

2 . *Confer* le site Internet officiel de l'ONU.

3 . Amir Peretz a néanmoins accompli ses obligations militaires dans le corps prestigieux des parachutistes. Grièvement blessé, il a rejoint le mouvement « La Paix maintenant » au début de la guerre du Liban.

4 . Notamment les initiatives visant à rédiger des manuels scolaires conjoints, de manière à faciliter une réconciliation future.

5 . Résolution CS 1636 du 31 octobre 2005.

6 . Le cas du mouvement *Hamas* ne peut être appréhendé de la même manière.

7 . En 1985, le FBI avait arrêté Joathan Pollard, un analyste américain d'origine juive qui travaillait pour les services de renseignements de la marine et qui avait fourni aux services de renseignements israéliens plusieurs mètres cubes de documents militaires ultra-sensibles ! Reconnu coupable, Jonathan Pollard avait été condamné à la prison à perpétuité. Toutes les démarches israéliennes visant à le faire libérer ont à ce jour échoué.

8 . Agence de presse israélienne francophone *Guysen Israël News*, 28 juin 2005.

9 .*Guysen Israël News*, 16 septembre 2005.

10 . *Confer* mon article intitulé « Israël-Russie : le triomphe du pragmatisme » à paraître en 2006 dans l'ouvrage collectif intitulé *La Russie assiégée*, dirigé par Arnaud Kalika et publié aux éditions Ellipses.

11 . Plus de 20 % de la population israélienne se déclare russophone. Certains quartiers des grandes villes sont devenus de véritables enclaves russophones dans lesquelles l'alphabet cyrillique a supplanté l'hébreu.

12 . Notamment Vladimir Goussinski, Léonid Nevzlin et Boris Berezovski, tous les trois réfugiés en Israël.

13 . E. Satanovski : «Russie-Israël, les sujets de discussions ne manquent pas », *RI A - Novosti*, 19 avril 2005.

14 . Lettre d'informations stratégiques *TTU* n° 557 - 26 octobre 2005.

15 . *Ibid.*

16 . Le chef d'état-major de l'armée israélienne vient de déclarer que « *Tsahal* poursuivrait sans répit sa politique d'éliminations ciblées de terroristes du *Djihad* islamique qui ont déjà fait leur preuve » (*Guysen Israël News*, 8 novembre 2005).

17 . Interview de David Grossman à Claude Lanzmann pour son film *Tsahal* (1994).

18 . Lettre d'informations stratégiques *TTU Monde Arabe* n° 440 - 22 septembre 2005.

PROLOGUE

Terre Sainte, 15 juillet 1099

Agenouillés dans leurs armures au sommet du Mont des Oliviers, les croisés contemplaient les murailles de Jérusalem. Derrière celles-ci brillaient les coupoles des églises et les minarets des mosquées. Ne sachant trop où se trouvait le fameux temple du roi Salomon, les Franj s'étonnaient que le Saint-Sépulcre, noyé dans une masse de maisons blanchâtres surmontées de terrasses, soit dominé par une mosquée. Par Saint-Georges, les lieux saints des trois religions se trouvaient donc concentrés à moins d'une portée de flèche ! Appuyés sur leurs épées et leurs lances, leurs oriflammes claquant au vent du désert, ils chantaient des cantiques à tue-tête. Certains d'entre-eux, pétris de références bibliques, suivirent pieds nus et en simple aube blanche une procession du clergé qui faisait le tour des remparts, au son des trompettes, espérant sans trop y croire un effondrement des murailles, comme à Jéricho. Ne pouvant que constater l'absence d'intercession divine, il leur fallut bien recourir à des procédés plus éprouvés. Sous la bannière de Godefroi de Bouillon, soutenus par quelques tours de siège hâtivement construites, les croisés se lancèrent dans une *Furia Francese* effroyable et enlevèrent la cité en quelques assauts. Avec la prise du tombeau du Christ et la capture du Temple, mais aussi de la mosquée d'Omar et de la mosquée Al Aqsa, l'épopée des croisades connut un regain de sacralisation qui allait exacerber son cortège de souffrances et radicaliser les conflits au sein de l'Orient proche.

Moins d'un siècle plus tard, les *Franj*, minés par d'incessantes rivalités intestines, isolés, harcelés par une guérilla arabe impossible à juguler, perdaient définitivement le contrôle de la Ville Sainte. Certains, parmi les plus érudits, se rappelèrent alors le proverbe de Muqadassi, géographe arabe du Xe siècle, pour qui « *Jérusalem est un bassin d'or rempli de scorpions* ». Les siècles à venir allaient malheureusement démontrer que les hommes, les femmes et les enfants rattachés à cette terre par le droit du sang, du sol ou de la religion, n'en avaient pas fini de mourir pour Jérusalem.

Mont des Oliviers, 7 juin 1967

Retranchés au pied de l'Institution Augusta Victoria, à l'extrémité orientale du Mont des Oliviers, les parachutistes du 66e bataillon de la 55e brigade israélienne du colonel Mordéchaï Gour contemplaient la Vieille Ville de Jérusalem, baignée par la lumière diaphane du soleil levant. À leurs pieds s'étalait l'esplanade du Temple, bordée de pins et de cyprès. Au milieu scintillait le dôme doré du Rocher. Plus loin, ils pouvaient reconnaître la silhouette caractéristique du fameux hotel King David. Les bâtiments à toits plats en pierre ocre conféraient à la Ville Sainte son style si caractéristique, qui la faisait ressembler à une toile impressionniste qui aurait été dominée par les tonalités ocres et vertes. Agenouillé parmi ses hommes, le colonel Gour scrutait attentivement le terrain à la jumelle.

Survolés régulièrement par les chasseurs « Super Mystère » frappés de l'étoile de David, les paras israéliens profitaient d'une brève pause, après trente-six heures de combats ininterrompus. Ils étaient parvenus à faire leur jonction avec les grenadiers voltigeurs des brigades « Etzioni » et « Harel », puis à s'emparer des différentes collines surplombant Jérusalem, au Nord et à l'Est. La veille, la bataille de « la colline des munitions » avait été particulièrement âpre et meurtrière. Mais la Vieille Ville était désormais encerclée. Pour parvenir jusqu'aux remparts, les combattants israéliens devraient toutefois franchir la vallée du Cédron, où ils se trouveraient à découvert. Nul doute que les tireurs d'élite jordaniens, embusqués derrière les créneaux des étroits chemins de ronde, en profiteraient ! Et les chars israéliens qui avaient fait merveille dans les vastes étendues désertiques du Sinaï ne leur seraient pas ici d'une grande utilité. Les combats se dérouleraient donc rue après rue, maison après maison, et se concluraient inéluctablement par de sanglants corps à corps, comme neuf siècles auparavant. Tandis que les soldats fourbissaient leurs armes, vérifiant leurs pistolets-mitrailleurs « Uzi », les officiers conversaient par radio avec le général Ouzi Narkiss, commandant le secteur de Jérusalem, ainsi qu'avec les responsables de l'état-major général, pour déterminer par quelles portes ils tenteraient de s'emparer de la Vieille Ville. Car il était hors de question d'utiliser des armes lourdes à l'intérieur de la cité, voire même d'avoir recours à l'aviation ; la communauté internationale ne leur pardonnerait jamais d'avoir endommagé les lieux saints.

En 1948, lors de la guerre d'indépendance, leurs pères avaient raté le coche de peu ; les combattants de la Légion arabe du légendaire Glubb Pacha s'étaient emparés les premiers de la Vieille Ville, coiffant leurs adversaires sur le poteau. À l'époque, les fantassins israéliens n'avaient pas été en mesure de les en déloger. Cette fois-ci, les paras tenaient leur revanche. Ils avaient les moyens de réussir là où leurs aînés avaient échoué ! Et rendre par là même au peuple juif son lieu de dévotion le plus saint, le Mur des Lamentations, fragment du Temple originel. Le vœu traditionnel selon lequel « l'An prochain serait célébré à Jérusalem » était enfin à leur portée. Transcendés par le caractère symbolique de leur mission, harrangués par des chefs survoltés, les bérets rouges israéliens étaient prêts à tous les sacrifices. Les plus pieux d'entre eux avaient même demandé à être bénis par les rabbins. Après s'être frugalement restaurés et avoir bu un peu d'eau, les soldats vérifièrent une dernière fois leurs armes et murmurèrent une ultime prière. Leurs chefs semblaient s'être entendus sur deux itinéraires qui les mèneraient à la Porte des Lions et à la Porte des Immondices. De là, ils enfonceraient les défenses jordaniennes et convergeraient vers le Temple.

Dans le grésillement de leur radio, les officiers israéliens reçurent l'ordre de passer à l'action. Les vénérables « Halftrack » et « Sherman » qui avaient connu leur heure de gloire pendant la Deuxième Guerre mondiale, vingt-cinq ans plus tôt, s'ébranlèrent lentement ; les paras leur emboîtèrent le pas. Deux colonnes rugissantes fondirent alors dans la vallée du Cédron avant de remonter vers les objectifs qui leur avaient été assignés, balayant tout sur leur passage. À l'approche des murailles, les sapeurs du génie se jetèrent littéralement contre les chevaux de frise au mépris de tous les dangers, utilisant leurs explosifs « Bengalore » pour ouvrir des itinéraires à travers les champs de mines. Les paras se ruèrent aussitôt à l'assaut, appuyés par le tir précis de quelques chars. La Porte des Lions et celle des Immondices furent rapidement enlevées. Les paras déboulèrent le long de la Via Dolorosa, laissant sur leur droite l'Église Sainte-Anne. Délaissant les quartiers chrétiens et arméniens, dans lesquels s'étaient retranchés les irréductibles soldats jordaniens, ils se répandirent à travers les quartiers juifs et musulmans, bousculant les échoppes bigarrées des souks. Sans l'appui de leurs véhicules, car ceux-ci étaient trop larges pour se faufiler le long des étroites ruelles dominées de porches magnifiquement sculptés. Les maisons abritant des nids de résistance furent nettoyées à coups de grenades et de Bazookas. En quelques heures, la prise de la Vieille Ville fut

consommée. Il est vrai que la plupart des légionnaires jordaniens étaient parvenus à évacuer leurs positions pendant la nuit, peu de temps avant le déclenchement de l'assaut israélien. Leurs chefs, jugeant la situation intenable, les avaient en effet autorisé à se replier vers la Jordanie, via la route de Jéricho. Les volontaires qui restèrent sur place se battirent avec l'énergie du désespoir, livrant un ultime baroud d'honneur qui força l'admiration des Israéliens.

En milieu de journée, Moshé Dayan, le général Narkiss, le colonel Gour, le grand rabbin aux armées et le maire de Jérusalem-Ouest étaient en mesure de se recueillir au pied du Mur des Lamentations, pendant que les paras achevaient le ratissage de la cité. Au même moment, un flot ininterrompu de Palestiniens tentait de fuir la Cisjordanie désormais occupée, pour rallier les camps de réfugiés qui étalaient leur misère de l'autre côté du Jourdain. Aveuglés par l'éclat de leur victoire et certains de s'être assurés de Jérusalem pour les siècles à venir, les responsables israéliens rejetèrent les timides tentatives d'ouverture brandies par certains dirigeants arabes encore sonnés par l'ampleur de leur défaite. Le conflit israélo-arabe allait ainsi prendre une nouvelle dimension, dans laquelle la lutte pour la terre s'éclipserait derrière les passions religieuses et idéologiques, obérant d'autant les chances d'une solution négociée. Mais comment en était-on arrivé là ?

*

* *

Dès l'annonce de la création de l'État d'Israël, le 15 mai 1948, les pays arabes limitrophes, appuyés par un important contingent irakien, avaient déclenché une offensive générale contre le nouvel État hébreu, venant ainsi en aide aux Arabes insurgés qui combattaient les Israéliens depuis de longues semaines. Cette guerre d'indépendance, qui s'étala sur huit mois, n'avait en fait pas totalisé plus de dix semaines de combats intenses. Il s'était agi plutôt d'une succession d'offensives limitées, dont la plus longue ne dura que quatre semaines, et de trêves, durant lesquelles les belligérants tentèrent de renforcer leurs effectifs tout en améliorant leurs positions. Dès le mois de juillet 1948, les opérations avaient tourné à l'avantage des Israéliens. Ces derniers étaient parvenus à repousser leurs adversaires tout

en augmentant d'un tiers leur territoire, par rapport à celui qui leur avait été attribué par le plan de partage des Nations unies négocié en 1947. Des accords d'armistice conclus entre les belligérants, entre janvier et juillet 1949, avaient entériné cet état de fait. Cela avait été la première et la dernière fois que des émissaires arabes et israéliens s'étaient rencontrés officiellement, du moins jusqu'au mois de novembre 1973, à l'issue de la guerre du Kippour, lorsqu'Égyptiens et Israéliens s'entendirent directement sur les modalités d'un accord de cessez-le-feu qui déboucha quelques années plus tard sur les fameux accords de paix de Camp David.

Revenons au début des années 1950 ; Israël devait faire face à la multiplication d'attentats perpétrés par les *feddayin* palestiniens. La plupart d'entre eux étaient basés dans la bande de Gaza, d'où ils recevaient un soutien direct de Gamal Abdel Nasser, le nouvel homme fort du Caire, depuis que le coup d'état des colonels avait mis fin à la monarchie égyptienne en 1952. Les autorités israéliennes s'enfermèrent alors dans le cycle infernal des opérations de représailles, qui ne firent qu'accroître en retour la violence des attentats palestiniens. En 1955, d'importantes livraisons d'armes tchèques à l'Égypte rompirent le fragile équilibre militaire entre les belligérants. En juillet 1956, quelques semaines après le départ d'Égypte des dernières troupes britanniques, le président Nasser nationalisa le canal de Suez afin de trouver les fonds lui permettant de mener à bien son projet pharaonique de construction du barrage d'Assouan. Paris et Londres relevèrent le gant et mirent sur pied une force d'intervention chargée de débarquer dans la zone du Canal pour y réaffirmer leurs droits sur cette voie d'eau stratégique. Il leur fallait cependant un prétexte... qui leur fut fourni par les Israéliens. Ces derniers envisageaient déjà depuis un certain temps une action militaire d'envergure contre l'Égypte.

Le 29 octobre 1956, l'armée israélienne lança une campagne éclair à travers la péninsule du Sinaï (opération « Kadesh »). Cette action préventive des Israéliens visait trois objectifs : apporter une riposte au blocus maritime du détroit de Tiran décrété par le président Nasser ; prendre le contrôle de la bande de Gaza pour en chasser les *feddayin* palestiniens ; détruire les armes nouvelles reçues par les Égyptiens, avant que ceux-ci aient appris à les utiliser efficacement. Après d'âpres négociations entre Paris, Londres et Tel Aviv, il avait été convenu que l'attaque israélienne, qui ne manquerait pas de susciter une riposte égyptienne, serait perçue par les

gouvernements français et britannique comme une « menace » directe contre la sécurité du Canal, justifiant ainsi leur intervention. Le 31 octobre, la force d'intervention franco-britannique débarqua à Port-Saïd (opération « Mousquetaire ») et prit sans difficulté le contrôle de la partie septentrionale du Canal. Bien que la victoire militaire fût en passe d'être totale, les gouvernements britannique et français furent contraints d'évacuer leurs forces sous la pression menaçante de l'Union soviétique et des États-Unis. Le camouflet fut total pour Londres et Paris, qui perdirent ainsi définitivement leur statut de grande puissance. Le prestige politique de Nasser en sortit considérablement renforcé. Bien que les Israéliens aient été contraints d'évacuer eux aussi le Sinaï, ils avaient néanmoins rempli leurs objectifs. Qui plus est, une force d'observateurs des Nations unies assurait désormais un rôle tampon entre Israël et l'Égypte, limitant les risques d'affrontement direct entre les deux pays.

Les dix années qui suivirent furent perçues comme une période d'incertitude, d'amorce de dialogue, mais aussi de tensions régionales exacerbées. Le monde arabe souffrait d'une instabilité politique chronique. Les coups d'État et les tentatives de renversement des régimes en place faisaient florès. Conjointement, la lutte palestinienne s'instrumentalisait avec la création, en 1964, de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) qui vint désormais renforcer le *Fatah* d'un certain Yasser Arafat. Seule l'Égypte faisait figure d'îlot de stabilité, mais son gouvernement s'était empêtré dans la guerre civile qui ensanglantait le Yémen depuis le début des années 1960. Cette participation au conflit yéménite immobilisa pendant plus de six ans une partie de l'armée égyptienne. Israël en profita pour développer son économie, son industrie et son infrastructure, tout en affûtant l'outil militaire progressivement constitué auprès de la France.

La tension redevint palpable à partir de 1965, lorsqu'Israéliens et Syriens se disputèrent le contrôle des eaux du Jourdain. Parallèlement, les *feddayin* palestiniens redoublaient d'activité contre Israël, mais cette fois à partir de la Cisjordanie. La tension s'aggrava peu à peu, au fil des discours bellicistes des uns et des autres. Elle atteignit son paroxysme au printemps 1967, lorsque Nasser imposa le retrait des observateurs des Nations unies présents dans la péninsule et décréta dans la foulée le blocus du détroit de Tiran ; Le renforcement considérable du dispositif militaire égyptien dans le Sinaï, puis l'annonce d'un pacte militaire instaurant un commandement unifié entre les armées égyptiennes, irakiennes, jordaniennes et syriennes mirent le

feu au poudre. Israël estimait, à tort ou à raison, être confronté à un *casus belli.*

Le 5 juin 1967, l'État hébreu lança une attaque préventive contre ses trois voisins immédiats les plus menaçants : l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. L'effet de surprise joua pleinement en sa faveur. Pour la troisième fois en moins de vingt ans, les armées arabes et israéliennes s'affrontèrent sur le champ de bataille. L'aviation israélienne cloua au sol la quasi-totalité des appareils arabes dans une offensive audacieuse qui s'est imposée depuis comme un modèle du genre dans les annales de la guerre aérienne. Simultanément, les forces terrestres de l'État hébreu se lancèrent à l'assaut des armées égyptiennes, jordaniennes et syriennes. Disposant d'une supériorité aérienne absolue, les Israéliens les écrasèrent en six jours, l'une après l'autre. Ils conquirent la péninsule du Sinaï, la bande de Gaza, Jérusalem, la Cisjordanie et les hauteurs du Golan. Dans la confusion générale, ils attaquèrent un navire espion américain, l'USS *Liberty,* suscitant par là même une grave crise politique entre Jérusalem et Washington.

Plus encore que la guerre du Kippour, la guerre des Six Jours bouleversa durablement la donne stratégique au Proche-Orient, engendrant un certain nombre de mythes. Pour mieux comprendre ce conflit dont les populations locales portent encore les stigmates, il convient de se poser plusieurs questions. Au-delà des discours bellicistes, Nasser souhait-il vraiment une nouvelle guerre avec Israël ? Et si oui, pourquoi ? La survie de l'État hébreu fut-elle menacée ? Pourquoi le gouvernement soviétique donna-t-il aux Égyptiens des informations erronées laissant croire que l'État hébreu était sur le point d'attaquer la Syrie ? Quelle fut la part de responsabilité des États-Unis dans le déclenchement du conflit ? Y avait-il des avions américains secrètement stationnés en Israël ? Quelle fut la position réelle de la France dans cette affaire ? Quelle fut l'attitude de la communauté internationale pendant cette crise ? Pourquoi le Secrétaire général des Nations unies accepta-t-il de retirer les casques bleus déployés dans le Sinaï ? Les responsables israéliens ont-ils vraiment cru à l'imminence d'une attaque arabe concertée ? Ou bien les événements se sont-ils enchaînés de manière plus ou moins incontrôlable, leur offrant la possibilité de frapper en premier pour s'imposer durablement face à leurs adversaires et protéger du même coup leur usine nucléaire de Dimona ? Comment expliquer le succès foudroyant de l'offensive israélienne ? Et l'échec des armées arabes ? Pourquoi le roi Hussein se fourvoya-t-il dans une guerre qui lui coûta une

partie de son royaume ? En survalorisant l'importance de Jérusalem, les belligérants ne changèrent-ils pas les données du conflit ? Pourquoi les Israéliens s'emparèrent-ils du Golan ? Ces hauteurs présentaient-elles véritablement un caractère stratégique ? Pourquoi les Israéliens attaquèrent-ils le navire espion américain USS *Liberty* ? Pourquoi les Israéliens refusèrent-ils de rendre les territoires conquis en échange d'une paix négociée ?

*

* *

C'est à l'ensemble de ces interrogations que répond cet ouvrage, fruit d'une minutieuse étude pluridisciplinaire menée à la fois dans les centres de recherches et sur les lieux même des combats. En réalisant cette étude, j'ai tenu compte des témoignages de nombreux acteurs directement impliqués dans le déroulement de cette crise. Outre la présentation des faits dont certains étaient jusqu'à présent peu connus, ou déformés, j'ai tenté de reconstituer un puzzle dont l'aspect final diffère sensiblement de celui auquel on aurait pu s'attendre, moi le premier lorsque j'ai entamé cette recherche. L'importance du facteur nucléaire, tout comme le rôle clé du gouvernement américain, ne m'étaient ainsi pas apparus de manière aussi fondamentale de prime abord. De même, l'attitude et les choix stratégiques d'acteurs de premier plan se révélèrent très différents de ce que je subodorais initialement.

J'ai laissé une place importance aux cartes, diagrammes et tableaux, présentant pour la première fois les ordres de bataille complets et les états de pertes exacts pour chacune des armées belligérantes. Pour plus de clarté, les unités israéliennes figurent en italique dans le corps du texte, afin de les distinguer plus aisément des unités arabes. Concernant la méthodologie, j'ai rejeté les partis pris systématiques nés de la Guerre Froide, qui ont longtemps biaisé la présentation du conflit proche-oriental pour n'en faire qu'un simple avatar de l'affrontement Est-Ouest. Dans tous les cas, j'ai cherché à être précis, objectif et sans concessions. Je m'exprime à titre personnel, ne cherchant pas à prendre partie pour l'un ou pour l'autre, mais simplement à expliquer les positions respectives de chacun des protagonistes, pour apporter au lecteur quelques éléments de réflexion qui

lui permettent de mieux comprendre l'enchevêtrement dans lequel se trouvent mêlés les différents acteurs des conflits israélo-arabe et israélo-palestinien, à l'heure où ceux-ci occupent toujours le devant de la scène internationale.

CHAPITRE 1

L'engrenage

Pourquoi la guerre des Six Jours ? S'il y a une question concernant le conflit israélo-arabe qui a suscité bien des analyses et des polémiques, c'est celle-là. Dans la seconde moitié du XXe siècle, il était de bon ton de considérer l'antagonisme israélo-arabe comme l'un des avatars de la Guerre Froide, largement instrumentalisé par les deux grandes puissances. Ce conflit n'était-il pas présenté comme le produit d'un nationalisme arabe exacerbé et d'un sionisme vaguement socialisant, le tout sur fond de décolonisation et de droit des peuples à l'autodétermination ? Les systèmes l'emportaient sur l'individu. La raison s'imposait au chaos. Les facteurs exogènes éclipsaient les facteurs endogènes, qu'ils soient ethniques, géographiques, culturels, religieux ou sécuritaires. Les opinions publiques occidentales, traumatisées par le souvenir culpabilisant de la *Shoah*, n'avaient d'autre alternative que de soutenir Israël, tout en se demandant comment se concilier les bonnes grâces des États arabes exportateurs de pétrole. La logique de bloc écartait les logiques d'États. Les pays arabes représentaient les marches d'un vaste empire soviétique en pleine expansion, tandis qu'Israël constituait la tête de pont de l'Occident dans un Moyen-Orient en train de basculer du côté des démocraties populaires. Israël et ses voisins arabes étaient les champions militaires des deux Grands, leur permettant de s'affronter sur le grand échiquier mondial par pions interposés, tout en testant leurs armes dernier cri. L'épée de Damoclès d'un Armagedon nucléaire empêchait en effet toute confrontation directe entre Washington et Moscou.

Cette vision du conflit israélo-arabe n'était pas fausse ; elle était cependant très incomplète. Trois événements l'ont depuis radicalement

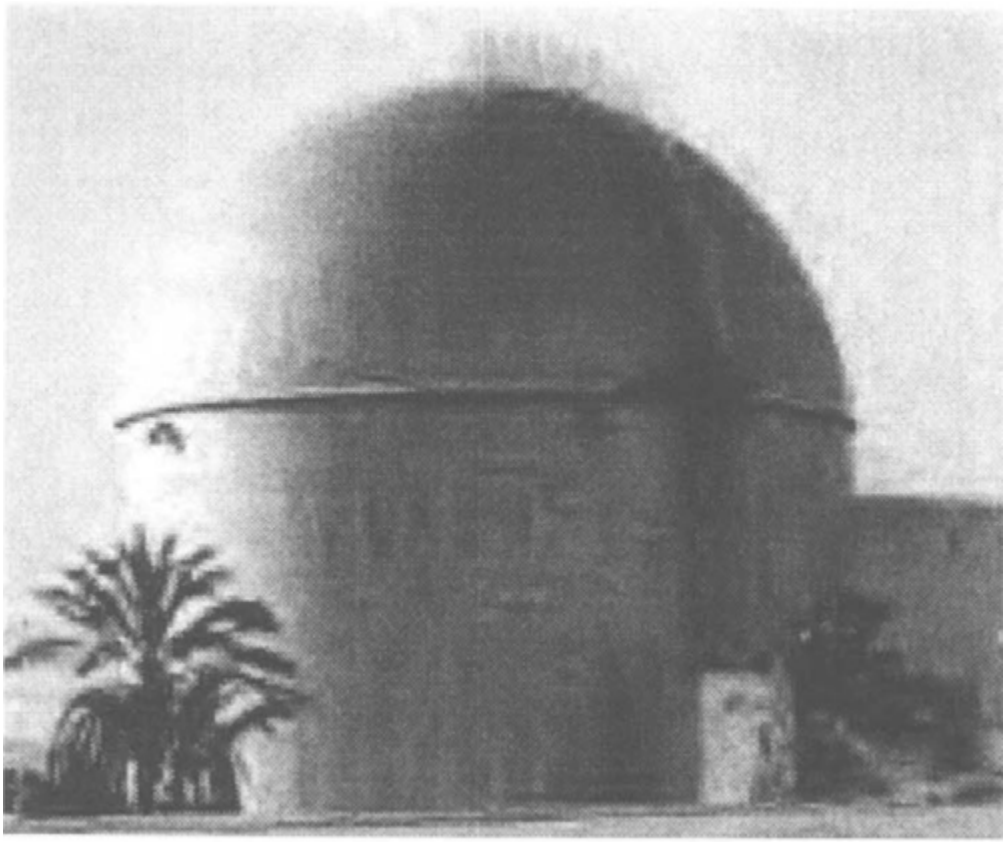
modifié : la fin de la Guerre Froide et de l'affrontement des blocs ; la remise en cause d'un certain universalisme au profit de logiques régionales souvent contradictoires les unes envers les autres ; l'émergence d'un choc des civilisations qu'il serait illusoire de vouloir totalement nier, et dont le terrorisme de masse n'est que l'une des manifestations. Dans cette nouvelle perception qui tient compte davantage des « représentations », les facteurs endogènes traditionnels, longtemps gommés, reprennent le dessus et permettent sans doute de mieux comprendre les raisons profondes qui ont engendré certaines crises. La guerre des Six Jours en est un parfait exemple. Car au-delà des éléments souvent avancés pour expliquer l'engrenage aboutissant au conflit, il en est un, largement tabou, pourtant central, qui offre une clé de lecture cohérente des raisons qui ont amené l'Égypte à planifier une action militaire limitée contre Israël, obligeant ce dernier à lancer une attaque préventive contre elle pour préserver son joyaux, le plus précieux et le plus secret.

Le programme nucléaire israélien

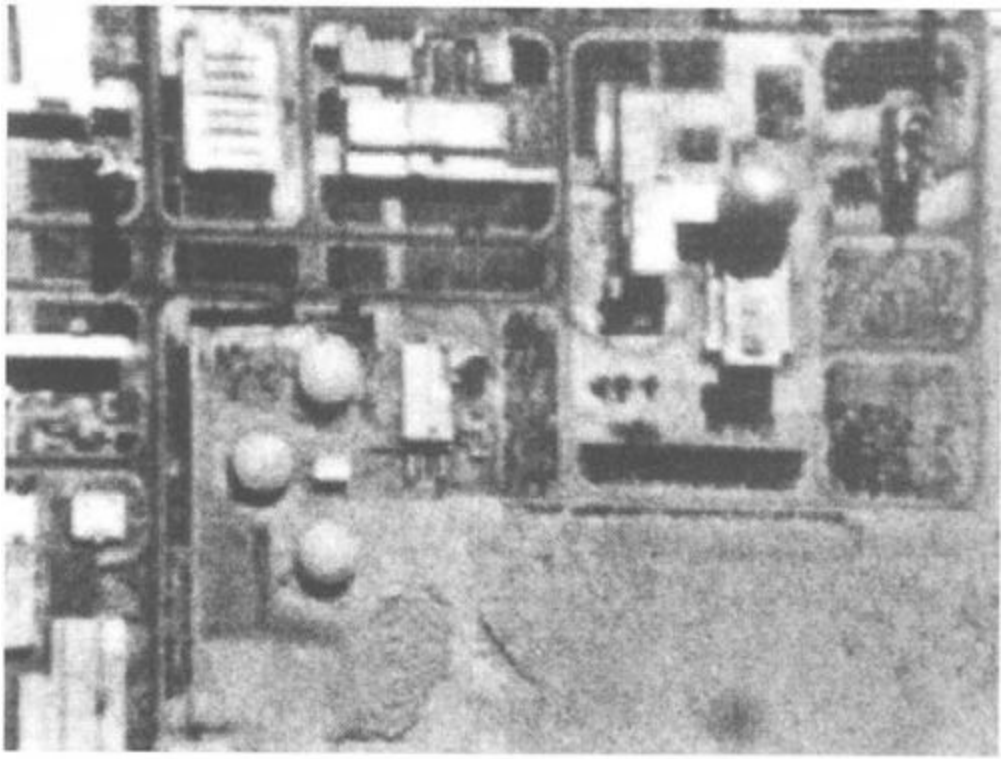
Bien qu'Israël ait toujours officiellement nié posséder des armes nucléaires, la communauté internationale s'accorde à considérer l'État hébreu, de facto, comme la sixième puissance nucléaire mondiale, derrière les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Chine, tous membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et signataires du traité de non-prolifération nucléaire. Les experts de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique et les analystes des principales agences de renseignement estiment aujourd'hui l'arsenal stratégique israélien à un peu plus de 200 têtes nucléaires. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Car ce n'est qu'à la fin des années 1960 que l'État hébreu disposa de ses premières armes nucléaires.

La genèse du programme nucléaire israélien est contemporaine de la reconnaissance de l'État hébreu sur la scène internationale. Les pères fondateurs avaient en effet tiré les leçons de la Deuxième Guerre mondiale, notamment des bombardement atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki qui avaient mis fin à une guerre risquant de se prolonger de manière interminable. Ils étaient intimement convaincus de la nécessité de doter Israël de cette arme suprême, afin d'éviter un nouvel Holocauste et un nouveau Massada [1] . Dès la fin de la guerre d'indépendance, en 1949, le

Premier ministre Ben Gourion décida de mettre sur pied un programme de recherche nucléaire dans le cadre de l'Institut Weizmann, en faisant appel aux compétences des savants juifs ayant participé au « Projet Manhattan », tant aux États-Unis qu'au Canada. L'un des piliers de ce programme fut le professeur Ernst David Bergmann qui travailla à la fin des années 1940 avec des scientifiques français qui avaient eux-mêmes été impliqués dans ce projet. Sur recommandation expresse d'Albert Einstein, il se vit confier la direction scientifique du programme. En 1952, le professeur Bergmann quitta l'Institut Weizmann pour être nommé responsable de la Commission Israélienne de l'Énergie Atomique. Cette commission, rattachée au ministère de la défense, avait pour objectif de concevoir la bombe atomique israélienne. Dès le début de ce processus, une alliance tacite fut nouée entre la France de la IVe République et Israël, pour s'entraider dans la mise au point de l'arme de la dernière chance. Cette alliance fut par la suite formalisée au travers d'au moins deux accords, en 1956 et 1957 [2] . Son objectif répondait bien évidemment aux intérêts stratégiques des deux pays. Mais cette alliance était également le fruit d'une connivence intellectuelle de scientifiques et d'hommes politiques ayant noué des liens d'amitié et de respect mutuel [3] . Elle résulta surtout d'un immense sentiment de culpabilité des hommes politiques français, engendré par l'attitude ambiguë de la classe politique à l'aube du second conflit mondial, puis par son incapacité à renverser le Régime de Vichy. Le Général de Gaulle était lui-même favorable à l'instauration d'un État hébreu capable d'assurer sa propre sécurité, en « *compensation des malheurs du peuple juif* » [4] . C'est donc sciemment que le gouvernement de la IVe République donna à Israël les moyens de fabriquer à terme sa « Bombe », ce que le Président du Conseil Guy Mollet n'hésita pas à qualifier de « cadeau royal ». De manière plus pragmatique, le gouvernement français espérait bénéficier de la technologie américaine à laquelle les scientifiques israéliens étaient supposés avoir accès. Dans les années 1950, 56 scientifiques israéliens travaillèrent en effet aux États-Unis pour le compte de la Commission Américaine à l'Énergie Atomique [5] . Cette alliance tacite entre la France et Israël se concrétisa surtout par la conclusion d'importantes livraisons d'armements pendant toute la décennie des années cinquante et la première moitié des années soixante. À partir de novembre 1954, elle fut renforcée par la volonté de Paris de renverser le gouvernement de Nasser, l'Égypte soutenant matériellement la rébellion algérienne.



La centrale nucléaire israélienne de Dimona.



Le complexe de Dimona, vu par satellite.



Le Président égyptien Gamal Abdel Nasser
en tournée d'inspection, peu avant la guerre de juin 1967.
(collection David Nicolle)





Préparatifs égyptiens en vue d'une offensive préventive limitée.
Le commandant d'un escadron de MiG-17 dans le Sinaï (en haut) ;
un hélicoptère Mil-4 assurant la liaison avec une unité envoyée en renfort
dans le Sinaï (en bas), (collection David Nicolle)



Le fer de lance de l'aviation égyptienne : le bombardier lourd Tu-16, ici escorté par deux MiG-21. (collection David Nicolle)



Un destroyer et un hélicoptère Mil-4 égyptiens patrouillent au large du Détroit de Tiran, quelques jours avant le déclenchement des hostilités.
(collection David Nicolle)



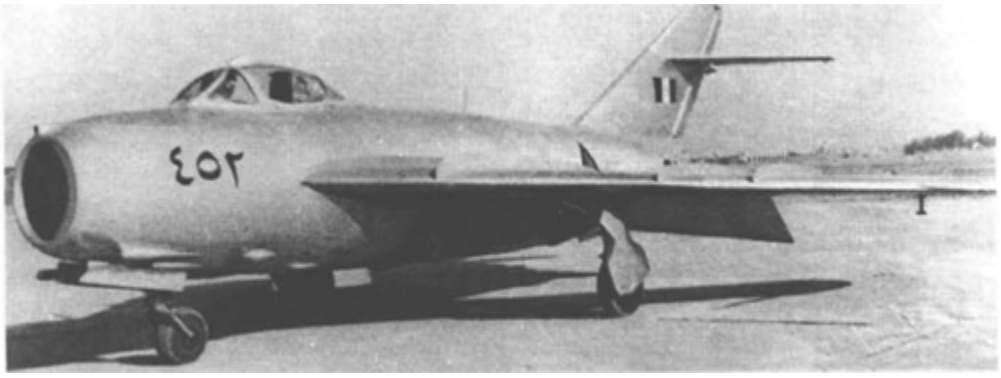
Une délégation militaire égyptienne observe des manœuvres aériennes en Irak, peu de temps avant la guerre de juin 1967. (collection David Nicolle)



Cette même délégation visite une base abritant des MiG-21 irakiens.
(collection David Nicolle)



Un chasseur bombardier irakien « Hunter » sur la fameuse base H-3.
(collection David Nicolle)



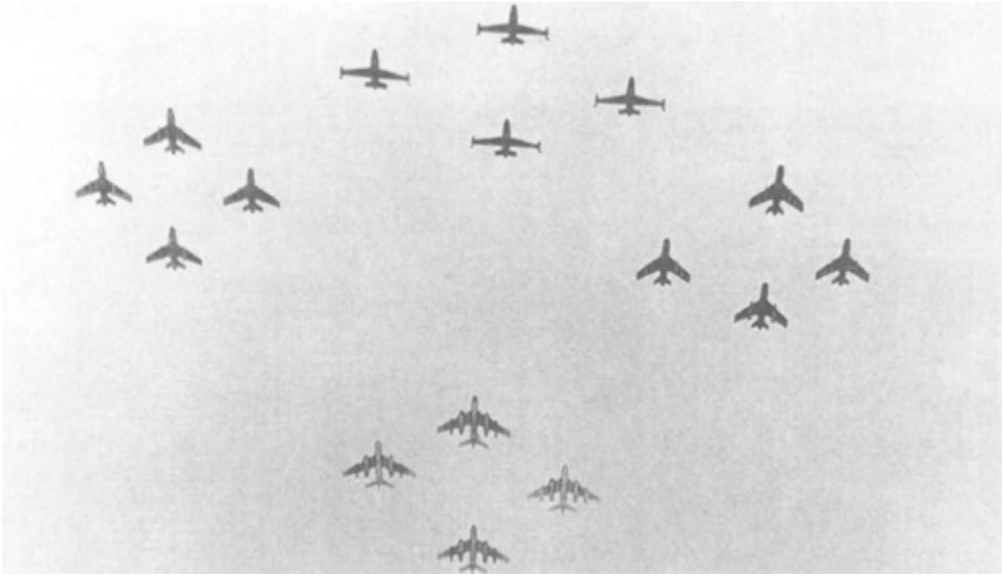
Un chasseur MiG-17 irakien sur cette même base.
(collection David Nicolle)



Le commandant d'un escadron égyptien de MiG-21
de retour d'une mission de routine, à la veille du conflit.
(collection David Nicolle)



Le « Mirage III », fer de lance de l'aviation israélienne.



L'opération « Moked », une formidable publicité pour l'industrie aéronautique française : un quator d'« Ouragan » au premier plan, suivi de « Mystère » (à gauche), de « Super Mystère » (à droite) et de « Vautour » (en arrière plan).

En Israël, c'est Shimon Pérès qui assura la direction « politique » du programme nucléaire. Celui-ci était divisé en quatre phases visant tout d'abord la construction d'un centre de recherches abritant un réacteur nucléaire, théoriquement cantonné à un usage pacifique, puis dans un

deuxième temps, la mise au point d'une unité de séparation du plutonium. Il était ensuite indispensable d'obtenir une quantité suffisante de matière fissile pour pouvoir produire un nombre de bombes atomiques suffisant pour exercer une politique de dissuasion crédible. Dernière étape, les forces israéliennes devraient se doter de vecteurs performants (missiles sol-sol, bombardiers supersoniques) susceptibles de délivrer les têtes nucléaires sur des cibles relativement éloignées, telles que les grandes capitales arabes ou le barrage d'Assouan.

La France livra à Israël un premier réacteur nucléaire de 24 mégawatts en septembre 1956, quelques semaines à peine avant le déclenchement de la campagne de Suez. Le fiasco diplomatique auquel durent faire face la France et Israël, à l'issue de cette campagne, renforça d'autant plus leur coopération militaire et atomique. Un second réacteur nucléaire plus puissant, toujours d'origine françaises et officiellement destiné à la recherche fondamentale, arriva en Israël en 1957. Grâce aux accords conclus avec la France, mais aussi grâce aux efforts persistants du *Mossad* et du *Lishka le-Kishrei Mada* (bureau de liaison scientifique, plus connu sous l'appellation de *Lekem,* véritable service d'espionnage industriel mis sur pied par Shimon Pérès et dirigé par Benyamin Blumberg), les deux premières phases de ce programme furent achevées au milieu de l'année 1963. A cette date, Israël possédait depuis plusieurs années déjà une centrale nucléaire ultra-secrète sur le site de Dimona, au nord du désert du Néguev. L'achèvement de la deuxième phase n'était pas allé toutefois sans quelques difficultés, car le Général de Gaulle, arrivé au pouvoir en 1958, s'était refusé à livrer à Israël l'usine de séparation isotopique indispensable pour la poursuite du programme. Grâce à un puissant réseau d'influence, pour ne pas dire de complicités, Shimon Pérès convainquit les dirigeants de Saint-Gobain de lui livrer directement l'usine clé en main, sans passer par les fourches caudines de la commission interministérielle de contrôle d'exportation des matériels sensibles. Le Général de Gaulle ne fut pas dupe, mais il put ainsi fermer les yeux et sauvegarder les apparences indispensables à la réorientation de sa politique étrangère, dans un sens plus favorable aux pays arabes. Quelques mois plus tôt, Shimon Pérès s'était également entendu avec Marcel Dassault pour que l'industriel français conçoive et livre à Israël, avant la fin de l'année 1967, des missiles sol-sol susceptibles d'emporter une charge de 750 kg (la masse moyenne d'une tête nucléaire de quelques dizaines de kilotonnes) à une distance de 500 km,

suffisante pour atteindre Le Caire et Damas. D'autant que les essais préalables de la fusée sol-sol israélienne « Shavit » s'étaient apparemment soldés par un échec cuisant [6] . Ce missile, identifié comme le MD-660, prendrait par la suite l'appellation « Jéricho ». En attendant ces missiles, Israël pourrait toujours compter sur les bombardiers légers « Vautour », livrés par la France à partir de 1957.

Toutes les pièces du puzzle étaient ainsi en train de se mettre en place. Le 28 décembre 1962, John Kimche, un universitaire israélien de renom identifié comme « honorable correspondant » des services israéliens, avait fait paraître dans le *Jewish Observer and Middle East Review,* un journal d'analyse stratégique basé à Londres, un éditorial intitulé « *Vers une politique de dissuasion nucléaire indépendante israélienne ».* Il manquait cependant encore la matière fissile et Israël focalisa toute son attention sur ce point à partir de 1963.

C'est précisément à ce moment-là que les États-Unis déployèrent tous leurs efforts pour stopper le programme nucléaire israélien. De par leur statut de puissance nucléaire, les États-Unis souhaitaient empêcher tout risque de prolifération compliquant l'équation de la dissuasion. C'est pour cela qu'ils s'étaient opposés aux programmes nucléaires de la France, de la Chine et de l'Inde, à défaut de pouvoir bloquer ceux de l'URSS et de la Grande-Bretagne. L'administration américaine suivait donc avec la plus extrême attention l'évolution du programme israélien, multipliant les demandes d'inspection du site de Dimona et les survols d'avions de reconnaissance U-2 au-dessus du désert du Néguev. Washington était bien décidé à tout faire pour empêcher Israël, ou n'importe lequel de ses voisins arabes, d'acquérir la bombe atomique. La récente crise des missiles de Cuba ne pouvait que renforcer cette volonté de s'opposer à toute prolifération balistique et nucléaire dans une région stratégique (pétrole, voies de communication) susceptible de s'embraser à tout moment. Un mémorandum signé du Président Kennedy, adressé au Conseil National de Sécurité, avait ainsi ordonné à l'administration américaine de « *développer des plans en vue de stopper le développement d'armes technologiquement avancées au Proche-Orient* » [7] . Le Président américain était en outre très favorable à la négociation accélérée d'un traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui identifie clairement les États détenteurs de l'arme nucléaire en leur imposant en échange un régime responsabilisant d'assurances de sécurité au profit des

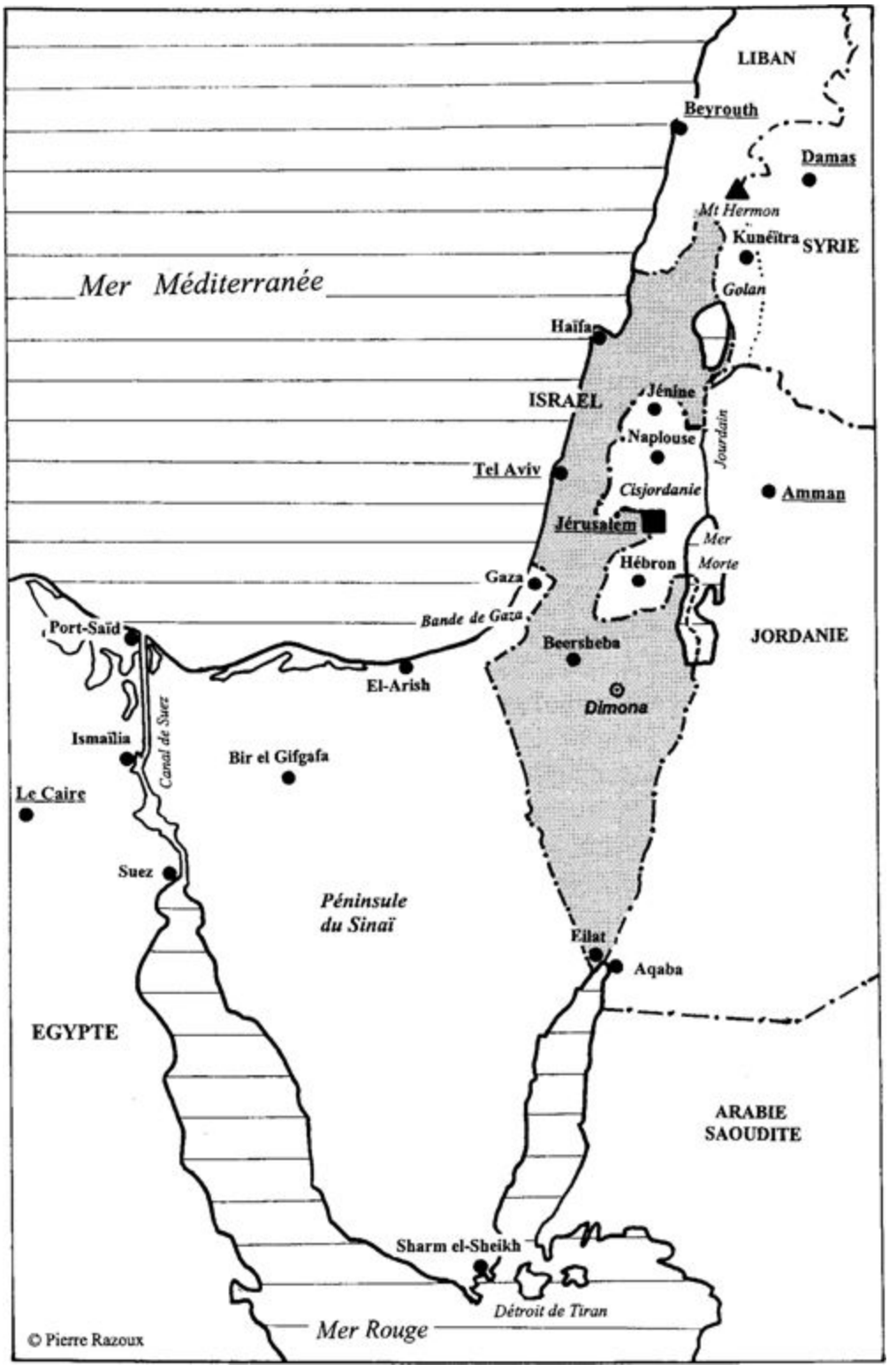
États signataires, et prohibant l'acquisition de la « Bombe » pour tous les États non reconnus comme puissance nucléaire par le traité.

Les responsables du Département d'État, de la CIA et du NSC élaborèrent une stratégie diplomatique visant l'« échange » de Dimona contre le programme balistique égyptien. Car depuis plusieurs années, l'Égypte, grâce à l'aide de techniciens soviétiques, mais aussi d'anciens savants allemands impliqués dans le programme de construction des V2, s'était lancé dans un ambitieux programme de construction de missiles balistiques théoriquement capables d'atteindre les principales villes israéliennes. En 1963, ce programme n'avait guère dépassé le stade des balbutiements, mais il permettait indubitablement au Raïs égyptien de faire « monter les enchères » dans le cadre de ses négociations bilatérales avec les États-Unis. L'Égypte ayant un rayonnement politique majeur au Proche-Orient et l'administration Kennedy estimant que le développement économique constituait le meilleur barrage face au communisme, Washington multipliait les appels du pied à l'égard du Caire. Les États-Unis, en ménageant les États arabes et en évitant de se compromettre avec Israël, pensaient ainsi contrecarrer l'influence soviétique dans la région.

Quoi qu'il en fut, l'année 1963 fut marquée par un regain d'activisme et de pressions pour mettre un terme au programme nucléaire israélien et au programme balistique égyptien [8] . Les pressions furent suffisamment fortes pour contraindre le Premier ministre israélien à la démission. Ben Gourion était en effet un partisan acharné de la « Bombe » et il avait tout fait pour qu'Israël puisse être reconnu comme puissance nucléaire avant la conclusion des négociations sur le TNP. Il était donc, avec Shimon Pérès qui faisait office de ministre de la défense adjoint, engagé dans une course de vitesse ; non pas avec les États arabes, mais avec la Maison Blanche. Isser Harel, le chef du *Mossad,* l'avait d'ailleurs alerté sur le fait qu'Andreï Gromyko, le ministre des affaires étrangères soviétique, multipliait les déplacements à Washington pour tenter de convaincre l'administration américaine de définir une action conjointe des deux grandes puissances en vue de contraindre Israël à démanteler son programme nucléaire. La Maison Blanche se disait prête à accorder un régime de garanties nucléaires à Israël, lui offrant de facto le parapluie de sa propre dissuasion stratégique, si Tel Aviv renonçait officiellement à son programme nucléaire. Isser Harel et Golda Meir, alors ministre des affaires étrangères, étaient favorables à cette option. Ben Gourion y était farouchement opposé. Le Président Kennedy

resta inflexible, demandant l'arrêt du programme israélien et imposant l'inspection de l'usine de Dimona. Shimon Pérès tenta un compromis en proposant, sans succès, que la visite d'inspection soit effectuée sous contrôle bilatéral franco-israélien. Le gouvernement israélien dut finalement se résoudre à accepter une visite d'experts américains sur le site de Dimona. Ce qui devait être caché avait toutefois été soigneusement camouflé et une partie de l'usine fut même murée pour l'occasion. L'équipe américaine, bien que sceptique, ne put obtenir la preuve que l'usine était destinée à un usage militaire. Shimon Pérès, pressé par Washington, dut cependant déclarer *« qu'Israël n 'Introduirait pas en premier les armes nucléaires au Proche-Orient»* [9] . C'est à cette occasion que fut élaborée, dans une ambiguïté destinée à leurrer avant tout les États-Unis, la doctrine nucléaire « officieuse » de l'État hébreu. Cette ambiguïté sembla calmer momentanément les craintes de la Maison Blanche. De guerre lasse, usé par le pouvoir et la vieillesse, Ben Gourion préféra démissionner en juin 1963 pour retourner vivre dans le désert du Néguev, non loin d'ailleurs de la centrale de Dimona...

Le Proche-Orient à la veille de la guerre de juin 1967



Les États-Unis choisissent Israël

John Kennedy étant entre-temps passé de vie à trépas, la politique américaine à l'égard du Proche-Orient se modifia subrepticement. Jusqu'alors, cette politique était essentiellement défensive, cette zone étant plus ou moins considérée comme une chasse gardée britannique. Washington affichait une relative neutralité, se refusant à livrer aux uns ou aux autres des armes susceptibles de rompre le fragile équilibre des forces. Les administrations américaines successives cherchaient avant tout à endiguer le péril communiste et encercler l'Union soviétique. En 1958, toutefois, la situation se dégrada à tel point que les Américains durent intervenir au Liban, mais aussi en Jordanie, pour éviter que ces pays ne basculent dans l'anarchie. La même année, le coup d'état militaire qui porta le général Kassem au pouvoir en Irak mit un terme au projet américain visant à constituer une alliance régionale arabe capable d'endiguer la poussée communiste, via le Pacte de Bagdad. Quatre ans plus tard, la crise des missiles de Cuba consacra une évolution de la doctrine stratégique américaine ; l'équilibre de la terreur remplaça progressivement le cordon sanitaire visant à endiguer physiquement la progression soviétique. Le coup d'État qui renversa le général Kassem le 8 février 1963 et chassa les communistes du pouvoir en Irak modifia sensiblement la donne régionale, obligeant l'Union soviétique à reporter toute son attention sur l'Égypte. Nasser, adulé par les foules arabes et soutenu par le Kremlin, était au faîte de sa puissance. Mais plutôt que de répondre aux appels du pied pressants de la Maison Blanche, le Raïs intervint militairement au Yémen, s'enferrant dans un conflit long et coûteux, menaçant de surcroît l'Arabie Saoudite, alliée privilégiée de Washington dans la région du Golfe Arabo-Persique. Désillusionnés par un monde arabe décidément imprévisible, les États-Unis décidèrent de soutenir durablement Israël. C'était le moment où jamais, car parallèlement, l'influence française en Israël s'effritait considérablement.

Depuis la signature des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, le 18 mars 1962, le gouvernement du Général de Gaulle avait entamé un rapprochement significatif à l'égard des États arabes, permettant ainsi le règlement rapide du contentieux franco-égyptien [10] . Paris conservait néanmoins des liens étroits avec l'État hébreu. Dès son retour au pouvoir, le Général de Gaulle avait assuré l'ambassadeur d'Israël que la France *« serait toujours au côté d'Israël si son intégrité et son existence étaient menacées* » [11] . Il entretenait une correspondance suivie avec David Ben Gourion. Il demanda toutefois à ses ministres d'éviter que la France « *ne se mette trop*

en avant, afin de ménager les Arabes » [12] . De Gaulle était en revanche clairement opposé à la poursuite de la coopération avec Israël dans le domaine nucléaire. Car la France était en passe de réussir son pari : mettre au point une Force de Frappe atomique indépendante. Lors d'un comité de défense restreint, le 17 juin 1958, le Président de la Ve République décida d'arrêter toute collaboration technique dans le domaine nucléaire militaire avec les partenaires étrangers de la France. Cela couvrait de fait la coopération avec Israël et le Pakistan. Mais grâce à l'« amitié » et aux puissants réseaux de Pierre Guillaumat, ministre des Armées, et de Jacques Soustelle, ministre de la recherche en charge des affaires atomiques, il fallut plus de dix-huit mois pour que cette décision prenne effet à l'égard de l'État hébreu ! De l'avis même de Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères, « *les rapports franco-israéliens se poursuivaient sur le plan des questions atomiques dans le dos du gouvernement, dans l'incorrection la plus totale* » [13] . Pendant l'année 1959, la construction de l'usine de Dimona fut accélérée et la France livra à Israël de petites quantités d'uranium. Lors d'un nouveau conseil de défense, le 12 janvier 1961, le Général de Gaulle tança ses ministres et ordonna l'arrêt immédiat de toute coopération en matière nucléaire et de toute livraison de matière fissile. S'il autorisa Marcel Dassault à livrer des « Mirage III » à Israël, il s'opposa fermement à la vente de bombardiers supersoniques « Mirage IV » que Ben Gourion et Shimon Pérès ne cessaient de réclamer depuis plusieurs mois. En novembre 1962, le Premier ministre et le ministre des Armées ordonnèrent quant à eux l'arrêt de la planification des exercices « Spontex » censés permettre l'intervention des forces françaises au côté d'Israël, en cas d'agression des armées arabes contre l'État hébreu [14] . Le 24 mai suivant, le Général de Gaulle alla plus loin en précisant que la France ne devait prendre « *aucun engagement d'aucune sorte quant au concours militaire que nous pourrions, éventuellement, décider d'apporter à Israël. Nous ne devons pas non plus laisser notre état-major s'entretenir de cette hypothèse avec l'état-major ou les attachés militaires israéliens. Ces entretiens créent des équivoques et ne présentent aucun avantage* » [15] . Bien que l'image d'Israël, relayée par une habile propagande, fût encore excellente en France, une nouvelle politique à l'égard de l'État hébreu et de ses voisins arabes se mit progressivement en place, fondée sur le principe de la coexistence pacifique et sur celui du respect mutuel de l'intégrité territoriale [16] . Quelques mois plus tard, Georges Pompidou informa le nouveau Premier

ministre israélien Lévi Eshkol que la France ne livrerait plus désormais à Israël que des armes qualifiées de défensives. Le torchon brûlait donc sérieusement entre Tel Aviv et Paris. Et la France, notamment pour sécuriser ses approvisionnements pétroliers, s'acheminait vers la reprise de liens diplomatiques forts avec les capitales du monde arabe.

A l'inverse, Washington se fit plus conciliant à l'égard d'Israël. Des premières conversations d'état-major furent organisées entre le Pentagone et le ministère israélien de la défense en novembre 1963. Les autorités américaines livrèrent à l'armée israélienne les premiers missiles sol-air « Hawk », dont la vente avait été autorisée l'année précédente par le président Kennedy sur demande insistante de Ben Gourion. Ce dernier souhaitait en effet disposer d'un système anti-aérien efficace pour protéger... la centrale de Dimona ! Pendant les mois qui suivirent, l'administration américaine focalisa son attention sur l'Asie du Sud-Est où l'engagement militaire américain au Vietnam devenait de plus en plus évident. La Maison Blanche souhaitait clairement temporiser au Proche-Orient, tout en tentant d'y établir une ou plusieurs têtes de pont. Il lui sembla dès lors plus rentable de jouer la carte du partenariat avec Israël, plutôt que celle de la méfiance. L'année 1964 fut ainsi marquée par un renversement des alliances, qui ne serait officialisé que trois ans plus tard, à l'issue de la guerre des Six Jours. Israël, suivant en cela les grands principes stratégiques édictés par Ben Gourion, était en passe de contracter une nouvelle alliance durable avec une grande puissance : les États-Unis d'Amérique. L'alliance française avait vécu. Ses vestiges restaient encore toutefois perceptibles à travers les liens personnels unissant certains industriels et hommes politiques français et israéliens.

L'administration américaine n'en continua pas moins de surveiller étroitement la progression du programme nucléaire israélien, ne sachant pas exactement à quel stade les Israéliens en étaient. Des inspections annuelles de l'usine de Dimona furent donc organisées en 1964, 1965 et 1966, tandis que des avions espions U-2 survolaient régulièrement le site à très haute altitude. Au début de l'année 1964, l'ambassadeur américain en Égypte envoya un mémorandum au président Johnson, précisant qu'il ne voyait pas de danger de guerre entre Israël et l'Égypte à moyen terme, à l'exception de la question potentiellement conflictuelle de Dimona. Il précisa ainsi que « *si Nasser avait la preuve ou l'intime conviction qu'Israël a commencé la production d'armes nucléaires, il pourrait bien attaquer Israël de manière préventive pour tenter de détruire l'usine de production atomique* » [17] .

Mieux, un document de travail relatif à la politique à suivre en matière de prolifération nucléaire, en date du 12 décembre 1964, émanant sans doute de la Maison Blanche et dont une copie largement censurée subsiste dans les archives de la bibliothèque Lyndon Johnson, stipule « *qu'à la fin de cette année 1964, le programme nucléaire israélien semble dirigé vers la recherche énergétique pacifique, mais pourrait être réorienté aisément vers un programme militaire. Le Premier ministre Eshkol nous a dit oralement que l'activité nucléaire israélienne était pacifique. Néanmoins, ni lui, ni Ben Gourion auparavant, n'ont jamais écarté la possibilité de développer un armement nucléaire si la situation du Proche-Orient l'exigeait* » [18] . La page 17 de ce même document précise qu*'«Israël a désormais la capacité technique de développer la Bombe* » [19] . Après deux pages blanchies par la censure figure la conclusion suivante : « *Israël, sans aucune assistance extérieure, pourrait procéder à son premier essai nucléaire, deux ou trois ans seulement après la décision de développer une capacité nucléaire militaire* », et s'intéressant à la réaction éventuelle de l'Égypte, ce document précise que « *pour sa propre survie, la République Arabe Unie (l'Égypte) pourrait voir avantage à tout faire pour prévenir l'utilisation éventuelle d'armes nucléaires (au Proche-Orient)* ».

Le 3 mars 1965, l'attaché de l'air américain en poste à Tel Aviv envoya au service de renseignement de l'US Air Force un câble confirmant que les essais du missile sol-sol français destiné à Israël avaient commencé sur l'île du Levant et semblaient se dérouler de manière satisfaisante [20] . Le 19 avril 1965, le gouvernement israélien adressa à la Maison Blanche une importante liste d'achat de matériel de guerre incluant 210 chars M-48 « Patton », 60 canons automoteurs de 155 mm et 75 avions de combat A-4 « Skyhawk ». Le Président Johnson répondit à cette requête en demandant au Premier ministre israélien d'accepter que le régime de contrôle de l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique s'applique à Dimona. Les éléments d'un accord informel visant l'arrêt du programme nucléaire militaire israélien contre la livraison d'armes lourdes par les États-Unis semblaient ainsi se mettre en place. Lévi Eshkol fit monter les enchères en demandant 400 chars «Patton» et 125 chasseurs «Skyhawk» aux Américains, tout en déclarant qu'Israël se comporterait de manière responsable et ferait tout son possible pour contenir le conflit israélo-arabe dans un registre « conventionnel ». Parallèlement, il passa commande de 12 vedettes lance-missiles auprès des autorités françaises : les fameuses vedettes de

Cherbourg [21] . En continuant de jouer sur les deux tableaux, Israël espérait sans doute forcer la main des Américains. Calcul probant, puisque l'accord entre Israël et les États-Unis fut finalement agréé en mars 1966 ; ce qui n'empêcha pas le gouvernement israélien de conclure quelques semaines plus tard un ultime contrat d'armement avec la France, portant sur la livraison de 50 chasseurs bombardiers « Mirage Y ».

Quoi qu'il en soit, à la fin de l'année 1966, Israël pouvait se targuer de bénéficier déjà de l'aide militaire américaine la plus importante à travers le monde, rapportée au nombre d'habitants [22] . Et la production de plutonium enrichi ayant très probablement commencé à la fin de l'année 1964, l'État hébreu disposait désormais de la matière fissile nécessaire à la fabrication d'un petit nombre de bombes atomiques [23] . Les autorités israéliennes, Shimon Pérès en tête, étaient en tout cas déterminées à poursuivre ce programme et si possible à l'accélérer.

La tension monte

Le 23 décembre 1960, Nasser avait déclaré aux journalistes américains venus l'interviewer : « *Le développement d'armes nucléaires par Israël obligerait les États arabes à lancer une attaque préventive décisive (contre l'État hébreu)* » [24] . Il s'agissait davantage d'une déclaration de principe que de la manifestation tangible d'une menace perçue comme immédiate. Israël n'était en effet pas encore en mesure de construire sa « Bombe » : il lui manquait l'usine de séparation isotopique et la matière fissile. De fait, compte tenu des pressions américaines réelles pour tenter de contrer le développement du programme atomique israélien, Nasser relégua au second plan la menace virtuelle d'un éventuel arsenal nucléaire israélien, pour focaliser son attention sur l'engagement des forces armées égyptiennes au Yémen et sur son action diplomatique visant à renforcer son leadership auprès du monde arabe. Ce n'est que quatre ans plus tard, très certainement sur la foi d'informations divulguées par les services de renseignements britanniques et soviétiques, tous deux très actifs au Proche-Orient, que le Raïs égyptien prit conscience des progrès enregistrés par Israël dans ce domaine. Le 18 mars 1965, l'ambassadeur des États-Unis au Caire tenta de rassurer Nasser en lui précisant clairement que « *certains problèmes entre Israël et l'Égypte subsistent et pourraient constituer une source potentielle de guerre... mais le gouvernement des États-Unis maintiendra la pression*

pour qu'Israël ne devienne pas une puissance nucléaire » [25] . Apparemment sans succès, car lors d'une visite officielle à Paris le 16 octobre 1965, le maréchal Amer, ministre égyptien de la guerre et vice-président de la République Arabe Unie, déclara sans ambages à Georges Pompidou et Maurice Couve de Murville, que « *si Israël prenait l'initiative de construire des armes atomiques, l'Égypte ne pourrait en aucun cas rester inactive* » [26] . Tout au long de l'année suivante, la question donna lieu à de virulents débats dans la presse égyptienne. Mohammed Heikal rappela que si « *le peuple égyptien venait à être confronté à la menace atomique, il ne saurait attendre le dernier moment pour mobiliser toutes ses ressources en vue de faire face à cette menace* ». Le 21 février 1966, Nasser confia lui même aux journalistes du *New York Times* que « *l'Égypte se lancerait dans une guerre préventive si Israël se mettait à fabriquer des armes nucléaires* ». Et dans son édition du 12 mars 1966, le journal cairote *Al Jumhuria* titra *« Une guerre préventive est la seule manière d'empêcher Israël de devenir une puissance nucléaire* ». Quelques jours plus tard, Nasser rétablit le commandement militaire arabe unifié, mis en sommeil depuis l'échec de l'union institutionnelle entre l'Égypte, la Syrie, le Yémen et l'Irak. Au même moment, l'ambassadeur américain en poste au Caire envoya au Département d'État, à Washington, une analyse contenant les phrases suivantes : « *Le Président Nasser suspecte Israël de vouloir développer des armes nucléaires... tenant compte du fait qu'Israël détient désormais au moins huit kilogrammes de plutonium enrichi »* [27] .

Tout porte à croire qu'à partir du printemps 1966, le Président Nasser a sérieusement envisagé la possibilité d'une offensive militaire contre Israël, visant des objectifs limités, dont le but principal aurait été de détruire, ou du moins neutraliser, le potentiel nucléaire de l'État hébreu. Le but second de cette offensive visait sans doute le port d'Eilat, en vue d'établir un corridor permettant de relier par voie terrestre l'Égypte à la Jordanie, et au-delà, de la relier directement à la Syrie, à l'Irak et à l'Arabie Saoudite. Dans l'esprit de Nasser, une telle intervention n'était envisageable que tant qu'Israël ne possédait pas de têtes nucléaires, ou bien n'en détenait qu'un nombre très restreint sans vecteurs crédibles pour les lancer, c'est-à-dire sans missiles sol-sol ou sans bombardiers supersoniques. De ce fait, l'attaque préventive devait avoir lieu avant la fin de l'année 1967 [28] . Peu importe finalement que la menace nucléaire israélienne ait été avérée ou purement théorique ; ce qui fut déterminant fut la perception que Nasser et son entourage avaient

de cette menace, et les « représentations » que celle-ci engendra dans l'opinion publique égyptienne. Car les Égyptiens eux-mêmes ne doutaient pas qu'ils représentaient la cible prioritaire d'éventuelles frappes nucléaires israéliennes, estimant, à tort ou à raison, que la ville du Caire et le barrage d'Assouan seraient les deux premiers objectifs visés.

Le Président égyptien ordonna donc à son état-major général de planifier des opérations militaires en ce sens. Il n'était nullement question de rayer Israël de la carte du Proche-Orient. Mais simplement de mener des actions déterminées contre certains objectifs stratégiques israéliens comme la centrale nucléaire de Dimona, le port d'Eilat (offrant le seul débouché maritime sur la mer Rouge), mais aussi et surtout les bases aériennes, plus particulièrement celles abritant des avions de combat susceptibles de mettre en œuvre la bombe atomique. Car Nasser avait indubitablement un sens politique aiguisé, une éducation militaire certaine et une vision diplomatique d'ensemble. Il avait parfaitement intégré les enseignements de la crise de Suez de 1956 qui avait failli lui coûter sa place. Il avait bien compris que toute action visant la destruction d'Israël était non seulement impensable du point de vue diplomatique, mais impossible du point de vue militaire. Sur la scène internationale, les États-Unis et la France, puissances nucléaires, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et pays dans lesquels la communauté juive était extrêmement influente, s'y seraient radicalement opposés. Or, le Raïs ne disposait pas à cette époque du « parapluie nucléaire » soviétique. Il avait en outre tiré les leçons de l'échec de la tentative d'union politique et institutionnelle entre l'Égypte, la Syrie et le Yémen, qui avait lamentablement échoué en 1961. Il savait qu'une réelle union pan-arabe, seule hypothèse permettant d'envisager sérieusement une guerre à outrance à l'encontre d'Israël, était quasiment impossible en l'état actuel des relations inter-arabes.

Quant au facteur militaire, son biographe et confident Mohammed Heikal est formel sur ce point, Nasser avait encore en mémoire la défaite cuisante essuyée en 1956 face aux Israéliens. Celui-ci savait donc qu'il lui serait très difficile de menacer sérieusement l'armée israélienne. Tout au plus pouvait-il espérer des actions limitées visant certains centres névralgiques adverses, grâce aux récentes livraisons d'armes soviétiques ultramodernes. Les stratèges israéliens en étaient eux-mêmes bien conscients. Ezer Weizmann, ancien commandant en chef des forces aériennes et conseiller spécial du chef de l'état-major général au moment de

la guerre, tout comme Haïm Bar-Lev, futur chef d'état-major général, déclarèrent par la suite que « *contrairement aux idées reçues, l'existence même d'Israël n 'a jamais été réellement menacée lors de la guerre des Six Jours* », précisant qu'ils n'avaient jamais pensé qu'une telle éventualité fut alors encore possible [29] . Et pour cause, puisqu'ils savaient ou se doutaient tous deux qu'Israël détenait désormais une police d'assurance de premier ordre, par le biais de ses premières bombes nucléaires. La survie d'Israël n'était donc désormais plus menacée [30] . Le Général de Gaulle, se référant aux rapports des services de renseignement français, était convaincu de la supériorité militaire d'Israël, précisant même à son aide de camp que l'État hébreu « *ne risquait absolument plus la destruction* » [31] . Mordéchaï Bentov, membre du gouvernement de coalition pendant la guerre, alla même plus loin en reconnaissant que « *toute cette histoire à propos du danger d'extermination d'Israël, juste avant la guerre des Six Jours, n'était que pure propagande pour justifier a posteriori l'annexion des territoires occupés* » [32] . Cette appréciation fut confirmée plus tard par le général Mattiyahou Peled, responsable de la logistique pendant le conflit, lorsque celui-ci déclara lors d'une interview télévisée diffusée aux États-Unis, que pendant la guerre des Six Jours, « *Israël ne risquait pas la destruction et que toute allégation tendant à faire croire que les forces égyptiennes concentrées à proximité de la frontière israélienne pourraient menacer la survie de l'État hébreu constituait une insulte à l'efficacité des forces armées israéliennes et à l'intelligence de quiconque était capable d'analyser sérieusement le rapport des forces alors en présence* » [33] . Cette thèse a depuis été reprise en Israël par ceux qu'on appelle « les nouveaux historiens » [34] .

Reste à savoir si Nasser comptait réellement lancer son attaque préventive contre les capacités nucléaires israéliennes avant la fin de 1967, et ce quelles que puissent être les circonstances ? Ou bien s'il avait plutôt en tête de n'agir qu'en état de légitime défense, à la suite d'une attaque israélienne préalable visant ses propres forces ou celles de ses alliés arabes ? Quitte à pousser Israël « à la faute » en multipliant les provocations et les pressions de toute nature. L'enchaînement ultérieur des événements sembla montrer que Nasser avait très probablement choisi cette seconde option. Notamment pour justifier son action à l'égard de la communauté internationale, toujours prompte à critiquer ses initiatives. Il semble en tout

cas évident que sa stratégie visa bien à pousser le gouvernement israélien dans ses derniers retranchements, en l'obligeant à déclencher les hostilités de manière préventive, afin de pouvoir contre-attaquer dans la foulée. Car si le Raïs ne se faisait guère d'illusion sur la capacité de son armée à menacer sérieusement les forces armées israéliennes, il n'imaginait pas non plus que ces dernières puissent anéantir sa propre armée. Ce fut sans doute là son erreur majeure.

Parallèlement, le gouvernement israélien était lui aussi en train de planifier des opérations militaires contre ses voisins arabes, et plus particulièrement contre l'Égypte. Une telle activité relevait bien évidemment des missions de routine dévolues à l'état-major général, mais elle s'expliquait par la phobie d'Israël d'être pris au dépourvu par une éventuelle attaque surprise. Cette crainte n'était pas sans fondement. Car en février 1960, l'Égypte était parvenue à masser non loin de la frontière israélienne les éléments de sa 4e division blindée renforcée de trois brigades d'infanterie, soit 15 000 hommes et 500 chars, sans que les services israéliens de renseignement s'en aperçoivent ! Il avait fallu quatre jours à ces derniers pour réaliser la présence d'un tel dispositif à leur frontière. Dans le plus grand secret, Ben Gourion avait alors ordonné le déclenchement de l'opération « *Rotem* ». Une division blindée avait été immédiatement mobilisée, tandis que la totalité des forces aériennes s'étaient tenues prêtes à contre-attaquer les forces égyptiennes stationnées dans la péninsule du Sinaï. Après s'être observés en chien de faïence pendant dix jours, chaque camp avait finalement rappelé ses troupes, et la crise en était restée là... Nasser n'avait fait aucune publicité autour de cette affaire, se satisfaisant sans doute d'avoir transmis un message clair aux autorités israéliennes. Depuis cette époque, le spectre de l'opération « *Rotem* » hantait les cauchemars des généraux israéliens. En outre, le Premier ministre savait que son programme nucléaire était perçu par l'Égypte comme un *casus belli* potentiel. N'ayant nullement l'intention de l'abandonner, il était bien conscient qu'il lui faudrait sans doute un jour s'opposer militairement à la volonté égyptienne de le neutraliser. Car la menace d'actions militaires contre Dimona avait été analysée par Yigal Allon, l'un des plus éminents stratèges israéliens, comme l'une des « lignes rouges » dont le franchissement contraindrait Israël à se lancer dans une offensive préventive [35] . Un plan d'opérations contre l'Égypte, mais aussi contre la Jordanie, la Syrie et l'Irak fut ainsi méticuleusement préparé

pendant des années. Ce plan, dénommé « *Sadan* » (Enclume), s'appuyait sur une action préventive de l'aviation israélienne destinée à briser toute velléité offensive des voisins arabes. Une telle planification semblait d'autant plus justifiée qu'entre novembre 1964 et l'été 1965, la Syrie n'avait pas hésité à raviver ponctuellement les hostilités, en tentant de détourner le cours du fleuve Jourdain. Au cours de multiples accrochages qui dégénérèrent en une véritable « bataille de l'eau », Israéliens et Syriens se livrèrent à des duels de chars et d'artillerie qui se soldèrent par un statu quo, aucun des deux protagonistes ne souhaitant apparemment entamer un conflit majeur.

La guerre se profile

La fin de l'année 1966 et le début de l'année 1967 furent marqués par la reprise de raids de commandos israéliens contre les *feddayin* palestiniens, en représailles à des actions palestiniennes de plus en plus violentes. À la frontière syrienne, la tension ne cessa de croître. Dès février 1966, un coup d'état avait porté au pouvoir à Damas un gouvernement radical. Celui-ci s'était empressé de renforcer la coopération militaire avec l'Union soviétique et d'encourager l'installation de bases de *feddayin* sur le sol syrien, susceptibles d'agir contre Israël. Les accrochages et les escarmouches se multiplièrent le long de la ligne de cessez-le-feu, sans qu'il soit possible d'établir avec exactitude qui porta réellement la responsabilité de ces incidents. Ces derniers s'étendirent à la frontière jordanienne. À tel point que le 13 novembre 1966, l'armée israélienne lança une vaste opération de représailles contre le village de Samoa, situé en Cisjordanie, tuant 18 combattants palestiniens et jordaniens, en capturant trois, en blessant 54 autres, et détruisant plus d'une centaine de maisons. Le jeune roi Hussein accusa Nasser de « laisser tomber » les Palestiniens et de préférer rester bien à l'abri derrière le cordon de Casques bleus déployés dans le Sinaï entre les forces égyptiennes et israéliennes. Le ton était à l'invective entre Amman et Le Caire, d'autant plus que la Jordanie soutenait l'Arabie Saoudite dans l'interminable conflit yéménite qui l'opposait à l'Égypte.

Dans les mois qui suivirent, des combats sporadiques continuèrent d'opposer Israéliens et Syriens le long de la frontière nord. Pas moins de 270 incidents furent ainsi dénombrés pendant les quatre premiers mois de 1967. Ces combats culminèrent le 7 avril, lorsque l'artillerie syrienne prit à partie des véhicules blindés israéliens appartenant à un kibboutz frontalier

qui avaient franchi la ligne de cessez-le-feu de 1948. Cet accrochage dégénéra en un duel de chars, puis en une véritable bataille aérienne au cours de laquelle l'aviation syrienne perdit six chasseurs Mig-21, sans parvenir à abattre un seul chasseur israélien. Moshé Dayan reconnut plus tard que ces incidents consistant à envoyer des tracteurs blindés sur des parcelles disputées « *avaient été délibérément provoqués par les Israéliens, en toute connaissance de cause, pour y exercer leur souveraineté* » [36] . Le combat aérien qui s'en était suivi avait été orchestré par les stratèges israéliens comme une véritable embuscade dont le but consistait clairement à accroître la tension dans la région. Martin Van Creveld, éminent professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, que l'on ne peut suspecter de défendre des thèses anti-israéliennes, reconnaît lui-même que *Tsahal « brûlait d'en découdre et acceptait de prendre tous les risques pour provoquer l'embrasement ; les Israéliens ne faisaient pas mystère d'une possible attaque de grande envergure contre la Syrie* » [37] . A la suite de cet incident, le président syrien Atassi rappela à l'Egypte son devoir d'assistance, conformément au traité de défense liant les deux pays, tandis que le roi Hussein de Jordanie ne manqua pas de critiquer vertement l'immobilisme du Raïs. Ce dernier se contenta de simples protestations verbales, soulevant les sarcasmes de plusieurs chefs d'États arabes qui ne manquèrent pas de souligner que l'armée égyptienne prenait l'allure d'un tigre de papier, seulement capable de bombarder les frères arabes combattant au Yémen et de réprimer les Palestiniens vivant en Égypte. Volonté délibérée de leurrer les Israéliens sur ses intentions réelles, ou bien prudence soigneusement calculée pour ne pas leur offrir un prétexte idéal d'intervention ? Quoi qu'il en fut, Nasser réalisa qu'il lui fallait rapidement redorer son blason, de crainte de perdre sa crédibilité à l'égard du monde arabe, tout en manœuvrant de telle manière qu'il puisse continuer à pousser Israël « à la faute ». Il décida donc de faire monter vertigineusement les enchères. Apparemment sans difficultés, puisque les Israéliens eux-mêmes semblaient déjà sur le sentier de la guerre.

Pendant la fin du mois d'avril et le début du mois de mai 1967, les accrochages sur le front nord, entre Israéliens et Syriens, s'étaient poursuivis de manière sporadique. Le front sud s'avérait quant à lui étonnamment calme. Le 12 mai 1967, une dépêche de l'agence de presse UPI, reprise par le *New York Times*, indiqua que « *selon une source israélienne élevée, l'État hébreu se préparerait à une action militaire contre*

l'armée de Damas, si les terroristes syriens continuent de se livrer à des raids de sabotage en Israël ». Dans la foulée, Moscou envoya un télégramme diplomatique à plusieurs capitales arabes faisant état de concentrations préoccupantes de troupes israéliennes sur la frontière nord, en vue d'une attaque surprise contre la Syrie. Inquiet, le président syrien demanda au président Nasser de mettre en application le pacte de défense mutuelle conclu entre l'Égypte et la Syrie. Le Raïs saisit la balle au bond et décréta la mobilisation générale de ses troupes, invoquant la « solidarité socialiste » liant Damas au Caire. Il ordonna l'envoi en Syrie de plusieurs escadrons de chasseurs bombardiers, et deux jours plus tard, le 14 mai, annonça ostensiblement le renforcement du dispositif militaire égyptien dans la péninsule du Sinaï. Quatre divisions égyptiennes (les 2e , 5e , 6e et 7e divisions), incluant de nombreux éléments blindés et mécanisés, reçurent ainsi l'ordre de franchir le canal de Suez pour se positionner en posture défensive face à la frontière israélienne. Depuis le retrait israélien de 1957, à la suite de la campagne de Suez, la péninsule du Sinaï était largement démilitarisée et un important contingent d'observateurs des Nations unies faisait office d'écran entre les forces égyptiennes et israéliennes. L'armée égyptienne avait certes fortifié la partie nord de son dispositif défensif, mais celui-ci n'était gardé que par un nombre limité d'unités d'infanterie. L'une des lignes rouges définies par Israël venait ainsi d'être franchie.

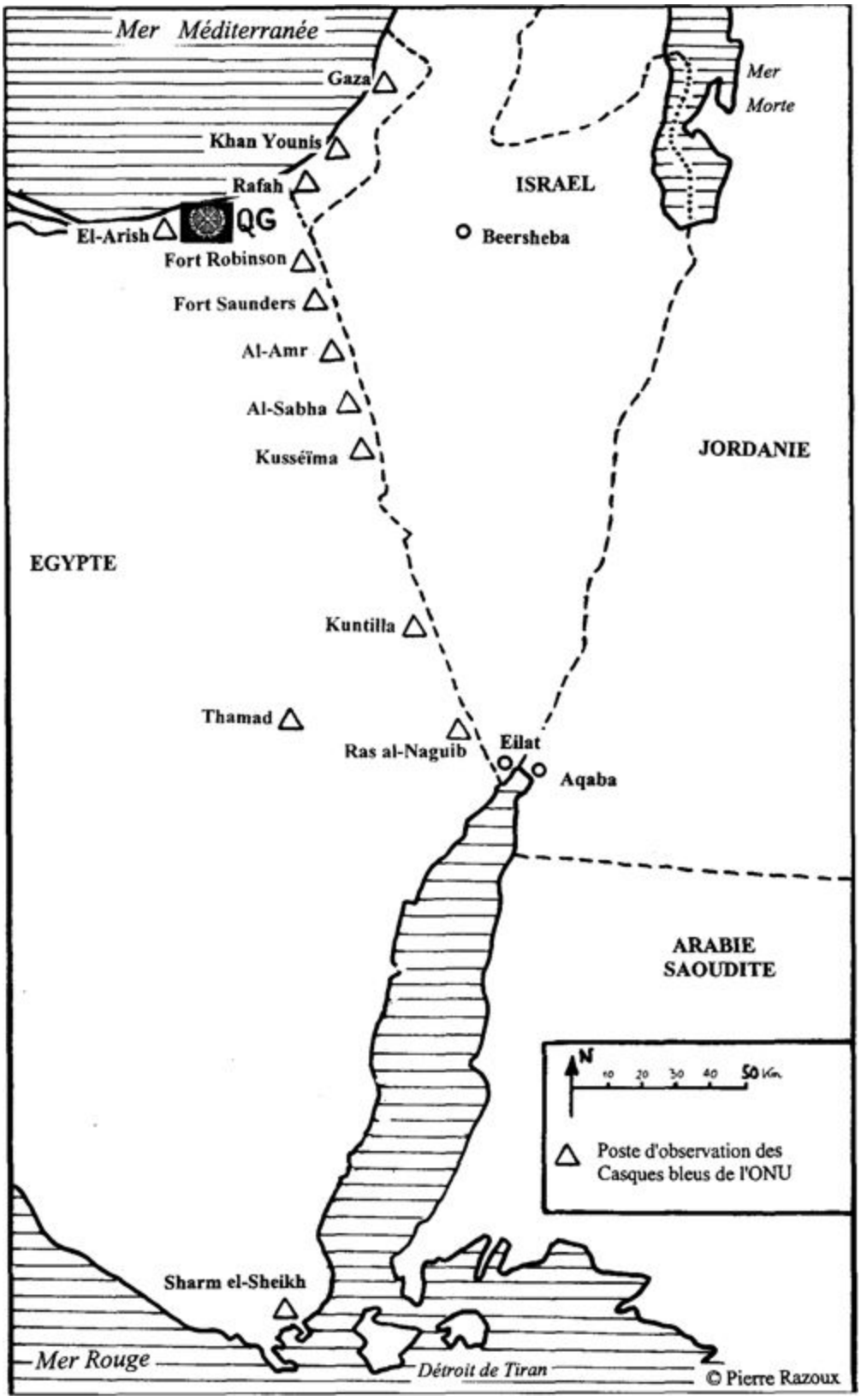
Le 15 mai, alors qu'Israël célébrait le dix-neuvième anniversaire de son indépendance, les renforts égyptiens commencèrent à prendre position dans le Sinaï. À l'issue du défilé militaire concluant les cérémonies de commémoration, l'état-major israélien lança la procédure de rappel d'une partie des réservistes, notamment ceux servant dans l'aviation et les unités de défense anti-aérienne. Le porte-parole du gouvernement déclara quant à lui à la presse internationale : « *les seules concentrations de forces actuellement en Israël sont des concentrations de touristes* » [38] . Il invita les observateurs des Nations unies présents en Israël au titre de l'ONUST à vérifier par eux-mêmes le caractère infondé des déclarations alarmistes soviétiques. Ceux-ci confirmèrent, trois jours plus tard, l'absence de déploiement visible israélien à la frontière syrienne. Et lorsque le général Mohamed Fawzi, chef d'état-major des forces armées égyptiennes, se rendit dans la foulée en Syrie pour évaluer par lui-même la situation sur place, il constata que « *les Soviétiques devaient avoir eu des hallucinations pour faire pareilles déclarations* » [39] . Pourquoi le Kremlin s'était-il donc lancé

dans une telle surenchère ? Sans doute parce que l'intérêt de l'Union soviétique visait une stratégie de tension qui permette de ressouder l'unité nationale syrienne à un moment où Damas traversait une crise intérieure préoccupante [40] , mais qui permette aussi de renforcer l'axe « socialiste progressiste » unissant Le Caire à Damas, tout en défiant la nouvelle stratégie américaine cherchant à s'implanter durablement au Proche-Orient. En allumant de nouveaux foyers de tensions, Moscou espérait sans doute mettre Washington sur la défensive, afin d'être en mesure d'avancer plus facilement ses pions dans l'ensemble du Moyen-Orient. Le Kremlin avait à cette occasion fait savoir à la Maison Blanche que dans l'hypothèse où Israël attaquerait ses voisins arabes, l'URSS les mettrait à l'abri de son propre « parapluie » nucléaire. Bien des années plus tard, un immigrant juif d'origine soviétique raconta d'ailleurs comment en juin 1967, alors qu'il servait à bord d'un sous-marin nucléaire soviétique lanceur d'engins, son bâtiment patrouillait en Méditerranée orientale, prêt à déclencher une frappe nucléaire contre Israël si la survie de l'Égypte ou de la Syrie avait été menacée [41] . En tout état de cause, Léonid Brejnev, Premier secrétaire du parti communiste soviétique, considérait les Syriens comme des alliés utiles et Nasser comme une marionnette bien commode... C'était néanmoins méconnaître gravement les stratégies individuelles de la Syrie et de l'Égypte.

Le 16 mai 1967, le quotidien *Al Arham* publia un éditorial précisant que « *la République Arabe Unie (l'Egypte) entrera en guerre si la Syrie fait l'objet d'une agression menaçant son territoire ou sa sécurité* ». Dans la foulée, l'état-major égyptien déclara la mobilisation générale et rappela plusieurs classes d'âge récemment libérées. Nasser annonça pour sa part, avec un luxe de publicité, sa volonté de voir se retirer les Casques bleus de l'ONU. Tout a déjà été dit et écrit à propos de cette affaire qui joua le rôle de catalyseur dans la crise qui aboutit au déclenchement des hostilités. Il s'agit sans le moindre doute d'une manœuvre habile du président égyptien et de la première faillite du système onusien. Résumons brièvement les faits. Le matin du 16 mai, le général Mohamed Fawzi convoqua le général indien Indar Jit Rikhye, commandant les 3 378 casques bleus déployés le long de la frontière avec Israël, pour lui signifier que les forces armées égyptiennes se tenaient prêtes à passer à l'attaque à travers le rideau de casques bleus en cas d'action militaire israélienne. Il lui suggéra donc, afin de préserver leur sécurité, d'ordonner le retrait partiel de ces mêmes casques bleus et de les

rapatrier sur le quartier général d'El-Arish, de même que sur la bande de Gaza et sur la base avancée de Sharm el Sheikh, là où ils ne gêneraient pas une éventuelle contre-offensive égyptienne que le général Fawzi savait dirigée essentiellement contre Dimona et Eilat. Le général Rikhye fit part immédiatement de cette requête à New York. Au siège de l'ONU, le Secrétaire général U Thant réagit peut-être un peu vite, décidant de mettre Nasser au pied du mur. Soit l'Égypte renonçait à son ultimatum, soit les casques bleus se retireraient totalement. Nasser, ne pouvant accepter un *statu quo* humiliant, saisit sa chance et demanda le retrait officiel des soldats des Nations unies. U Thant contre-attaqua en suggérant à Israël d'accueillir les casques bleus sur son propre territoire ; en 1957, lorsque les premiers contingents des Nations unies étaient arrivés sur place, Israël s'était en effet opposé à leur présence sur le sol israélien ; de fait, ceux-ci n'avaient pu se déployer que sur le territoire égyptien. Israël refusa cette fois encore d'autoriser la présence de casques bleus sur son territoire. Le 18 mai, paniqué à l'idée de voir sa responsabilité engagée si l'affaire se terminait en bain de sang et si de nombreux casques bleus venaient à être tués, le Birman U Thant décida finalement de retirer ses casques bleus. Le lendemain, les troupes égyptiennes rendaient les honneurs militaires au général Rikhye, et celui-ci quitta son quartier général d'El-Arish avec ses hommes pour rejoindre Le Caire. Dans la foulée, des unités égyptiennes occupèrent les positions abandonnées par les casques bleus. Une seconde ligne rouge venait d'être franchie. À la pointe méridionale de la péninsule du Sinaï, la 25e brigade parachutiste prit le contrôle de la position stratégique de Sharm el-Sheikh permettant de verrouiller l'accès maritime au golfe d'Akaba et d'interdire l'accès au port israélien d'Eilat.

Le déploiement des « Casques bleus » de l'ONU dans le Sinaï


Mer Méditerranée
Gaza
Khan Younis
Rafah
QG
El-Arish
Fort Robinson
Fort Saunders
Al-Amr
Al-Sabha
Kusséïma
Kuntilla
Thamad
Ras al-Naguib
Eilat
Aqaba
ISRAEL
Beersheba
Mer Morte
JORDANIE
EGYPTE
ARABIE SAOUDITE
N
10 20 30 40 50 Km
Poste d'observation des Casques bleus de l'ONU
Sharm el-Sheikh
Mer Rouge
Détroit de Tiran
© Pierre Razoux

Entre temps, le 17 mai, deux chasseurs Mig-21 spécialement modifiés pour la reconnaissance avaient survolé à haute altitude la centrale nucléaire israélienne de Dimona, sans que la défense anti-aérienne et la chasse israélienne aient le temps de réagir. Dernier préparatif en vue d'une attaque égyptienne contre la centrale, ultime avertissement ou provocation délibérée ? Quoi qu'il en fut, le message fut bien reçu par Tel Aviv. Cet incident déclencha une véritable tempête au sein de l'état-major israélien : Dimona restait vulnérable à une première frappe égyptienne ! Le général Aharon Yariv, chef du service de renseignement militaire, fit part de ses craintes et considéra que l'attitude des Égyptiens laissait présumer une offensive préventive de leur part sur la centrale nucléaire. Michael Oren, auteur de la somme de référence la plus récente et la plus complète sur la guerre des Six Jours, reconnaît que la peur d'une attaque contre la centrale de Dimona fut l'un des principaux catalyseurs dans le déclenchement de la guerre [42] . Endossant la proposition de l'état-major, le Premier ministre israélien enclencha immédiatement le processus de mobilisation générale. En trois jours, le gros de l'armée avait été mobilisé et les unités de réservistes étaient en train d'affluer à la frontière égyptienne.

Le 21 mai, Lévi Eshkol présida un comité de défense restreint au cours duquel furent discutées les principales options qui s'offraient encore au gouvernement israélien. Le Premier ministre, manifestement très réticent à engager son pays sur la voie de la guerre et estimant que Nasser cherchait sans doute à rééditer la manœuvre de 1960 consistant à renforcer ponctuellement son dispositif militaire dans le Sinaï, pour faire pression sur Israël, fit approuver par les participants une ligne de conduite modérée visant à désamorcer la crise. Israël démobiliserait une partie des troupes stationnées sur la frontière sud, espérant que l'Égypte ferait de même. Ytzakh Rabin, chef de l'état-major général, confirma que les risques d'offensive générale contre l'ensemble du territoire israélien étaient extrêmement faibles [43] . Seule la menace imminente d'une offensive aérienne ou terrestre contre Dimona, ou la violation de nouvelles « lignes rouges », entraînerait le déclenchement automatique de l'offensive aérienne contre l'Égypte, planifiée depuis longtemps déjà.

Mais le 22 mai, au moment même où U Thant prenait l'avion à New York pour se rendre en Égypte afin d'y tenter une médiation de la dernière chance, Nasser fit monter la tension d'un cran en annonçant la fermeture du

détroit de Tiran. Cette décision impliquait le blocus de tout trafic maritime à destination du port israélien d'Eilat. Le Raïs savait parfaitement que cela serait interprété comme un casus belli par les Israéliens. N'était-ce par pour cette raison que l'État hébreu s'était lancé onze ans plus tôt dans la conquête du Sinaï, lors de la crise de Suez de 1956 ? Mais Nasser pouvait-il faire autrement sans perdre la face, alors même que des navires battant pavillon israélien croisaient à portée de canon des troupes égyptiennes désormais stationnées à Sharm el-Sheikh ? En outre, la fermeture du détroit de Tiran, en condamnant l'accès au port d'Eilat, diminuerait la valeur stratégique de ce dernier, rendant moins inacceptable pour l'opinion publique internationale sa capture éventuelle par l'armée égyptienne. Lorsque le Secrétaire général des Nations unies atterrit au Caire le 23 mai pour s'entretenir avec le Raïs, ce fut pour constater que plus rien désormais ne semblait empêcher le recours aux armes. Dans un discours belliciste d'une rare violence, Nasser, emporté par sa fougue et ravi de lancer une ultime provocation à Israël, déclara : « *Si les dirigeants israéliens et le général Rabin veulent la guerre, ils sont les bienvenus, nous les attendons !* » Le maréchal Abdel Hakim Amer, ministre de la guerre, ne lui répétait-il pas sans cesse que l'armée égyptienne serait en mesure d'amortir sans difficulté le choc initial d'une offensive israélienne dans le Sinaï ? Les conseillers militaires soviétiques présents en Égypte tenaient le même langage. La guerre semblait donc imminente. Les deux seules questions en suspens pouvaient se résumer ainsi : qui serait le premier à déclencher les hostilités et quand ?

Dès l'annonce du blocus du détroit de Tiran, Washington et Londres condamnèrent sévèrement celui-ci, mettant toutefois Tel Aviv en garde contre toute action unilatérale qui ne pourrait s'avérer que contre-productive. Le Département d'État américain fit clairement savoir qu'Israël ne serait pas seul, tant qu'il ne prendrait pas l'initiative d'opérations militaires. Les deux capitales soulignèrent que le trafic maritime à destination du port d'Eilat restait marginal (moins de 5 % du trafic maritime à destination d'Israël) et ne saurait handicaper le développement économique de l'État hébreu. Les États-Unis et la Grande-Bretagne se portèrent garants de la liberté de navigation dans la région et, après avoir annoncé l'envoi de forces navales en mer Rouge, proposèrent l'ouverture immédiate de négociations dans le cadre des Nations unies.

En ce 23 mai 1967, l'ambiance était toutefois moins sereine en Israël. C'est ce jour-là que l'état-major opta définitivement pour la guerre, estimant qu'une ligne rouge de trop avait été transgressée. Il était désormais indispensable d'attaquer l'Égypte, et le plus vite serait le mieux [44] . Les préparatifs de l'opération « *Atzmon* » visant la capture de la bande de Gaza furent accélérés, afin qu'Israël puisse, le cas échéant, échanger la bande de Gaza contre Sharm el-Sheikh. La date du 26 mai fut même arrêtée pour déclencher cette opération. Mais avant d'ouvrir les hostilités, l'état-major devait d'abord convaincre un Premier ministre et des autorités civiles très réticents. C'est dans ce contexte tendu que David Ben Gourion demanda à Ytzakh Rabin de lui rendre visite dans son kibboutz de Sde Boker, en bordure du désert du Néguev. Une invitation que le chef d'état-major ne pouvait refuser compte tenu de l'influence des réseaux de l'ancien Premier ministre et de son aura au sein de la société israélienne tout entière. Quelle ne fut pas sa déception lorsqu'il entendit le vieil homme lui rappeler les principes stratégiques qui avaient toujours commandé la politique israélienne, lui faisant comprendre en des termes peu amènes que les militaires devaient rester loyaux à l'égard du politique et qu'il serait stupide de se lancer dans un conflit majeur sans le soutien d'au moins une grande puissance ! Car Israël semblait plus isolé que jamais sur la scène diplomatique. De retour à Jérusalem, Rabin eut une entrevue avec Moshé Shapira, le Président de l'État hébreu, qui lui tint un langage comparable, très critique, lui reprochant de mettre en danger la sécurité d'Israël. Ces deux entretiens ébranlèrent sérieusement la détermination du chef de l'état-major. Abattu et dépité, celui demanda à son vieil ami le général Ezer Weizman de passer le voir immédiatement et lui demanda s'il ne ferait pas mieux de démissionner tout de suite. Celui-ci, jugeant son camarade surmené et dépressif, fit appel à un médecin qui lui suggéra de prendre un peu de repos. Rabin ne réapparut à son bureau que 48 heures plus tard, apparemment en meilleure forme. Il n'empêche que cette affaire avait miné la cohésion de l'état-major et n'avait fait qu'accroître le malaise entre les sphères civile et militaire. Plusieurs hauts responsables civils spéculaient sur l'équilibre psychologique du premier soldat d'Israël, n'hésitant pas à rappeler son penchant pour la bouteille... Dans les villes et les villages, les citoyens avaient déjà commencé à creuser des tranchées, à entasser des sacs de sables et à barder les vitres de rubans adhésifs. Les réservistes s'impatientaient, tandis que chaque jour qui passait ne faisait qu'alourdir

l'addition d'une mobilisation générale qui coûtait excessivement cher et ponctionnait lourdement le PNB de l'État hébreu.

Sur la scène internationale, Israël semblait plus isolé que jamais. Le 24 mai, de passage à Paris, Abba Eban, ministre israélien des affaires étrangères, s'entendit dire par le Général de Gaulle : « *Si vous faites la guerre, vous la gagnerez à coup sûr et sans délais, mais cela aura trois conséquences graves : le développement de l'implantation soviétique au Moyen-Orient et en Afrique, la chute des régimes arabes modérés doublé d'une menace de ravitaillement en pétrole pour l'Occident, enfin, l'aggravation du problème des réfugiés palestiniens... Ne faites pas la guerre, c'est le conseil d'un ami et d'un homme qui connaît la conséquence des choses. Surtout, n 'attaquez pas les premiers, vous en supporteriez les conséquences et perdriez l'appui de la France* » [45] . Le gouvernement français, très inquiet de l'aggravation de la tension internationale, notamment en Asie du Sud-Est, craignait que le déclenchement d'un autre conflit périphérique ne crée une crise majeure entre les deux blocs. Le lendemain, le Général de Gaulle tînt un langage similaire à l'ambassadeur égyptien en lui déclarant : « *Surtout, ne prenez pas l'initiative des hostilités* » [46] .

Le 25 mai, plusieurs rapports concordants des services de renseignement israéliens confirmèrent que les troupes égyptiennes déployées dans le Sinaï, regroupant désormais 80 000 hommes, 550 chars et plus d'un millier de canons, étaient en train d'adopter une posture résolument offensive. Les aérodromes égyptiens avaient été mis en état d'alerte maximale, tandis que le gros des forces égyptiennes était désormais concentré autour d'Abou Ageïla, sur la route principale permettant d'atteindre Dimona. Plus inquiétant, la 3e division d'infanterie et la 4e division blindée avaient reçu l'ordre de franchir le canal de Suez et de faire mouvement vers la frontière israélienne. Mais c'est sans doute le déploiement suspect du groupement blindé commandé par le général Saad el Shazli, sur la route reliant Kusseïma à Kuntilla, *a priori* au milieu de nulle part, qui alerta l'état-major israélien sur les intentions probables des Égyptiens. Car tel qu'il était positionné, ce groupement blindé commandé par l'un des meilleurs tacticiens égyptiens n'avait aucun objectif militaire évident en face de lui. Manœuvré par un chef d'exception tel que Shazli, cette unité d'élite pourrait cependant franchir les collines rocailleuses du Néguev pour prendre à

revers Dimona en attaquant la centrale par le sud, ou bien encore attaquer le port d'Eilat par le Nord, réalisant ainsi les deux objectifs principaux de la stratégie égyptienne. Car il semble désormais acquis qu'à ce moment-là, Nasser avait bien donné les ordres nécessaires en vue de déclencher une offensive contre l'État hébreu. Et comme plus tard en octobre 1973, cette offensive ne visait que des objectifs limités. Il avait même fixé au 27 mai le déclenchement de cette offensive, au cas où Israël ne se serait pas entre temps lancé dans une offensive préventive. De nombreux documents saisis à l'issue du conflit en témoignent.

Le 26 mai, alors même que le maréchal Amer effectuait une visite éclair à Moscou, Nasser reçut un message très ferme du Kremlin lui précisant que s'il prenait l'initiative des hostilités, il verrait le « parapluie nucléaire » soviétique se refermer et devrait en supporter toutes les conséquences. Comme à Washington, le pouvoir soviétique était manifestement divisé quant à l'attitude à adopter face à cette crise. Si la multiplication des foyers de tensions au Proche-Orient permettait d'affaiblir la présence occidentale, Alexis Kossyguine, Premier ministre et Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères, ne souhaitaient pas aller jusqu'à risquer une confrontation nucléaire pour la défense d'un partenaire en qui ils n'avaient, somme toute, qu'une confiance très modérée. Le maréchal Grechko, ministre de la défense, appuyé par son homologue du KGB, ne jurait au contraire que par Nasser. Léonid Brejnev oscillait entre les deux. Ce furent finalement les arguments de Kossyguine et de Gromyko qui l'emportèrent. Nasser, face aux pressions diplomatiques très fortes émanant à la fois de Moscou et de Washington, fut donc contraint d'annuler son offensive au tout dernier moment [47] . Car la présence en Méditerranée de la VIe Flotte américaine et de ses deux porte-avions exerçait une menace militaire bien réelle contre l'Égypte ; et le remplacement au Caire, le 21 mai, de Lucius Battle, ambassadeur chevronné, par Richard Nolte, un chargé d'affaire inexpérimenté, fut interprété par Nasser comme un signe de défiance très net de l'administration américaine à son encontre.

Dans la soirée, au moment même où Nasser était sur le point de déclencher son offensive, un nouveau conseil restreint de défense se réunit en Israël pour examiner l'évolution très préoccupante de la situation. En plein milieu des débats, les participants apprirent qu'en début de matinée, deux Mig-21 avaient à nouveau survolé en toute impunité la centrale de Dimona. Volant à Mach 2 et à haute altitude, ils n'avaient survolé le

territoire israélien que pendant moins de cinq minutes avant de se réfugier dans l'espace aérien jordanien. Le général Rabin informa Lévi Eshkol que tout portait à croire que l'Égypte était sur le point d'attaquer la centrale de Dimona. Soutenu par Ezer Weizman, le chef de l'état-major général suggéra au Premier ministre d'autoriser le déclenchement immédiat de l'offensive aérienne préventive. Celui-ci s'y opposa catégoriquement, arguant qu'il était urgent d'attendre le retour d'Abba Eban de Washington, afin de prendre en compte les derniers éléments que le Département d'État américain n'allait sûrement pas manquer de communiquer au ministre israélien des affaires étrangères. L'attaque israélienne fut donc reportée. Une nouvelle réunion de crise eut lieu le lendemain soir 27 mai, sans qu'aucune décision ne soit prise. Le lendemain, Lévi Eshkol reçut un message du président américain Lyndon Johnson l'informant du télégramme très ferme que celui-ci avait reçu des Soviétiques, précisant que si Israël entamait les hostilités, il serait tenu responsable du déclenchement du conflit et devrait s'attendre à en supporter toutes les conséquences. C'était cette fois-ci au tour des États-Unis de faire pression sur Israël. En conséquence, Lévi Eshkol jugea indispensable de repousser l'éventualité d'une attaque préventive d'au moins dix jours, le temps que la situation se décante. Il en informa la nation dans un discours hésitant qui ne fit qu'accroître l'angoisse de la population. Parallèlement, il ordonna à Meir Amit, le directeur du *Mossad*, de se rendre à Washington pour prendre la température de l'administration américaine et tenter de négocier directement avec les plus hautes autorités américaines une alliance décisive.

Une entente secrète entre Israël et les États-Unis

Le 31 mai 1967, le directeur du *Mossad* arriva à Washington pour s'entretenir de la crise avec Richard Helms, le directeur de la CIA, James Angleton, l'un de ses adjoints, et Robert McNamara, le secrétaire d'État à la défense [48] . Meir Amit informa ses interlocuteurs de la volonté d'Israël de lancer une attaque préventive à très brève échéance. Ceux-ci ne lui cachèrent pas qu'ils verraient d'un œil favorable le renversement du régime de Nasser. Londres semblait d'ailleurs soutenir cette même ligne de conduite. Harold Wilson, le Premier ministre britannique, n'avait-il pas déclaré : « *cette fois, Nasser est allé trop loin. Il convient de le freiner pour son propre bien* » [49] . En tout état de cause, McNamara donna un feu vert

implicite au directeur du *Mossad*. Peu importe ce que pourrait dire Dean Rusk, le Secrétaire d'État architecte d'une politique étrangère américaine favorable aux États arabes, car une alliance tacite unissait fermement la Maison Blanche au Pentagone et à Langley (siège de la CIA) [50] . Les données stratégiques avaient indubitablement changé. Meir Amit confirma sans aucun doute à ses interlocuteurs qu'Israël faisait désormais parti du club des puissances nucléaires. Plusieurs témoignages concordants rapportent qu'Israël disposait bien de deux bombes nucléaires à la veille de la guerre de juin 1967 [51] . Le président démocrate Lyndon Johnson ne pouvait dès lors qu'être informé de cette nouvelle capitale. L'attention focalisée sur le conflit vietnamien qui était en train de s'enliser, il avait besoin d'un nouvel allié fort au Proche-Orient, capable de jouer le rôle de gendarme dans cette région très instable, rôle que le Shah d'Iran assurait dans la région du Golfe arabo-persique. Il était donc urgent de concrétiser l'alliance israélienne ébauchée depuis 1964, sans toutefois en arriver à la conclusion d'accords formels susceptibles d'inquiéter le monde arabe. Or, la crise actuelle offrait au président Johnson une occasion rêvée de négocier cette alliance avec les Israéliens. D'autant que celui-ci comptait fermement sur le soutien du lobby juif pour se faire réélire triomphalement l'année suivante. Dimona et la « Bombe » cessèrent ainsi de devenir des sujets brûlants pour les diplomates américains basés en Israël [52] .

Lyndon Johnson n'avait jamais caché ses sympathies pour Israël, ayant pris la tête d'une campagne de soutien à l'État hébreu en novembre 1956, alors même que le président Eisenhower faisait pression sur Tel Aviv pour le forcer à abandonner les territoires conquis sur l'Égypte. Il s'était ensuite heurté au président Kennedy, lui reprochant de ne pas ménager suffisamment un État susceptible de devenir un précieux allié dans la croisade mondiale anti-communiste. De notoriété publique, le soutien des communautés juives de Washington et de New York avait été décisif lors de sa première élection en 1964. Ce n'est donc pas un hasard si plusieurs de ses plus proches collaborateurs appartenaient à ces mêmes communautés : Walt Rostow, le Conseiller national pour les affaires de sécurité ; Leo White, John Roche, Jake Jacobsen et Larry Levinson, ses plus proches conseillers au sein de la Maison Blanche ; Richard Goodwin et Ben Wattenberg, qui rédigeaient la plupart de ses discours ; Eugène Rostow, secrétaire adjoint au Département d'Etat ; Arthur Goldberg, ambassadeur américain aux Nations unies ; Abraham Feinberg, trésorier national du parti démocrate ; mais aussi

et surtout la sulfureuse Mathilde Krim, épouse d'un magnat juif du cinéma ayant largement subventionné sa première campagne électorale. Madame Krim, bien que ne disposant d'aucune affectation officielle au sein de l'équipe rapprochée du Président, semblait avoir libre accès à la maison Blanche [53] . Avec la conviction des convertis, elle ne manquait jamais une occasion de défendre le bien fondé des positions israéliennes. Dans un ouvrage récent, Peter Hounam rapporte qu'elle aurait joué un rôle décisif entre Lyndon Johnson et certaines personnalités israéliennes durant cette période critique de mai-juin 1967 [54] .

Les responsables américains demandèrent au directeur du *Mossad* quelle aide concrète celui-ci attendait des États-Unis. Meir Amit souligna que le feu vert de la Maison Blanche constituait en soit un signal fort, d'autant que le président Johnson avait tenu un langage différent à Abba Eban quelques jours auparavant ; il l'avait alors dissuadé de lancer son pays dans une aventure militaire, en lui suggérant de trouver une solution diplomatique dans le cadre des Nations unies, et en l'assurant de sa volonté de mettre sur pied une force navale occidentale qui fasse respecter le principe de liberté de navigation à travers le détroit de Tiran. Le directeur du *Mossad* insista sur le fait qu'Israël n'avait besoin d'aucune participation militaire directe des États-Unis, à partir du moment où Washington était en mesure d'exercer une pression suffisante pour dissuader l'Union soviétique d'intervenir dans le conflit. Meir Amit quémanda toutefois l'assistance matérielle des États-Unis à l'issue des hostilités. Il insista enfin sur la faiblesse d'Israël en moyens performants de reconnaissance aérienne et d'écoute électronique. Richard Helms et Robert McNamara promirent de faire bénéficier l'état-major hébreu d'un important soutien SIGINT, notamment via John Haddon, chef d'antenne de la CIA à Tel Aviv. Ils s'engagèrent surtout à déployer secrètement en Israël plusieurs de leurs chasseurs de reconnaissance ultramodernes. Un tel accord satisfaisait les intérêts des deux parties : le Pentagone pourrait ainsi disposer d'une plate-forme située au cœur du Proche-Orient lui permettant de contrebalancer la présence de bombardiers et d'avions de reconnaissance soviétiques en Égypte, tandis que le gouvernement israélien allait concrétiser une nouvelle alliance stratégique, respectant ainsi les conseils de prudence édictés par l'ancien Premier ministre Ben Gourion. L'existence de cet accord secret entre Tel Aviv et Washington n'a jamais été reconnu. Plusieurs historiens ont évoqué cet épisode sans susciter le moindre démenti officiel [55] . Les témoignages de

plusieurs « experts techniques » français mentionnant la présence de « Phantom » en Israël au moment de la guerre des Six Jours renforcent leur allégation [56] , d'autant que les premiers « Phantom » achetés par l'État hébreu ne furent officiellement livrés en Israël qu'en septembre 1969 ! Et un nombre croissant de témoignages font part, avec force détails, des pérégrinations de ce déploiement « fantôme » qui rappelle le précédent français de novembre 1956. Lors de l'expédition de Suez, la France, à la demande expresse du gouvernement israélien - et dans le plus grand secret - avait déployé en Israël 36 avions de chasse et une cinquantaine de pilotes pendant deux semaines, afin d'assurer la défense aérienne de l'État hébreu [57] . Les pilotes français avaient alors volé sous uniforme israélien et des cocardes frappées de l'étoile de David avaient été peintes sur leurs avions. Il a fallu vingt-cinq ans pour que les langues se délient du côté français. C'est également au bout de vingt-cinq ans que les premiers témoignages de personnels américains impliqués dans cette affaire ont commencé à filtrer. Les faits semblent avoir été les suivants.

Dans la nuit du 2 au 3 juin 1967, un détachement d'au moins six RF-4C « Phantom» du 38e Squadron de l'US Air Force de la 26e Escadre de reconnaissance tactique basée à Ramstein, en Allemagne, s'envola vers la base de Morón, en Espagne, sous le prétexte de participer à un exercice secret de l'OTAN. Une fois rendus sur place, les pilotes américains rendirent leurs effets personnels ainsi que leurs papiers officiels. Ils prirent ensuite connaissance de leur véritable destination : la base israélienne d'Hatzerim, à l'autre extrémité de la Méditerranée, au cœur du désert du Néguev. Ils y arrivèrent dans la nuit du 3 au 4 juin. Là, ils furent rejoints par un avion de maintenance C-130 « Hercule » et par un avion cargo C-141 « Starlifter » transportant un laboratoire de développement photographique de type WS430B, ainsi qu'une équipe de techniciens du 17e Groupe de reconnaissance tactique basé à Upper Heyford, en Grande-Bretagne. Ces deux avions, qui avaient également transité par la base espagnole de Moron, suivirent les couloirs aériens normalement dévolus aux avions civils longs courriers, afin de ne pas éveiller l'attention des contrôleurs aériens égyptiens. Des cocardes et des marquages israéliens furent immédiatement apposés sur l'ensemble des avions. Dès le lendemain matin, le laboratoire photographique fut opérationnel. Pendant les jours qui suivirent, les pilotes américains survolèrent le champ de bataille, ramenant des quantités de photographies rapidement développées par les techniciens américains et

analysées par les experts *d'Aman,* permettant ainsi aux Israéliens d'améliorer sensiblement leur capacité de suivi de la situation tactique, mais aussi d'évaluation des dommages infligés à leurs adversaires. La présence de caméras infrarouge à bord des avions américains permit la conduite de missions nocturnes moins risquées et plus discrètes. Plusieurs experts ont confirmé que la qualité des photos montrant les avions égyptiens détruits au sol, lors de l'attaque initiale israélienne, et qui ont depuis fait le tour du monde, ne pouvaient pas avoir été prises avec l'équipement photographique dont disposait alors l'aviation israélienne. À plusieurs reprises, des pilotes israéliens volèrent même en place arrière des « Phantom ». Chaque film était développé en trois exemplaires : les Israéliens en conservaient un, ainsi que les négatifs, tandis que les deux autres étaient expédiés aux États-Unis. Le 12 juin, leur mission accomplie, ces avions quittèrent Israël et rejoignirent leurs bases de Ramstein et Upper Heyford, via Morón, sans avoir apparemment subi la moindre perte.

Menace de putsch en Israël

Le 2 juin 1967, lorsque Meir Amit rentra en Israël à l'issue de son ambassade fructueuse à Washington, il trouva son pays en proie à une crise politique d'une ampleur inattendue. Un nouveau gouvernement d'Union nationale avait été nommé la veille. Moshé Eshkol restait Premier ministre, mais il avait dû abandonner sa charge de ministre de la défense à Moshé Dayan, le héros de la guerre d'indépendance et de la guerre de 1956, passé depuis en politique dans les rangs du parti *Mapai,* puis du parti *Rafi.* Menahem Begin, chef de l'opposition de droite à la *Knesset,* avait pour sa part été nommé ministre sans portefeuille. La crise couvait depuis plusieurs semaines. Rabin était devenu trop populaire au goût d'Eshkol, tandis que ce dernier avait trop tendance à s'immiscer dans les affaires de l'état-major. En tant qu'ancien combattant lui-même, le Premier ministre était en effet doué d'une réelle connaissance des questions militaires. La crise de confiance entre militaires et civils avait atteint son paroxysme le 31 mai, lorsqu'à l'issue d'une rencontre orageuse entre Lévi Eshkol et les responsables de l'état-major, le général Ezer Weizman avait fait mine d'arracher ses galons en reprochant au Premier ministre sa pusillanimité. Le général Ariel Sharon avait quant à lui déclaré : « *vos atermoiements nous coûterons des milliers de morts* » [58] . Et le général Rabin avait surenchéri en constatant : *« il*

devient de plus en plus évident que la seule force sur laquelle on puisse compter dans ce pays est l'armée » [59] . Ezer Weizman reconnaîtra plus tard que *«nous n'avions jamais été aussi près d'un coup d'état militaire en Israël »* [60] , tandis que l'épouse du Premier ministre estimait qu'il s'était agit là « *d'un véritable putsch* » [61] . Le 1er juin en fin d'après-midi, à l'issue d'une série de confrontations nerveusement épuisantes, Lévi Eshkol avait capitulé et avait officiellement nommé Moshé Dayan ministre de la défense. Ce choix fut perçu par la population israélienne comme la nomination de l'homme providentiel apte à redonner confiance à l'ensemble du pays. Le général borgne, fin stratège, historien et journalistes à ses heures, archéologue passionné, menteur invétéré, connu pour ses caprices de prima donna mais en même temps pour son courage exemplaire et son coup d'œil infaillible sur le champ de bataille, entretenait de bonnes relations avec l'ensemble de la classe politique. Il était en outre adulé par l'état-major. En lui confiant le portefeuille de la défense, Lévi Eshkol ne pouvait choisir voie plus consensuelle.

Entre temps, la situation s'était clarifiée dans l'autre camp. Nasser avait informé ses homologues arabes de sa volonté de se désengager du conflit yéménite, renouant ainsi avec eux les fils du dialogue. Le 30 mai, le roi Hussein avait effectué un voyage éclair en Égypte pour y rencontrer Nasser, passant ainsi l'éponge sur plusieurs semaines d'anathèmes [62] . Profitant de l'occasion, les deux hommes signèrent un traité de défense mutuel au terme duquel un général égyptien serait détaché en Jordanie pour superviser les opérations militaires conjointes. Le roi Hussein conserverait bien évidemment le commandement des forces armées jordaniennes ; le général égyptien Abdoul Moneim Riadh en assurerait toutefois le contrôle opérationnel. Immédiatement, l'Égypte dépêcha sur place deux régiments de commandos, tandis que l'armée irakienne commença à déployer sa 8e brigade d'infanterie mécanisée en Jordanie. La veille, le général jordanien Khammash s'était en effet envolé pour Bagdad pour solliciter l'assistance militaire de l'Irak. Le président Aref lui avait promis l'envoi de quatre brigades terrestres et de 18 chasseurs « Hunter ». À Amman, le roi Hussein approuva rapidement les plans opérationnels proposés par le général Riadh, consistant à éparpiller l'ensemble des forces le long de la frontière avec l'État hébreu. Atif El-Majali, son meilleur général, s'interrogea toutefois sur la pertinence de ce dispositif, proposant au contraire de regrouper ces forces

autour de Jérusalem et de Jéricho, car *« qui contrôle ces deux villes, contrôle l'ensemble de la Cisjordanie »* [63] . Au même moment, Nasser proposa à son homologue irakien de rejoindre le commandement militaire unifié. Pendant qu'Égyptiens, Irakiens et Jordaniens étaient en train de coopérer étroitement, la Syrie, de son côté, tergiversait pour appliquer les dispositions du traité de défense la liant à l'Égypte. Damas rejeta poliment les propositions égyptiennes visant à déployer de nouveaux escadrons de chasse sur des bases syriennes. Les Syriens poursuivirent néanmoins la planification de l'opération « *Nasr* » (Victoire), une offensive éclair conçue de manière très optimiste par les Soviétiques, devant permettre aux trois divisions de l'armée syrienne de progresser d'une quarantaine de kilomètres et de s'emparer des villes de Tibériade, Safed, Afoula et Nazareth. Au même moment, et au titre de la solidarité arabe, le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Arabie Saoudite et le Koweït avaient pris la décision d'acheminer des contingents symboliques vers la région du champ de bataille.

Le compte à rebours

Surfant sur la vague du nationalisme arabe, Nasser multiplia les discours enflammés, provoquant une surenchère verbale de la part de nombreux chefs d'États arabes désireux de prouver que la nation arabe n'était pas qu'une simple vue de l'esprit. Le Premier ministre algérien Houari Boumédienne déclara que « *la libération de la nation arabe ne sera totale que lorsque l'entité sioniste, les Américains et les Britanniques auront été boutés hors de la région du Proche-Orient* » ; le ministre des affaires étrangères du Yémen estima pour sa part que « *la guerre est le seul moyen de résoudre le problème d'Israël* » ; le Premier ministre jordanien souligna quant à lui que « *même si de nombreux Arabes souhaitent voir le déclin politique de Nasser, celui-ci ne doit en aucun cas survenir par l'affaire du détroit de Tiran* » ; le président irakien Aref renchérit en rappelant que « *l'objectif de cette crise est clair : rayer Israël de la carte de la région* » ; Hafez el-Assad, ministre syrien de la guerre, n'y alla pas par quatre chemins en clamant « *qu'il est temps de détruire la présence sioniste au cœur de la nation arabe* » ; le nationaliste libanais Rashid Karamé proclama enfin avec emphase que « *les Arabes ne peuvent plus supporter l'humiliation de la présence d'Israël* » [64] . Ces déclarations tonitruantes ont longtemps permis à Israël de justifier son attaque préventive, soi-disant planifiée dans l'urgence,

en insistant sur le risque d'extermination qu'aurait alors encouru l'État hébreu. Comme nous l'avons démontré, Israël ne craignait rien de ce côté-là.

Le 2 juin, Nasser réunit son état-major pour l'informer qu'il était probable que les Israéliens allaient lancer une offensive de grande ampleur dans les jours à venir. Les forces armées égyptiennes devraient encaisser le choc initial, puis contre-attaquer en visant les objectifs définis de longue date. Il s'agissait là d'une occasion rêvée d'écarter définitivement la menace latente que faisait peser la centrale nucléaire de Dimona sur la sécurité de l'Égypte. Il était indispensable que l'Égypte ne tire pas les premiers coups de feu, afin de ne pas mécontenter les deux grandes puissances et ne pas mettre en danger ses nouvelles bonnes relations avec la France. De toute façon, Nasser avait reçu des assurances « nucléaires » de la part des Soviétiques en cas d'attaque israélienne. Pris à son propre jeu, Nasser commença même à transformer ses rêves en réalité en déclarant à son auditoire ébahi qu'après tout, il était bien possible qu'Israël, ne pouvant agir sans l'aval des États-Unis, renonce finalement à son offensive préventive. L'Égypte aurait alors tout gagné sans tirer le moindre coup de feu ! Les généraux égyptiens trouvèrent ce discours bien confus. Connaissant le Raïs, ils ne s'en étonnèrent pas outre mesure. Sûrs d'eux-mêmes, ils se séparèrent pour profiter d'un week-end ensoleillé bien mérité !

Le 3 juin, le gouvernement français informa Israël de sa décision d'interrompre toute livraison de matériel militaire à destination d'Israël et des pays arabes du champ de bataille, à compter du 5 juin. Ce même jour, en fin de soirée, à l'issue d'une interminable réunion qui avait vu la marginalisation de la position défendue par le Premier ministre et le ralliement du ministre des affaires étrangères aux thèses de l'état-major, Moshé Dayan parvint à faire avaliser le principe du déclenchement de l'offensive préventive, par douze voix contre deux. Tout porte à croire qu'au cours de cette réunion, Shimon Pérès proposa à Moshé Dayan de procéder immédiatement à un essai nucléaire en plein cœur du Néguev, voire même d'y faire exploser l'une des deux bombes dont disposait très certainement l'État hébreu, pour affirmer sans la moindre ambiguïté le statut nucléaire d'Israël, dissuadant ainsi l'Égypte de se lancer dans une aventure militaire à l'issue incontrôlable. Shimon Pérès écrivit à ce propos dans ses mémoires : « *ma contribution durant cette période dramatique fut d'une nature telle qu'il ne m'est toujours pas aujourd'hui possible d'en révéler la teneur sans*

mettre en danger la sécurité d'Israël. Dès que Moshé Dayan fut nommé ministre de la défense, je lui fis une proposition qui aurait dissuadé les Arabes de nous attaquer et nous aurait évité la guerre » [65] . Moshé Dayan rejeta cette proposition en considérant que l'introduction « officielle » du facteur nucléaire dans une crise suffisamment complexe s'avérerait très dangereuse, risquant très certainement de lui faire perdre le soutien crucial des États-Unis. En outre, une telle démonstration de puissance serait sans doute interprétée comme un signe de panique ne pouvant que renforcer la détermination des États arabes à défier Israël, après avoir reçu du Kremlin des garanties de sécurité les mettant à l'abri du parapluie nucléaire soviétique. Enfin, la capacité nucléaire israélienne était encore trop faible pour exercer une politique de dissuasion crédible à l'égard de l'ensemble du monde arabe. De l'avis du nouveau ministre israélien de la défense, il était plus judicieux de maintenir le doute sur la capacité d'Israël à riposter par des armes nucléaires en cas de menace réelle contre les intérêts vitaux du pays. Menace qui ne devrait pas survenir à court terme, puisque l'état-major général ne cessait de répéter qu'il avait les moyens de mettre hors d'état de nuire l'arsenal militaire conventionnel de l'Égypte.

Revenant à son sujet, Moshé Dayan indiqua que l'attaque devait avoir lieu dans les soixante-douze heures, et si possible même avant. Il fut d'abord convenu d'attaquer le 8 juin à l'aube, mais lorsque Abba Eban fît remarquer que le ministre des affaires étrangères égyptien était attendu le 7 juin à Washington pour s'entretenir avec le Secrétaire d'État américain, puis à New York pour se rendre au siège des Nations unies, il fut décidé d'avancer le Jour J au 5 juin. Inutile en effet de prendre des risques superflus. Les États-Unis étaient un allié fiable, mais l'histoire avait démontré qu'il changeait parfois subitement d'avis. Le timing exact de l'opération fut laissé à la discrétion d'Ytzakh Rabin et de Moshé Dayan. Ce dernier déclara : « *notre succès sera jugé non pas sur le nombre de chars ou d'avions que nous détruirons, mais sur l'étendue des territoires que nous capturerons* » [66] . Le ministre de la défense précisa toutefois que les combats seraient cantonnées sur le front sud, et ne pourraient s'étendre au front centre ou au front nord qu'à la seule condition que la Jordanie ou la Syrie entamât les hostilités. S'adressant à Ytzakh Rabin, il rappela clairement que les plans d'opérations « *Merkahat* » (Marmelade), « *Melka-hayim* » (Pinces) et « *Makevet* » (Marteau) conçus par le général David Elazar pour conquérir le plateau du Golan, n'étaient pas d'actualité. Même

le plan « *Pargol* » (Fouet) visant une offensive éclair en Cisjordanie ne pourrait être déclenché qu'en cas d'attaque jordanienne. Tous les moyens devaient être concentrés sur le front sud pour assurer le succès rapide de l'opération « *Nachshon* », baptisée ainsi en hommage au fils d'Aminadav, premier juif à avoir posé le pied sur la péninsule du Sinaï après avoir traversé la mer Rouge avec Moïse.

A l'aube, Moshé Dayan fit savoir au président Lyndon Johnson, par le biais d'Abraham Feinberg, éminent représentant de la communauté juive de Washington, jouissant de la confiance du ministre israélien de la défense et de celle du président des États-Unis, qu'Israël attaquerait dans les prochaines vingt-quatre heures. Aussitôt informés, les membres du Conseil National de Sécurité estimèrent qu'après tout, « *la meilleure solution pour tenter de sortir de cette crise était de laisser les Israéliens accomplir le travail eux-mêmes* » [67] . Même Dean Rusk capitula, se promettant toutefois de prendre sa revanche devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le dimanche 4 juin 1967, alors que la plupart des membres de l'état-major égyptien étaient injoignables, le maréchal Amer passa la journée avec une délégation de généraux irakiens venus inspecter le front égyptien. Le roi Hussein de Jordanie fut quant à lui informé de l'imminence de l'offensive israélienne par l'ambassadeur turc à Amman ! Car la veille, les 18 intercepteurs F-104 « Starfighter » que le roi Hussein venait d'acheter aux États-Unis, qui étaient en cours de livraison en Jordanie, avaient été transférés sans préavis en Turquie, sur une base américaine... Officiellement pour y achever la transformation des pilotes jordaniens sur ce type d'appareil. Comment ne pas y voir une preuve tangible de la duplicité américaine dans toute cette affaire ? Le Pentagone ne souhaitait sans doute pas voir ses beaux joujoux détruits au sol, de surcroît par des avions de chasse d'origine française, cela aurait fait mauvais effet !

En fin d'après-midi, les troupes israéliennes furent averties que l'offensive générale débuterait le lendemain matin, entre 7 heures et 7 h 30. Les réservistes savaient que les combats qui les attendaient seraient durs et meurtriers, mais la perspective de l'action était préférable à l'angoisse de l'attente. Les pilotes reçurent leurs dernières instructions. On leur recommanda de bien dormir cette nuit-là. Nombre d'entre eux passèrent toutefois une nuit agitée, conscients que l'avenir d'Israël serait demain entre leurs mains. Pour la première fois depuis plusieurs jours, Ytzakh Rabin

rentra chez lui dormir quelques heures, l'âme en paix, conscient d'avoir assumé ses responsabilités. À Tel Aviv, dans le quartier général enterré du ministère de la défense, surnommé « La Fosse », les officiers d'état-major s'afférèrent la plus grande partie de la nuit pour achever les ultimes préparatifs. La tension était à son comble. Les dés étaient en train de rouler. Rien désormais ne pourrait plus les arrêter.

---

1 . Référence historique à la destruction du dernier foyer juif indépendant par les légions romaines, en l'an 73 de notre ère.

2 . Accords des 12 décembre 1956 et 21 août 1957.

3 . Pour tout ce qui concerne l'histoire complexe de l'édification de la coopération franco-israélienne dans le domaine nucléaire, le lecteur pourra utilement se référer aux travaux remarquables effectués par Béatrice Faillès dans le cadre du Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense (ministère de la Défense, château de Vincennes), puis du Département Mémoire de la Délégation Générale pour l'Armement.

4 . Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir,* Pion, tome I, 1954, p. 278.

5 . Peter Pry, *Israel's Nuclear Arsenal,* Croom Helm, Londres, 1984, p. 6.

6 . Martin Van Creveld, Tsahal : *histoire critique de la force israélienne de défense* , Editions du Rocher, 1998, p. 409.

7 . NSAM 231, JFK Memorial Library, Boston, National Security Files, carton 119.

8 . Shlomo Aronson, *Israel's nuclear programme, the Six Day War and its ramifications,* King's College London, Mediterranean Studies, 1999, pages 19 et suivantes.

9 . Shimon Pérès, *Battling for Peace : Memoirs* , Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1995, p. 138-140.

10 . L'évolution de la politique étrangère française au Proche-Orient est analysée par Maurice Vaïsse, *La Grandeur : politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969,* Fayard, 1998, p. 617 et suivantes, et par Mohammed el Sayed Gad dans sa thèse de doctorat : *Les relations franco-égyptiennes et le conflit israélo-arabe de 1956 à 1970,* université de Nice Sophia-Antipolis, décembre 1999.

11 . Maurice Vaïsse, *op. cit.*, p. 618.

12 . Note de la Présidence de la République, 21 février 1959, Documents Diplomatiques Français 1959-1, n° 106.

13 . Maurice Vaïsse, *op. cit.*, p. 620.

14 . Conversations d'état-major franco-israéliennes, 29-30 octobre 1962, Archives Nationales, 5 AG 1/231.

15 . Charles de Gaulle, *Lettres, Notes et Carnets,* tome IX (1961-1963), Pion,1980-1986, p. 335.

16 . Maurice Vaïsse, *op. cit.* , p. 617.

17 . Télégramme (121) de Badeau au Département d'État, 11 avril 1964, NSF - Country File : UAR, Box 158, LB Johnson Library.

18 . NSF - Committee on Nuclear Proliferation, containers 1 et 2, Lindon B Johnson Library.

19 . Également cité par Shlomo Aronson, *op. cit.,* p. 29.

20 . DTG 03-12152 mars 1965, NSF - Israël, vol IV, cables 2/65 à 11/65, LB Johnson Library.

21 . Pour un aperçu complet de l'affaire des vedettes de Cherbourg, *confer* Pierre Razoux, « Pourquoi Paris a laissé faire ? », *Historia*, novembre 2000, p. 36-40.

22 . Nadav Safran in *Looking Back at the June 1967 War* (sous la direction d'Hai'm Gordon), Praeger, Londres, 1999, p. 12.

23 . Shlomo Aronson, *op. cit* ., p. 33 ; également Pierre Péan, *Les Deux Bombes* , Fayard, 1991, 2e édition, p. 15.

24 . *New York Times* , 24 décembre 1960, p. 6.

25 . Document n° 6, NSF - Country File : UAR, Containers 159 à 161, LB Johnson Library.

26 . Entretiens franco-égyptiens, 16-18 octobre 1965, Archives Diplomatiques, Entretiens et Messages, 1965.

27 . Note n° 2379 de l'ambassadeur Lucius Battle au Département d'État du 19 mars 1966, NSF, Country File : UAR, containers 159 à 161, document 20.

28 . Shlomo Aronson, *op. cit.,* p. 49

29 . Ezer Weizmann, *Ma 'ariv* , 4 avril 1972 ; Haïm Bar-Lev, *Ma 'ariv* , 18 avril 1972..

30 . Naseer Aruri (collectif sous la direction de), *Middle East Crucible : Studies on the Arab-Israeli War of October 1973*, The Medina University Press, Wilmette (USA), 1975, p 50.

31 . Jean d'Escrienne, *Le Général m'a dit,* Pion, 1973, p. 145-146.

32 . Mordéchaï Bentov, *Al Hamishmar* , 14 avril 1972 ; également repris par Peter Hounam, *Opération Cyanide* , Vision, Satin Publications, Londres, 2003, p. 83-84.

33 . Interview in « Days of Rage », reportage de Jo Franklin Trout pour la chaîne PBS, diffusé le 6 septembre 1989 (TV, Pacific Productions, États-Unis).

34 . Il convient de rappeler que cette école historique n'a strictement aucun rapport avec le mouvement « révisionniste » remettant en cause l'Holocauste. Ces « nouveaux historiens », réputés non seulement en Israël, mais également dans les sphères universitaires internationales, s'attachent à réexaminer de manière plus critique les fondements de la politique israélienne depuis l'accession à l'indépendance de l'État hébreu.

35 . Avner Cohen, *Israel and the Bomb,* Columbia University Press, New York, 1998, p. 269-270.

36 . Interview de Moshé Dayan reprise dans *Yediot Acharonot,* Tel Aviv, 27 avril 1997, p. 3 ; *confer* également Martin Van Creveld, *Tsahal, Une histoire critique de la force de défense israélienne,* éditions du Rocher, 1998, p. 258.

37 . Martin Van Creveld, *op. cit.* , p. 259.

38 . Pierre Hazan, *La guerre des Six Jours : La victoire empoisonnée,* éditions Complexe, Bruxelles, 1989, p. 17.

39 . *Ibid.,* p. 16.

40 . En mai 1967, le gouvernement baassiste du président Atassi vacille à Damas ; fondé sur une alliance entre différents groupes minoritaires, le pouvoir est impopulaire auprès des Sunnites et affaibli par les rivalités incessantes entre Druzes et Alaouites. En outre, les critiques régulières à l'égard du rôle de la religion exaspère profondément le puissant clergé musulman.

41 . *Yediot Achronot Magazine* , Shivah Yanim, Tel Aviv, 8 mai 1992.

42 . Michael Oren, *Six Days of War,* Oxford University Press, 2002, p. 76 ; Amos Perlmutter, Michael Handel and Uri Bar-Joseph, *Two minutes over Baghdad,* Frank Cass, Londres, 2003, p. 13.

43 . Avner Cohen, *op. cit.,* p. 270.

44 . Shlomo Aronson, *op. cit.,* p. 61.

45 . Maurisse Vaïsse, *op. cit* ., p. 635.

46 . Entretien de Gaulle/Ambassadeur d'Égypte, 25 mai 1967, Archives Nationales, 5 AG 1-213.

47 . William Quandt, *Decade of Decisions: American Policy towards the Arab-Israeli Conflict* , 1967-1976, Berkeley, University of California Press, 1977, p. 51.

48 . Musa Budairi in Haïm Gordon, *op. cit* ., p. 56.

49 . Pierre Hazan, *op. cit.,* p. 27.

50 . LB Johnson Library, National Security Files, History of the Middle East Conflict, carton 20 : US *Policy and Diplomacy in the Middle East Crisis* -15 mai/10 juin 1967.

51 . C'est Mordéchai Vanunu, un technicien israélien ayant travaillé au cœur de la centrale de Dimona, emprisonné en Israël en 1986 pour haute trahison après avoir vendu au *Sunday Times* britannique de nombreux détails concernant le programme nucléaire israélien, qui révéla la fabrication de bombes atomiques avant la guerre des Six Jours. Plusieurs spécialistes ont depuis confirmé ses allégations. Citons notamment : Shlomo Aronson, *op. cit.,* p. 27 ; Avner Cohen, *op. cit.,* p. 274 ; Christopher Walker, « Israel had nuclear bombs before Arab War », *The Times,* Londres, 21 septembre 1998, p. 15 ; Pierre Péan, *op. cit.,* p. 147 ; ou bien encore Benny Morris, *Victimes : histoire revisitée du conflit arabo-sioniste,* éditions Complexe, Bruxelles, p. 337.

52 . Seymour Hersh, *The Samson Option,* Faber & Faber, Londres, 1991, p. 169.

53 . Peter Hounam, *op. cit.,* p. 134.

54 . *Ibid.,* p. 135.

55 . Citons notamment Peter Hounam, op. cit., p. 214-219 ; Peter Tsouras, *Cold WarHot : Alternate Décisions of the Cold War* , Greenhill Books, Londres, 2003, p. 107 ; Samuel Katz, *Soldier Spies : Israeli Military Intelligence* , Presidio Press, Novato, Californie, 1992. p. 196-197 ; Steven Green, Taking Sides ; Andrew et Leslie Cockburn, *Dangerous Liaison : The Inside Story of the US-Israeli Covert Relationship* , Harper and Collins, New York, 1991, p. 153.

56 . Les personnes interviewées par l'auteur sur cette question ont souhaité conserver l'anonymat.

57 . Pierre Razoux, « Des pilotes français sous les couleurs d'Israël », *Historia,* mars 2000, p. 38-42.

58 . Zeev Schiff et Eliahu Ben-Elissar, *La guerre israélo-arabe* , Julliard, 1967, p. 96.

59 . *Ibid., p.* 97.

60 . Cité par Pierre Hazan, *op. cit.,* p. 29.

61 . Michael Oren, *op. cit.,* p. 134.

62 . Ce 30 mai 1967 vit également la naissance de Lucie Mazeyrac, mon épouse.

63 . Samir Mutawi, *Jordan in the 1967 War* , Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p. 112-118.

64 . Michael Oren, *op. cit.*, p. 163-164.

65 . Shimon Pérès, *op. cit* ., p. 166-167 ; également repris par Avner Cohen, *op. cit* ., p. 275.

66 . *Ibid.*, p. 153.

67 . Michael Oren, *op. cit.*, p. 165.

CHAPITRE 2

Les forces en présence

Toute campagne militaire requiert une planification rigoureuse tenant compte des forces en présence, des enjeux poursuivis et des principales contraintes -géographiques, sociologiques, politiques, financières et matérielles - susceptibles d'influer sur le cours de la bataille. Comme l'énonce le Cheikh Al Azhar Mahmoud Shaltout dans ses études sur l'art de la guerre dans le Coran, toute pensée militaire repose sur les trois éléments suivants : le moral de la nation, la préparation des forces matérielles et le traitement des aspects pratiques de la guerre [1] . De ce triple point de vue, chacun des protagonistes impliqués dans ce nouvel épisode du conflit israélo-arabe avait une approche bien différente de l'emploi de ses forces armées. Nul doute en tout cas que la préparation de la guerre de juin 1967 fit l'objet des soins les plus attentifs de la part de l'état-major israélien dans la recherche de la maîtrise des facteurs destinés à lui assurer un succès initial décisif. Conscients d'être en situation d'infériorité numérique, mais sûrs de leur avantage qualitatif, les stratèges israéliens élaborèrent un plan de bataille à la fois audacieux et réaliste. Le secret qui entoura leurs préparatifs leur permit de conserver jusqu'au bout le bénéfice de la surprise.

Des armées radicalement différentes

Les Arabes privilégient la masse

À la fin des années 1950, l'Égypte, échaudée par l'attitude du Royaume-Uni, rejeta le modèle militaire britannique qui prévalait jusque-là au sein de son armée pour se tourner vers celui de son nouveau fournisseur : l'Union

soviétique. La Syrie suivit la même voie. La Jordanie, quant à elle, demeura fidèle au modèle anglais qui semblait bien lui correspondre.

Le modèle soviétique s'imposa donc progressivement en Égypte et en Syrie. Ce modèle reposant essentiellement sur la valeur de la contre-offensive, s'appuyait sur une stratégie de masse, sur une artillerie puissante et sur une armée fortement mécanisée. Ce schéma s'inspirait des leçons tirées de la gigantesque bataille de Koursk, un quart de siècle auparavant. Fondé sur le principe de l'épée et du bouclier, il se scindait en deux phases. Dans un premier temps, un bouclier tenu par une infanterie fermement retranchée était opposé à l'attaquant. Les blindés ennemis étaient ralentis, voire même stoppés par l'action de fantassins équipés d'armes antichar. L'artillerie dressait alors un barrage de feu derrière eux destiné à empêcher l'arrivée de renforts et de logistique. Lorsque les forces adverses commençaient à faiblir, la seconde phase pouvait être déclenchée. Les unités blindées jusque-là maintenues en réserve lançaient alors de violentes contre-attaques. Après le bouclier, c'était à l'épée d'entrer dans la bataille. Celle-ci devait balayer les chars ennemis et réduire les points d'appui. La vision soviétique de la bataille aéroterrestre reprenait ainsi le principe du rouleau compresseur, lent, méthodique et efficace, valorisant la complémentarité des différents instruments du combat moderne. Cette dimension interarmées mettait en exergue :

- l'omniprésence des blindés ;

- le rôle indispensable de l'infanterie motorisée ;

- l'importance primordiale de l'artillerie et des moyens de lutte antichar et antiaérienne ;

- le rôle secondaire de l'aviation.

Les unités d'infanterie occupaient donc les premières places du dispositif. Dotées d'un armement antichar et antiaérien conséquent, renforcées par la présence d'unités du génie, elles barraient la route des formations ennemies. Les unités blindées se situaient au contraire en retrait, afin d'être en mesure de renforcer rapidement le dispositif, puis d'exploiter une éventuelle percée des lignes adverses. Les unités d'appui se situaient entre les deux. L'artillerie pouvait ainsi tirer à distance respectable, tout en bénéficiant de la protection d'un rideau de fantassins. À la veille de la guerre de juin 1967, seule l'Égypte disposait d'unités de la taille de la division, structurées plus ou moins suivant le modèle soviétique. Bien

qu'impressionnante sur le papier, son armée souffrait néanmoins de maux structurels nuisant gravement à son efficacité : hiérarchie extrêmement pesante, unités trop hétérogènes, caste d'officiers coupés du reste de la troupe, manque d'entraînement, faible motivation. Cette armée pléthorique composée en grande partie de paysans ressemblait davantage à un tigre de papier et s'avérait en définitive très lourde à manier.

Les forces terrestres jordaniennes et syriennes, beaucoup moins nombreuses, ne pouvaient compter pour leur part que sur des brigades soutenues par quelques unités d'appui. Elles semblaient moins puissantes, mais plus souples à l'emploi. Si la combativité de l'armée syrienne laissait à désirer pour des raisons similaires à celles de sa grande sœur égyptienne, celle de l'armée jordanienne était excellente et sans nul doute l'une des meilleures du Proche-Orient. Au sein du royaume hàchémite, l'institution militaire bénéficiait d'une aura incontestable lui assurant le soutien de la population. En Egypte et en Syrie, au contraire, l'armée était généralement perçue comme un mal nécessaire permettant avant tout d'assurer la stabilité du régime. Sa principale justification était de faire face à « l'impérialisme occidental » et aux « visées hégémoniques sionistes ».

Les Israéliens misent sur la qualité

L'armée israélienne, mieux connue sous l'acronyme de *Tsahal* [2] , se composait quant à elle d'un noyau régulier de militaires de carrière et d'appelés du contingent, renforcé d'une réserve importante remarquablement bien structurée qui constituait la véritable épine dorsale du système de défense. L'encadrement formait la clé de voûte de ce système. Les officiers se trouvaient systématiquement en première ligne, subissant par là même un taux de perte supérieur à celui du reste de la troupe. En emmenant leurs soldats au combat, ils ne criaient pas « en avant ! », mais « suivez-moi ! ». L'esprit d'initiative était systématiquement valorisé. L'armée bénéficiait de ce fait d'une place privilégiée dans la société. Elle ne constituait pas une citadelle isolée, imperméable aux influences ou aux critiques, mais au contraire une armée populaire qui imprégnait l'ensemble de la société et assurait l'intégration accélérée des nouveaux immigrants.

Il avait cependant bien fallu élaborer une doctrine d'emploi des forces. Dès la fin de 1949, un bureau d'études *(Tsevet Ha-Hafala)* avait été créé

dans ce but. Animé par des théoriciens tels que Haïm Laskov ou Yitzak Sadeh, ce bureau fonda sa réflexion sur l'expérience des combattants juifs qui servirent au sein de l'armée britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi dans les organisations clandestines luttant pour l'indépendance de l'État hébreu, comme la *Haganah* ou le *Palmach.* Les stratèges israéliens élaborèrent progressivement une doctrine atypique qui reflétait la situation géostratégique particulière de l'État hébreu : l'exiguïté de son territoire, un déséquilibre démographique flagrant en faveur de ses voisins arabes, la concentration permanente de forces ennemies à ses frontières, de même que la proximité des zones urbaines par rapport aux champs de bataille. À une époque où la portée du canon restait encore une donnée essentielle du combat, l'artillerie arabe exerçait en effet une menace directe sur les principaux sites de peuplement israéliens.

Cette doctrine résolument offensive, justifiée par une quête de sécurité absolue, reposait sur trois grands principes :

1) Le transfert du combat en territoire ennemi : l'absence de profondeur stratégique [3] imposait que la bataille se déroula sur le sol adverse, afin de préserver au maximum la population, l'infrastructure et les capacités de l'État hébreu.

2.) *L'attaque préventive* : ne pouvant que très difficilement contenir un assaut massif sur ses frontières étroites, Israël devait être en mesure d'attaquer le premier, en vue de détruire préventivement les capacités militaires de ses adversaires.

3.) *Une offensive rapide et décisive* : la mobilisation prolongée de l'ensemble des réservistes aurait paralysé la vie économique du pays. Il était donc important que les hostilités soient de courte durée. La victoire devait intervenir avant que les armées arabes ne puissent unir l'ensemble de leurs ressources, mais aussi avant que les grandes puissances n'aient eu le temps d'imposer un cessez-le-feu à leur convenance. En tout état de cause, l'offensive devait déboucher sur une victoire militaire incontestable, et si possible sur des gains territoriaux, afin de démontrer à l'adversaire que tout recours aux armes était pour lui contre-productif.

La crédibilité de cette stratégie reposait dès lors sur plusieurs objectifs :

- La recherche de l'effet de surprise ;

- L'obligation d'entretenir une armée rapidement mobilisable ;

- La volonté de détenir la supériorité aérienne ;
- La nécessité de concentrer les moyens ;
- Le besoin d'économiser les forces ;
- La recherche d'une supériorité qualitative plutôt que quantitative ;
- Le refus d'un affrontement avec une Grande puissance.

De la synthèse de ces règles naquit le concept de « raid » qui s'imposa progressivement comme l'un des éléments centraux de la doctrine opérationnelle israélienne, utilisant tout autant des unités d'infanterie légère que des moyens mécanisés. Ce concept répondait à l'origine à une logique punitive consistant à mener des raids de petite ampleur en territoire arabe, afin de détruire les bases des commandos ennemis perpétrant des attaques ou des attentats sur le sol israélien [4] . Il impliquait une structure suffisamment souple pour être modulable en fonction de la mission. La brigade *(Hativa)* fut ainsi conçue comme l'unité de base de l'armée israélienne. Elle pouvait être renforcée, à la demande, d'éléments de reconnaissance, de génie et d'artillerie légère. Les brigades pouvaient agir de concert entre elles, mais aussi s'intégrer au sein d'une division *(Ugdah)* regroupant temporairement plusieurs brigades pour les besoins d'une même opération. Les forces terrestres étaient directement rattachées à l'état-major général. L'aviation et la marine dépendaient quant à elles de deux commandements distincts. L'aviation (*Heyl Ha'Avir*) se vit très vite conférer un rôle cardinal, puisque les stratèges israéliens la perçurent comme une arme polyvalente capable de répondre aux principales menaces susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'Etat hébreu. Elle devint rapidement l'une des composantes fondamentales des forces armées israéliennes, absorbant la moitié du budget de la défense et mobilisant l'élite de ses combattants.

L'évolution du rôle des blindés fut en revanche plus longue. Au début des années 1950, la capacité opérationnelle de l'armée israélienne reposait essentiellement sur l'infanterie. L'attitude des stratèges israéliens à l'égard des chars reflétait un scepticisme prudent ; les quelques manœuvres qui s'étaient déroulées et qui avaient associé des chars aux formations traditionnelles d'infanterie ne s'étaient pas révélées très concluantes. Un débat s'engagea néanmoins au sein de l'état-major général : certains généraux désiraient cantonner le char dans son rôle de soutien aux fantassins ; d'autres, plus entreprenants, désiraient en faire un instrument de

rupture et d'exploitation. Us arguaient du fait que les formations blindées présentaient plusieurs avantages : mobilité accrue sur un théâtre d'opérations propice aux vastes manœuvres d'enveloppement ; puissance de feu ; besoins en effectifs restreints. Les autres leur rétorquaient que les formations blindées étaient certes puissantes au moment de l'attaque, mais qu'elles s'avéraient particulièrement vulnérables en défense. À la veille de la campagne du Sinaï de 1956, les règles d'emploi des chars n'étaient toujours pas arrêtées et relevaient davantage du rôle de l'appui que de celui de l'exploitation. Il fallut attendre l'engagement presque accidentel de deux brigades blindées pendant cette campagne pour assister à la « révélation » de la puissance des chars sur ce champ de bataille particulier. Les succès remportés à cette occasion par les unités blindées constituèrent une surprise pour les autorités militaires israéliennes. A partir de ce moment, le char se substitua rapidement au fantassin comme élément central du combat terrestre et les formations blindées connurent un essor remarquable. Leur nombre fut pratiquement quadruplé en dix ans. Avec trente ans de retard, les généraux israéliens « redécouvraient » les vertus de la *Blitzkrieg*, au moment même où les stratèges occidentaux et soviétiques en soulignaient toutes les limites.

L'expansion du corps blindé israélien entre 1948 et 1967

Période	**Nombre de brigades blindées/mécanisées**
Guerre d'indépendance (1948-49)	2*(7e et 8e [a])* (15 % des forces terrestres)
Campagne du Sinaï (1956)	3*(7e , 27e et 37e)* (20 % des forces terrestres)
Juin 1967	11 *(7e , 8e , 10e , 12e , 14e , 27e , 37e , 45e ,* *60e , 200e et 520e)* (50 % des forces terrestres)

a . **NB** : La 8e brigade blindée fut dissoute après la guerre d'indépendance, avant d'être reconstituée au début des années 1960.

En juin 1967, la vision israélienne du combat aéroterrestre pouvait être résumée de la manière suivante : l'aviation devait chercher, dans un premier temps, à conquérir la maîtrise de la supériorité aérienne par tous les moyens, afin d'être en mesure d'appuyer dans un deuxième temps la progression des troupes au sol. Les formations blindées constituaient le poing armé de l'offensive terrestre. Elles étaient chargées, telles les phalanges macédoniennes, d'ouvrir une brèche au sein du dispositif ennemi. Des détachements blindés avaient pour mission de contourner les obstacles et les points de résistance, prenant à revers l'adversaire et établissant des bouchons destinés à empêcher l'arrivée de renforts immédiats. Après avoir percé le dispositif, les chars continuaient leur progression. L'infanterie motorisée suivait au plus près, nettoyant les tranchées et détruisant l'artillerie adverse. Le génie et l'artillerie se déplaçaient généralement derrière l'infanterie motorisée. Les fantassins, enfin, achevaient de nettoyer les positions ennemies et occupaient le terrain, relevant les unités d'infanterie motorisée qui pouvaient dès lors suivre à nouveau les chars. Le long de l'axe de progression, les véhicules de ravitaillement faisaient en permanence la navette entre le convoi logistique principal, situé en retrait, et les unités blindées de pointe, afin que celles-ci puissent disposer à tout moment de munitions et de carburant. En résumé, la doctrine israélienne tenait en trois mots : mouvement, feu et action. Correctement encadrés, bien entraînés, très mobiles et parfaitement motivés, les combattants israéliens étaient manifestement animés parce que les Britanniques nomment le *«fighting spirit ». Tsahal* était un bistouri aiguisé manié par une main nerveuse et souple à la fois.

Un rapport de forces favorable aux Arabes dans le domaine terrestre

Les Arabes comptaient quant à eux sur la quantité. À la veille des hostilités, l'armée égyptienne comptait plus de 500 000 hommes sous les drapeaux, dont la moitié environ était affectée dans des états-majors et des structures administratives, ou bien encore à la garde d'objectifs sensibles.

Les forces vives de cette armée représentaient donc 250 000 hommes, soutenus par 1 300 chars et 1 200 véhicules blindés appuyés par un millier de pièces d'artillerie. Une partie de ces forces était toutefois engagée au Yémen dans la guerre civile opposant les troupes du Sud (Aden) sponsorisées par l'Egypte et l'Union soviétique, à celles du Nord (Sanaa) soutenues par l'Arabie Saoudite et le Koweït.

Dès le début de cette nouvelle crise avec Israël, le maréchal Abdel Hakim Amer, commandant en chef des forces armées égyptiennes, avait ordonné la mise en œuvre du plan défensif « *Al Qahir* » (Le Caire). Ce plan, conçu l'année précédente, envisageait une défense mobile dans la profondeur du Sinaï. Il se concrétisa par le transfert dans la Péninsule d'une force imposante de 140 000 hommes disposant de 950 chars [5] , d'un millier de véhicules blindés, d'une centaine de chasseurs de chars et de 840 pièces d'artillerie lourde. Le 4 juin 1967, le général Abdel Gamassi, chef des opérations, avait déployé dans le Sinaï' trente-huit brigades (vingt d'infanterie [6] , dix d'artillerie [7] , cinq blindées [8] , deux mécanisées [9] et une parachutiste [10]) soutenues par une trentaine de régiments et bataillons indépendants. Nombre de ces unités ne disposaient toutefois que d'une fraction de leur effectif. La plupart d'entre elles étaient regroupées au sein de six divisions de campagne.

Appliquant scrupuleusement la tactique du bouclier et de l'épée, les généraux Abdel Mortagui et Salah Moshen, responsables du front du Sinaï, avaient déployé un « bouclier » constitué des 2e , 7e et 20e divisions d'infanterie échelonnées le long de la frontière israélienne, entre Gaza et Kussëïma, soutenues par une réserve opérationnelle formée par la 3e division d'infanterie et par quatre brigades indépendantes [11] placées en retrait, entre Bir Hassana et Bir el Thamâda. La 4e division blindée d'élite [12] , la 6e division mécanisée et le groupement blindé indépendant du général Shazli, maintenus en réserve, jouaient le rôle de « l'épée ». Ces trois grandes unités se trouvaient réparties en deuxième ligne, le long des principaux axes routiers défendant l'accès aux cols de Mitla, Giddi et Khatmia. Ces trois cols formaient en effet un verrou naturel permettant de prendre au piège la plupart des unités déployées entre cette zone et la frontière israélienne. Trois bataillons de la 124e brigade d'infanterie en assuraient la garde. Deux autres brigades indépendantes assuraient la défense d'autres positions stratégiques : la 25e brigade parachutiste au

niveau du détroit de Sharm el-Sheikh et la 28e brigade de la Garde nationale à El-Arish, près du quartier général avancé du front Sud. La 4e brigade d'infanterie et la 27e brigade de la Garde nationale étaient pour leur part éclatées aux quatre coins de la Péninsule, afin de renforcer l'effectif d'unités incomplètes.

Les consignes des généraux égyptiens étaient simples : se tenir prêt à passer à l'action en cas d'attaque ennemie. Si une telle attaque survenait, les stratèges égyptiens étaient confiants dans les capacités de leurs troupes à contenir toute velléité adverse. En cas de rupture de leur dispositif, ils pensaient pouvoir attirer l'avant-garde de l'armée israélienne dans une zone à partir de laquelle celle-ci serait efficacement contre-attaquée. En 1948 et 1956, ils avaient dû céder, mais le rapport de forces ne leur avait pas été particulièrement favorable. Cette fois-ci, ils bénéficiaient d'un tel avantage numérique que l'idée d'une défaite leur semblait inconcevable. Au pire, ils pourraient concéder une partie « nulle ». Les 750 sous-lieutenants de l'armée de terre promus durant la dernière semaine du mois de mai 1967 et immédiatement affectés à des unités déployées dans le Sinaï, en étaient d'ailleurs bien convaincus [13] . Dans le style soviétique le plus classique, l'aviation égyptienne devait lancer une vaste offensive aérienne destinée à saturer les aérodromes et les centres de commandement israéliens. Des plans très précis avaient d'ailleurs été arrêtés prévoyant quelles unités devaient attaquer quelles bases aériennes et quels centres névralgiques.

Les champs de bataille

La péninsule du Sinaï relie l'Afrique à l'Asie. Elle forme un triangle désertique d'environ trois cents kilomètres de côté, dont la moitié méridionale est constituée par un massif montagneux chaotique qui culmine à 2 642 mètres d'altitude au niveau du Djebel Katherina, près du monastère orthodoxe de Sainte-Catherine. Un réseau de dunes s'élève progressivement à l'est du canal de Suez, donnant accès par trois cols à un vaste plateau de rocaille et de dunes qui contrôle, plus à l'est, l'accès au désert du Néguev situé en territoire israélien. Outre de nombreuses pistes, deux routes principales traversent d'est en ouest cette péninsule : la première le long de la côte septentrionale, entre Gaza et Kantara en passant par El-Arish ; la deuxième, à l'intérieur des terres, relie Beersheba à Ismaïlia en serpentant

entre Abou Ageïla, Djebel Libni et Bir Gifgafa. Une route côtière longe la côte méridionale de la Péninsule jusqu'à Sharm el-Sheikh. Le terrain difficilement praticable en dehors des routes tend à canaliser le mouvement des unités et à compartimenter le champ de bataille. Les promontoires et les carrefours deviennent des objectifs prioritaires. Les déplacements de colonnes blindées, qui soulèvent d'importants nuages de poussières, sont visibles de très loin. L'absence de végétation et le champ de vision généralement dégagé autorisent des tirs à longue distance. Les conditions météorologiques exceptionnelles favorisent l'emploi intensif de l'aviation. Les conditions climatiques arides rendent primordiales le maintien d'une chaîne d'approvisionnement logistique qui permette de ravitailler les unités en vivres, mais surtout en eau potable.

La Cisjordanie recouvre deux des anciennes provinces de Palestine : la Judée et la Samarie. En certains endroits, la ligne de cessez-le-feu qui marque la délimitation entre le territoire israélien et le territoire contrôlé par l'armée jordanienne passe à une quinzaine de kilomètres seulement du littoral méditerranéen. De nombreuses villes israéliennes sont ainsi à portée de l'artillerie jordanienne. Une ligne de crête d'environ 130 kilomètres de long traverse la Cisjordanie du nord au sud, de Jenine (en Samarie) à Hébron (en Judée) en passant par Naplouse et Ramallah. L'étroit corridor qui sépare ces deux provinces et qui relie la ville nouvelle de Jérusalem à Tel Aviv demeure sous contrôle israélien depuis la guerre d'indépendance de 1948. De ce fait, la partie orientale de Jérusalem constitue le seul autre point de passage entre elles. On comprend dès lors toute l'importance de Jérusalem-Est dans les négociations menées entre les Israéliens et les Palestiniens. Les collines entourant la Ville Sainte permettent non seulement de verrouiller l'accès aux hauts plateaux rocailleux de Judée et de Samarie, mais également de contrôler la route menant à Jéricho. Cette route aboutit aux ponts stratégiques du Jourdain qui assurent la liaison avec la Jordanie, et dont le plus connu porte le nom du général britannique Allenby qui le captura à la fin de la Première Guerre mondiale. Leur contrôle revêt donc un enjeu majeur.

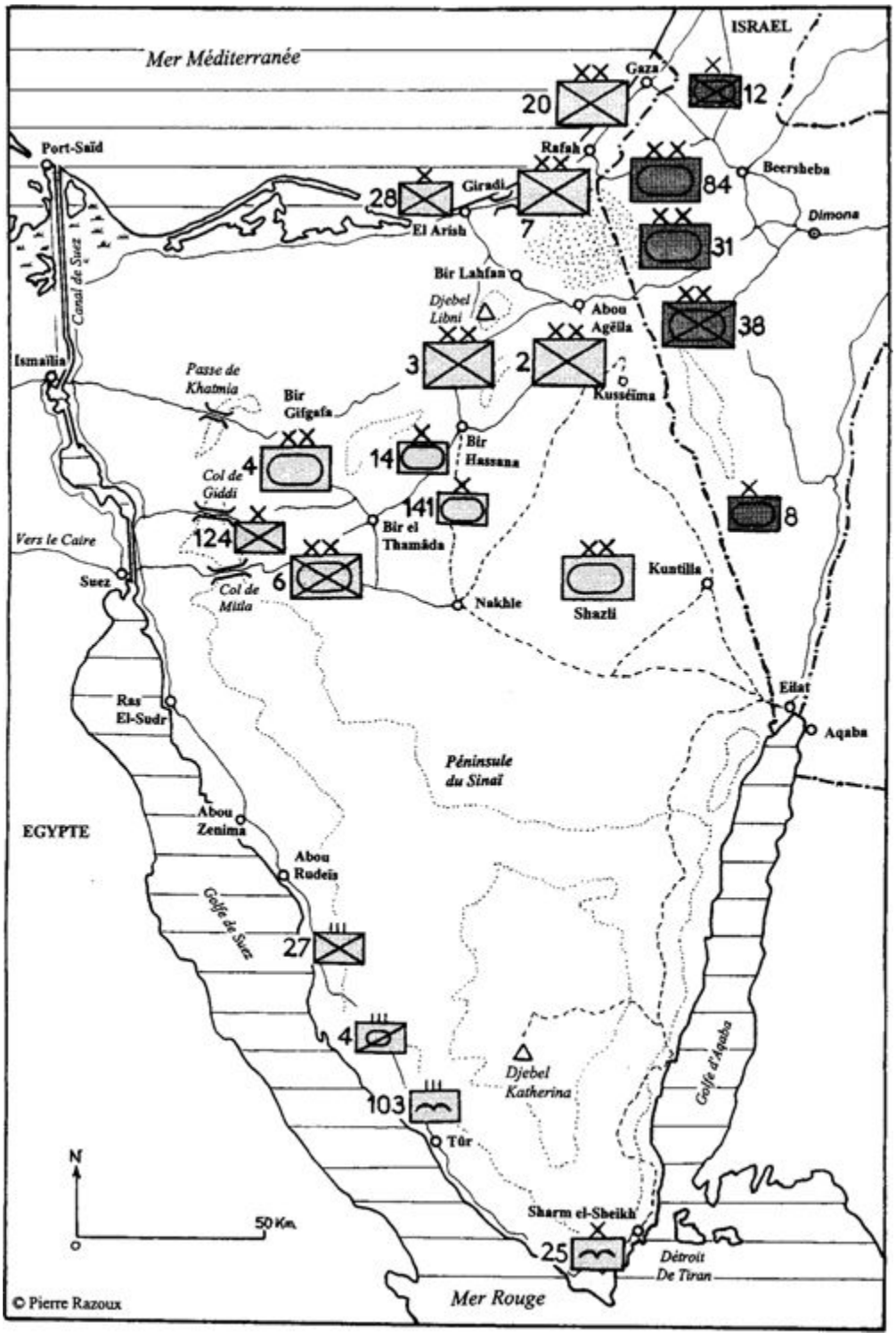
Le plateau du Golan, dominé au nord par la chaîne montagneuse du Mont Hermon qui culmine à 2 814 mètres d'altitude, forme un trapèze

adossé au Jourdain qui s'étend sur une soixantaine de kilomètres de long et sur une vingtaine de kilomètres de large. Son altitude moyenne est de l'ordre de 800 mètres. Le sol présente un relief caillouteux, parsemé de vastes plaines herbeuses, mais aussi de roches basaltiques qui entravent la progression des unités mécanisées. Une ligne de tertres volcaniques partiellement boisés partage le plateau en deux du nord au sud. Cette ligne forme un ensemble défensif naturel pour qui la contrôle. Si les hauteurs du Golan surplombent le Lac de Tibériade, elles viennent mourir en pente douce au nord de celui-ci, le long des rives du Jourdain bordant la vallée de la Huleh. Trois routes permettent d'accéder au plateau. Les deux premières traversent le Jourdain au nord du Lac de Tibériade en direction de Kunéïtra, puis de Damas ; la troisième serpente au sud de celui-ci le long du Yarmouk à travers un relief accidenté. Cette dernière route, bien que difficile d'accès, permet d'accéder au plateau du Golan par le sud, contournant ainsi les falaises dominant le Lac de Tibériade.

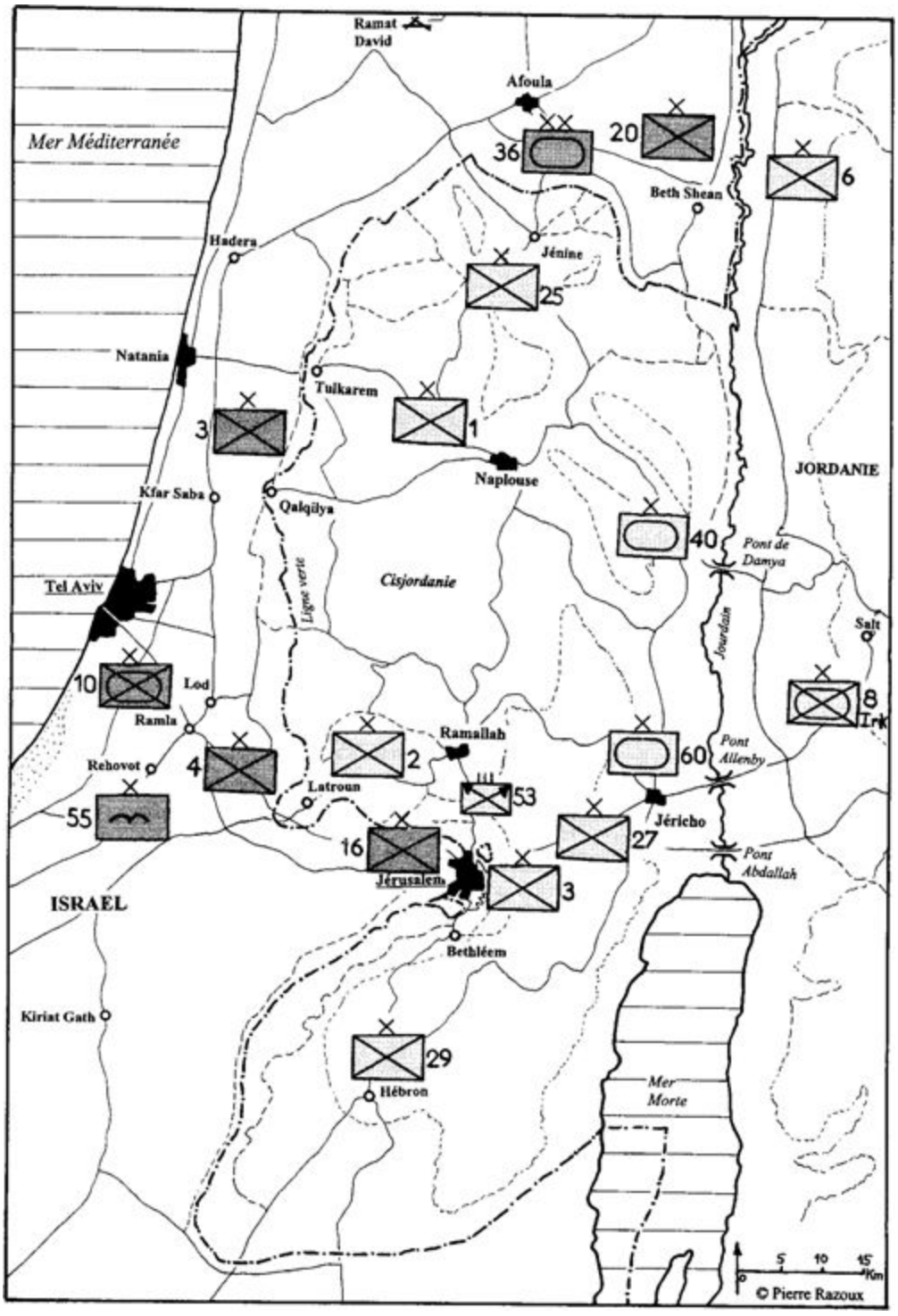
L'armée royale jordanienne, héritière de la fameuse Légion arabe transjordanienne créée par le général britannique John Glubb (Glubb Pacha), était commandée par le maréchal Habis el-Majali secondé par le général Shérif Nasir bin Jamil. Ce dernier, qui était l'oncle du roi Hussein, exerçait de fait la réalité du commandement. Cette armée comptait 55 000 hommes, 288 chars [14] , 210 véhicules blindés et 263 pièces d'artillerie lourde. Ces forces étaient réparties en neuf brigades d'infanterie [15] , deux brigades blindées [16] et un régiment indépendant chargé de la protection de la famille royale. Au début du mois de juin 1967, huit brigades se trouvaient en Cisjordanie, face à l'armée israélienne, parfois à quelques centaines de mètres seulement de celle-ci. Au sein de ce dispositif, la vieille ville de Jérusalem représentait un objectif majeur à défendre à n'importe quel prix. Les meilleures unités jordaniennes y étaient déployées. Les combattants qui s'y trouvaient étaient conscients de défendre un objectif symbolique, chèrement conquis par la Légion Arabe pendant la guerre d'indépendance. Plus à l'ouest, à l'intérieur du saillant de Latroun surplombant la route serpentant entre Tel Aviv et Jérusalem, les Jordaniens avaient mis en batterie une partie de leur artillerie lourde, de telle manière que celle-ci puisse menacer les faubourgs de la capitale israélienne. Plus à l'est, la

région de Jéricho était défendue par les deux brigades blindées. Le reste des unités jordaniennes était éparpillé à travers les collines de Cisjordanie, généralement près des villes et des nœuds routiers.

Les forces en présence dans le Sinaï



Les forces en présence en Cisjordanie



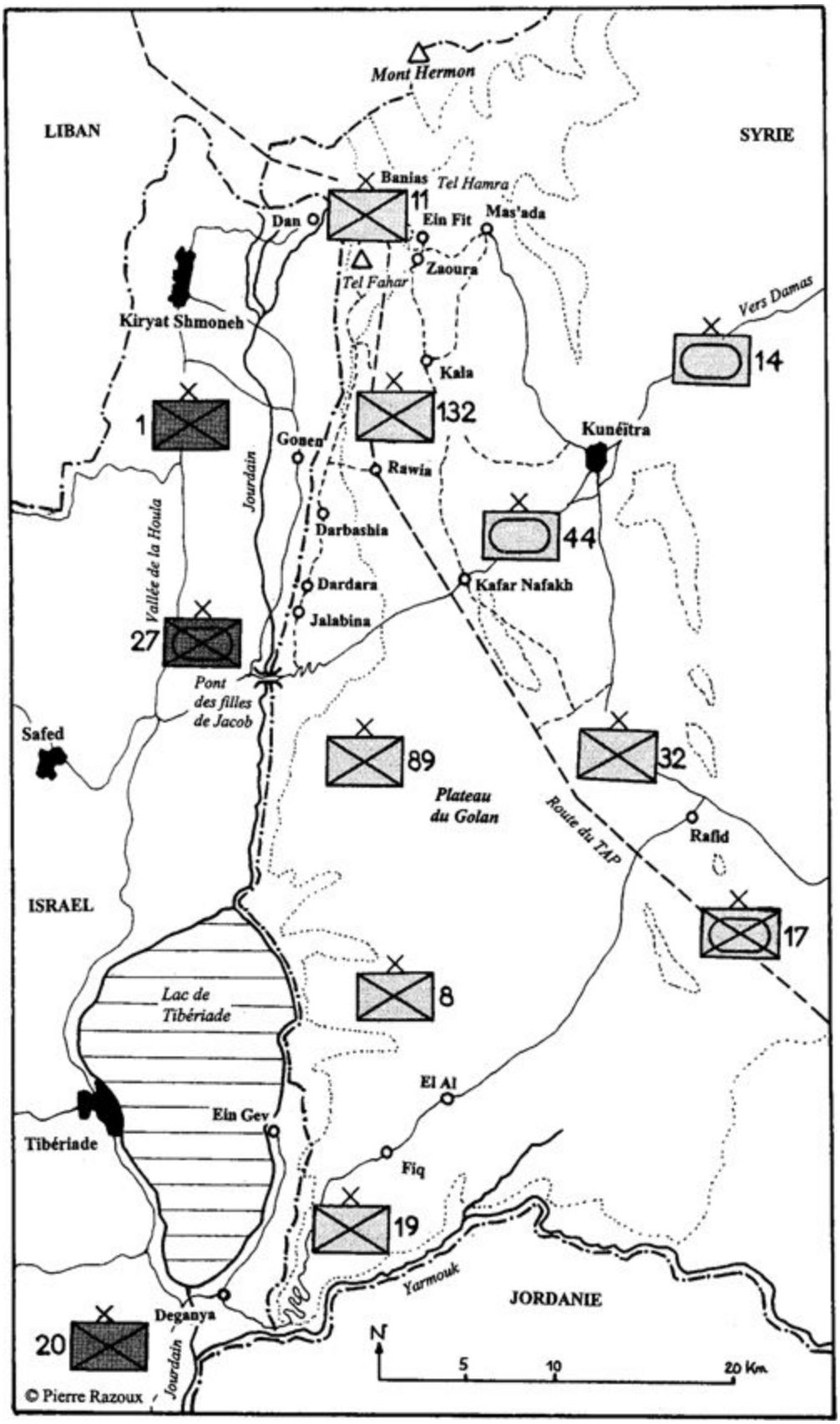
Le roi Hussein n'avait cependant pas mis tous ses œufs dans le même panier, maintenant en réserve trois brigades et vingt-huit chars sur la rive orientale du Jourdain. Les 40 000 hommes présents en Cisjordanie avaient été renforcés, pendant les premiers jours de juin 1967, par deux régiments

de commandos égyptiens envoyés sur place après la signature du traité de défense entre le roi Hussein et le président Nasser. Ils pouvaient également compter sur la présence de la 8e brigade motorisée irakienne déployée par Bagdad au titre de la solidarité arabe. Le général égyptien Abdel Monheim Riadh avait été officiellement chargé du commandement arabe uni, tâche qui consistait en fait à coordonner l'action de l'armée jordanienne avec celle des contingents égyptiens et irakiens, tout en assurant la liaison avec Le Caire.

L'armée syrienne, forte de 70 000 hommes, se trouvait sous la férule du général d'aviation Hafez el-Assad, l'incontournable ministre de la guerre qui faisait office de commandant des forces aériennes et qui se rendrait plus tard célèbre en prenant le pouvoir à Damas. Il était secondé par son chef d'état-major, le général Ahmed Souedani, qui était en charge de l'armée de terre. Cette dernière totalisait 550 chars [17] , 585 véhicules blindés et 460 pièces d'artillerie lourde. Elle regroupait quinze brigades (onze d'infanterie [18] , deux blindées [19] et deux mécanisées [20]) dont plus de la moitié campait en permanence sur les hauteurs du Golan.

Un important réseau défensif surplombant la vallée du Jourdain avait été aménagé par les Syriens sur les hauteurs du Golan : 265 pièces d'artillerie et plus d'une centaine de chars plus ou moins obsolètes avaient été déployés dans des bunkers et des alvéoles préaménagés, le canon tourné vers Israël. Parmi eux figuraient quelques dizaines de vénérables chars Panzer IV livrés par la France au tout début des années 1950 [21] . Ces chars, immobilisés par manque d'entretien et de pièces de rechange, étaient utilisés comme de simples pièces statiques d'artillerie. Appliquant eux aussi la tactique soviétique, les Syriens avaient confié la garde de ce réseau défensif aux 12e et 35e groupements de brigades engerbant six brigades de fantassins faisant office de « bouclier » et deux brigades mécanisées jouant le rôle de l'« épée ». Ces forces avaient été déployées de telle manière que la ville de Kunéïtra, traditionnellement reconnue comme « capitale » du Golan, en était devenue le centre de gravité. Un troisième groupement de brigades était maintenu en réserve, dans la région de Damas, afin de faire face à tout revirement de situation.

Les forces en présence sur le Golan


Mont Hermon
LIBAN
SYRIE
Banias
Tel Hamra
11
Dan
Ein Fit
Mas'ada
Zaoura
Tel Fahar
Kiryat Shmoneh
Vers Damas
14
Kala
132
1
Kunéitra
Gonen
Rawia
Jourdain
Darbashia
44
Vallée de la Houla
Dardara
Kafar Nafakh
Jalabina
27
Pont des filles de Jacob
Safed
89
32
Plateau du Golan
Route du TAP
Rafid
ISRAEL
17
8
Lac de Tibériade
El Al
Ein Gev
Tibériade
Fiq
19
Yarmouk
JORDANIE
Deganya
20
Jourdain
N
5
10
20 Km
© Pierre Razoux

Dans l'ensemble, ce dispositif avant tout défensif souffrait d'un soutien logistique insuffisant, malgré les stocks d'obus qui avaient été constitués au fil des ans à proximité des unités de première ligne. Le moral des troupes était en outre pour le moins incertain. Plus grave enfin, l'état-major ne disposait tout simplement d'aucun plan autre que celui consistant à s'opposer à une éventuelle offensive israélienne par l'application d'un modèle soviétique peu adapté aux circonstances et de toute façon imparfaitement assimilé par des cadres dont la principale motivation consistait à survivre au sein d'un régime policier peu enclin à valoriser l'esprit d'initiative. L'armée libanaise, enfin, avec ses 14 000 hommes, ses 60 chars, ses 70 pièces d'artillerie répartis en son unique brigade d'infanterie, n'était pas en mesure d'aligner le moindre corps expéditionnaire face à Israël.

Dans l'autre camp, le général Yitzhak Rabin, chef de l'état-major général et son adjoint, le général Haïm Bar-Lev, se trouvaient à la tête d'une force de 225 000 hommes et femmes. Une fois la mobilisation des réserves achevée, *Tsahal* comptait plus d'un millier de chars [22] , 1500 véhicules blindés et 680 pièces d'artillerie lourde répartis en quatre état-majors de divisions [23] et vingt et une brigades (huit blindées [24] , trois mécanisées [25] , sept d'infanterie [26] et trois parachutistes [27]). L'arsenal israélien était constitué d'un véritable patchwork d'engins d'origines diverses : française, britannique, américaine, allemande, suédoise et même soviétique ! L'une des principales difficultés rencontrées par les logisticiens israéliens consistait donc à s'assurer d'un approvisionnement régulier en pièces de rechange.

En 1967, Israël était divisé en trois régions militaires qui correspondaient chacune à l'une des trois menaces principales : front Nord face à la Syrie et au Liban ; front Centre face à la Jordanie et à l'Irak ; front Sud face à l'Egypte. Le chef des opérations, le général Rehavam Zeevi, en accord avec les plus hautes autorités militaires, avait massé la moitié des forces terrestres sur le front Sud, en vue d'une action de grande envergure contre l'armée égyptienne. Cette force était structurée en trois divisions englobant les six plus puissantes brigades blindées de *Tsahal*. Ces divisions avaient été confiées à trois généraux réputés pour leur audace : Israël Tal, Abraham Yoffé et Ariel Sharon. Leur composition reflétait la perception du

combat aéroblindé de leurs commandants respectifs : « tout blindé » pour Yoffé et Tal, « beaucoup plus équilibré » pour Sharon [28] . Ces trois divisions devaient être à même d'affronter le corps de bataille égyptien. Une force *ad hoc* constituée de parachutistes et de troupes de marine avait également été assemblée en vue d'un assaut sur Sharm el-Sheikh.

Le général Zeevi avait ensuite affecté les deux-tiers des forces restantes au front Centre. Il avait ordonné le déploiement d'une division commandée par le très expérimenté général Elad Peled au nord de la Cisjordanie, dans le secteur d'Afula ; telle qu'elle était placée, cette division était en mesure d'intervenir rapidement aussi bien contre la Jordanie que contre la Syrie. Les *3e et 4e brigades d'infanterie* assuraient de leur côté la défense des villes situées le long du litoral. La *16e brigade d'infanterie,* déployée aux abords de Jérusalem et de la taille d'une petite division, se trouvait quant à elle en première ligne face aux Jordaniens. Deux brigades avaient enfin été affectées à la défense du front Nord, dans l'espoir de dissuader les Syriens de toute action intempestive. Trois brigades - directement rattachées au contrôle de l'état-major général - faisaient enfin office de réserve générale [29] .

Le rapport théorique des forces terrestres à la veille de la guerre de juin 1967

	Egypte	**Jordanie**	**Syrie**	**Irak**	**Total arabe**	**Israël**
Effectif théorique	250 000	55 000	70 000	80 000	455 000	**225 000** [a]
Nombre total de brigades	42	11	15	16	**84**	*21*
dont blindées	8	2	4	6	**20**	*11*

/mécanisées	*(20 % des unités)*	*(25 %)*	*(25 %)*	*(37 %)*	*(24 %)*	*(50 %)*
Chars	1 300	288	550	630	2 768	**1093**
VBTT	1 200	210	585	645	**2 640**	**1500**
Pièces d'artillerie	1 000	263	460	600	**2 323**	**681**

a . Il s'agit du total des forces israéliennes après mobilisation générale des réserves.

L'avantage numérique dont pouvaient se prévaloir les armées arabes semblait donc a priori très important. Dans les faits, cet avantage doit être nuancé. Seule une partie des forces arabes se trouvait effectivement engagée sur le terrain, prête au combat. Les autres n'étaient pas en mesure d'intervenir directement dans la bataille ; que ce soit en Égypte, en Jordanie ou en Syrie, un certain nombre de brigades étaient en effet immobilisées pour la garde d'objectifs importants. La plupart des unités n'étaient pas à effectif complet. Qui plus est, une partie des forces égyptiennes (plus de 50 000 hommes) se trouvait déployée au Yemen. Une fraction significative du matériel égyptien et syrien n'était enfin pas en état de fonctionner.

En Israël, la totalité des unités et la quasi-totalité du matériel se trouvaient certes à pied d'œuvre, mais près de 100 000 individus n'étaient pas en mesure de participer directement aux hostilités : 30 000 d'entre eux occupaient un poste d'état-major ; les 70 000 restants étaient affectés à des unités de garde-frontières, de police militaire et de défense territoriale. Il convient également de rappeler que dans les unités de mêlée, un tiers seulement des Israéliens occupaient un poste de combattant (les autres occupant les fonctions essentielles d'appui et de soutien), alors qu'au sein des unités arabes, les combattants représentaient la moitié, voire les deux tiers du personnel. Le rapport de forces en terme d'effectif réellement combattant était donc de deux contre un seulement en faveur des armées arabes.

Le rapport des forces terrestres réellement impliquées sur le terrain

	Egypte	Jordaine	Syire	Irak	Total arabe	Israël
Effectif réel	140 000	40 000 [a]	32 000	3 000	**215 000**	**125 000**
Nombre de brigades	38	8	8	1	**55**	**21**
Chars	950	260	310	-	**1 520**	**1050**
VBTT	1 050	150	400	30	**1 630**	**1450**
Pièces d'artillerie	840	230	315	25	**1410**	**650** [b]

a . dont un millier de commandos égyptiens.
b . dont une moitié de mortiers lourds.

En définitive et malgré ces quelques ajustements, les armées arabes disposaient encore d'un avantage indéniable, à la fois en termes d'équipement et de personnel. Cet avantage n'était cependant pas à la hauteur des discours de propagande - émanant des deux camps - qui annonçaient qu'Israël serait submergé par des forces dix fois plus nombreuses que les siennes. D'autant plus que le commandement arabe n'était pas véritablement unifié et que l'armée israélienne, beaucoup plus mobile, était en mesure de se concentrer bien plus rapidement aux endroits jugés décisifs, obtenant presque toujours un rapport de forces favorable là où devait s'exercer son effort principal.

Un rapport de forces plus équilibré dans le domaine aérien

À la veille de la guerre, la force aérienne israélienne, mieux connue sous le nom de *Heyl Ha 'Avir,* était commandée par le général Mordé-chaïd Hod, qui venait tout juste de succéder à Ezer Weizman ; ce dernier, qui occupait depuis le poste de conseiller spécial du chef de l'état-major général, l'avait durablement marquée de son empreinte et l'avait façonné en un formidable outil offensif. Cette force aérienne de 20 000 hommes (après rappel des réservistes) regroupait 12 escadrons totalisant 237 avions de combat à

réaction : 70 « Mirage III » [30] 45 « Mystère IVA » [31] , 39 « Super Mystère » SMB-2 [32] , 36 « Ouragan » [33] , 25 « Vautour II » [34] et 22 Fouga « Magister » modifiés pour l'appui-feu rapproché [35] . Elle comptait également 45 avions de transport (22 Nord 2501 « Noratlas », 16 C-47 « Dakota » et 7 C-97 « Stratocruiser ») et 44 hélicoptères (4 « Super Frelon » [36] , 3 S-55, 25 S-58/H-34, 6 Bell-47 et 6 « Alouette II »). Les hélicoptères légers (Bell et « Alouette ») furent chargés du transport d'états-majors et de l'observation à l'échelon de la division, les hélicoptères moyens (S-55 et S-58/H-34) du transport des commandos et les « Super Frelon », en raison de leur rayon d'action étendu, furent réservés aux missions de recherche et sauvetage (SAR).

La composition des escadrons était variable, oscillant d'une dizaine à une quarantaine d'appareils. Cette force aérienne hétéroclite, constituée essentiellement de chasseurs bombardiers, équipée presque exclusivement de matériel d'origine française, était déployée sur cinq aérodromes (Ramat David, Hatzor, Tel Nof, Lod et Hatzerim). Elle était mise en œuvre par 300 pilotes remarquablement motivés et très bien entraînés, dont près de la moitié était des réservistes. Les pilotes d'activé étaient âgés en moyenne de 23 ans. Le réseau de détection aérienne reposait sur six stations radar. La défense antiaérienne englobait 550 canons de DCA, dont 200 disposaient d'un système d'acquisition par radar ; cinq batteries de missiles sol-air mettant en œuvre une cinquantaine de missiles « Hawk », livrés par les Américains à partir de septembre 1962, assuraient la défense des sites les plus sensibles. L'aviation israélienne ne comptait cependant que cinq avions spécialement équipés pour la reconnaissance photographique.

Dans le camp arabe, les forces aériennes, largement équipées en matériel soviétique, étaient en mesure d'intervenir immédiatement dans un éventuel conflit contre Israël. L'aviation égyptienne, dirigée par le général Mohammed Sedki Mahmoud, un apparatchik proche de Nasser, comptait 420 avions de combat : 120 MiG-21 FL et MF, 60 MiG-19, 100 MiG-17, 40 MiG-15, 30 Su-7, 40 11-28 et 30 Tu-16. Quelques-uns des bombardiers lourds Tu-16 avaient été équipés pour le tir de missile air-sol AS-1 « Kennel », tandis que plusieurs bombardiers moyens 11-28 avaient été modifiés afin de pouvoir accomplir des missions de reconnaissance à haute altitude. L'aviation égyptienne mettait en œuvre également 350 aéronefs de soutien, dont 98 avions de transport (7011-14, 20 An-12 et 8 C-47) et 42

hélicoptères (10 Mi-1, 10 Mi-4, 12 Mi-6, 10 Mi-8). Plusieurs unités de conversion opérationnelle équipées d'avions d'entraînement MiG-15 UTI, Yak-18 et L-29, dont certains étaient armés, renforçaient sa capacité d'attaque au sol. Tous ces appareils étaient répartis en une quarantaine d'escadrons regroupés au sein de neuf brigades aériennes et déployés sur une vingtaine d'aérodromes [37] . Chaque brigade regroupait en moyenne trois escadrons, chacun d'entre eux comprenant une quinzaine d'appareils. Cette force aérienne était servie par 700 pilotes. Le réseau de détection aérienne reposait sur 50 stations radar, tandis que la défense antiaérienne, qui formait un commandement autonome au sein des forces armées, regroupait un millier de canons de DCA et 30 batteries de missiles sol-air équipées de 200 exemplaires du fameux SAM-2. Bien qu'apparemment puissante et bien équilibrée, l'aviation égyptienne n'en connaissait pas moins certaines limites, comme en témoigne le colonel Tahsiin Zaki : « *Peu avant la guerre de juin 1967, notre aviation effectua des manœuvres aériennes pour tester l'efficacité de notre système de défense aérienne contre les appareils volant à basse altitude. Les stations de détection aérienne ne parvinrent jamais à repérer les avions volant en dessous d'une altitude de 400 mètres, car les radar soviétiques que nous utilisions à l'époque étaient d'un modèle relativement ancien, incapables de repérer des aéronefs volant à basse altitude. Au regard des piètres résultats obtenus, le commandant de l'aviation organisa une réunion de debriefing à l'Institut des études de défense d'Almazah, près du Caire. Plusieurs conseillers soviétiques avaient été invités. La réunion se termina brusquement après que l'un des conseillers russes eut estimé que le système de détection n 'était pas en cause, même s'il admettait qu'il pouvait être utile d'apporter quelques modifications mineures aux radars et aux sites de SAM situé au nord de la zone du canal de Suez* » [38] .

Le général Qadri al-Hamid apporte pour sa part l'éclairage suivant : « *Nous savions que nous disposions d'un avantage sur les Israéliens puisque nous étions équipés d'un nombre important de MiG-21, de MiG-19 et de Su-7 qui étaient tous largement supérieurs aux avions dont disposait la force aérienne israélienne, à l'exception de leur excellent «Mirage ». Cependant, nous ne connaissions que très peu la théorie du combat aérien ; les Russes nous avaient livrés du bon matériel, mais ils ne nous avaient pas appris les bonnes tactiques ! Ils nous avaient entraînés à voler à Mach 2 à très haute*

altitude et à voler de nuit : tout le contraire de ce à quoi nous fumes en fait confrontés pendant la guerre de juin 1967 » [39] !

En outre, d'après les témoignages, les mécaniciens égyptiens mettaient à l'époque deux heures environ pour préparer un avion de combat pour une mission, contre une dizaine de minutes seulement pour leurs homologues israéliens. Globalement, le taux de disponibilité des avions d'armes avoisinait les 60 % [40] , contre 90 % au sein de la *Heyl Ha'Avir.* Surtout, l'efficacité des forces aériennes était handicapée par le piètre système de commandement et de contrôle en vigueur dans la chaîne hiérarchique égyptienne. Même au plus haut niveau, les communications entre les responsables des forces aériennes et ceux des autres armées étaient presque inexistantes. Toutes les mesures opérationnelles devaient être relayées par le chef des opérations de l'état-major général. Aucune procédure précise n'avait été établie pour coordonner l'action de l'aviation avec celle de la défense antiaérienne. La seule chose dont étaient certains les pilotes d'intercepteurs, c'est qu'ils devaient éviter à tout prix les zones de déploiement des batteries de missiles antiaériens, de peur de se faire abattre par erreur. Enfin, une partie de l'aviation égyptienne se trouvait déployée hors du sanctuaire national, que ce soit au Yemen [41] ou en Syrie [42] .

Malgré tout, le personnel naviguant était motivé et bien formé. Les pilotes étaient d'un niveau tout à fait acceptable, en tout cas largement équivalent à celui de bien des pilotes du Pacte de Varsovie. Il est vrai qu'un tiers d'entre eux avait acquis une réelle expérience du combat en servant au Yémen depuis le début de la guerre civile qui faisait rage depuis plus de cinq ans.

L'aviation syrienne du général Hafez el-Assad alignait quant à elle douze escadrons regroupant 116 avions de combat (36 MiG-21, 60 MiG-17, 12 MiG-15 et 8 U-28), 12 avions de transport (811-14 et 4 C-47) et 15 hélicoptères (Mil-1 et Mil-4). Elle disposait également d'une unité de conversion opérationnelle dotée d'une cinquantaine d'avions d'entraînement, dont certains pouvaient être utilisés pour l'appui-feu rapproché. Tous ces moyens se trouvaient déployés sur les six bases suivantes : Al Mezzeh, Damas international, Dmeir, Marj Real, Zaïkal et T-4. Dix stations radar réparties sur l'ensemble du territoire assuraient la veille aérienne. Le nombre de pilotes n'est pas connu, mais il était notoirement insuffisant au regard du nombre d'appareils en service. L'aviation syrienne était sans nul

doute la moins efficace des forces aériennes arabes et la moins à même d'affronter la chasse israélienne, comme en témoigne le résultat calamiteux de l'engagement aérien du 7 avril 1967, au cours duquel elle avait perdu six intercepteurs MiG-21 sans parvenir à endommager le moindre avion israélien. Ses pilotes étaient clairement sous-entraînés ; ils semblaient en outre bridés par de pesantes considérations d'ordre politique ou idéologique. Seule la DCA, avec son millier de canons antiaériens, représentait une menace tangible pour la *Heyl Ha'Avir*. La défense antiaérienne syrienne ne disposait toutefois d'aucune batterie de fusées sol-air.

La modeste force aérienne jordanienne, commandée par le général Saleh Kurdi, ne comptait pour sa part que 29 avions de combat (21 « Hunter » et 8 « Vampire ») répartis en deux escadrons de chasse déployés sur les aérodromes d'Amman et de Mafraq. Un troisième escadron, en cours de formation, était en passe d'être équipé des 18 F-104 « Starfighter » tout juste achetés aux États-Unis. Cet escadron avait été transféré en Turquie, sur une base américaine, deux jours à peine avant le déclenchement de la guerre. L'aviation jordanienne mettait également en œuvre 10 avions de transport (4 « Dove », 4 C-47 et 2 « Heron »), ainsi que 12 hélicoptères (4 « Alouette III », 4 « Whirlwind », 3 « Scout » et 1 « Widgeon »). Elle ne pouvait compter que sur la seule station radar du Djebel Ajlun, située à 1 350 mètres d'altitude, au nord-ouest du royaume hachèmite, qui était en mesure de détecter l'essentiel de l'activité aérienne israélienne. Les 143 pièces de DCA ne constituaient, de prime abord, qu'une menace marginale pour les pilotes israéliens. Par contre, ces derniers devaient compter avec leurs homologues jordaniens réputés pour leur mordant et la qualité de leur entraînement ; il est vrai que la présence durable d'instructeurs britanniques avait laissé des traces !

L'aviation iraquienne, de son côté, était équipée de 120 avions de combat (32 MiG-21, 12 MiG-19, 24 MiG-17, 30 « Hunter », 12 Tu-16 et 10 11-28), de 20 avions de transport (10 An-12 et 10 11-14) et de 18 hélicoptères (3 Mi-1, 9 Mi-4 et 6 « Wessex »). Les avions susceptibles d'être engagés contre Israël étaient déployés sur la base H-3, en plein désert, non loin de la frontière jordanienne.

La force aérienne libanaise alignait enfin 12 chasseurs bombardiers « Hunter » affectés à un unique escadron, de même que 4 avions de transport (1 « Dove » et 3 vénérables SM-79), 9 hélicoptères (« Alouette » II et III) et

7 avions d'entraînement avancé (4 Fouga « Magister » et 3 « Hunter » biplace) ; 12 « Mirage III » avaient en outre été commandés à la France, mais leur livraison n'était pas prévue avant le début de l'année 1968.

Les forces aériennes à la veille de la guerre des Six Jours

	Égypte	**Syrie**	**Jordanie**	**Iraq**	**Liban**	**Total arabe**	**Israël**
Avions de combat	420	116	29	120	12	**697**	**237**
Avions de transport	98	12	10	20	4	**144**	**45**
Hélicoptères	42	15	12	18	9	**96**	**44**
Total	**560**	**143**	**51**	**158**	**25**	**937**	**326**

Les aviations arabes semblaient donc bénéficier d'un rapport de forces (trois contre un) qui pouvait leur sembler très favorable. Cet avantage doit cependant être nuancé. Tout d'abord, un tiers des forces aériennes arabes n'était pas opérationnel, soit par manque de pilotes qualifiés, soit par une carence d'entretien du matériel, alors que dans le même temps, la quasi-totalité du parc aérien israélien était en état de prendre l'air. Ensuite, le taux de maintenance était bien plus élevé au sein de la *Heyl Ha 'Avir,* ce qui permettait à chaque avion de combat israélien d'effectuer en moyenne deux fois plus de missions. Enfin, une centaine d'avions de combat égyptiens, trop éloignés du champ de bataille, n'étaient pas en mesure d'influer directement sur le déroulement des combats : une soixantaine d'entre eux était en effet engagée au Yémen (comme d'ailleurs l'essentiel des forces aériennes saoudiennes et koweïtiennes qui ne purent donc pas être mobilisées contre Israël) ; une vingtaine d'autres (des MiG-19 et des MiG-21) avaient été rebasés à Hurghada, au bord de la mer Rouge, afin de contrer toute action israélienne dans ce secteur ; une poignée de

bombardiers 11-28, ainsi qu'une dizaine de chasseurs MiG-17, avaient été déployés à Louxor, afin d'y constituer une réserve opérationnelle, au cas où... De ce fait, le rapport effectif des forces aériennes n'était que d'un et demi contre un en faveur du camp arabe.

Les Israéliens condamnés à mener une guerre éclair

Quelles qu'aient pu être les arrières pensées politiques et stratégiques qui incitèrent les dirigeants israéliens à ouvrir les hostilités, il est clair que la majorité de la population juive perçut cette décision, à tort ou à raison, comme la conséquence logique d'une crise susceptible de menacer les fondements même de son existence : la banlieue de Tel Aviv était à portée des canons jordaniens ; les colonies agricoles situées au bord du Lac de Tibériade étaient régulièrement bombardées par l'artillerie syrienne ; les principales villes du centre du pays se trouvaient à moins de 10 minutes de vol des aérodromes égyptiens de la péninsule du Sinaï et à 4 minutes de vol des bases aériennes jordaniennes. Dans le contexte oppressant, voire paranoïaque, dans lequel évoluait la société israélienne, l'inaction n'aurait pas été comprise par la population. La guerre s'imposa donc rapidement comme la seule alternative cohérente, quelles que puissent en être les conséquences.

Les principes fondamentaux du plan de bataille avaient été établis par le général Yitzhak Rabin, peu de temps après que celui-ci eut accédé au poste de chef d'état-major de *Tsahal*, en 1963. Ce plan reposait sur trois éléments clés : la surprise, la supériorité aérienne et une rencontre décisive contre le corps de bataille égyptien. Concernant ce dernier point, il était souhaitable que cette rencontre se produise le plus loin possible à l'intérieur de la péninsule du Sinaï, afin de préserver autant que faire se peut le territoire israélien.

Le facteur surprise serait atteint en attaquant les Égyptiens les premiers, avant que ceux-ci n'aient eu le temps d'achever leurs propres préparatifs. La supériorité aérienne découlerait d'une offensive aérienne préventive destinée à neutraliser rapidement l'aviation égyptienne, voire même, si nécessaire, les aviations des autres pays arabes. La recherche d'un engagement décisif constituait en définitive le facteur le plus aléatoire, puisque celui-ci dépendait du dispositif qui serait adopté par l'armée égyptienne. Néanmoins, grâce à un important travail de renseignement, les

Israéliens connaissaient parfaitement l'ordre de bataille de leur adversaire et la localisation de chacune de ses grandes unités. Le général Yeshayaou Gavish, commandant du front Sud, avait donc adapté son propre dispositif en conséquence. Il disposait de 75 000 hommes, de 800 chars et de 400 pièces d'artillerie susceptibles d'être engagés sur un front étroit, alors que l'armée égyptienne était éparpillée à travers l'ensemble de la péninsule du Sinaï. La division du général Tal, déployée en bordure de la bande de Gaza, effectuerait une percée le long de l'axe côtier Rafah/El-Arish, pendant que la division du général Sharon, engagée plus au sud, s'efforcerait de réduire les positions retranchées d'Oum Katef et d'Abou Ageïla. Entre ces deux divisions, celle du général Yoffé s'infiltrerait en profondeur à travers le dispositif adverse pour culbuter la deuxième ligne de défense égyptienne, située aux abords du Djebel Libni. Parallèlement, la 8e brigade blindée, déployée beaucoup plus au sud, provoquerait une diversion destinée à éloigner du lieu prévisible des combats une partie significative des unités mécanisées égyptiennes. L'ensemble de ces unités avait été mobilisé dans la plus grande discrétion, afin de ne pas attirer l'attention des Égyptiens.

S'agissant des fronts jordaniens et syriens, le plan de guerre israélien prévoyait en revanche une posture résolument défensive, puisque l'effort principal était dirigé contre les Égyptiens. Moshé Dayan souhaitait à tout prix éviter d'avoir à conduire une guerre sur plusieurs fronts. Il espérait qu'à l'instar de ce qui s'était produit en 1956, le roi Hussein se tiendrait à l'écart d'une campagne initialement conçue pour neutraliser l'armée égyptienne et qui ne menaçait nullement son royaume. Les généraux Ouzi Narkiss (commandant du front Centre) et David Elazar (commandant du front Nord) avaient de ce fait été chargés d'assurer la défense du territoire israélien avec le mince rideau de forces mises à leur disposition. Quelle que puisse être l'attitude de l'armée syrienne, un assaut israélien en direction du Golan n'était pas envisageable tant que le général Elazar n'aurait pas reçu des renforts significatifs en provenance des deux autres fronts. La situation était quelque peu différente pour le général Narkiss. Si les Jordaniens venaient à engager les hostilités, celui-ci était autorisé à mener des actions limitées visant à conquérir la vieille ville de Jérusalem et à s'assurer du contrôle des ponts sur le Jourdain. Quoi qu'il en fut, les Israéliens se tenaient prêts à affronter les plus grands sacrifices.

1 . Jean-Paul Charnay, *Principes de stratégie arabe*, L'Herne, 1984, p. 297298 ; le Cheikh Al Azhar Mahmoud Shaltout (1893-1963) fut le chef de file de la tendance réformatrice à l'université islamique du Caire, à la tête de laquelle il fut nommé recteur en 1958 par Nasser.

2 . *Tsava Haganah le-Israel* (littéralement : Forces de Défense d'Israël).

3 . La largeur minimale du territoire israélien n'était en certains endroits que de 17 kilomètres.

4 . Cette politique de raids de représailles vit son apogée avec la constitution de « l'Unité 101 », en 1953. Cette unité antiterroriste, dont le commandement fut confié au tonitruant Ariel Sharon, était composée de commandos aguerris. Elle se distingua à de multiples reprises mais fut dissoute à la suite de plusieurs « bavures », dont la destruction du village de Kalkilia en Cisjordanie. Elle forma alors l'ossature de la première unité parachutiste de l'armée israélienne : la 202e brigade parachutiste.

5 . Ces chars comprenaient 730 T-54/55,116 T-34,75 « Sherman », 21 JS-III et 8 AMX-13.

6 . Il s'agissait des 1re , 3e , 4e , 8e 10e , 1 Ie , 12e , 19e (GN), 27e (GN), 28e (GN), 107e (Pal), 108e (Pal), 112e , 113e , 114e , 116e , 118e , 121e , 124e et 125e brigades d'infanterie.

7 . Il s'agissait des 41e , 43e , 47e , 49e , 51e , 53e , 57e , 59e , 60e et 63e brigades d'artillerie.

8 . Il s'agissait des 1re , 2e , 3e , 14e et 141e brigades blindées.

9 . Il s'agissait des 6e et 16e brigades d'infanterie mécanisée.

10 . Il s'agissait de la 25e brigade d'infanterie parachutiste.

11 . Il s'agissait des 14e et 141e brigades blindées, ainsi que des 112e et 125e brigades d'infanterie.

12 . Depuis sa création, la 4e division blindée égyptienne s'était toujours vu attribuer le rôle d'une unité de choc. De ce fait, les Israéliens attachaient une grande importance à la localisation de cette unité car son déploiement à proximité du champ de bataille pouvait indiquer l'imminence d'une offensive.

13 . Deux semaines plus tard, la plupart de ces sous-lieutenants, braves mais inexpérimentés, étaient morts, blessés ou capturés...

14 . Ces chars comprenaient 200 M-47/M-48 « Patton » et 88 « Centurion ».

15 . Il s'agissait des 1re , 2e , 3e , 4e , 6e , 12e , 25e , 27e et 29e brigades d'infanterie, chacune baptisée du nom d'un membre de la famille royale.

16 . Il s'agissait des 40e et 60e brigades blindées.

17 . Ces chars comprenaient 200 T-34/85, 50 JS-III, 270 T-54/55, ainsi qu'une trentaine de vieux chars d'origine allemande.

18 . Il s'agissait des 8e , 11e , 19e , 23e , 25e , 32e , 50e , 60e , 89e et 132e brigades d'infanterie, ainsi que d'une autre brigade non identifiée.

19 . Il s'agissait des 14e et 44e brigades blindées.

20 . Il s'agissait de la 17e brigade mécanisée ainsi que de la brigade de la Garde présidentielle.

21 . Au tout début des années 1950, la France, désireuse de continuer d'exercer une influence au Levant malgré son éviction de cette région à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, devint l'un des fournisseurs d'armes de la jeune République syrienne. La Syrie était à l'époque ancrée dans le camp occidental ; lui livrer de l'armement ne pouvait donc que satisfaire la logique des blocs qui était en

train de se mettre en place, divisant le monde en deux. Toute la difficulté consistait cependant à lui livrer un armement qui ait un impact suffisamment crédible, mais qui ne soit pas trop important pour être interprété par les Israéliens comme un retournement d'alliance ; l'État hébreu venait en effet de nouer un partenariat stratégique avec le gouvernement socialiste de la IVe République. Fort heureusement, la France disposait d'un important stock de trophées capturés dans les derniers mois de la guerre sur une *Wermacht* qui n'était plus alors que l'ombre d'elle-même. Paris vit là une bonne occasion de se débarrasser de ce matériel obsolète, dont la présence visible en France aurait ravivé bien trop de mauvais souvenirs... 17 chars Panzer IV et 7 chasseurs de char StuG-III furent également livrés à la Syrie par l'armée espagnole en 1964.

22 . Ces chars étaient répartis de la manière suivante : 400 « Sherman » M50/ 51, 293 « Centurion », 200 M-48 « Patton » et 200 AMX-13.

23 . Il s'agissait des *31e , 36e , 38e et 84e divisions.*

24 . Il s'agissait des *7e , 8e , 14e , 37e , 45e , 60e , 200e et 520e brigades blindées.*

25 . Il s'agissait des *10e , 12e et 27e brigades mécanisées.*

26 . Il s'agissait des *l^{re} , 3e , 4e , 9e , 16e , 17e et 20e brigades d'infanterie.*

27 . Il s'agissait des *31e , 55e et 202e brigades parachutistes.*

28 . La composition exacte de chacune de ces divisions figure dans l'annexe consacrée aux ordres de bataille.

29 . Il s'agissait de la *10e brigade mécanisée*, de la *20e brigade d'infanterie* et de la *55e brigade parachutiste.*

30 . 76 « Mirage III » avaient été livrés à Israël à partir de 1961 (70 monoplaces de chasse, 2 monoplaces de reconnaissance et 4 biplaces). Six monoplaces de chasse avaient été perdus par accident entre 1962 et 1966. Pour compenser 'attrition, les «Mirage IIIB » d'entraînement étaient fréquemment utilisés comme des monoplaces IIIC, bien qu'ils ne soient pas équipés de radar et qu'ils soient moins maneuvrants.

31 . Un total de 60 « Mystère IVA » avaient été livrés à Israël à partir de 1956. Quinze d'entre eux avaient toutefois été perdus en opération ou par accident.

32 . 60« Super Mystère » avaient été livrés à Israël à partir de 1958, dont une vingtaine sous forme de prêt, dix jours seulement avant le déclenchement de la guerre des Six Jours. Ces appareils vinrent compenser *in extremis* les pertes subies par attrition.

33 . Un total de 70 « Ouragan » avaient été livrés à Israël à partir de 1955. Plus d'une trentaine d'entre eux avaient été perdus en opérations, par accident, ou avaient été remisés après que leur cellule eut été déformée.

34 . 28« Vautour II » avaient été livrés à Israël à partir de 1957. Trois d'entre eux avaient été détruits par accident. La *Heyl Ha 'Avir* alignait donc 15 monoplaces d'attaque (II-A), 7 monoplaces de chasse de nuit (II-N) modifiés pour l'attaque au sol et 3 biplaces de reconnaissance transformés en bombardiers.

35 . 70 Fouga « Magister » (« *Tzukit* » dans la nomenclature israélienne) avaient été construits sous licence en Israël par Israeli Aircraft Industries, à partir de 1960. Ils furent utilisés pour l'entraînement des pilotes au sein du groupe école basé sur l'aérodrome d'Hatzerim, en bordure du Néguev. En juin 1967, cette unité école était équipée de 44 Fouga « Magister » ; elle utilisait encore quelques vieux « Meteor » datant du début des années 1950.

36 . Huit autres « Super Frelon » furent livrés en 1967 (après la guerre des Six Jours), 1968 et 1969.

37 . Il s'agissait des bases aériennes d'Abou Sueir, de Beni Sueif, de Bir el Tamade, de Bir Gifgafa, de Bilbeis, du Caire-Ouest, du Caire international, de Djebel Libni, d'El-Arish, d'El-Minya, de Fayid, de Gardaka, d'Helwan, d'Hurghada, d'Inchas, de Kabrit, de Louxor, de Mansourah et de Zagazig.

38 . Lon Nordeen and David Nicolle, *Phoenix over the Nile : A History of Egyptian Air Power,* Smithsonian Institution Press, Washington, 1996, p. 196

39 . *Ibid,* p. 198

40 . *Ibid.* p. 195

41 . 30 MiG-15, 12 11-28 et 18 11-14 égyptiens étaient en effet basés en République démocratique du Yémen.

42 . Un premier escadron de 15 MiG-17 égyptiens était déployé sur la base d'Al Mezzeh, tandis qu'un deuxième escadron de 15 MiG-19 égyptiens était basé à Dmeir.

CHAPITRE 3

Les opérations aériennes

La neutralisation par l'aviation israélienne des forces aériennes égyptiennes, jordaniennes, syriennes et irakiennes, lors du déclenchement de la guerre de juin 1967, demeure, aujourd'hui encore, un cas d'école dans les annales de la guerre aérienne. Pour en arriver là, les stratèges israéliens, Mordéchaï Hod en tête, avaient planifié, dans ses moindres détails, une vaste offensive aérienne destinée à anéantir en quelques heures l'ensemble de ces aviations théoriquement bien plus puissantes que la *Heyl Ha'Avir.* Les pilotes israéliens s'étaient quant à eux entraînés sans relâche, focalisant toute leur énergie vers ce but ultime. Manifestement, leurs efforts furent couronnés de succès. De leur côté, les pilotes arabes firent preuve de courage et de pugnacité, tentant de pallier par leurs qualités personnelles les carences d'une institution lourde et bien souvent sclérosée.

L'opération « *Moked* »

Depuis le début des années 1960, les stratèges israéliens travaillaient sur l'hypothèse d'une offensive aérienne préventive, visant à neutraliser en priorité l'aviation égyptienne. Avec ses bombardiers lourds à réaction et ses avions de chasse ultra-modernes, cette dernière représentait en effet la menace la plus importante contre la sécurité de l'État hébreu. Les autres forces aériennes arabes, notamment syriennes et irakiennes, ne seraient attaquées que dans un deuxième temps, lorsque l'aviation égyptienne aurait été mise hors de combat. Cette offensive aérienne avait reçu comme nom de code celui d'opération « *Moked* » (Mise au point) [1] .

En préparant l'opération « *Moked »,* les responsables israéliens firent preuve d'une extrême minutie. Ils s'inspirèrent très largement des grandes offensives aériennes de la Deuxième Guerre mondiale, mais surtout de l'opération « Mousquetaire », lorsque onze ans plus tôt, Français et Britanniques avaient lancé contre Nasser une offensive aérienne de grande ampleur visant la neutralisation du potentiel aérien égyptien. En moins de trois jours, les forces aériennes françaises et britanniques avaient alors anéanti l'aviation égyptienne, sans coup férir. Depuis, de nombreux stagiaires israéliens étaient passé dans les écoles militaires et les états-majors de ces deux pays, récoltant le maximum de renseignements sur la planification et le déroulement de cette opération exemplaire.

Les stratèges de la *Heyl Ha'Avir* avaient ensuite tracé quatre cercles concentriques à partir du cœur du territoire israélien, en direction de l'Égypte. Le premier de ces cercles incluait les aérodromes situés dans la péninsule du Sinaï ; le deuxième englobait les bases aériennes localisées dans la région du canal de Suez ; le troisième recouvrait celles du delta du Nil et le dernier celles de Haute Égypte. Chaque base devait être attaquée par des formations de quatre avions à intervalles réguliers, pour maintenir une pression maximale sur l'aviation égyptienne. Chaque formation devait d'abord bombarder les pistes, afin de clouer l'aviation égyptienne au sol, puis chercher à détruire le plus grand nombre possible de MiG-21, le seul intercepteur arabe capable de rivaliser avec les « Mirage III » israéliens. Les quelques chasseurs maintenus en alerte sur chacune des bases égyptiennes constituaient de ce fait des cibles prioritaires pour la *Heyl Ha'Avir.* Seule la piste d'El-Arish devait être épargnée afin de pouvoir être utilisée par l'aviation israélienne, dès que celle-ci aurait été capturée. Une réplique d'un aérodrome égyptien avait même été construite au milieu du Néguev, afin que les pilotes israéliens puissent s'entraîner dans les conditions les plus réalistes possibles.

La première vague d'assaut avait été minutieusement planifiée ; les suivantes devaient être lancées en fonction des résultats des premiers raids. Misant sur l'effet de surprise, aucune des formations de la première vague d'attaque ne serait escortée. Les « Mirage » et les « Vautour » qui bénéficiaient d'un rayon d'action plus important que celui des autres appareils israéliens s'étaient vu attribuer les objectifs les plus lointains. En décidant d'engager la quasi-totalité de ses moyens aériens lors de cette première vague, l'état-major israélien avait pris un risque considérable,

quoique soigneusement calculé. Il s'attendait à perdre 30 % des avions impliqués dans cette attaque.

Durant les semaines précédant le déclenchement des hostilités, les responsables de la *Heyl Ha'Avir* avaient multiplié les missions de reconnaissance à très basse altitude, aussi bien à travers la péninsule du Sinaï qu'au-dessus de la zone du Delta du Nil, pour tester les réactions des défenses antiaériennes égyptiennes. Ces missions de reconnaissance avaient permis de définir les zones de survol les moins peuplées et les axes d'approches les plus sûrs, garantissant ainsi aux chasseurs bombardiers israéliens le risque minimum de détection par des radars adverses. Nombre d'entre elles avaient également pour but de convaincre les Égyptiens qu'en cas d'offensive, les Israéliens attaqueraient par la mer Rouge, alors qu'en réalité ceux-ci avaient prévu de contourner leur adversaire par la Méditerranée. Surtout, ces missions permirent aux Israéliens de définir avec la plus extrême précision le déploiement des unités égyptiennes et l'emplacement exact des cibles à frapper sur chacun des aérodromes visés. De ce fait, les Israéliens étaient en mesure de frapper à coup sûr, évitant ainsi les missions inutiles.

Les heures de décollage avaient été soigneusement calculées pour que l'ensemble des chasseurs de la première vague déboule au-dessus de leurs cibles à 7 h 45, heure israélienne, soit 8 h 45, heure locale, au moment où la visibilité serait optimale pour les pilotes chargés de mener l'attaque : plus tôt, la brume matinale risquait de couvrir les objectifs ; plus tard, la réverbération du soleil serait trop forte. Le choix d'une telle heure, inhabituelle pour le déclenchement d'une attaque surprise, correspondait également au moment où les chasseurs égyptiens se seraient posés après leur première patrouille de la journée et se retrouveraient immobilisés, le temps d'être réapprovisionnés. Cette heure correspondait en outre à celle de l'ouverture des bureaux. Les officiers d'état-major se rendant en voiture à leur travail se trouveraient ainsi bloqués dans les embouteillages qui encombraient chaque jour la périphérie du Caire ; ils ne seraient donc pas en mesure de réagir rapidement.

S'agissant des objectifs visés, la planification était très souple. Toutes les cibles importantes concourant au fonctionnement de la défense aérienne égyptienne avaient été recensées et s'étaient vues attribuer un ordre d'attaque plus ou moins prioritaire : d'abord les bases aériennes, puis les

installations radar, ensuite les sites de missiles sol-air et enfin le réseau logistique de transmission et de commandement. Dès qu'un objectif était réputé détruit, tous les avions censés l'attaquer devaient être dirigés vers une autre cible située à proximité.

Un long travail de collecte d'informations de la part des services de renseignements israéliens permit de surcroît aux Israéliens d'identifier l'identité exacte de nombreux pilotes égyptiens, de telle manière que le jour du déclenchement de l'opération, les services israéliens de propagande seraient en mesure d'émettre à leur encontre, sur leur fréquence radio habituelle de travail, de nombreux messages personnels destinés à leur donner de fausses informations, à les démoraliser et à les convaincre que toute résistance ne pouvait être que vaine. C'est ainsi qu'un pilote égyptien reçut l'ordre de cesser sa mission et de larguer ses bombes au-dessus de la Méditerranée.

Grâce à leurs services secrets, les pilotes israéliens avaient même pu tester en vol le redoutable MiG-21, fer de lance des aviations arabes, après qu'un défecteur irakien, le capitaine Mounir Roufa, leur ait livré clé en main un exemplaire de cet intercepteur d'origine soviétique, le 16 août 1966, plusieurs mois avant le déclenchement de la guerre. Ce MiG-21 fut testé dans toutes les configurations possibles par le major Dany Shapira, alors chef-pilote d'essai de la *Heyl Ha'Avir.* Celui-ci définit le domaine de vol exact de cet avion, mettant en exergue ses points forts et ses points faibles, ce qui permit aux pilotes israéliens de mettre au point les meilleures tactiques de combat contre cet intercepteur équipant la plupart des forces aériennes arabes. Ceux-ci découvrirent ainsi que le MiG-21, grâce à sa motorisation plus puissante et son importante surface alaire s'avérait supérieur au « Mirage » à moyenne et haute altitudes. En revanche, le « Mirage » s'imposait à basse altitude, manœuvrant beaucoup mieux que son adversaire, à condition toutefois d'être utilisé au-delà des limites de sécurité fixées initialement par le constructeur. Sur le « Mirage IIIC », la proximité des points de gravité et de poussée rendait en effet l'avion très maniable en situation de portance importante, autorisant des virages très serrés, mais requérant un pilotage extrêmement précis ; de telles manœuvres entraînaient fréquemment une vrille à plat, dont les pilotes avaient beaucoup de mal à se sortir.

Last but not least, Anouar Ephraïm, l'un des agents israéliens les mieux introduits dans la *Jet Set* cairote, fut chargé d'organiser une soirée particulièrement festive pour les pilotes de la base stratégique d'Inchas qui abritait, non loin de là, plusieurs escadrons d'intercepteur s MiG-21 chargés d'assurer la défense aérienne de la capitale égyptienne. La soirée dura jusqu'à l'aube, au moment même où Anouar Ephraïm s'éclipsa discrètement pour embarquer à bord d'un vol commercial international qui décolla quelques dizaines de minutes seulement avant le déclenchement de l'attaque aérienne israélienne.

Dans l'œil du cyclone

Le 5 juin 1967, à l'aube, plusieurs escadrons égyptiens effectuèrent des patrouilles de routine à proximité des frontières, comme chaque jour depuis le début de la crise militaire et diplomatique qui menaçait d'embraser le Proche-Orient. La situation dans la région était en effet tendue et les autorités militaires égyptiennes voulaient se prémunir contre toute provocation aérienne israélienne. Car, c'est bien connu, les attaques se déclenchent souvent à l'aube ! Lorsque les pilotes égyptiens se posèrent, à l'heure du petit déjeuner, alors que le soleil était déjà haut sur l'horizon, ils étaient à mille lieues d'imaginer l'enchaînement des événements qui allait mener à la neutralisation de leur puissante aviation. La journée promettait d'être ensoleillée et ils n'avaient remarqué aucune activité aérienne particulière de la part de leurs adversaires.

Peu après 8 heures, par un étrange concours de circonstances, un An-12 et deux 11-14 de liaison s'envolèrent de la base égyptienne de Kabrit : le premier transportait le ministre de la guerre, le chef de l'état-major général et plusieurs officiers généraux ; les deux autres transportaient le Vice-président égyptien et le Premier ministre irakien, tous deux accompagnés de nombreux journalistes. Toutes ces personnalités devaient effectuer une mission d'inspection dans la région du canal de Suez. De ce fait, la défense antiaérienne égyptienne avait reçu l'ordre formel de ne tirer aucun coup de feu ou de ne lancer aucun missile entre 8 heures et 9 heures du matin, de peur d'abattre par erreur l'un de ces appareils. Ces trois avions venaient d'atterrir sur la base de Fayid, lorsque la foudre israélienne s'abattit sur l'Egypte.

Les Égyptiens laissèrent enfin passer une opportunité unique de détecter les raids israéliens ; consécutivement à la signature de l'accord de défense entre l'Égypte et la Jordanie, quelques jours plus tôt, l'état-major égyptien avait obtenu le droit de disposer des informations captées par la station radar jordanienne du Djebel Ajlun. Ces informations devaient être retransmises en temps réel par radio. Par un malencontreux concours de circonstances, trois jours avant le déclenchement des hostilités, le ministre égyptien de la guerre avait demandé à ce que toutes les communications radio avec la Jordanie lui soient directement adressées à son bureau [2] . Le 5 juin au matin, la station radar d'Ajlun décela bien une activité aérienne inhabituelle au-dessus d'Israël, mais le temps que l'information transite par les différentes autorités accréditées pour en connaître, les chasseurs bombardiers israéliens étaient déjà en train d'attaquer les bases égyptiennes.

Le déclenchement de l'offensive aérienne (5 juin)

Peu après l'aube, l'état-major israélien déclencha l'opération *« Moked »*. Tous les responsables qui avaient planifié cette opération se retrouvèrent autour du général Mordéchaï Hod, le très charismatique commandant de la *Heyl Ha'Avir,* dans le quartier général souterrain de l'état-major général, surnommé « la Fosse » et situé sous le ministère de la défense à Tel Aviv. Au même moment, plusieurs « Dakota » spécialement modifiés pour la guerre électronique larguaient d'importantes quantités de paillettes métalliques le long de la frontière entre le désert israélien du Néguev et la péninsule égyptienne du Sinaï, pour leurrer les radars adverses et camoufler les opérations aériennes en cours sur la plupart des bases israéliennes. Parallèlement, les Fouga « Magister » du groupement école multipliaient les missions pour simuler les entraînements quotidiens et rassurer les services d'écoutes adverses.

Par formations successives de quatre appareils, l'aviation israélienne déferla ensuite sur l'ensemble des cibles préalablement choisies. Les pilotes avaient reçu des consignes très strictes. Si l'un d'entre eux rencontrait une difficulté quelconque au décollage, il avait pour instruction de veiller à n'obstruer en aucun cas la piste, quitte à se sacrifier en s'écrasant en dehors de celle-ci, afin que ses camarades puissent décoller et accomplir leur mission. Le décollage et la navigation devaient s'effectuer en procédure de silence radio total. Le trajet jusqu'aux objectifs devait s'effectuer en

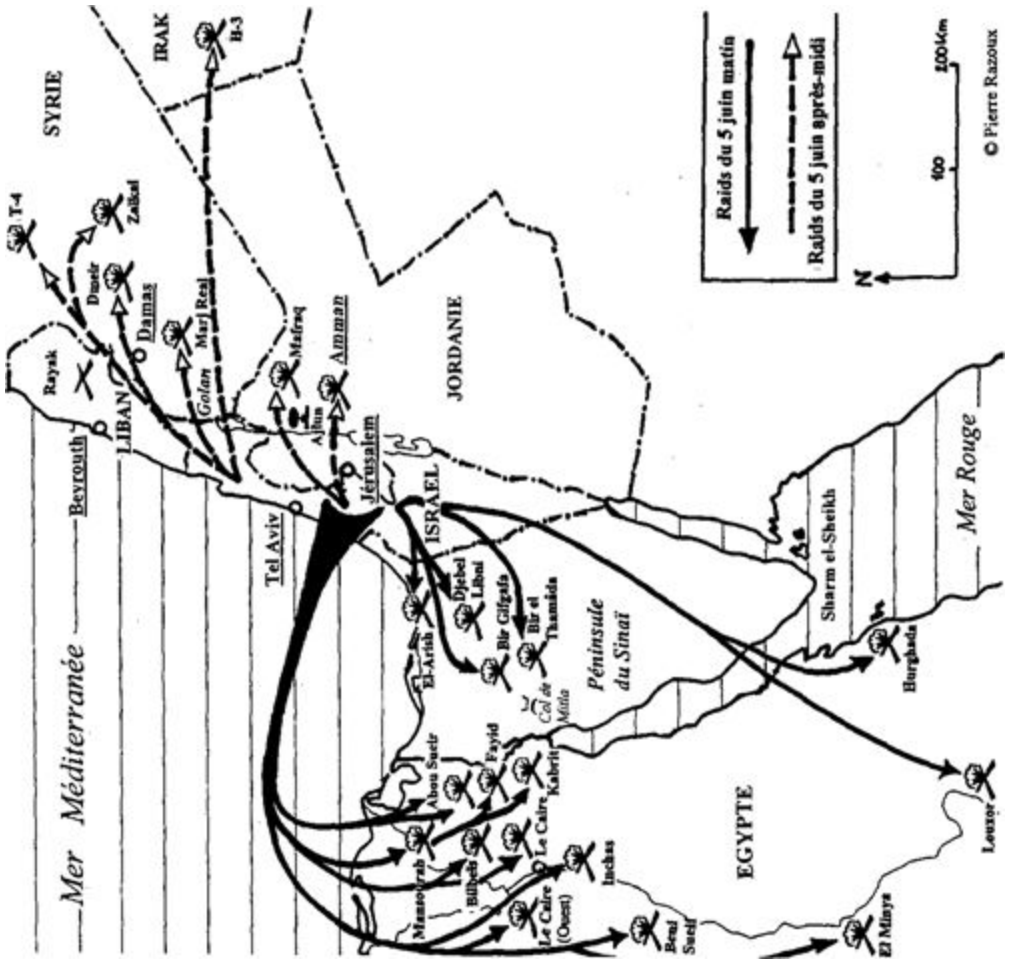
formation de combat, à très basse altitude, parfois à moins de 15 mètres du sol ! Les Israéliens craignaient surtout de se faire détecter par les radars des bâtiments soviétiques déployés en Méditerranée ou bien par la station de détection britannique du Mont Troudos, à Chypre. Les avions de la première vague d'attaque devaient en effet s'envoler plein ouest, survolant la Méditerranée, puis changeant de cap vers le sud en direction de leurs objectifs, afin de surprendre les Égyptiens qui ne s'attendaient certainement pas à les voir surgir depuis cette direction.

Afin de se prémunir contre toute riposte éventuelle, 12 « Mirage III » furent maintenus en alerte immédiate pour assurer la défense de l'espace aérien israélien, pendant que tous les autres avions étaient engagés au-dessus des aérodromes égyptiens. Chacun des trois escadrons de « Mirage » avait fourni dans ce but une section de quatre appareils. Parmi les pilotes ainsi immobilisés figurait le lieutenant Giora Epstein, qui deviendrait quelques années plus tard l'As des As israéliens titulaire de 17 victoires en combat aérien [3] .

La première vague à l'assaut des bases égyptiennes

La plupart des formations participant à la première vague d'attaque rencontrèrent des bancs de stratus bas et de brume matinale, rendant plus difficile à la fois leur navigation et la localisation de leurs objectifs. Ils les trouvèrent néanmoins et, après avoir regagné un peu d'altitude, ils piquèrent sur les aérodromes égyptiens sur lesquels les avions rutilants étaient soigneusement alignés au sol, comme à la parade.

L'offensive aérienne israélienne



Les « Mirage » entrent en scène

À 7 heures 50, le « *Premier chasseur* » [4] arriva en vue de son objectif principal : l'aéroport international du Caire-Ouest qui, outre des intercepteurs, abritait un nombre important de bombardiers lourds Tu-16 rattachés à la 65e brigade aérienne égyptienne. Ces bombardiers représentaient la menace potentielle la plus importante pour la sécurité d'Israël. Trois formations de cet escadron attaquèrent successivement cet objectif à quinze minutes d'intervalles, neutralisant d'abord les deux pistes au moyen de bombes classiques de 500 kg et de munitions antipiste, puis mitraillant les bombardiers parqués dans leurs alvéoles. Lors de cette première sortie, les pilotes du « *Premier chasseur* » revendiquèrent la destruction de 13 Tu-16, 1 11-28 et 3 MiG-21. Le général égyptien Mohammed Nabil al-Masiri, qui était à l'époque pilote de Tu-16, témoigne : *« Lors du déclenchement de l'attaque, j'étais sur le tarmac de la base. J'ai*

entendu des explosions et j'ai regardé en l'air. J'ai vu un « Mirage » piquer et mitrailler l'endroit où les Tu-16 étaient alignés. J'ai vu également plusieurs autres « Mirage » larguer des bombes antipiste ralenties par leur parachute de freinage, qui frappèrent avec précision les intersections des pistes » [5]

Le « *Premier chasseur* » attaqua également l'aérodrome de Beni Suef, qui abritait d'autres Tu-16, de même que celui de Bir el Tamade sur lequel se trouvaient déployés des chasseurs MiG-17 du 25e escadron de la 2e brigade, ainsi qu'un détachement de Su-7 du 55e escadron de la lre brigade, la seule unité de l'armée de l'air égyptienne équipée de ce nouveau type de chasseur bombardier [6] . Les « Mirage » engagés au-dessus de Beni Sueif succédèrent aux « Vautour » qui avaient déjà détruit tous les bombardiers stationnés sur la base. Le *101e escadron* ne perdit aucun appareil pendant cette première vague d'attaque.

De leur côté, trois formations du « *Premier réacteur* » [7] dirigées par le major Amichaï Shamueli, commandant de l'escadron, attaquèrent la base d'Abou Sueir qui abritait une vingtaine de bombardiers 11-28, ainsi que deux escadrons de MiG-21. Après une navigation au compas et à la montre, les pilotes israéliens parvinrent à repérer leur objectif à travers la couche nuageuse. Ils bombardèrent la piste, puis mitraillèrent les appareils égyptiens et les principales installations de la base. Une autre formation de cet escadron attaqua l'aérodrome de Bir Gifgafa qui abritait deux escadrons d'intercepteurs MiG-19 et MiG-21. Selon le témoignage de pilotes égyptiens qui assistèrent à l'attaque, sans pouvoir tenter quoi que ce soit, les MiG furent incendiés en moins de trois minutes [8] .

Trois formations des « *Chauves-souris* » [9] , le troisième et dernier escadron équipé de « Mirage », attaquèrent à nouveau les bases du Caire-Ouest et d'Inchas, une demi-heure après que celles-ci eurent été attaquées par des « Mirage » des deux premiers escadrons. Arrivés à proximité de leurs cibles, les pilotes israéliens, qui jusque-là avaient volé à très basse altitude, grimpèrent à 2 000 mètres, puis piquèrent à 35°, larguant leurs projectiles à 600 mètres au-dessus des pistes qui furent éventrées. La DCA, initialement négligeable, se fit de plus en plus dense. Les « Mirage » multiplièrent les passes de mitraillage à près de 850 km/h, détruisant treize Mig-21 à Inchas, de même qu'un Tu-16, deux 11-28 et six MiG-21 au Caire-Ouest. L'escadron des « *Chauves-souris* » disposant des deux seuls «

Mirage III » de reconnaissance de la *Heyl Ha 'Avir,* ceux-ci furent utilisés pour évaluer les résultats de la première vague d'attaque sur les principaux objectifs. Conjointement, deux des pilotes d'alerte de cet escadron décollèrent pour intercepter un raid égyptien. Le capitaine Eithan Carmi et le lieutenant Giora Rom s'adjugèrent ainsi chacun deux MiG-21, au cours d'un combat aérien qui se déroula au-dessus du Sinaï. Giora Rom raconte : *« C'était ma première véritable mission de combat. Cela faisait trois ans que j'étais pilote, d'abord sur « Ouragan », puis sur SMB-2, mais je n'avais jusqu'à présent effectué que des patrouilles de routine ou des missions d'entraînement. Ce jour-là, je me suis retrouvé engagé dans mon premier combat aérien. J'ai vu un « Mirage » poursuivi par deux MiG-21, que j'ai à mon tour pris en chasse. J'ai allumé la postcombustion et j'ai manœuvré de manière à me placer derrière l'un des deux MiG. A 200 mètres de distance, j'ai ouvert le feu, sans succès. Je me suis rapproché, j'ai affiné ma visée et j'ai tiré une deuxième rafale de 30 mm, à 150 mètres ; cette fois, le MiG a explosé. Quelques minutes plus tard, j'ai repéré un autre MiG-21, à proximité d'Abou Sueir. Je l'ai abattu d'une seule et longue rafale bien ajustée. A court de carburant, j'ai dû alors remettre le cap sur ma base »* [10]
.

Aucun « Mirage » ne fut perdu lors de la première vague, même si celui du lieutenant Amnon Gardi, des « *Chauves-souris* », fut sévèrement endommagé lors de l'attaque de l'aérodrome d'Inchas. Celui-ci parvint néanmoins à rejoindre la base d'Hatzor où il réussit un atterrissage d'urgence, sauvant ainsi son appareil.

Les « Mystère » emboîtent le pas

Avec ses 39 « Super Mystère », le *105e escadron* des « *Scorpions* » basé à Hatzor constituait l'unité de combat numériquement la plus importante de la *Heyl Ha'Avir.* De ce fait, cet escadron s'était vu attribuer trois cibles importantes : Abou Sueir, Inchas et Kabrit. Ces trois aérodromes étaient situés dans la région du Delta du Nil. Sur Abou Sueir, les SMB-2 continuèrent le travail de destruction entamé par les « Mirage » qui les y avaient précédés. Ils utilisèrent des bombes standards de 250 kg, mais aussi de nouvelles bombes perforantes antipiste d'origine française. Lors de l'attaque sur Kabrit, 7 MiG-21 furent détruits au sol, mais le SMB-2 du commandant d'escadron, le Major Aharon Shavit, fut gravement

endommagé par la DCA. Celui-ci réussit toutefois à poser son appareil sur le ventre à son retour de mission. Le capitaine Dan Engel eut moins de chance et s'écrasa après que son « Super Mystère » eut été abattu par la DCA. Au cours de cette même mission, le capitaine Shlomo Shapira mitrailla deux MiG-17 et un hélicoptère Mil-6, puis il abattit un MiG-17 au décollage. Deux 11-14 de liaison furent également abattus par le capitaine Armon et le lieutenant Manor. Ces deux pilotes furent cependant abattus à leur tour par des MiG-21 égyptiens qui les avaient interceptés sur le chemin du retour, alors qu'ils se trouvaient à court de munitions.

De son côté, le *109e escadron « de la vallée* » attaqua les aérodromes de Bir el Tamade, de Bir Gifgafa et de Kabrit. Cet escadron, commandé par le major Shadmi, normalement basé à Ramat David, avait été déployé à Tel Nof en vue de l'opération « *Moked »*. Les « Mystère IV » détruisirent quatre MiG-17, un avion de transport 11-14 et un hélicoptère Mil-4 à Bir el Tamade. Lors du bombardement sur Bir Gifgafa, deux chasseurs israéliens furent gravement endommagés par la DCA, mais purent regagner leur base. Lorsque les « Mystère » surgirent au-dessus de Kabrit, le troisième objectif de l'escadron, la base avait déjà été bombardée par des SMB-2. Le capitaine Asaf Ben-Nun parvint néanmoins à abattre en combat tournoyant un MiG-17 du 31e escadron de la 12e brigade aérienne égyptienne.

Le *116e escadron* des « *Queues de lions* », basé à Tel Nof et lui aussi équipé d'une vingtaine de « Mystère IV », fut quant à lui chargé d'attaquer l'aérodrome de Fayid en bordure du canal de Suez. Celui-ci abritait un escadron de MiG-19, un autre de MiG-21, ainsi qu'un détachement de Su-7. Rapidement, 17 MiG furent incendiés, dont deux en tentant de décoller. Un avion de transport Antonov 12 transportant une partie de l'état-major général égyptien – qui effectuait la tournée d'inspection précédemment évoquée – fut surpris par l'attaque israélienne immédiatement après son décollage. Les pilotes israéliens, qui ignoraient à qui ils avaient à faire, ne le poursuivirent pas, focalisant leur action sur la destruction des chasseurs alignés le long des pistes. Le lieutenant égyptien Samir Aziz Mikhail se remémore la scène : « *Nous venions tout juste d'atterrir de notre première patrouille de la journée. J'étais en train de me doucher et j'ai entendu le bruit d'une canonnade. Je ne pouvais pas imaginer que les Israéliens soient en train de nous attaquer. Nous sommes sortis dehors et avons vu les quatre avions d'alerte brûler, pendant que l'un des chasseurs israéliens finissait de*

les mitrailler. Nous avons enfilé en vitesse nos combinaisons de vol et nos casques, puis nous avons tenté de rejoindre l'autre section d'alerte stationnée à l'autre bout de la piste. Avant que nous ayons atteint les appareils, les Israéliens les avaient incendiés à leur tour. Nous nous sommes alors rabattus vers un MiG-15 biplace d'entraînement équipé d'un canon. Son moteur a cependant refusé de démarrer. J'ai vu alors un « Mystère » israélien piquer vers nous à basse altitude. J'ai dégainé mon pistolet Beretta de 9 mm, j'ai calculé au jugé la déflection, et j'ai vidé mon chargeur sur lui... sans résultat apparent. Ensuite, nos chefs nous ont donné l'ordre d'aller nous mettre à l'abri dans le village voisin » [11] .

Lors de cette attaque, le major Yonatan Shachar, commandant de l'escadron, fut abattu par la DCA à l'issue de sa troisième passe de tir ; il dut s'éjecter et fut récupéré par un hélicoptère israélien « Super Frelon », après avoir passé 14 heures à l'intérieur des lignes égyptiennes.

L'aérodrome d'Abou Sueir constituait la deuxième cible du *116e escadron*. Lorsque les « Mystère » israéliens apparurent au-dessus de cet aérodrome, celui-ci avait déjà été mitraillé par plusieurs autres formations. Les défenses de la base, alertées, se trouvaient donc sur le pied de guerre. L'avion du lieutenant Dan Manor fut abattu par la DCA. Le pilote israélien s'éjecta et fut capturé par les Égyptiens. Durant l'attaque, une patrouille de MiG-21 FL menée par le major Awad Hamdi parvint à décoller et à engager le combat avec les « Mystère IV » israéliens. Celui-ci se souvient : « *Une fois en l'air, j'ai repéré une section de quatre chasseurs israéliens qui ont rompu leur formation pour passer à l'attaque. J'en ai visé un, me disant que je ne pourrais pas le rater. Mon ailier tira avant moi un missile « Atoll », mais comme nous étions à basse altitude, celui-ci ne parvint pas à accrocher la cible et il percuta le sol. Le MiG-21 FL que je pilotais n 'avait pas de canons, juste deux missiles air-air. J'ai repris ma visée et j'ai tiré un «Atoll», qui a explosé à proximité du « Mystère », sans toutefois l'endommager. Alors que je me préparai à tirer mon deuxième missile, les chasseurs israéliens ont rompu le combat pour regagner leur base* » [12] .

Les « Vautour » frappent en profondeur

Les biréacteurs « Vautour » du *110e escadron* des « *Chevaliers du Nord* », qui disposaient d'un rayon d'action important, furent engagés sur la cible la plus éloignée : Beni Sueif. Cette base abritait des bombardiers Tu-16

appartenant à la 65e brigade aérienne égyptienne. Une partie de cet escadron normalement basé à Ramat David, dans le nord du pays, fut redéployé à Tel Nof, juste avant le déclenchement de l'offensive, afin de se rapprocher de son objectif. Trois formations de quatre appareils, menées par le major Moshé Sa'ar, se dirigèrent donc à très basse altitude vers la base de Beni Sueif. Chaque avion, équipé de huit bombes de 70 kg, effectua deux passes de bombardement suivies de trois passes de mitraillage. Des fusées sol-air SAM-2 furent tirées contre les « Vautour », sans succès. Bien que la DCA égyptienne s'avéra moins dense que prévu, un « Vautour » fut endommagé. Les trois premiers « Vautour » qui attaquèrent l'objectif revendiquèrent à eux seuls la destruction de 9 Tu-16. La deuxième formation, dirigée par le major Levy Tsur, le commandant de l'escadron, arriva sur Beni Sueif un quart d'heure plus tard et détruisit 7 autres Tu-16. La troisième formation emmenée par le capitaine Gideon Magen arriva sur l'objectif à 9 heures, détruisant les Tu-16 restants. Tous les bombardiers ayant été neutralisés, les derniers « Vautour » s'en prirent aux infrastructures.

La base d'Abou Sueir constitua l'autre cible du *110e escadron*. Lorsque les « Vautour » l'attaquèrent, celle-ci avait déjà été bombardée par des chasseurs du « *Premier réacteur* » et des « *Scorpions* ». Alors qu'ils achevaient le travail de destruction de leurs prédécesseurs, les « Vautour » furent interceptés par quatre MiG-21 dont l'un tira ses missiles air-air « Atoll », sans toutefois atteindre les avions israéliens qui parvinrent à rentrer indemnes à leur base.

Les « Ouragan » ferment le bal

Deux escadrons d'« Ouragan » participèrent également à l'opération *« Moked »*. Celui des « *Guêpes* » décolla d'Hatzor avec pour cibles les aérodromes de Bir Gifgafa et de Fayid. Celui des « *Têtes de lions* » attaqua les bases d'El-Arish, de Bir el Tamade et de Djebel Libni. Ce dernier escadron, normalement basé à Ramat David, avait été rebasé sur l'aéroport international de Lod, afin de se trouver plus près de ses cibles localisées en plein cœur du Sinaï. Les « Ouragan », considérés comme les chasseurs bombardiers les plus lents et les plus vulnérables de la *Heyl Ha'Avir*, s'étaient en effet vus attribuer les objectifs les plus proches, afin de limiter les risques d'interception par la chasse adverse.

Malgré ces précautions, ces appareils subirent des pertes sensibles dues à la DCA. Le lieutenant Mordéchaï Pinto, des « *Guêpes* », s'écrasa lors de l'attaque sur Fayid, tandis que deux autres « Ouragan » du même escadron étaient abattus au-dessus de Bir Gifgafa, fortement défendue par une artillerie antiaérienne dense et efficace. Le pilote du premier, le capitaine David Yariv, trouva la mort à cette occasion, alors qu'il venait tout juste d'abattre un MiG-21 égyptien en train de décoller ; le second, le capitaine Mordéchaï Lavon, fut pour sa part fait prisonnier. Le capitaine Ran Alon, qui commandait la formation, parvint à rejoindre sa base d'Hatzor et à s'y poser sur le ventre après que son avion eut été fortement endommagé par la DCA. Son appareil fut considéré comme définitivement mis hors de combat. La construction robuste de l'« Ouragan » permit à de nombreux pilotes, dont l'appareil avait été endommagé, de revenir à leur base.

Le major Yaacov Terner mena quant à lui le raid contre El-Arish au cours duquel les pistes devaient être épargnées, car les Israéliens espéraient les utiliser dès leur capture par leurs forces terrestres. Il se souvient de cette mission particulière : « *Je dirigeai une section de quatre « Ouragan ». Nous avons volé au-dessus des terres à 15 mètres du sol jusqu'à deux kilomètres au Sud d'El-Arish, de façon à nous placer en bonne position pour tirer nos roquettes (...) Le plus délicat consistait à évaluer le vent [susceptible de dévier la trajectoire des roquettes]. Nous avons attaqué les batteries de DCA [deux de 37 mm, une de 57 mm]. Notre tir ne fut pas trop mauvais, quoique légèrement dévié par le vent. Nous avons continué nos passes de tir aux canons, deux par deux, en venant à chaque fois d'une direction différente. Je commençais par un MiG-21 en alerte. Je vis des coups au but, mais pas d'explosion. J'étais ennuyé, c 'était ma première passe réelle et j'ai craint d'avoir été armé de munitions d'exercice, je revins sur le même avion qui, cette fois, explosa. Nous fîmes cinq passages au total* » [13] . Pendant l'attaque initiale, six MiG-17 et un MiG-21 furent détruits. Une deuxième formation menée par le capitaine Yuval Efrat attaqua dans la foulée : un MiG-17 et un 11-14 de transport furent incendiés, tandis que la tour de contrôle et l'infrastructure étaient endommagés. Un troisième groupe mené par le capitaine Rami Harpaz prit pour cible la base de Bir el Tamade. Les pilotes israéliens détruisirent à cette occasion huit des douze MiG présents, trois hélicoptères Mil-4 et Mil-6, ainsi qu'un 11-14 de transport. Le général égyptien Qadri al-Hamid, qui était alors dans la tour de contrôle de l'aérodrome, raconte: *«J'ai entendu plusieurs avions à réaction. Je croyais*

qu'il s'agissait des MiG-19 basés à Hurghada qui devaient venir nous visiter dans la matinée ; en fait, il s'agissait d'« Ouragan » israéliens. J'ai vu huit bombes tomber de quatre « Ouragan », deux par avions. Puis, les chasseurs bombardiers israéliens se sont mis à mitrailler la base. Nos chasseurs d'alerte avaient besoin de deux minutes pour décoller. Les Israéliens les mitraillèrent en priorité. Deux d'entre eux furent détruits avant d'avoir pu quitter le sol. L'un des « Ouragan » vira et attaqua le troisième qui était en train de prendre l'air, forçant son pilote à s'éjecter. Seul le dernier de nos quatre MiG-21 d'alerte parvint à décoller et à engager le combat. Malheureusement, dans la précipitation, les mécaniciens avaient oublié d'ôter les protections des missiles « Atoll », si bien que notre pilote ne put tirer aucun de ses missiles contre nos adversaires. Son appareil n'était pas équipé de canons. Bien qu'ayant été endommagé, il parvint néanmoins à atterrir sur l'aérodrome du Caire-Ouest » [14]

Une dernière section de trois « Ouragan » attaqua la base de Djebel Libni, mais celle-ci étant pratiquement déserte, les résultats furent insignifiants.

La première vague d'attaque israélienne lors de l'opération « *Moked* »

La base aérienne égyptienne de	**abritant principalement des**	**fut attaquée par plusieurs formations**	**appartenant à l'escadron n°**	**venant de**
Abou	MiG-21 *(7e , 9e brig.)*	2 de Mirage III	117	Ramat David
Sueir	11-28 *(61e brig.)*	3 de SMB-2	105	Hatzor
		2 de Vautour	110	Ramat David
		2 de Mystère	116	Tel

		IV		Nof
Kabrit	MiG-17 *(2e , 12e*	3 de SMB-2	105	Hatzor
	brig.)	3 de Mystère IV	109	Tel Nof
	MiG-19 *(15e brig.)*			
Bir	MiG-21 *(9e brig.)*	3 d'Ouragan	113	Hatzor
Gifgafa	MiG-19 *(15e brig.)*	1 de Mirage III	117	Ramat David
		1 de Mystère IV	109	Ramat David
Fayid	MiG-21 *(7e brig.)*	3 de Mystère IV	116	Tel Nof
	MiG-19 *(15e brig.)*	2 d'Ouragan	113	Hatzor
	Su-7 *(lre b rig.)*			
Inchas	MiG-21 *(5e , 9e brig.)*	3 de SMB-2	105	Hatzor
		1 de Mirage III	117	Ramat David
		1 de Mirage III	119	Tel Nof
Le Caire-	MiG-21 *(5e brig.)*	2 de Mirage III	101	Hatzor
Ouest	Tu-16 *(65e brig.)*	2 de Mirage III	119	Tel Nof
	Il-28 *(61e brig.)*	1 de Mirage III	117	Ramat David

Bir el	Su-7 *(l^re brig.)*	2 de Mystère IV	109	Ramat David
Tamade	MiG-17 *(2e brig.)*	1 d'Ouragan	107	Lod
		1 de Mirage III	101	Hatzor

La première vague d'attaque israélienne lors de l'opération « Moked » (Suite)

La base aérienne égyptienne de	abritant principalement des	fut attaquée par plusieurs formations	appartenant à l'escadron n°	venant de
Beni	Tu-16 *(65e brig.)*	3 de Vautour	110	Tel Nof
Sueif		1 de Mirage III	101	Hatzor
Mansou	MiG-21 *(7e brig.)*	2 de Mirage III	101	Hatzor
rah	MiG-17 *(12e brig.)*	1 de Mirage III	119	Tel Nof
El-Arish	MiG-21 (F brig.)	2 d'Ouragan	107	Lod
	MiG-17 *(2e , 12e brig.)*			
Djebel	MiG-15 *(12e bri*	1 d'Ouragan	107	Lod
Libni	*gade)*			

Bilan de la première vague : 191 sorties réalisées *(sur 196 planifiées).*
Pertes arabes : 186 appareils détruits ou mis hors de combat, essentiellement au sol.
Pertes israéliennes : 15 avions mis hors de combat *(8 avions abattus : S « Ouragan », 3 SMB-2 et 2*
« Mystère IV » ; **7** *avions gravement endommagés : 2 « Ouragan », 2 « Mystère IV », 1 « Mirage III », 1 SMB-2 et I « Vautour »).*

La deuxième vague enfonce le clou

Alors que les avions de la première vague d'attaque regagnaient leurs bases pour y être réarmés, parfois en 7 minutes, les équipes égyptiennes de secours se ruèrent frénétiquement à travers les aérodromes pour tenter de dégager les carcasses d'avions en train de se consumer, d'éteindre les incendies, de combler les cratères zébrant les pistes éventrées et d'évacuer les personnes blessées ou tuées. Parallèlement, les responsables des forces aériennes, sonnés par la violence et la précision des raids israéliens, tentaient désespérément d'entrer en contact avec l'état-major général pour définir les actions à mener. Fallait-il organiser une riposte avec les quelques moyens encore disponibles, suivant les plans établis quelques semaines auparavant et dont certains tombèrent aux mains des Israéliens lorsque ceux-ci s'emparèrent d'El-Arish [15] , ou bien valait-il mieux tenter de préserver ce qui pouvait être sauvé, en dispersant les aéronefs égyptiens sur les terrains secondaires et les aérodromes de Haute-Égypte, comme cela avait été le cas en novembre 1956, lors de l'attaque franco-britannique sur le canal de Suez ? Le désarroi des aviateurs égyptiens était d'autant plus grand qu'ils ne parvenaient pas à joindre leurs chefs, certains d'entre eux étant d'ailleurs en l'air dans l'An-12 de liaison qui avait décollé in extremis de la base de Fayid. Le général Mohammed Sedki Mahmoud, commandant l'aviation égyptienne, était injoignable. De surcroît, humiliés par tant de pertes, de nombreux responsables militaires furent lents à prévenir leurs supérieurs de l'ampleur du désastre, de peur d'éventuelles représailles. Quoi qu'il en soit, les Égyptiens n'eurent pas le loisir de se poser davantage de questions, car une deuxième vague d'attaque était en train de fondre à nouveau sur eux. Une trentaine de pilotes égyptiens parvinrent néanmoins à

prendre l'air et à engager courageusement le combat. Nombre d'entre eux ne revinrent jamais.

L'effet de surprise passé, les pilotes israéliens, après avoir été ravitaillés aussi rapidement que lors d'un grand prix de Formule 1, volèrent de nouveau vers leurs cibles, cette fois sans se soucier d'être détectés ou non par les Égyptiens. Ils furent amenés à changer fréquemment d'objectifs, souvent après le décollage, se dirigeant alors vers de nouvelles cibles, au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

Plusieurs formations du « *Premier chasseur* » mitraillèrent l'aéroport international du Caire, puis les bases aériennes de Bilbeis (qui abritait l'école de l'air égyptienne), de Helwan, d'El-Minya, puis à nouveau du Caire-Ouest où elles détruisirent deux MiG-21 et huit 11-14 au sol. Le *101e escadron* perdit néanmoins un « Mirage III » dans le secteur de Zagazig, au-dessus du Delta du Nil ; le capitaine Yair Neuman fut abattu par un MiG-21 piloté par le major Nabil Shouwakri. Ce dernier témoigne de l'engagement : « *La plupart de nos intercepteurs avaient été détruits lors de la première vague d'assaut. Cependant, nous avions pu préserver quelques MiG-21. Nous avons décollé à 11 heures de notre base d'Inchas, à partir d'une aire de roulement d'une longueur de 900 mètres. J'étais certain de la distance pour l'avoir moi-même mesurée en voiture, quelques minutes avant le décollage !*

Une fois en l'air, nous avons atteint notre altitude de patrouille, soit environ 5 000 mètres. Les contrôleurs au sol nous ont alors alerté : les Israéliens étaient en train d'attaquer notre terrain. Nous avons piqué vers Inchas et j'ai vu deux « Mirage » nous croiser par la gauche. Nous étions tellement près que je pouvais voir la visière du casque de l'un des pilotes israéliens. J'ai immédiatement manœuvré pour me placer derrière lui. J'étais trop près pour pouvoir lancer mes missiles et, malheureusement, mon MiG-21 FL n 'était pas équipé de canons. Les « Mirage » ont essayé de manœuvrer dans le plan horizontal, sans succès, puis dans le plan vertical, ce qui m'a permis de saisir ma chance. La motorisation de nos MiG était en effet supérieure à celle de nos adversaires, ce qui nous conférait un réel avantage dans le domaine du vol vertical. J'ai ainsi pu facilement me placer à bonne distance de tir. J'ai lancé un premier « Atoll », qui a explosé à proximité de l'avion du leader. Une épaisse fumée noire s'en est dégagée. Je me suis rapproché et j'ai tiré mon deuxième missile, qui

lui aussi a fait mouche. Le « Mirage » a explosé et son pilote a pu s'éjecter in extremis » [16] . Bien qu'il ait réussi à s'éjecter, le capitaine Neuman fut lynché par la population locale survoltée dès qu'il toucha le sol.

De son côté, le « *Premier réacteur* » repartit à l'attaque des bases d'Inchas et de Fayid. Un « Mirage » fut endommagé par des éclats de DCA mais parvint à regagner sa base sans encombre. Simultanément, une partie du 117e escadron était engagée dans des missions de supériorité aérienne au-dessus de la Jordanie et de la Syrie, pour contrer les tentatives d'incursions des aviations de ces deux pays. A cette occasion, les pilotes du « *Premier réacteur* » revendiquèrent quatre victoires, pour la perte d'un seul « Mirage » ; le réacteur du capitaine Ehud Henkin s'était en effet étouffé après avoir ingéré les débris projetés par l'explosion du MiG-21 syrien que celui-là venait tout juste d'abattre. Le capitaine Henkin parvint toutefois à s'éjecter au-dessus du territoire israélien ; avant la fin de la journée, il avait rejoint son unité.

Les « *Chauve-Souris* » mitraillèrent pour leur part Abou Sueir ; les pilotes de « Mirage » y détruisirent près d'une dizaine de bombardiers 11-28. Inchas, El-Mynia et Gardaka furent également bombardés. L'aérodrome de Gardaka, situé en bordure de la mer Rouge, abritait un escadron de MiG-19 dont la mission principale consistait à défendre l'accès à Sharm el-Sheikh et au détroit de Tiran. Craignant d'être interceptée, la formation israélienne chargée de cette attaque descendit au ras des flots et ne reprit de l'altitude qu'à l'approche de l'objectif, afin de pouvoir larguer ses bombes en piqué. Après avoir mitraillé l'aérodrome, les « Mirage » tombèrent par hasard sur quatre MiG-19 rentrant de patrouille ; ils engagèrent immédiatement le combat. Le commandant Ran Ronen en descendit deux, le lieutenant Arnon Levoshin un troisième et le dernier MiG-19 explosa en tentant d'atterrir sur la piste criblée de cratères.

Les « *Scorpions* » s'en prirent quant à eux aux bases d'Abou Sueir, d'Inchas et de Mansourah, mais aussi aux batteries de missiles sol-air SAM-2 situées près de ces bases. Les « Mystère IV » mitraillèrent pour leur part les aérodromes de Bir el Tamade, de Bir Gifgafa, de Fayid et de Kabrit, au-dessus duquel le lieutenant Goldstein du *109e escadron* abattit en combat tournoyant un MiG-17 piloté par le lieutenant Moustafa Hafïz. Le Lt Goldstein ramena son appareil criblé de projectiles, sans que celui-ci puisse être réparé.

À 11 heures, une formation de « Vautour » attaqua une nouvelle fois l'aéroport international du Caire-Ouest. Les « Vautour » détruisirent à cette occasion sept MiG-21, un MiG-19 et un Tu-16. Une autre formation du *110e escadron* bombarda la base d'Inchas, tandis qu'une troisième attaquait la base de Louxor, située théoriquement hors de portée de l'aviation israélienne, à 800 km des bases de la *Heyl Ha 'Avir.* Les bombardiers lourds Tu-16 égyptiens rescapés des attaques de la première vague sur Beni Sueif et Le Caire-Ouest s'y étaient en effet réfugiés. Le capitaine Shlomo Keren dirigeait la formation de « Vautour » qui arriva sur l'objectif à midi quinze, après un vol périlleux durant lequel les pilotes optimisèrent la consommation de carburant en volant à régime moteur constant, sans accélérer, laissant les appareils prendre progressivement de l'altitude au fur et à mesure qu'ils s'allégeaient en consommant leur propre carburant. Les « Vautour » surprirent les défenseurs égyptiens et multiplièrent les passes de bombardement, puis de mitraillage. Ils détruisirent huit Tu-16 et huit An-12. Au retour, les « Vautour », beaucoup plus légers qu'à l'aller, économisèrent leur consommation de carburant en volant alternativement sur l'un, puis sur l'autre de leurs deux moteurs. Un seul « Vautour » fut endommagé par la DCA lors de cette mission, mais réussit à se poser en catastrophe sur la piste de l'aérodrome civil d'Eilat. Les « Ouragan » attaquèrent enfin plusieurs stations radar, notamment celle de Bardavil, dans le Delta du Nil, après avoir mitraillé une nouvelle fois les aérodromes d'Abou Sueir et de Kabrit. Les « Magister » du *147e escadron* d'entraînement armé participèrent également aux opérations, se concentrant sur des missions d'appui-feu rapproché pendant que le reste de l'aviation israélienne s'en prenait aux aérodromes égyptiens. Ces avions d'entraînement avancé, d'origine française mais construits sous licence en Israël, avaient été modifiés pour l'appui-feu rapproché ; ils étaient équipés de 12 roquettes de 80 mm, de deux bombes de 50 kg et de deux mitrailleuses. Lors de leurs premières missions de guerre, ils attaquèrent un radar égyptien et des positions d'artillerie ; trois des « Magister » furent abattus par la DCA et aucun des pilotes ne parvint à sauter en parachute.

Au cours de cette deuxième vague qui s'échelonna de 10 h 45 à 12 h 30, l'aviation israélienne effectua 164 sorties, au cours desquelles elle neutralisa 107 appareils égyptiens pour la perte de deux « Mirage III » et de trois « Magister » ; un « Vautour » et un autre « Mirage » avaient en outre été gravement endommagés.

Les troisième et quatrième vagues achèvent le travail

Les troisième et quatrième vagues déferlèrent du début de l'après-midi jusqu'à la tombée de la nuit, à un rythme toutefois moins effréné que celui qui avait prévalu lors des attaques de la matinée. Les pilotes israéliens continuèrent leurs missions contre les bases égyptiennes, mais ils attaquèrent également les autres forces aériennes arabes qui menaçaient d'intervenir dans la gigantesque bataille aérienne qui était en train de se dérouler dans le ciel du Proche-Orient.

Dans l'après-midi, deux formations de « Mirage » du *101e escadron* repartirent une nouvelle fois à l'assaut de l'aérodrome du Caire-Ouest. Les « Mirage » larguèrent des bombes à retardement de 250 kg, parvenant à éviter de justesse une salve de six SAM-2 lancés contre eux. Les « Mystère IV » du *109e escadron* bombardèrent de nouveau les bases égyptiennes de Kabrit et de Fayid, en ayant eux aussi recours à des bombes à retardement destinées à gêner l'action des équipes chargées de réparer les pistes éventrées.

En fin d'après-midi, le capitaine Shapira du *105e escadron* effectua une mission originale au-dessus d'El-Arish, larguant, grâce à des conteneurs spéciaux, des milliers de tracts appelant les militaires égyptiens à se rendre aux forces israéliennes. D'autres SMB-2 du même escadron mitraillèrent également des concentrations de blindés dans la région de Bir Lafhan et de Djebel Libni. Au même moment, les Sikorsky S-55 et S-58 entamèrent une opération héliportée à proximité d'Oum Katef, pendant qu'un « Super Frelon » était envoyé en mission CSAR à longue distance vers le canal de Suez pour tenter de récupérer plusieurs pilotes israéliens abattus dans cette région au cours de la journée.

À la tombée de la nuit, plusieurs formations de « Vautour » retournèrent au-dessus de l'Égypte pour attaquer les bases aériennes de Bir el Tamade et de Ras Banas, mais aussi des blindés déployés dans le secteur de Bir Gifgafa. L'un des « Vautour » fut gravement touché par la DCA après avoir largué sa charge de napalm contre les troupes égyptiennes.

Trompés par les communiqués triomphalistes du Caire, qui faisaient état de pertes colossales infligées par les Égyptiens à la *Heyl Ha 'Avir,* Jordaniens, Syriens et Irakiens se lancèrent dans des actions militaires dirigées contre Israël, estimant ne rien devoir craindre d'une aviation

apparemment étrillée. Les événements de l'après-midi apportèrent cependant un cinglant démenti à ces communiqués qui ne reflétaient manifestement pas la réalité des opérations. Les autorités militaires irakiennes, jordaniennes et syriennes furent surprises par l'efficacité d'une force aérienne qu'ils croyaient moribonde !

Dès le début de l'après-midi, les pilotes de « Mirage » israéliens s'en prirent aux bases d'Amman, en Jordanie, et de T-4 en Syrie. Ils surprirent les défenses antiaériennes jordaniennes et mirent hors de combat plusieurs chasseurs « Hunter » sur l'aéroport d'Amman. Ils bombardèrent également la station radar du Djebel Ajlun. Au cours de l'attaque contre T-4, le lieutenant Giora Rom obtint une troisième victoire sur un MiG-21 syrien. Simultanément, plusieurs de ses camarades des « *Chauves-souris* » repoussèrent une série de raids syriens, irakiens et libanais. Le capitaine Uri Aven Nir abattit ainsi un chasseur libanais « Hunter » au-dessus de la base de Rayak, après que quatre d'entre eux eurent accompli une incursion armée au-dessus du territoire israélien. Autorisés à les poursuivre, les pilotes israéliens leur donnèrent la chasse au-dessus du Liban.

Les « Mirage » furent suivis par les « Ouragan » qui prirent eux aussi pour cible les bases aériennes d'Amman et de Mafraq en Jordanie, puis de Marj Real et de Zaïkal en Syrie : deux « Hunter » furent détruits au sol sur les aérodromes jordaniens, mais l'un des « Ouragan » fut abattu par la DCA au-dessus de Mafraq. Son pilote, le major Salnet, parvint à s'éjecter. Peu après, les « Hunter » jordaniens qui avaient échappé à la destruction décollèrent entre deux frappes israéliennes, pour se réfugier sur la base irakienne de H-3. Un autre « Ouragan » fut détruit par un tir fratricide lors de son retour de mission : le capitaine Yoram Harpaz, dont l'appareil avait été endommagé au-dessus de la Jordanie, fut en effet achevé par un missile sol-air israélien « Hawk », alors qu'il survolait la zone interdite bordant la centrale nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev. Son ailier, le lieutenant Baharav, vit son propre avion gravement endommagé par les éclats d'explosion des « Hawk » lancés contre eux ; les règles d'engagement des unités de défense antiaérienne défendant l'accès à la centrale nucléaire israélienne étaient en effet très strictes, surtout depuis que la centrale avait été survolée par des avions de reconnaissance égyptiens !

Les pilotes de SMB-2 mitraillèrent également les bases syriennes de Dmeir, de Marj'Real et de Zaikal. Les aviateurs syriens furent

complètement pris par surprise. Le capitaine Dan Sigri fut abattu par la DCA au-dessus de Dmeir. A Marj'Real, les pilotes israéliens purent multiplier les passes de tir et détruire tous les MiG-17 qui s'y trouvaient. Ils furent toutefois interceptés par une formation de MiG-21 qui fut repoussée après que le commandant Shavit et le sous-lieutenant Yirmiyahu Keidar en eurent abattu un chacun. A Zaikal, les SMB-2 passèrent après les « Ouragan » qui ne leur avaient plus guère laissé de cibles intactes. Leurs pilotes se contentèrent donc de mitrailler les infrastructures de la base.

Aux SMB-2 succédèrent les « Mystère IV » des *109* e et *116e escadrons.* Leurs pilotes reçurent comme objectifs les bases aériennes syriennes de Dmeir, de Marj Real et d'Al Mezzeh, de même que l'aéroport international de Damas. Là encore, ils utilisèrent les mêmes tactiques, neutralisant d'abord les pistes, puis mitraillant les alignements d'avions. Parmi les nombreux appareils neutralisés lors de cette mission figurèrent les MiG-17 et les MiG-19 égyptiens déployés sur place avant la guerre. Ces raids ne s'effectuèrent cependant pas sans pertes : le lieutenant Yonatan Zore fut tué par la DCA, tandis que le lieutenant Nachom Merchavi dut s'éjecter au-dessus du Liban, après que son avion eut été abattu par la défense antiaérienne syrienne. Une dernière formation du *116e escadron* reçut l'ordre de retourner mitrailler la base jordanienne de Mafraq. Au cours de cette mission, le « Mystère IV » du lieutenant Bola fut abattu par l'un des deux « Hunter » jordaniens d'alerte, pendant que le deuxième « Hunter » était abattu à son tour par le capitaine Mario Shaked.

Les pilotes de « Vautour » furent eux aussi engagés au-dessus de la Syrie. Une mission visant le palais du roi Hussein de Jordanie, initialement destinée à dissuader celui-ci d'entrer dans le conflit, avait été décommandée au dernier moment par le Premier ministre israélien pour des raisons politiques. À la place, deux formations de « Vautour » attaquèrent la base de Dmeir. Lors de leur première passe de bombardement, appliquant strictement les ordres qu'ils avaient reçu et qui stipulaient qu'ils devaient ignorer toute menace adverse pour se concentrer sur la neutralisation des pistes, les pilotes israéliens laissèrent décoller une paire de MiG-21 qui engagea aussitôt le combat avec eux, les contraignant à stopper leur attaque et à rompre le combat. Dans le feu de l'action, un « Vautour » fut abattu par la DCA et son pilote, le lieutenant Avraham Weiland, percuta le sol sans avoir pu s'éjecter. Son chef, Adam Tsivoni, se remémore la fin de cette

mission spectaculaire : « *Après que les MiG eurent décollé, nous avons fait deux passes de bombardement et deux passes de mitraillage, puis nous avons fait demi-tour. Nous avons pris la direction du Liban, vers l'ouest. Comme je volais très bas, j'ai pris un peu d'altitude ; j'ai vu alors un MiG-17 qui essayait de m'attaquer. J'ai effectué une manœuvre évasive et de cible, je suis devenu chasseur. Cependant, la distance était grande et mon viseur gyroscopique ne fonctionnait pas. J'ai tiré au jugé, sans succès ! Le MiG, qui était déjà loin, en a profité pour rompre le combat* » [17] .

À 15 heures, le *110e escadron* lança le premier d'une série de raids mouvementés contre la base irakienne H-3. Commandé par le capitaine Gidéon Magen, ce premier raid tourna rapidement à la confusion après que la formation israélienne eut été interceptée par plusieurs MiG-21 irakiens. Les pilotes israéliens, qui parvinrent tous à rentrer à leur base en ordre dispersé, revendiquèrent malgré tout la destruction au sol de six MiG, de six « Hunter » et d'un An-12. En milieu d'après-midi, plusieurs pilotes de « Mirage » du « *Premier chasseur* » reçurent l'ordre de concentrer désormais leurs attaques sur les batteries d'artillerie jordaniennes qui bombardaient sporadiquement les bases aériennes israéliennes de Ramat David, de Tel Nof et de Lod. En fin de journée, deux formations du *« Premier réacteur »* furent pour leur part dirigées contre l'aéroport de Damas qui avait déjà été attaqué pendant l'après-midi. Au cours de cette attaque, deux « Mirage » furent gravement touchés. Le premier, piloté par le capitaine Meir Shachar qui venait tout juste d'abattre un MiG-21 syrien en combat tournoyant, s'écrasa immédiatement. Amichai Shamueli, qui pilotait le deuxième, parvint pour sa part à s'éjecter au-dessus du territoire israélien. Lors de cette action, il se blessa grièvement et fut remplacé à la tête du *117e escadron* par le capitaine Uri Aven Nir. Dans la soirée, deux formations de « Vautour » bombardèrent les batteries jordaniennes d'artillerie lourde qui pilonnaient la banlieue de Tel Aviv depuis le milieu de l'après-midi, parvenant à les réduire au silence. La dernière de ces attaques eut lieu de nuit, forçant les pilotes israéliens à repérer d'abord les flammes de départ des salves des canons jordaniens avant de pouvoir les bombarder avec leurs bombes de 500 kg.

Lors des deux dernières vagues d'assaut de la journée, la *Heyl Ha 'Avir* enregistra 298 sorties et mit hors de combat 124 appareils arabes, tandis que 12 de ses avions étaient abattus (3 « Mirage III », 3 « Vautour », 3 «

Mystère IV », 2 « Ouragan » et 1 SMB-2) et 6 autres gravement endommagés (2 « Mirage III », 2 « Mystère IV », 1 « Ouragan » et 1 SMB-2).

Dans la nuit du 5 au 6 juin, tout le personnel égyptien disponible fut mis à contribution pour réparer les infrastructures aériennes endommagées lors de cette première journée de raids incessants. Un effort tout particulier fut consenti pour remettre en état les pistes éventrées des aérodromes. Plusieurs dizaines de personnes y perdirent la vie, car certaines des bombes utilisées par les Israéliens avaient été munies d'un système de mise à feu à retardement, provoquant leur explosion pendant la nuit, au moment où les équipes de réparation étaient à pied d'œuvre.

De leur côté, les escadrons israéliens déployés sur des bases avancées regagnèrent leur aérodrome de rattachement habituel, afin d'éviter d'encombrer inutilement les bases aériennes situées dans le sud d'Israël. Parallèlement, les trois « Vautour » II BR du *110e escadron* effectuèrent des missions de reconnaissances pour évaluer les dommages causés lors de l'offensive aérienne. Pendant cette première journée, la *Heyl Ha'Avir* venait de conduire 653 sorties de guerre, au cours desquelles elle avait attaqué 26 bases aériennes et détruit ou neutralisé 417 appareils arabes, dont 385 au sol et 32 en l'air [18] . Tous les bombardiers lourds Tu-16 avaient été détruits, de même que la plupart des bombardiers moyens 11-28. En quelques heures, les Arabes venaient de perdre plus de la moitié de leur aviation.

Parallèlement, l'aviation israélienne avait perdu 25 chasseurs bombardiers, 17 autres ayant été gravement endommagés. Au total, 42 de ses avions avaient été mis hors de combat, soit 20 % de son potentiel offensif, c'est-à-dire deux fois moins que ce qui avait été initialement prévu. Rapporté au nombre de sorties effectuées, les Israéliens avaient supporté ce jour-là une perte toutes les 30 sorties.

Les deux jours suivants (6-7 juin)

Après le succès de l'opération « *Moked* », la *Heyl Ha 'Avir* revint à des missions plus habituelles d'appui-feu et d'interdiction du champ de bataille au profit des forces terrestres. Les unités blindées de *Tsahal* étaient en effet en train de progresser très rapidement à travers la péninsule du Sinaï, et elles comptaient sur l'appui des chasseurs bombardiers israéliens pour les aider à réduire les points de résistance égyptiens. Comme le risque

d'interception était peu élevé, l'aviation israélienne engagea la quasi-totalité de ses moyens dans ces missions d'attaque au sol. Même les Fouga « Magister » pilotés par des réservistes s'avérèrent efficaces dans ce type de mission, bien que plusieurs d'entre eux fussent abattus ou gravement endommagés par la DCA arabe.

Les pertes infligées aux aviations arabes le 5 juin 1967

Appareils détruits au sol	Appareils abattus en vol
272 chasseurs : - 122 MiG-21 – 86 MiG-17 – 21 Hunter – 17 MiG-15 – 12 MiG-19 – 12 Su-7 – 2 Vampire **59 bombardiers :** – 30 Tu-16 – 29 11-28 **35 avions de transport :** – 2111-14 – 9 An-12 – 4 Dove – 1 C-47 **19 hélicoptères** (Mi-2, Mi-4, Mi-6, Wessex)	**29 chasseurs :** - 12 MiG-21 – 7 MiG-17 – 7 Hunter – 3 MiG-19 **1 bombardier** (11-28) **2 avions de transport (11-14)**

385 appareils	**32 appareils**
417 appareils mis hors de combat	

Les pertes subies par l'aviation israélienne le 5 juin 1967

Avions abattus	Avions gravement endommagés
– 5 Mirage III – 5 Mystère IV – 5 Ouragan – 4 SMB-2 – 3 Vautour – 3 Magister	– 4 Mirage III – 4 Mystère IV – 3 Ouragan – 2 SMB-2 – 2 Vautour – 2 Magister
25 avions	**17 avions**
42 avions mis hors de combat	

Le 6 juin, les pilotes du *101e escadron* revendiquèrent la destruction de trois Su-7, de deux MiG-21 et de deux MiG-19 égyptiens en combat aérien, sans perte de leur côté. Lors de l'un de ces engagements, l'un des « Mirage » du « *Premier chasseur* » fut gravement endommagé par un Su-7 piloté par Mohammed Khamis, qui parvint à l'atteindre de plusieurs rafales de 30 mm. Plus au nord, deux « Mirage » du « *Premier réacteur »* furent touchés en attaquant les positions syriennes, sur les hauteurs du Golan.

De leur côté, les « Vautour » effectuèrent des missions d'interdiction et d'appui-feu sur chacun des trois fronts. Trois « Vautour » furent cependant endommagés par la DCA. Un quatrième s'écrasa au-dessus d'Israël, après avoir été touché par la défense antiaérienne syrienne. Son pilote, le capitaine Giora Goren, parvint toutefois à s'éjecter et à regagner rapidement son unité. Entre temps, quatre autres « Vautour » escortés par deux « Mirage III » étaient retournés bombarder l'aérodrome irakien H-3. Une nouvelle fois, la formation fut interceptée par des « Hunter » et des MiG-21

irakiens. Les pilotes arabes parvinrent à désorganiser l'attaque israélienne qui se poursuivit comme une suite d'actions individuelles, au cours desquelles les pilotes israéliens détruisirent 2 MiG et 5 « Hunter » au sol, après avoir abattu en vol un « Hunter » et un MiG-21, sans perte de leur côté ; ces deux victoires furent attribuées au capitaine Yehuda Koren, du *117e escadron.* Sur le chemin du retour, les « Vautour » mitraillèrent une longue colonne de blindés irakiens qui se dirigeait vers le front jordanien. Ce jour-là, les « Magister » du *147e escadron* réalisèrent plusieurs missions d'appui-feu contre des objectifs situés à proximité du Jourdain, perdant deux avions du fait de la DCA.

Les pertes israéliennes étaient cependant en train de s'accentuer : deux SMB-2 furent abattus au-dessus du Sinaï, le premier par le tir d'un missile SAM-2 [19] , le deuxième par un MiG-21 piloté par le major Adil Nasr qui tira contre le lieutenant Yair Barak une salve de roquettes. De nombreux MiG emportaient en effet sous les ailes des paniers de roquettes de 57 mm pour l'attaque au sol. Toujours au-dessus du Sinaï, le lieutenant Rafael du *113e escadron* dut s'éjecter au-dessus d'Abou Ageïla, son « Ouragan » ayant été criblé d'éclats par la DCA égyptienne. Un autre « Ouragan » fut abattu par la DCA au-dessus du col de Giddi. Un peu plus tard, le lieutenant Mario Shaked, du *109e escadron*, s'écrasa après que son « Mystère IV » eut été atteint par la DCA syrienne, après avoir bombardé au napalm les casernements d'Aleika. Le même jour, le lieutenant Yaacov Zik des « *Queues de lion* » fut abattu par la DCA jordanienne près du pont Abdallah, mais il fut récupéré par un hélicoptère israélien spécialisé dans les missions de recherche et sauvetage. La plupart des S-58 et des « Super Frelon » israéliens avaient été requis pour effectuer des missions d'évacuation sanitaire au profit des troupes terrestres, mais aussi pour transporter du ravitaillement près des nœuds routiers importants, facilitant ainsi la progression des troupes terrestres.

Malgré la supériorité aérienne des Israéliens, plusieurs dizaines d'aviateurs arabes firent preuve d'un réel mordant, n'hésitant pas à survoler le champ de bataille à la recherche de cibles ennemies. Le 6 juin à l'aube, les services d'écoute de l'armée égyptienne avaient ainsi repéré la position du quartier général avancé du général Gavish, le commandant israélien du front Sud. Une section de quatre MiG-17 fut envoyée pour bombarder cette position ; le général Gavish, averti au dernier moment, n'échappa que de

justesse aux chasseurs bombardiers égyptiens. Un peu plus tard, une paire de Su-7 de la l[re] brigade aérienne surprirent deux hélicoptères israéliens à proximité d'Abou Ageïla. Ceux-ci durent se poser en catastrophe pour ne pas être abattus. De manière similaire, deux MiG-21 attaquèrent un autre hélicoptère israélien, le forçant à atterrir au milieu d'une palmeraie pour échapper à un sort fatal.

Dans la matinée, deux bombardiers lourds irakiens Tu-16 parvinrent à pénétrer l'espace aérien israélien et à bombarder la région de Netanya, puis la base de Ramat David. Le premier ne fut pas inquiété, mais le second fut endommagé près de Megido par un « Mirage III » en patrouille piloté par le capitaine Arad ; le bombardier irakien fut finalement abattu par la DCA, quelques minutes plus tard [20] . De manière identique, deux Su-7 égyptiens pilotés par les dénommés al-Malayji et al-Simari attaquèrent le terrain d'Halouza, mais furent abattu par la chasse israélienne. En fin d'après-midi, le major Fathi Salim, à bord de son MiG-19 de la 15[e] brigade aérienne, abattit un « Noratlas » israélien au-dessus de la péninsule du Sinaï. Les rafales des canons Nudelman-Richter de 30 mm du MiG ne laissèrent aucune chance à l'équipage de l'avion de transport israélien qui s'écrasa en flammes dans le désert.

Le même jour, afin de marquer l'attachement du gouvernement algérien à la défense de la cause arabe, six MiG-21 de l'armée de l'air algérienne se posèrent en renfort sur la base égyptienne d'El-Arish. La plupart de ces appareils furent toutefois capturés intacts par les troupes israéliennes qui venaient tout juste de s'emparer de l'aérodrome !

Le 7 juin, en fin de matinée, une formation de quatre « Vautour » du *110[e] escadron* escortée par quatre « Mirage III » du *117[e] escadron* mena une troisième et dernière attaque contre la base irakienne H-3. Les pilotes israéliens, sans doute trop sûrs d'eux, suivirent exactement le même itinéraire que lors des attaques précédentes, ce qui permit aux Irakiens de les repérer et de les intercepter facilement. Pendant le combat qui s'en suivit, les pilotes de « Mirage » s'adjugèrent deux « Hunter », tandis que leurs adversaires arabes parvinrent à abattre un « Mirage » [21] et deux « Vautour » : le pilote du premier « Vautour », le capitaine Itzakh Glantz, fut fait prisonnier après s'être éjecté ; l'équipage du deuxième, composé des capitaines Shlomo Keren et Alexandre Inbar, s'écrasa au sol près de la frontière irako-saoudienne après avoir été gravement touché au-dessus de

H-3. Les autres pilotes israéliens ne purent effectuer qu'une seule passe de tir au-dessus de la base irakienne, détruisant un « Hunter » au sol. Se souvenant de cette mission ratée, Gideon Dror, pilote au « *Premier réacteur* », livre le témoignage suivant : « *Personne ne savait vraiment ce que l'on cherchait. Nous n'avions en tout et pour tout que deux cartes reliées entre elles par de simples feuilles, et une photographie aérienne prise en 1956par un « Meteor » de reconnaissance. Nous devions escorter les « Vautour », mais quelqu'un a proposé que nos « Mirage » soient équipés de bombes. De fait, nous avons perdu notre avantage... A l'approche de la cible, nous sommes montés en altitude, réveillant ainsi tous les radars de la région. Nous ne pouvions plus compter sur l'effet de surprise. Ils nous attendaient, la défense antiaérienne a ouvert le feu. Il y avait aussi des chasseurs en l'air. J'ai lâché mes bombes, puis me suis rapproché d'un « Hunter », et l'ai abattu. Ensuite, j'ai été touché moi-même. Mon avion est parti en tonneau à droite, le manche ne répondait plus. Quand j'ai vu le sol se rapprocher, j'étais déjà très bas. Je me suis éjecté et j'ai touché le sol quatre secondes plus tard* » [22] .

Deux des victoires aériennes obtenues à cette occasion par les Arabes furent attribuées au lieutenant Saiful Azam, un Pakistanais pilotant l'un des « Hunter » jordaniens réfugiés en Irak [23] . Une mission de secours fut aussitôt dépêchée dans la région de H-3, pour tenter de repérer les pilotes israéliens éjectés. L'un des « Mirage III » qui escortait cette mission fut à son tour endommagé par un missile « Atoll » lancé par un MiG-21 irakien en maraude. Son pilote parvint néanmoins à regagner sa base et à y effectuer un atterrissage d'urgence.

De leur côté, les pilotes du « *Premier chasseur* » concentrèrent leur action sur l'attaque des batteries égyptiennes de missiles antiaériens SAM-2 situées près de Ras el Sudr et Sharm el Sheikh, dans la partie méridionale de la péninsule du Sinaï. À cette occasion, les « Mirage » israéliens engagèrent plusieurs avions égyptiens en combat tournoyant. Ils abattirent deux MiG-21 et trois MiG-19, mais perdirent l'un des leurs, le capitaine David Baruch, abattu par une salve de missiles antiaériens. Celui-ci s'était laissé entraîner à proximité d'une batterie de SAM-2 par un 11-28 qui rentrait d'une mission de bombardement dans le Sinaï. Dans l'après-midi, le « *Premier chasseur* » perdit deux « Mirage ». Le premier, piloté par le capitaine Beni Romach, explosa en vol après avoir été atteint de plein fouet

par la DCA protégeant le site de SAM-2 qu'il était en train d'attaquer. Le second s'écrasa à la suite d'une panne de kérosène. Son pilote, le capitaine Maoz Poraz, parvint à s'éjecter et fut récupéré sans encombre par un hélicoptère israélien.

Les « Mystère IV » ne furent pas en reste et participèrent massivement aux missions d'appui-feu sur le Golan. Le capitaine Ben-Nun, du *116e escadron,* fut néanmoins obligé de s'éjecter au-dessus d'Israël, après que son avion eut été touché par la DCA syrienne. De leur côté, une vingtaine de « Magister » du *147e escadron* participèrent à la curée. Ils harcelèrent les colonnes égyptiennes en déroute à travers la péninsule du Sinaï. L'état-major de la *Heyl Ha'Avir* pouvant désormais utiliser ses avions de combat dans des missions d'appui-feu, les « Magister », qui s'étaient avérés très vulnérables à la DCA et aux tirs d'armes légères, furent progressivement retirés des opérations. Quant aux « Ouragan », seuls deux d'entre eux étaient opérationnels ce jour-là, tous les autres étant indisponibles, soit par suite de pannes, soit à cause des dommages subis lors des précédentes missions.

Les trois derniers jours (8-10 juin)

Le 8 juin, les chasseurs bombardiers israéliens furent engagés de manière intensive dans des missions d'appui-feu contre les troupes égyptiennes en déroute à travers la péninsule du Sinaï. Ils s'en prirent tout particulièrement à la zone des cols de Giddi et de Mitla, ceux-ci constituant les principaux points de passage permettant aux troupes égyptiennes en déroute de rejoindre les abords du canal de Suez. Les routes menant à ces deux cols furent rapidement jonchées de carcasses fumantes et de véhicules égyptiens abandonnés. Les images des convois égyptiens calcinés, à proximité du col de Mitla, firent d'ailleurs le tour du monde, symbolisant à la fois la victoire israélienne et la puissance de la *Heyl Ha 'Avir.*

Malgré tout, l'aviation égyptienne réalisa ce jour-là une quarantaine de missions d'attaque au sol, contre des troupes israéliennes que rien ne semblait pouvoir arrêter. Le colonel Tahsin Zaki participa à l'une d'entre elles : « *Alors que je préparai ma mission, mon supérieur m'indiqua au téléphone que toutes les forces égyptiennes se trouvaient désormais à l'ouest du col de Mitla, et que toutes les unités que nous survolerions à l'est de ce col ne pouvaient donc être que des unités ennemies.* **À** *l'aube, j'ai*

décollé avec mon ailier, à bord de nos deux MiG-21, en direction du col de Mitla. Alors que je survolai la région de Nakhle, bien à l'est du col, nous avons vu des forces égyptiennes encore en train de retraiter le long de la route principale. Non loin de là, nous avons repéré une douzaine de chars israéliens « Centurion » qui les menaçaient et nous nous sommes mis en formation d'attaque. Nous avons effectué trois passes au cours desquelles nous avons tiré toutes nos roquettes air-sol de 57 mm. Certaines d'entre elles semblent avoir atteint leur cible, mais aucun char israélien ne fut détruit, mettant clairement en évidence le manque de puissance des munitions que nous avaient livrées les Soviétiques » [24] .

Pendant ce baroud d'honneur, le colonel Zuhaïr Shalabi, pilote d'essai égyptien, fut abattu par la DCA israélienne, alors qu'il effectuait à bord de son MiG-17 une mission d'appui-feu dans la région de Bir Gifgafa. Deux autres MiG-17 parvinrent pour leur part à mitrailler le convoi du général israélien Haïm Bar-Lev, à proximité d'Ismaïlia ; si plusieurs véhicules furent neutralisés à cette occasion, celui du général Bar-Lev échappa aux obus égyptiens. Une autre formation de MiG-17 intercepta une section de SMB-2 israéliens. Au cours du combat qui s'en suivit, le lieutenant Yigal Shochat du *105e escadron* fut abattu par un MiG-17 égyptien [25] .

Dans l'après-midi, un bombardier 11-28 escorté par quatre MiG-19 tenta d'attaquer l'aérodrome d'El-Arish, qui avait été capturé par les Israéliens 36 heures plus tôt. Le bombardier et deux des chasseurs d'escorte furent abattus par des « Mirage » du *119e escadron.* En fin d'après-midi, une paire de MiG-21 FL intercepta deux « Mirage » au nord de la péninsule du Sinaï. Le premier MiG fut abattu, mais le deuxième, piloté par le major Nabil Shouwakri, parvint à se placer en bonne position, tirant une salve de roquettes sur l'un des chasseurs israéliens... sans succès. Là encore, le pilote égyptien regretta amèrement que son MiG-21 FL ne soit pas armé de canons.

Ce même 8 juin, les pilotes de « Mirage » du *117e escadron* furent engagés dans des missions de couverture aérienne et de harcèlement au-dessus du front Nord. Au contraire, leurs homologues du *101e escadron* s'étaient plutôt réservés le front Sud. Quant aux pilotes du *119e ,* le troisième escadron équipé de « Mirage », ceux-ci recentrèrent leur activité sur la côte méridionale de la péninsule du Sinaï, afin d'appuyer la progression des troupes au sol qui s'emparèrent de Sharm el-Sheikh, puis

d'Abou Rudeïs. L'un des pilotes des « *Chauves-souris* », le lieutenant Giora Rom, obtint à cette occasion ses quatrième et cinquième victoires sur deux MiG-17 égyptiens, devenant ainsi le premier pilote israélien à franchir la barre mythique des cinq victoires aériennes lui permettant de se prévaloir du titre d'As. L'un de ses coéquipiers, le capitaine Reuven Rozen, obtint quant à lui sa première victoire : « *J'étais engagé dans un combat contre deux MiG-17. Ils étaient bons, agressifs et leurs avions étaient performants, eux aussi ; ils manœuvraient beaucoup mieux. L'un d'eux m'a même tiré dessus. J'ai viré avec lui, mais il était plus manœuvrant et s'est débrouillé pour se placer en bonne position de tir. J'ai simplement mis mes ailes à plat ; comme il n 'avait pas de missiles air-air, je pouvais agir ainsi pour profiter de la meilleure accélération de mon « Mirage ». Après m'être mis hors de portée, j'ai pu revenir dans de meilleures conditions (...) J'ai tiré; comme j'avais beaucoup de déflexion à droite, je l'ai touché à l'aile, mais il a continué à voler. Nos services de renseignement nous ont appris plus tard que cet avion avait fini par s'écraser* » [26] .

Le tir aux canons de bord n'allait pas toujours sans risque, comme le rappelle un pilote de « Mirage » du *117e escadron*, le capitaine Yehuda Koren : « *J'étais engagé dans un duel aérien contre un « Hunter » irakien. Après être parvenu à me placer en bonne position, j'ai enfoncé le bouton de tir ; j'ai vu les impacts sur ma cible, puis les débris voler. À ce moment, j'ai eu un décrochage de compresseur ; trop de gaz brûlants des canons de 30 mm étaient entrés dans le réacteur ! La procédure consistait à mettre l'avion en descente, à augmenter la vitesse, laisser le réacteur reprendre et ensuite, à ouvrir les gaz. Si le réacteur ne repartait pas, il était recommandé de l'éteindre et de le redémarrer. J'ai donc mis le nez sous l'horizon pour gagner de la vitesse, mais je n'ai pas assez accéléré et le réacteur n'est pas reparti quand j'ai ouvert les gaz. J'étais alors à 1 000 mètres et je n'avais plus droit qu'à un seul essai, sinon il me faudrait m'éjecter. J'ai pris plus de vitesse et je n 'ai ouvert les gaz qu'au tout dernier moment, avec succès cette fois-ci* » [27] .

Le soir, les combats cessèrent sur les fronts Centre et Sud, après que l'armée israélienne se fut emparée de Jérusalem, de la Cisjordanie et qu'elle ait atteint les rives du canal de Suez. De fait, l'action de la *Heyl Ha'Avir* se focalisa sur le front Nord pendant les deux jours suivants. Dès le milieu d'après-midi, les chasseurs bombardiers israéliens avaient reçu l'ordre de

concentrer tous leurs efforts contre le dispositif syrien déployé sur les hauteurs du Golan. Deux SMB-2 des « *Scorpions* », pilotés par le lieutenant-colonel Shlomo Bet-On et par le capitaine Gaifman, avaient d'ailleurs été abattus à cette occasion, sans que les pilotes parvinssent à s'éjecter. Un pilote d' « Ouragan », le lieutenant Otniel Shamir, du *113e escadron,* avait lui aussi été tué par la DCA lors d'une mission visant les blindés syriens embossés sur la ligne de défense dominant le Lac de Tibériade.

Dernières missions au-dessus du Golan

Le 9 juin, tous les moyens disponibles furent engagés au-dessus du front Nord, afin de briser le moral des troupes syriennes retranchées sur les hauteurs du Golan. Les pilotes du « *Premier chasseur* » effectuèrent des missions de supériorité aérienne ; par pure précaution, car l'activité aérienne arabe était devenue insignifiante. Plus aucun intercepteur syrien ou irakien n'avait cherché à engager le combat avec la chasse israélienne. Au cours de l'une de ces missions, un « Mirage » fut malgré tout abattu par la DCA syrienne, mais son pilote, le lieutenant-colonel Samuel Shefer, réussit à s'éjecter et fut recueilli par un hélicoptère israélien. Les « Mystère IV » continuèrent pour leur part à pilonner des objectifs syriens, non sans mal, comme le rappelle le capitaine Aryeh Dagan : *« Nous avons décollé par un temps nuageux. Il nous fut difficile d'identifier la cible et c 'est après deux reconnaissances à vue que nous avons eu le signal de l'attaque. Cette dernière était très exigeante parce qu'il nous fallait trouver la cible entre les nuages, piquer, larguer les bombes, observer le résultat et s'écarter au milieu d'un relief très tourmenté, tout en évitant la DCA dense de l'armée syrienne »* [28] .

L'escadron des « *Chevaliers du Nord* » poursuivit lui aussi ses missions d'interdiction et d'appui-feu, à un rythme cependant moins soutenu que durant les jours précédents. Les pilotes de « Vautour » survolaient désormais le champ de bataille à moyenne altitude, sans jamais descendre au-dessous de 5 000 mètres, sauf lorsqu'ils savaient ne pas devoir craindre la réaction de la DCA syrienne. Aucune autre perte ne fut enregistrée chez eux. Par contre, le commandant du *147e escadron* fut abattu au-dessus du Golan alors qu'il effectuait une ultime mission d'appui-feu aux commandes de son « Magister ». Le commandant Aryeh Ben-Or s'écrasa au milieu de la

batterie de DCA syrienne qui venait de le toucher grièvement. Les « Magister » furent cette foi définitivement arrêtés de vol.

Le 10juin, dernier jour des opérations, les pilotes de «Mirage» appuyèrent la progression des troupes israéliennes en train de monter à l'assaut du plateau du Golan, assurant par la même occasion la couverture aérienne sur l'ensemble de ce secteur, pour faire face à une éventuelle action de l'aviation adverse. Le même jour, la *Heyl Ha'Avir* subit sa dernière perte : l'« Ouragan » du lieutenant Shaul Gilboa des « *Guêpes* » fut abattu par la DCA syrienne. Celui-ci parvint néanmoins à s'éjecter et fut rapidement récupéré par une patrouille israélienne lancée à sa recherche.

Un bilan sans appel [29]

À l'issue de ces six journées décisives, l'aviation israélienne avait conquis la supériorité aérienne au-dessus du champ de bataille, remplissant pleinement l'objectif qui lui avait été fixé. Avec ses 3 279 sorties opérationnelles [30] , la *Heyl Ha'Avir* avait dominé sans équivoque le ciel du Proche-Orient, effectuant cinq fois plus de missions que l'ensemble des aviations arabes. Ces dernières furent en effet créditées d'un peu plus de 600 sorties, dont 350 pour la seule force aérienne égyptienne [31] . Les pilotes israéliens détruisirent ou mirent hors de combat 451 aéronefs arabes, répartis de la manière suivante : 337 égyptiens, 60 syriens, 30 jordaniens, 23 irakiens et 1 libanais. Sur ce total, 385 avaient été cloués au sol, 62 avaient été abattus par la chasse et quatre autres par la DCA. L'aviation jordanienne avait été virtuellement anéantie ; l'aviation égyptienne avait perdu les trois quarts de son potentiel offensif, dont la quasi-totalité de ses bombardiers, ainsi que 34 de ses pilotes qui avaient péri en service aérien commandé ; l'aviation syrienne déplorait pour sa part la perte de la moitié de son potentiel aérien, tandis que l'aviation irakienne avait été sérieusement étrillée. Globalement, ces pertes représentaient la moitié des aéronefs en service dans les forces aériennes des pays arabes « du champ de bataille ».

Près du quart des victoires aériennes israéliennes furent revendiquées par quatre pilotes des « *Chauves-souris* » : Giora Rom, qui devint le premier As israélien en abattant cinq adversaires, mais également Oded Sagi, Asher Snir et Menahem Shmul, qui abattirent chacun trois adversaires. Six autres

pilotes furent crédités chacun de deux victoires ; 25 autres en obtinrent une [32] . Le *119e escadron* s'imposa clairement comme l'unité ayant obtenu le score le plus élevé (24 contre 1), sans avoir à déplorer la moindre perte en personnel. Mordéchaï Hod avait donc quelques raisons d'être fier de ses pilotes. Chacun d'entre eux avait effectué en moyenne deux à trois missions quotidiennes, le record étant détenu par le major Terner, commandant du *113e escadron,* qui effectua 24 sorties pendant les six jours que dura cette guerre. Lors des 60 engagements aériens qui opposèrent les pilotes des deux camps, les « Mirage » se taillèrent la part du lion, en s'octroyant 53 des 62 victoires attribuées à la *Heyl Ha'Avir ;* les SMB-2 en obtinrent cinq, les « Mystère » trois et les « Ouragan » une seule. La plupart de ces victoires avaient été obtenues au canon et à courte distance, à moins de 200 mètres de la cible. Néanmoins et contrairement à ce qui a souvent été écrit à ce sujet, quelques victoires aériennes furent acquises grâce à des missiles air-air guidés par infrarouge.

Ce succès n'alla toutefois pas sans pertes. Les Israéliens perdirent 48 avions dans l'affaire, tandis que 25 autres, gravement endommagés, se retrouvaient hors d'état de combattre. Parmi ces derniers, 6 pouvaient être considérés comme détruits. La *Heyl Ha'Avir* avait donc été amputée du quart de son potentiel offensif. Elle déplorait surtout la mort de 25 pilotes, tandis que 18 autres avaient été blessés, dont 6 grièvement, et que 7 navigants étaient retenus prisonniers par les Arabes. La corporation des pilotes avait donc été décimée, au sens littéral du terme. Si plus des deux tiers des pertes israéliennes résultèrent de l'action de la DCA, particulièrement efficace lors de ce conflit, 14 avions avaient tout de même été abattus par la chasse adverse : 9 par les Égyptiens, 3 par les Jordaniens, 1 par les Irakiens et 1 indirectement par les Syriens. Ce constat témoigne en tout état de cause de la combativité de certains pilotes arabes, nuançant bien des idées reçues à leur propos. Un pilote arabe sur six engagés dans une mission offensive fut abattu par la chasse israélienne.

Le bilan, par escadron, des opérations aériennes israéliennes

Escadron	Pertes infligées	Pertes subies
101e escadron	– nombreux appareils ara	– 5 Mirage IIICJ

		détruits
« Le premier chasseur »	bes détruits au sol – 17 victoires aériennes (6 MiG-21, 6 MiG-19, 3 Su-7, 1 MiG-17 et 1 11-14)	**– 3 pilotes tués**
105e escadron *« Les scorpions »*	– nombreux appareils ara bes détruits au sol – 5 victoires aériennes (2 MiG-21,1 MiG-17 et 211-14)	– 9 SMB-2 détruits – 3 autres gravement endommagés **– 6 pilotes tués** – 1 autre grièvement blessé
107e et **113e** escadrons *« Les têtes de lions »* *« Les guêpes »*	– une trentaine d'appareils arabes détruits au sol – 1 victoire aérienne (MiG-21)	– 11 Ouragan détruits – 3 autres gravement endommagés **– 5 pilotes tués**
109e et **116e** escadrons *« de la vallée »* *« Les queues de lions »*	– nombreux appareils ara bes détruits au sol – 3 victoires aériennes (2 MiG-17, 1 Hunter)	– 7 Mystère IVA détruits – 5 autres gravement endommagés **– 2 pilotes tués** – 1 autre grièvement blessé

110e escadron *« Les chevaliers du Nord »*	– 80 appareils arabes détruits au sol	– 4 Vautour II détruits – 6 autres gravement endommagés **– 3 pilotes tués**
117e escadron *« Le premier réacteur »*	– nombreux appareils ara bes détruits au sol – 12 victoires aériennes (5 MiG-21, 4 Hunter, 3 MiG-17)	– 4 Mirage IIICJ détruits – 3 autres gravement endommagés **– 1 pilote tué** – 1 autre grièvement blessé
119e escadron *« Les chauves-souris »*	– une trentaine d'appareils arabes détruits au sol - 24 victoires aériennes (8 MiG-21, 6 MiG-19, 5 MiG-17, 2 Hunter, 2 Su-7, 1 11-28)	– 1 Mirage IIICJ détruit - 2 autres gravement endommagés
147e escadron	- nombreux véhicules arabes détruits	- 6 Fouga Magister détruits - 3 autres gravement endommagés **- 5 pilotes tués** - 3 autres grièvement blessés

Le ratio consolidé des pertes infligées en combat aérien s'établit à environ cinq contre un au bénéfice des Israéliens, ce qui constitue en soi un résultat très valorisant, mais qui apparaît bien inférieur au score de dix-neuf ou vingt contre un revendiqué par les autorités israéliennes et repris ensuite par la propagande occidentale. Pour être complètes, ces statistiques doivent en effet tenir compte de l'ensemble des avions israéliens abattus par la chasse arabe au cours de cette guerre, et non pas des trois seuls « Mirage III » abattus en combat aérien, comme tendent à le laisser croire les services officiels israéliens. Autre erreur souvent rencontrée, celle qui consiste à ne tenir compte que des seuls avions abattus lors du premier jour de l'opération « *Moked* ».

Rapporté au nombre total de sorties effectuées, les Israéliens supportèrent un taux d'attrition équivalent à 1,6 % des moyens engagés, soit une perte toutes les 60 sorties. Il est intéressant de comparer ce taux d'attrition avec celui d'offensives aériennes récentes, comme la guerre du Golfe, en 1991, lorsque les Alliés perdirent 42 avions en cinq semaines et 118 661 sorties, ou bien encore la guerre du Kosovo, en 1999, lorsque l'OTAN ne perdit que deux avions en trois mois et 58 774 sorties ! Ces statistiques permettent de comparer le niveau de pertes subi en 1967 par les Israéliens avec les standards actuels ; ce taux jugé faible et « raisonnable » à l'époque, paraîtrait aujourd'hui inacceptable pour la plupart des démocraties engagées dans une opération militaire de haute intensité. En effet, si pendant la guerre du Golfe, l'aviation coalisée avait subi un taux de pertes équivalent à celui des Israéliens en 1967, elle aurait perdu près de 350 avions pendant la première semaine du conflit ! Et les Alliés en auraient perdu 75 pendant la première semaine de frappes aériennes au-dessus du Kosovo. Il est vrai que pendant la guerre de juin 1967, les Israéliens volèrent essentiellement à basse altitude, augmentant ainsi l'efficacité des missions de bombardement mais multipliant les risques de pertes. Au demeurant, ces chiffres illustrent les progrès considérables réalisés dans le domaine de l'aviation militaire en moins de trois décennies.

Quoi qu'il en soit, ces combats confirmèrent l'utilité des canons montés à bord des avions : 90 % des victoires furent en effet obtenues grâce aux canons de bord, le pourcentage restant s'expliquant par des tirs réussis de missiles air-air, mais aussi par des erreurs de pilotage, des collisions ou des

explosions inopinées. Les canons furent extrêmement utiles pour les missions d'appui-feu. Le déroulement des opérations aériennes mit également en évidence la pertinence de la doctrine de combat de la *Heyl Ha'Avir* , mais aussi et surtout la valeur de l'entraînement suivi par ses pilotes. Ces derniers volaient en moyenne vingt heures par mois, alors que leurs homologues arabes ne pouvaient généralement pas voler plus de six heures. La réussite des raids israéliens démontra surtout la vulnérabilité des bases aériennes ne disposant pas d'infrastructures « durcies » ; la plupart des avions détruits au sol étaient en effet alignés comme aux meilleurs jours de la Deuxième Guerre mondiale. De ce point de vue, les programmes de construction d'installations durcies et protégées sur les bases aériennes des pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie furent considérablement accélérés après 1967. Six ans plus tard, lors de la guerre du Kippour, l'aviation israélienne ne fut plus en mesure de réitérer les mêmes exploits, les avions de combat arabes étant cette fois-ci convenablement protégés par des abris bétonnés. Cette campagne aérienne laissa enfin subodorer toutes les possibilités à venir des missiles et de la guerre électronique.

En tout état de cause, la guerre des Six Jours marqua la transition entre un mode d'opérations hérité du second conflit mondial et une nouvelle ère de la guerre aérienne caractérisée par l'importance cardinale de la haute technologie : électronique, missiles, contre-mesures, furtivité, armes de précision tirées à distance de sécurité, tous ces mots formeraient désormais le nouveau bréviaire des stratèges responsables de la planification des opérations aériennes modernes.

En définitive, une chose reste certaine : en cette fin des années 1960, la guerre des Six Jours apporta une formidable publicité à l'industrie aéronautique française. Si les « Ouragan » et « Mystère » avaient déjà fait leur preuve aux mains des Israéliens lors de la campagne de Suez, c'est en 1967 que le « Mirage III » acquit ses lettres de noblesse, conférant aux avions de la Société Marcel Dassault une crédibilité inespérée à l'heure où ceux-ci se trouvaient confrontés à leurs concurrents américains, britanniques et russes sur le marché mondial des ventes d'aéronefs de combat, marché extrêmement concurrentiel qui n'a fait depuis que se restreindre.

1 . Opération *Focus* en anglais.

2 . Lon Nordeen and David Nicolle, *Phoenix over the Nile : A History of Egyptian Air Power 1932-1994*, Smithsonian Institute Press, Washington DC, 1996, p. 204-205.

3 . À l'issue de la guerre du Kippour d'octobre 1973, Giora Epstein détenait un score de 17 victoires aériennes.

4 . Le 5 juin 1967, le *101e escadron* – basé à Hatzor et commandé par le Major Amos Lapidot – pouvait compter sur 30 pilotes et 22 « Mirage » opérationnels.

5 . Mohammed Nabil al-Masiri *in* Lon Nordeen, *op. cit.* p. 205.

6 . Le 55e escadron égyptien était normalement basé à Fayid.

7 . Le 5 juin 1967, le *117e escadron* basé à Ramat David disposait de 30 pilotes et de 24 « Mirage » opérationnels.

8 . *Ibid,* p. 209

9 . Le 5 juin 1967, le *119e escadron* – basé à Tel Nof et commandé par le Major Ran Ronen – pouvait compter sur 20 pilotes et 19 « Mirage » opérationnels.

10 . Giora Rom *in* Peter Mersky, *Israeli Fighter Aces*, Specialty Press Publishers, North Branch (USA), 1997, p. 42.

11 . Samir Aziz Mikhail in Lon Nordeen, *op. cit.* p. 206.

12 . Awad Hamdi *in* Lon Nordeen, *ibid.*

13 . Yaacov Terner in Shlomo Aloni, « Les Ouragan en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 298, août 1994, p. 30.

14 . Qadri al-Hamid *in* Lon Nordeen, *op. cit* . p. 205-206.

15 . En s'emparant de l'aérodrome d'El-Arish, les Israéliens mirent en effet la main sur des plans d'opérations prévoyant le déclenchement d'une offensive aérienne égyptienne d'envergure contre plusieurs bases israéliennes. Ils justifièrent ainsi leur action préventive.

16 . Nabil Shouwakri *in* Lon Nordeen, *op. cit.* p. 210.

17 . Adam Tsivoni *in* Shlomo Aloni, « Les Vautour en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 334, sept. 1997, p. 54.

18 . Ces 417 aéronefs arabes se répartissaient ainsi : 293 égyptiens, 86 syriens, 24 jordaniens, 13 irakiens et 1 libanais.

19 . Eli Zohar, qui pilotait ce SMB-2, parvint à s'éjecter et à être récupéré sain et sauf par une patrouille israélienne.

20 . Le Tu-16 irakien s'écrasa sur une caserne de *Tsahal*, provoquant la mort de 14 soldats israéliens.

21 . Le capitaine Gideon Dror, qui pilotait ce « Mirage », s'éjecta et fut capturé par les Irakiens.

22 . Gideon Dror *in* Shlomo Aloni, *Le Fana de l'aviation* n° 348, novembre 1998, p. 46.

23 . Deux pilotes pakistanais avaient été « prêtés » à la force aérienne jordanienne avant la guerre de juin 1967. Pendant le conflit, l'un d'entre-eux, le lieutenant Saiful Azam, réussit à abattre trois avions israéliens (un « Super Mystère », un « Vautour » et un « Mirage ») aux commandes de son « Hunter » jordanien ; Lou Nordeen, « Air Warfare n the Middle East », *Air Forces Monthly* n° 133, avril 1999, p. 50 ; *The Story of the Pakistan Air Force* (publication officielle), Shaheen Foundation, Islamabad, 1988, p. 504.

24 . Tahsin Zaki *in* Lon Nordeen, *Phoenix over the Nile*, *op. cit.* p. 215.

25 . Yigal Shochat s'éjecta et fut récupéré, sain et sauf, par une patrouille israélienne.

26 . Reuven Rozen *in* Shlomo Aloni, « L'épopée du Mirage III en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 349, décembre 1998, p. 58 ; plusieurs victoires revendiquées par les pilotes de la *Heyl Ha'Avir* furent en effet confirmées, ou infirmées, par les services de renseignement israéliens qui disposaient d'un important réseau d'informateurs dans les pays arabes.

27 . Yehuda Koren *in* Shlomo Aloni, « L'épopée des Mirage III en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 348, novembre 1998, p. 45.

28 . Aryeh Dagan in Shlomo Aloni, « Des Mystère contre des MiG », *Le Fanade l'Aviation* n° 311, octobre 1995, p. 23.

29 . Un décompte précis des pertes subies par chacun des protagonistes figure en annexe.

30 . Les 3 279 sorties opérationnelles de la *Heyl Ha'Avir* se répartirent de la manière suivante : attaque au sol (70 %), supériorité aérienne (20 %), transport/ soutien logistique/guerre électronique (8 %) et reconnaissance (2 %).

31 . Les 350 sorties réalisées par l'aviation égyptienne se partagèrent entre des missions de supériorité aérienne (60 %) et des missions d'attaque au sol (40 %).

32 . Le palmarès exact des pilotes de chasse israéliens, tel qu'il apparaît à l'issue de la guerre des Six Jours, figure en annexe.

CHAPITRE 4

Blitzkrieg dans le Sinaï

Sanglé dans son treillis, le général Ariel Sharon attendait impatiemment de recevoir l'ordre lui intimant de passer à l'offensive. Dans la nuit, il avait quitté l'aire de rassemblement de sa division pour se diriger plein ouest, vers la clôture barbelée faisant office de frontière avec l'Égypte, non loin de là. Il avait contacté le général Gavish chargé de superviser les opérations sur le front Sud, puis les deux autres commandants de divisions, Israël Tal et Abraham Yoffé, pour s'assurer que ceux-ci ne rencontraient aucune difficulté majeure. Tout se déroulait suivant les plans préétablis. Chacun des trois divisionnaires savait que cette journée du 5 juin 1967 serait décisive pour l'avenir d'Israël, tout comme pour le leur. Professionnels de l'action, ils ne pouvaient s'empêcher de penser à la difficulté de la tâche qui les attendait. La plupart de leurs hommes se trouvaient dans les mêmes dispositions. Bien que réservistes, ils n'en étaient pas moins parfaitement entraînés et motivés. Après avoir passé en revue une dernière fois ses troupes, Ariel Sharon écrivit à son épouse, puis s'assoupit brièvement. De l'autre côté de la frontière, les généraux égyptiens dormaient du sommeil du juste, à mille lieux d'imaginer la tornade qui était sur le point de s'abattre sur eux. Seul le général Saad el-Shazli, perdu au milieu du désert du Sinaï près du village de Nakhle, avait du mal à s'endormir, pressentant que la journée ne serait sans doute pas de tout repos. À l'aube, les généraux Tal, Yoffé et Sharon ordonnèrent de retirer les filets de camouflage dissimulant leurs blindés, leurs véhicules et leurs pièces d'artillerie. À 8 heures précise, alors que les premières formations de chasseurs bombardiers israéliens étaient en train d'attaquer les aérodromes égyptiens, à plusieurs centaines de

kilomètres de là, ils reçurent le signal tant attendu. Aussitôt, les trois généraux lancèrent le fameux

« Suivez-moi ! » sur la fréquence radio de leurs divisions respectives. Progressivement, 600 chars et près d'un millier de véhicules blindés s'ébranlèrent dans un tourbillon de poussière, direction plein ouest.

La percée du général Tal

Le premier objectif du général Tal consista à briser le dispositif ennemi déployé autour de Rafah, à la jonction entre la bande de Gaza et la frange méditerranéenne du Sinaï, afin d'être en mesure d'effectuer une percée en direction d'El Arish. Israël Tal croyait fermement aux vertus du « tout blindé » et il n'était jamais aussi heureux que lorsqu'il cavalcadait à toute allure, perché dans la tourelle poussiéreuse de son char de commandement. C'est d'ailleurs lui qui serait plus tard le concepteur du char israélien « Merkava ».

En achevant cette manœuvre, sa *84e division blindée* isolerait les unités égyptiennes et palestiniennes éparpillées à travers la bande de Gaza, lui permettant par la suite de soutenir la progression des *divisions Yoffé et Sharon*, plus au sud. Le secteur de Rafah était défendu par des éléments de la 7e division d'infanterie égyptienne appuyés par une centaine de chars et deux brigades d'artillerie lourde. De quoi déclencher un véritable déluge de feu sur d'éventuels agresseurs. Une ligne fortifiée et d'abondants champs de mines défendaient l'accès de Rafah en direction de la frontière israélienne.

Refusant un assaut frontal qui se serait révélé trop coûteux, Tal décida de prendre l'adversaire à revers, l'attaquant à la fois par le nord et par le sud. À 8 h 15, la fameuse *7e brigade blindée* du colonel Gonen franchit la frontière au nord de Rafah et s'empara rapidement de Khan Younis, bousculant les fantassins de la 108e brigade palestinienne déployée sur place. Laissant le soin à son infanterie motorisée de nettoyer la position, le colonel Gonen, à la tête de ses deux bataillons de chars, obliqua en direction du sud-ouest, suivant la voie ferrée menant à Rafah. Les deux bataillons adoptèrent un mouvement en pince, afin de prendre à revers le détachement mécanisé égyptien posté à la sortie nord de Rafah. En fin de matinée, les « Patton » et les « Centurion » des *79e et 82e bataillons blindés* israéliens taillèrent en pièce les T-54 de la 16e brigade mécanisée égyptienne retranchée dans la

ville. Gonen ne souhaitant pas perdre de temps, il contourna la ville par le sud et se rua plein ouest en direction de Sheikh Zouweid et d'El Arish, laissant le soin aux deux autres brigades de la division de s'emparer de Rafah.

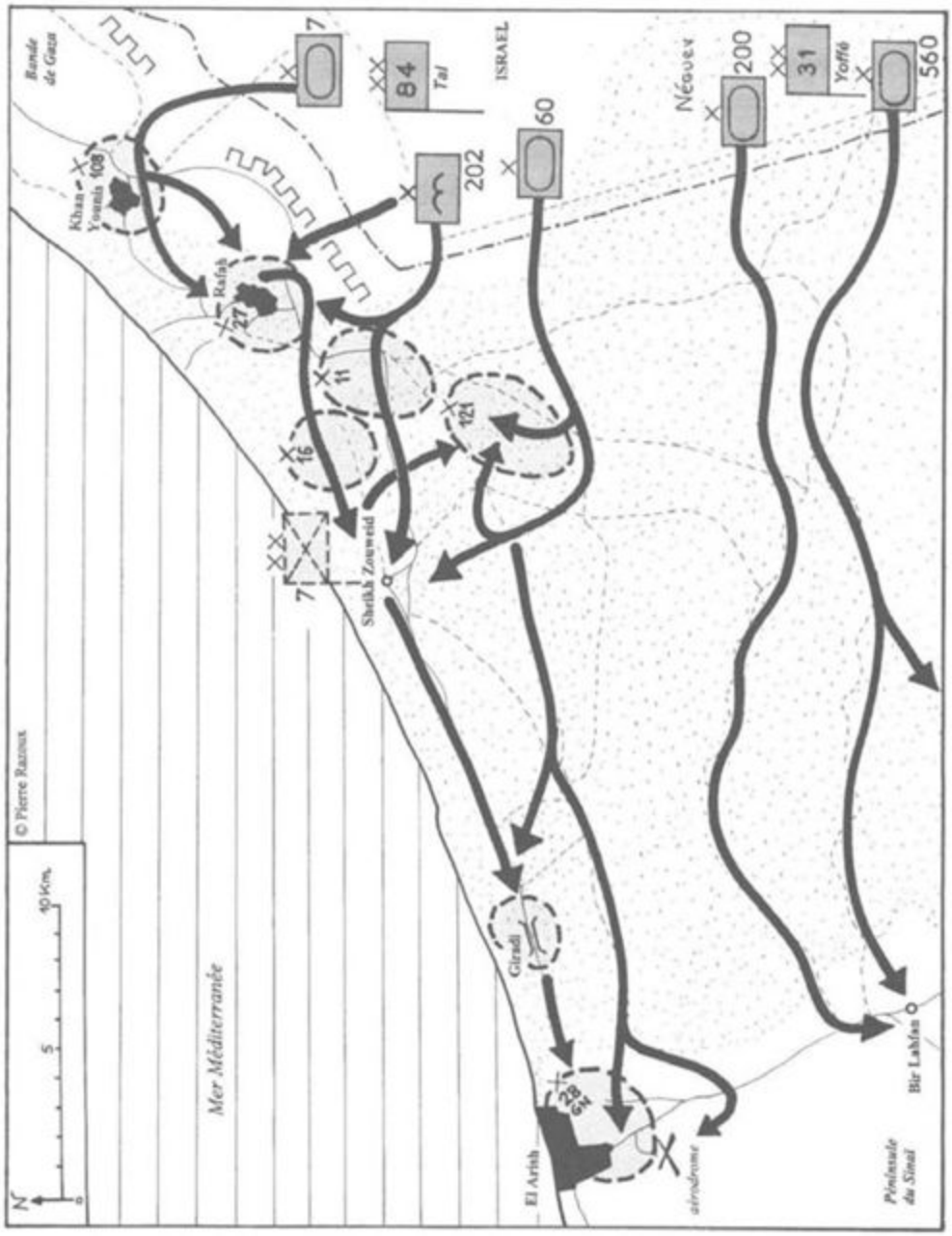
Entre temps, la *202e brigade parachutiste* du colonel Eitan avait slalomé à travers les dunes pour contourner Rafah par le sud. En début d'après-midi, les parachutistes israéliens passèrent à l'assaut, quittant l'abri de leurs « Halftrack » pour nettoyer les tranchées défendant l'accès à la ville. Ils s'emparèrent des points clés après une série de combats dont certains dégénérèrent en véritable corps à corps. Une fois Rafah entre leurs mains, les Paras israéliens laissèrent sur place un bataillon, puis poursuivirent leur progression en direction de Sheikh Zouweid, dans le sillage de la brigade Gonen.

Légèrement plus au sud, la *60e brigade blindée* du colonel Aviram fonça vers l'ouest, avant d'obliquer vers le nord en vue de parachever l'encerclement de Rafah. L'un des deux bataillons commit néanmoins une erreur de navigation et se retrouva empêtré au milieu de la 121e brigade d'infanterie égyptienne. Celle-ci était justement largement pourvue en moyens antichars. Les tankistes israéliens se retrouvèrent rapidement pris entre des feux croisés et leurs pertes commencèrent à croître dangereusement. Pendant ce temps, l'autre bataillon de chars de la *brigade Aviram* attaqua par surprise l'artillerie divisionnaire concentrée non loin de là, effectuant un véritable carnage parmi les artilleurs. En moins d'une demi-heure, la 7e division égyptienne venait de perdre les deux tiers de son artillerie ! Non content de cet exploit, ce bataillon engagea dans la foulée des éléments du 7e groupement blindé égyptien qui manœuvraient à proximité. Vingt minutes plus tard, les carcasses fumantes d'une quarantaine de vénérables JS-III et T-34 jonchaient le champ de bataille. Ce bataillon se porta ensuite à la rescousse de l'unité de chars isolée. Tout comme le bataillon d'infanterie motorisée de la *brigade Aviram* et l'un des deux bataillons blindés de la *brigade Gonen*, qui avaient entre temps reçu l'ordre de porter secours aux tankistes israéliens encerclés. L'arrivée de ces renforts renversa la situation et les Israéliens prirent rapidement le contrôle de la position, mettant hors de combat la plupart de leurs adversaires, les autres parvenant à fuir en direction du désert. Dans ce combat confus et particulièrement violent, qui vit les fantassins combattre à la baïonnette, les

Égyptiens laissèrent plus de 2 000 hommes sur le terrain, tués, blessés ou capturés. Le colonel Aviram admit pour sa part la perte de 15 chars et de 250 hommes tués ou blessés. A la tombée de la nuit, après avoir regroupé son unité, le colonel Aviram, à la tête d'un bataillon de chars et d'une compagnie de grenadiers voltigeurs, nettoya une poche de résistance située à proximité. Sa tâche fut d'autant plus facile que ses troupes avaient clairement pris l'ascendant sur leurs adversaires. A minuit, les Égyptiens s'étaient éparpillés.

Entre temps, le général Tal avait réalisé que la situation était à nouveau sous contrôle et il avait ordonné à sa brigade parachutiste de retourner vers Rafah pour participer à la conquête de la bande de Gaza. Parallèlement, il avait enjoint à sa *7e brigade blindée* de foncer en direction d'El-Arish, véritable « capitale » du Sinaï qui abritait non seulement un important aérodrome militaire, mais aussi le QG avancé de l'armée égyptienne. Pour compenser les pertes subies, il lui avait adjoint le bataillon blindé de reconnaissance de sa division commandé par le colonel Baron et équipé de chars AMX-13. Le colonel Gonen n'avait pas attendu l'ordre de son supérieur et il avait déjà pris l'initiative d'envoyer son bataillon de pointe en direction d'El-Arish. Ce dernier s'y trouvait presque, lorsqu'à la tombée de la nuit, le reste de la *7e brigade blindée* fut stoppé devant la position fortifiée de Giradi, à une dizaine de kilomètres à l'est d'El-Arish, par un patchwork d'unités égyptiennes en déroute qui avaient trouvé refuge sur place. Le colonel Gonen envoya ses chars à plusieurs reprises pour tenter de s'ouvrir un passage, sans succès. Il fut contraint d'attendre l'arrivée de son bataillon d'infanterie motorisée. Lors d'un violent combat nocturne, ses fantassins parvinrent à s'emparer de la position, non sans mal toutefois. Bien que ses chars furent presque à court de carburant, Gonen se rua à leur tête en direction d'El-Arish, atteignant les faubourgs de son objectif à l'aube. Là, il procéda au ravitaillement de son unité en carburant et en munitions. Ce ravitaillement avait été livré par voie aérienne et par voie maritime dès le lever du jour. Une opération combinée aéroportée et amphibie avait été planifiée contre El-Arish pour l'aube du 6 juin, mais compte tenu de la rapidité avec laquelle le général Tal avait enfoncé le dispositif adverse, celle-ci avait finalement été annulée. De ce fait, les péniches de débarquement et les avions de transport « Noratlas » avaient pu être utilisés pour transporter des bidons de carburant, de l'eau et des caisses de munitions.

La percée des généraux Tal et Yoffé (5-6 juin 1967)



Au petit matin, Gonen fut rejoint par la *brigade Aviram.* Après s'être rapidement concertés, les deux colonels encerclèrent la ville, puis passèrent à l'attaque. El-Arish tomba facilement. La 28e brigade d'infanterie de la Garde Nationale égyptienne et les quelques unités d'appui stationnées sur

place n'avaient pas cru utile d'opposer une résistance farouche. Quoi qu'il en soit, les Israéliens capturèrent à cette occasion plusieurs généraux égyptiens et le centre du Sinaï leur était désormais accessible. La bande de Gaza était en outre totalement isolée. Dès son arrivée sur place, le général Tal confia au colonel Israël Granit le commandement d'un groupement blindé *ad hoc,* avec pour mission de prendre le contrôle de la route du littoral jusqu'au canal de Suez. Ce groupement serait ultérieurement rejoint par la *202e brigade parachutiste,* dès que celle-ci aurait achevé de prendre le contrôle de la bande de Gaza. Les *7e* et *60e brigades blindées,* amputées chacune d'un bataillon de chars, étaient désormais disponibles pour appuyer la progression des *divisions Yojfé et Sharon.* Le général Tal avait mis hors de combat une division entière et effectué une percée spectaculaire en moins de 36 heures !

La conquête de la bande de Gaza

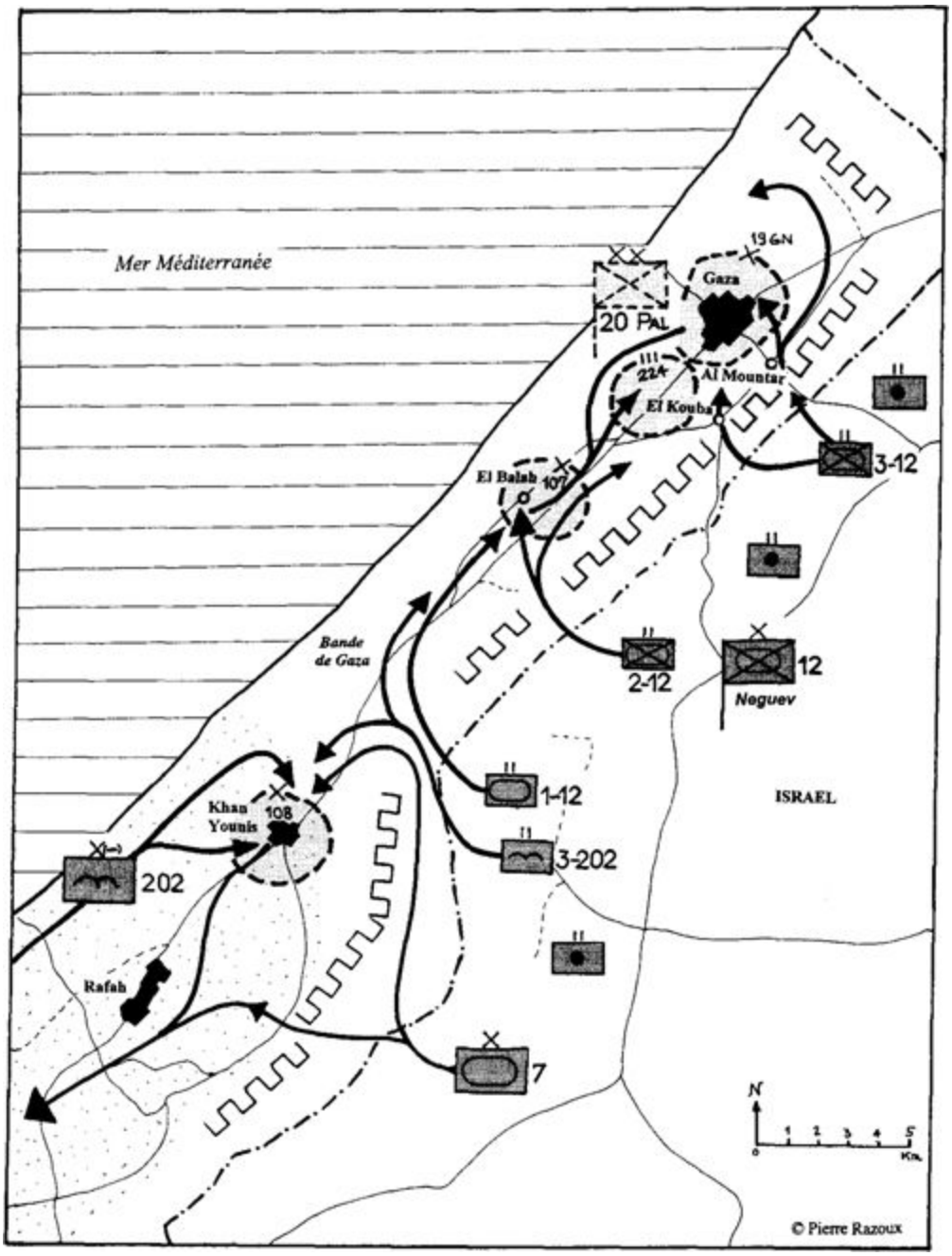
Dans son plan de bataille, le général Gavish avait confié la tâche délicate de s'emparer de la bande de Gaza à la *12e brigade mécanisée « Néguev ».* Cette unité indépendante, commandée par le colonel Reshef, était composée d'un bataillon blindé, de deux bataillons d'infanterie motorisée et d'un bataillon de parachutistes véhiculés par « Halftrack ». Ce ne devait pas être une sinécure, car la bande de Gaza, véritable fief des *feddayin* palestiniens depuis vingt ans, était traversé par un réseau dense de tranchées plus ou moins fortifiées, de casemates et de vastes champs de mines. La 20e division d'infanterie palestinienne y était en outre solidement retranchée. Le colonel Reshef savait néanmoins pouvoir compter sur l'appui de l'artillerie divisionnaire du général Tal, de même que sur l'aide des parachutistes du colonel Eitan, dès que ceux-ci auraient accompli la première phase de leur mission.

Dès le déclenchement des hostilités, la *brigade « Néguev »* entama son offensive selon trois axes parallèles perpendiculaires à la bande de Gaza. Au sud, le bataillon blindé, renforcé par le bataillon parachutiste, progressa en direction de Khan Younis à la suite de la *7e brigade blindée* de la division Tal. Une fois arrivés aux abords de cette localité, les chars AMX-13 du colonel Reshef obliquèrent vers le nord, tandis que les parachutistes ouvraient plusieurs itinéraires à travers les champs de mines. Cette force blindée très mobile balaya sur son passage les unités faiblement armées et

peu motivées de la 107e brigade palestinienne. Au centre, l'un des bataillons d'infanterie motorisée tenta de s'emparer du carrefour d'El Balah, tandis qu'au nord, l'autre bataillon de fantassins portés se heurta à une résistance déterminée à hauteur des carrefours d'El Kouba et d'Al Mountar. La progression de la brigade n'alla toutefois pas sans difficulté. En fin d'après-midi, les AMX-13 engagèrent le combat avec un détachement de vénérables « Sherman » du 224e régiment palestinien. Les chars palestiniens, bien embossés, mirent hors de combat plusieurs AMX-13 israéliens. Parallèlement, les deux bataillons d'infanterie multiplièrent les assauts pour se rendre maître de leurs objectifs. La combativité des *feddayin* surprit les Israéliens. Cependant, soumis aux tirs incessants de l'artillerie israélienne, bombardés par la *Heyl Ha'Avir,* ceux-ci lâchèrent prise en profitant de la nuit tombante pour se réfugier dans les principales agglomérations entourant Gaza.

Pendant la nuit, la *brigade Reshef* fut rejointe par deux bataillons de parachutistes de la *brigade Eitan.* Ceux-ci étaient en outre épaulés par un escadron de chars lourds « Patton », dont le canon de 105 mm s'avéra particulièrement efficace pour faire taire les nids de résistance. A l'aube, les divers éléments israéliens avaient fait leur jonction. Ils encerclaient désormais Gaza. Sans perdre de temps et venant de toutes les directions, les Israéliens lancèrent un assaut général contre Gaza où se trouvait retranchée la 19e brigade de la Garde Nationale égyptienne. Cet assaut violent fut soutenu par l'artillerie et l'aviation et dégénéra rapidement en un combat urbain particulièrement confus. Les combats de rues donnèrent lieu à de sanglants corps à corps. L'artillerie israélienne bombarda par erreur le siège de la Force d'Urgence des Nations Unies (FUNU), qui abritait un certain nombre d'observateurs récemment évacués ; 15 bérets bleus indiens furent ainsi tués et 25 autres grièvement blessés. À midi, les principaux points névralgiques de la ville étaient entre les mains des troupes israéliennes, qui avaient toutefois subi des pertes sensibles. Conscient qu'il était désormais isolé et estimant inutile de poursuivre le bain de sang, le général égyptien Mohammed Moneim Hussein, commandant la 20e division palestinienne, capitula à 12 h 45.

La conquête de la Bande de Gaza (5-7 juin 1967)



Les combats dans la bande de Gaza n'en étaient pas pour autant finis, car entre temps, des éléments palestiniens et égyptiens avaient repris le contrôle de Khan Younis et s'y étaient retranchés ! La *202e brigade parachutiste* du colonel Eitan fit donc volte face et se dirigea sur place pour tenter de mettre un terme à cette résistance acharnée. Pendant ce temps, la *12e brigade mécanisée* du colonel Reshef, étrillée par les combats de la matinée, se

regroupait et achevait de prendre le contrôle de Gaza. Pendant toute la soirée, les parachutistes israéliens multiplièrent les assauts contre Khan Younis. Sans succès. Plutôt que de risquer d'accroître inutilement ses pertes, le colonel Eitan décida d'encercler la ville, autorisant ses guerriers à s'assoupir quelques heures. Le lendemain matin, 7 juin, le colonel Eitan lança un ultime assaut. Ses Paras, fraîchement reposés et disposant d'un important soutien d'artillerie, emportèrent d'autant plus facilement la décision que les officiers égyptiens présents sur place, conscients qu'ils étaient désormais totalement isolés, se tenaient prêts à capituler. Dès l'arrivée de l'avant-garde de la *brigade Reshef*, le colonel Eitan embarqua à bord de ses « Halftrack » et fonça en direction de l'ouest, pour rejoindre le *groupement blindé du colonel Granit* au niveau de Romani, à proximité du canal de Suez.

Le général Sharon s'empare du verrou d'Abou Ageïla

Ariel Sharon, tout juste âgé de 39 ans, savait compter sur la confiance de Moshé Dayan. Dès le début des années 1950, il avait exécuté les coups les plus tordus pour le compte de son mentor. Depuis, l'estime réciproque s'était accrue, bien que les deux hommes ne partageassent pas les mêmes idées politiques. C'est donc tout naturellement que le ministre de la défense avait insisté pour que la tâche la plus ardue soit confiée au bouillant général, surnommé « Arik le terrible » : prendre le redoutable verrou d'Oum Katef et d'Abou Ageïla, commandant l'accès au centre du Sinaï. En 1956, pendant la campagne de Suez, l'armée israélienne avait buté contre cet obstacle et n'avait eu d'autre choix que de le contourner, fragilisant ainsi sa position. Depuis, la prise de ce verrou stratégique était devenu un cas d'école pour le cours des officiers israéliens. Et Ariel Sharon avait supervisé ce cours pendant plusieurs années, de sorte qu'il connaissait les moindres arcanes de ce problème tactique. Problème d'autant plus ardu que les Égyptiens n'avaient cessé de renforcer et fortifier la position. Celle-ci se présentait désormais comme un vaste polygone délimité par plusieurs rangées de barbelés entourés de champs de mines, et traversés par trois longues tranchées parallèles, orientées nord-sud, constituant trois lignes de défense successives. Les Égyptiens avaient choisi cette orientation, car ils estimaient qu'une attaque ne pourrait venir que de l'est, voire du sud-est. C'est donc face à ces directions que les défenses avaient été renforcées. La

2e division d'infanterie égyptienne du général Sadi Naguib était déployée dans le secteur. Ses 10e et 12e brigades, son 2e groupement blindé, de même que l'essentiel de ses unités d'appui divisionnaire étaient retranchées à l'intérieur du môle défensif d'Oum Katef. Notamment toute sa puissante artillerie qui regroupait près de 200 pièces d'artillerie lourde, dont une vingtaine de lance-roquettes multiples « Katiousha »! Sa 116e brigade de fantassins et son régiment de reconnaissance avaient pour leur part été éclatés aux alentours. La position d'Abou Ageïla, située en retrait d'Oum Katef, n'était quant à elle gardée que par un bataillon d'infanterie. Un régiment blindé était maintenu en réserve entre ces deux localités.

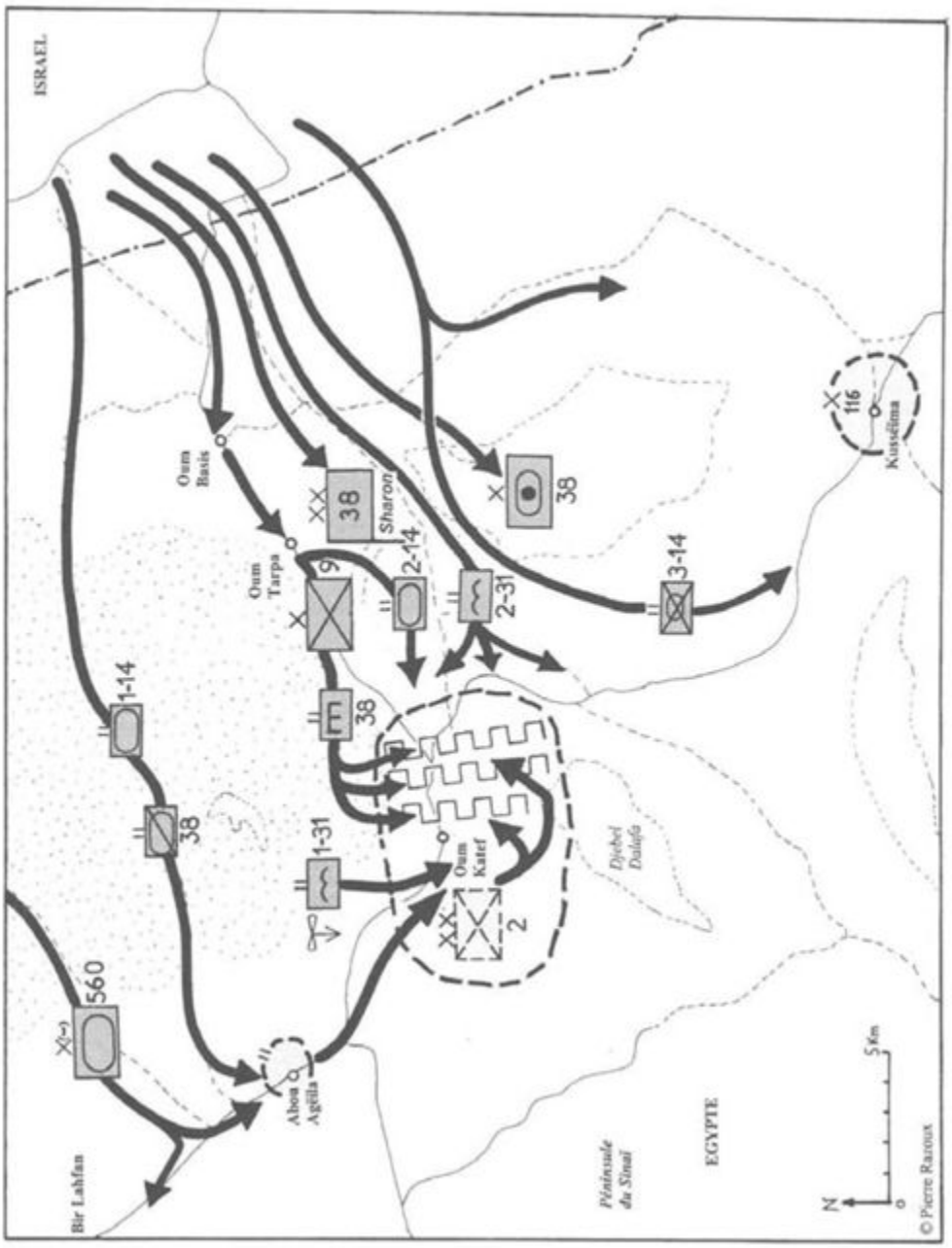
Serein, le général Sharon pensait pouvoir surmonter tous ces obstacles. Son plan était simple : prendre à revers Oum Katef par le nord-est, par le nord et par l'ouest, en déboulant de directions imprévues par les Égyptiens ; puis s'emparer de la position par un violent assaut nocturne combinant l'ensemble de ses moyens. Mais pour exécuter une telle manœuvre, il faudrait qu'une partie de ses unités mécanisées franchissent rapidement, et en toute discrétion, les collines sablonneuses dominant Oum Katef par le nord. Il lui faudrait surtout s'assurer d'une parfaite coordination entre l'ensemble de ses unités. Une véritable gageure !

Dès 8 h 15, sa *38e division mécanisée* franchit la frontière au niveau de Nitzana, le long de la route menant de Dimona (en Israël) à Ismaïlia (en Égypte). Sharon avait divisé ses forces en trois. Au nord, son bataillon de reconnaissance équipé de chars légers AMX-13 progressa plein ouest, renforcé par l'un des bataillons de chars lourds de sa brigade blindée, afin d'être en mesure d'atteindre la route reliant El-Arish à Abou Ageïla en fin d'après-midi ; il pourrait prendre ainsi à revers le dispositif égyptien. Les deux bataillons se frayèrent un chemin toute la journée à travers les dunes de sable et les collines rocailleuses, empruntant même une ancienne piste de caravanes, sans rencontrer la moindre présence hostile. À la tombée de la nuit, les chars israéliens déboulèrent légèrement au nord d'Abou Ageïla et s'emparèrent de la localité sans coup férir. Au sud, le bataillon d'infanterie motorisé de la brigade blindée, renforcé par un escadron de chars « Patton », fonça prendre position au sud-est d'Oum Katef par un vaste mouvement d'enveloppement, afin de flanc-garder le dispositif israélien contre toute contre-attaque en provenance de Kousseïma. L'artillerie divisionnaire suivit le même axe de progression et prit position sur les collines surplombant

Oum Katef. Elle eut jusqu'à la fin de la journée pour prédéterminer les coordonnées de ses cibles et définir les meilleures solutions de tirs.

C'est cependant au centre du dispositif que le général Sharon fit porter son effort principal. La *9e brigade d'infanterie « Yiftah »,* commandée par le colonel Adam, entama une prudente progression en direction d'Oum Katef, en longeant la route principale. Elle était accompagnée par un bataillon de la *31e brigade parachutiste* du colonel Dani Matt et par le deuxième bataillon de chars de la *14e brigade blindée* du colonel Zippori. Il fallut la matinée aux Israéliens pour s'assurer du contrôle des points de résistance situés à Oum Basis et Oum Tarpa, non loin de la frontière. La route désormais ouverte, Sharon ordonna aux chars et aux parachutistes de mener des actions de diversions devant le dispositif égyptien, afin de persuader le général Naguib qu'il lui faudrait faire face à une attaque frontale. Pendant ce temps, les fantassins de la *9e brigade d'infanterie* quittèrent les autobus qui les avaient transportés jusque-là. Ils contournèrent le dispositif adverse par le nord. Les sapeurs du bataillon de génie divisionnaire leur emboîtèrent le pas. À la nuit tombante, le général israélien prit position sur une hauteur dominant son objectif. Il redéploya discrètement les chars « Super Sherman » de son bataillon blindé en les positionnant derrière la *9e brigade*, afin que ceux-ci puissent suivre et appuyer la progression des fantassins. Il envoya deux hélicoptères baliser une zone de poser d'assaut à proximité de l'endroit où était déployée l'artillerie égyptienne. Il ordonna aux parachutistes déployés face à la ligne de défense principale de poursuivre leur action de diversion pour continuer à leurrer l'ennemi sur ses intentions. Tout était en place, la bataille allait pouvoir commencer. Ariel Sharon espérait bien que la nuit empêcherait les artilleurs et les tankistes égyptiens de viser de manière précise, tout en priant pour que l'absence de lumière démultiplie le sentiment de panique de ses adversaires.

La bataille d'Abou Ageïla (5-6 juin 1967)



À 22 heures, les 144 pièces d'artillerie israéliennes commencèrent à marteler les positions égyptiennes, visant en priorité les unités d'infanterie déployées à l'intérieur des tranchées. Simultanément, le deuxième bataillon de la *31e brigade parachutiste*, jusque-là gardé en réserve, fut héliporté sur les arrières de l'ennemi, non loin de l'endroit où était regroupée toute l'artillerie de la 2e division égyptienne. Emmenés par leur commandant de brigade, les paras israéliens se frayèrent rapidement un itinéraire à travers

les champs de mines et les réseaux de fils de fer barbelés, attaquant ensuite les positions d'artillerie ennemies. L'assaut fut bref, violent et sans quartier, les paras israéliens n'étant pas suffisamment nombreux pour s'occuper des prisonniers. Les servants égyptiens qui ne dormaient pas furent totalement pris au dépourvu et cédèrent rapidement du terrain, laissant sur place leurs lourdes pièces d'artillerie tractée. Et les artilleurs qui étaient à leur poste ne purent diriger leurs feux contre les batteries d'artillerie israéliennes qui, plus à l'est, pilonnaient les fantassins égyptiens. Par cet audacieux coup de main, le général Sharon venait de neutraliser la principale menace susceptible de faire échouer son opération. À 22 h 30, le bombardement d'artillerie redoubla d'intensité et de nombreux soldats égyptiens, choqués par la violence des explosions s'abattant sur eux, commencèrent à abandonner leurs positions. À 23 heures, le bombardement s'arrêta net et les fantassins israéliens passèrent à l'assaut. Massée au nord du môle défensif, la *9e brigade* se scinda en trois de manière à pouvoir attaquer simultanément en enfilade chacune des trois tranchées, longues d'environ cinq kilomètres. Chacun des trois bataillons de fantassins, appuyé par une compagnie de sapeurs de combat et un escadron de chars « Super Sherman », nettoya la tranchée qui lui avait été attribuée. Pour éviter la confusion et diminuer les risques de tirs fratricides, chaque colonne s'était vu attribuer un code de couleur différente et les combattants israéliens étaient tous équipés de lampes torches correspondant à la bonne couleur. L'assaut fut particulièrement âpre et dégénéra en corps à corps. Les fantassins n'hésitèrent pas à recourir à la pelle-bêche et à la baïonnette. L'effet de surprise joua néanmoins à plein et les Égyptiens lâchèrent pied rapidement.

Pendant ce temps, au nord-ouest d'Oum Katef, les chars israéliens qui s'étaient rendus maîtres d'Abou Ageïla en fin d'après-midi déboulèrent sur les arrières égyptiens, en pleine obscurité, écrasant tout sur leur passage et canonnant tout ce qui pouvait l'être ! Parallèlement, une noria d'hélicoptères israéliens évacuait les blessés vers l'arrière. Un vent de panique gagna rapidement les rangs égyptiens. Le général Naguib ordonna à son 2e groupement blindé et au régiment de chars maintenu en réserve de passer à la contre-attaque. Dans une ambiance dantesque, une mêlée confuse s'engagea rapidement. Les « Centurion » et les AMX-13 israéliens se lancèrent dans une véritable cavalcade contre les T-34, T-54 et T-55 égyptiens, se terminant parfois en duels à moins de dix mètres de distance ! A 3 h 30 du matin, les « Centurions » israéliens firent leur jonction avec les

fantassins de la *9e brigade* , après avoir mis en fuite les chars égyptiens. La bataille se transforma en une véritable curée impliquant l'ensemble des troupes israéliennes. À l'aube, les combats diminuèrent d'intensité. La retraite égyptienne s'acheva en une véritable débandade. Les soldats égyptiens survivants s'évaporèrent dans la nature, tentant de regagner leurs propres lignes. Les Israéliens passèrent la matinée à nettoyer les derniers points de résistance et à midi, tout était terminé. Le général Sharon avait rempli son contrat en moins de 30 heures ! Les Égyptiens avaient perdu dans l'affaire 2 200 hommes tués, blessés ou capturés, ainsi que 45 chars et toute leur artillerie. Les Israéliens ne déploraient quant à eux la perte que de 40 tués, 140 blessés et 19 chars détruits.

L'après-midi du 6 juin fut consacrée au repos et au ravitaillement. Les combattants assoiffés étaient épuisés et les unités se trouvaient à court de carburant et de munitions. En soirée, Ariel Sharon reçut un message du général Gavish lui enjoignant de réorganiser son dispositif. La *9e brigade d'infanterie* du colonel Adam fut envoyée au nord, afin de nettoyer la zone d'El-Arish où subsistaient encore quelques foyers de résistance. Les parachutistes du colonel Matt, escortés par le bataillon de reconnaissance divisionnaire, se dirigèrent vers Kousseïma, au sud. La *14e brigade blindée* du colonel Zippori reçut l'ordre de foncer en direction du sud-est, vers Nakhle, pour tenter de couper toute voie de retraite au général égyptien Saad el-Shazli.

Le général Yoffé slalome au milieu du désert

Pendant que les divisions des généraux Tal et Sharon étaient engagées dans de violentes batailles le long des deux principales routes permettant d'accéder au cœur du Sinaï, la *31e division blindée* du général Abraham Yoffé, située entre les deux, accomplit un exploit peu banal. Elle progressa plein ouest à travers une zone sablonneuse réputée infranchissable, afin d'effectuer la jonction entre les deux autres divisions israéliennes au carrefour de Bir Lahfan, et prendre à revers les renforts égyptiens susceptibles d'être envoyés dans le secteur. Cette manœuvre audacieuse se justifiait par la conviction des Israéliens de pouvoir franchir cet obstacle. En novembre 1956, à l'issue de la campagne de Suez, ils avaient eu le loisir d'étudier très soigneusement l'ensemble du terrain environnant. Ils avaient noté la présence de pistes relativement stables slalomant à travers les dunes

sablonneuses et ils avaient estimé qu'il serait possible d'y faire rouler des véhicules blindés, même si ceux-ci devaient progresser lentement et difficilement. Après avoir accompli cette manœuvre, la *31e division* devait poursuivre la percée en direction de Djebel Libni.

Au moment même où les généraux Tal et Sharon franchissaient la frontière, Abraham Yoffé, à la tête de ses deux brigades blindées, quittait la piste faisant office de frontière entre Israël et l'Égypte. Il entama immédiatement une difficile progression à travers les dunes du Sinaï. Sa manœuvre avait été jugée tellement ardue qu'aucun élément d'appui ne lui avait été adjoint, à l'exception d'une unité du génie bien utile. La *200e brigade* commandée par le colonel Shadmi emprunta une piste menant directement au carrefour de Bir Lahfan ; la *520e brigade* du colonel Sela bifurqua vers le sud-ouest à travers un dédale de pistes plus ou moins oubliées pour atteindre la route El-Arish/Abou Ageïla, au sud de Bir Lahfan. Toute la journée, les tankistes israéliens rencontrèrent les pires difficultés pour avancer dans cet environnement hostile et mouvant, retroussant les manches pour désensabler les véhicules enlisés et réparer les moteurs ensablés ou surchauffés. Les deux colonnes blindées eurent bien du mal à dépasser la moyenne de quatre kilomètres à l'heure ! Si la guerre n'avait pas été présente, on aurait pu se croire perdu au beau milieu de la « Croisière Jaune » ! En milieu d'après-midi, une nouvelle difficulté surgit sous la forme de champs de mines, posés là sans doute par les Égyptiens par acquis de conscience. Le rythme de progression fut encore ralenti.

En début de soirée, le général Yoffé avait pourtant atteint son objectif. Les éléments de tête de ses deux brigades venaient tout juste de prendre position le long de la route allant d'El-Arish à Abou Ageïla. Et Bir Lahfan était tombé sans combat, les Égyptiens n'ayant pas jugé utile d'y laisser une garnison. Cependant, le général Yoffé savait que plus au sud, dans le secteur du Djebel Libni, se trouvait la 3e division d'infanterie égyptienne renforcée par deux brigades blindées indépendantes. Une menace suffisante pour le faire réfléchir à deux fois avant de poursuivre plus loin sa progression. Le temps que le reste des deux brigades rejoignat l'avant-garde, Abraham Yoffé avait ordonné à ses commandants d'unités de se mettre en position défensive le long de la route. La nuit était tombée et les équipages ne pourraient pas compléter leur plein en carburant avant le lendemain, le temps que la chaîne logistique se mette en place.

Au même moment, depuis son quartier général d'Ismaïlia, le général Salah el din Moshen, commandant l'armée égyptienne déployée dans le Sinaï, était en train de prendre la mesure de la percée israélienne. Les comptes rendu de ses subordonnés avaient beau être triomphalistes, le général égyptien était suffisamment expérimenté pour comprendre que les Israéliens avaient lancé une offensive terrestre majeure, dans la foulée de leur offensive aérienne. Il lui fallait donc renforcer le front et contre-attaquer, sans attendre la confirmation de l'état-major général, injoignable depuis le début de la matinée. Les rapports parcellaires dont il disposait laissaient à penser que les deux secteurs dans lesquels les combats promettaient d'être décisifs se situaient autour de Rafah et d'Abou Ageïla. Dégarnir le secteur clé du Djebel Libni eut été dangereux, d'autant que la situation générale s'avérait encore très floue. Il était donc hors de question d'ordonner le mouvement de la 3e division d'infanterie qui s'y trouvait ; de même qu'il eut été suicidaire d'engager la 4e division blindée ou la 6e division mécanisée maintenues en réserve stratégique plus à l'ouest, et auxquelles seul l'état-major général pouvait donner des ordres. Engager trop de forces et se fourvoyer dans une contre-attaque aléatoire, c'était le conseil de guerre assuré. Ne rien faire, c'était le peloton d'exécution pour trahison ! Le choix s'avérait donc redoutablement limité. De guerre lasse, le général égyptien Moshen ordonna au général Osman Nasser, commandant la 3e division responsable du secteur du Djebel Libni, de sélectionner deux brigades pour renforcer les premières lignes égyptiennes. Et bon courage !

Le général Osman Nasser s'exécuta et décida d'engager la 3e brigade d'infanterie mécanisée, rattachée à sa propre division, de même que la 14e brigade blindée indépendante, stationnée en attente à Bir Hassana, non loin de là. En début de soirée, ces deux unités, en formation de combat, prirent donc la route en direction de Bir Lahfan ; arrivé à ce carrefour, elles pourraient toujours choisir de se diriger vers Abou Ageïla ou El-Arish et Rafah en fonction des informations qu'elles pourraient glaner entre temps. A 21 h 30, les deux brigades égyptiennes arrivèrent aux abords de Bir Lah-fan pour se heurter à l'avant-garde de la division du général Yoffé. Immédiatement, les deux formations égyptiennes se ruèrent à l'attaque, bousculant les troupes israéliennes prises par surprise. Les colonels Shadmi et Sela regroupèrent néanmoins leurs bataillons et opposèrent une défense mobile aux Égyptiens. L'engagement se transforma vite en une bataille de

chars qui dura toute la nuit. Une bataille équilibrée toutefois : deux brigades contre deux ; aucun appui aérien, ni aucun appui d'artillerie de part et d'autre ; la nuit favorisant l'assaillant et compensant l'avantage des chars israéliens qui pouvaient tirer à plus longue distance de jour. A l'aube, la bataille n'était toujours pas terminée, chaque camp multipliant les embuscades et refusant d'abandonner le terrain. Les Égyptiens avaient perdu 28 T-55 ; les Israéliens 18 « Centurion ».

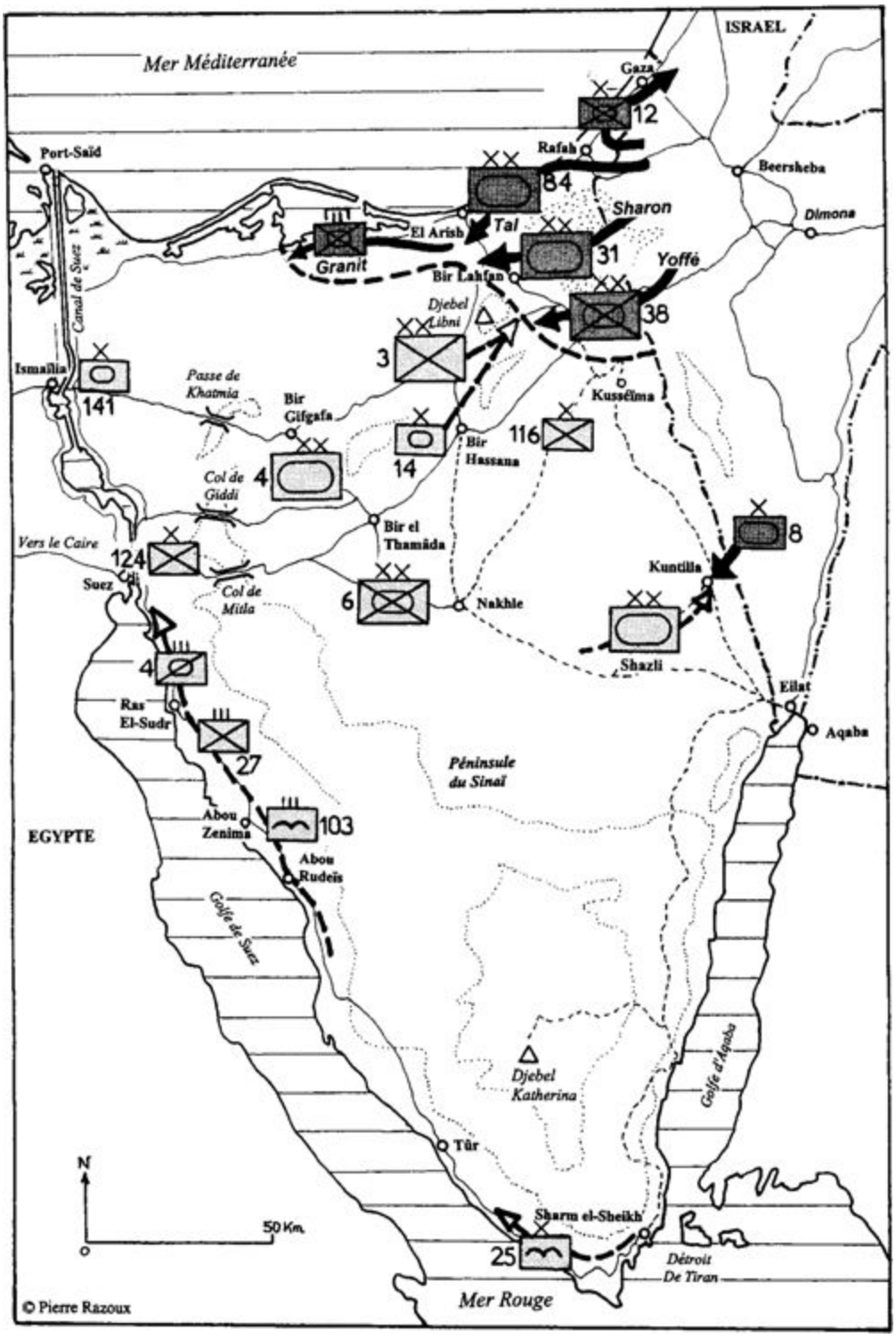
Durant la matinée du 6 juin, les grenadiers voltigeurs de la 3e brigade mécanisée égyptienne, appuyés par les T-55 de la 14e brigade blindée, tentèrent de débusquer les chars israéliens des *200e* et *560e brigades* israéliennes. Sans grand succès, toutefois, car la défense mobile des Israéliens se révéla efficace et la *Heyl Ha 'Avir* harcela par deux fois les colonnes mécanisées égyptiennes, multipliant les coups au but. Ce n'est qu'en milieu de journée que la situation se renversa en faveur des Israéliens, lorsque la *7e brigade blindée* du colonel Gonen arriva à la rescousse en provenance d'El-Arish. L'arrivée des renforts israéliens eut un effet psychologique dévastateur sur les Égyptiens, dont les pertes commençaient à grimper dangereusement. Ceux-ci rompirent le combat et refluèrent vers le Djebel Libni. Après en avoir reçu l'autorisation, les généraux Tal et Yoffé entamèrent une poursuite prudente dans cette même direction.

Plus au sud, pendant les journées des 5 et 6 juin, la *8e brigade blindée* du colonel Mendier avait multiplié les actions de diversion pour tenter de faire croire aux Égyptiens qu'une seconde offensive pourrait survenir en direction de Nakhle et du col de Mitla. Le colonel Mendier s'était même emparé de Kuntilla, refusant toutefois de poursuivre au-delà. Son but consistait à fixer sur place le groupement blindé du général Shazli, afin que celui-ci ne puisse contre-attaquer ailleurs les Israéliens. La réputation du général égyptien l'avait en effet précédé et les Israéliens voyaient en lui un adversaire capable de leur porter des coups sévères.

Quoi qu'il en fut, après deux journées d'offensive, le général Gavish pouvait s'estimer satisfait. Tous ses objectifs initiaux avaient été atteints. Ses pertes avaient été raisonnables. Les Égyptiens n'avaient pas lancé de contre-attaques majeures. Ses lignes de communication et de ravitaillement semblaient désormais sûres. Quelques poches de résistance sporadique subsistaient, mais celles-ci seraient nettoyées par ses parachutistes. Le gros des forces égyptiennes stationnées dans le Sinaï n'avait cependant pas été

entamé. Au Caire, l'état-major du maréchal Amer pouvait toujours compter sur quatre divisions fortement mécanisées regroupant près de 600 chars, bien plus dont ne disposaient les Israéliens.

L'expansion israélienne dans le Sinaï au soir du 6 juin 1967



Le maréchal Amer ordonne la retraite

Au même moment, dans les bureaux de son état-major général du Caire, le maréchal Amer était plongé dans les affres de l'incertitude. Il avait

informé le président Nasser de l'ampleur de l'offensive aérienne israélienne, reconnaissant avoir subi de lourdes pertes, mais il avait omis de lui préciser que les trois quarts de l'aviation de combat avaient été anéantis. En outre, il venait de recevoir plusieurs rapports laissant présumer que Gaza, Rafah et Abou Ageïla étaient tombés aux mains des Israéliens. Le scénario apocalyptique qui était en train de se dérouler sous ses yeux lui rappelait furieusement la crise de Suez de 1956, lorsque prenant prétexte de l'offensive israélienne lancée à travers la péninsule du Sinaï, Français et Britanniques étaient intervenus militairement, menaçant d'abattre le régime de Nasser. Une situation similaire n'allait-elle pas se reproduire, impliquant cette fois les Américains ? Voire même les Britanniques qui seraient probablement ravis de se venger de l'affront subi en 1956 ? Comment d'ailleurs expliquer l'efficacité étonnante des raids aériens israéliens, notamment le nombre incroyable de sorties, sans croire que les moyens militaires de la VIe Flotte américaine, croisant non loin de là, n'aient été également engagés ? C'est d'ailleurs l'explication qu'il avait communiqué au président Nasser et que celui-ci s'était empressé de répercuter sur la scène internationale, recueillant en retour un démenti formel de Washington et de Londres, de même que les quolibets de plusieurs chefs d'États arabes...

En cet instant, Abdel Hakim Amer se sentait seul et isolé de tous. Il était en train de se persuader lui-même que les Américains, qui détestaient Nasser, allaient prendre ce prétexte pour bombarder Le Caire et débarquer dans le delta du Nil. Et connaissant un peu les Soviétiques, il était intimement convaincu que ceux-ci n'interviendraient pas pour sauver l'Égypte. Le rapport des forces stratégiques était encore trop à l'avantage des États-Unis. Le Kremlin préférerait pointer du doigt la politique « colonialiste » de la Maison Blanche, récoltant par là même un large succès diplomatique. Kossyguine et Brejnev n'iraient pas risquer une troisième guerre mondiale, risquant de dégénérer en Armagedon nucléaire, pour les beaux yeux de Nasser ! Que faire ? Le maréchal Amer savait que la situation dans le Sinaï n'était absolument pas désespérée. Il pouvait contre-attaquer et rétablir une ligne de front ayant pour pivot Djebel Libni et Bir el Thamâda. Mais d'un autre côté, se maintenir sur place avec des lignes de communication allongées pouvait se révéler catastrophique en cas de débarquement amphibie américain. Le maréchal égyptien connaissait en outre les plans secrets de Nasser qui visaient la destruction de la centrale nucléaire de Dimona. Or, son aviation et une partie de son corps de bataille

ayant été neutralisés, il semblait désormais impossible d'envisager la réalisation de cette mission. Sans la couverture aérienne et l'appui de l'aviation, les formations blindées égyptiennes n'avaient aucune chance de percer le dispositif israélien, de manière à atteindre Dimona. Dès lors, pourquoi continuer à risquer le sort de l'ensemble de l'armée dans le Sinaï. D'autant qu'après tout, les divisions égyptiennes n'avaient pris position dans la péninsule que deux semaines auparavant. L'armée représentant le symbole du pouvoir, il était bien plus judicieux de conserver cet outil intact, afin de continuer à peser sur la scène internationale et d'être ainsi en mesure de mater d'éventuelles rébellions que l'évolution de la crise pouvait laisser présager. Inutile de consulter Nasser, celui-ci se lancerait dans une interminable diatribe et prendrait plusieurs jours pour prendre sa décision. Or, si une attaque américaine devait survenir, celle-ci ne tarderait sûrement pas.

En ce 6 juin en fin d'après-midi, la mort dans l'âme, le maréchal Abdel Hakim Amer ordonna la retraite générale en direction de la zone du canal de Suez, sans autre explication et sans en préciser les modalités. Après s'être assuré que son ordre avait bien été transmis aux unités déployées dans le Sinaï et au général égyptien Abdoul Moneim Riadh, responsable en Jordanie du commandement arabe uni, il s'enferma dans un profond mutisme, refusant de parler à ses collaborateurs surpris et choqués par cette décision clairement politique. La version officielle expliquant ce revirement inattendu est toute autre. Le maréchal Amer, déprimé, alcoolique, voire même sous l'emprise de drogues douces, se serait effondré moralement lorsqu'il aurait appris l'ampleur de la défaite subie par les forces armées égyptiennes. Dans un état totalement dépressif et sans en avertir le Raïs, il aurait ordonné la retraite générale, afin de préserver ce qui pouvait encore l'être, témoignant ainsi de son incompétence notoire. Cette thèse figure toujours dans les livres d'histoire israéliens, américains, français, russes, voire même dans certains ouvrages égyptiens faisant l'apologie du président Nasser. Trente-six ans après les faits, alors que la plupart des protagonistes sont décédés, il serait pourtant temps de rendre justice au maréchal Amer. Celui-ci n'était certes pas un brillant stratège, mais il était doué d'une réelle clairvoyance politique et n'était en aucun cas l'incompétent alcoolique et dépressif décrits par certains. Son attitude paraît d'autant plus crédible, si l'on prend la peine de s'extraire de l'événement pour se remémorer ce qui se passa en 1991, pendant les dernières heures de la guerre du Golfe. Saddam

Hussein ordonna alors le retrait général de ses troupes du Koweït occupé, alors qu'il disposait encore de forces importantes, apparemment pour des raisons assez similaires à celles invoquées à l'époque par le maréchal Amer.

La poursuite s'engage

Le 6 juin en soirée, l'élément de reconnaissance de la *200e brigade blindée* du colonel Shadmi arriva en vue du camp militaire construit à proximité du Djebel Libni. Stoppés dans leur progression par un vaste champ de mines, les chars israéliens furent pris sous le feu des T-54 et T-55 égyptiens, bien embossés à l'intérieur du camp. Réagissant immédiatement, les généraux Tal et Yoffé ordonnèrent aux trois *brigades blindées* des colonels *Shadmi, Gonen* et *Sela* de se regrouper, puis de passer à l'attaque. Manœuvrant en pince, les commandants des trois brigades engagèrent le combat, mais ils s'étonnèrent de n'avoir à faire qu'à une partie du 3e groupement blindé égyptien. Plus curieux encore, cette unité se comportait comme si elle menait un combat retardateur destiné à couvrir l'évacuation de la 3e division d'infanterie égyptienne. Pourquoi donc les Égyptiens quittaient-ils l'abri de cette position défensive bien préparée ? Quoi qu'il en fut, les « Centurion » israéliens eurent rapidement le dessus et s'emparèrent du Djebel Libni, pendant que les chars égyptiens refluaient en bon ordre vers le sud-ouest, en direction de Bir Gifgafa, après avoir perdu 32 des leurs. Paradoxalement, cet engagement fut présenté comme une victoire tactique par chacun des deux camps : les Israéliens avaient pris le contrôle de la position ; les Égyptiens étaient parvenus à retarder la percée de plusieurs heures, temps précieux pour mettre en œuvre l'ordre de retraite tout juste reçu.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, face à l'évolution subite de la situation, le général Gavish convoqua ses trois divisionnaires pour envisager avec eux un changement de stratégie. Les photographies aériennes tout juste arrivées à son quartier général montraient, sans le moindre doute, que l'armée égyptienne était en train de refluer lentement vers l'ouest, en direction du canal de Suez. La bataille du Djebel Libni démontrait en outre que les Égyptiens se contenteraient probablement de ne mener que des combats retardateurs, le temps que le gros de leur dispositif ait atteint de nouvelles positions défensives. Le général Gavish, l'œil pétillant de malice, expliqua à ses divisionnaires qu'il y avait là une chance unique à saisir ! Il était selon

lui possible d'enfermer dans une nasse l'essentiel de l'armée égyptienne. Il fallait pour cela se lancer dans une cavalcade débridée et atteindre le carrefour de Bir Gifgafa avant les Égyptiens, de même que les cols de Giddi, de Mitla et la passe de Khatmia. La *7e brigade blindée* foncerait littéralement le long de la route menant à Bir Gifgafa, occupant ensuite la passe de Khatmia pour s'y établir en position défensive ; la *200e brigade blindée* se ruerait par la route de Bir Hassana et de Bir el Thamâda vers les cols de Giddi et de Mitla, afin de s'y retrancher le plus rapidement possible. Simultanément, le reste des *divisions Tal* et *Yoffé* agirait comme un gigantesque balai, poussant les unités égyptiennes devant elles, jusqu'à ce que celles-ci soient bloquées par les éléments de pointe israéliens. La *division du général Sharon*, moins mobile, serait quant à elle chargée de nettoyer la route menant à Nakhle, afin de couper la retraite au groupement blindé du général Shazli. Les divisions égyptiennes seraient ainsi enfermées dans une véritable nasse dont elles ne pourraient plus sortir. Aussitôt dit, aussitôt fait !

Le 7 juin en début de matinée, après avoir rejoint leur état-major de campagne et s'être reposés quelques heures, les généraux Tal, Yoffé et Sharon se lancèrent dans une vaste course poursuite à travers la péninsule du Sinaï. Au nord, la *7e brigade* du colonel Gonen perdit quelques heures pour s'emparer de Bir Hamma où s'était retranché l'arrière garde de la 3e division d'infanterie égyptienne. Mais dès la fin de la matinée, la *7e brigade* reprenait sa chevauchée en direction de Bir Gifgafa. Elle avait cependant été doublée par la *60e brigade blindée* du colonel Aviram. Ce dernier était désormais engagé dans une bataille chaotique le long de la route, s'infiltrant parmi les unités égyptiennes, les canonnant et les mitraillant au passage, effectuant des détours à travers les pistes adjacentes pour contourner le gros des unités ennemies. En fin d'après-midi, les deux brigades arrivèrent pratiquement en même temps à Bir Gifgafa qu'elles encerclèrent, pensant ainsi isoler la 4e division blindée égyptienne qui était censée s'y trouver. En fait, celle-ci s'était déjà repliée et n'avait laissé sur place que l'une de ses deux brigades blindées pour protéger sa retraite. Les tankistes israéliens, survoltés, n'en firent qu'une bouchée. Au même moment, le reste de la 4e division blindée était en train de traverser paisiblement le canal de Suez pour se regrouper au niveau d'Ismaïlia. En soirée, le colonel Aviram se

retrancha aux alentours de la passe de Khatmia, verrouillant ainsi complètement le dispositif.

Plus au sud, le général Yoffé progressa de manière similaire, bousculant au niveau de Bir Hassana l'arrière garde de la 6e division mécanisée égyptienne. Là encore, les tankistes israéliens doublèrent des unités égyptiennes en déroute qu'ils canonnèrent au passage. En milieu d'après-midi, après une chevauchée épique de 80 kilomètres, la *200e brigade blindée* s'empara de Bir el Thamâda sans tirer un seul coup de feu, la position ayant été désertée pendant la journée. Une fois là, le colonel Shadmi scinda ses forces en deux. Il envoya l'un de ses deux bataillons prendre le contrôle du col de Giddi, tandis qu'à la tête de son second bataillon de « Centurion », il fit mouvement vers le col de Mitla.

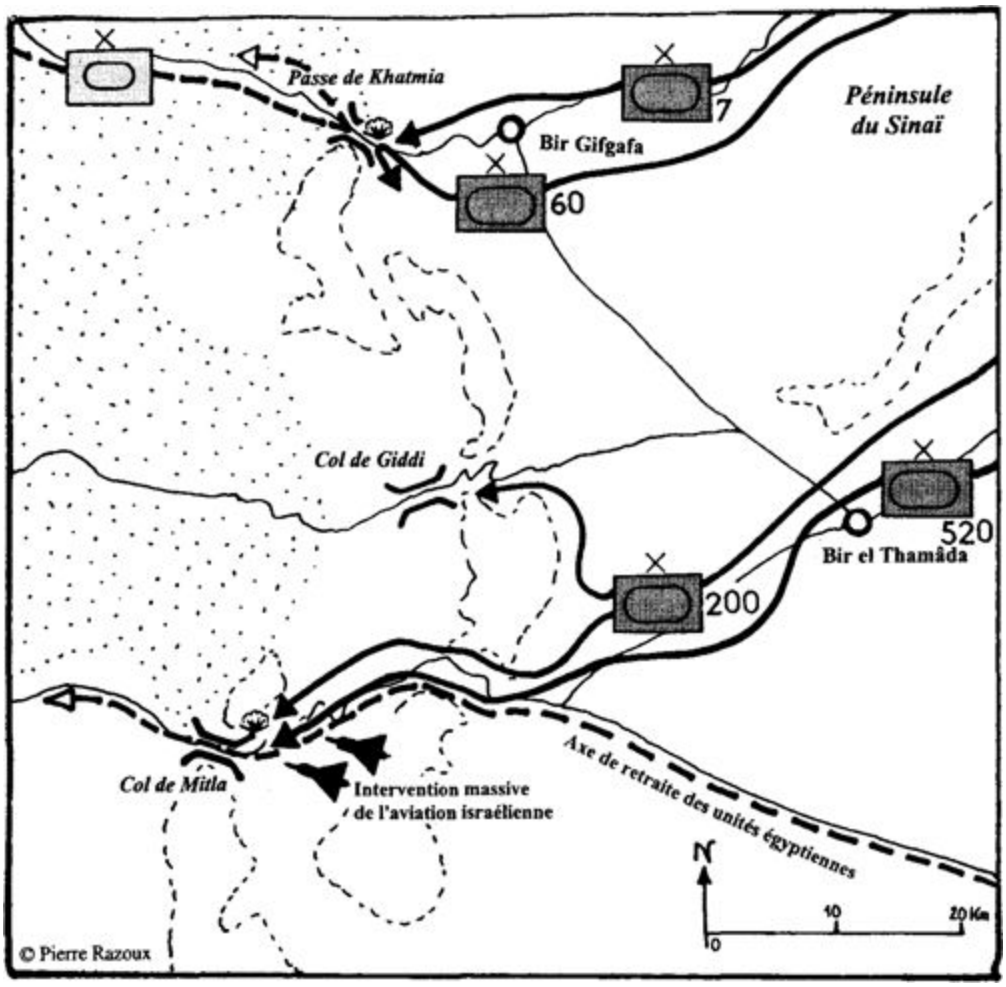
De son côté, le général Sharon, à la tête de la *14e brigade blindée* et de la *31e brigade parachutiste*, progressa beaucoup plus lentement en direction de Nakhle. Il avait dû attendre le retour non seulement de son bataillon de reconnaissance, mais aussi celui des paras du colonel Matt qui étaient allés s'emparer de Kousseïma. Puis, il s'était heurté à plusieurs champs de mines dont la traversée l'avait considérablement retardé. À la tombée de la nuit, il se trouvait toujours à une cinquantaine de kilomètres de Nakhle.

La prise de Sharm el-Sheikh

Ce même 7 juin, en début de matinée, un avion de reconnaissance israélien avait survolé Sharm el-Sheikh, position à partir de laquelle les Égyptiens exerçaient leur blocus à travers le détroit de Tiran. La 25e brigade parachutiste égyptienne était censée s'y trouver, renforcée par des éléments blindés et quelques pièces d'artillerie lourde. Le pilote israélien n'avait cependant remarqué aucune trace de présence ennemie. La garnison égyptienne, menacée d'encerclement par l'avancée rapide de *Tsahal*, à court de ravitaillement en eau potable, avait en fait évacué cette position la nuit précédente [1] . L'état-major israélien autorisa donc une opération aéroportée pour s'en emparer pendant la journée. Deux bataillons des *31e* et *202e brigades parachutistes*, maintenus en réserve dès le début des hostilités dans ce but, furent ainsi mis à contribution. Ils embarquèrent à bord d'avions de transport « Noratlas » et d'hélicoptères « Super Frelon ». En fin de matinée, un premier « Noratlas » effectua un poser d'assaut sur la piste

sommaire située à proximité de Sharm el-Sheikh : une quarantaine de parachutistes débarquèrent rapidement de l'avion pour vérifier l'état de la piste et s'assurer de son périmètre. Au passage, ils remarquèrent avec un certain dépit le drapeau israélien qui flottait déjà sur place : les marins israéliens les avaient en effet pris de vitesse ! Quelques minutes plus tard, deux autres « Noratlas » se posèrent, desquels bondirent plusieurs dizaines de bérets rouges. Après une résistance symbolique, les quelques sentinelles égyptiennes abandonnées là se rendirent, non sans avoir mis le feu au dépôt de carburant qu'elles étaient censées garder. Dans l'après-midi, plusieurs hélicoptères « Super Frelon » amenèrent des renforts sur place, suivis de près par des « Stratocruiser » porteurs de matériel lourd. Le blocus du détroit de Tiran ne constituait désormais plus qu'un mauvais souvenir pour les Israéliens. En soirée, les paras israéliens prirent la route du nord en direction de Tûr.

La bataille des cols du Sinaï



Carnage au col de Mitla

Quelques heures auparavant, en cette fin d'après-midi du 7 juin, l'état-major égyptien était en ébullition. Au Caire, les généraux Moustafa Gamal, Bahein el din Naffa et Rifat Husseinin obtinrent une entrevue avec le maréchal Amer, tentant de le convaincre de revenir sur sa décision de retraite générale. Leur démarche était soutenue par les généraux Ahmed Ismail Ali et Abdel Ghani Gamassi, respectivement chef d'état-major et chef des opérations. Les trois généraux démontrèrent au maréchal Amer que la situation sur le terrain pouvait être retournée à leur avantage. Les lignes de communication ennemies étaient en effet en train de s'étirer dangereusement et les Israéliens éprouvaient manifestement les plus grandes difficultés à se ravitailler. Le front lui-même avait éclaté et l'on pouvait raisonnablement concentrer suffisamment de forces pour contre-attaquer les éléments israéliens les plus en pointe, retournant ainsi la

tactique israélienne à l'avantage des Égyptiens. Abdel Hakim Amer se laissa apparemment fléchir, puis convaincre. Il ordonna à la deuxième brigade de chars de la 4e division blindée de faire demi-tour et de se diriger à nouveau vers la passe de Khatmia, afin de tenter de reprendre le contrôle de Bir Gifgafa. Il accepta également de mettre un coup d'arrêt à la retraite des troupes égyptiennes. Il était toutefois trop tard ! Car au sein des grandes unités, la plupart des officiers avaient déjà pris la poudre d'escampette en direction du Canal. Plus personne n'était donc là pour transmettre les ordres à la troupe ! La moitié de la 6e division mécanisée se trouvait déjà près du Canal, tout comme la 141e brigade blindée indépendante. Le mouvement de retraite générale ne put donc pas être stoppé. Les troupes égyptiennes continuèrent à refluer, en plus ou moins bon ordre, vers le col de Mitla qui demeurait la route la plus directe pour rejoindre la rive occidentale du canal de Suez.

Aux abords du col de Mitla, la situation était justement en train de devenir de plus en plus confuse. Le col étant étroit, un véritable engorgement s'était créé et les colonnes de véhicules égyptiens ne parvenaient plus à avancer qu'au pas. C'est précisément à ce moment-là que survint le colonel Shadmi, à la tête d'une force symbolique de neuf « Centurion » qui en tractaient quatre autres, tombés en panne d'essence. Il était suivi de près par les restes de son bataillon d'infanterie mécanisé qui avait dû abandonner la moitié de ses « Halftrack » en route, pour cause de panne sèche. La percée avait été en effet si foudroyante que la logistique n'avait pas suivi et que la plupart des unités israéliennes se trouvait désormais à court de carburant. Peu après 18 heures, la petite *force du colonel Shadmi* se posta sur un promontoire surplombant l'entrée orientale du col, puis commença à ouvrir le feu sur le flot de véhicules égyptiens transitant imperturbablement à quelques centaines de mètres d'eux. Multipliant les coups au but, la route devint vite jonchée de carcasses fumantes, rendant encore plus difficile la progression de la colonne égyptienne. C'est précisément à cet instant que surgit l'aviation israélienne. Des vols de reconnaissance à haute altitude avaient en effet montré la formation de ce bouchon gigantesque. Les stratèges de la *Heyl Ha'Avir* avaient immédiatement réagi et avait ordonné à tous les avions de combat disponibles de se rendre sur place, afin de mitrailler et de bombarder cette concentration de véhicules blindés qui constituaient des cibles rêvées. En l'espace d'une demi-heure, 36 appareils israéliens déversèrent leurs

projectiles sur l'avant de la colonne, détruisant plus d'une centaine de chars et tuant plusieurs centaines d'Égyptiens. La nuit tombant, les avions durent rebrousser chemin pour regagner leurs bases. L'entrée du col n'était plus désormais qu'un amas de ferrailles calcinées et de rocs brisés par les explosions ; la circulation était durablement stoppée. Sans attendre, les Égyptiens se ressaisirent et tentèrent de contourner l'obstacle à la lumière de leurs phares... pour tomber sous les tirs précis des « Centurion » du colonel Shadmi. Aussitôt, la riposte s'organisa et le détachement israélien se retrouva rapidement encerclé. À 21 heures, Shadmi alerta le général Yoffé par radio et lui précisa que sa situation était devenue critique. Le général israélien ordonna immédiatement au colonel Sela de se porter à la rescousse de son camarade.

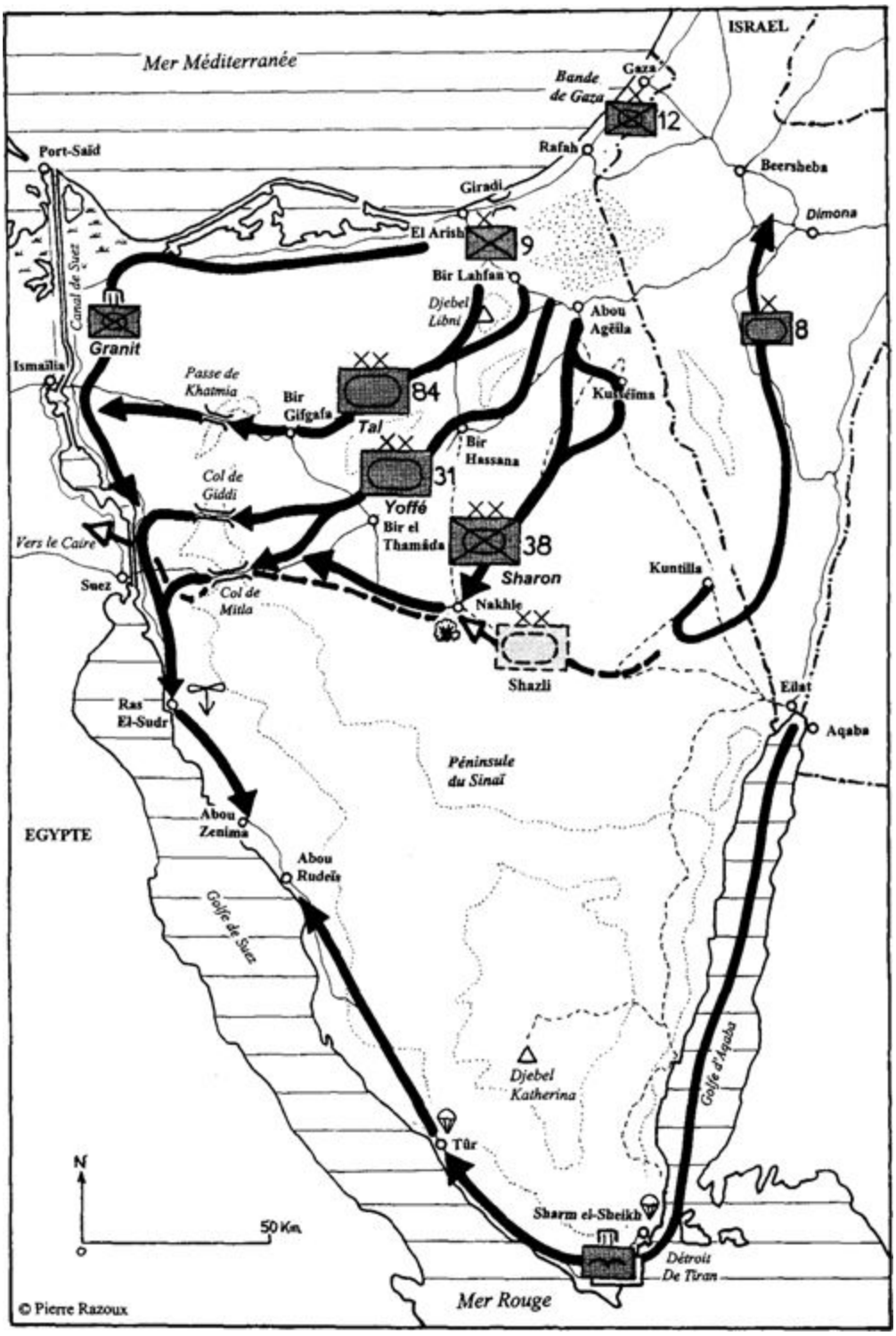
Alors qu'elle était en train de se réapprovisionner, la *520e brigade blindée* du colonel Sela fit mouvement vers le col de Mitla en suivant la piste principale fréquentée par des véhicules égyptiens cherchant à rejoindre ou contourner la route principale. En pleine nuit, le bataillon situé en tête de la brigade se trouva imbriqué dans un vaste convoi de blindés égyptiens, sans que les équipages de ces derniers n'aient réalisé avoir à faire à des chars israéliens. Soudain, le colonel Sela ordonna par radio à tous ses chars d'effectuer simultanément un virage à angle droit en direction du désert, puis de faire pivoter leur tourelle en direction de la route et d'allumer leurs phares de combat. Tous les véhicules demeurant sur la route devinrent des cibles de choix. En moins de cinq minutes, 31 chars T-54 furent détruits, sans perte du côté israélien. Ce problème réglé, la brigade israélienne continua sa progression en s'enquérant de la situation du colonel Shadmi. Ce dernier leur confirma que bien qu'encerclé et bientôt à court de munitions, il espérait pouvoir tenir jusqu'à l'aube. Le colonel Sela ordonna à ses troupes d'accélérer le mouvement, mais il tomba sur un vaste champ de mines qui le retarda plusieurs heures. Ce n'est qu'en début de matinée que sa brigade atteignit l'entrée du col de Mitla et releva le détachement du colonel Shadmi. Ce dernier avait perdu le tiers de ses hommes et 9 de ses chars sur 13, mais il avait tenu bon ! Entre temps, l'aviation israélienne était à nouveau entrée dans la danse et mitraillait sans interruption les colonnes de véhicules égyptiens qui s'entassaient dans le secteur. Les carcasses fumantes s'entassaient désormais par centaines et l'endroit fut surnommé « la route de la mort ». Démoralisés, les milliers de soldats égyptiens attendant de pouvoir franchir le col abandonnèrent leurs véhicules et s'éparpillèrent dans

la nature, tentant de rejoindre leurs lignes par leurs propres moyens. Le désert ocre se moucheta d'innombrables silhouettes vertes et brunes marchant péniblement au milieu de la rocaille et des dunes.

L'échec d'une contre-attaque égyptienne

Cette même nuit (7-8 juin) fut marquée par une autre bataille d'importance. À minuit, la brigade de chars qui avait reçu l'ordre, en fin d'après-midi, de retourner combattre dans le secteur de Bir Gifgafa, arriva aux abords de la passe de Khatmia et surprit les deux bataillons israéliens qui s'y étaient retranchés. Les 60 chars égyptiens T-55, appuyés par un bataillon de grenadiers voltigeurs, déboulèrent au milieu des 30 chars légers AMX-13 israéliens, eux-mêmes épaulés par la vingtaine d'« Halftrack » du bataillon d'infanterie motorisée de la *60e brigade blindée*. En l'espace de quelques minutes, les tankistes égyptiens détruisirent trois AMX-13 et enregistrèrent un coup au but sur l'un des « Halftrack ». Par un coup du sort, c'était celui qui faisait office de réserve à munitions. Son explosion provoqua la destruction de sept autres « Halftrack » et la mise hors de combat de deux nouveaux AMX-13 ! Les tankistes israéliens ne parvinrent pas à stopper l'élan de la brigade égyptienne, le canon de 75 mm de leurs AMX-13 ne pouvant rivaliser avec celui de 100 mm de leurs adversaires. Les témoignages de combattants ayant survécu à cet engagement racontent que les équipages d'AMX-13 avaient beau multiplier les coups au but contre les T-55 égyptiens, leurs obus ricochaient sur l'épais blindage de ces derniers. Vers deux heures du matin, après avoir perdu près de la moitié de ses effectifs, le détachement israélien se replia à toute allure en direction de Bir Gifgafa. Au même moment, les « Centurion » du *82e bataillon* de la *7e brigade blindée*, appelés en renforts, foncèrent à leur tour en direction de la passe de Khatmia pour barrer la route à la brigade blindée égyptienne. Les « Centurion » israéliens tombèrent à bras raccourcis sur les T-55 égyptiens. La bataille tourna cette fois à l'avantage des Israéliens. Peu avant l'aube, la brigade blindée égyptienne se replia en direction du canal de Suez, après avoir perdu 11 de ses chars. Les Israéliens étaient à nouveau maîtres de la passe de Khatmia.

Course-poursuite à travers le Sinaï (7-8 juin 1967)



Le général Shazli s'échappe de la nasse

Le général Sharon parvint aux abords de Nakhle le 8 juin, en matinée, pour tomber sur un cimetière d'éléphants d'un genre inhabituel : une

soixantaine de chars JS-III et de chasseurs de chars Su-100 gisaient là, abandonnés, mais apparemment en parfait état de marche ! Les Israéliens s'interrogèrent sur les raisons qui avaient poussé les Égyptiens à les abandonner sur place, intacts. Ces chars lourds s'étaient en fait ensablés et le commandant du détachement, le général de brigade Ahmed Abdel Nabi, déclara par la suite qu'après avoir reçu l'ordre de se replier, il n'avait pas voulu perdre de temps à tenter de désensabler ses chars immobilisés, de peur d'être fait prisonnier. Il avait également renoncé à les saborder de crainte que le bruit des explosions de grenades et de réservoirs n'attira l'attention des Israéliens. Retardé par cet épisode, Sharon atteignit Nakhle au moment même où le groupement blindé du général Shazli quittait cette localité, se repliant à toute allure en direction de l'ouest. Ni une, ni deux, le bouillant général israélien se lança dans une charge effrénée pour couper la route à l'arrière garde du groupement blindé égyptien. Une furieuse bataille de chars se développa pendant plus de quatre heures. La *14e brigade blindée* du colonel Zippori, épaulée par les paras du colonel Matt, étrilla les formations égyptiennes qui tentaient désespérément de s'échapper de cette nasse. Ariel Sharon dirigea lui-même la bataille depuis son « Halftrack » de commandement, n'hésitant pas à aller au contact de l'ennemi pour soutenir le moral de ses troupes. En milieu d'après-midi, le combat cessa faute de combattants : 700 Égyptiens avaient été tués ou blessés ; 5 000 autres s'étaient éparpillés et fuyaient désormais à travers un désert particulièrement inhospitalier ; 60 chars, 300 autres véhicules et 100 pièces d'artillerie lourde avaient été détruits. Les pertes étaient insignifiantes du côté israélien. Mais le général Shazli, qui se trouvait à l'avant-garde du groupement blindé, était parvenu à s'échapper. Slalomant à travers les débris de l'armée égyptienne en déroute, il parvint à se faufiler à travers le dispositif par des pistes contournant le col de Mitla et rejoignit le canal de Suez sans être inquiété [2] . La menace engendrée par la présence du groupement blindé Shazli ayant disparu, la *8e brigade blindée* du colonel Mendier reçut l'ordre de faire demi-tour et de foncer vers le nord d'Israël.

Les Israéliens atteignent le Canal

Dès le 7 juin, l'unité de reconnaissance du *groupement tactique Granit* avait atteint la berge du canal de Suez, au nord de Kantara. Alerté, Moshé Dayan avait immédiatement ordonné le repli de cette unité à vingt

kilomètres du Canal. Il craignait en effet que la présence d'une unité israélienne le long de cette voie d'eau stratégique ne vienne accroître la pression diplomatique à l'encontre de l'État hébreu, risquant d'imposer ainsi un cessez-le-feu immédiat. Or, *Tsahal* n'avait pas encore atteint tous ses objectifs.

Le lendemain, compte tenu de la tournure prise par les événements, Moshé Dayan autorisa le général Gavish à lancer une percée rapide et décisive destinée à prendre le contrôle de la rive orientale du Canal, mais aussi à s'emparer de la route côtière longeant la partie méridionale de la péninsule du Sinaï jusqu'à Sharm el-Sheikh. Au nord, le *groupement tactique Granit* atteignit Kantara en fin de matinée, après avoir difficilement bousculé une force mixte égyptienne composée de commandos et de blindés. Les photographies prises à cette occasion, montrant des soldats israéliens en train de se désaltérer le long du canal de Suez, firent alors le tour du monde. En fin d'après-midi, les blindés du colonel Granit firent leur jonction avec ceux de la *7e brigade blindée* du colonel Gonen, au niveau de Firdan. La progression de la *7e brigade* depuis la passe de Khatmia n'avait pas été une sinécure, car elle avait du faire face à de multiples embuscades le long de la route principale menant de Bir Gifgafa à Ismaïlia. Néanmoins, l'élan des tankistes israéliens avait été tel qu'ils avaient repoussé sans trop de difficulté leurs adversaires jusqu'aux abords d'Ismaïlia. Dans la foulée, pendant que le bataillon d'infanterie motorisée de la brigade prenait position face à Ismaïlia, chacun des deux autres bataillons blindés s'était dirigé vers le nord et vers le sud pour occuper la rive orientale, de Firdan jusqu'au Déversoir. Plus au sud, face aux cols de Giddi et de Mitla, les deux *brigades blindées* des colonels *Shadmi* et *Sela*, après s'être sommairement réorganisées, s'étaient ruées en direction du Canal, canonnant tout sur leur passage, contournant les nids de résistance et laissant le soin à l'infanterie de nettoyer ultérieurement ces positions. L'urgence était de s'emparer d'un maximum de territoire avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en cours de négociation à New York. Les « Centurion » du colonel Sela atteignirent le Canal près de Shaloufa pendant la nuit, tandis que ceux du colonel Shadmi parvinrent en face de Suez, peu avant l'aube.

Parallèlement, un escadron blindé, formé à la va vite de bric et de broc, fut envoyé dans l'après-midi le long de la route côtière, pour s'emparer du

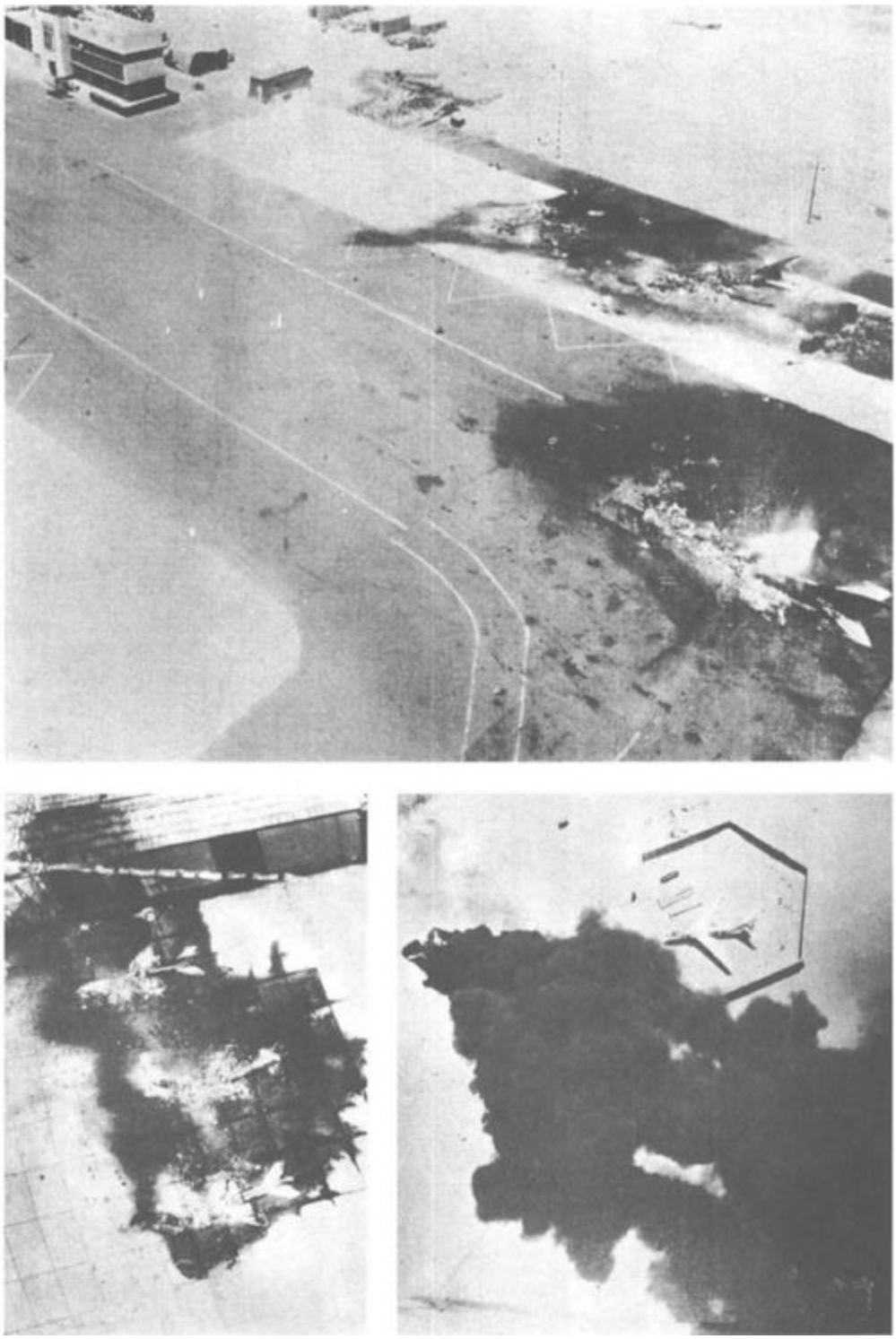
petit port de Ras el-Sudr, pendant qu'une unité de parachutistes israéliens était héliportée à proximité pour capturer les champs pétrolifères situés dans le secteur. Après avoir fait leur jonction, ces deux détachements foncèrent vers la localité d'Abou Zenima, à 90 kilomètres de là, atteignant cet objectif au milieu de la nuit. De leurs côtés, les parachutistes qui remontaient la route côtière en sens inverse, en provenance de Sharm el-Sheikh, s'emparèrent de Tûr en soirée. Ils poursuivirent ensuite en direction du nord jusqu'à Abou Rudeïs, faisant leur jonction le lendemain matin avec leurs camarades venant d'Abou Zenima.

Le cessez-le-feu et le retour des bérets bleus

Le 9 juin 1967 à 3 h 35 du matin (soit le 8 juin en soirée à New York), le cessez-le-feu devint effectif sur le front du Sinaï. Le général Gavish pouvait se targuer d'avoir remporté une grande victoire [3] . En comparaison des pertes subies par les Égyptiens, les siennes, bien que sensibles, apparurent dérisoires. Sans la décision fatidique et contestée du maréchal Amer d'ordonner la retraite générale, dès la fin du deuxième jour des combats, tout porte à croire que l'armée israélienne n'aurait pas été en mesure d'achever une telle victoire. Car en de multiples occasions, les Égyptiens démontrèrent qu'ils étaient capables de se battre efficacement. Même s'ils durent céder du terrain, ils infligèrent à leur adversaire des pertes bien réelles. En tout état de cause, il serait fallacieux de répandre l'idée selon laquelle, durant cette campagne, les Égyptiens préférèrent s'enfuir plutôt que combattre. L'analyse rigoureuse des engagements, de même que les témoignages recueillis, démontrent le contraire. Car même si le standard d'entraînement et la doctrine d'emploi des Égyptiens se révélèrent très inférieurs à ceux des Israéliens, ceux-ci firent preuve dans l'ensemble d'une réelle combativité et d'un authentique courage.

Le 9 juillet, un mois après la fin des combats, le Conseil de sécurité des Nations unies pria le général norvégien Odd Bull, chef d'état-major de l'ONUST (la force d'observateurs des Nations unies pour la surveillance de la trêve établie en 1949), de mettre en place, en accord avec les belligérants, l'installation de 90 observateurs des Nations unies dans le secteur du canal de Suez [4] . L'opération commença le 17 juillet et 15 postes d'observations furent mis en place : 7 du côté égyptien et 8 du côté occupé par Israël. Il fut entendu que les autorités égyptiennes continueraient d'assurer

l'approvisionnement et la sécurité des 15 navires de commerce immobilisés dans le Canal par suite des hostilités. Ces accords furent par la suite reconduits.



L'aviation égyptienne en grande partie détruite sur ses bas es.



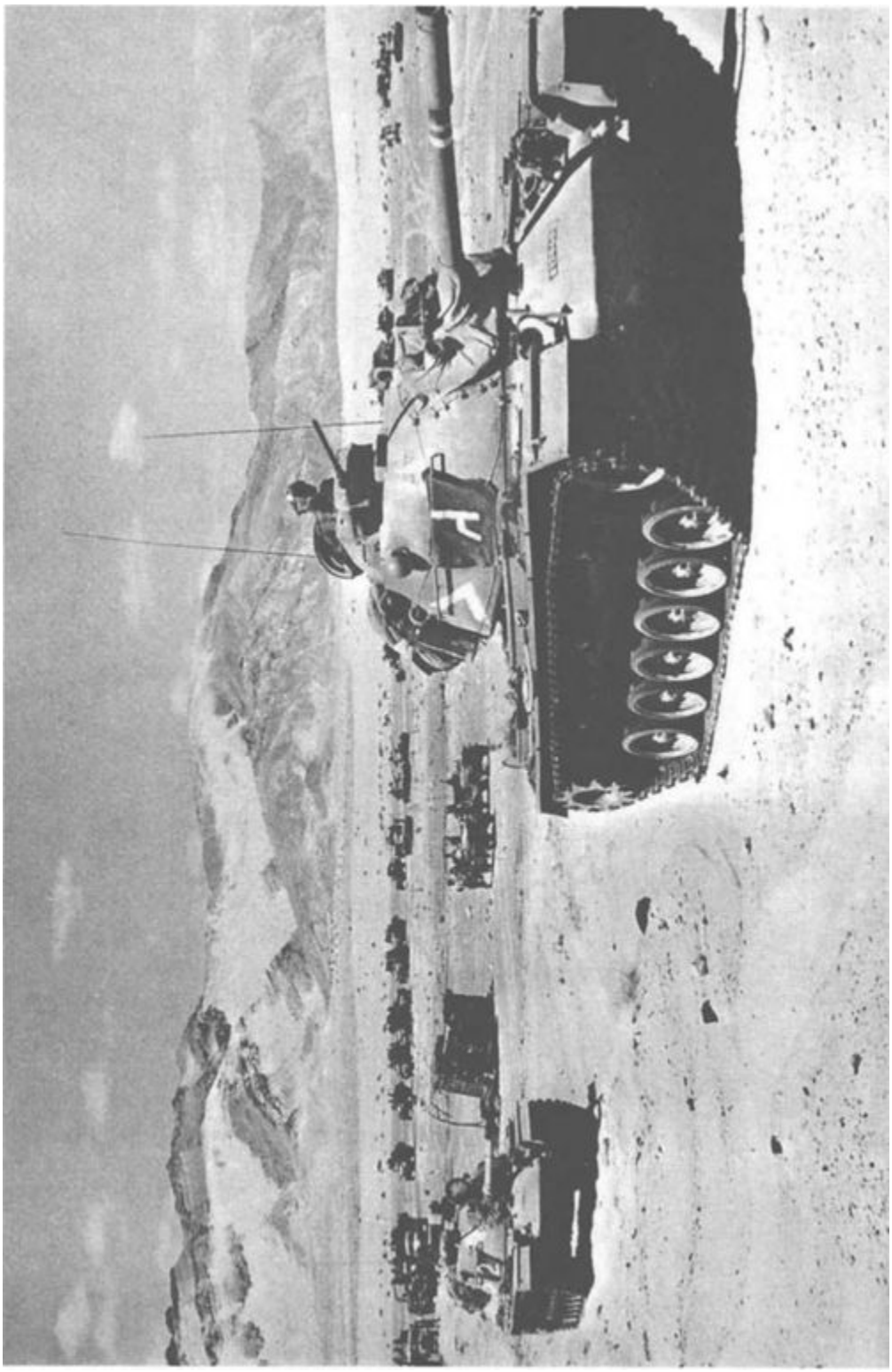
Un groupe de pilotes égyptiens accoudés à l'un des rares MiG-17 rescapés de l'offensive aérienne israélienne, (collection David Nicolle)



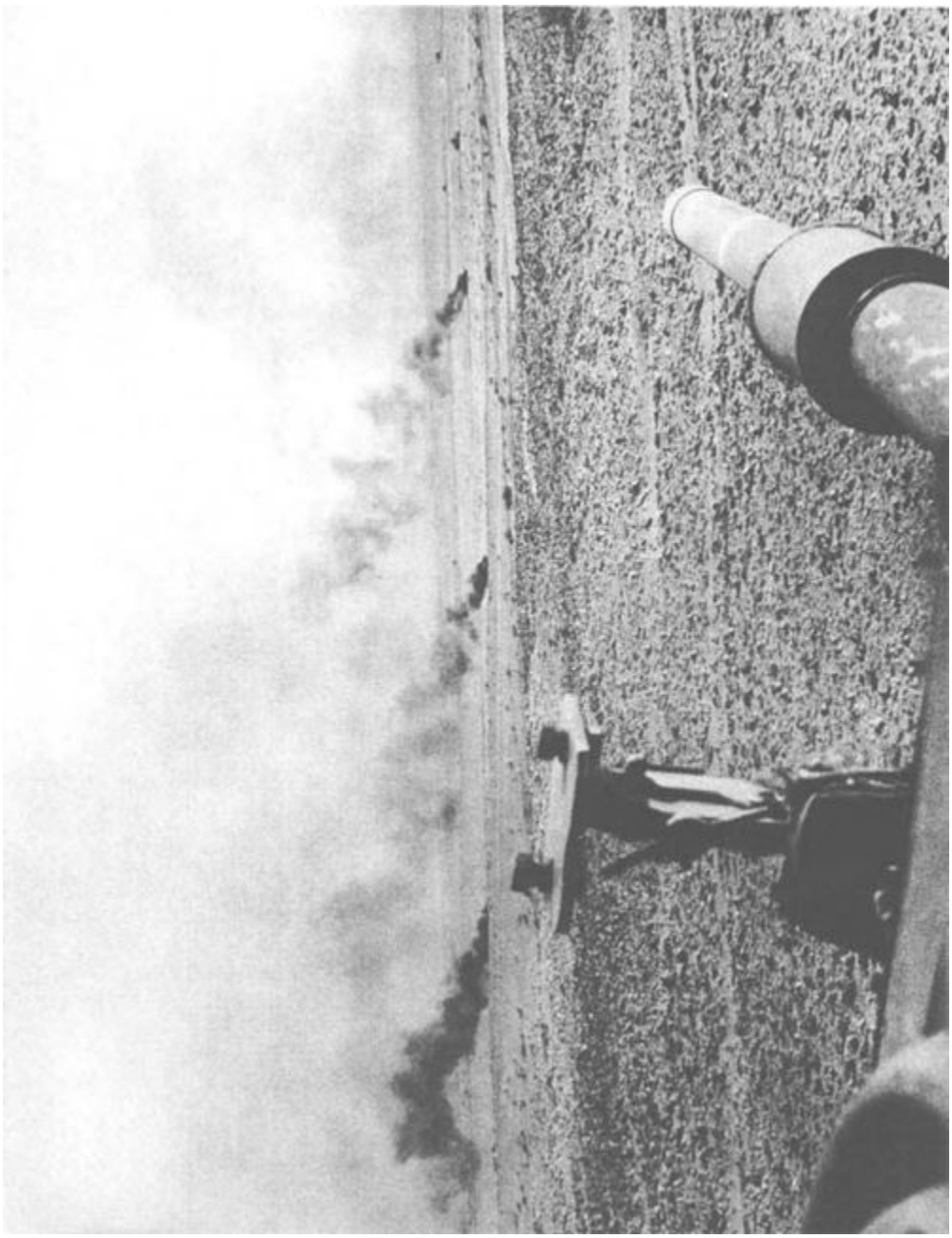
Un officier égyptien examine l'épave d'un chasseur bombardier israélien abattu par la DCA à proximité d'une base égyptienne, (collection David Nicolle)



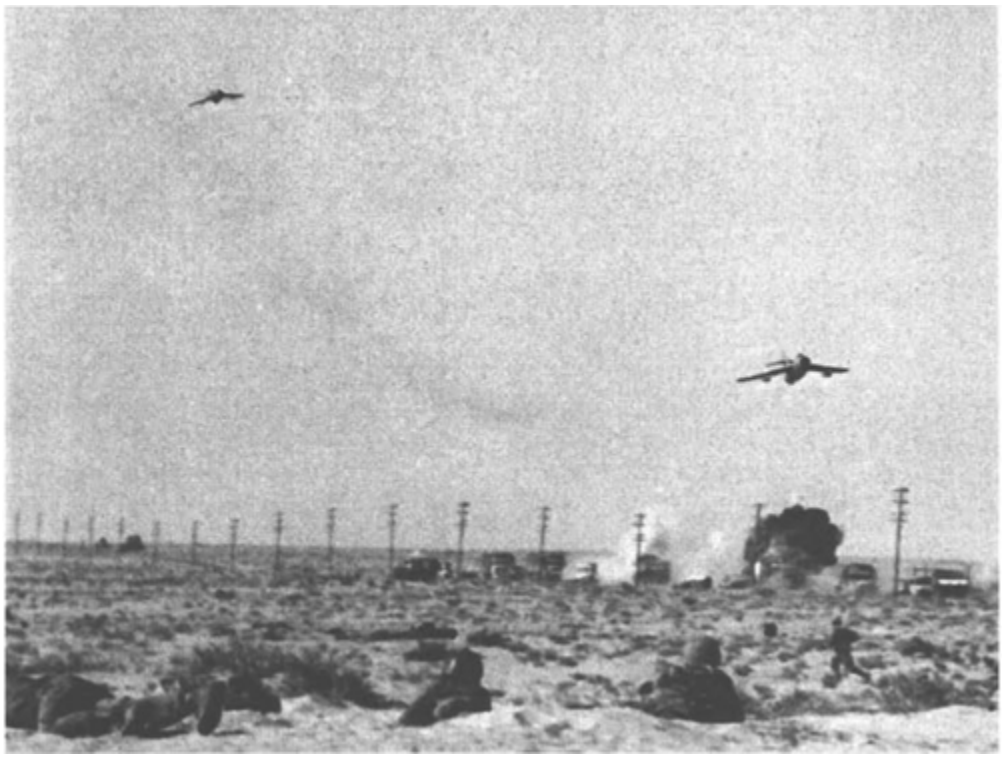
Combats de rue dans Gaza.



Blitzkieg dans le Sinaï : des chars « Patton » de la 7e brigade blindée israélienne bousculent les défenses égyptiennes à proximité des cols.



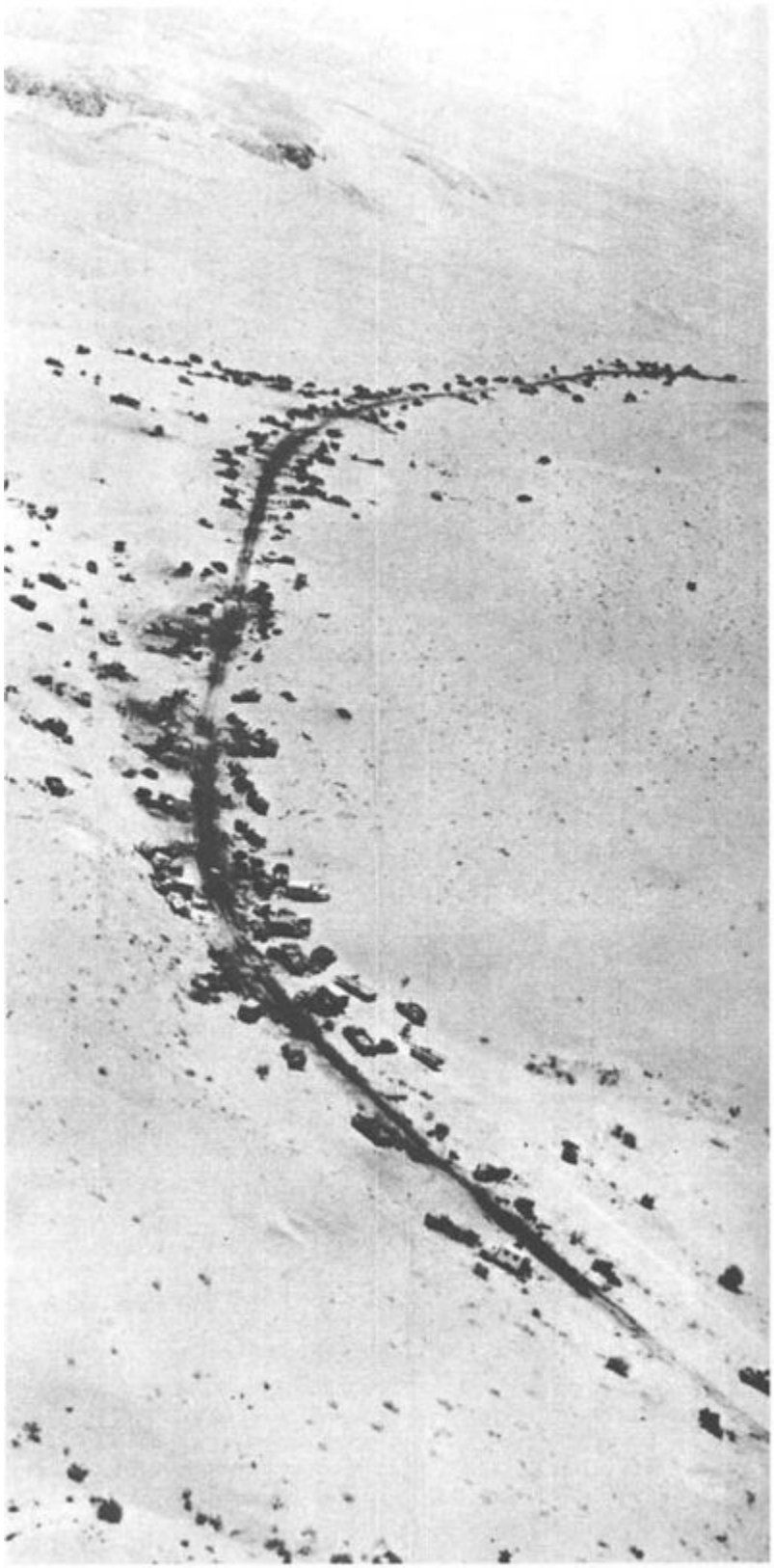
Vue imprenable sur le champ de bataille, depuis la tourelle d'un char israélien.



Baroud d'honneur : une paire de MiG-17 égyptiens mitraille une colonne motorisée israélienne à proximité du canal de Suez.



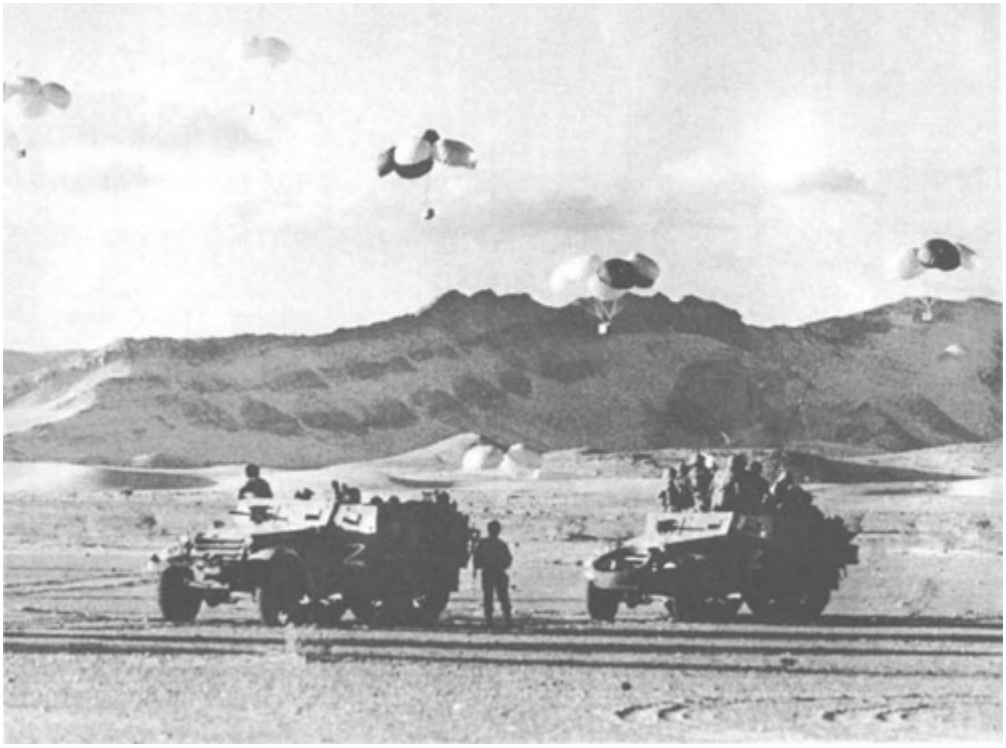
Un tandem redoutable : un chasseur bombardier « Vautour » survole à très basse altitude une colonne de chars « Centurion ».



Symbole de défaite : un amoncellement de carcasses égyptiennes calcinées le long de la route menant au col de Mitla.



Une patrouille israélienne sur les berges du canal de Suez.



Une coopération efficace : une unité mécanisée israélienne est ravitaillée par des « Noratlas » du 130e escadron de transport.

1 . Les soldats égyptiens déployés à Sharm el-Sheikh n'avaient pas d'autres ressources en eau potable que celles fournies par les camions citernes qui effectuaient chaque jour le trajet depuis les dépôts militaires situés beaucoup plus au nord, le long de la rive occidentale de la péninsule du Sinaï. La garnison égyptienne ne pouvait pas compter non plus sur l'installation de dessalement de l'eau de mer installée au profit des bérets bleus présents sur place avant eux, puisque ces derniers avaient reçu l'ordre de mettre cette installation hors d'état de fonctionner au moment de leur évacuation.

2 . Le général Saad el din Shazli, parachutiste et commando de formation, deviendrait ultérieurement le chef d'état-major de l'armée égyptienne et serait l'origine du redressement qui permettrait à celle-ci de mettre en difficulté l'armée israélienne, pendant la première phase de la guerre du Kippour, six ans plus tard.

3 . Pour un aperçu complet du bilan des opérations, *confer* chapitre 8.

4 . Ces 90 observateurs étaient de nationalités autrichienne, birmane, chilienne, finlandaise, française et suédoise.

CHAPITRE 5

La conquête de la Cisjordanie

En ce début de matinée du 5 juin 1967, assis près de son téléphone, le roi Hussein de Jordanie était perplexe et soucieux. Le général égyptien Abdoul Moneim Riadh, qui faisait office de chef des opérations au sein de l'état-major royal, de par sa fonction de responsable du commandement arabe uni, venait de lui apprendre que l'aviation israélienne était actuellement en train d'attaquer l'Égypte. Le roi Hussein s'attendait à cette nouvelle depuis deux jours, en fait depuis que l'ambassadeur de Turquie en poste à Amman avait sollicité une audience et lui avait appris qu'Israël s'apprêtait très probablement à lancer une attaque surprise contre l'Égypte. Après mûre réflexion, il avait répercuté l'information au général Riadh qui, après consultation avec Le Caire, lui avait répondu que tout était normal, et que les Égyptiens qui s'attendaient à une telle action depuis plusieurs semaines se tenaient prêts à riposter. Hussein avait pensé en son fort intérieur que les Égyptiens ne lui faisaient pas totalement confiance, mais qu'il était inutile d'être plus royaliste que le roi ! L'offensive israélienne était cependant devenue une réalité et le monarque jordanien se trouvait désormais face à ses responsabilités. La logique et la sagesse eurent commandé de ne rien faire et de se contenter de n'exercer qu'une pression militaire le long des frontières, afin de contraindre Israël à maintenir sur place plusieurs brigades, dont l'absence n'aurait pas manqué de se faire sentir sur les autres fronts. C'est l'attitude qui avait été la sienne en 1956, lors de la crise de Suez, et qui c'était finalement révélée un excellent calcul. C'est donc l'attitude à laquelle s'attendaient sans doute les Israéliens.

Une position ambiguë

Le contexte avait toutefois changé et la marge de manœuvre du jeune roi Hussein, qui venait tout juste de fêter ses 32 ans, s'était considérablement amoindrie. Depuis son accession au trône, quatorze ans auparavant, il avait dû batailler ferme pour faire taire l'aile gauchisante et pro-palestinienne de la société civile, qui lui reprochait d'adopter une politique trop proche des intérêts occidentaux et trop éloignée des intérêts de la nation arabe. Une attitude de prudente neutralité ne serait plus aujourd'hui comprise par sa population surexcitée par les discours enflammés de Nasser. Or, il venait tout juste de renouer avec ce dernier, après plus d'une décennie de brouille, établissant avec le président égyptien un traité formel d'assistance militaire qui s'était concrétisé par l'arrivée du général Riadh et par celle de deux régiments de commandos égyptiens prêts pour le combat. Ne rien faire, c'eut été prendre le risque de déclencher une guerre civile entre les Palestiniens réfugiés dans le royaume et l'armée royale, tout en sapant durablement la crédibilité du pays sur la scène arabo-musulmane. Car le roi était responsable de la garde de l'un des trois Lieux Saints de l'Islam : le Dôme du Rocher, à Jérusalem, sur l'esplanade de l'ancien temple juif qui abritait également la mosquée El-Aqsar. Hussein était intimement convaincu que son devoir moral le poussait à s'impliquer d'une manière ou d'une autre dans le conflit. Même s'il savait pertinemment que le président Nasser et le président syrien Atassi rêvaient de le renverser ; un attentat perpétré par les services secrets syriens n'avait-il pas ensanglanté les rues d'Amman deux semaines plus tôt ? Qui plus est, il se doutait que les Israéliens, qui n'avaient pas manqué d'agir en Cisjordanie pour combattre les *feddayin* palestiniens, pourraient être tentés de s'emparer cette fois-ci d'une partie de son territoire.

S'il lui semblait inéluctable de s'impliquer militairement, le roi Hussein ne souhaitait cependant pas le faire de manière inconsidérée. Car il ne pouvait se payer le luxe d'un conflit à outrance avec Israël. Le nombre de ses avions était très insuffisant. Son dispositif militaire était imparfait et répondait davantage à un impératif politique consistant à défendre chaque village de Cisjordanie. Suivant une stricte logique militaire, il aurait dû concentrer ses forces sur la ligne des crêtes, plus en retrait, en vue d'y établir une ligne de défense homogène et dissuasive. Il connaissait en outre les rivalités entre ses deux principaux généraux, Habis el-Majali et Nasir bin Jamil, de même que leur difficulté à endosser les ordres du général égyptien Riadh, moins gradé qu'eux.

Perdu dans ses réflexions, le roi Hussein reçut un nouveau coup de fil du général Riadh, l'informant que le maréchal Amer l'avait assuré que l'aviation israélienne avait été anéantie à 75 % dans sa tentative désespérée de s'en prendre à la glorieuse aviation du Raïs ! Hussein, rasséréné, s'en alla aussitôt rejoindre l'état-major royal pour superviser les mesures qu'il convenait de prendre. Dès son arrivée sur place, à 9 h 30, le roi Hussein s'entretint avec les généraux Riadh, el-Majali et bin Jamil, leur confirmant son intention de s'impliquer militairement dans le conflit. Il souligna néanmoins sa volonté de ne rien faire qui puisse constituer un « véritable » *casus belli* pour les Israéliens. Il fallait donc réagir militairement, mais d'une manière suffisamment prudente et modérée pour ne pas inciter les Israéliens à lancer une offensive terrestre contre le royaume. Le roi Hussein avalisa donc un plan d'opération n'impliquant que l'artillerie. Celle-ci serait chargée de bombarder quelques objectifs militaires symboliques, notamment les bases aériennes de Ramat David et Lod, situées à portée des canons jordaniens de type « Long Tom ». Il était toutefois exclu d'avoir recours à l'aviation, du moins pour l'instant. Celle-ci devrait se maintenir en état d'alerte, au cas où... Quant aux forces terrestres, celles-ci devaient se tenir prêtes au combat, mais elles n'étaient autorisées à riposter qu'en cas de légitime défense. Des tirs d'armes légères se faisaient déjà entendre près de la ligne de cessez-le-feu. Les ordres furent retransmis immédiatement aux unités et à 11 h 20, l'artillerie jordanienne commença à bombarder de manière sporadique les bases aériennes de Lod et de Ramat David, de même que plusieurs casernes israéliennes situées dans le secteur de Jérusalem. Le roi était entre temps rentré au palais où il avait reçut un coup de téléphone du général norvégien Odd Bull, représentant de l'ONUST à Jérusalem, lui répercutant un message des autorités israéliennes l'assurant qu'elles n'attaqueraient pas la Jordanie si cette dernière se maintenait à l'écart des hostilités.

C'est précisément à ce moment que le général Riadh reçut un message du maréchal Amer lui intimant l'ordre d'ouvrir un nouveau front en Jordanie, avec ou sans l'accord du roi. Le commandant en chef des armées égyptiennes avait en effet reçu les premiers comptes rendu faisant état de l'ampleur de l'offensive israélienne, laissant présumer l'importance des pertes subies par sa propre aviation. Il était donc indispensable d'ouvrir un second front qui vienne soulager les Égyptiens de la pression militaire exercée à leur encontre. Le général Riadh mit donc en application son «

plan B » : une véritable provocation de nature à susciter la réaction des Israéliens, mais aussi celle de la communauté internationale. Rien ne permet de penser que le roi Hussein ait lui même ordonné ce qui allait suivre, mais il est certain qu'il fut mis au courant, puisque le général Riadh ne pouvait donner d'ordres formels aux unités jordaniennes sans passer par l'entremise des généraux el-Majali et bin Jamil. Ses mémoires restent en tout cas discrètes sur cet épisode. Mis devant le fait accompli, il est très probable qu'il en ait pris acte, manifestant cependant son mécontentement quant au choix du procédé utilisé.

Casus belli

À 13 h 00, un détachement du 8e bataillon de la 3e brigade d'infanterie « Roi Talal », déployée dans le secteur de Jérusalem, occupa l'enclave démilitarisée de la résidence de l'ancien gouverneur britannique (à l'époque du mandat exercé par la Grande-Bretagne sur la Palestine) qui abritait depuis 1949 le siège de la mission des Nations unies pour la surveillance de la trêve (ONUST). Cette enclave, située à moins de deux kilomètres au sud de la Vieille Ville, était considérée comme un territoire neutre permettant aux représentants des deux camps de se rencontrer discrètement sans être amené à le reconnaître officiellement. Parallèlement, au moins 12 chasseurs bombardiers « Hunter » attaquèrent les aérodromes israéliens situés près de Natanya, Kfar Sirkin et Kfar Saba... pour les trouver vides d'appareils ennemis [1] ; tous les chasseurs bombardiers israéliens se trouvaient alors en vol !

Au sol, les bombardements s'amplifièrent, prenant désormais pour cible les faubourgs de Tel Aviv, et plusieurs équipes de saboteurs rattachées au 53e régiment de commandos égyptiens déployés dans le secteur de Ramallah, franchirent la frontière près de Latroun et s'infiltrèrent ostensiblement à l'intérieur du dispositif israélien. Les tirs de mitrailleuses et de mortiers se multiplièrent le long de la ligne de cessez-le-feu, dans le secteur de Jérusalem, et par un « malheureux concours de circonstances », plusieurs obus de mortiers explosèrent à proximité de la *Knesset,* le Parlement israélien, dans Jérusalem Ouest.

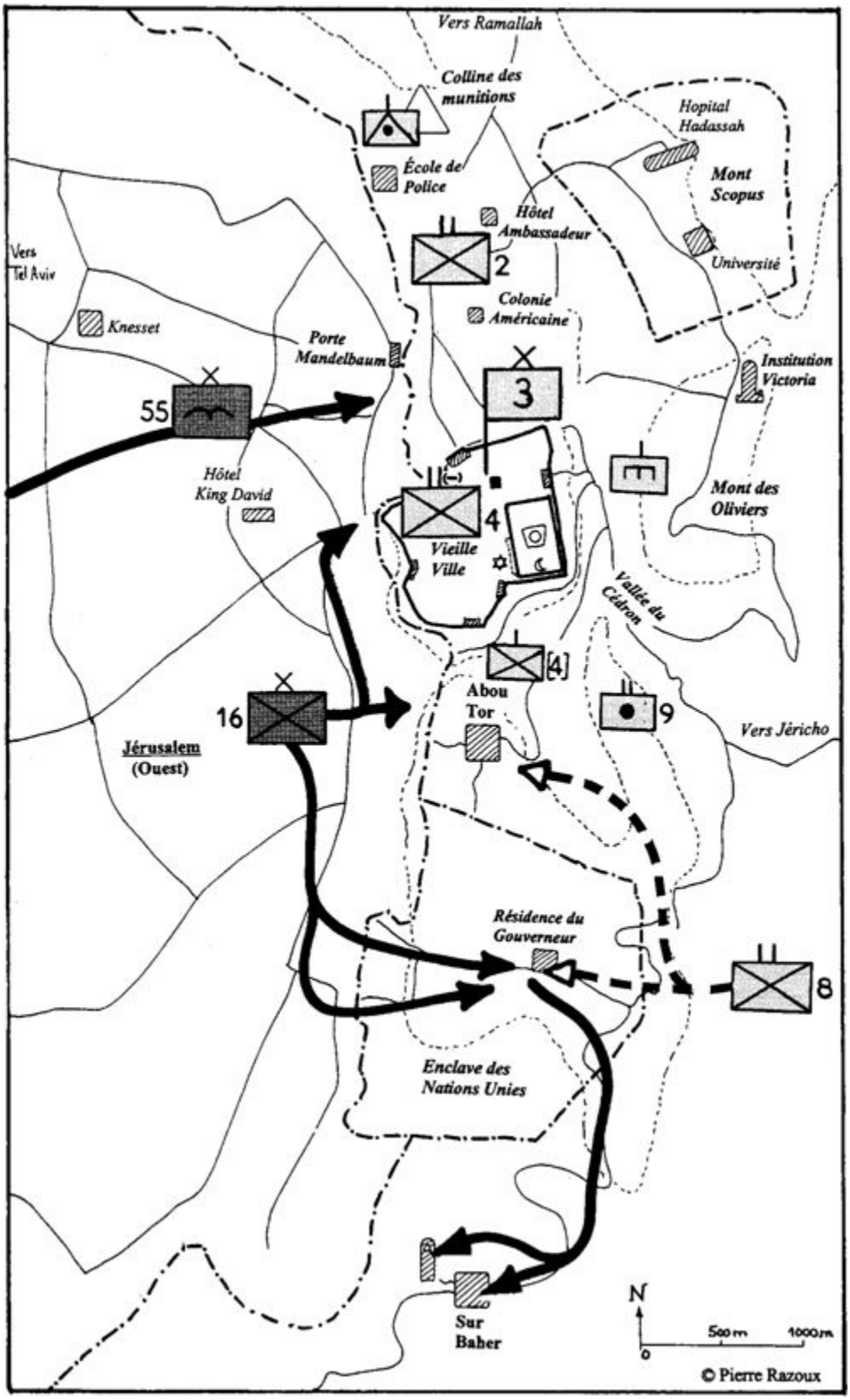
Le gouvernement israélien réagit immédiatement, saisissant le prétexte de l'occupation de l'enclave des Nations unies, tout comme celui des bombardements visant la capitale de l'État hébreu, pour déclarer qu'Israël

allait prendre les mesures nécessaires pour faire cesser l'agression jordanienne et rétablir « le respect de la souveraineté internationale » (sic !) sur l'enclave dévolue à l'ONUST. De fait, la réaction n'allait pas tarder à survenir. A 14 heures, l'un des bataillons de la *16e brigade d'infanterie « Etzioni »* du colonel Amitaï, basée à Jérusalem depuis la fin de la guerre d'indépendance, reçut l'ordre de monter à l'assaut de la « résidence du gouverneur ». Il serait appuyé par un escadron de chars « Sherman ». Simultanément, un autre bataillon de fantassins de cette même *16e brigade* se vit confier la tâche de s'emparer du village de Sur Baher, situé un kilomètre plus au sud, dont le clocher permettait d'observer l'ensemble du secteur. À 16 heures, les deux positions étaient sous contrôle israélien. La prise de la « résidence du gouverneur » avait toutefois coûté aux Israéliens deux « Sherman », trois « Halftrack » et une quinzaine d'hommes. En s'emparant de ces positions, le général Ouzi Narkiss, commandant le front centre, avait fait coup double : outre un premier succès tactique présumant bien de la suite des opérations, il venait de prendre le contrôle de deux positions clés surplombant la route principale menant à Hébron. Il était ainsi en mesure d'isoler facilement la 29e brigade d'infanterie jordanienne « Hittin » qui se trouvait retranchée dans cette ville. De son côté, la *Heyl Ha 'Avir* venait tout juste de clouer au sol l'aviation jordanienne. Elle put dès lors se focaliser sur la désorganisation des lignes arrières adverses : attaque du quartier général avancé à Jéricho, destruction des lignes téléphoniques et harcèlement des colonnes blindées envoyées en renfort.

Ouzi Narkiss devait maintenant réfléchir soigneusement à la suite des opérations. Le plan d'action avait été élaboré de longue date, mais encore convenait-il de le mettre en œuvre efficacement. Car l'état-major général situé à Tel Aviv était tellement occupé à superviser le développement de l'offensive terrestre dans le Sinaï et à coordonner les nombreuses et complexes missions aériennes, qu'il lui avait totalement délégué la conduite des opérations sur le front de Cisjordanie. Le plan du général Narkiss était en fait simple : il visait à encercler totalement Jérusalem, afin d'être en mesure de s'emparer de la Ville Sainte dans les meilleures conditions possibles, puis de poursuivre jusqu'à Hébron. Sa priorité consistait toutefois à protéger l'enclave du Mont Scopus, sous contrôle israélien depuis la fin de la guerre d'indépendance, qui dominait la Vieille Ville au nord-est et se trouvait en plein secteur jordanien. Au terme de la convention d'armistice signée à l'époque, un convoi israélien escorté par les Nations unies était

autorisé à ravitailler cette enclave tous les quinze jours, procédant au passage à la relève des 120 « policiers » chargés de protéger la position. Le général Narkiss devait enfin et surtout assurer la défense de l'étroit corridor reliant Jérusalem à Tel Aviv. Pour ce faire, il savait pouvoir compter sur trois unités de choc : la *4e brigade d'infanterie « Kiryati »* du colonel Yotvat, déployée face au saillant de Latroun, la *10e brigade mécanisée « Harel »* du colonel Ben-Ari, cantonnée à l'est de Tel Aviv, et la *55e brigade parachutiste* du colonel Gour, cantonnée à Rehovot, à proximité de la base aérienne de Lod. Dès le début de l'après-midi, lorsqu'il était apparu que la Jordanie serait impliquée dans les hostilités, les commandants de ces deux dernières brigades avaient reçu l'ordre de faire mouvement en direction de Jérusalem. Le colonel Gour avait toutefois reçu la consigne de laisser sur place un de ses bataillons, afin que celui-ci puisse, le cas échéant, participer à une opération aéroportée sur El-Arish. Mais en soirée, lorsque cette opération fut annulée [2] , ce bataillon put rejoindre le reste de la brigade qui était entre-temps arrivée à Jérusalem.

La situation tactique autour de Jérusalem (5 juin 1967)


Vers Ramallah
Colline des munitions
Hopital Hadassah
École de Police
Mont Scopus
Hôtel Ambassadeur
2
Vers Tel Aviv
Université
Colonie Américaine
Knesset
Porte Mandelbaum
Institution Victoria
55
3
Hôtel King David
Mont des Oliviers
4
Vieille Ville
Vallée du Cédron
[4]
Abou Tor
16
9
Vers Jéricho
Jérusalem (Ouest)
Résidence du Gouverneur
8
Enclave des Nations Unies
Sur Baher
N
0
500 m
1000 m
© Pierre Razoux

Cafouillage du côté jordanien

En fin d'après-midi, confronté aux contre-attaques menées par la brigade « Etzioni » et constatant l'arrivée d'importants renforts israéliens, le colonel Atta Ali, commandant la brigade jordanienne « Roi Talal » en charge du secteur de Jérusalem, supplia frénétiquement l'état-major royal de lui faire parvenir des renforts ; l'idéal serait qu'il puisse compter sur l'appui de la 27e brigade d'infanterie, déployée dans le secteur de Jéricho, mais aussi et surtout sur celui de l'une des deux brigades blindées maintenues en réserve près des ponts du Jourdain. Optimiste, le général Amer Khammash, chef d'état-major, lui répondit que cela ne devait pas poser de problème. Deux bataillons de la 27e brigade d'infanterie « Imam Ali » étaient sur le point de se mettre en route pour le rejoindre, suivis dans la foulée par les chars « Patton » de la 60e brigade blindée stationnée près du pont Allenby. Tout content, le colonel Atta Ali réorganisa son dispositif en conséquence et planifia les opérations qu'il pourrait lancer dès le lendemain matin. Mais ne voyant rien arriver, il appela à nouveau l'état-major pour s'entendre dire que les plans avaient été modifiés. Sur requête expresse du maréchal Amer, le général Riadh avait ordonné à la 60e brigade blindée d'ignorer Jérusalem et de faire route vers Hébron. Le généralissime égyptien craignait en effet une offensive israélienne en direction d'Hébron ! La 40e brigade blindée, qui gardait jusque-là le pont de Damyia, avait en outre reçu l'ordre de prendre position près du pont Allenby, afin d'y remplacer la 60e brigade. Pour corser le tout, les deux bataillons détachés de la 27e brigade d'infanterie progressaient certes vers Jérusalem, le long de la route sinueuse slalomant à travers les collines ocres et rocailleuses du désert de Judée, mais ils étaient soumis à de violents bombardements aériens. Immobilisés sur place, ils tentaient de se mettre à l'abri pour échapper aux tirs précis des pilotes israéliens. Ils ne pourraient certainement pas parvenir à destination avant le lendemain matin, dans le meilleur des cas. Le colonel Atta Ali, bien que profondément discipliné, dut modifier à nouveau son dispositif et ne put s'empêcher de s'interroger sur le bien fondé de l'alliance égyptienne... D'autant qu'en fin de soirée, le général Riadh changea d'avis et ordonna aux deux brigades blindées de retourner sur leurs positions initiales ! Les tankistes jordaniens, formés à la rigoureuse école britannique, n'en croyaient plus leurs oreilles ! Qui plus est, à force de se déplacer dans un

sens, puis dans l'autre, ils n'allaient pas tarder à attirer l'attention de l'aviation israélienne, ce qu'ils redoutaient le plus.

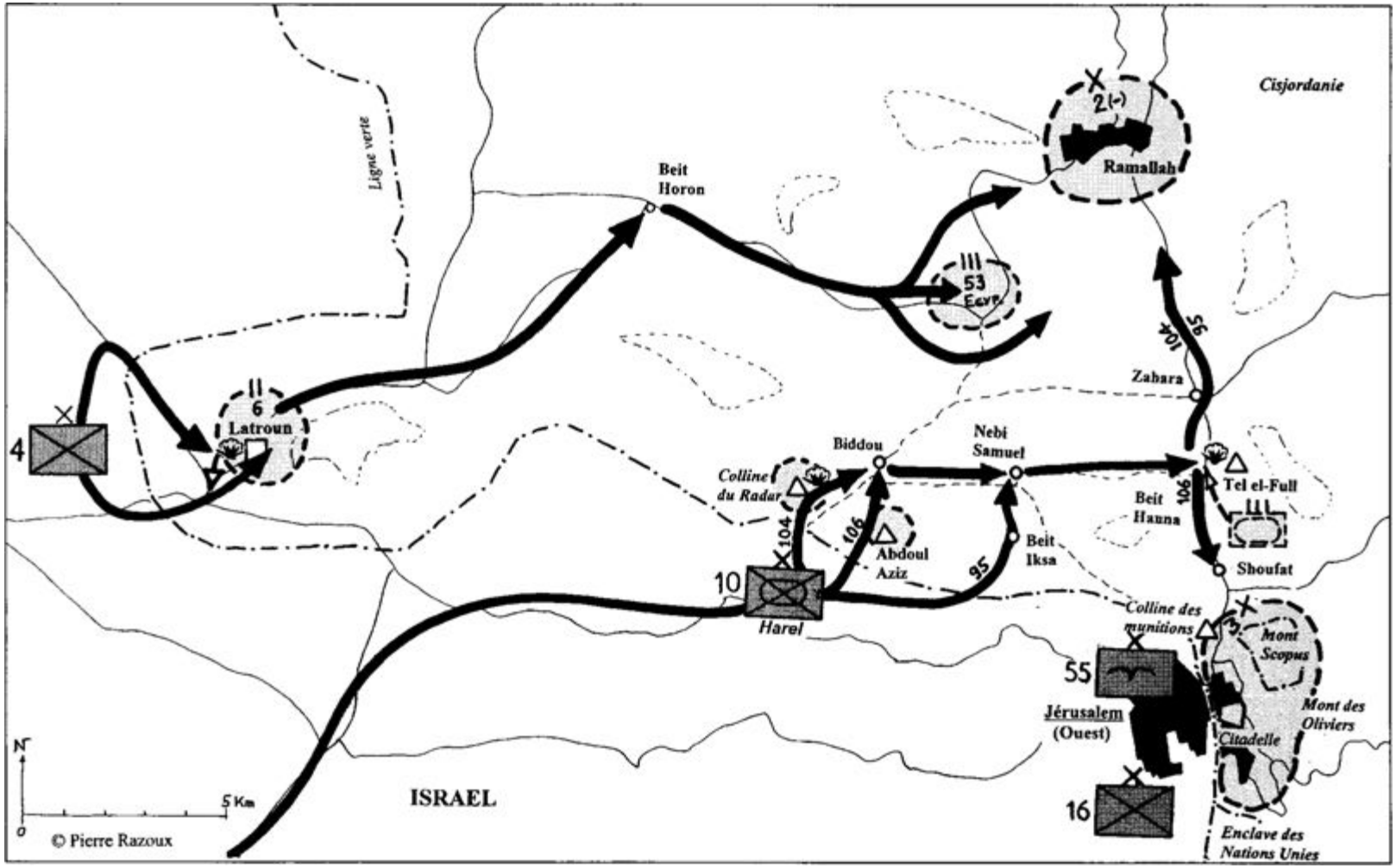
Percée israélienne en direction de Ramallah

À 17 heures, la *brigade mécanisée « Harel »* quitta la route menant à Jérusalem et obliqua en direction du nord, afin d'entamer une vaste manœuvre en profondeur destinée à couper Jérusalem de la route stratégique menant à Ramallah, puis à Naplouse. Appuyée par l'ensemble des moyens disponibles du génie, elle franchit la ligne de cessez-le-feu et entama sa progression en territoire ennemi. Après s'être emparée sans difficulté du village de Sheikh Abdoul Aziz, elle se heurta à son premier obstacle sérieux : la « colline du Radar ». Ce promontoire surplombant l'ensemble du secteur avait été baptisé de la sorte, car au temps du Mandat, les Britanniques y avaient installé une importante station radar. Il n'y avait plus aujourd'hui qu'un détachement de soldats jordaniens appartenant à la 2e brigade d'infanterie « Hashimi ». Ceux-ci, dominant l'étroite route serpentant à travers les collines, parvinrent à mettre hors de combat deux « Super Sherman » à coup de roquettes antichars. Rapidement encerclés, ils préférèrent toutefois se replier avant l'assaut israélien. Alors que la nuit tombait, la *brigade « Harel »* put reprendre sa progression jusqu'au village de Biddou, dans lequel s'était retranché une compagnie d'infanterie jordanienne. Essuyant des tirs de mortiers et de roquettes antichars, le colonel Ben-Ari décida de prendre le village en tenaille. Il lui fallut deux assauts successifs pour finalement s'en emparer vers 4 heures du matin. L'avant-garde de la *brigade « Harel »* fonça aussitôt plein est pour occuper, sans difficulté, la localité de Nebi Samuel avant le lever du jour.

Entre-temps, plus à l'ouest, la *4e brigade d'infanterie « Kiryati »* avait elle aussi entamé sa progression en direction de Ramallah. A la tombée de la nuit, le colonel Yotvat avait mobilisé l'essentiel de sa brigade pour tenter de s'emparer du saillant de Latroun où se trouvait retranché le 6e bataillon de la brigade « Hashimi », renforcé par une poignée de chars « Patton » bien embossés, et appuyé par le bataillon d'artillerie de la brigade. Dans un premier temps, les Jordaniens laissèrent pénétrer au cœur de leur dispositif l'escadron de chars « Sherman » que les Israéliens avaient envoyé en éclairage, avant d'ouvrir brutalement le feu, déclenchant une bataille rangée qui dura toute la nuit. Assauts et contre-attaques se multiplièrent, sans que

le colonel Yotvat parvint à déloger ses adversaires. Ce n'est qu'à l'aube du 6 juin, appuyés par l'aviation et par un bataillon d'artillerie dépêché en renfort pendant la nuit, qu'il fut en mesure de progresser et d'encercler la position. En fin de matinée, il se rendit maître du monastère de Latroun. Les pertes avaient été lourdes des deux côtés. Les Jordaniens s'étaient finalement éparpillés à travers les collines. La prise de ce saillant fut importante, car elle permit aux Israéliens d'utiliser à nouveau la route principale menant à Jérusalem ; celle-ci était jusque-là sous le feux des troupes jordaniennes cantonnées à Latroun. Le ravitaillement logistique de la Ville Sainte allait en être grandement facilité. Voyant ses réservistes harassés, le colonel Yotvat leur accorda quelques heures de repos. Puis, il poursuivit jusqu'à Beit Horon qui avait, entre temps, été évacué par les Jordaniens. La route menant à Ramallah par l'ouest lui était désormais ouverte.

Percée israélienne vers Ramallah (5-6 juin 1967)


Cisjordanie
Ligne verte
Beit Horon
2(-)
Ramallah
III 53 Egyp.
104
95
Zahara
4
II 6 Latroun
Biddou
Nebi Samuel
Colline du Radar
104
106
Abdoul Aziz
Beit Iksa
95
Beit Hanna
106
Tel el-Full
Shoufat
10
Harel
Colline des munitions
Mont Scopus
55
Jérusalem (Ouest)
Mont des Oliviers
Citadelle
16
Enclave des Nations Unies
ISRAEL
N
5 Km
0
© Pierre Razoux

La *brigade « Harel »* n'avait de son côté pas ralenti le tempo de ses opérations. Dès l'aube, le colonel Ben-Ari avait envoyé son avant-garde occuper le promontoire de Tel el-Full, surplombant la route menant de Jérusalem à Ramallah. Le détachement israélien constitué d'un bataillon de fantassins portés, appuyé par les « Centurion » du *41e escadron blindé de reconnaissance*, tomba sur une trentaine de chars « Patton » de la 60e brigade blindée jordanienne. Ces derniers regagnaient leur cantonnement de Jéricho après la valse hésitation de la nuit. Une furieuse bataille de chars s'engagea aussitôt. Les Jeeps israéliennes équipées de canons sans-recul et de lance-roquettes cavalcadèrent à toute allure autour des chars jordaniens, semant la confusion au sein du dispositif adverse. Les « Centurion » israéliens, qui s'étaient entre-temps repliés derrière une ligne de crête, pilonnèrent les positions ennemies. Moins d'une demi-heure après le début de l'engagement, les Jordaniens refluèrent en laissant six chars sur le terrain. Les Israéliens les poursuivirent brièvement, le temps d'occuper le carrefour de Beit Hanna. Pendant que les fantassins se retranchaient sur cette position, les « Centurion » repartirent en arrière pour faire leur jonction avec le reste de la brigade et s'emparer cette fois de Tel el-Full. Là, après s'être réapprovisionné, le colonel Ben-Ari scinda sa brigade en deux. Il envoya au nord, en direction de Ramallah, son *95e bataillon de chars* et son *104e bataillon d'infanterie motorisée*, tandis que le *41e escadron de chars* et le *106e bataillon d'infanterie motorisée* prirent la route du sud, en direction de Jérusalem. Ben-Ari resterait pour sa part à Tel el-Full pour coordonner l'action des deux colonnes.

L'encerclement de Jérusalem

C'est dans la nuit du 5 au 6 juin que le colonel Gour commença sa manœuvre d'encerclement de Jérusalem, en capturant les unes après les autres les collines dominant la Vieille Ville. La conquête préalable de ces hauteurs, notamment des clochers et tours construites à leur sommet, s'avérait d'autant plus nécessaire que Moshé Dayan avait donné des ordres très stricts : aucune arme lourde ne devrait être utilisée à l'intérieur de la Vieille Ville. Archéologue accompli, le ministre israélien de la défense ne souhaitait pas s'emparer d'un champ de ruines ! Dans ces conditions, toute idée d'assaut frontal par la porte de Jaffa ou la porte Neuve avait dû être écartée. Il faudrait prendre la Vieille Ville à revers par la porte de Damas, la

porte des Lions ou bien encore celle des Immondices. Au crépuscule, Mordéchaï Gour avait donc effectué une première mission de reconnaissance aux abords de la ville, avec ses officiers, afin que ceux-ci puissent se familiariser avec la nature particulière du terrain.

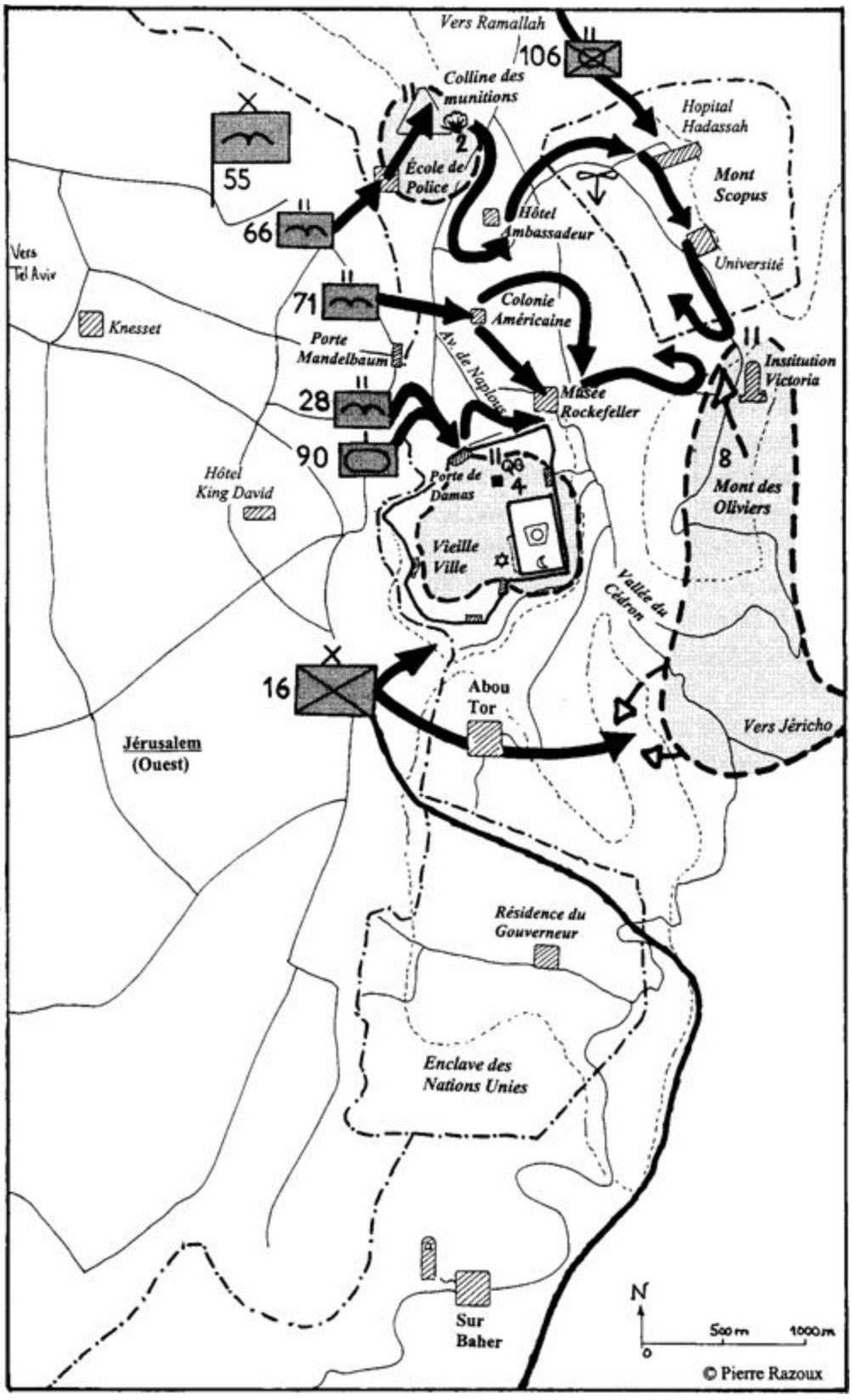
Afin de bénéficier de l'effet de surprise autant que faire ce peut, le colonel Gour avait prévu de passer à l'offensive vers 2 heures du matin. En fin de soirée, il avait regroupé sa *55e brigade* au nord-ouest de Jérusalem, dans la partie contrôlée par l'État hébreu, non loin de la porte Mandelbaum. Puis, il avait scindé ses forces en trois colonnes correspondant chacune à l'un de ses trois bataillons. Chacune d'entre elles progresserait suivant un axe globalement parallèle, orienté à l'est, puis au sud-est, mais visant des objectifs distincts. En cas d'urgence, chaque bataillon pourrait appuyer la progression des deux autres.

À 2 h 20, en pleine nuit, le *66e bataillon parachutiste* franchit la « Ligne verte » coupant Jérusalem en deux, à deux kilomètres au nord de la Vieille Ville. Il attaqua dans la foulée la position fortifiée connue sous le nom d'« École de Police ». Une compagnie renforcée du 2e bataillon jordanien d'infanterie y était solidement retranché. L'assaut fut violent et sans quartier. Bénéficiant de l'appui de tirs de mortiers, tolérés par Moshé Dayan dans un rayon supérieur à 500 mètres au-delà des remparts délimitant la Vieille Ville, les paras israéliens emportèrent la position en moins d'une demi-heure. Parallèlement, une quarantaine de leurs camarades furent héliportés aux abords du Mont Scopus, afin de prendre le contrôle de la route principale permettant d'y accéder. Les Israéliens eurent recours à cette occasion aux puissants projecteurs installés au sommet de certains immeubles [3] , afin d'éclairer brièvement la zone permettant le poser d'assaut des quatre hélicoptères.

Après s'être assurés des abords de l'« École de Police », les paras du *66e bataillon* se dirigèrent vers la « Colline des Munitions », un promontoire commandant l'accès du Mont Scopus. Rapidement, les paras israéliens découvrirent que cette position avait été transformée en un véritable camp retranché par les Jordaniens. La position était tenue par deux compagnies renforcées du 2e bataillon d'infanterie, qui disposaient de plusieurs mortiers lourds et mitrailleuses de gros calibre, l'ensemble protégé par quatre tranchées successives elles-mêmes défendues par un vaste réseau de bunkers entourés de fils de fer barbelés et de mines. Bref, un cas d'école !

À 3 heures, les paras israéliens se ruèrent à l'assaut de la position. Les premières tentatives furent rapidement repoussées. Le commandant de bataillon demanda alors un appui massif de tirs de mortiers et appela à la rescousse le colonel Gour, commandant la brigade, afin que celui-ci supervise personnellement l'assaut. Survoltés, les paras israéliens repartirent à l'attaque, sans plus s'arrêter cette fois, emportant les nids de résistance les uns après les autres. Les combats se transformèrent en une succession d'âpres corps à corps. Les bérets rouges franchirent les tranchées les unes après les autres, n'hésitant pas à se jeter sur les réseaux de barbelés, afin de permettre à leur camarade de progresser vers le sommet. Peu après l'aube, les paras parvinrent au sommet de la « Colline des Munitions » qui était désormais sous leur contrôle. Mais à quel prix ! La totalité des 300 Jordaniens retranchés sur la position avaient été tués, ou faits prisonniers après avoir été blessés. De leur côté, les Israéliens avaient eu 21 morts et 150 blessés, dont une vingtaine décéderait rapidement des suites de leurs blessures. Plus de la moitié du bataillon se trouvait hors de combat. La quasi totalité des officiers engagés avait été tués ou blessés. Pour une fois, et vue l'importance de la tâche qui l'attendait encore, le colonel Gour était resté en arrière... Dans ses mémoires, Moshé Dayan écrivit que « *la bataille pour le contrôle de la Colline des Munitions fut la plus dure de toute la guerre contre les Jordaniens. Non seulement la difficulté de l'opération et le très lourd prix payé, mais l'héroïsme déployé par chacun des combattants dans chacun des deux camps ont rendu cet engagement inoubliable et lui assurent à jamais une place dans les annales militaires d'Israël* » [4] .

L'encerclement de Jérusalem (6 juin 1967)


Vers Ramallah
106
Colline des munitions
2
Hopital Hadassah
55
École de Police
Mont Scopus
66
Hôtel Ambassadeur
Vers Tel Aviv
Université
71
Colonie Américaine
Knesset
Porte Mandelbaum
Av. de Naplouse
Institution Victoria
28
Musée Rockefeller
90
Porte de Damas
4
8
Hôtel King David
Mont des Oliviers
Vieille Ville
Vallée du Cédron
16
Abou Tor
Vers Jéricho
Jérusalem (Ouest)
Résidence du Gouverneur
Enclave des Nations Unies
Sur Baher
N
500 m
1000 m
0
© Pierre Razoux

Totalement désorganisé, le *66e bataillon* passa le reste de la matinée à panser ses plaies et évacuer ses morts et ses blessés. Un détachement de paras valides avait toutefois rétabli la jonction avec les troupes héliportées sur le Mont Scopus, après un bref crochet pour s'emparer de l'hôtel « Ambassadeur », dont le toit élevé pouvait servir de refuge à d'éventuels tireurs d'élite jordaniens. En début d'après-midi, ce qui restait du bataillon rejoignit le Mont Scopus.

Entre temps, les deux autres bataillons du colonel Gour n'avaient pas perdu leur temps. Au moment même où leurs camarades du *66e bataillon* s'emparaient de l'« École de Police », les paras du *71e bataillon* étaient en train de progresser vers la « Colonie Américaine », nettoyant au passage quelques points de résistance. Il leur fallut plus d'une heure de prudente progression pour parvenir à l'entrée de cette position. Là encore, les bérets rouges se heurtèrent à la résistance acharnée des soldats jordaniens, appartenant cette fois au 4e bataillon d'infanterie de la brigade «Roi Talal ». Appuyés par des tirs de mortier précis, bénéficiant des projecteurs leur permettant d'éblouir leurs adversaires, ils parvinrent à repousser les Jordaniens vers le quartier est de Jérusalem. Peu avant l'aube, l'avant-garde du *71e bataillon* s'était emparé du musée Rockefeller, jouxtant la pointe nord-est des remparts entourant la Vieille Ville. Là, les paras avaient établi un véritable môle défensif qui devait leur permettre d'utiliser la position comme axe de gravité pour l'ensemble de leur dispositif. De son côté, le *28e bataillon*, appuyé par les « Sherman » du *90e escadron blindé de reconnaissance* [5] , avait franchi la « Ligne verte » un kilomètre au nord des remparts. Il avait ensuite obliqué vers le sud, pour tenter de rejoindre la porte de Damas. Progression difficile, car de nombreux obstacles antichars jonchaient l'avenue de Naplouse qui était la seule artère suffisamment large pour permettre le passage des chars israéliens. En outre, plusieurs escouades du 4e bataillon jordanien menèrent un combat de retardement efficace. Ce n'est qu'aux premières lueurs du jour que les « Sherman » parvinrent à l'entrée de la place donnant accès à la porte de Damas. Slalomant entre les palmiers, les chars israéliens prirent position de manière à appuyer la progression des parachutistes. Mais rapidement, plusieurs chars furent détruits. Les tirs croisés et précis de roquettes antichars en provenance des remparts et de bâtiments voisins les contraignirent à se replier. Ne souhaitant pas rester coincés dans les étroites venelles où ils

étaient particulièrement vulnérables, les tankistes décidèrent de rejoindre leurs camarades du *71e bataillon* postés autour du musée Rockefeller. De là, ils pourraient aisément grimper à l'assaut des deux dernières collines surplombant Jérusalem : celle abritant le mémorial dédié à la reine Victoria et le Mont des Oliviers. Les parachutistes du *28e bataillon* prirent quant à eux position à proximité du rempart nord, afin d'être en mesure d'interdire l'accès à la porte de Damas.

Les Jordaniens pris au piège

La situation du colonel Atta Ali était en train de se dégrader, et celui-ci s'en rendait parfaitement compte. Il ne lui restait plus que les 69 hommes du 2e bataillon, isolés au nord de Jérusalem au niveau du carrefour de Shoufat, les 500 survivants du 4e bataillon désormais repliés à l'intérieur de la Vieille Ville, et les 400 hommes du 8e bataillon éparpillés à l'extérieur de la Cité, sur la colline du mémorial Victoria, sur le Mont des Oliviers et sur la position retranchée d'Abou Tor, au sud de la citadelle, à quelques centaines de mètres de la porte de Sion. Plus une poignée de spécialistes du génie et des transmissions. Plusieurs centaines de ses hommes s'étaient éparpillées à l'issue des combats. S'il avait encore d'importantes réserves de munitions, le colonel Atta Ali n'avait plus en tout et pour tout que deux mortiers lourds déployés à l'intérieur de la Vieille Ville. Toutes ses autres pièces d'artillerie avaient été neutralisées par l'aviation adverse ! Fort heureusement, ses troupes contrôlaient encore une ultime route permettant de s'échapper de la nasse pour tenter de rejoindre Jéricho, en contournant le Mont de Oliviers et slalomant entre les villages arabes situés à l'est de Jérusalem.

Depuis son quartier général situé dans un vieux couvent arménien de la Via Dolorosa, le colonel Atta Ali contacta l'état-major pour l'informer de la situation et demander la conduite à tenir. Il en profita pour s'informer au passage de l'état des renforts qui n'étaient toujours pas arrivés. Ce qu'il apprit le peina profondément. Les colonnes de secours de la 27e brigade d'infanterie avaient été taillées en pièce par l'aviation israélienne. Depuis l'aube, la *Heyl Ha'Avir* s'était en effet déchaînée contre toute unité se déplaçant en Cisjordanie sans panneaux d'identification visibles, harcelant sans répit les colonnes de chars « Centurion » et « Patton » des 40e et 60e brigades blindées. La route menant à Hébron était désormais jonchée d'une quarantaine de carcasses calcinées de chars jordaniens. Et il y en avait

presque autant sur la route de Jéricho ! Inutile donc de compter sur le moindre renfort. D'autant plus que les deux brigades d'infanterie déployées à Hébron et Ramallah avaient reçu l'ordre strict de tenir fermement leurs positions. C'est cette consigne qui fut confirmée au colonel Atta Ali. Le roi avait en effet bon espoir qu'un cessez-le-feu soit imposé rapidement par le Conseil de sécurité des Nations unies, et il convenait de tenir le maximum de terrain jusque-là.

Pendant ce temps, les Israéliens avaient poursuivi leur progression. Au nord de Jérusalem, le *41e escadron de reconnaissance* et le *106e bataillon motorisé* de la *brigade « Harel »* venaient de culbuter les restes du 2e bataillon jordanien replié sur un promontoire proche du carrefour de Shoufat. Ces deux unités israéliennes occupèrent à leur tour le Mont Scopus, puis effectuèrent leur jonction avec les parachutistes de la *55e brigade* du colonel Gour, parachevant ainsi l'encerclement de Jérusalem par le nord. Au sud, les fantassins de la *16e brigade d'infanterie « Etzioni »* s'emparèrent, en fin d'après-midi, du village d'Abou Tor dans lequel environ cent Jordaniens étaient retranchés. Ces derniers se défendirent avec acharnement, provoquant des pertes sensibles dans les rangs israéliens. Mais lorsque le colonel Amitaï décida de poursuivre en direction du Mont des Oliviers, en longeant la vallée du Cédron, menaçant d'encercler totalement Jérusalem, ses troupes furent prises sous le feu des soldats jordaniens du 8e bataillon retranchés non loin de là. Le colonel Amitaï, soucieux de limiter ses pertes, estima plus prudent de se replier. Il pourrait toujours profiter de la nuit pour tenter de s'infiltrer à travers la vallée du Cédron et prendre à revers le Mont des Oliviers. En attendant, les Jordaniens avaient conservé le contrôle de la route de Jéricho.

C'est toutefois au nord que les Israéliens choisirent de faire porter leur effort principal. À 18 h 30, après avoir recueilli l'aval du général Narkiss, le colonel Gour lança une attaque destinée à s'emparer de la colline du « Mémorial Victoria ». Lancée depuis le Mont Scopus et le musée Rockefeller, cette action de vive force impliqua des éléments des *66e* , *71e* et *106e bataillons,* de même que les *41e* et *90e escadrons blindés.* Mal coordonnée, elle échoua. Les Jordaniens retranchés sur cette colline avaient fermement défendu leurs positions. Ils étaient en outre parvenus à détruire plusieurs chars adverses. Ce succès redonna un peu de baume au cœur du colonel Atta Ali. Celui-ci en avait bien besoin, car il venait d'apprendre que

la colonne de renforts que son ami le général Mouhaisin avait envoyé vers Jérusalem, en dépit des ordres reçus, venait tout juste d'être détruite par l'aviation israélienne. La nuit tomba et le colonel Atta Ali s'isola pour décider en son âme et conscience de la marche à suivre. Compte tenu du rapport de force et des positions occupées par ses adversaires, sa situation était intenable. Il pourrait au mieux tenir encore une journée. Mais parier sur un hypothétique cessez-le-feu avant cette échéance fatale, c'était sacrifier inutilement la vie de ses hommes. Il avait de toute façon combattu loyalement et honorablement. La logique militaire commandait donc de se replier tant qu'il en était encore temps. Car dès la matinée du lendemain, la route vers Jéricho serait très probablement coupée. La mort dans l'âme, le colonel Atta Ali envoya donc des estafettes à tous ses chefs d'unités pour les informer de sa décision de repli. La retraite devait s'effectuer à partir de 22 heures, dans la plus grande discrétion. Les volontaires qui souhaitaient « mourir en martyrs » étaient autorisés à rester à leur poste. Les ordres contenaient également le détail du plan d'évacuation. Dans la nuit du 6 au 7 juin, la quasi-totalité des troupes jordaniennes retranchées dans Jérusalem et ses abords immédiats évacuèrent leur position, sans qu'apparemment les Israéliens s'en aperçoivent.

Cette explication, qui reflète la « version officielle » véhiculée à la fois par les Israéliens et les Jordaniens, semble toutefois difficilement crédible. Comment imaginer que les Israéliens, qui scrutaient les moindres mouvements jordaniens, de jour comme de nuit, et qui venaient tout juste de lancer un assaut sur les positions jordaniennes, et qui de ce fait ne devaient pas manquer d'éléments de reconnaissance à proximité, aient pu laisser passer près de 800 combattants en armes accompagnés par quelques milliers d'habitants désireux d'échapper à l'emprise israélienne ? Surtout lorsque l'on connaît les lieux. L'hypothèse la plus plausible reste en fait la suivante. Le général Narkiss, soutenu par Moshé Dayan, voulait à tout prix s'emparer de la Vieille Ville. Peu importait en fait les moyens et les ruses utilisés pour y parvenir. Tant mieux si les Jordaniens quittaient la ville d'eux-mêmes, la victoire n'en serait que plus facile et les pertes limitées. Il n'est donc pas impossible que le général Narkiss ait négocié directement avec le colonel Atta Ali les modalités de son repli. Tout le monde était content ! Et ce n'est peut-être pas le fruit du hasard si la poursuite entamée par le colonel Yotvat, après sa prise d'Abou Tor, s'arrêta net ; tout comme il semble étrange que le colonel Gour n'ait pas tenté de poursuivre son

offensive en direction du Mont des Oliviers pendant la nuit, dans la foulée de son échec initial. Les combats de la matinée avaient pourtant démontré son caractère fonceur... Mais quoi qu'il en fut, il eut été inconvenant de laisser croire que les glorieux paras israéliens s'apprêtaient à s'emparer d'une ville déserte de combattants ! Cela aurait sans doute altéré le prestige et la valeur hautement symbolique de la conquête de la Ville Sainte !

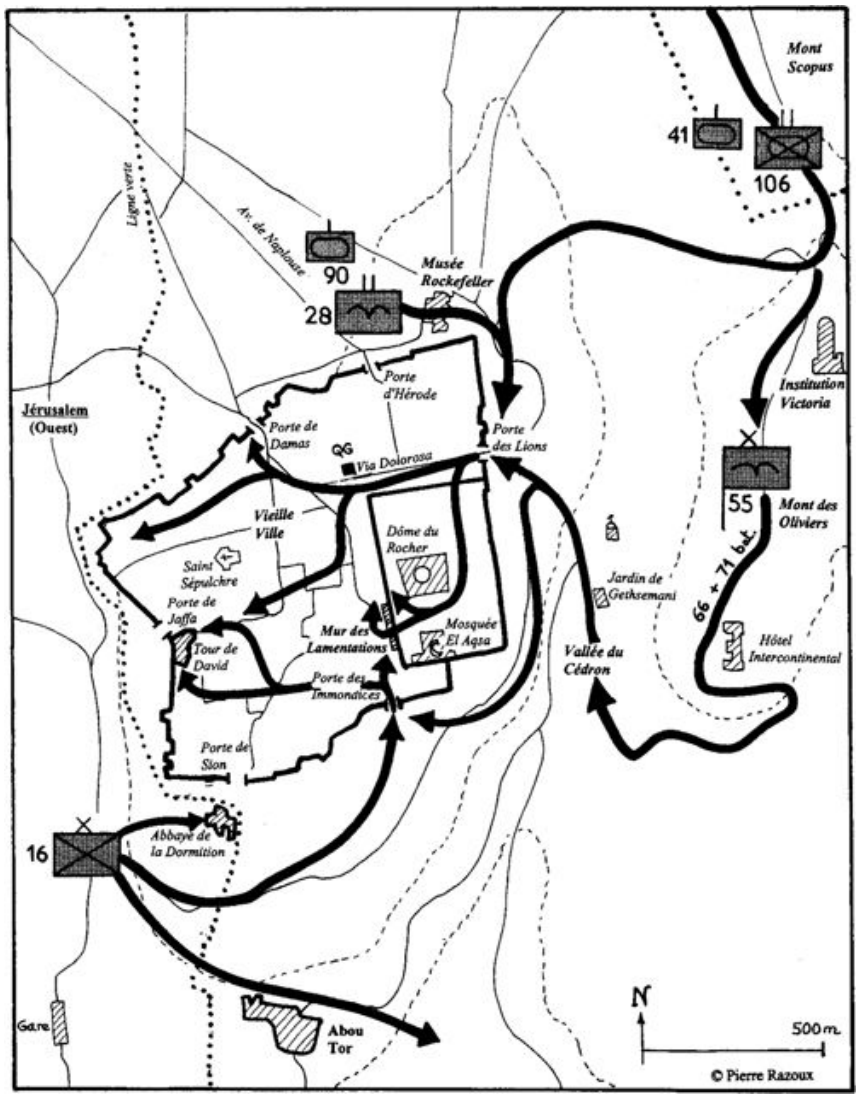
Alors même que le colonel Atta Ali était en train de se replier, une violente algarade éclata au sein de l'état-major royal. Le général Riadh, après avoir reçu du maréchal Amer l'ordre de retraite générale applicable à l'ensemble des unités du Commandement Arabe Uni, répercuta cet ordre aux commandants d'unité du front jordanien. Plusieurs unités jordaniennes entamèrent leur repli. Choqués, les généraux el-Majali et bin Jamil en appelèrent au roi Hussein. Ce dernier, à l'issue d'une discussion « franche » avec le général égyptien, annula cet ordre et fit parvenir à tous les commandants de brigades la consigne formelle de tenir fermement les positions. L'état des discussions à New York laissait présager l'instauration imminente d'un cessez-le-feu. Il était donc indispensable de tenter de conserver le maximum de terrain. Concernant Jérusalem, cet ordre arriva toutefois trop tard.

La prise de la Vieille Ville par les paras israéliens

Pendant la nuit, le gouvernement israélien confirma sa décision de s'emparer de la Vieille Ville. Dès l'aube, alors que les « Super Mystère » israéliens bombardaient à la fois les abords du « Mémorial Victoria » et le sommet du Mont des Oliviers, le colonel Gour lança un nouvel assaut en direction de ces deux objectifs. Hormis quelques tireurs d'élite restés sur place, les parachutistes israéliens ne rencontrèrent aucune opposition. Leur progression fut foudroyante. Après une brève pause au sommet du Mont des Oliviers, les colonnes de « Sherman » et d'« Halftrack » dévalèrent les pentes de la colline, longeant l'immense cimetière juif pour atteindre le fond de la vallée du Cédron, dépassant le jardin de Gethsemani, puis remontant vers la porte des Lions, balayant tout sur leur passage. Simultanément, les fantassins de la *brigade « Etzioni »* du colonel Amitaï montèrent à l'assaut de la porte des Immondices. A l'approche des murailles, les sapeurs du génie ouvrirent des itinéraires à travers les champs de mines et les réseaux de fils de fer barbelés. Par chance, la porte des Lions était entrouverte [6] !

Les paras se ruèrent aussitôt à l'intérieur de la Vieille Ville, longeant la Via Dolorosa. Délaissant les quartiers chrétiens et arméniens, dans lesquels s'étaient retranchés quelques irréductibles soldats jordaniens, ils se répandirent à travers les quartiers juifs et musulmans. Ils rejoignirent rapidement les fantassins de la *brigade « Etzioni »*. Les tirs de snipers causèrent toutefois la perte de plusieurs Israéliens. Les maisons abritant des nids de résistance furent nettoyées à coups de grenades et de bazookas. À 10 heures du matin, la Vieille Ville avait été capturée et les paras pouvaient prier devant le Mur des Lamentations. En milieu de journée, Moshé Dayan, le général Narkiss, le colonel Gour, le grand rabbin aux armées et le maire de Jérusalem-Ouest se recueillirent au pied du Temple, pendant que les paras achevaient le nettoyage de la cité. En visitant la Vieille Ville, Moshé Dayan, serein, envisagea les nombreux chantiers de fouilles archéologiques qu'il allait pouvoir mettre en place.

La capture de la Vieille Ville (7 juin 1967)



La nouvelle de la chute de Jérusalem se propagea comme une traînée de poudre et à midi, la plupart des unités jordaniennes déployées en Cisjordanie s'étaient repliées vers les ponts du Joudain, de peur d'être coincées dans la nasse israélienne. En début d'après-midi, les fantassins de la *brigade « Etzioni »*, à bord de leur « Halftrack », firent mouvement en direction du sud-ouest pour s'emparer de Bethléem, puis d'Hébron. La brigade jordanienne « Hattin » ne les avaient cependant pas attendus. Elle s'apprêtait à franchir les ponts du Jourdain au moment où les Israéliens s'emparaient du Tombeau des Patriarches, à Hébron. La partie sud de la Cisjordanie était désormais entièrement sous contrôle israélien. L'ONUST fut invitée à regagner son siège de Jérusalem. Au nord, les Israéliens étaient

également parvenus à percer le dispositif jordanien, mais avec davantage de difficultés.

Les opérations militaires sur le front de la Samarie

Dès qu'il apparut que la Jordanie serait impliquée dans le déroulement des hostilités, l'état-major israélien confia au général David Elazar le commandement des opérations militaires en Samarie (la partie nord de la Cisjordanie). Bien qu'il fût commandant du front nord, il étendit ainsi son champ d'action à une portion de territoire normalement rattachée au front centre. Deux raisons s'imposèrent pour expliquer cette décision : au nord, face à la Syrie et au Liban, le front s'avérait calme et le général Elazar n'avait pas grand chose à faire sinon riposter à quelques bombardements sporadiques ; au sud, le général Ouzi Narkiss était totalement absorbé par la conquête de Jérusalem.

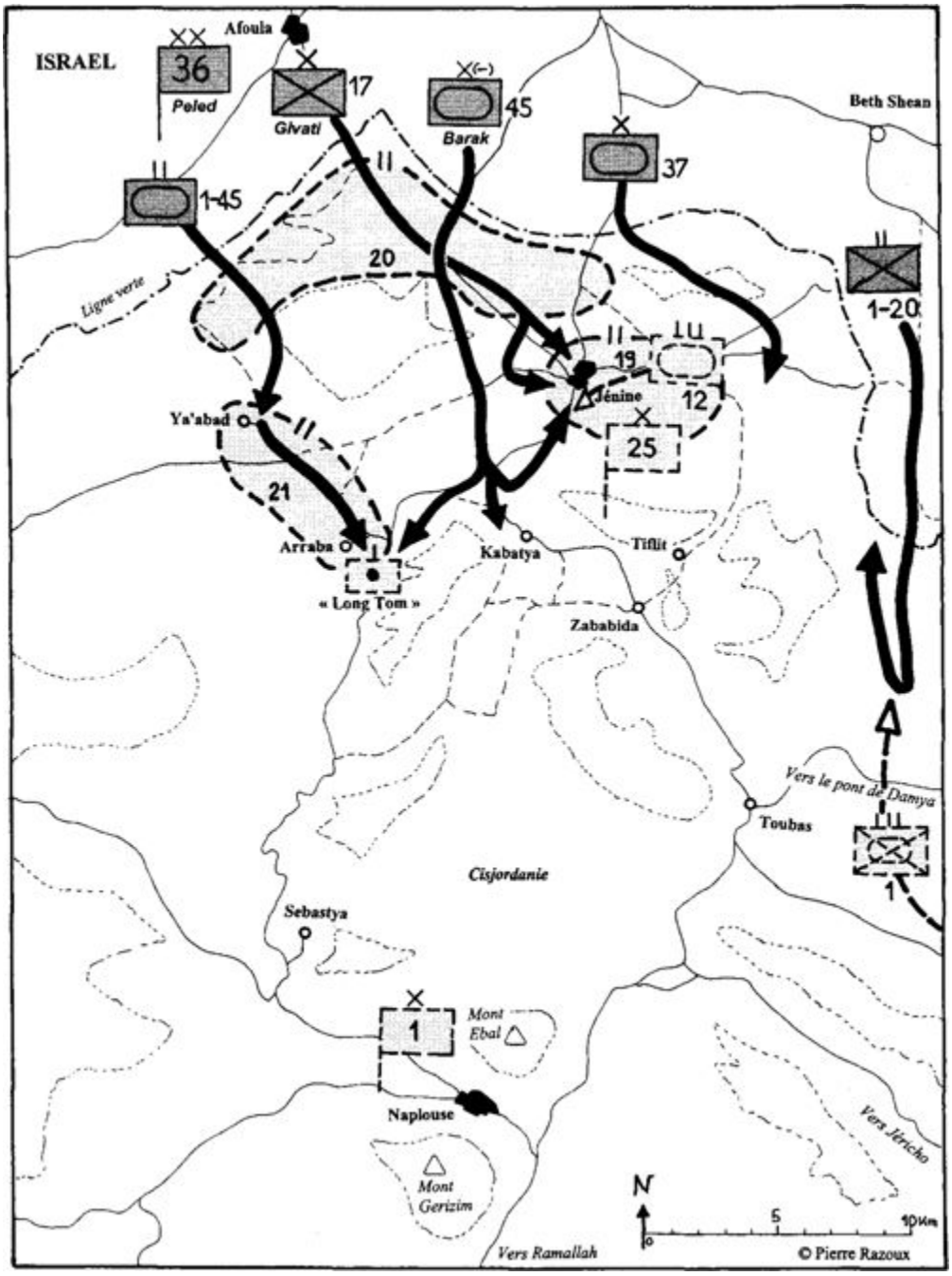
Pour répondre aux vœux de l'état-major, le général Elazar mettrait en œuvre un plan simple : une offensive orientée nord/sud permettant de prendre le contrôle des deux principales villes de Samarie. Cette action se décomposerait en deux temps : une attaque en pince permettant de s'emparer de Jénine, puis une percée selon deux axes parallèles en direction de Naplouse. Si tout allait bien, il pourrait ensuite exploiter sa percée en direction du pont de Damya, sur le Jourdain, mais aussi en direction de Ramallah, effectuant ainsi sa jonction avec les forces contrôlées par le général Narkiss. Pour accomplir sa mission, le général Elazar pouvait compter sur les trois brigades de la *36e division blindée* du général Elad Peled, ainsi que sur la *3e brigade d'infanterie « Alexandroni »* du colonel Shaham, chargée de la défense de la zone côtière s'étendant de Natania à Haifa. Face à lui, l'état-major jordanien avait déployé l'équivalent de quatre brigades, dont la 40e brigade blindée d'élite du général el-Jazi. La première grande unité que le général Elazar aurait à affronter serait la 25e brigade d'infanterie « Khalid bin el Walid » commandée par le colonel al-Khalidi. Son 20e bataillon de fantassins avait été déployé en écran, en face de la « Ligne verte ». Au bilan, les forces en présence étaient équilibrées, notamment en terme d'effectifs. Les Israéliens disposaient certes de la supériorité aérienne et de davantage de chars (200 contre 140), mais les Jordaniens possédaient un nombre supérieur de pièces d'artillerie (80 contre

30). Dans chacun des deux camps, les combattants étaient déterminés, motivés et bien entraînés.

La bataille de Jénine

Le 5 juin à 17 heures, au moment même où débutait la campagne de Jérusalem, deux des brigades de la division Peled franchirent la « Ligne verte » au sud d'Afoula. La *17e brigade d'infanterie « Givati »* du colonel Avnon progressa de manière prudente en direction de Jénine, repoussant devant elle les détachements jordaniens chargés de ralentir la progression des troupes israéliennes. Ce n'est qu'au milieu de la nuit qu'elle parvint aux abords de Jénine. Simultanément, la *45e brigade blindée « Barak »* du colonel Bar-Kochba entama une manœuvre en pince destinée à prendre à revers les éléments jordaniens défendant l'accès de cette ville. Le bataillon d'infanterie motorisée de cette brigade, accompagné par l'un des deux bataillons de chars, s'empara aisément de Ya'abad et poursuivit en direction du sud-est jusqu'à Arraba, où le groupement tactique israélien tomba sur un môle antichar qui stoppa sa progression. Cette position, tenue par le 21e bataillon jordanien d'infanterie, s'avérait d'autant plus importante qu'elle protégeait la batterie de canons « Long Tom » qui bombardait le secteur de Ramat David depuis le milieu de journée. Tandis que le bataillon blindé israélien contournait ce môle, afin de prendre les Jordaniens à revers, les fantassins mirent pied à terre et partirent à l'assaut de la position. Le premier assaut fut repoussé. Les Jordaniens firent preuve à cette occasion d'un mordant auquel ne s'attendaient pas les Israéliens. La nuit était entre temps tombée et les deux bataillons, après s'être regroupés, repartirent à l'attaque... sans plus de succès. Ce n'est qu'à la troisième tentative, peu avant minuit, que les Israéliens enlevèrent la position et détruisirent les redoutables canons jordaniens. Ils poursuivirent ensuite en direction du nord-ouest. À 3 heures du matin, ils firent leur jonction avec les deux autres bataillons de chars de la *45e brigade blindée* qui avaient quant à eux suivi un autre itinéraire pour parvenir jusqu'au carrefour de Kabatya, à 5 km au sud-ouest de Jénine. La *brigade Bar-Kochba,* après avoir laissé son bataillon de reconnaissance équipé de chars légers AMX-13 au carrefour de Kabatya, afin de protéger les arrières du dispositif israélien, remonta vers Jénine et fit sa jonction avec la *17e brigade* du colonel Avnon, à l'ouest de la ville.

La progression israélienne en Samarie (5-6 juin 1967)



À l'aube, les deux brigades se lancèrent à l'assaut d'une vaste position retranchée située à l'extérieur de la ville. En attaquant par l'ouest et le sud-ouest, plutôt que par le nord, les Israéliens espéraient surprendre leurs

adversaires. Mauvais calcul, car les troupes jordaniennes (19e bataillon d'infanterie renforcée d'un escadron du 12e régiment blindé) qui s'y étaient retranchées avaient organisé un système de défense tous azimuts. Les fantassins israéliens se heurtèrent à trois lignes de défense successives protégées par des bunkers et des champs de mines : la première ligne était tenue par des fantassins équipés de mitrailleuses lourdes et de lance-roquettes antichars ; la seconde regroupait des canons antichars et des pièces de DCA ; la troisième comprenait les mortiers lourds et les chars « Patton » soigneusement embossés derrière des monticules de terre compactée. Face à un tel déploiement de moyens, les fantassins israéliens se replièrent, réapprovisionnèrent leurs armes, puis repartirent à l'assaut, cette fois appuyés par un bataillon de chars. Une pluie d'obus antichars s'abattit avec une redoutable précision sur les « Super Sherman », détruisant coup sur coup plusieurs blindés israéliens. Les canons jordaniens étaient remarquablement camouflés et ne pouvaient être détectés que par la flamme accompagnant le départ de chaque tir. Les combattants israéliens n'eurent donc d'autre choix que de monter directement à l'assaut des canons antichars, afin de neutraliser cette menace et permettre à leurs propres chars de continuer à appuyer leur progression. Les bataillons furent déployés en formation dispersée et entamèrent l'assaut. C'est à cet instant que le colonel jordanien al-Khalidi ordonna à ses « Patton » de quitter leurs positions, afin de charger les fantassins israéliens pour briser net leur assaut. Le colonel Bar-Kochba n'en espérait pas tant ! Il engagea immédiatement ses deux bataillons blindés dans la bataille. Un violent combat de chars s'en suivit pendant plus d'une heure, à l'issue de laquelle les « Patton » jordaniens, surclassés par le nombre, durent abandonner le terrain. Les « Super Sherman » avaient beau être plus anciens que les « Patton », leur nouveau canon modifié de 105 mm avait fait merveille ! Le lieutenant-colonel Saleh Alyan, commandant le détachement blindé jordanien, apporta le témoignage suivant : *« Durant la matinée du 6 juin, nous fûmes engagés dans une féroce bataille de chars non loin de Jénine. Nous chargeâmes les Israéliens qui étaient en train d'avancer vers nos positions, semant la confusion et la panique dans leurs rangs. Les chars et les véhicules blindés de transport de troupes explosaient tout autour de nous. Nous parvînmes à détruire plusieurs « Sherman » israéliens, mais l'aviation ennemie arriva à la rescousse et les avions israéliens nous bombardèrent à coups de roquettes et de Napalm, nous causant de lourdes pertes et nous*

contraignant au repli. L'un de mes commandants d'escadrons, le capitaine Mohamed Amin Abbadia, fut tué dans cette action » [7] .

Parallèlement, l'infanterie israélienne était parvenue à faire taire une bonne partie des canons antichars jordaniens. Une fois regroupés, les Israéliens lancèrent un nouvel assaut, combiné cette fois-ci, et s'emparèrent de la position en milieu de matinée. Les Jordaniens se replièrent vers Jénine. Les colonels Avnon et Bar-Kochba décidèrent de les poursuivre et de profiter de l'occasion pour tenter de s'emparer de la ville. Fonçant vers leur objectif, les deux brigades pénétrèrent dans Jénine, se répandant à travers ses artères principales, canonnant tout sur leur passage. Pendant que les colonnes de « Halftrack » nettoyaient les principaux nids de résistance, les deux bataillons de « Super Sherman » engagèrent le combat avec le reste du 12e régiment blindé jordanien, qui venait de quitter ses positions défensives pour contre-attaquer les Israéliens. La bataille tourna rapidement à la confusion, « Super Sherman » et « Patton » se poursuivant dans les rues de la ville, sous le regard ébahis des fantassins des deux camps. Encore une fois, le duel de chars tourna à l'avantage des Israéliens et les « Patton » se replièrent en direction du sud-est. Vers midi, ne pouvant plus compter sur eux, le colonel al-Khalidi se replia en bon ordre vers le carrefour de Kabatya avec ce qui lui restait de sa 25e brigade d'infanterie. Les Israéliens, dispersés aux quatre coins de la ville, ne purent rien faire pour l'en empêcher. Ils restaient néanmoins maîtres de Jénine.

Entre-temps, la troisième brigade de la *division Peled,* la *37'' blindée* du colonel Ram, s'était mise en route. En début de matinée, accompagnée des éléments d'appui (génie, artillerie automotrice) de cette même *36e division,* elle avait franchi la « Ligne verte » au nord-est de Jénine. Le général Peled ne l'avait pas engagée immédiatement, souhaitant la conserver en réserve, le temps de voir comment évoluerait la situation. Son objectif consistait désormais à s'emparer de Zababida avant la nuit et d'y effectuer sa jonction avec la *45e brigade « Barak ».* Sur sa gauche, un bataillon d'infanterie motorisée de la *20e brigade d'infanterie territoriale* [8] lança une attaque de diversion en direction du pont de Damya, afin de fixer sur place la 40e brigade blindée et l'empêcher d'intervenir ailleurs. Cette attaque de diversion israélienne fut rapidement repoussée par l'action conjointe du 1er régiment d'infanterie mécanisée de la brigade blindée jordanienne et d'un bataillon de fantassins de la 6e brigade « Qadisiyeh ».

Plus à l'ouest, la *3e brigade d'infanterie « Alexandroni »* demeurait campée sur ses positions défensives. Sa mission principale consistait à protéger les villages israéliens situés à proximité de la « Ligne verte », non loin des villes palestiniennes de Tulkarem et Qalqilya. C'est en effet dans ces deux villes que se trouvait déployée la 1re brigade d'infanterie jordanienne « Princesse Alia ». Les ordres du colonel Shaham, commandant la *brigade « Alexandroni »,* étaient très stricts : rester sur la défensive tant que la 1re brigade jordanienne maintiendrait ses positions. Si cette brigade venait à se replier, le colonel Shaham pourrait alors franchir la « Ligne verte » et occuper ces deux villes.

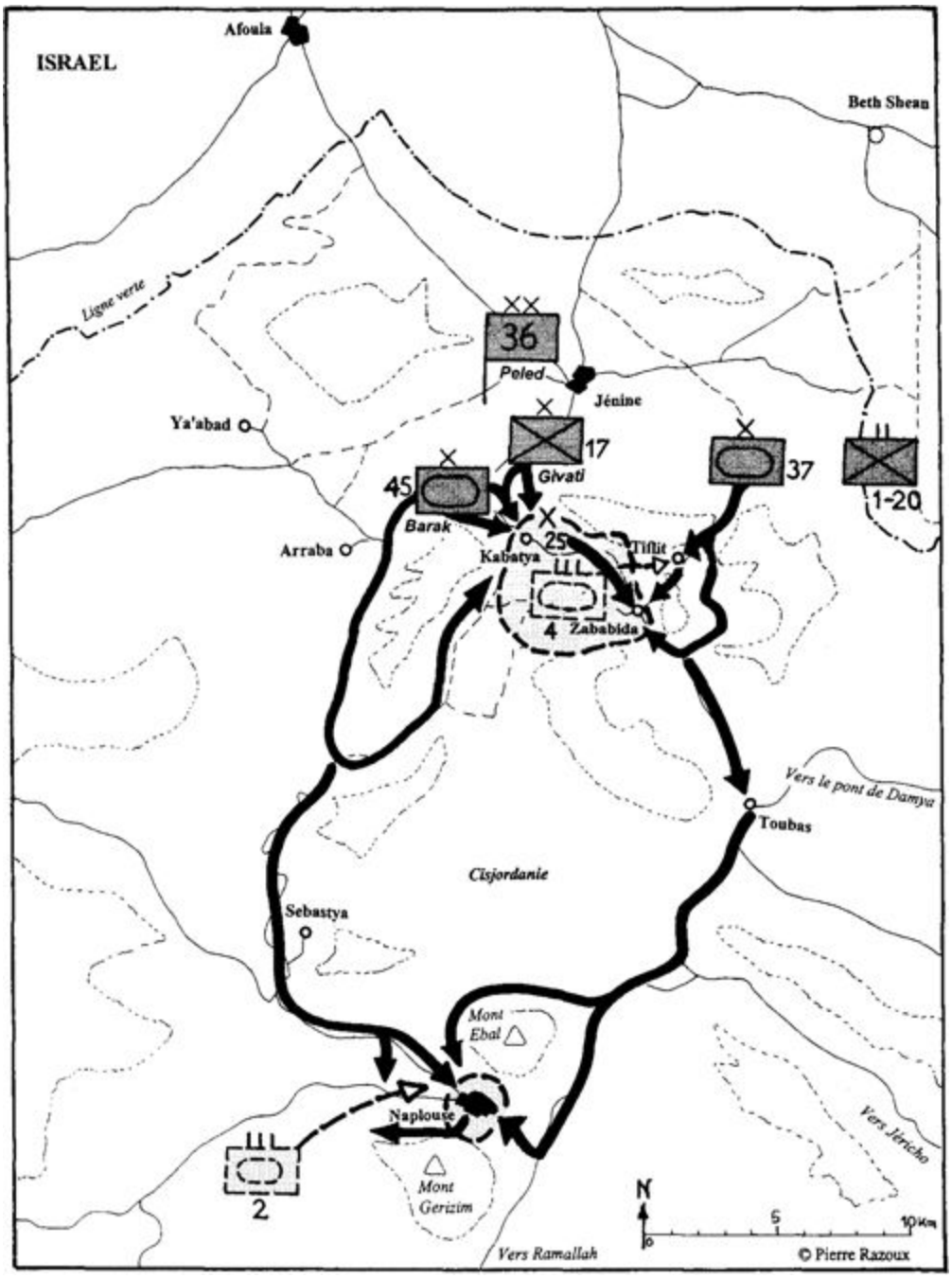
Les batailles de Kabatya et Zababida

Le 6 juin en tout début d'après midi, le colonel Bar-Kochba reçut un appel radio de son bataillon de reconnaissance déployé au carrefour de Kabatya. Celui-ci était encerclé par des troupes égyptiennes surgissant de toute part ! Le 4e régiment de chars « Patton » de la 40e brigade blindée jordanienne était soudain apparu le long de la route venant du pont de Damya, en passant par Toubas. Puis, les restes de la 25e brigade d'infanterie qui venaient tout juste de quitter Jénine l'avaient bousculé et avaient fait leur jonction avec le régiment blindé. Les chars AMX-13 israéliens et les jeeps équipées de canons sans-recul, grâce à leur mobilité, étaient toutefois parvenu à s'échapper. Mais ils avaient été rapidement repoussés vers un petit promontoire situé à proximité du carrefour, et le bataillon israélien se trouvait désormais totalement isolé. Le colonel Bar-Kochba rameuta donc sa brigade à la va-vite et fonça vers Kabatya. Ce carrefour était particulièrement important car sa position géographique, à l'entrée d'un défilé, commandait l'accès à la seule route permettant de descendre vers Toubas, et de là vers le pont de Damya. La *brigade Avnon,* en train de se ravitailler, n'était pas en mesure d'intervenir.

En arrivant sur place, le colonel Bar-Kochba ne put que constater la solidité du dispositif ennemi. Les fantassins du colonel al-Khalidi étaient fermement retranchés aux abords du carrefour, appuyés par une cinquantaine de chars « Patton » bien embossés. Quelques pièces d'artillerie étaient également visibles. Le détachement israélien de reconnaissance était lui-même retranché à deux kilomètres en retrait, mais il était impossible de le délivrer sans s'exposer aux feux croisés des Jordaniens. À moins

d'effectuer un long et hasardeux détour de plusieurs dizaines de kilomètres à travers des pistes rocailleuses incertaines, il était impossible de prendre la position jordanienne à revers. Le colonel israélien, après s'être replié de quelques centaines de mètres, installa ce qui lui restait de ses trois bataillons en arc de cercle, face aux Jordaniens. Son infanterie mécanisée se trouvait au milieu ; ses chars sur les côtés. En milieu d'après-midi, il engagea le combat après avoir demandé au général Peled le soutien de l'aviation. En limite de portée efficace, un long duel statique opposa ses « Super Sherman » aux « Patton » jordaniens, sans grand effet. Il était cependant important de fixer l'adversaire, le temps de permettre à l'aviation d'intervenir. Celle-ci se fit toutefois attendre. À court de munitions et de carburant, la situation du colonel Bar-Kochba devint très vite critique. Fort heureusement pour lui, le colonel Avnon lui envoya deux de ses bataillons en renfort, le temps de lui permettre de décrocher et de rejoindre le point de ravitaillement situé non loin de là. C'est justement à ce moment que surgirent les chasseurs bombardiers de la *Heyl Ha 'Avir.* Les appareils israéliens harcelèrent les troupes jordaniennes, sans toutefois parvenir à les faire déguerpir. Les soldats jordaniens étaient décidément des coriaces ! Le bombardement aérien avait cependant réduit leur capacité offensive et plusieurs de leurs chars avaient été détruits.

Les batailles de Kabatya et Zababida (6-7 juin 1967)



Au crépuscule, le colonel Bar-Kochba lança un raid en direction de son bataillon de reconnaissance isolé, lui permettant ainsi d'effectuer une sortie et de regagner l'abri des positions israéliennes. La *45e brigade blindée* était à nouveau regroupée, mais elle n'était plus assez puissante pour envisager un assaut frontal contre la position jordanienne. Le colonel israélien organisa donc son dispositif pour la nuit.

Entre temps, plus à l'est, le colonel Ram s'était retrouvé lui aussi confronté à des difficultés imprévues. Tout avait bien débuté et sa *37e brigade blindée* avait progressé rapidement en direction de Zababida. Mais en fin de matinée, alors qu'il se trouvait au fond d'un défilé à hauteur du hameau de Tiflit, à deux kilomètres seulement en contrebas de son objectif, il avait soudain été pris à parti par une quinzaine de chars jordaniens retranchés au sommet d'un escarpement dominant la route, en face de lui. Leurs tirs s'étaient avérés redoutablement précis et il avait dû stopper sa progression afin de se mettre à couvert. Puis, il avait envoyé ses deux bataillons blindés prendre position sur une hauteur avoisinante, afin que ceux-ci tentent de faire taire les « Patton » jordaniens. Sans succès, car ces derniers étaient quasiment inexpugnables ! Le colonel Ram était alors parvenu à s'extraire de sa position délicate et à se regrouper à proximité. Mais la route de Zababida lui était clairement barrée. Un duel indécis à longue distance entre ses chars et ceux des Jordaniens avait occupé le reste de la journée. Le commandant de la *37e brigade* était toutefois bien décidé à profiter de la nuit pour prendre l'avantage sur son adversaire. Pendant l'après-midi, alors qu'il scrutait fébrilement sa carte d'état-major pour tenter de trouver une issue rapide à son problème, il avait repéré une piste qui devrait lui permettre, même difficilement, de contourner l'escarpement interdisant l'accès à Zababida. Dès que la nuit fut tombée, il laissa son bataillon d'infanterie motorisée sur place pour donner le change, ordonna à l'artillerie divisionnaire de déclencher un bombardement de diversion sur les positions jordaniennes, et à la tête de ses deux bataillons blindés renforcés d'unités du génie, il suivit la piste défoncée qui devait lui permettre de débouler sur la route principale, à quelques kilomètres au sud de Zababida. Ce trajet difficile lui prit toute la nuit, pendant laquelle il dut élargir à plusieurs reprises les parois de virages trop étroits, enlever plusieurs obstacles antichars posés là par les Jordaniens, réparer les trains de roulement de plusieurs de ses chars et déminer le tronçon de piste permettant d'accéder sur la route principale ! Mais peu avant l'aube, il avait atteint la route. Puis, roulant doucement pour ne pas se faire détecter, il avait remonté celle-ci en direction de Zababida, prenant ainsi l'ennemi à revers. Au lever du jour, après avoir soigneusement transmis ses ordres, il déclencha un assaut impliquant tous les éléments de sa brigade et s'empara facilement de la position.

Au même moment, à moins de dix kilomètres de là, les colonels Avnon et Bar-Kochba déclenchèrent une nouvelle attaque contre le carrefour de Kabatya. Ils avaient mis la nuit à profit pour réorganiser leur dispositif, se ravitailler et rapatrier sur place quelques précieuses pièces d'artillerie. Ils avaient surtout envoyé un groupement tactique, constitué d'un bataillon d'infanterie motorisée et d'un escadron de « Super Sherman », contourner le carrefour par le sud, afin d'être en mesure, à l'aube, de prendre les Jordaniens à revers. Ils avaient même obtenu l'assurance d'un appui aérien. Cette fois, c'étaient les Jordaniens qui se retrouvèrent dans une position délicate. Leurs réserves de munitions avaient été sérieusement entamées et ils n'avaient pas pu être ravitaillés. L'assaut déterminé lancé par les commandants des *17e* et *45e brigades* emporta la décision, et en milieu de matinée, les Israéliens contrôlaient toute la zone autour du carrefour de Kabatya.

La prise de Naplouse

Après s'être assuré du contrôle de Zababida, le colonel Ram fonça vers Toubas, bousculant au passage les colonnes de fantassins jordaniens en retraite, puis, malgré les risques réels de se retrouver isolé, il décida de poursuivre jusqu'à Naplouse. Il avait essayé de contacter le QG du général Peled, sans succès. La victoire ne tenant souvent qu'à un fil, il décida de privilégier l'audace. Le détachement de reconnaissance qu'il avait envoyé en direction de cette ville, dès le matin, venait de lui apprendre que celle-ci semblait vide. À la tête de son bataillon de reconnaissance, il se dirigea donc à toute allure vers Naplouse, demandant à ses trois autres bataillons de le rejoindre sur place dès qu'ils se seraient ravitaillés. En fin de matinée, le colonel Ram pénétra dans Naplouse par la route de l'est, celle qui menait aux ponts du Jourdain ; la ville semblait bien vide de toute présence militaire. Quelle ne fut pas sa surprise d'être accueilli par une population en liesse, les hommes applaudissant et les femmes poussant des you-you stridents ! Les habitants avaient cru en effet avoir à faire à la brigade de renforts irakiens, dont on annonçait l'arrivée imminente depuis déjà deux jours ! Ils déchantèrent très vite. Au même moment, la nouvelle de la capture de Jérusalem se répandit comme une traînée de poudre, et les unités jordaniennes qui tenaient encore leurs positions, notamment le long de la «

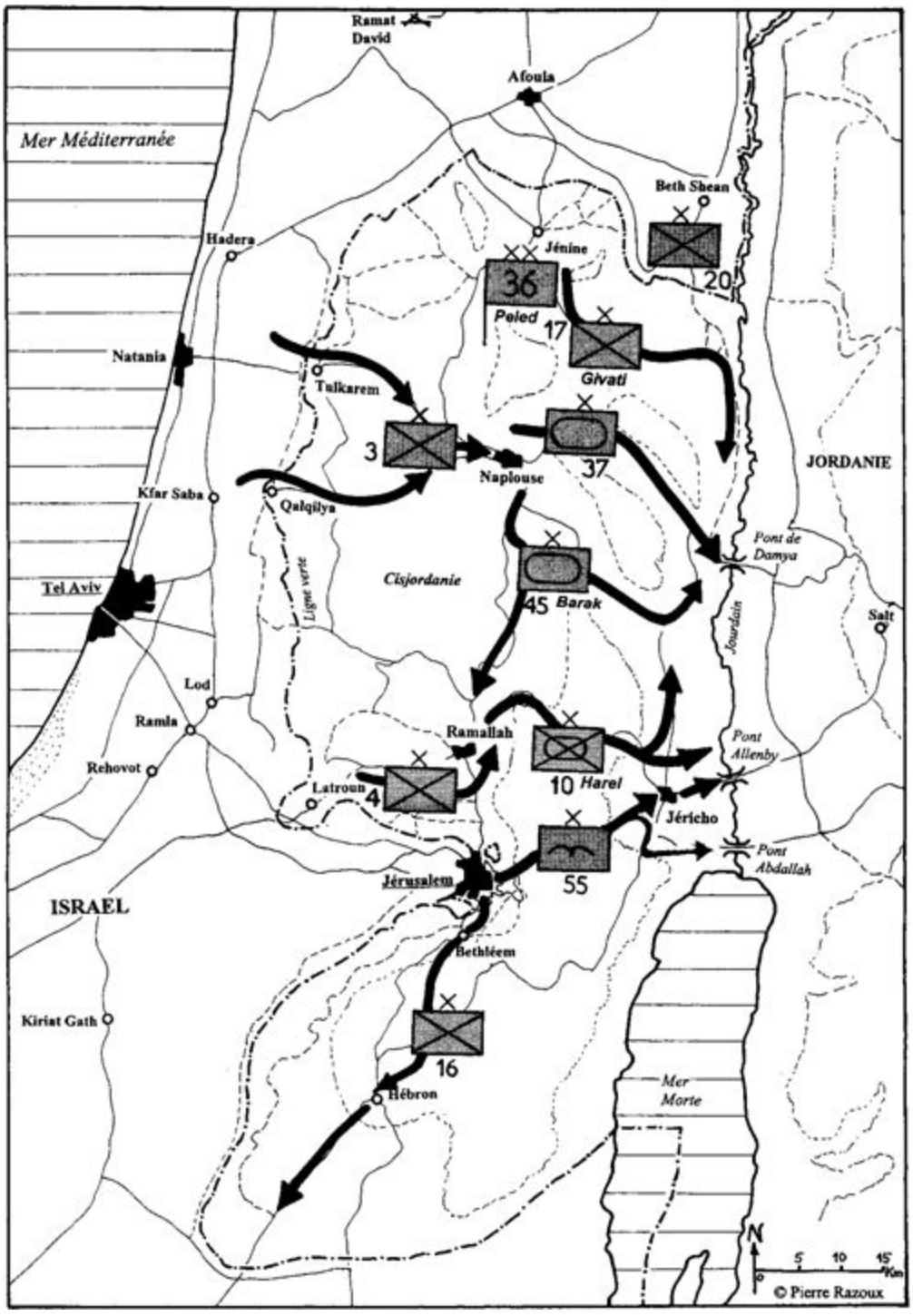
Ligne verte », estimèrent plus judicieux de se replier aussi vite que possible vers les ponts du Jourdain, afin d'échapper à une capture probable.

Une fois son contrôle établi sur la ville, le colonel Ram envoya plusieurs détachements de reconnaissance aux alentours et ordonna au reste de sa brigade de le rejoindre dans les plus brefs délais, quitte à prendre tous les risques. De leurs côtés, les colonels Avnon et Bar-Kochba, après avoir réorganisé leurs *17e* et *45e brigades,* se dirigèrent eux-aussi vers Naplouse, mais par la route de l'ouest qui longeait les crêtes de Samarie. Un détachement de reconnaissance signala au colonel Ram la présence d'une grosse unité blindée manœuvrant à l'ouest de Naplouse. Il s'agissait en fait du 2e régiment de chars de la 40e brigade blindée jordanienne, envoyé là pendant la nuit pour faire face à une éventuelle percée israélienne. Dès l'arrivée de sa brigade, le colonel Ram confia la garde de Naplouse à son bataillon d'infanterie mécanisée et posta son bataillon de reconnaissance au nord et à l'est de la ville, pour se prémunir contre toute attaque surprise ennemie. Puis, après avoir échangé son « Halftrack » de commandement contre un « Super Sherman », il chargea droit devant lui à la rencontre des blindés jordaniens, suivis par ses deux bataillons de chars. L'engagement se transforma rapidement en une mêlée confuse au milieu du maquis et des pistes terreuses et rocailleuses. Pendant deux heures, les équipages des deux camps se livrèrent à un véritable gymkhana au cours duquel les Jordaniens perdirent 20 « Patton » et les Israéliens 15 « Super Sherman ». Pendant ce temps, la population de Naplouse avait pris les armes contre l'occupant israélien. À plusieurs reprises, les fantassins israéliens gagnèrent, puis perdirent, puis reprirent le contrôle de positions clés. La bataille pour le contrôle de cette ville était en train de devenir de plus en plus erratique. L'aviation israélienne ne put même pas intervenir, de peur de mitrailler ses propres troupes.

En milieu d'après-midi, les *17e* et *45e brigades* israéliennes déboulèrent par le nord, surprenant une partie des blindés jordaniens en train de se frayer un passage vers la route du salut, celle menant aux ponts du Jourdain. Pris à revers par ces renforts israéliens inattendus, les « Patton » jordaniens se ruèrent vers l'est afin d'échapper à leurs poursuivants. La retraite se mua en déroute ! De nombreux nids de résistance subsistèrent toutefois au centre de Naplouse, et ce n'est qu'à 19 heures que les Israéliens se rendirent finalement maîtres de la ville.

À l'ouest de Naplouse, la brigade jordanienne « Princesse Alya » s'était repliée dès le début de l'après-midi et avait laissé le champ libre aux Israéliens. La *brigade d'infanterie « Alexandroni »* s'était prudemment lancée à sa poursuite et, en fin d'après-midi, le colonel Shaham s'était emparé de Tulkarem et de Qalqilya. Peu après son arrivée à Naplouse, la *brigade blindée « Barak »* du colonel Bar-Kochba avait quant à elle poursuivi en direction de Ramallah. Elle y avait retrouvé les *95e* et *104e bataillons* de la *brigade « Harel »* et deux bataillons de la *brigade « Kiryati »* qui s'étaient emparés de la ville en fin de matinée, malgré une résistance opiniâtre des commandos égyptiens basés sur l'aérodrome voisin.

La conquête de la Cisjordanie (7 juin 1967)



Les Israéliens atteignent les ponts du Jourdain

Le 7 juin en fin d'après-midi, le *104e bataillon motorisé* de la *brigade « Harel »*, le *28e bataillon* de la *55e brigade parachutiste* et deux bataillons d'infanterie motorisée de la *brigade « Etzioni »* quittèrent Jérusalem en

direction de Jéricho. Slalomant entre les carcasses noircies de véhicules jordaniens abandonnés le long de la route, ils avaient reçu une mission simple mais symbolique : s'emparer des ponts Abdallah et Allenby sur le Jourdain. Au détour d'un virage, peu après avoir dépassé l'auberge du Bon Samaritain, l'avant-garde israélienne aperçut la borne indiquant le niveau de la mer. Au loin, dans la brume, scintillaient les reflets salés de la mer Morte. Emportés par leur élan, les soldats israéliens traversèrent Jéricho sans même remarquer le Monastère des Tentations, discrètement accroché au flan de la falaise surplombant l'oasis. La ville était de toute façon en partie abandonnée et la plupart de ses habitants tentaient de franchir le Jourdain pour gagner la Jordanie. Arrivés près des ponts, les Israéliens appliquèrent les consignes transmises par le général Narkiss. Ils détruisirent les deux ponts afin d'empêcher les unités jordaniennes, qui s'étaient regroupées sur l'autre rive, de contre-attaquer. Ils laissèrent néanmoins la population palestinienne s'échapper vers la Jordanie. Plus au nord, le colonel Ram envoya son bataillon de reconnaissance et son bataillon d'infanterie motorisée s'emparer du pont de Damya. Là encore et conformément aux ordres reçus, les Israéliens sabotèrent le pont qui s'effondra dans le lit du fleuve. Le crépuscule éclaira de ses derniers feux les collines ocres du désert de Judée. Les Israéliens étaient désormais maîtres de l'ensemble de la Cisjordanie. Celle-ci était physiquement coupée du reste du monde. Rideau !

Vae Victis

Le cessez-le-feu entre Israël et la Jordanie entra en vigueur le 7 juin, à 22 heures, heure locale. Les combats avaient été âpres et les pertes lourdes des deux côtés [9] . En trois jours de combats acharnés, les Israéliens subirent sur ce front davantage de pertes humaines qu'en six jours sur les deux autres fronts réunis ! Les généraux Moshé Dayan et Ouzi Narkiss remportèrent une victoire hautement symbolique. Mais sans l'appui décisif de leur aviation, les deux stratèges israéliens n'auraient très probablement pas pu obtenir un tel succès. Car ce sont bien les chasseurs bombardiers israéliens qui étrillèrent et neutralisèrent les trois seules brigades jordaniennes disponibles pour contre-attaquer *Tsahal* pendant la journée décisive du 6 juin. Et la manière dont les Jordaniens se battirent sur la « Colline des Munitions », dans les faubourgs de Jérusalem, tout comme ils contre-

attaquèrent près de Jénine, laisse présumer des résultats qu'ils auraient pu obtenir s'ils avaient disposé de la totalité de leurs renforts. Ils n'auraient probablement pas gagné la guerre, mais ils auraient sans doute empêché les Israéliens de leur infliger une cuisante défaite.

Le général jordanien Youssouf Kawash, servant à l'état-major royal, livra par la suite le commentaire suivant : « *Si nous avions mené les opérations comme nous nous y étions préparés depuis des années, c'est-à-dire en ne comptant que sur nous-même et en escomptant aucune couverture aérienne de la part de nos alliés égyptiens, aucun renfort de troupes arabes, aucune action massive de la part des Egyptiens et des Syriens, aucun soutien diplomatique, notre situation aurait sans doute été très différente. Nous aurions combattu en suivant nos propres standards, en non en suivant ceux du Caire ! Nous sachant seuls face aux Israéliens, nous aurions adopté un déploiement de forces beaucoup plus resserré centré autour de Jérusalem et de Naplouse, nous aurions tenu plus fermement nos positions, nous aurions dispersé notre modeste aviation, et nous aurions combattu avec davantage de courage et d'énergie. Et nous aurions été en mesure d'infliger des pertes bien plus lourdes aux Israéliens* » [10] .

De son côté, le roi Hussein était profondément amer de n'avoir pas reçu en temps voulu les renforts promis par les gouvernements irakien, saoudien et syrien. Quoi qu'il en fut, le lendemain matin, il s'adressa à l'ensemble de ses sujets et leur lut le message pathétique suivant : « *Nous avons combattu avec héroïsme et honneur. Un jour, le peuple arabe reconnaîtra le rôle que la Jordanie a joué dans cette guerre. Nos soldats ont défendu de leur précieux sang chaque pouce du sol de notre territoire. Ce sol n 'est pas encore sec, mais l'honneur de notre pays demeure intact. Nos vaillants soldats ne furent pas effrayés par l'efficacité redoutable de la puissance aérienne de l'ennemi, qui prit par surprise et détruisit la force aérienne égyptienne, sur laquelle nous comptions pour vaincre. Ce qui est fait est fait. Mon cœur saigne quand je pense à tous nos soldats tombés pour l'éternité. Leurs vies m'étaient plus chères que la mienne. Mes frères ! je semble appartenir à une famille qui, dans le respect de la volonté de Dieu tout puissant, Béni soit Son Nom, doit souffrir et encourir des sacrifices sans fins pour son pays. La calamité qui vient de s'abattre sur nous est plus grande que ce qu'aucun aurait pu imaginer. Mais quelle que soit son importance, nous ne devons pas la laisser entamer notre volonté de regagner ce qui nous a été enlevé. Si nous avons perdu, ce n 'est pas parce*

que vous avez manqué de courage, mais parce que telle était la Volonté Divine. Puisse Dieu soutenir désormais notre peuple ! » [11]

Message simple, direct, franc, courageux, à l'image de ce petit roi qui marqua durablement l'histoire du Proche-Orient pendant la seconde moitié du XXe siècle, et qui venait de perdre beaucoup après s'être laissé enrôler dans une croisade qui n'était pas la sienne.



La brigade israélienne « Harel » progresse avec précaution en direction de Jérusalem.



Jérusalem d'or et de feu : neuf siècles après les croisés, des parachutistes israéliens retranchés sur le Mont des Oliviers contemplent leur objectif



Des fantassins israéliens progressent en direction de la Vieille Ville.



Violents combats devant la porte de Damas, au nord de la Citadelle.



Symbole de victoire : des parachutistes israéliens recueillis au pied du Mur des lamentations.



Des fantassins israéliens de la brigade « Golani » à l'assaut du Golan.



Un vénérable Panzer IV syrien, au parcours tortueux,
capturé par l'armée israélienne sur les hauteurs du Golan.
(collection Pierre Razoux)

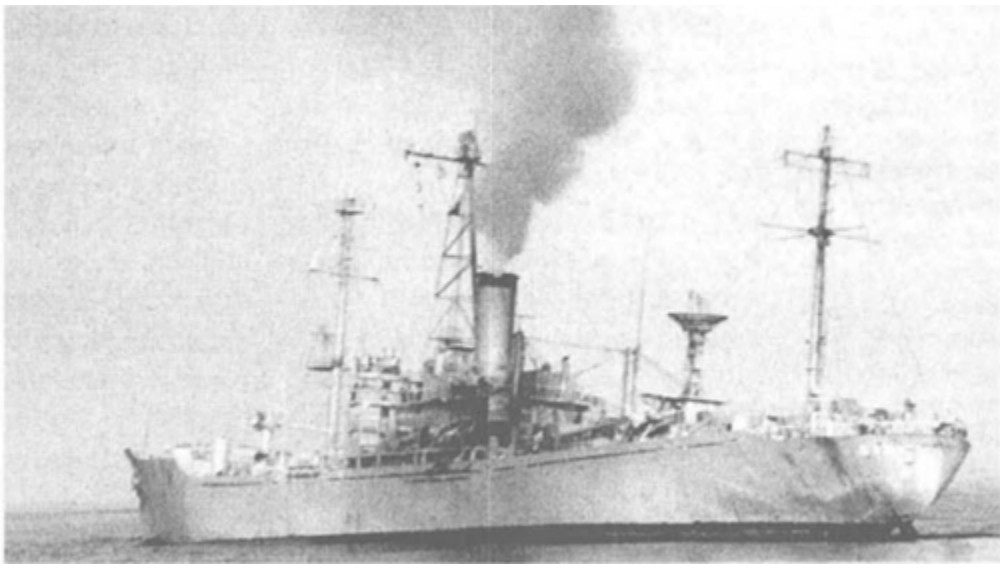


Une flottille de vedettes lance-torpilles israéliennes fonce vers son objectif.



À *bord d'une vedette israélienne naviguant vers Sharm el-Sheikh.*





Le navire espion américain USS Liberty après son attaque par l'aviation et la marine israéliennes, le 8 juin 1967.



Le sourire des vainqueurs : Moshé Dayan (à gauche) et Ytzakh Rabin (au centre).

---

1 . Cet épisode n'a jamais été reconnu officiellement par les Israéliens. Il est vrai qu'il leur aurait fallu reconnaître que nombre de leurs aérodromes n'étaient que très faiblement protégés.

2 . *Confer* chapitre précédent.

3 . Ces projecteurs étaient normalement destinés à surveiller, de nuit, la ligne de cessez-le-feu.

4 . Moshé Dayan, *Histoire de ma vie,* Fayard, 1976, p. 344.

5 . Le 90e escadron était normalement rattaché à la brigade d'infanterie « Etzioni ».

6 . Information confirmée par le très sérieux Trevor Dupuy, *op. cit.,* p. 303 ; mais aussi par le général pakistanais Syed el-Edroos ayant servi au sein de l'ONUST, ainsi que par Samir Mutawi.

7 . Syed Ali el-Droos, *The Hashemite Arab Army 1908-1979,* Publishing Committee, Amman, Jordanie, 1980, p. 386.

8 . Cette *20e brigade territoriale* était échelonnée le long du Jourdain entre Beit Shéan et Déganya.

9 . *Confer* chapitre 8.

10 . Cité par Samir Mutawi, Jordan in the 1967 War, Cambridge Middle East Library, Cambridge University Press, 1987, p. 141.

11 . *In* Syed Ali el-Edroos, *op. cit.*, p. 402.

CHAPITRE 6

À l'assaut du Golan

Bien que la tension sur le front du Golan servit de prétexte au déclenchement de la guerre, ce front se révéla paradoxalement calme pendant les quatre premiers jours du conflit. Les seules opérations « militaires » se résumèrent à des bombardements sporadiques de l'artillerie syrienne contre certains *kibboutz* situés au pied du Golan, notamment ceux de Deganya, Maagan et Ein Gev, qui provoquèrent d'importants dégâts matériels mais ne causèrent la mort que de deux Israéliens (en blessant 16 autres). Ces actions furent suivies de bombardements de représailles menées par l'aviation israélienne contre les batteries d'artillerie syriennes retranchées sur les hauteurs dominant le Lac de Tibériade et la Vallée de la Houla. Ces bombardements aériens neutralisèrent une quarantaine de canons et tuèrent 52 soldats syriens (en blessant 80 autres). La seule opération terrestre se déroula dans la matinée du 6 juin 1967, lorsque les Syriens effectuèrent une incursion dans le secteur du *kibboutz* Dan, à l'extrémité nord de la Galilée, pour évaluer les défenses israéliennes dans cette région [1] . L'état-major syrien s'interrogeait en effet sur la possibilité de mener des actions limitées dans la vallée de la Houla, mais la défaite évidente des armées égyptiennes et jordaniennes sonna très rapidement le glas de ses velléités offensives. Il y eut en outre quelques duels aériens entre « Mirage » israéliens et « MiG » syriens, mais comme l'aviation syrienne avait été clouée au sol dès l'après-midi du 5 juin, les opérations aériennes qui se déroulèrent ensuite furent dominées par la *Heyl Ha 'Avir.* Le moral des troupes syriennes était au plus bas, surtout depuis qu'elles avaient appris la chute de Jérusalem. Leurs brigades déployées sur le plateau du Golan se trouvaient en position défensive, et la configuration escarpée du terrain les

empêchait de se déplacer rapidement, leur interdisant tout soutien mutuel. Le 8 juin, le président syrien Atassi reçut le message suivant du président Nasser, intercepté par les Israéliens [2] : « *Mon armée fait retraite. Je suis certain qu'Israël est sur le point de concentrer toutes ses forces disponibles contre la Syrie en vue d'éliminer l'armée syrienne. Je vous prie de bien vouloir me croire et d'accepter le cessez-le-feu actuellement négocié sous les auspices des Nations unies et d'en informer aussi vite que possible le Secrétaire général. C'est la seule solution pour sauver la vaillante armée syrienne. Nous avons perdu cette bataille. Dieu nous aidera dans l'avenir* ». Dans l'après-midi, l'état-major syrien ordonna à la plupart de ses unités d'entamer un repli progressif en direction de Damas. Il était inutile de continuer à provoquer les Israéliens. L'armée syrienne ne constituait donc plus une menace réelle pour *Tsahal* et la « guerre des Six Jours » aurait bien pu n'en durer que quatre ! Mais revenons quelques jours en arrière.

Le front diplomatique

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1967, le siège des Nations unies, à New York, était en pleine effervescence. La confusion était totale parmi les diplomates. Les délégués israéliens et égyptiens se rejetaient mutuellement la responsabilité du déclenchement de cette nouvelle guerre qui menaçait d'ensanglanter l'ensemble du Proche-Orient. Le Secrétaire général de l'Organisation, dépassé par les événements, se contenta d'émettre une lettre de protestation condamnant l'occupation du bureau des Nations unies à Jérusalem par les soldats jordaniens. Le Conseil de sécurité se réunit. Les diplomates américains et soviétiques évoquèrent la nécessité d'un cessez-le-feu, mais ignorant les positions respectives des belligérants, ils préférèrent attendre d'en savoir davantage. Car dans la logique bipolaire qui dominait alors la scène internationale, les deux grandes puissances ne voulaient pas mettre en difficulté leurs protégés respectifs en les forçant à accepter un cessez-le-feu dans des conditions défavorables. D'autant que si le Secrétaire d'État américain Dean Rusk souhaitait aboutir très rapidement à la conclusion d'un cessez-le-feu, des représentants de la Maison Blanche et du Pentagone avaient fait savoir à la délégation américaine aux Nations unies qu'il serait de bon ton d'attendre un peu...

Dès le lendemain matin, à Bruxelles, l'OTAN tint une réunion en urgence pour tenter d'évaluer les conséquences du conflit sur la sécurité en

Europe, notamment les risques d'une éventuelle action du Pacte de Varsovie sur le théâtre d'opérations centre-européen. Les services de renseignements confirmèrent toutefois que la posture du dispositif soviétique en Europe de l'Est n'avait pas été modifiée, et qu'aucun signe ne laissait présumer une éventuelle action militaire. Au Vatican, le Pape exprima sa plus vive inquiétude et demanda que Jérusalem soit déclarée ville ouverte. En soirée, l'Égypte, la Syrie, l'Algérie, le Yémen, l'Irak et le Soudan rompirent leurs relations diplomatiques avec les États-Unis, accusés de soutenir Israël en sous-main. Au même moment, alors que les premiers rapports laissaient présager l'ampleur de la défaite qui menaçait l'Égypte, l'Union soviétique, la Yougoslavie et l'Inde demandèrent la réunion immédiate du Conseil de sécurité, afin d'y présenter le texte d'une résolution très courte appelant les belligérants à cesser immédiatement les hostilités [3] . À Washington, le Département d'État était prêt à y souscrire. Dean Rusk, qui n'avait pas été en mesure de faire prévaloir ses vues lors des entretiens secrets de la semaine précédente entre Américains et Israéliens, tenait ainsi sa revanche. À 19 h 10, ce 6 juin 1967, le Conseil de sécurité adopta à l'unanimité la résolution 233 qui fut immédiatement acceptée par l'État hébreu. Le gouvernement israélien avait en effet atteint son principal but de guerre : détruire l'aviation et une partie des blindés égyptiens déployés dans le Sinaï, c'est-à-dire les seules forces susceptibles de menacer la centrale de Dimona. Tout le reste n'était que bonus. Abba Eban, le ministre israélien des affaires étrangères, déclara : *« Israël a prouvé sa détermination et sa vigueur. Il est maintenant prêt à démontrer son instinct pour la paix »* [4] . Les délégations arabes ne l'entendirent toutefois pas de cette oreille, car le texte de la résolution autorisait implicitement les belligérants à camper sur les positions atteintes au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, ce qui revenait à entériner *de facto* l'agression israélienne et à accorder une prime à l'agresseur. Plusieurs diplomates arabes tentèrent d'introduire une nouvelle résolution qui obligerait les belligérants à revenir sur leurs positions initiales. Sans succès, car les membres permanents du Conseil de sécurité leur firent valoir que l'obtention aussi rapide d'un cessez-le-feu constituait déjà en soi un succès inattendu, et qu'ils seraient bien inspirés de s'en contenter. Face à une telle rebuffade, les gouvernements arabes rejetèrent en bloc la résolution et le cessez-le-feu. Dans la foulée, l'Arabie Saoudite et le Koweït suspendirent leurs exportations de pétrole, inaugurant par là même le recours à la fameuse « arme du pétrole » [5] .

Le 7 juin, face à l'aggravation de la situation sur le terrain, Nasser convoqua l'ambassadeur soviétique au Caire et lui demanda de répercuter au Kremlin une demande visant à faire pression sur les États-Unis, afin que ceux-ci prennent les mesures qui s'imposent pour contraindre Israël à accepter un cessez-le-feu. En milieu de journée, heure de New York, le Conseil de sécurité se réunit en urgence et adopta une nouvelle résolution (234) appelant les belligérants à mettre fin aux hostilités le soir même, à 20 heures GMT. Les délégués israélien et jordanien y souscrirent, mettant ainsi fin aux combats en Cisjordanie. Mais de manière totalement inattendue, le représentant égyptien rejeta cette résolution, arguant qu'elle n'imposait pas le retrait des troupes israéliennes sur les frontières du 5 juin au matin. En réalité, la situation était en train d'évoluer sur le terrain et les forces égyptiennes étaient engagées dans une contre-attaque prometteuse qu' il eut été dommage de stopper en acceptant le cessez-le-feu. Mieux, Alexy Kossiguine avait informé les autorités égyptiennes que le Kremlin envisageait de rompre ses relations diplomatiques avec l'État hébreu et qu'il avait demandé à celui-ci de cesser immédiatement son agression, faute de quoi l'État hébreu en « supporterait toutes les conséquences » ; sans préciser cependant quelles mesures de rétorsion avaient été envisagées par Moscou !

Dès le lendemain, Américains et Soviétiques revinrent à la charge. Leurs diplomates introduisirent un nouveau projet de résolution devant le Conseil de sécurité, appelant à une cessation immédiate des hostilités sur place, sans condition préalable. Cette résolution (235) fut adoptée en soirée. Cette fois, le représentant égyptien l'accepta, suscitant la méfiance des membres du Conseil de sécurité qui ne purent s'empêcher de penser qu'il s'agissait là d'une nouvelle manœuvre dilatoire téléguidée par le Raïs égyptien. Il n'en était rien et l'ambassadeur égyptien El Koni n'avait cette fois-ci aucune arrière pensée. La situation sur le terrain s'était définitivement retournée à l'avantage des Israéliens et Nasser avait pris pleinement conscience de l'ampleur de sa défaite militaire. Aussi avait-il ordonné à son ambassadeur d'accepter sans délai le cessez-le-feu. Les délégations israélienne et jordanienne l'endossèrent également, si bien qu'en cette nuit du 8 au 9 juin, les combats cessèrent rapidement dans le Sinaï. La Syrie se déclara du coup prête à accepter elle aussi le cessez-le-feu. La guerre n'en était pourtant pas terminée.

Une décision politique lourde de conséquences

Dès le 6 juin, l'état-major central israélien avait demandé au général David Elazar, commandant le front nord, de passer à l'offensive et de s'emparer des hauteurs du Golan pour faire taire les canons syriens qui harcelaient les *kibboutz* du secteur. Celui-ci avait répondu qu'avec seulement deux brigades disponibles et sans appui aérien (la *Heyl Ha'Avir* ayant reçu l'ordre de concentrer ses attaques sur les fronts du Sinaï et de Cisjordanie), il n'était pas en mesure de garantir le succès d'une telle entreprise. Les Syriens disposaient tout de même de huit brigades éparpillées à travers l'ensemble du plateau, regroupant 300 chars et 265 pièces d'artillerie lourde. Celles-ci n'étaient certes pas redoutables, mais elles pouvaient compter sur le nombre et le général Elazar serait obligé d'attaquer à un contre quatre dans des conditions de terrain très favorables au défenseur. Il serait plus judicieux de reporter l'offensive au lendemain ou au surlendemain, lorsque plusieurs brigades seraient à même de renforcer son dispositif et qu'il pourrait compter sur le soutien massif de l'aviation. L'état-major en avait pris acte, reconnaissant que le général Elazar ne pouvait pas tout faire en même temps : assurer le contrôle opérationnel de la *36e division* du général Peled, qui faisait campagne en Samarie, et s'emparer du Golan.

Dans la nuit du 7 au 8 juin, alors que les opérations venaient de s'achever en Cisjordanie, le général Elazar proposa à l'état-major central de passer à l'offensive sur le front du Golan, et ce, dès le lendemain matin. Il argua qu'il pourrait compter sur l'appui de l'aviation et sur le renfort d'au moins quatre brigades rapatriées en urgence du front centre. Ses plans de bataille étaient prêts. Il ne lui manquait plus qu'un aval formel. Quelle ne fut pas sa déception que de s'entendre dire que la conquête du Golan n'était plus d'actualité ! Compte tenu des circonstances, Moshé Dayan s'était en effet prononcé contre ce projet. Et comme toujours, ses décisions étaient sans appel. Le ministre de la défense craignait en effet la réaction des Soviétiques. Ceux-ci avaient été contraints d'avaler un certain nombre de couleuvres pendant les trois derniers jours, et il serait dangereux de poursuivre ce petit jeu trop loin. En voyant les Israéliens s'emparer du Golan, les Soviétiques pourraient penser que ceux-ci seraient tentés de poursuivre jusqu'à Damas, franchissant ainsi l'une des « Lignes rouges » tracées sur la carte du Proche-Orient. Les Soviétiques interviendraient alors militairement et enverraient probablement des unités aériennes et des unités parachutistes pour dégager Damas, tandis que leur flotte établirait le blocus

d'Israël. Après avoir tout gagné, Israël risquait de tout perdre ! La prise du Golan n'était décidément pas une bonne idée ! Moshé Dayan était convaincu qu'il fallait s'arrêter là, tant pis si cela douchait l'enthousiasme de certains généraux grisés par leur succès. Lors d'une réunion d'état-major dans la « Fosse », le quartier général enterré situé sous le ministère de la défense, à Tel Aviv, il déclara : « *La guerre contre l'Égypte n'est pas encore terminée ; nous avons toujours refusé de nous battre sur tous les fronts en même temps ; les Soviétiques menacent d'intervenir ; le « canari » israélien a déjà avalé deux chats -l'Égypte et la Jordanie - ce qui constitue déjà en soit un assez bon repas ; point besoin d'ajouter la Syrie ! »* [6] . En son fort intérieur, il savait également que ses deux objectifs stratégiques les plus importants avaient été atteints : sauvegarder la centrale nucléaire de Dimona et confirmer l'alliance avec Washington.

Furieux de se retrouver frustré d'une victoire qu'il estimait à sa portée, le général Elazar se rendit à Tel Aviv pour y rencontrer Lévi Eshkol, avec lequel il entretenait de bons rapports personnels. Il savait que le Premier ministre, pressé par le lobby des colons et des *kibboutznik*, prêterait une oreille attentive à ces propos. Après tout, son offensive ne visait-elle pas à rendre la vie de ces colons et de ces *kibboutznik* plus sûre ? Lévi Eshkol l'écouta chaleureusement, mais lui confirma que la réalité du pouvoir se trouvait actuellement aux mains de Moshé Dayan, pas dans les siennes. Il lui promit toutefois de convoquer en soirée une nouvelle réunion du cabinet de crise, afin d'y évoquer cette affaire et tenter de mettre Dayan en minorité. Bien que la situation de guerre commanda l'union nationale, Lévi Eshkol n'avait toujours pas digéré le « putsch » dont il avait été la victime dix jours auparavant !

Le 8 juin à 19 heures, les ténors du gouvernement se retrouvèrent dans le bureau du Premier ministre. Le général Ytzakh Rabin prit la parole, rappela que l'artillerie syrienne continuait toujours de harceler les villages frontaliers, et informa l'auditoire que plusieurs brigades étaient en train de se diriger vers le front nord pour renforcer le dispositif du général Elazar. Dès le lendemain, ce dernier disposerait des moyens nécessaires pour s'emparer des hauteurs du Golan et faire taire les canons syriens. Plusieurs ministres soulignèrent quant à eux l'isolement d'Israël sur la scène internationale, estimant qu'il serait imprudent de provoquer l'Ours soviétique dans de telles conditions. Lévi Eshkol passa la parole aux représentants d'associations d'habitants des villages et *kibboutz*

régulièrement visés par l'artillerie syrienne, qui avaient été exceptionnellement invités à participer à cette réunion. Ceux-ci exigèrent que le gouvernement prit toutes les mesures nécessaires pour faire cesser l'agression dont ils faisaient l'objet depuis trop longtemps, précisant que si de telles mesures n'étaient pas prises, la communauté juive internationale en serait informée ! Yigal Allon, le très charismatique ministre du travail et des infrastructures, enfonça le clou en précisant : « *dans l'hypothèse où une offensive contre le Golan provoquerait la rupture de nos relations diplomatiques avec Moscou - et je doute que les Soviétiques aillent jusque-là – je préfère m'emparer des positions syriennes et rompre nos relations avec l'URSS, plutôt que de voir les Syriens conserver leurs positions et l'Union soviétique consoler Israël ! »* [7] . Piqué au vif, Moshé Dayan rappela à l'auditoire ses convictions, rajoutant : « *A tout prendre, je préfère déplacer les villages et les kibboutz d'une vingtaine de kilomètres pour les mettre à l'abri de l'artillerie syrienne, plutôt que d'ouvrir un troisième front qui nous mène à l'affrontement avec les Soviétiques. Des dizaines de milliers d'Arabes ont été déplacées ou bien vont l'être par le conflit en cours ; nous pouvons bien déplacer nous-même quelques centaines d'Israéliens ! »* [8] . Ce dernier commentaire suscita la fureur d'une partie de l'auditoire. Comment Moshé Dayan, lui même *Sabra* et *Kibboutznik,* osait-il parler ainsi ? Quoi qu'il en soit, le ministre de la défense campa sur ses positions et lorsque vint le moment de clore la réunion, Lévi Eshkol proposa le compromis suivant : les conditions politiques nécessaires à une offensive sur le Golan n'étaient pas actuellement réunies, mais le principe même de cette offensive ne devait pas être écarté ; l'évolution de la situation pourrait toujours la remettre au goût du jour dans les heures ou les journées à venir. Satisfaits, Dayan et Rabin s'éclipsèrent et rejoignirent l'état-major général d'où ils informèrent le général Elazar de ce qui avait été décidé. Celui-ci devait néanmoins se tenir prêt, au cas où...

Peu après minuit, épuisé, Moshé Dayan tomba par hasard sur une pile de documents tout juste transmis par les services des renseignements militaires, accompagnés de plusieurs dizaines de photographies aériennes prises avant le crépuscule. La conclusion était limpide : les Syriens avaient entamé un retrait partiel du Golan ; des colonnes de chars refluaient vers Damas ; la plupart des unités qui se trouvaient jusqu'à présent dans le secteur de Kunéïtra, la « capitale » du Golan, avaient disparu durant l'après-midi. Vers 3 heures du matin, plusieurs rapports en provenance du Sinaï

signalèrent que le cessez-le-feu avec l'Égypte semblait réellement respecté. Les combats avaient apparemment cessé. Les services de renseignements lui confirmèrent en outre que la posture des forces soviétiques n'avait pas été modifiée ; la Ve *Eskadra* ne s'était d'ailleurs pas rapprochée des côtes israéliennes. Ébranlé, Dayan était en train de se demander s'il n'était pas en train de laisser passer une occasion qui risquait bien de ne plus se représenter. Et puis il y avait cette affaire du *Liberty (confer* chapitres 7 et 8). Quitte à avoir pris beaucoup de risques, autant les assumer jusqu'au bout et tenter d'en retirer le maximum de bénéfices ! Tourmenté par ses pensées contradictoires, le ministre de la défense réveilla le général Rabin, l'informa des derniers développements, et lui demanda combien de temps il faudrait à *Tsahal,* compte tenu du repli syrien, pour s'emparer du Golan. La réponse fut brève : vingt-quatre heures suffiraient ! À 5 heures du matin, la tension monta d'un cran lorsque les deux hommes apprirent que la Syrie venait officiellement d'accepter le cessez-le-feu.

Changeant radicalement d'avis, désormais certain de ne pas avoir à se battre sur plusieurs fronts, Moshé Dayan annonça à son complice que l'assaut contre le Golan s'imposait finalement ! Il fallait non seulement s'emparer des positions abritant l'artillerie syrienne, mais aussi conquérir la plus grande partie du plateau ! De la sorte, Israël contrôlerait également les précieuses sources d'eau alimentant le Jourdain. Connaissant parfaitement le terrain pour l'avoir parcouru dans tous les sens, à la fois dans les rangs de l'armée britannique, puis en tant que chef du bataillon de commandos de la *Haganah,* il empoigna une carte d'état-major et traça sommairement la ligne que les Israéliens devraient atteindre le plus rapidement possible. À 6 heures, il téléphona au général Elazar et lui demanda : « Peux-tu attaquer ce matin ?» ; la réponse étant positive, il rajouta : « alors attaque dès que tu es prêt ! ». Moshé Dayan lui précisa ensuite ses dernières recommandations, et lui suggéra finalement d'attendre jusqu'en fin de matinée, le temps que l'aviation bombarda violemment les positions syriennes, de manière à faciliter la progression de ses propres troupes. Dans les mémoires qu'il publia bien des années plus tard, Moshé Dayan justifia sa décision de violer le cessez-le-feu par l'analyse suivante : « *Si nous avions fait campagne en Syrie, c 'était avant tout pour préserver nos colonies de Galilée contre les tirs incessants de l'artillerie syrienne et punir les Syriens en leur montrant que l'on ne pouvait pas nous harceler impunément* » [9] .

Le général Elazar saisit sa chance

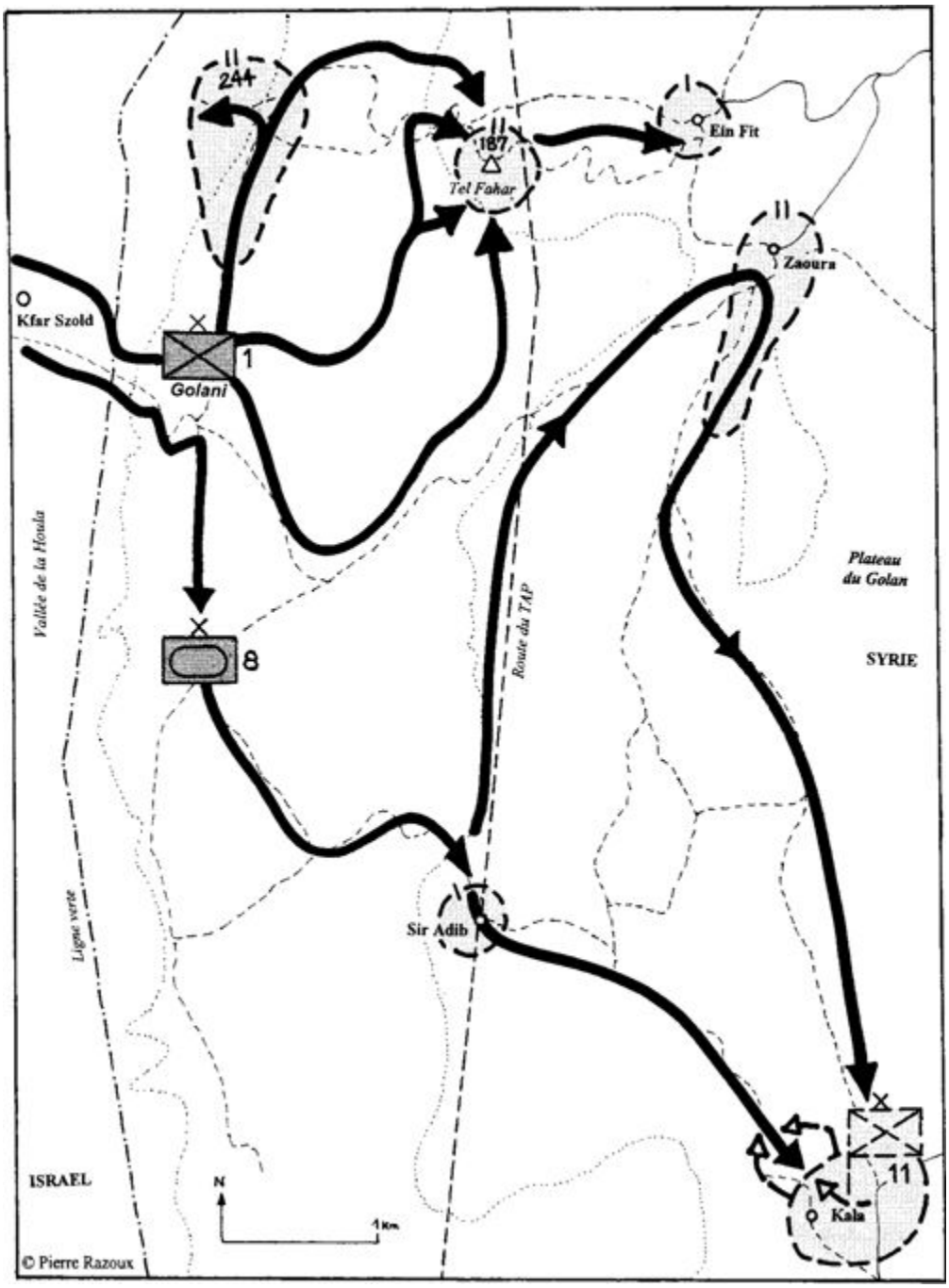
Frétillant d'excitation, le général Elazar révisa son plan mentalement. Il pourrait, lui aussi, faire la preuve de ses talents ! Pour lancer son offensive, il pouvait compter sur quatre nouvelles brigades qui étaient arrivées la veille en renfort : la *20e d'infanterie*, de même que les *37e* et *45e blindées*, venant de Cisjordanie, et la *8e blindée* en provenance du Sinaï. Deux autres brigades prélevées sur le front centre devaient arriver en soirée : la *17e d'infanterie* et la *55e parachutiste.* Le général Elazar disposait donc de six brigades, avec l'assurance d'en toucher deux supplémentaires très rapidement. Face à lui, l'armée syrienne n'alignait plus que quatre brigades d'infanterie retranchées sur les hauteurs dominant le Lac de Tibériade et la Vallée de la Houla. Chacune d'entre elle avait déployé l'un de ses bataillons en écran, afin d'être en mesure de couvrir l'ensemble de la frontière. Les autres brigades étaient en train de se replier vers Damas. Face aux 220 chars d'Elazar, les Syriens ne disposaient plus que de 120 chars T-54 et T-55, de même qu'une centaine de vénérables T-34, JS-III, Su-100 et Panzer IV immobilisés dans leurs alvéoles dominant les crêtes du Golan, et faisant office de pièces d'artillerie statiques. Le plan d'Elazar était simple. Il allait faire porter son effort principal à l'extrême nord du Golan, avec l'équivalent d'une division placée sous le commandement de son adjoint, le général Dan Laner. Pendant ce temps, trois autres brigades mèneraient des attaques de diversion au centre, afin de fixer sur place le maximum de troupes syriennes. Dans un deuxième temps, lorsque les renforts supplémentaires seraient à pied d'œuvre, il percerait le dispositif syrien par une offensive en pince devant permettre d'encercler les troupes syriennes qui n'avaient pas encore fui le champ de bataille. Deux colonnes progressant rapidement depuis l'extrême sud et l'extrême nord convergeraient vers Kunéïtra pour refermer la nasse.

La difficile progression du général Laner

Le 9 juin à 11 h 30, après que l'aviation eut martelé les positions syriennes pendant plus de cinq heures, le général Laner ordonna à ses troupes de se mettre en route. Conservant en réserve la *45e brigade «Barak»*, il lança à l'attaque *la 8e brigade blindée* et la *lre brigade d'infanterie.*

La *8e brigade* du colonel Mendier franchit la frontière à hauteur du *kibboutz* de Kfar Szold, et s'engagea sur l'étroite piste sinueuse grimpant à flanc de colline, pour tenter d'atteindre le village de Zaoura, au sommet des escarpements dominant le secteur. Ne pouvant progresser qu'en une seule et interminable colonne, le colonel Mendier avait placé en tête de son dispositif huit bulldozers réquisitionnés dans les *kibboutz* voisins. Ceux-ci devaient être en mesure de déblayer les obstacles que les Syriens auraient pu placer le long de la route. Leur tâche consistait également à pousser les carcasses des véhicules israéliens qui viendraient à être détruits et qui risquaient de bloquer la progression de la colonne.

La bataille du Golan : lre phase (9 juin 1967)



Très rapidement, un feu nourri éclata et les Israéliens se retrouvèrent sous le feu croisé de plusieurs positions syriennes. Ordonnant à son infanterie de mettre pied à terre pour monter à l'assaut des positions adverses, le colonel Mendier ordonna à son bataillon blindé de tête de poursuivre sa progression en direction du sommet de la colline. Les Syriens concentrèrent leurs tirs sur l'avant de la colonne blindée, prenant plus

particulièrement pour cible les huit bulldozers. Trois furent rapidement détruits, les cinq autres endommagés. Des équipages de « Centurion » quittèrent alors l'abri de leurs chars pour prendre la place des conducteurs tués ou blessés et remettre en marche les bulldozers endommagés. Puis progresser de quelques centaines de mètres avant d'être eux-mêmes mis hors de combat, laissant leur place à d'autres équipages. En dix minutes, le bataillon de tête perdit son commandant, l'officier désigné pour prendre immédiatement sa place, ainsi que deux commandants de compagnie ! Fort heureusement pour les Israéliens, leurs fantassins étaient en train de s'emparer des nids de résistance syriens les uns après les autres et la résistance ennemie commença à faiblir. À 14 heures, à l'issue d'une progression difficile, les chars et les « Halftrack » du colonel Mendier atteignirent le sommet des premiers escarpements et se retrouvèrent à couvert pour un moment. Continuant sa progression en direction de l'est, le long de la piste montant en pente douce vers Zaoura, le colonel Mendier manqua un embranchement et se retrouva à Sir Adib, à cinq kilomètres plus au sud de son objectif. Il bouscula le détachement syrien tenant la position, puis scinda sa brigade en deux. L'un de ses deux bataillons blindés continuerait sur cette piste en direction du sud-est, pour s'emparer du village de Kala, tandis que le reste de la brigade remonterait la piste vers le nord pour atteindre l'objectif initial. Au sud, les « Super Sherman » progressèrent prudemment. À moins d'un kilomètre de Kala, ils tombèrent dans une embuscade tendue par le bataillon blindé de la 1I^{e} brigade d'infanterie syrienne défendant le secteur. Les tankistes syriens bénéficiaient de l'appui de nombreux canons antichars et de pièces d'artillerie retranchées en lisière de bois, à proximité de Kala. Totalement pris par surprise, les Israéliens perdirent trois chars en l'espace de quelques secondes. Le temps de se ressaisir, huit autres chars furent détruits. Quittant la piste, les « Super Sherman » se lancèrent dans une cavalcade effrénée pour tenter de déborder leurs adversaires. Sans succès, car ceux-ci étaient bien embossés et leurs positions étaient défendues par des équipes antichars apparemment bien entraînées. Les pertes grimpèrent dangereusement dans les rangs des Israéliens, mais ces derniers étaient déterminés à s'emparer de la position. L'affrontement dura encore deux heures, à l'issue desquelles les Israéliens avaient perdu 33 chars sur 35 ! À bord de son char de commandement, le capitaine, qui tenait désormais entre ses mains la destinée de son unité, ordonna un repli salvateur à la plus grande joie des survivants ! Son chef de

bataillon, puis son adjoint, avaient tous deux été tués dans l'engagement. De leur côté, les Syriens n'en revenaient pas ! Ils avaient mis en déroute un bataillon de chars de cette redoutable armée qui avait battu leurs frères égyptiens et jordaniens, en ne perdant que le tiers de leurs effectifs. Allah devait être aujourd'hui de leur côté ! Les vaillants tankistes syriens n'eurent cependant pas le loisir de se réjouir longtemps, car l'aviation israélienne, appelée entre temps à la rescousse, surgit au ras de la colline et largua sur eux un enfer de napalm. Les survivants n'eurent d'autre choix que de se replier aussi vite que possible dans le village de Kala.

De son côté, le colonel Mendier était parvenu à s'emparer de Zaoura sans difficulté majeure. À 17 heures, après avoir laissé sur place son bataillon d'infanterie motorisée, il fonça en direction de Kala, roulant aussi vite que le permettait les trains de roulement de ses « Centurion ». Alerté, il savait que le bataillon qu'il avait envoyé sur place était en train de se faire tailler en pièces. Venant du nord, il pénétra en trombe dans le village et prit à revers les Syriens qui s'y étaient retranchés. Entamant une véritable fantasia à travers les rues du village, il détruisit coup sur coup plusieurs T-54 qui étaient en train de se réapprovisionner. Rapidement mis en déroute, les Syriens s'enfuirent le long de la route menant à Kunéïtra. À court de carburant et de munitions, le colonel Mendier décida de faire halte pour la nuit, afin de laisser ses troupes se remettre de leur journée éprouvante, mais aussi afin de leur permettre de se regrouper et de se ravitailler.

La coûteuse bataille de Tel Fahar

Entre temps, plus au nord, la *l^re^ brigade d'infanterie* du colonel Efrat avait elle aussi connu une rude journée. Après avoir franchi la frontière au sud du *kibboutz* Dan, les fantassins de la fameuse « *Golani* » s'était dirigés en trois colonnes, de la valeur chacune d'un bataillon, en direction du Tel Fahar. Ce promontoire contrôlait l'accès à la route principale qui permettait d'atteindre Kunéïtra par le nord. Il constituait en outre le verrou permettant de s'emparer des sources du Jourdain, à Banias, et des contreforts du Mont Hermon, à Mas'ada [10] . Le général Laner n'avait donc pas d'autre choix que de s'en emparer. La première colonne longea la piste la plus au nord, s'emparant facilement des positions défendues par le 244e bataillon syrien d'infanterie qui faisait écran au dispositif syrien. Elle fut bientôt rejointe par les deux autres colonnes qui avaient fait route à travers le maquis boisé et

rocailleux, en dehors de la piste principale, pour prendre à revers Tel Fahar, mais aussi par des chars « Super Sherman » qui devaient appuyer leur progression. La position syrienne avait été « assouplie » par l'aviation israélienne pendant la matinée et le colonel Efrat espérait pouvoir s'en emparer sans trop de difficulté. Mais une fois encore, le commandement israélien avait surestimé la capacité de son aviation à neutraliser des positions fortement protégées. Car les Syriens avaient transformé le promontoire en un véritable camp retranché, parcouru de galeries souterraines, de champs de mines, de réseaux de fils de fer barbelés et de trois tranchées concentriques défendant son accès. Ces tranchées étaient couvertes par les feux croisés de plusieurs bunkers, et les deux compagnies d'infanterie du 187e bataillon syrien qui s'y étaient déployées disposaient enfin de plusieurs mortiers et d'une dizaine de mitrailleuses lourdes. Bref, un obstacle à la hauteur de la réputation des fantassins de choc de la *brigade « Golani »* !

À 15 heures, suivant trois axes différents, les fantassins israéliens passèrent à l'assaut. Ce dernier fut repoussé. Plusieurs canons antichars, soigneusement camouflés jusque-là, se dévoilèrent brusquement et détruisirent une dizaine de blindés tandis que les tirs nourris de mortiers et de mitrailleuses fauchèrent les premières vagues. Après s'être repliés, les Israéliens décidèrent d'attendre l'obscurité pour remonter à l'assaut. En attendant, ils envoyèrent un détachement s'emparer du village voisin d'Ein Fit, afin d'assurer leurs arrières. Peu après le crépuscule, et après avoir soigneusement préparé leur plan de bataille, les fantassins de la *« Golani »* repartirent à l'assaut. Cette fois, ils attaquèrent groupés, appuyés par les blindés postés en retrait. Ils parvinrent à ouvrir une brèche, puis plusieurs, à l'endroit du dispositif ennemi qui leur avait semblé le plus faible. Puis, plus rien ne les stoppa. Faisant preuve d'un élan remarquable, ils enlevèrent les positions les unes après les autres. Les combats dégénérèrent en de violents corps à corps. Là encore, les baïonnettes et les pelles-bêches firent autant de dégâts que les mitraillettes et les grenades ! À 22 heures, après sept heures de combats acharnés, le drapeau israélien flottait sur la position. À l'exception de 20 prisonniers tous blessés et de 8 soldats qui étaient parvenus à s'enfuir pendant la bataille, tous les Syriens avaient été tués. Les Israéliens accusaient également des pertes importantes : 31 morts et 82 blessés ; les deux tiers de leurs officiers avaient été soit tués, soit blessés ; 9 « Super Sherman » et 19 « Halftrack » avaient en outre été détruits. Cette

bataille, qui peut être comparée à celle de la « Colline des Munitions » à Jérusalem, fut la plus dure de cette campagne pour le contrôle du Golan. Harassés, les fantassins firent halte pour la nuit, attendant d'être réapprovisionnés à l'aube.

Plus au sud, la *20e brigade d'infanterie* du colonel Gavish et la *27e brigade mécanisée* du colonel Shehed avaient rempli leur mission de diversion. Elles étaient en outre parvenues à mettre en fuite les fantassins syriens éparpillés dans les maquis situés au nord du pont des Filles de Jacob, et s'étaient emparées des hameaux fortifiés de Jalabina, Dardara et Darbashia. Cette progression ne s'était toutefois pas faite sans pertes : 21 soldats israéliens avaient été tués et 36 autres blessés. À la tombée de la nuit, alors que ces deux brigades se réorganisaient ostensiblement, afin d'endormir la vigilance des guetteurs syriens encore nombreux dans le secteur, la *37e brigade blindée* du colonel Ram passa brusquement à l'action. Maintenue jusque-là en réserve, l'avant-garde de la brigade surgit du *kibboutz* Gonen, sur la gauche du dispositif tenu par les colonels Gavish et Shehed, puis fonça sur la route menant au sommet du plateau. Manœuvre audacieuse, mais qui se révéla payante, car les Syriens croisés le long de la route crurent avoir à faire à leurs propres chars en déroute, fonçant vers Damas ! Cette manœuvre permit en tout cas au colonel Ram de s'établir pour la nuit sur les hauteurs du Golan au niveau du hameau déserté de Rawia, au carrefour avec la route du Trans Arabian Pipeline (TAP) traversant l'ensemble du plateau. De sa position, le colonel Ram pourrait appuyer le lendemain matin la progression des *20e* et *27e brigades*, puis foncer en direction de Kafar Nafakh et de Kunéïtra.

Ultimes manœuvres diplomatiques

À Damas, dès qu'il apparut qu'Israël avait violé le cessez-le-feu et avait lancé une offensive générale contre le Golan, le gouvernement syrien envoya une protestation officielle au siège des Nations unies et exigea la réunion immédiate du Conseil de sécurité. Celui-ci, pour des questions de procédure, ne pourrait toutefois pas se réunir avant quelques heures. D'autant plus que la délégation israélienne niait farouchement toute action militaire d'envergure, se contentant de rappeler les bombardements répétés de villages israéliens par l'artillerie syrienne. Dans la capitale syrienne, Hafez el-Assad, ministre de la guerre, avait quant à lui ordonné d'accélérer

le repli de la 17e brigade mécanisée, de la 44e brigade blindée et de la 89e brigade d'infanterie, afin que ces unités rejoignent aussi vite que possible le 42e groupement de brigades défendant l'accès de la capitale syrienne. Anticipant une éventuelle offensive israélienne à travers le Sud-Liban, qui aurait permis aux Israéliens de prendre à revers Damas, le ministre de la guerre syrien avait en effet besoin de troupes fraîches pour étoffer son dispositif. Puis, il diffusa sur les ondes de la radio militaire le message suivant, emphatique et propagandiste : « *Glorieux soldats, trois cent milles combattants de l'Armée populaire sont avec vous dans cette bataille, et derrière eux, cent millions d'Arabes. La crème de nos troupes tient fermement le front. Attaquez les positions de l'ennemi, transformez-les en poussière et pavez les routes arabes avec les ossements des soldats juifs ! Combattez-les sans merci ! »* [11] . Les soldats syriens, eux, n'y croyaient plus vraiment !

En fin d'après-midi, l'état-major central commandé par le général Ahmed Souedani avait ordonné la retraite générale. Ne pouvant plus compter sur le renfort des armées égyptiennes et jordaniennes battues à plate couture, comment pourrait-il résister à l'offensive déterminée des Israéliens ? Continuer la lutte sur le plateau du Golan eut été suicidaire et surréaliste. Il valait mieux regrouper l'ensemble de l'armée aux portes de Damas. D'autant que l'ambassadeur soviétique venait de faire savoir à son gouvernement que la menace de capture de la capitale syrienne serait considérée par le Kremlin comme un *casus belli* avec Israël. Une division parachutiste soviétique avait d'ailleurs été mise en alerte l'après-midi même, au cas où... Pendant la nuit, les troupes syriennes encore stationnées sur le plateau du Golan, du moins celles qui n'étaient pas isolées, entamèrent leur repli en bon ordre, emportant avec elles armes et bagages.

Entre temps, à New York, le Conseil de sécurité s'était finalement réuni pour examiner la situation. Israël était représenté par son ministre des affaires étrangères. Pendant plusieurs heures, Abba Eban dut faire face à l'hostilité latente des membres permanents du Conseil de sécurité, tout comme à l'hostilité déclarée des représentants égyptiens et syriens. Le Secrétaire d'État américain, Dean Rusk, également présent, tança vertement son homologue israélien en lui faisant clairement comprendre que s'il tenait toujours à son alliance avec Washington, il serait bien inspiré de conseiller à son gouvernement de stopper immédiatement son aventure « stupide et

irresponsable ». Il lui précisa au passage qu'il avait cette fois la Maison Blanche et le Pentagone derrière lui. Le représentant français, Roger Seydoux, de même que le délégué soviétique, Nikolaï Fédérenko, firent également pression sur Abba Eban, chacun en des termes imagés correspondant à sa tradition diplomatique ! Une véritable diatribe opposa enfin le ministre israélien des affaires étrangères au Dr El Kony, le délégué égyptien. En fin d'après midi, le Conseil sembla s'entendre sur un texte d'une fermeté inhabituelle, imposant un cessez-le-feu aux belligérants six heures après l'adoption de la résolution. Coup de théâtre, le délégué soviétique entama alors un combat d'arrière garde pour exiger qu'Israël soit explicitement désigné comme l'agresseur et sanctionné en tant que tel. Abba Eban ne pouvait y croire ! Les Soviétiques étaient en train d'offrir aux Israéliens, sur un plateau d'argent, un précieux délai de quelques heures qui allait leur permettre de concrétiser leurs gains sur le Golan ! Peu après minuit, Nikolaï Fédérenko se rendit aux arguments de ses collègues, déclarant qu'en tout état de cause, l'Union soviétique romprait ses relations diplomatiques avec Israël le jour même. Abba Eban, afin de gagner quelques heures de plus, demanda à consulter son propre gouvernement, afin de lui soumettre la proposition du Conseil.

À Tel Aviv, une nouvelle réunion du cabinet de crise venait de s'achever dans une ambiance particulièrement houleuse. La conquête du Golan, présentée comme une promenade militaire de vingt-quatre heures, avait bien mal débuté. Les pertes étaient lourdes et l'on attendait toujours la percée ! Plusieurs ministres avaient souligné que cette violation manifeste du cessez-le-feu allait mettre Israël dans une situation intenable au sein de la communauté internationale. Moshé Dayan, lui même, commençait à se poser quelques questions. Et Ytzakh Rabin avait demandé à annuler une partie des opérations prévues pour le lendemain, les jugeant finalement trop aléatoires. Néanmoins, par cohérence politique, le cabinet avait avalisé la poursuite de l'offensive, en y mettant toutefois une échéance butoir : le crépuscule du lendemain 10 juin. Lorsque Lévi Eshkol fut en communication avec Abba Eban, il ne put que lui répercuter la décision prise par le cabinet, lui demandant de retarder l'imposition du cessez-le-feu de manière à respecter l'échéance fixée par celui-ci. À 5 heures du matin à New York, ce samedi 10 juin 1967, Abba Eban refit son apparition au Conseil de sécurité pour annoncer qu'Israël acceptait sans condition le texte de la résolution 236. À 5 h 30, celle-ci fut adoptée à l'unanimité. Il était 12 h

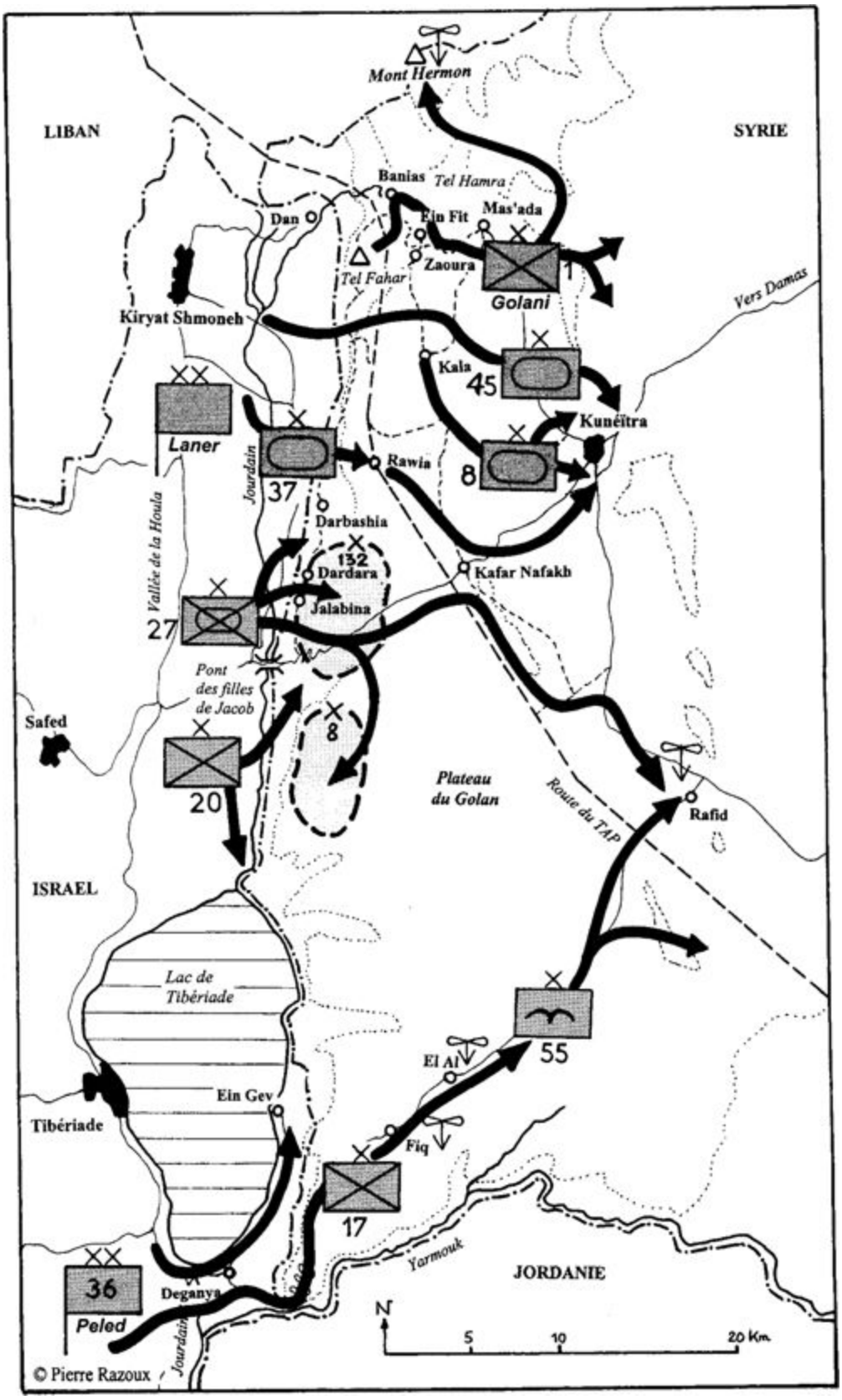
30 au Proche-Orient. *Tsahal* avait jusqu'à 18 h 30 pour parachever sa victoire.

La percée finale

L'état-major israélien n'avait toutefois pas perdu de temps et dès l'aube du 10 juin, les opérations avaient repris à un rythme soutenu, appuyées par l'aviation qui survolait sans cesse le Golan depuis deux jours, à la recherche de cibles faciles. Car les pertes avaient été lourdes au sein de la *Heyl Ha'Avir,* et les pilotes n'étaient plus véritablement motivés pour risquer leur vie de manière inconsidérée, maintenant que l'essentiel était acquis.

Dans le secteur de Deganya, le général Peled était arrivé dans la nuit avec la *17e brigade d'infanterie* du colonel Avnon, et la *55e brigade parachutiste* du colonel Gour. Il avait reçu en prime le soutien d'un bataillon blindé équipé de « Sherman », tout comme celui d'un bataillon d'artillerie automotrice. Dès le lever du jour, son groupement divisionnaire s'achemina vers la route menant à El Al et Rafid, à l'extrême sud du Golan. Il progressa rapidement le long de la majestueuse route en lacets dominant les gorges du Yarmouk, faisant office de frontière avec la Jordanie. Au détour d'un virage, il surplomba le fameux pont ferroviaire détruit par Lawrence d'Arabie en 1918. Puis, sans rencontrer d'opposition, il atteignit le sommet de l'escarpement et s'empara du hameau fortifié de Tawafik, abandonné pendant la nuit par le détachement de la 19e brigade d'infanterie syrienne qui l'occupait encore la veille. Au même moment, un bataillon de la *55e brigade parachutiste* fut héliporté un peu plus loin, sur cette même route. Après avoir quitté les hélicoptères, les parachutistes se séparèrent en deux groupes et occupèrent les villages de Fiq et d'El Al. Là encore, les Syriens ne les avaient pas attendus. Une fois ces positions prises, le général Peled envoya son bataillon blindé et l'un de ses bataillons mécanisés rejoindre les parachutistes. Vers 15 heures, tous ces éléments étaient regroupés. La colonne mécanisée fonça alors en direction de Boutmia et de Rafid, où elle arriva en fin d'après-midi. Un détachement de paras, héliporté à proximité peu de temps auparavant, les y attendait.

La bataille du Golan : 2e phase (10 juin 1967)


Mont Hermon
LIBAN
SYRIE
Banias
Tel Hamra
Dan
Ein Fit
Mas'ada
Zaoura
Tel Fahar
Golani
Kiryat Shmoneh
Vers Damas
Kala
45
Kunëitra
Laner
Jourdain
Rawia
8
37
Darbashia
132
Dardara
Kafar Nafakh
Vallée de la Houla
Jalabina
27
Pont
des filles
de Jacob
Safed
8
Plateau
du Golan
Route du TAP
Rafid
20
ISRAEL
Lac de
Tibériade
El Al
55
Ein Gev
Tibériade
Fiq
17
Yarmouk
JORDANIE
36
Deganya
Peled
Jourdain
N
5
10
20 Km
© Pierre Razoux

Au nord, les *brigades « Golani »* et « *Barak »* s'emparèrent sans difficulté du Tel Hamra, puis de Banias, localité réputée abriter les sources du Jourdain. La « *Golani »* poursuivit ensuite sur Mas'ada, Majdal Shams et les contreforts du Mont Hermon, tandis que la *brigade « Barak »* prenait position au nord de Kunéïtra, de manière à repousser toute contre-attaque syrienne. La *8e brigade blindée* du colonel Mendier bouscula quant à elle quelques troupes en retraite, mais aussi de nombreux civils désireux de quitter le plateau au plus vite, avant d'y être piégés par les Israéliens [12] . Elle exploita dans la foulée en direction de Kunéïtra sans rencontrer la moindre opposition. Au centre du dispositif, la *27e brigade* atteignit sans difficulté le plateau, après avoir été appuyée par les tirs précis des « Centurion » du colonel Ram. Elle fonça ensuite en direction de Rafid, la localité la plus à l'est du plateau du Golan. La *20e brigade* passa quant à elle la journée à nettoyer de toute présence ennemie le secteur compris entre le pont des Filles de Jacob et la pointe nord du Lac de Tibériade. En milieu de matinée, la *37e brigade blindée* exploita la percée en direction de Kafar Nafakh, afin de prendre Kunéïtra à revers par le sud. À 14 heures, la ville de Kunéïtra était encerclée. Les Israéliens l'attaquèrent sans attendre, ne rencontrant pas la moindre résistance, à l'exception de quelques tirs de snipers embusqués. Décidément, toutes les troupes syriennes s'étaient repliées pendant la nuit ! À 15 heures, la ville était sous le contrôle total des Israéliens.

En milieu d'après-midi, un détachement de fantassins de la *brigade « Golani »* fut héliporté au sommet du Mont Hermon, pour s'emparer de la station d'observation et d'écoute électronique que les Soviétiques y avaient construit pour le compte des Syriens. Les fantassins israéliens, appuyés par l'aviation, s'emparèrent de cette station après une résistance symbolique de la garnison. Ils capturèrent à cette occasion deux techniciens soviétiques présents sur place.

Le retour des bérets bleus

À 18 h 30, le cessez-le-feu entra en vigueur, comme prévu. Les Israéliens étaient maîtres du Golan. La guerre proprement dite était terminée.

La semaine suivante, les observateurs de l'ONUST établirent deux lignes de cessez-le-feu, entre lesquelles s'étendait une zone tampon démilitarisée

d'une largeur comprise entre deux et cinq kilomètres. Le tracé de ces lignes fut accepté lors de négociations menées par l'entremise des bérets bleus. En signant la carte où figuraient ces lignes, le représentant syrien rajouta une mention précisant que ces lignes constituaient « *un expédient purement pratique aux fins spécifiques de faciliter l'observation du cessez-le-feu par l'ONU et ne devaient pas porter préjudice aux revendications et positions du gouvernement syrien* ». Rapidement, l'ONUST rétablit sept postes d'observation du côté israélien et neuf autres postes du côté syrien. Ceux-ci furent placés sous le contrôle de la commission mixte d'armistice Israël-Syrie, établie en 1949, et la direction générale en fut assurée par le chef d'état-major de la Force qui avait son siège à Jérusalem. Dès la fin du mois de juin, 128 bérets bleus tournaient régulièrement dans ces 16 postes d'observation, rapportant la moindre violation du cessez-le-feu par l'une ou l'autre des parties. Cette situation perdura jusqu'à la guerre d'octobre 1973.

---

1 . Ce raid, qui ne fit aucune victime, dura trois heures et impliqua deux compagnies de commandos syriens escortés par huit chars, qui progressèrent de trois kilomètres avant de se replier et de rejoindre les lignes syriennes situées sur les contreforts du Mont Hermon.

2 . Comme le confirme Michael Oren dans son ouvrage *Six Days of War,* Oxford University Press, Oxford, 2002, p. 279.

3 . Le dispositif de cette résolution stipulait : « *Le Conseil de sécurité demande à tous les gouvernements concernés de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour aboutir à un cessez-le-feu et pour mettre fin à toutes les activités militaires au Moyen-Orient* ».

4 . Cité par Pierre Hazan, *op. cit.,* p. 43.

5 . Ces deux royaumes reprendront toutefois progressivement leurs exportations d'hydrocarbures à partir de la fin juin, mais les États-Unis et la Grande-Bretagn resteront touchés par la mesure d'embargo. L'Irak rejoindra l'embargo le 15 juin et la Libye le 5 juillet 1967.

6 . Cité par Martin Van Creveld, *Tsahal : une histoire critique de la force israélienne de défense* , éditions du Rocher, 1998, p. 286.

7 . Cité par Michael Oren, *op. cit* ., p. 276.

8 . *Ibid.*

9 . Moshé Dayan, *Histoire de ma vie*, Fayard, 1976, p. 356.

10 . À ne pas confondre avec la citadelle en ruine de Massada, au bord de la mer Morte.

11 . Michael Oren, *op. cit* ., p. 293.

12 . Durant les journées des 9 et 10 juin, puis pendant la semaine suivante, 95 000 civils syriens fuirent le plateau du Golan pour se réfugier au-delà de la nouvelle ligne de cessez-le-feu.

CHAPITRE 7

Les opérations navales

La dimension navale est souvent absente des analyses militaires traitant du conflit israélo-arabe. Cette dimension a pourtant influencé le déroulement des opérations, que ce soit lors de la guerre d'indépendance de 1948-1949 ou lors de la campagne du Sinaï en 1956, lorsque les marines britannique, française et israélienne assurèrent le blocus des côtes égyptiennes ; les forces navales israéliennes s'étaient même emparées à cette occasion d'un escorteur égyptien. Il semble donc logique de rendre aux opérations navales la place qu'elles méritent. D'autant plus que la guerre de juin 1967 eut, entre autres facteurs déclenchants, le blocus maritime du détroit de Tiran par les Égyptiens. L'entrée de ce détroit menant au Golfe d'Aqaba se faisait au niveau de Sharm el-Sheikh, point d'observation névralgique abritant un détachement de casques bleus des Nations unies qui fut évacué quelques jours seulement avant le déclenchement des hostilités. Sharm el-Sheikh devint par là même le nouveau Sarajevo du Proche-Orient, mais qui s'en souvient ?

Les opérations navales qui se déroulèrent à cette occasion s'inscrivirent dans le contexte particulier du combat côtier visant à préserver le littoral de toute action ennemie. Cette forme de combat se traduisit par des raids de harcèlement menés le long des côtes, aussi bien par les forces navales égyptiennes qu'israéliennes. Ces raids impliquèrent à la fois des bâtiments de guerre et des nageurs de combat. Aucune de ces actions ne fut cependant décisive ; d'autant plus que les deux grandes puissances refusèrent de se laisser entraîner dans un jeu dangereux par trop incontrôlable. Preuve en fut donnée lorsque les Israéliens attaquèrent un navire américain d'écoute électronique croisant à proximité des côtes septentrionales du Sinaï.

Un rapport de forces très favorable à la marine égyptienne

Dans les années qui suivirent la fin de la campagne de 1956, la marine égyptienne se restructura largement suivant le modèle soviétique, s'équipant de sous-marins, de destroyers et de vedettes rapides bien adaptées au combat côtier. L'Egypte, puissance maritime régionale, disposait en juin 1967 d'une flotte de combat conséquente et bien équilibrée, regroupant 13 000 marins et possédant une double capacité d'action en haute mer et près des côtes. Cette flotte, placée sous l'autorité de l'amiral Soliman Izat, jaugeait environ 65 000 tonnes et comprenait 113 bâtiments, parmi lesquels figuraient 10 sous-marins, 6 destroyers, 4 escorteurs, 15 vedettes lance-missiles, 32 vedettes lance-torpilles, 12 patrouilleurs et 8 dragueurs de mines. La plupart de ces bâtiments étaient d'origine soviétique [1] . La flotte égyptienne bénéficiait en outre du soutien logistique d'une dizaine de navires auxiliaires. L'aéronautique navale relevait du commandement de l'aviation et comprenait quelques bombardiers moyens 11-28, ainsi qu'une poignée d'hélicoptères Mi-4 modifiés pour la lutte anti-sous-marine. Une trentaine de batteries côtières englobant 80 pièces d'artillerie de marine, essentiellement concentrées sur le littoral méditerranéen, assuraient la défense du rivage égyptien. Quelques batteries déployées au bord de la mer Rouge assuraient également la défense de certains points sensibles. La flotte était répartie sur 9 bases navales situées à la fois en Méditerranée (Aboukir, Alexandrie, Marsa-Matrouh et Port-Saïd) et en mer Rouge (Hurghada, Ras Banas, Ras Gharib, Safaga et Suez). La majeure partie des bâtiments de guerre était toutefois déployée en Méditerranée, afin d'accroître la pression sur la marine israélienne. Deux navires avaient été envoyés au Yémen. De l'avis de nombreux attachés de défense occidentaux en poste au Caire, les marins égyptiens étaient correctement formés, suffisamment en tout cas pour remplir leur mission.

La marine syrienne, tout juste sortie des limbes, totalisait quant à elle à peine plus de 2 500 tonnes. Dirigée par le général Moustafa Shouman, chef inexpérimenté mais fidèle au régime en place, elle regroupait un millier de marins et 27 bâtiments de combat. Cette flotte modeste comprenait 3 patrouilleurs, 2 dragueurs de mines, 18 vedettes lance-torpilles et 4 vedettes lance-missiles, ces dernières, récemment livrées, n'étant pas encore opérationnelles au moment où éclatèrent les hostilités. La défense côtière était assurée par six batteries de canons de 100 et 130 mm,

regroupées près des deux bases navales de Lattaquié et Tartous. Quant à la marine libanaise, embryonnaire, celle-ci ne comptait que 4 patrouilleurs légers [2] . La marine jordanienne était pour sa part inexistante.

De son côté, la marine israélienne, « parent pauvre » des forces de défense de l'État hébreu, ne comptait que 27 bâtiments de combat, dont 3 sous-marins, 2 destroyers, 1 escorteur, 12 vedettes lance-torpilles et 6 patrouilleurs. Cette marine, jaugeant environ 10 000 tonnes et employant 4 000 marins, était clairement obsolète. Il est vrai qu'elle n'absorbait qu'une fraction minime du budget de la défense. Ainsi, l'un des sous-marins, le *Rahav,* en trop mauvais état pour effectuer des plongées, avait été transformé en navire de surface destiné à la lutte anti-sous-marine après avoir été équipé d'un puissant sonar. Cette flotte était répartie sur deux bases navales en Méditerranée (Ashdod et Haifa), ainsi que sur une troisième base navale située en mer Rouge (Eilat). Tous les bâtiments importants étaient néanmoins concentrés en Méditerranée. Bien qu'Israël ne possédât pas d'aéronavale, ses forces aériennes étaient susceptibles d'épauler la marine en effectuant des missions de surveillance et d'attaque des navires de surface. L'artillerie côtière était inexistante.

Consciente de ses faiblesses, la marine israélienne avait entamé depuis le début des années 1960 un processus de modernisation visant la mise en service de nouveaux bâtiments et la définition d'un concept d'emploi adapté. La livraison de vedettes soviétiques lance-missiles au profit de la marine égyptienne, à partir de 1962, lui avait en effet fait prendre conscience du besoin vital d'opérer un redressement rapide. Le gouvernement israélien, dès le mois de mars 1963, avait pris secrètement contact avec les autorités allemandes pour obtenir la fabrication en RFA de vedettes rapides susceptibles d'emporter les missiles mer-mer « Gabriel » qu'Israël envisageait de mettre au point. Le chancelier allemand Konrad Adenauer avait autorisé les chantiers Luersen de Brème à satisfaire la commande israélienne. En quelques mois, ceux-ci avaient mis au point les plans d'une vedette qui intégrait des moteurs allemands, du matériel électronique italien et des appareils de navigation britanniques. Parallèlement, les marins israéliens élaboraient une doctrine d'emploi des forces navales bien adaptée au nouvel outil qui était en train d'être forgé de l'autre côté de la Méditerranée. Cette doctrine alliait des actions à la fois offensives et défensives fondées sur le principe suivant : surprendre l'adversaire, le frapper vite et fort, puis se retirer avant qu'il n'ait eu le temps de réagir.

L'accord secret entre Israël et la RFA fut néanmoins divulgué dans la presse et le gouvernement allemand, en difficulté, fut contraint de dénoncer le programme. Les Israéliens se tournèrent alors vers la France et obtinrent, en mai 1965, un accord de principe autorisant la construction des vedettes tant attendues aux chantiers de constructions mécaniques de Normandie. Il est vrai que le port normand de Cherbourg constituait un fief gaulliste et que Félix Amiot, célèbre constructeur d'avions de l'entre-deux-guerres, qui dirigeait ces chantiers, était un ami du Général... Mieux, grâce à l'aide d'hommes politiques allemands influents, les plans préexistants avaient été vendus aux chantiers français qui purent ainsi entamer la construction sous licence des fameuses vedettes, gagnant ainsi un temps précieux. Néanmoins, en juin 1967, ces vedettes n'avaient pas encore été livrées à l'État hébreu. L'amiral Shlomo Erel avait donc fort à faire : il lui fallait assurer la protection des côtes israéliennes avec une flotte vétusté. Le commandant de la marine israélienne se trouvait confronté au défi consistant à mettre en œuvre une doctrine ambitieuse et novatrice avec des moyens obsolètes. Il devait empêcher toute action ennemie le long des côtes israéliennes, tout en harcelant l'adversaire dans ses propres eaux territoriales, en fournissant en outre un soutien logistique aux troupes terrestres engagées dans le Sinaï, par le biais d'opérations de ravitaillement, voire même de débarquement amphibie. Il pouvait heureusement compter sur plusieurs dizaines de nageurs de combat appartenant à l'unité d'élite du *Kommando Yami* pour mener à bien une partie de ces actions que ses vieux bâtiments auraient eu bien du mal à accomplir.

Les nageurs de combat du *Kommando Yami*

À l'origine, les combattants israéliens employés comme nageurs de combat avaient été regroupés au sein du *Palyam.* Cette unité constituait la compagnie navale du *Palmach* qui regroupait les troupes de choc de la *Haganah*, l'armée clandestine d'Israël. Dans les mois qui précédèrent la déclaration d'indépendance de l'État hébreu, le *Palyam* sabota plusieurs navires appartenant à la puissance mandataire britannique. En 1948, les membres de cette unité parvinrent à détruire le navire de guerre égyptien *Emir Farouk* et le cargo syrien *Lino Bari.* Après la guerre d'indépendance, les nageurs de combat et les fusilliers-commandos furent regroupés au sein

d'une même flottille rattachée à la marine israélienne. En 1959, cette flottille prit le nom de *Kommando Yami*. Même à l'heure actuelle, cette unité d'élite dont l'existence n'a jamais été officiellement reconnue par les autorités israéliennes reste entourée du plus grand secret. Elle constitue, à l'instar d'autres formations triées sur le volet, un réservoir de forces surentraînées utilisable par l'état-major général israélien pour ses opérations spéciales. Son insigne représente un glaive et une ancre de marine, reposant sur des ailes de chauve-souris. Cette unité, structurée suivant le modèle du SBS britannique, comprend plusieurs équipes spécialisées pour les différents types de missions. La formation spécifique des nageurs de combat dure 20 mois au cours desquels ceux-ci subissent un entraînement intensif, beaucoup plus difficile que celui réservé aux parachutistes ou aux soldats de la *brigade « Golani »*. Cet entraînement diversifié comprend aussi bien l'apprentissage des techniques de combat, de plongée et de sabotage, que celles liées au saut en parachute, à la survie en milieu hostile ou au pilotage de voitures rapides. La doctrine d'emploi du *Kommando Yami* peut être résumée de la manière suivante : tout système de défense est vulnérable ; il est indispensable d'être imaginatif, audacieux et de faire preuve d'initiative pour surprendre l'adversaire en créant des situations qu'il n'aura pas anticipé.

À la veille des hostilités, le rapport des forces navales semblait donc très favorable aux Égyptiens qui comptaient bien utiliser leur puissante flotte pour accroître la pression à l'encontre des Israéliens, d'autant plus qu'ils pensaient pouvoir compter sur l'appui des bâtiments de guerre soviétiques déployés en Méditerranée. La flotte israélienne, de son côté, pouvait être considérée comme une étrange combinaison de moyens dépassés au service de concepts prometteurs.

Le bilan des forces navales à la veille de la guerre des Six Jours

	Egypte	**Syrie + Liban**	**Total arabe**	**Israël**
Tonnage	65 000 t	2 800 t	**67 800 t**	**10 000 t**

Sous-marins	10	-	**10**	**3**
Destroyers/ Escorteurs	10	-	**10**	**3**
Vedettes rapides	47	22	**69**	**12**
Patrouilleurs	12	7	**19**	**6**
Autres	34	2	**36**	**3**
Total	**113**	**31**	**144**	**27**

Les préparatifs israéliens

Au moment où débuta la crise qui devait déboucher sur cette nouvelle guerre, deux des trois destroyers israéliens, le *Eilat* et le *Haifa,* n'étaient pas opérationnels : le premier se trouvait en grand carénage pour être équipé de nouveaux systèmes de communications ; le deuxième avait été retiré du service. Le 19 mai, la marine israélienne accéléra ses préparatifs. En moins de deux semaines, ces deux bâtiments furent remis en état et furent admis de nouveau au service actif. La base navale d'Ashdod fut agrandie pour abriter une partie des vedettes lance-torpilles, mais aussi de nouveaux équipements de détection censés couvrir le littoral israélien. Des chalutiers furent même transformés en patrouilleurs garde-côtes.

Parallèlement, les responsables de la marine israélienne imaginèrent un stratagème destiné à attirer un maximum de vaisseaux égyptiens en mer Rouge, afin de réduire autant que possible le nombre de bâtiments ennemis susceptibles de menacer leur facade méditerranéenne. À partir de la fin du mois de mai, ils organisèrent de manière visible le transfert par voie routière d'une barge de débarquement amphibie vers le port d'Eilat situé au fond du Golfe d'Aqaba. Cette barge de faible tonnage était alors en construction dans les chantiers israéliens situés au bord de la Méditerranée. Lorsque le convoi exceptionnel arriva la première fois à Eilat, la barge fut déchargée de manière très ostensible et mise à flot dans la partie militaire du petit port israélien, à côté du chaland de débarquement de type LCD qui s'y trouvait depuis plusieurs mois. À la nuit tombée, cette barge fut néanmoins remise sur son véhicule de transport, après avoir été remplacée dans le port par un

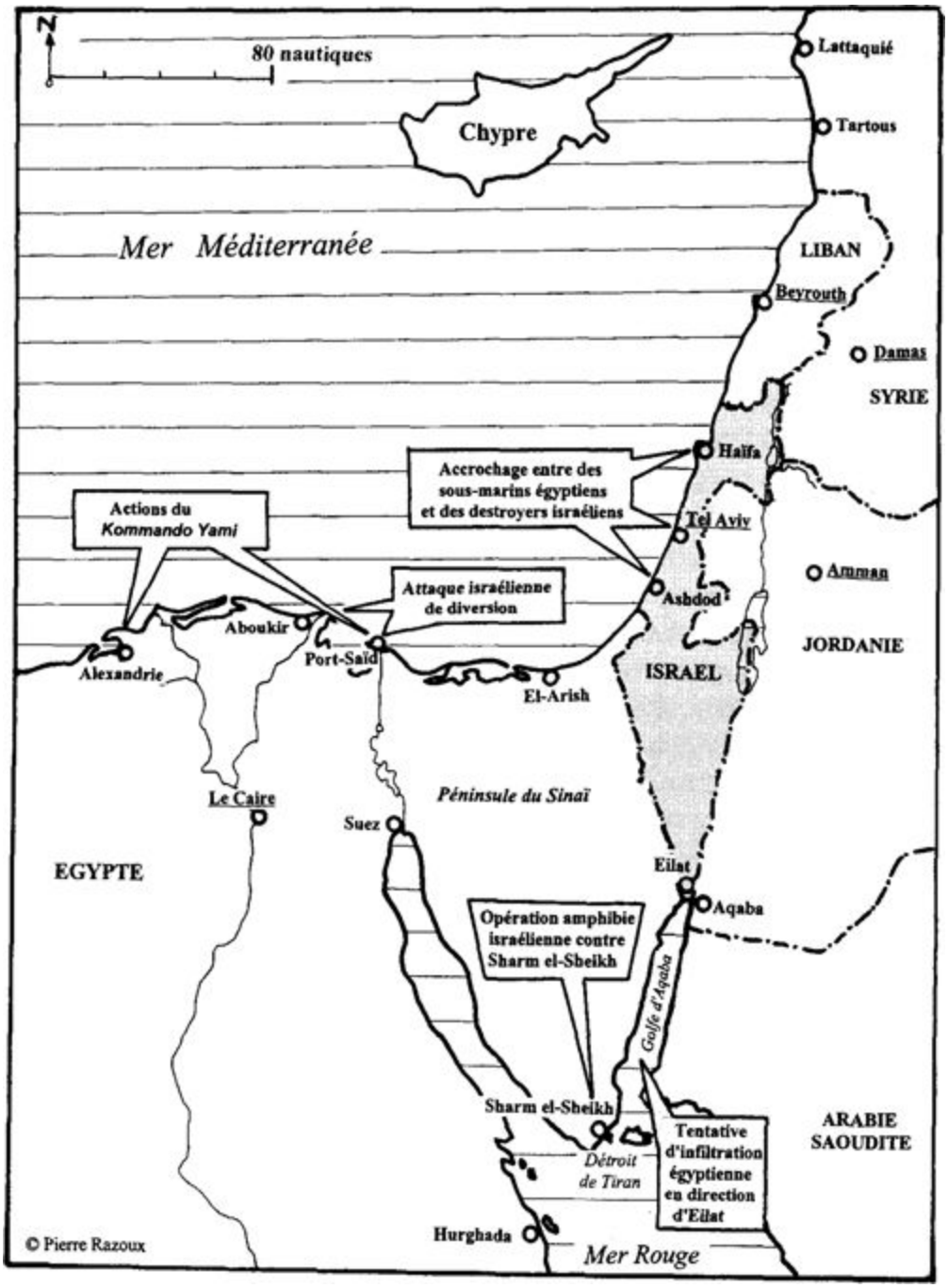
leurre flottant. Tous feux éteints, le convoi regagna une zone d'attente située à une trentaine de kilomètres au nord d'Eilat. À l'aube, il rebroussa chemin, se dirigeant à nouveau vers le sud, arrivant à Eilat en fin de matinée ; la barge y fut à nouveau déchargée, laissant ainsi croire aux Égyptiens qui observaient la scène depuis le port jordanien d'Aqaba, situé à quelques encablures de là, qu'une nouvelle barge venait d'être acheminée sur place. Cette opération de déception, qui se poursuivit plusieurs jours suivant le même scénario, cherchait à convaincre les services de renseignements égyptiens qu'Israël était en train de redéployer une partie de ses moyens amphibies vers Eilat, en vue d'une action majeure en mer Rouge, visant vraisemblablement le détroit de Tiran. Pendant cette même période, les Israéliens multiplièrent les actions d'intimidation dans le Golfe d'Aqaba à l'aide des trois vedettes lance-torpilles basées à Eilat.

Les Égyptiens réagirent rapidement par l'envoi sur place de deux destroyers (le *Fatah* et le *Zafer),* d'un escorteur (le *Rachid)* et de plusieurs dragueurs de mines qui vinrent renforcer les deux sous-marins, les trois vedettes lance-missiles de type « Komar » et la douzaine de vedettes lance-torpilles déjà stationnés sur place. Ces bâtiments furent répartis à proximité de la grande base navale d'Hurghada. Le plan de déception fonctionna au-delà des espérances israéliennes, puisqu' au total, ce furent près de 30 % des moyens navals égyptiens qui se retrouvèrent ainsi affectés en mer Rouge et qui ne pourraient de ce fait pas menacer les principales villes côtières israéliennes situées sur les bords de la Méditerranée.

De multiples accrochages en Méditerranée

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1967, quelques heures seulement après le déclenchement des hostilités, l'amirauté israélienne annula le débarquement amphibie qu'elle avait initialement planifié à proximité d'El-Arish, sur la côte septentrionale du Sinaï ; les troupes terrestres avaient progressé plus vite que prévu et ce débarquement, qui n'était pas sans risque, devenait de ce fait superflu.

Les opérations navales



L'amiral Shlomo Erel, depuis son quartier-général de Tel Aviv, prit dans la foulée l'initiative des opérations. Il décida de s'en prendre à son adversaire le plus menaçant. Pendant que le gros de sa flotte protégeait les ports israéliens contre toute action adverse, une flottille composée du destroyer *Yaffo* et de trois vedettes lance-torpilles se dirigea à proximité de Port-Saïd. Cette flottille avait reçu pour mission d'attirer l'attention de la

flotte égyptienne, permettant ainsi à un petit groupe de nageurs de combat du *Kommando Y ami* de pénétrer discrètement à l'intérieur de cette base navale, afin de saboter les bâtiments de guerre égyptiens qui auraient pu s'y trouver. Deux vedettes lance-missiles « Osa » tentèrent une sortie et engagèrent le combat avec la flottille israélienne. Après quelques minutes de course-poursuite, les bâtiments israéliens ouvrirent le feu à l'aide de leurs canons de 20 mm, parvenant à endommager les deux vedettes égyptiennes, puis les contraignant à regagner l'abri des côtes [3] . Celles-ci ne furent jamais en mesure de tirer leurs missiles « Styx », car l'engagement s'était déroulé à trop courte distance : les conduites de tir des missiles n'avaient pas eu le temps de se verrouiller sur leurs cibles. Pendant ce temps, les commandos israéliens explorèrent sous l'eau la base navale sans trouver le moindre bâtiment de guerre égyptien. La plupart d'entre eux avaient en effet quitté Port-Saïd, quelques heures auparavant, pour rejoindre la base navale d'Alexandrie, beaucoup mieux protégée. L'équipe du *Kommando Y ami* rejoignit dans la foulée les « Zodiac » utilisés à l'aller, à l'extérieur du port, avant de rejoindre bredouille sa base de départ.

Au même moment, beaucoup plus à l'ouest et dans la plus grande discrétion, le sous-marin *Tanine* se rapprochait de l'entrée de la base navale d'Alexandrie, mettant à l'eau une équipe de six nageurs de combat dont la mission consistait à s'infiltrer à l'intérieur de la base, après avoir franchi les défenses égyptiennes ; cette équipe devait saboter le maximum de bâtiments de guerre ennemis. Pour préparer ce raid, les services israéliens avaient mobilisé l'un de leurs agents opérant à proximité d'Alexandrie. Celui-ci, intime d'une célèbre danseuse du ventre réputée dans tout le pays, recueillait de nombreuses confidences permettant de mieux cerner la personnalité d'un certain nombre de dignitaires égyptiens. Baruch Na'ul reçut pour l'occasion la mission de noter l'emplacement et les mouvements des navires militaires présents dans la base navale d'Alexandrie, afin d'accumuler le maximum d'informations utilisables par les hommes-grenouilles du *Kommando Yami*. Ceux-ci, équipés de charges de démolition sous-marines, franchirent sans difficulté le réseau défensif égyptien. Ils ne parvinrent cependant pas à repérer les sous-marins et les destroyers qui constituaient leurs cibles prioritaires ; prudents, les Égyptiens les avaient déplacés des lieux de mouillage habituels et les avaient disséminés aux quatre coins de la base. Les nageurs de combat israéliens parvinrent néanmoins à repérer un dragueur de mines, ainsi qu'une vedette lance-

missiles, les endommageant gravement, sans parvenir toutefois à les couler. Peu avant l'aube, ils tentèrent de rejoindre le sous-marin censé les attendre au large, sans succès. Ils regagnèrent donc la côte et se cachèrent dans la cave d'une maison inoccupée, non loin d'Alexandrie, essayant de rétablir le contact avec leurs autorités. La nuit suivante, le *Tanine* retourna au point de rendez-vous pour tenter de récupérer les commandos israéliens, mais il fut intercepté par un escorteur égyptien qui lança contre lui plusieurs charges explosives. A court d'oxygène, les batteries presque vides et avec un système de régénération d'air défaillant, l'équipage du sous-marin échappa à son poursuivant, sans avoir pu accomplir sa mission. Il récidiva le lendemain soir. Alors qu'il faisait surface à l'endroit prévu, l'équipage du *Tanine* reçut un message de l'amirauté l'informant que les six nageurs de combat avaient été capturés par les Égyptiens, à proximité du port de plaisance d'Alexandrie, alors qu'ils cherchaient à s'emparer d'un canot à moteur pour regagner leur base.

Entre temps, dans la soirée du 6 juin, trois sous-marins égyptiens s'approchèrent des côtes israéliennes, deux aux abords d'Haïfa et un troisième à proximité d'Ashdod, probablement pour tenter d'attaquer les navires entrant ou sortant de ces deux ports. Il n'est pas impossible que leur mission ait également consisté à déposer des équipes de saboteurs. Quoi qu'il en soit, les Israéliens parvinrent à les détecter grâce aux nouveaux sonars qu'ils avaient fait monter sur leurs destroyers, et leur donnèrent la chasse. Les destroyers israéliens commencèrent à lancer des grenades ASM autour des positions supposées des submersibles égyptiens. De chasseurs, ces derniers devinrent rapidement gibiers. Ils furent contraints de rebrousser chemin et de regagner le large, après que l'un d'entre eux eut probablement été endommagé, comme en témoigna l'apparition de quelques débris surnageant au milieu d'une large nappe d'huile ; il n'est cependant pas impossible qu'il se soit agi là d'une ruse de guerre bien connue ayant permis aux sous-mariniers égyptiens d'échapper plus facilement à leurs poursuivants. Plus tard, l'amiral Erel reconnut que lors de cet engagement, l'action des bâtiments israéliens avait été grandement facilitée par le fait que les sous-marins égyptiens naviguaient à profondeur périscopique, schnorchel sorti, au lieu de se déplacer à plus grande profondeur, là où il aurait été beaucoup plus difficile de les pourchasser [4] .

La conquête de Sharm el-Sheikh

Presque au même moment, cette fois-ci en mer Rouge, appliquant un plan établi de longue date par l'amirauté égyptienne, une flottille composée de deux destroyers et de six vedettes rapides tenta de remonter le golfe d'Aqaba. L'objectif était simple : bombarder de nuit le port israélien d'Eilat, niché à l'extrémité nord de ce golfe, à quelques kilomètres à peine du port jordanien rendu célèbre par les exploits du grand Lawrence d'Arabie. L'amiral Sheikh, commandant cette flottille égyptienne, espérait bien rejoindre à nouveau la mer Rouge avant le lever du soleil, afin d'échapper aux patrouilles aériennes ennemies. De son côté, l'amiral Erel, s'attendant à une action navale contre Eilat, avait ordonné aux trois vedettes lance-torpilles basées sur place de se poster en embuscade à une vingtaine de nautiques (environ 35 km) au sud du port israélien. Ces vedettes se trouvaient donc déployées au milieu des îlots rocheux qui bordent le golfe d'Aqaba, à l'endroit requis. La rencontre n'eut toutefois pas lieu. Au dernier moment, alors que la flottille égyptienne ne se trouvait plus qu'à une trentaine de nautiques (55 km) de son objectif, l'amiral Sheikh, estimant le risque trop grand, décida de faire demi-tour ; il redoutait en effet l'intervention de l'aviation israélienne au moment où ses bâtiments auraient été en mesure d'entamer leur bombardement [5] . Prudent, il se retira loin en mer Rouge, laissant ainsi le champ libre à la modeste flottille israélienne qui s'empressa de reprendre l'initiative des opérations.

Dès l'aube du lendemain, le 7 juin, un avion de reconnaissance israélien survola plusieurs fois le site de Sharm el-Sheikh, à partir duquel les Égyptiens exerçaient leur blocus à travers le détroit de Tiran, sans remarquer la moindre trace de présence ennemie. Ordre fut donc transmis aux trois vedettes lance-torpilles israéliennes déployées au sud d'Eilat d'effectuer une reconnaissance armée à proximité de Sharm el-Sheikh, afin de s'assurer de l'absence réelle de troupes égyptiennes. Après être arrivées en vue de Sharm el-Sheikh, les trois vedettes inspectèrent précautionneusement les alentours, sans remarquer la moindre activité suspecte. Le commandant de l'une d'entre elles décida alors d'effectuer une incursion à terre pour confirmer le départ des troupes égyptiennes. Les marins israéliens scrutèrent la piste d'aviation et les anciennes installations des observateurs des Nations unies, sans rencontrer âme qui vive. L'un d'entre eux hissa même le drapeau israélien au sommet de la plate-forme d'observation surplombant le bâtiment préfabriqué qui servait d'infirmerie aux bérets bleus yougoslaves. A ce moment, une vingtaine de soldats

égyptiens sortirent d'un fortin situé à quelques centaines de mètres. Les marins israéliens remontèrent à bord de leur vedette et rendirent compte de la présence de ces quelques soldats apparemment peu combatifs. Trois quarts d'heures plus tard, un avion de transport « Noratlas » effectua un poser d'assaut sur la piste et les parachutistes israéliens nettoyèrent la position. Dans l'après-midi, le chaland de débarquement stationné à Eilat achemina jusqu'à Sharm el-Sheikh quelques véhicules légers et de la logistique, afin que les parachutistes israéliens puissent progresser rapidement vers le nord, en direction de Tûr et Ras el-Sudr ; ces deux villages côtiers abritaient des installations pétrolières dans lesquelles quelques unités égyptiennes semblaient s'être retranchées. Dans la foulée, plusieurs hélicoptères « Super Frelon » amenèrent sur place des renforts en parachutistes, suivis de près par des « Stratocruiser » porteurs de matériel lourd.

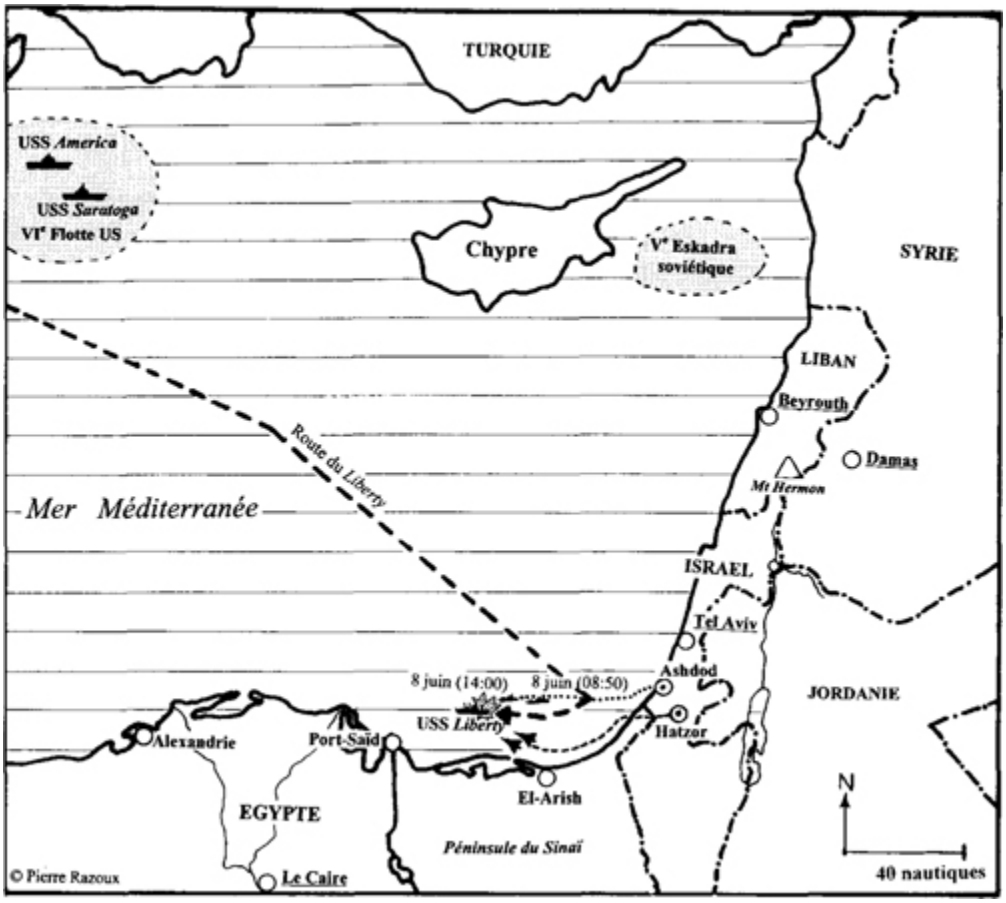
Pendant que l'une des vedettes lance-torpilles israéliennes mouillait à l'entrée du petit port de Sharm el-Sheikh, une autre inspectait l'île de Tiran, au milieu du détroit, sans noter la moindre trace de présence égyptienne. Au moment où son équipage regagnait Sharm el-Sheikh, il croisa l'un des fameux chalutiers soviétiques, hérissé d'antennes, qui franchit le détroit en direction d'Aqaba, probablement pour surveiller l'activité navale des belligérants, mais sans nul doute aussi pour leur rappeler le principe de libre circulation régissant la navigation maritime dans les eaux internationales ; en effet, malgré son étroitesse, le Golfe d'Aqaba n'est pas considéré comme une mer intérieure et son régime juridique lui confère le statut de la haute mer. Au même moment, la troisième vedette israélienne était en train de patrouiller aux abords du détroit, lorsqu'elle arraisonna un boutre de pêche qui tentait de s'enfuir avec à son bord une quinzaine de commandos égyptiens. Ceux-ci se rendirent avant d'avoir pu accomplir leur mission ; ils avaient reçu l'ordre de miner la piste d'aviation bordant Sharm el-Sheikh, puis de saboter les canons d'artillerie de marine qui tenait sous leur feu l'ensemble du détroit de Tiran. La garnison égyptienne n'avait pas eu le temps d'accomplir ces tâches avant d'achever son retrait précipité.

En soirée, la flotte égyptienne s'était redéployée de manière à protéger les ports menacés par l'avance fulgurante des troupes israéliennes. Port-Saïd, Port-Fouad, Suez et Port-Tewfiq se trouvaient dès lors couverts par l'artillerie des navires égyptiens.

L'incident du *Liberty*

Le 8 juin, en début de matinée, l'amirauté israélienne reçut un rapport indiquant qu'une flottille de vedettes lance-missiles égyptiennes venait d'effectuer un raid éclair le long de la route côtière longeant la façade nord de la péninsule du Sinaï. D'après ce rapport, les vedettes égyptiennes auraient lançé leurs missiles « Styx », puis tiré de longues rafales d'obus contre un convoi logistique israélien, parvenant à endommager plusieurs véhicules. Alertée, l'amirauté israélienne dirigea plusieurs missions de reconnaissance aérienne sur ce secteur, mettant également en alerte l'une de ses flottilles de vedettes lance-torpilles.

L'attaque de l'USS *Liberty* (8 juin 1967)



Au même moment, le navire d'écoute électronique américain USS *Liberty* (AGTR-5) naviguait à proximité d'El-Arish à une vitesse de cinq

nœuds. La visibilité était excellente et le bâtiment arborait ouvertement le pavillon américain : le fameux *Stars and Stripes*. Le 24 mai, compte tenu de l'aggravation de la situation générale au Proche-Orient, cet ancien cargo transformé en navire espion avait reçu l'ordre de quitter sa base de Norfolk, en Virginie, pour rallier le port espagnol de la Rota. Arrivé sur place le 1er juin, il avait appareillé le lendemain pour rejoindre une position d'attente en Méditerranée orientale, au sud de la Crète, à distance de sécurité de la zone prévisible des combats. La National Security Agency (NSA) [6] , qui avait autorité sur ce bâtiment au même titre que l'US Navy, estimait en effet inutile de le faire naviguer à proximité immédiate du champ de bataille, ses équipements ultra-perfectionnés étant parfaitement en mesure de capter l'information stratégique depuis le large. La NSA souhaitait en effet suivre avec précision le déroulement des opérations sur le terrain. Le service de renseignements de l'US Navy [7] , désireux de renforcer une crédibilité battue en brèche depuis plusieurs décennies, souhaitait au contraire l'engager au plus près des côtes pour tenter de recueillir le maximum d'informations tactiques concernant les moyens mis en œuvre par les belligérants. Ces volontés contradictoires entre la NSA et l'ONI posent clairement le problème général de l'articulation des différents services de renseignements. Elles amenèrent en tout cas le *Liberty* à modifier plusieurs fois sa route. Le 7 juin, celui-ci reçut l'ordre formel de faire route, sans escorte, vers un point situé à l'est d'El-Arish, non loin de Gaza, puis de bifurquer plein ouest vers Alexandrie, afin de longer la côte septentrionale du Sinaï à une quinzaine de nautiques du littoral. Ce point fut atteint le lendemain matin. Entre temps, alors qu'il faisait route vers Gaza, le *Liberty* avait fait l'objet d'une tentative d'interception par une patrouille de « Mirage III » du *101e escadron*, menée par le major Ezra Aharon. Ce dernier fit le compte rendu suivant de cette mission : « *Des rapports signalaient un objectif non-identifié en mer, à une vingtaine de kilomètres de Gaza. Il faisait nuit. A bord du premier avion d'alerte muni de roquettes, mon équipier décolla. Il trouva le navire sur son radar, mais chaque fois qu'il s'apprêtait à tirer, son écran se couvrait d'échos. Nous n 'avons pas compris. Nous n 'y connaissions rien en matière de guerre électronique. Je me dirigeais vers le même objectif avec deux bombes lourdes. Je pensais avoir affaire à un destroyer égyptien. Mais le même phénomène s'est reproduit. Nous avions deux modes sur l'écran : courte ou longue distance. J'ai repéré le bateau, mais chaque fois que je m'en suis approché, mon écran s'est couvert de millions de points lumineux.*

Je croyais que cette multitude d'échos était provoquée par les bateaux de pêche fuyant Gaza. J'ai fait quelques passes inutiles, puis je suis rentré, sans avoir pu mener à bien ma mission » [8] .

Le 8 juin, entre le moment où il changea de cap pour se diriger plein ouest, à 8 h 49 précise, et le début de l'après-midi, le *Liberty* fut survolé à sept reprises par des avions de reconnaissance israéliens. Ceux-ci suivaient manifestement sa progression heure par heure. En fin de matinée, alors que le bâtiment américain se trouvait à 13 nautiques (24 km) au large d'El-Arish, son équipage remarqua la silhouette bipoutre caractéristique d'un « Noratlas » israélien, cerclant à haute altitude au-dessus du navire. Parallèlement, les marins américains notèrent la présence d'un fort brouillage électromagnétique affectant leurs communications. A 14 heures, ils aperçurent plusieurs avions de chasse se dirigeant vers eux à très grande vitesse et basse altitude. Quatre « Mirage III » israéliens *du 101e escadron* effectuèrent un unique survol de reconnaissance, avant de passer immédiatement à l'attaque, sans préavis, ouvrant le feu au canon sur les superstructures du navire américain. Les « Mirage » furent rapidement rejoints par une paire de « Super Mystère » du *105e escadron*, qui participa elle aussi à l'attaque du navire américain. Pendant plus de vingt minutes, les chasseurs bombardiers israéliens s'acharnèrent contre le *Liberty*, multipliant les passes de tir au cours desquelles ils épuisèrent chacun leurs stocks d'obus de 30 mm, de roquettes et de bombes au napalm. Les superstructures et les antennes de détection n'étaient plus qu'un amas de ferrailles. Plusieurs incendies éclatèrent en divers endroits du pont. Ni les moteurs, ni la coque, n'avaient cependant été atteints et le bâtiment continuait d'avancer. Le commandant du navire, William Mac Gonagle, tenta désespéremment d'entrer en contact avec les chasseurs israéliens, comme d'ailleurs avec l'état-major de la VIe Flotte, sans toutefois y parvenir. Le brouillage affectant les communications du navire était manifestement efficace.

À 14 h 30, trois vedettes lance-torpilles israéliennes approchèrent du *Liberty*. Elles avaient quitté leur base d'Ashdod en fin de matinée et s'étaient dirigées à pleine vitesse vers le point prévisible d'interception. D'après les témoignages concordant de plusieurs marins américains, elles engagèrent le combat immédiatement, sans manœuvres préalables, larguant cinq de leurs six torpilles [9] . Quatre d'entre elles manquèrent leur cible, mais la dernière frappa le *Liberty* par tribord, provoquant une brèche d'une dizaine de mètres

le long de la coque du bâtiment, au niveau de l'une des salles de contrôle, tuant sur le coup 26 techniciens de la NSA. Le navire espion prit rapidement 11° de gîte à tribord et s'immobilisa, sans machine ni courant. Ses compartiments étanches l'empêchèrent néanmoins de couler. Pendant plus d'une demi-heure, les vedettes israéliennes tournèrent autour de leur proie, épuisant leurs stocks de munitions. Entre temps, le commandant du *Liberty* avait fait mettre en batterie les quatre mitrailleuses lourdes assurant la défense rapprochée du navire. Celles-ci s'avérèrent très efficaces, parvenant à maintenir à distance les vedettes israéliennes rendues prudentes par le tir précis des rafales de 12,7 mm.

Peu après 15 heures, l'attaque cessa brusquement et la vedette israélienne *Tahmass* entra pour la première fois en contact avec le bâtiment américain, lui demandant si celui-ci avait besoin d'aide ! La réponse fut cinglante. Dans la foulée, un hélicoptère israélien « Super Frelon », qui transportait des commandos en armes, tenta d'apponter sur le *Liberty*... sans succès.

Le *Liberty,* malgré une gîte importante de 30°, réussit à rétablir suffisamment de pression dans ses machines pour s'éloigner cap au nord. Paradoxalement, c'est sous la protection de deux destroyers soviétiques croisant en Méditerranée orientale que le bâtiment espion américain regagna l'écran protecteur de la VIe Flotte déployée beaucoup plus à l'ouest, entre Chypre et la Crête. Outre la brèche provoquée par l'explosion d'une torpille, 821 impacts de projectiles divers avaient été relevés à bord du *Liberty.* Les pertes humaines étaient considérables : 34 morts et 171 blessés ; 70 % de l'équipage avait ainsi été touché. Les voies d'eau furent rapidement colmatées et le navire parvint péniblement à regagner le port de Little Creek, en Virginie, après avoir fait une escale technique à Malte le 14 juin [10] . Jugé irrécupérable, le bâtiment fut ferraillé sans autre forme de procès.

Bien que le gouvernement israélien eût exprimé ses plus sincères regrets pour cet incident et eût payé près de 7 millions de dollars en guise de dédommagement aux familles des victimes, il ne reconnut jamais sa responsabilité dans cette étrange affaire qui n'est pas sans rappeler celle de la frégate *Crane.* Onze ans plus tôt, le 3 novembre 1956, en pleine expédition de Suez, quatre chasseurs israéliens avaient en effet attaqué la frégate britannique HMS *Crane* qui naviguait au large de Sharm el-Sheikh, pensant qu'il s'agissait de la frégate égyptienne *Domiat.* Cette dernière avait

en fait été coulée la nuit précédente par la Royal Navy. Quatre marins furent tués lors de cette attaque qui ne causa que des dommages mineurs au navire de guerre de sa gracieuse Majesté. Cette bavure n'améliora pas l'état des relations entre l'État hébreu et le Royaume-Uni. Nombreux furent alors ceux qui virent dans cette « méprise » un coup de canif volontaire destiné à convaincre le gouvernement britannique de ne pas se mêler de trop près des affaires israéliennes. L'attitude traditionnellement pro-arabe du Foreign Office avait en effet suscité des ressentiments durables au sein de la classe dirigeante israélienne. L'affaire du *Liberty* n'est pas non plus sans rappeler l'incident survenu le 17 mai 1987, à la fin de la guerre opposant l'Irak à l'Iran, lorsque la frégate américaine USS *Stark* qui naviguait dans le golfe Persique fut atteinte par deux missiles « Exocet » tirés par erreur par un « Mirage F-l » irakien.

Bilan et enseignements

En définitive, le bilan des opérations navales pendant la guerre des Six Jours s'avéra plutôt mitigé, aucun des belligérants n'étant parvenu à infliger des pertes sensibles à son adversaire, pas plus qu'à provoquer d'engagement décisif. Néanmoins et bien qu'handicapée par un rapport de forces très défavorable, la marine israélienne s'acquitta de sa tâche très honorablement, au regard des moyens limités dont elle disposait. Elle fit preuve d'un réel esprit offensif conforme à sa nouvelle doctrine en cours d'élaboration, parvenant à endommager cinq bâtiments égyptiens : trois vedettes lance-missiles [11] , un dragueur de mines et un sous-marin. Paradoxalement, c'est lors de l'attaque du *Liberty* qu'elle fit la preuve de son efficacité et qu'elle démontra sa capacité à mener des actions coordonnées avec des moyens aériens et terrestres.

L'amirauté égyptienne, pour sa part, aurait sans doute pu prendre une part beaucoup plus active à ces opérations, si elle n'avait été inhibée par la crainte d'une action aérienne israélienne à l'encontre de ses propres navires. Ses quelques tentatives d'action navale, entreprises sans grande conviction, n'aboutirent à aucun résultat tangible. De leurs côtés, les forces navales libanaises et syriennes ne sortirent jamais de leurs ports, refusant délibérément tout risque d'affrontement naval.

Les opérations navales se déroulèrent essentiellement de nuit et par beau temps. Il est probable qu'elles auraient pris une toute autre tournure si les

conditions météorologiques avaient été mauvaises. Dans une telle hypothèse, la plupart des bâtiments côtiers (formant l'essentiel des marines belligérantes) n'auraient sans doute pas été en mesure de prendre la mer.

Si pour Israël l'issue du conflit eut pour conséquence paradoxale la réduction de la longueur de ses frontières terrestres, elle eut néanmoins pour corollaire l'extension considérable de ses frontières maritimes. Sa maigre marine voyait soudain son volume d'activité navale multiplié par trois, sans pour autant disposer de moyens supplémentaires. Il lui fallait dès lors assumer deux missions difficilement conciliables ; d'une part continuer à défendre le littoral israélien, et d'autre part patrouiller de manière ostensible le long des côtes récemment conquises pour y affirmer clairement la nouvelle souveraineté israélienne. Avec cette double stratégie génératrice de risques, la marine israélienne atteignit les limites de ce qu'elle était en mesure d'accomplir. Malgré tout, lors d'un accrochage nocturne qui se déroula au large de Port-Saïd, dans la nuit du 10 au 11 juillet 1967, soit un mois à peine après la fin de la guerre des Six Jours, une flottille composée du destroyer *Eilat* et de trois vedettes lance-torpilles israéliennes parvint à couler deux vedettes égyptiennes de type P 6.

Peu de temps après ce succès ponctuel, la marine israélienne allait cependant connaître un grave revers, significatif des difficultés nées de l'inadaptation de ses moyens aux missions nouvelles qui lui étaient imposées. Le 21 octobre 1967, le destroyer *Eilat,* navire amiral de la flotte israélienne, patrouillait de nouveau au large de Port-Saïd, afin de montrer aux Égyptiens la volonté israélienne de contrôler fermement le littoral bordant la péninsule du Sinaï. Malgré les rapports alarmistes du service de renseignement naval qui faisait état d'une concentration de plusieurs vedettes lance-missiles égyptiennes dans ce port, l'état-major israélien n'estima pas utile d'équiper le navire en moyens de contre-mesures et le laissa patrouiller à portée de tir des côtes égyptiennes. En début de soirée, trois vedettes « Komar » se mirent en position de tir à l'intérieur de la rade de Port-Saïd, puis tirèrent contre l'*Eilat* une salve de six missiles SSN-2 « Styx ». Le destroyer fut touché de plein fouet par trois missiles et coula en quelques heures, entraînant la mort ou la disparition de 47 marins israéliens. Le missile surface-surface faisait ainsi son entrée fracassante dans le monde du combat naval. Trois mois plus tard, le 27 janvier 1968, le sous-marin *Dakar* disparaissait en Méditerranée orientale, apparemment à la suite d'un accident de plongée, entraînant la disparition de 69 marins israéliens. Il

s'agissait en fait de l'ancien sous-marin britannique HMS *Totem* de classe T, racheté par Israël en 1965 et qui, après avoir été modernisé dans les chantiers de Portsmouth, effectuait là sa première traversée vers son nouveau port d'attache d'Haïfa [12] .

La perte consécutive de ces deux navires provoqua un véritable électrochoc au sein de la marine israélienne. Ses responsables prirent dès lors pleinement conscience de l'urgence de remiser leurs bâtiments les plus anciens, tels que leurs vénérables destroyers, et de pouvoir disposer des nouvelles vedettes de Cherbourg ayant vocation à être équipées du nouveau missile surface-surface « Gabriel » en cours de développement. Les six premières vedettes furent livrées pendant l'année 1968, la septième en janvier 1969 et les cinq dernières donnèrent lieu à une affaire d'État désormais célèbre entre la France et Israël. Dans la nuit de Noël 1969, celles-ci quittèrent clandestinement le port de Cherbourg, où elles étaient maintenues sous embargo depuis le 3 janvier de la même année, pour rejoindre discrètement Israël. Ces douze vedettes s'illustreraient quelques années plus tard, pendant la guerre d'octobre 1973, en coulant une dizaine de navires de guerre arabes sans pertes de leur côté.

---

1 . *Confer* les informations très précises figurant dans l'édition 1968 du célèbre annuaire *Flottes de combat* publié aux éditions Maritimes et d'Outre-Mer.

2 . Il s'agissait du *Tarablous,* du *Biblos,* du *Sidon* et du *Tyr.*

3 . Dans une lettre adressée à la rédaction de l'ouvrage *Flottes de combat,* en date du 2 août 1967, l'attaché de défense israélien en poste à Paris insiste sur le fait que l'une de ces deux vedettes Osa aurait en fait été coulée par les vedettes lance-torpilles israéliennes *(Flottes de combat 1968, op. cit.* p. 423). Cette information, dont aucun auteur ne s'était jusqu'à présent fait l'écho, fut toutefois démentie catégoriquement par les autorités égyptiennes qui soulignent qu'elles ne perdirent aucun navire pendant la guerre de juin 1967.

4 . Shlomo Erel in Randolph and Winston Churchill, *Victoire dans le désert, op. cit* ., p. 145.

5 . Il convient de se replacer dans le contexte du moment : l'aviation égyptienne avait été neutralisée la veille et la menace d'une action aérienne israélienne exerçait une véritable phobie sur l'ensemble des officiers supérieurs égyptiens.

6 . Créée en 1952, la NSA est l'Agence fédérale des États-Unis d'Amérique chargée de l'espionnage électronique et électromagnétique ; c'est elle qui met en œuvre la plupart des satellites espions américains.

7 . L'Office of Naval Intelligence (ONI) constitue depuis 1882 le service de renseignements de l'US Navy. Son plus grave échec fut de n'avoir pas su anticiper l'attaque japonaise sur Pearl Harbour, en 1941. Au moment de l'affaire du *Liberty* , sa mission principale consistait à évaluer les moyens précis dont disposait la marine soviétique dans les zones de crise dans lesquelles étaient susceptibles d'être engagée l'US Navy.

8 . Ezra Aharon *in* Shlomo Aloni, « Les Mirage III en Israël : la guerre des Six Jours », *Le Fana de l'Aviation* n° 347, octobre 1998, p. 59

9 . Les Israéliens ne mentionnèrent le lancement que d'une seule torpille, tandis que les autorités américaines évoquèrent *a posteriori* le tir d'au moins deux torpilles.

10 . Curieusement, le *Liberty* ne rejoignit pas son port d'attache de Norfolk, situé pourtant non loin de là.

11 . Le sort exact de l'une de ces trois vedettes n'est pas clairement arrêté, puisque la marine israélienne en revendiqua la destruction, alors que l'amirauté égyptienne affirma qu'elle n'avait été qu'endommagée.

12 . Hasard de l'Histoire, le sous-marin français *Minerve* disparaissait la même semaine au large de Toulon, dans des conditions similaires. Pour revenir à l'affaire du *Dakar* , les autorités israéliennes cherchèrent désespérément son épave pendant plus de trente ans, jusqu'à ce que celle-ci soit retrouvée par hasard le 28 mai 1999 entre l'île de Chypre et la Crète, par 2 900 mètres de fond. Ce naufrage fit alors sa dernière victime : l'amiral Michael Barkaï, ancien chef de la marine israélienne et frère du commandant en second du *Dakar* , qui atteint d'une maladie incurable se suicida peu après l'officialisation de l'annonce de la découverte de l'épave du submersible.

CHAPITRE 8

Le dessous des cartes

Le 9 juin 1967 en soirée, alors que les combats avaient cessé dans le Sinaï et en Cisjordanie, mais qu'ils se poursuivaient sur le plateau du Golan, le président égyptien Gamal Abdel Nasser annonça dans une allocution télévisée sa détermination à « *renoncer entièrement et définitivement à toutes fonctions officielles et à tout rôle politique, pour reprendre sa place parmi les masses populaires et accomplir son devoir en tant que simple citoyen* » [1] . Vieille ruse destinée à susciter un nouveau plébiscite ou manifestation d'un réel effondrement moral et psychologique ? Difficile à dire. Son confident Mohamed Heikal, de même que plusieurs grands reporters présents au Caire en cette soirée décisive, semblèrent pencher pour la deuxième hypothèse. Éric Rouleau, correspondant du *Monde*, apporta le témoignage suivant : « *Après la destruction de son aviation, la retraite de son armée et la mort de plusieurs milliers de ses soldats, Nasser s'effondre. Il est surtout bouleversé par l'arrivée des troupes israéliennes sur les rives du canal de Suez. Ce même canal qu'il avait libéré de l'emprise britannique, et à quel prix ! Dans le domaine politique, il se sent abandonné. L'opinion mondiale est favorable aux vainqueurs. Son prestige a fondu... Au soir de la défaite, Nasser est un homme brisé. A la télévision, traits tirés, visage torturé, la diction hésitante, il lit un texte, trébuche sur les mots, lui le grand tribun, la voix étranglée en annonçant son retrait de la vie politique* » [2] . Toujours est-il que Nasser était bien conscient d'avoir échoué. Il avait tout fait pour provoquer Israël, pensant que sa propre armée parviendrait à encaisser le choc de l'offensive initiale adverse, puis serait à même de contre-attaquer afin de détruire la centrale israélienne de Dimona, voire même de capturer le port d'Eilat. Or, en cet instant, Nasser était

conscient de n'être plus rien. Il se doutait qu'il devait être la risée des chefs d'États arabes. Son armée venait de perdre sa crédibilité. Son régime menaçait de s'effondrer. Mohamed Heikal rapporte que la Raïs lui aurait alors confié : « *Si le peuple me juge coupable et me pend à la Place de la Libération, je pense qu'il aura raison »* [3] ; véritable aveu confirmant implicitement son rôle dans le déclenchement de la crise. Pourtant, l'annonce faite par Nasser engendra un formidable élan de soutien populaire. Des milliers de gens se ruèrent en pleine nuit aux abords du palais présidentiel, hurlant « *Nasser, Nasser, ne nous quitte pas, nous avons besoin de toi ! »*. Des scènes d'hystérie collective se multiplièrent dans les rues du Caire. Transcendé par une telle ferveur, et rassuré par un message de soutien soviétique signé par Alexy Kossiguine, le Raïs revint le lendemain sur sa décision. Quelques heures plus tard, le cessez-le-feu devint effectif sur le front du Golan. La guerre des Six Jours venait de s'achever sur une étonnante victoire israélienne qui engendra des réactions inattendues au sein de la communauté internationale et modifia durablement les rapports de forces au Proche-Orient.

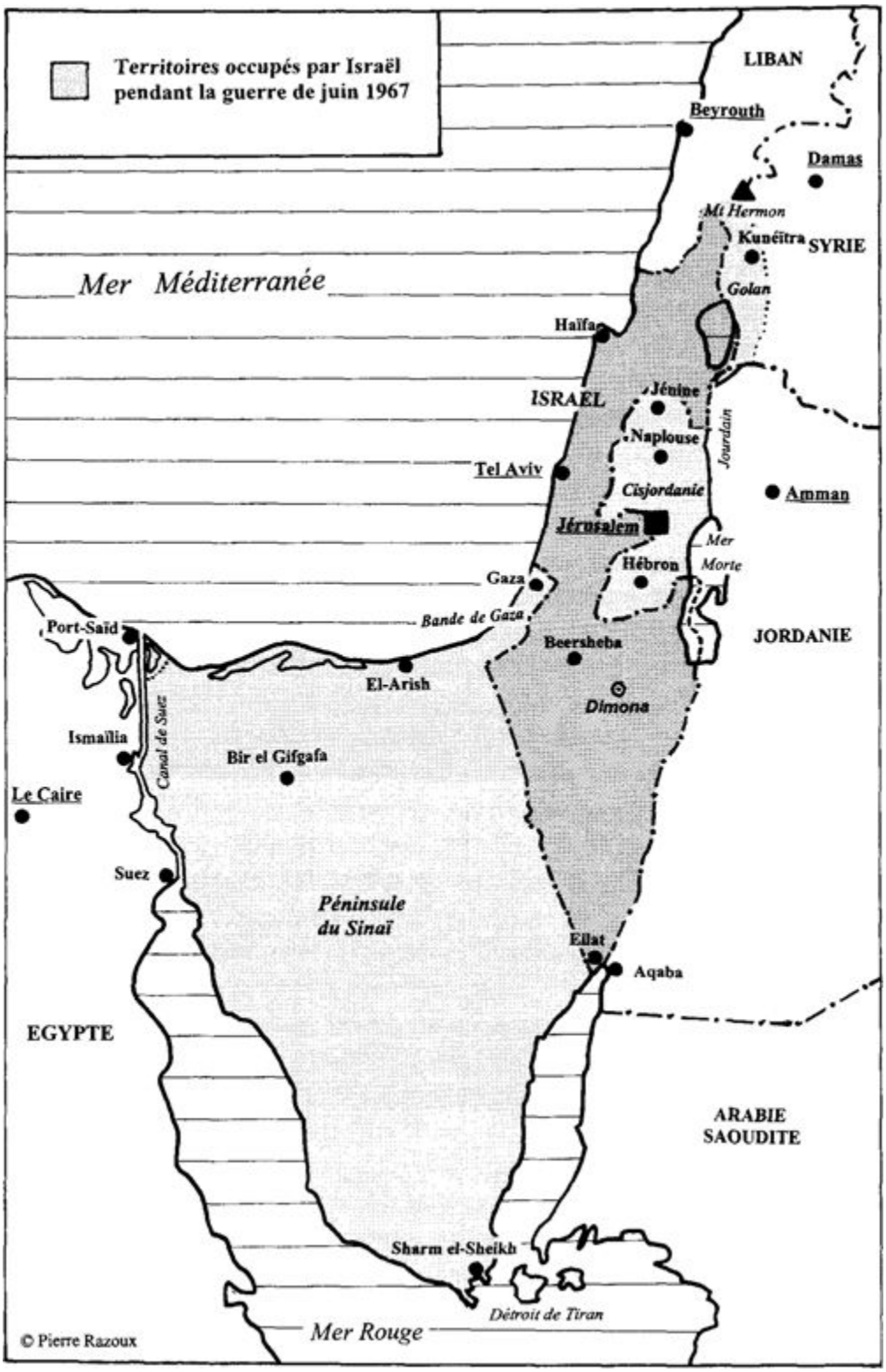
Un bilan éloquent

Le 10 juin 1967, à l'issue d'une guerre éclair qui n'avait duré que cent trente-deux heures, la surface des territoires contrôlés par Israël avait quadruplé, passant de 20 700 à 88 550 km^3 . Parallèlement, la longueur de ses frontières venait d'être réduite d'un tiers. Les armées arabes qui menaçaient directement l'État hébreu avaient été écrasées. Reste à déterminer dans quelles proportions. La bibliographie publiée pendant la période de la Guerre Froide, d'inspiration largement israélienne et américaine, répondait à une logique de propagande bien compréhensible qui se caractérisa par une tendance à surestimer les pertes arabes, tout en minorant celles des Israéliens. Les études les plus récentes en provenance de sources plus larges, dont d'intéressantes sources égyptiennes et jordaniennes, permettent de corriger ces états de pertes.

L'Égypte perdit environ 10 000 hommes, dont 1 500 officiers, ainsi qu'une quarantaine de pilotes. Des sources contradictoires soulignent cependant que les pertes fatales égyptiennes se situeraient plutôt dans une fourchette comprise entre 3 000 et 5 000 morts [4] . Les autorités égyptiennés n'ayant pas recensé leurs pertes, il est difficile de se prononcer sur leur

volume exact. La vérité se situe probablement entre les deux. Plus de 5 000 égyptiens furent en tout cas capturés, dont 21 généraux. La Jordanie déplora quant à elle la perte de 700 hommes, 550 autres ayant été capturés. La Syrie compta pour sa part 450 morts, 570 de ses hommes ayant à leur tour été capturés. Une poignée d'Irakiens furent également tués. Près de vingt milles combattants arabes furent blessés.

Les territoires conquis par Israël



De son côté, Israël admit finalement la perte de 679 morts au combat, auxquels il convient de rajouter près de 150 décès par accident ou

consécutifs aux blessures reçues, dont une proportion importante de grands brûlés ; 2 563 combattants furent blessés ; 15 autres, essentiellement des pilotes, furent capturés. Au total, Israël perdit donc un peu plus de 800 hommes et femmes, dont près de 200 officiers. Toute proportion gardée, c'est comme si l'armée française avait perdu 12 000 hommes lors d'une opération extérieure qui aurait duré moins d'une semaine ! Quoi qu'il en soit, le rapport des pertes humaines fut d'environ un à douze en faveur des Israéliens.

Bien que dans chacun des deux camps les services de propagande aient propagé des rumeurs faisant état de violences morales et physiques perpétrées à rencontre des prisonniers de guerre, ces derniers furent dans l'ensemble correctement traités [5] . Dès le déclenchement des hostilités, plusieurs équipes du Comité International de la Croix Rouge arrivèrent dans chacun des pays concernés pour visiter les prisonniers. Une fois les opérations militaires achevées, les autorités des deux camps négocièrent le rapatriement des prisonniers par l'entremise du CICR. Ce processus s'étala du 15 juin 1967 au 2 avril 1968. A cette date, l'ensemble des prisonniers de guerre avaient été rapatriés dans leur pays d'origine. L'échange le plus significatif eut lieu avec la Syrie, lorsque 570 Syriens et deux « conseillers techniques » soviétiques furent échangés contre un pilote israélien et les dépouilles de trois autres Israéliens morts pendant les hostilités.

Le bilan matériel est encore plus éloquent. L'armée égyptienne perdit 85 % de ses matériels, soit 337 aéronefs, 700 chars, 700 pièces d'artillerie, 800 véhicules blindés de transport de troupes, 10 000 camions et véhicules divers, ainsi que deux batteries de missiles anti-aériens SAM-2. Parmi ces matériels, *Tsahal* captura intacts 150 chars, 170 véhicules blindés de transport de troupes et 480 pièces d'artillerie, qui furent immédiatement intégrés dans l'arsenal israélien comme butin de guerre ; 5 navires égyptiens furent également endommagés par la marine israélienne. L'armée jordanienne perdit pour sa part 30 aéronefs, 179 chars, 53 véhicules blindés de transport de troupes, 62 pièces d'artillerie et 3 166 camions et véhicules divers. L'armée syrienne fut la moins touchée. Elle n'accusa la perte que de 60 aéronefs, 118 chars et 40 véhicules blindés de transport de troupes, mais elle laissa tout de même sur le terrain 470 pièces d'artillerie. L'aviation irakienne perdit quant à elle 23 avions de combat et la petite armée de l'air libanaise reconnut la perte d'un chasseur bombardier « Hunter ». Au total,

les armées arabes perdirent 451 aéronefs [6] , un millier de chars, près de 900 véhicules blindés de transport de troupes et plus de 1 200 pièces d'artillerie. C'est-à-dire approximativement les trois-quarts de leur potentiel aérien et les deux tiers des matériels terrestres réellement engagés sur le champ de bataille.

De leur côté, les forces de défense israéliennes perdirent 48 aéronefs (six autres, irréparables, peuvent également être considérés comme détruits), 394 chars, plus de 500 véhicules blindés de transport de troupes de type « Halftrack », ainsi qu'une quarantaine de pièces d'artillerie, dont une majorité de mortiers lourds. Ces pertes représentaient *grosso modo* le sixième de leur potentiel aérien et le tiers de leur potentiel terrestre. Au bilan, le rapport des pertes matérielles, largement en faveur des Israéliens, s'élève à un pour neuf s'agissant des aéronefs et un pour trois s'agissant des blindés.

La victoire militaire, bien que coûteuse, était donc totale, dépassant de loin les espérances les plus optimistes de l'état-major israélien. Cette victoire insolente provoqua cependant la radicalisation des discours, tout en relançant la problématique du sort des réfugiés palestiniens présents à Gaza et en Cisjordanie depuis la fin de la guerre d'indépendance. Parmi ceux-ci, nombreux furent ceux qui cherchèrent refuge au Liban et en Jordanie, pensant un jour pouvoir rentrer chez eux.

Des réactions contradictoires sur la scène internationale

Aux États-Unis, à la fois les autorités gouvernementales et la société civile soutinrent la cause israélienne. Seuls les pétroliers et le Département d'État émirent quelques réserves liées aux intérêts des compagnies américaines présentes au Moyen-Orient. Mais de tels intérêts sectoriels, aussi puissants soient-ils, ne pouvaient contrebalancer l'offre d'une nouvelle alliance stratégique jugée indispensable par le président Johnson. Une fois les hostilités finies, le gouvernement américain se retrouva donc plus engagé du côté israélien qu'il ne l'avait jamais été. Les relations bilatérales, tant sur le plan économique, diplomatique que militaire ne cessèrent de se renforcer. La guerre des Six Jours fut en fait une aubaine, puisqu'elle permit d'officialiser un mariage de raison entre Jérusalem et Washington, ébauché dès 1964. Les mariés n'étaient pas dupes de l'ambiguïté de leur relation [7] , mais ils étaient bien conscients des avantages que ce nouveau lien leur procurait. Encore fallait-il convaincre l'opinion publique américaine de la

pertinence de cette nouvelle relation. Sans trop de difficulté toutefois, car celle-ci était naturellement encline à supporter tout État s'opposant aux velléités hégémoniques de l'Union soviétique et de ses alliés. De ce point de vue, Israël était un partenaire idéal. Qui plus est, l'influence du lobby juif s'avéra déterminante au sein des médias de New York et de Washington qui modelaient cette même opinion publique. D'autant que pour des raisons historiques, religieuses et culturelles, la population américaine se sentait proche de la population israélienne. Ce sentiment était encore plus fort parmi les juifs américains culpabilisés d'avoir laissé perpétrer l'extermination de leurs coreligionnaires européens, sans avoir tenté l'impossible pour les sauver. Pierre Hazan établit le rapprochement suivant : « *Dans la psychologie collective américaine, les deux nations sont marquées au fer rouge de l'Histoire. Un fil invisible relie un peuple élu de Dieu à une jeune nation dont le destin semble chevillé à une mission civilisatrice de l'humanité* » [8] . Le sociologue René Schwok explique pour sa part « *qu'une connexion spéciale unit ces deux peuples, faite de compassion pour un peuple persécuté, d'identification aux prophéties bibliques et d'admiration du système démocratique israélien* » [9] .

En France, le Général de Gaulle définit dès le déclenchement des hostilités une politique de neutralité doublée d'un embargo sur les ventes d'armes à destination des pays qualifiés « du champ de bataille ». Le gouvernement pesa soigneusement les gestes qu'il accorda de part et d'autre. Il s'abstint lors du vote d'une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies déclarant Israël l'agresseur, mais il refusa de tenir pour acquis une politique de fait accompli au Proche-Orient. De Gaulle en profita d'ailleurs pour tenter de relancer sa formule de consultation à quatre. Cette politique d'équilibre fut immédiatement dénoncée par Israël et ses divers relais qui y virent une remise en cause de l'alliance tacite conclue avec Paris depuis plus d'une décennie. S'agissait-il de regrets sincères ou d'une manœuvre dilatoire destinée à officialiser une rupture qui couvait depuis 1962-1963 ? Tout porte à croire à la seconde hypothèse, même s'il est indéniable qu'un certain nombre de personnalités françaises et israéliennes crurent de bonne foi et jusqu'au bout à la sincérité et à la durabilité de cette alliance. En tout état de cause, cette situation arrangea bien le camp des pragmatiques, tant en France qu'en Israël, permettant ainsi de clarifier les relations. Paris pourrait ainsi développer ouvertement une politique pro-arabe sans être taxé

d'arrière-pensées. Jérusalem pourrait de son côté s'en remettre durablement aux Américains sans être accusé de traîtrise.

Quoi qu'il en soit, cette approche ambiguë engendra un véritable décalage entre le gouvernement et une opinion publique soutenant massivement Israël. Rarement un événement avait suscité autant de passion depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Des blessures mal cicatrisées furent soudainement réouvertes : déportation des Juifs français pendant l'Occupation, expédition malheureuse de Suez, guerre d'Algérie... Le tirage des quotidiens doubla de volume. Les manifestations de soutien à Israël, tout comme les contre-manifestations dénonçant sa politique expansionniste, fleurirent à travers la capitale et les principales villes de province. Les banderoles annonçant « Nasser assassin » firent florès. Des nuées de volontaires prêts à se battre pour « sauver Israël de la destruction » se pressèrent devant le consulat général et l'Ambassade d'Israël. Les associations juives de France collectèrent des sommes très importantes destinées à soutenir l'effort de guerre israélien, parfois même plus d'un milliard de francs en une seule journée [10] ! Dans l'ensemble, la population, épaulée par les milieux intellectuels, soutint largement l'État hébreu. Les causes de cet engouement populaire ont déjà été analysées au chapitre 1, inutile donc d'y revenir.

De manière plus surprenante, cet événement provoqua des prises de position à front renversé au sein de la classe politique. Les clivages traditionnels furent bouleversés et des scissions apparurent au sein même des principaux partis politiques. Le premier touché fut le parti gaulliste. De nombreux traditionalistes catholiques, fidèles au Général, adoptèrent un ton très critique à l'encontre d'Israël, à l'instar du député Louis Terrenoire, deux fois ministre de la Ve République. Celui-ci déclara en effet : *« Comment les Etats arabes peuvent-ils accepter Israël, État raciste fondé sur la religion juive, qui exclut toute égalité réelle entre Arabes et Juifs vivant sur son territoire et qui voit le gouvernement israélien détruire les maisons arabes dans les territoires occupés pour y construire des maisons pour les colons juifs ? »* [11] . A l'inverse, le président du Sénat Gaston Monnerville prononça un vibrant plaidoyer pour défendre l'État hébreu : « *Le petit David a su que le grand Goliath qu'était le monde arabe s'apprêtait à l'écraser ; alors, il a pris sa fronde et l'a lancé. On lui reproche de ne pas s'être fait éliminer de la carte et on dit de lui qu 'il est impérialiste. Pourquoi ? Parce qu'il a été*

victorieux ! » [12] . Au sein même du gouvernement, les ministres les plus proches du Président se montrèrent partagés sur cette question. Si Edgar Faure, Alain Peyrefitte et Georges Gorse respectèrent la ligne de neutralité officielle définie par le Général de Gaulle, le ministre de la défense Pierre Messmer menaça de démissionner, estimant qu'il lui était impossible de justifier décemment une telle volte-face après tant d'années d'étroite et fructueuse collaboration avec Israël. Le Premier ministre Michel Debré et Maurice Schuman furent à deux doigts d'en arriver à une telle extrémité. De nombreux ténors du gaullisme leur firent écho, tels Lucien Neuwirth, Jean-Claude Servan Schreiber et Alexandre Sanguinetti. À l'inverse, le ministre des affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, dénonça la collusion entre certains ministres et leurs « amis israéliens ». Il n'hésita pas en outre à se plaindre du caractère excessif des Israéliens « *qui sont particulièrement exclusifs : ou on est plus israélien qu'Israël, ou on est un ennemi d'Israël* » [13] .

Les autres formations politiques n'échappèrent pas au schisme né de la crise du Proche-Orient. À gauche, les Socialistes soutinrent massivement Israël, reconnaissant toutefois qu'il était difficile de justifier le principe d'attaque préventive en un temps ou l'Union soviétique et les États-Unis pouvaient être tentés d'y recourir pour satisfaire leurs ambitions de grandes puissances. Les Communistes, en revanche, suivant la ligne officielle décrétée par Moscou, appuyèrent la politique égyptienne de Nasser, dénonçant le caractère colonialiste de l'agression israélienne. Cette ligne de conduite suscita toutefois l'opposition de la faction réformiste du Parti. Celle-ci souligna qu'une telle prise de position, assimilée à du suivisme intégral à l'égard du Kremlin, ne pouvait qu'accroître l'impopularité du Parti communiste au sein de l'opinion publique. De manière tactique, elle estimait en outre important de ne pas couper les ponts avec la mouvance socialiste. A droite, la famille libérale était également partagée sur la conduite à tenir. Même l'extrême droite fut divisée entre ceux toujours prompts à développer des thèses antisémites ou populistes, à l'instar de Maurice Poujade, et ceux, tel Tixier-Vignancourt, nostalgiques de l'Algérie française reconvertis en soutiens inconditionnels à la cause sioniste. Dans cette ambiance cacophonique, Raymond Aron et Jean-Paul Sartre tentèrent de promouvoir un dialogue intellectuel constructif entre Juifs et Arabes, afin de définir une solution pacifique. Sans succès.

Sur le plan diplomatique, l'image de la France fut transformée au Proche-Orient. Paris effectua un retour remarqué dans la région et la plupart des pays arabes virent dans le gouvernement français leur principal avocat au sein du monde occidental. Dès la fin du mois de juillet 1967, Nasser fit l'éloge de la France et du Général de Gaulle. Les contrats suivirent. L'Égypte, la Libye, l'Irak, puis l'Arabie Saoudite multiplièrent les signes d'ouverture à l'égard des autorités françaises. De son côté, le gouvernement israélien attaqua verbalement la France, suscitant l'agacement du Général de Gaulle. Ce dernier, piqué au vif, mais aussi déçu que les Israéliens ne l'aient finalement pas écouté, répliqua en les tançant d'impérialistes, soulignant qu'ils étaient « *des gens qui exagèrent, et cela depuis toujours, il n'y a qu'à relire les psaumes pour s'en convaincre* » [14] . La tension s'envenimant, le Général dérapa le 27 novembre en déclarant lors d'une conférence de presse les mots suivants désormais restés célèbres : *« Certains mêmes redoutaient que les juifs jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu 'ils avaient été de tout temps, c 'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles »* [15] . Cette allégation déclencha un véritable tollé politique et diplomatique sur lequel tout a déjà été écrit. Le divorce entre Israël et la France était cette fois clairement prononcé.

En Grande-Bretagne, les positions furent nettement moins tranchées. Le gouvernement travailliste d'Harold Wilson afficha une position de neutralité équidistante entre les différents belligérants. Le poids des traditions, le mythe de l'épopée de Lawrence d'Arabie, l'influence du Foreign and Commonwealth Office, véritable citadelle pro-arabe, comme celle de la City, très dépendante des investissements en provenance du Moyen-Orient, concourraient à expliquer cette position. *A fortiori* si l'on tient compte du fait qu'à cette époque, l'industrie britannique était encore très dépendante du pétrole et du gaz livrés par les pays arabes. Ce n'est donc pas sans raisons que le Premier ministre estima « *qu 'il n'y a pas de raison pour le Royaume-Uni de ruiner ses relations avec les Arabes, sous prétexte que l'opinion publique éprouve des sympathies superficielles pour Israël, parce que c'est un petit pays avec une histoire malheureuse »* [16] , rajoutant au passage, rivalité oblige, « *qu'en terme de prestige, aucun pays n 'a souffert de la guerre des Six Jours plus que la France et aucun chef d'État plus que de*

Gaulle ! » [17] . D'un autre côté, la tolérance et le pragmatisme inhérents au système britannique, de même que la volonté de ne pas heurter la nouvelle politique américaine, commandaient de ne pas s'engager dans une voie critique à l'égard d'Israël.

L'opinion publique était partagée elle aussi sur la conduite à tenir. Le souvenir du fiasco diplomatique ayant suivi l'expédition de Suez, onze ans plus tôt, était encore vivace dans la mémoire collective d'une population naturellement conservatrice. Même si Nasser était voué aux gémonies, le souvenir douloureux de la fin du mandat britannique sur la Palestine n'était pas de nature à inciter les Britanniques à une compassion démesurée à l'égard des autorités israéliennes. Le sentiment pro-israélien était de ce fait beaucoup plus modéré qu'aux États-Unis ou que dans bien des États européens. Même des journaux progressistes tels que le *Guardian* et *Y Economist* ne manquèrent jamais une occasion de suggérer qu'Israël devrait accepter quelques concessions. La politique de non-intervention britannique fit donc l'objet d'un assez large consensus. Dans l'ensemble, l'intelligentsia se considérait comme pro-arabe ; la tradition orientaliste était en effet vivace parmi les économistes, les historiens, les journalistes et les scientifiques de tous crins. Au sein de la Chambre des Communes, les partis politiques étaient également divisés, à tel point que les responsables travaillistes, conservateurs et libéraux furent incapables de déterminer une position de principe de leur parti respectif concernant la crise du Proche-Orient.

Quoi qu'il en soit, les Britanniques étaient bien déterminés à défendre leurs positions dans la région. Afin de rappeler leur présence en Méditerranée orientale et le rôle qu'ils entendaient continuer à jouer au Proche-Orient, ils multiplièrent les missions aériennes à proximité du champ de bataille. Du 5 au 7 juin, les bombardiers « Canberra » basés sur la base d'Akrotiri, à Chypre, effectuèrent 63 sorties de reconnaissance et d'entraînement. Dans le cadre de l'opération « Hydraulic », 13 intercepteurs « Lightning » escortés par plusieurs avions ravitailleurs « Victor » traversèrent les cieux du Proche-Orient pour se rendre à Oman, tandis que quatre bombardiers « Vulcan » basés en Libye effectuèrent des exercices de bombardement sur le terrain de manœuvre d'El Adem, non loin de la frontière égyptienne [18] . Bien que croisant à un millier de nautiques du champ de bataille, les porte-avions HMS *Hermes* et HMS *Victorious* étaient

susceptibles, le cas échéant, de se rapprocher très rapidement du théâtre des opérations.

Dans le reste de l'Europe, les réactions varièrent d'un pays à l'autre. Le soutien à la cause israélienne recueillit cependant un large consensus. À commencer par les Pays-Bas, toujours enclins à soutenir la communauté juive, et par extension l'État d'Israël, pour des raisons historiques, philosophiques, morales et commerciales. En Allemagne, les autorités, pétries d'un sentiment de culpabilité lié aux atrocités perpétrées pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi influencées par une église protestante très influente, soutinrent sans sourciller la position israélienne. Paradoxalement, certains nostalgiques de l'épopée militaire de *1'Afrika Korps* furent impressionnés par l'époustouflant « blitzkrieg » mené tambour battant par les forces israéliennes. Qui plus est, l'antisoviétisme ambiant renforça davantage le soutien inconditionnel à l'État hébreu. Le gouvernement allemand continua donc de livrer à l'armée israélienne de nombreux matériels militaires. La Suisse et les pays scandinaves se situèrent sur une ligne similaire, soulignant la victoire obtenue par un petit pays isolé qui devrait être une source d'inspiration pour eux-mêmes. C'est d'ailleurs à l'issue de la guerre des Six Jours que l'armée suisse développa des contacts très étroits avec *Tsahal.* C'est en Italie que le débat fut le plus virulent et qu'un véritable divorce s'instaura entre une opinion publique soutenant ouvertement Israël, et le gouvernement chrétien démocrate d'Aldo Moro, fermement campé sur une ligne neutraliste. Alors même que de nombreux intellectuels multipliaient les appels en faveur d'Israël et que le puissant Parti communiste italien adoptait une attitude nettement moins hostile à l'égard de l'État hébreu que ses homologues européens, le ministre des affaires étrangères Fanfani, sans doute influencé par la politique vaticane, mais aussi désireux de sauvegarder les intérêts commerciaux italiens au sein des pays du pourtour méditerranéen, opta pour une ligne intransigeante à l'encontre du gouvernement israélien. L'Espagne du Général Franco soutint quant à elle ouvertement le président Nasser, la dictature conservatrice espagnole n'ayant aucune relation diplomatique avec l'État hébreu ; elle cultivait en outre d'excellentes relations commerciales avec l'Égypte. Au contraire, le Portugal du Général Salazar adopta une ligne plus modérée, se refusant à appuyer le régime du président Nasser qui soutenait les diverses rébellions agitant les colonies portugaises en Afrique. Enfin, la Grèce et la Turquie, tout en se déclarant officiellement neutres, se

rangèrent *de facto* dans le camp arabe. Non par idéal, mais par pur pragmatisme pour tenter de se concilier aux Nations unies les votes des treize pays de la Ligue Arabe, susceptibles de faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre concernant l'épineuse question chypriote. Bref, l'Europe, que l'on appelait alors la Communauté Économique Européenne, éclatée entre des intérêts divergents, avait bien du mal à dégager une position commune sur le dossier du Proche-Orient.

Au sein du bloc communiste, le ton fut rapidement donné par l'Union soviétique. Celle-ci condamna sans appel l'agression israélienne et demanda le retrait immédiat des forces israéliennes des territoires occupés. Le Kremlin, reconnaissant l'importance du monde arabe dans sa stratégie globale, s'était clairement rangé du côté de l'Egypte, de l'Irak et de la Syrie. Dès le début des hostilités, utilisant son droit de navigation à travers le détroit du Bosphore, l'Union soviétique déploya la Ve *Eskadra* en Méditerranée orientale, sous le commandement de l'amiral Ivan Matveevich, afin de « marquer » les deux porte-avions de l'US Navy naviguant à proximité de la Crète. Le 10 juin, en rétorsion à la violation par Israël du cessez-le-feu négocié sous l'égide des Nations unies, Moscou rompit ses relations diplomatiques avec l'État hébreu.

Mais au-delà de la ligne officielle, la réalité semble aujourd'hui beaucoup plus nuancée. De nombreux témoignages d'anciens cadres soviétiques, désormais aux commandes d'États issus de l'ancienne URSS, n'hésitent pas à livrer une version moins monolithique. Tout d'abord, la communauté juive ashkénaze restait influente dans bien des anciennes Républiques soviétiques. Ensuite, certaines de ces Républiques, notamment l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Géorgie, l'Arménie, ou bien encore les Républiques d'Asie centrale, nourrissaient un sentiment de profonde méfiance à l'encontre des technocrates de Moscou, mais aussi de discrètes velléités d'autonomie à l'égard du système. Qui plus est, les Slaves russophiles n'avaient généralement qu'une très piètre opinion des Arabes et les manifestations de racisme ou les vexations visant les stagiaires arabes dans les académies militaires soviétiques étaient monnaie courante. Enfin, les intellectuels soviétiques ne manquèrent pas de souligner que de nombreux juifs avaient joué un rôle pionnier dans l'histoire récente du Proche-Orient, rappelant par là même que le modèle social israélien, notamment son concept de *kibboutz*, était bien plus proche du modèle soviétique que le système prôné par les sociétés arabes. Ces intellectuels

soviétiques s'interrogèrent également sur la contradiction suivante : si les sociétés arabes étaient véritablement révolutionnaires, progressistes et motivées, comment expliquer qu'elles aient été battues à si plate couture par un État « colonialiste » aussi petit qu'Israël ? La propagande officielle y apporta deux réponses : d'une part la collusion entre Israël et certains États arabes réactionnaires (comprendre « monarchiques »), notamment la Jordanie ; d'autre part l'importante assistance secrète américaine qui facilita la victoire israélienne. Le 13 juin, Vladimir Petrov faisait ainsi paraître dans les *Izvestiia* l'analyse suivante : *« L'agression d'Israël contre ses voisins arabes ne fut pas simplement celle de l'État hébreu. Elle fut le résultat de la collusion criminelle entre les impérialistes américains d'une part et Israël de l'autre part. Cette agression fut planifiée, calculée et méticuleusement préparée de l'autre côté de l'océan, longtemps à l'avance, par ceux qui ont armé et soutenus tous ces Moshé Dayan et leurs troupes »* [19] . Au-delà du discours de propagande fortement exagéré, il est intéressant de noter que par un amusant retournement de l'histoire, l'auteur avait sans doute raison en mettant en exergue le rôle joué par les États-Unis dans cette affaire. En tout état de cause, la rupture par l'Union soviétique de ses relations diplomatiques avec Israël sanctionna la perception du rôle joué en sous main par les États-Unis. Jusque-là, l'Union soviétique caressait l'espoir de voir Israël se maintenir en dehors du champ de la confrontation américano-soviétique. Mais lors de cette crise, le gouvernement israélien, en s'alliant à Washington, avait franchi le Rubicon. Le Kremlin n'avait dès lors plus d'autre alternative pour sauver sa crédibilité.

Quoi qu'il en soit, l'ampleur de la défaite souligna la position embarrassante des Soviétiques : le prestige et la réputation de leurs armes et de leurs conseillers était indéniablement ternis. Il leur fallait donc réagir et montrer leur engagement sans faille auprès du camp arabe. Le Kremlin, piochant dans ses propres réserves stratégiques, réarma en urgence ses protégés. Dès la fin de l'été 1967, l'Union soviétique avait reconstitué une partie importante des arsenaux égyptiens et syriens. Ses conseillers militaires étaient désormais éparpillés entre Le Caire et Damas. Cet appui massif, concomitant de l'aide apportée par les États-Unis à Israël, précipita le Proche-Orient dans une véritable course aux armements. Le Kremlin renforça ainsi considérablement sa position dans la région, gagnant de surcroît un droit de regard sur d'éventuelles initiatives égyptiennes et syriennes tout en renforçant son contrôle global de la situation. Utilisant le

puissant sentiment d'humiliation arabe comme levier de son influence, Moscou avança patiemment ses pions, non seulement en Égypte, mais également en Syrie et en Irak. La Ve *Eskadra* obtint ainsi des facilités aéroportuaires en Égypte et en Syrie lui permettant d'accroître sa capacité anti-sous-marine destinée à combattre les nouveaux sous-marins nucléaires américains lanceurs de missiles stratégiques « Polaris ». Il s'agit bien là de l'un des paradoxes de cette crise qui permit à l'Union soviétique d'utiliser habilement la déroute de ses alliés pour s'implanter solidement dans la région et promouvoir une politique de *statu quo* qui satisfaisait ses seuls intérêts.

S'alignant sur la position du « Grand Frère », les autres pays du Pacte de Varsovie condamnèrent l'agression israélienne et rompirent progressivement leurs relations diplomatiques avec Israël. La Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est et la Bulgarie, toujours promptes à emboîter le pas derrière Moscou, montrèrent l'exemple. La Hongrie et la Pologne, pays dans lesquels les communautés juives avaient marqué l'histoire, adoptèrent toutefois un ton moins offensif à l'égard de l'État hébreu. Paradoxalement, le clergé polonais, pourtant méfiant à l'égard d'Israël mais en opposition ouverte avec les autorités communistes, soutint la cause israélienne à travers de nombreux tracts et journaux clandestins. Seule la Roumanie de Ceaucescu, suivant une ligne plus indépendante à l'égard du Kremlin, se refusa à rompre les relations diplomatiques à l'égard d'Israël. Il est vrai que la communauté juive roumaine restait influente, notamment autour de Bucarest, et que le dictateur roumain entretenait d'excellentes relations avec plusieurs dirigeants travaillistes israéliens. Bien que non-membre du Pacte de Varsovie, la Yougoslavie avait dès le début de la crise prit fait et cause pour l'Égypte, le président Tito se considérant comme un proche allié de Nasser au titre de la solidarité entre dirigeants des pays « non-alignés ».

Dans le reste du monde, les réactions illustrèrent les intérêts ou les rivalités des uns et des autres. En Afrique, le Burundi, le Cameroun, la Guinée, le Mali, le Sénégal, la Somalie et la Tanzanie, qui entretenaient d'étroites relations commerciales avec l'Égypte, la Chine et l'URSS, se rangèrent du côté du Caire, tandis que le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Kenya, le Lesotho et le Malawi, pays dans lesquels œuvraient de nombreux conseillers techniques israéliens, préférèrent soutenir discrètement Tel Aviv. Seule l'Afrique du Sud, isolée et placée au ban des Nations, se rangea ouvertement du côté d'Israël, arguant des nombreuses

coopérations techniques existant entre les deux États. Les autres pays africains affichèrent une prudente neutralité de bon aloi. En Amérique Latine, la plupart des États restèrent neutres, refusant de s'impliquer dans un différend qui somme toute ne les concernait pas. Néanmoins, les opinions publiques soutinrent largement la cause israélienne. Seuls Cuba, pour des raisons idéologiques, et l'Argentine, à cause de la présence d'une importante diaspora arabe sur son territoire (environ 700 000 personnes), condamnèrent officiellement l'agression israélienne et adoptèrent une ligne résolument pro-arabe. Les pays asiatiques, davantage concernés par le conflit vietnamien qui menaçait de s'étendre, ne manifestèrent que peu d'intérêt pour la crise du Proche-Orient. L'Inde, au contraire, s'impliqua rapidement, adoptant une ligne très critique à l'égard d'Israël. Le gouvernement d'Indira Gandhi, confronté à de nombreux défis (instabilité intérieure due à la présence d'une forte minorité musulmane, menaces extérieures émanant de la Chine et du Pakistan), tenta en effet de se concilier par tous les moyens les bonnes grâces de la Ligue Arabe. Se posant de surcroît en champion de la cause tiers-mondiste, l'Inde ne pouvait décemment pas condamner Nasser considéré lui-même comme l'un des chantres de cette même cause. Au demeurant, l'opinion publique indienne adopta une position nettement pro-israélienne, assimilant la menace pakistanaise [20] à l'ensemble de la sphère arabo-musulmane. Empêtrée dans sa « révolution culturelle », directement préoccupée par l'évolution du conflit en Asie du Sud-Est, la Chine condamna globalement les États-Unis, l'Union soviétique et leurs alliés respectifs, sans chercher vraiment à savoir qui avait tort et qui avait raison. Le président Mao soutint par contre la mouvance palestinienne en général, et l'OLP en particulier, seul protagoniste du récent conflit capable d'incarner, selon lui, l'idéal révolutionnaire. Conscient de la nécessité de disposer d'un statut de grande puissance pour pouvoir peser sur la scène internationale, le gouvernement chinois procéda, le 17 juin 1967, à sa première explosion thermonucléaire.

Une nouvelle donne au Proche-Orient

Sur le terrain, les données stratégiques étaient désormais inversées en faveur de l'État hébreu. Le « ventre mou d'Israël », ce corridor très étroit qui ne comptait qu'une quinzaine de kilomètres de largeur avant la guerre (à mi-chemin entre Tel Aviv et Haifa et à portée des canons jordaniens), n'était

plus qu'un mauvais souvenir. Jérusalem était désormais désenclavée, tout comme le « doigt de la Galilée » qui n'était plus menacé d'isolement. Les nouvelles lignes de cessez-le-feu écartaient apparemment toute possibilité d'attaque surprise égyptienne ou jordanienne. Il fallait 16 minutes de plus à l'aviation égyptienne pour atteindre le cœur du territoire israélien, délai suffisant pour garantir l'intervention de la chasse israélienne. *Tsahal* contrôlait la rive orientale du canal de Suez. Le Sinaï offrait une profondeur stratégique qui mettait Israël à l'abri d'une attaque éclair égyptienne. La frontière avec la Jordanie était fermement verrouillée par les ponts du Jourdain et l'armée hachémite campait désormais de l'autre côté du fleuve biblique. Sur le front nord, l'armée israélienne dominait les hauteurs du Golan et s'était emparée de la précieuse station d'écoute du Mont Hermon qui lui permettait de surveiller l'ensemble du dispositif syrien.

Cette nouvelle donne opérationnelle n'était cependant pas sans inconvénient. L'armée israélienne ne pourrait plus transférer aussi rapidement ses forces d'un front à l'autre ; et l'espace concédé par ses adversaires allait la forcer à réfléchir à un concept de défense beaucoup plus statique. Au demeurant, Israël avait sauvé son programme nucléaire, avait maintenu secret la présence d'un détachement de l'US Air Force sur son territoire et s'était imposé militairement au Proche-Orient. L'alliance avec la France avait vécu, remplacée par celle avec les États-Unis. Israël se retrouvait puissant, mais menacé d'isolement.

Le 12 juin, deux jours seulement après la fin des hostilités, Lévi Eshkol appela au dialogue entre Israéliens et Arabes, soulignant qu'une situation nouvelle venait d'être créée qui pouvait servir de point de départ à des négociations directes, ce à quoi se refusait toujours les capitales arabes. Cette proposition fut reprise une semaine plus tard par le ministre des affaires étrangères, Abba Eban, à la tribune des Nations unies. Parallèlement, le 19 juin, le président américain Johnson lança un plan de paix pour la région fondée sur les cinq points suivants : le droit pour chaque État de la région de vivre en paix ; le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun de ces États ; la liberté de navigation dans l'ensemble des mers adjacentes ; un contrôle effectif des armements ; l'ouverture de négociations devant permettre de trouver une solution au problème des réfugiés. Ce même jour, le cabinet israélien se réunit et après d'âpres discussions, décida secrètement de proposer aux Arabes l'échange suivant : l'évacuation totale du Sinaï et du Golan contre un traité de paix

avec l'Égypte et la Syrie reconnaissant formellement l'existence de l'État hébreu. La bande de Gaza et la Cisjordanie demeureraient toutefois aux mains des Israéliens. Cette proposition devait demeurer secrète, jusqu'à ce que les circonstances permettent de la communiquer officiellement aux autorités égyptiennes et syriennes, par exemple à l'occasion de l'ouverture de la session d'automne de l'Assemblée Générale des Nations unies. Mais elle était loin de susciter l'unanimité, et certains personnages clés du cabinet israélien s'empressèrent de tout faire pour la torpiller. Tel Yigal Allon, qui avec la bénédiction de Menahem Begin, ministre sans portefeuille, lança dans la foulée un vaste programme de construction de colonies israéliennes à travers les territoires récemment occupés. Moshé Dayan lança pour sa part l'idée d'un traité de paix avec la Jordanie, aux termes duquel le roi Hussein exercerait l'autorité administrative sur la Cisjordanie, tandis qu'Israël en conserverait le contrôle militaire. Parallèlement, il mit en place une politique des « ponts ouverts » avec la Jordanie, afin de tenter de désamorcer le mécontentement palestinien en instituant des échanges contrôlés avec le royaume hachémite.

Le 23 juin, les chefs d'États américain et soviétique se rencontrèrent à Glassboro lors d'un sommet entre les deux grandes puissances. Bien évidemment, le Proche-Orient occupait une place de choix (avec le conflit en Asie du Sud-Est) dans l'ordre du jour de cette réunion. Lyndon Johnson et Alexy Kossiguine s'entendirent apparemment pour geler la situation dans la région, entérinant ainsi un véritable *statu quo,* le temps que les protagonistes parviennent à progresser sur la voie du dialogue. La reprise de combats sporadiques le long du canal de Suez, dès le mois de juillet, porta néanmoins un coup sévère à ces ouvertures diplomatiques.

En Egypte, la situation était des plus confuses. Le président Nasser avait certes redressé la tête, mais le ressort était définitivement cassé. Rien ne serait plus comme avant. Mohamed Heikal estima que la défaite de juin l'avait définitivement brisé. Le Raïs avait justifié la défaite par l'incapacité des responsables militaires arabes et par le soutien international apporté à l'État hébreu. Dans la plus pure tradition soviétique, il avait ordonné une purge sans précédent au sein de son armée, afin d'en chasser les éléments réputés incompétents. De nombreux officiers accusés de trahison furent mis à la retraite. Le général Shazli fut l'un des rares généraux dont le prestige sortit intact de cette défaite. Menacé d'encerclement, il avait en effet réussi à s'échapper de la nasse du Sinaï avec une partie de son groupement blindé,

tout en maintenant à distance les chars israéliens. Cette purge culmina à la fin du mois d'août 1967, avec l'arrestation du maréchal Amer, commandant en chef des forces armées. Celui-ci fut accusé d'être l'instigateur d'une tentative avortée de coup d'État ; il se suicida en prison le 14 septembre suivant. Nasser ne lui avait pas pardonné d'avoir donné l'ordre de la retraite générale, le 6 juin au soir, alors que la situation sur le terrain restait gérable et que l'armée égyptienne aurait sans doute pu stopper la percée israélienne bien avant que celle-ci n'atteigne le canal de Suez. Les plus hautes autorités militaires furent priées de faire leur autocritique et d'entamer une réflexion profonde et sincère sur les causes de la débâcle. Nasser ne pouvant durablement se passer d'une fraction importante de ses généraux, il en rappela progressivement un certain nombre et les affecta de nouveau au service actif [21] . De manière tout aussi lucide, il tira la conclusion suivante de sa récente défaite : « *Le conflit de juin nous condamne à être soit une république bananière, soit le Cuba du Proche-Orient !* » [22] . Il opta pour la deuxième solution et renforça les liens de coopération avec l'Union soviétique.

Corrélativement, la réflexion stratégique progressa, comme après toute défaite, et aboutit à une saine remise en cause de la doctrine égyptienne. En 1967, les Égyptiens avaient appliqué un concept qui s'était révélé inadapté face à un ennemi extrêmement mobile. Toutefois, lorsqu'elles avaient été bien encadrées, les unités égyptiennes avaient su faire preuve de combativité. Elles avaient par contre fait piètre figure lorsqu'elles s'étaient retrouvées isolées ou soumises à d'intenses bombardements aériens [23] . Elles n'avaient pas en fait été entraînées pour une guerre mobile. La faute majeure de l'état-major égyptien fut en fait d'avoir grossièrement surévalué le rapport de forces en sa faveur, en sous-estimant les capacités de l'armée israélienne. La réflexion entamée par les autorités militaires égyptiennes déboucha sur la collecte d'une moisson d'informations capitales, qui permit de mettre à jour les points forts et les points faibles de chacun des protagonistes et de préparer efficacement la manche suivante.

Retour sur l'affaire du *Liberty*

Bien que les autorités américaines et israéliennes s'évertuent à prouver le contraire et à présenter l'attaque de l'USS *Liberty* comme un événement marginal, tout porte à croire au contraire que cette affaire fut centrale dans

la crise qui embrasa le Proche-Orient en juin 1967. À l'issue de l'incident qui faillit causer la perte du *Liberty,* le 8 juin 1967, les gouvernements américain et israélien désignèrent chacun une commission d'enquête pour tenter de clarifier cette affaire quelque peu obscure. C'est une commission *ad hoc* de l'US Navy, la *Naval Court of Inquiery,* qui fut retenue pour mener à bien cette tâche du côté américain. La présidence en fut confiée à l'Amiral Isaac Kidd. Curieusement, et malgré le nombre important de morts américains impliqués dans cette affaire, toutes les requêtes du Congrès pour y être associé furent rejetées par le pouvoir exécutif qui utilisa à cette fin toutes les arguties de procédure à sa disposition. Ce fut la seule fois depuis la destruction de l'USS *Maine,* dans le port de La Havane, à la veille de la guerre hispano-américaine de 1898, qu'un incident ayant failli entraîner la perte d'un navire de l'US Navy ne fut pas examiné par une commission d'enquête du Congrès.

Côté américain, un rapport de 174 pages, dont les conclusions préliminaires furent adressées au secrétaire d'État à la défense le 16 juin, soit moins de dix jours seulement après le déroulement de l'incident, expliqua que le *Liberty,* grâce à ses moyens de communication perfectionnés, devait assurer les liaisons entre les divers postes diplomatiques établis au Moyen-Orient et servir de relais pour les informations concernant les citoyens américains résidant dans la région, afin de coordonner, le cas échéant, leur évacuation. La pudeur administrative jeta un voile discret sur la véritable nature de la mission du bâtiment de l'US Navy. Ce rapport rappela que le *Liberty* avait été repéré depuis le début de la matinée par les forces israéliennes, insistant sur le fait que pendant toute la durée de l'attaque, celui-ci arborait ouvertement le pavillon américain.

Côté israélien, l'enquête fut confiée à une commission présidée par le juge militaire I. Yeroushalmi. Les autorités israéliennes plaidèrent la thèse de la méprise résultant d'une erreur d'identification inexplicable. Dans le courant de la matinée, les avions de reconnaissance avaient bien repéré un navire indéterminé croisant au large d'El-Arish, que les services de renseignements avaient classifié comme hostile, pensant qu'il s'agissait d'un bâtiment soviétique. Un peu plus tard, ces mêmes services estimèrent en fait avoir à faire à un destroyer égyptien de type « Skory », voire même *à* l'*El Quseir,* un vénérable vapeur égyptien spécialisé dans le transport de chevaux ! Pourtant, comment confondre un cargo de 137 mètres de long tel

que le *Liberty*, haut sur les flots, équipé d'immenses mâts de détection et d'une imposante antenne elliptique [24] , mais ne disposant d'aucun armement apparent, avec un destroyer « Skory » à la silhouette profilée, mesurant 106 mètres et armé de cinq tourelles de canons bien visibles ? Ou a fortiori avec l'*El Quseir*, dont la longueur était inférieure de plus d'un tiers à celle du *Liberty* ? D'autant que la silhouette de ce dernier figurait dans les deux principaux ouvrages de référence en matière d'identification navale que sont toujours le *Jane's Fighting Ships* et l'*Annuaire des flottes de combat.*

Après moins de cinq semaines de travaux, les deux commissions d'enquête présentèrent leurs conclusions à quelques jours d'intervalle. Celles-ci avaient été rédigées en des termes étonnamment semblables. Elles officialisèrent toutes les deux la thèse de la méprise. Dans son rapport de huit pages en date du 21 juillet 1967, le juge Yeroushalmi estima que cette affaire résultait d'une « regrettable erreur », concluant ainsi : *« Je n'ai pas découvert le moindre manquement ou la moindre faute susceptible de justifier l'inculpation de quiconque dans cette affaire... »*. Cette thèse, qui présente l'avantage indéniable de sauvegarder les apparences pour chacun des deux protagonistes, semble cependant difficilement crédible. Curieusement, le Secrétaire d'État à la défense McNamara demanda au conseiller juridique du département d'État, Carl Salans, de rédiger un rapport contradictoire qui mit en exergue dix points de divergence entre les deux rapports officiels. Du côté israélien, le procureur militaire en chef Kedmi, qui avait été impliqué dans le processus d'élaboration du rapport Yeroushalmi, fit remonter à son gouvernement un réquisitoire accablant mettant en évidence la responsabilité évidente de l'ensemble de la chaîne de commandement, et requérant l'inculpation de plusieurs officiers généraux directement impliqués dans l'affaire. Son rapport contradictoire ne donna jamais lieu à la moindre suite.

Si ce n'est en acceptant l'idée que les gouvernements américain et israélien s'étaient préalablement entendus pour étouffer l'affaire, comment expliquer la similitude troublante des conclusions de ces deux rapports, alors même que ceux-ci contenaient de nombreuses divergences, notamment concernant l'enchaînement des événements ? Comment expliquer que le Sénat américain n'ait jamais été autorisé à mener sa propre enquête, et que le gouvernement israélien ait expressément demandé à la Maison Blanche de ne jamais divulguer le rapport Yeroushalmi ? Pourquoi

le site Internet officiel de la NSA [25] affirme-t-il toujours que cette affaire n'a jamais été tirée au clair ? Comment expliquer également le fait que les Israéliens aient pu commettre une telle erreur d'identification, après avoir surveillé pendant plus de six heures un bâtiment qui ne ressemblait en rien à un navire de guerre et qui de surcroît battait ouvertement pavillon américain ? Comment expliquer en outre leur acharnement à le mitrailler pendant près de deux heures ? Et leur volonté de brouiller ses communications ? Et s'il s'était agit d'un navire soviétique, comme les Israéliens prétendirent le penser initialement, pourquoi l'avoir attaqué alors même que la veille, ils avaient librement laissé passer un « chalutier soviétique » vers le Golfe d'Aqaba ? Moshé Dayan ne répétait-il pas d'ailleurs aux membres du cabinet restreint qu'il convenait de tout faire pour éviter la moindre provocation à l'égard de l'Union soviétique, celle-ci menaçant d'intervenir directement dans la région ? Il aurait fallu une série d'erreurs et de fautes tout à fait invraisemblable pour en arriver là ! Or, le déroulement général des opérations a plutôt démontré, malgré une certaine pagaille inhérente au système israélien, le professionnalisme et la qualité de son état-major, de son aviation et de sa marine. Quant à plaider l'initiative malheureuse de subordonnés incompétents, notamment au sein des forces navales et aériennes, cette éventualité semble inconcevable au regard du système de commandement israélien et de l'enjeu même d'un tel acte. Enfin, s'il y avait réellement eu erreur d'identification imputable au service de renseignements militaires, comment expliquer qu'aucun personnel de ce service n'ait subi la moindre sanction après la guerre ? Dans son ouvrage « The Liberty Incident » paru chez Brassey's à New York en 2002, l'ancien Juge Advocate General A. Jay Cristol, qui effectua une carrière de juriste militaire dans l'US Navy, a beau s'évertuer à affirmer que l'attaque du *Liberty* résulte d'une méprise, sa démonstration se heurte aux mêmes incohérences et elle n'apparaît pas convaincante.

Toutes ces incohérences rendent donc bien improbable la thèse officielle de la méprise. Elles militent au contraire pour la thèse de l'attaque israélienne délibérée [26] . D'autant que Dwight Porter, ambassadeur américain à Beyrouth au moment de la guerre des Six Jours, confia quelques semaines plus tard à son ami William Chandler, directeur du Trans-Arabian Pipeline : « *Notre ambassade au Liban était équipée de tout l'équipement le plus sophistiqué nous permettant d'écouter et d'enregistrer tout ce qui se passait au Proche-Orient. Nous surveillions les*

communications israéliennes et arabes. Le jour de l'attaque du Liberty, nous avons entendu un pilote israélien s'étonner auprès de son contrôleur aérien d'avoir à attaquer un navire battant ouvertement pavillon américain ! Celui-ci lui répondit : peu importe, tu as l'ordre formel de l'attaquer ; fais-le ! » [27] . Cette thèse de l'attaque délibérée ne fut toutefois reprise aux États-Unis qu'en 1980 dans l'ouvrage de James Ennes intitulé « Assault on the Liberty » publié chez Random House, à New York. L'auteur de ce livre, lui-même survivant du *Liberty,* demanda aux autorités américaines une copie du rapport établi par le juge israélien Yeroushalmi, arguant du *Freedom of Information Act.* Il se vit opposer un refus catégorique motivé par le fait que « *cela nuirait aux relations avec un pays allié »* [28] .

Plusieurs amiraux américains se sont depuis ralliés à cette thèse, comme d'ailleurs de nombreux survivants du *Liberty.* Au début des années 1980, ces marins formèrent une association ayant pour but d'élucider l'affaire. Nombre d'entre eux revinrent alors sur leurs dépositions, reconnaissant que la commission d'enquête n'avait pas été impartiale dans le choix des témoignages qui avaient figuré dans le rapport de la *Naval Court of lnquiery.* William Mac Gonagle, le commandant du *Liberty,* écrivit lui-même une lettre ouverte au président William Clinton lui demandant de ne pas libérer Jonathan Pollard, un ancien analyste du service de renseignement de l'US Navy convaincu d'espionnage au profit d'Israël, tant que le gouvernement israélien ne reconnaîtrait pas sa culpabilité dans l'attaque volontaire de son ancien navire [29] .

Si l'on retient cette hypothèse, il convient alors de s'interroger sur les motivations qui auraient pu conduire les Israéliens à ordonner une telle attaque. Plusieurs raisons peuvent être avancées.

Tout d'abord, les Israéliens étaient prêts à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour gagner du temps et garder secret leur plan d'assaut contre le Golan, prévu pour le lendemain, alors même que le Département d'État exerçait des pressions très fortes pour les contraindre à accepter le cessez-le-feu négocié sous l'égide des Nations unies. Le gouvernement américain ne souhaitait en effet nullement voir les armées arabes totalement humiliées, ce qui aurait eu pour conséquence de renforcer un peu plus l'emprise soviétique dans la région, risquant ainsi de faire perdre à Washington ses quelques alliés arabes, notamment l'Arabie Saoudite riche en pétrole. Puisque les armées égyptiennes et jordaniennes venaient tout

juste d'être écrasées, la Maison Blanche estimait inutile une offensive israélienne contre la Syrie qui était d'ailleurs sur le point d'accepter à son tour le cessez-le-feu. A ce moment précis des hostilités, la politique américaine heurtait donc de front celle de l'état-major israélien qui cherchait par tous les moyens à gagner du temps, afin de prolonger le conflit, de manière à ne pas se laisser frustrer de sa victoire. Or, de par sa position, le *Liberty* était le mieux à même de capter les signes précurseurs d'une attaque israélienne contre le Golan. Cette raison, souvent avancée, soutient cependant difficilement l'analyse. Car au même moment, l'USS *Amberjack* (SS-522), un sous-marin diesel américain de classe « Guppy », était en mission secrète à moins de cent nautiques de là. Il était lui aussi chargé d'écouter les armées belligérantes et collecter des informations sur le déroulement des opérations [30] . Plusieurs avions d'écoute électronique Lockheed EC-121 « Ferret » appartenant à l'US Navy et basés en Grèce, de même que plusieurs avions EC-130 « Hercules » rattachés au 6 931e Groupe de l'US Air Force déployé en Crête, patrouillaient en Méditerranée orientale pour les mêmes raisons. L'un des « Ferret » fut d'ailleurs intercepté le jour même de l'attaque du *Liberty* par une patrouille de « Mirage III » israéliens. La CIA multipliait de son côté les vols d'avions de reconnaissance U-2 à partir de la Turquie et l'US Air Force savait pouvoir compter sur plusieurs avions de reconnaissance RF-4 « Phantom » secrètement basés en Israël dans le désert du Néguev (*confer* chapitre 1). L'ambassade américaine au Liban disposait en outre de tous les moyens SIGINT nécessaires pour capter l'ensemble des communications en provenance de la région. Le réseau « Échelon » alimentait en temps quasi-réel le quartier général de la NSA en informations tactiques et opérationnelles captées par l'ensemble des moyens SIGINT répartis à travers la planète. Les Britanniques disposaient pour leur part de leur station d'écoute située à Chypre, tandis que les Soviétiques pouvaient compter sur leurs six « chalutiers espions » présents dans la zone. Comment donc imaginer que les préparatifs de l'offensive israélienne aient pu passer inaperçus !

Une autre théorie, avancée par Peter Hounam dans un ouvrage récent déjà cité, mérite d'être exposée. Son auteur, se fondant sur les témoignages qu'il a recueilli auprès de nombreux acteurs de l'affaire, estime que l'attaque du *Liberty* a pu être préméditée à l'avance par les plus hautes autorités américaines et israéliennes. Des agendas et des compte rendu de réunions

falsifiés tendraient en effet à prouver que le président Johnson, le Secrétaire à la défense McNamara et le directeur de la CIA Helms étaient au courant de l'attaque du *Liberty* avant que les premiers compte rendu de celle-ci ne parviennent à la salle d'opérations de la Maison Blanche, le 8 juin à 8 h 30 du matin, heure de Washington. Depuis plusieurs mois, les trois hommes, en contact régulier avec le directeur du *Mossad* israélien, auraient élaboré un « plan 615 », également connu sous l'appellation d'opération « Cyanure » *(Cyanide)*, visant à attaquer l'Égypte pour chasser Nasser du pouvoir et faire disparaître son régime jugé dangereusement pro-soviétique. Pour justifier une intervention militaire américaine, il fallait mettre en cause la responsabilité de l'Égypte dans une affaire suffisamment grave pour constituer un *casus belli.* Quoi de mieux que la destruction d'un navire de l'US Navy, apparemment non armé et croisant à proximité des côtes égyptiennes ! Sauf que l'attaque fatale devait être menée par la marine et l'armée de l'air israéliennes, sans laisser la moindre trace du forfait. Il aurait été alors facile d'en imputer la responsabilité à l'Égypte et lancer dans la foulée une série de raids aériens destinés à décapiter le gouvernement égyptien. Si l'on en croit l'auteur de cette théorie de la « conspiration », le Président Johnson aurait été prêt à sacrifier l'un de ses navires, s'inspirant par là même de l'incident du Golfe du Tonkin qui servit de prétexte à l'intervention américaine au Vietnam en 1964. Les destroyers américains USS *Maddox* et USS *Turner Joy* avaient alors échappé à l'attaque « probable » de vedettes lance-torpilles nord-vietnamiennes, sans qu'il eut été possible de démontrer la réalité de cette attaque. Quoi qu'il en fut, le président Johnson en tira prétexte pour convaincre le Congrès de soutenir l'engagement militaire américain au Vietnam. Pour étayer sa théorie, Peter Hounam souligne que les États-Unis étaient parfaitement au courant du calendrier opérationnel israélien, puisqu'ils avaient éloigné du champ de bataille les précieux intercepteurs F-104 livrés aux Jordaniens et qu'ils avaient déployé dans le désert du Néguev un détachement d'avions de reconnaissance RF-4 « Phantom ». Il rappelle en outre un incident troublant. Le 3 juin 1967, c'est-à-dire deux jours seulement avant le déclenchement de la guerre des Six Jours et cinq jours avant l'affaire du *Liberty*, deux chasseurs bombardiers F-105D « Thunderchief » de la 355e Escadre de Chasse Tactique de l'US Air Force, basés en Thaïlande, attaquèrent « par erreur » le cargo soviétique *Turkestan* au mouillage dans la baie de Cam Pha, dans le sanctuaire nord-vietnamien au cœur duquel la

Maison Blanche s'interdisait d'intervenir militairement. Cette attaque causa la mort d'un marin soviétique et d'importants dégâts matériels sur ce cargo suspecté de travailler au profit du GRU. Le président Johnson et le Secrétaire d'État Dean Rusk présentèrent leurs excuses au Kremlin ; il n'est pas impossible que cet incident ait eu pour but de tester la réaction des Soviétiques et de créer un précédent rendant plus crédible encore une éventuelle attaque égyptienne contre un navire américain. Peter Hounam rappelle enfin que le 8 juin 1967, alors même que le *Liberty* était encore soumis à l'attaque israélienne, les porte-avions USS *America* et USS *Saratoga* de la VIe Flotte croisant au large de la Crête, lancèrent une mission aérienne regroupant 16 avions de combat (4 F-4J « Phantom », 8 A-4 « Skyhawk » et 4 A-6 « Intruder ») soutenus par plusieurs avions ravitailleurs en vol. Cette mission aérienne fut rappelée, peu après le catapultage des appareils, sur ordre direct de McNamara à l'amiral Lawrence Geis qui commandait le dispositif aéronaval de la VIe Flotte. Si le but avoué de cette mission était d'aller porter secours au *Liberty*, plusieurs témoignages concordants de marins et de personnels navigants engagés dans l'opération rapportent que l'objectif réel aurait été Le Caire... Et ce n'est que lorsqu'il ne fut plus possible de camoufler l'évidence de l'attaque israélienne, et après que le Premier ministre soviétique Kossiguine eut envoyé un message comminatoire au Président Johnson lui enjoignant de stopper « toute initiative risquant d'enclencher un conflit incontrôlable aux conséquences incalculables », que le président américain ordonna à son Secrétaire à la défense de stopper toute action en cours ; et de rappeler par là même les bombardiers B-52 du Strategic Air Command qui avaient été mis en « alerte atomique » quelques heures auparavant ! En poursuivant cette théorie, il semblerait que le *Liberty* n'ait réellement dû son salut qu'au seul fait que Moshé Dayan et Yitzakh Rabin, très inquiets par la perspective de probables représailles soviétiques, aient donné des ordres stricts pour que les forces israéliennes impliquées dans l'attaque du *Liberty* ne coulent pas le bâtiment américain, afin d'éviter l'enclenchement d'un scénario apocalyptique. En tout état de cause, il semblerait que le Monde soit passé bien près ce jour là du déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Hypothèse confirmée par McNamara, lorsque celui-ci reconnut vingt ans plus tard que « *en juin 1967, une troisième guerre mondiale fut évitée de justesse ; mais la conquête politique du Moyen-Orient ne justifiait ni la destruction de Moscou, ni celle de New York* » [31] .

Cette thèse complexe manque cependant de substance et elle semble, en l'état actuel des recherches, insuffisamment fondée. Comment expliquer en effet que Lyndon Johnson ait choisi délibérément de s'engager dans un nouveau conflit, alors qu'il était empêtré dans une guerre sans fin au Vietnam ? L'attaque israélienne peut en revanche s'expliquer d'une dernière manière, à la fois beaucoup plus simple et plus plausible. Dans le cadre de la partie d'échecs planétaire à laquelle se livraient alors les deux grandes puissances, les Israéliens souhaitaient faire clairement comprendre à leurs nouveaux alliés américains que ceux-ci ne pouvaient pas tout se permettre. Il devait être bien clair aux deux parties qu'Israël conserverait toujours la totale maîtrise de sa souveraineté et que l'État hébreu ne saurait en aucun cas être traité comme un simple allié supplétif, à l'instar du Vietnam du Sud ou de la Thaïlande. Washington était en effet embourbé dans le miasme vietnamien et Tel Aviv pouvait raisonnablement craindre de voir la Maison Blanche gérer le conflit proche-oriental de la même manière qu'en Asie du Sud-Est, c'est-à-dire sans faire grand cas de ses alliés de circonstance ! L'attaque contre le *Liberty* devenait ainsi un bon moyen de rappeler au président américain les paroles qu'il avait prononcées devant le ministre des affaires étrangères israélien, Abba Eban, lors de leur entrevue du 26 mai : « *Israël n 'est pas un satellite des États-Unis pas plus que ceux-ci ne sont un satellite d'Israël ! »* [32] . Cette attaque présentait en outre l'avantage de rendre momentanément impossible tout accord prématuré entre les autorités israéliennes et le gouvernement américain déstabilisé et irrité par ce brûlot inattendu. Car le gouvernement israélien souhaitait ainsi disposer d'un répit d'une ou deux journées pour parachever sa victoire en s'emparant totalement du plateau du Golan. De ce point de vue, cette affaire n'est pas sans rappeler l'attaque « par erreur » de l'ambassade de Chine à Belgrade par l'US Air Force, en pleine guerre du Kosovo, au printemps 1999. Alors que les Serbes, les Kosovars et la quasi-totalité des pays membres de l'OTAN étaient sur le point d'accepter un cessez-le-feu négocié, l'attaque américaine sur l'ambassade de Chine eut pour effet de remettre de l'huile sur le feu, prolongeant ainsi la partie de poker-menteur qui aboutit à la victoire de l'OTAN, à la défaite de Slobodan Milosevic et à la mise en place d'une tutelle internationale sur le Kosovo. Ainsi vont parfois les relations internationales...

En tout état de cause, les Israéliens se doutaient bien que la marge de manœuvre et de sanction des Américains à leur encontre serait d'autant plus

faible que *Tsahal* était en train d'apporter au « monde libre », sur un plateau d'argent, sa première victoire d'importance contre des armées équipées et entraînées suivant le modèle soviétique. Même la présence d'avions de reconnaissance « Phantom » de l'US Air Force sur la base israélienne d'Hatzerim n'est pas contradictoire avec cette analyse ; les Israéliens devaient sans nul doute penser que le gouvernement américain, qui souhaitait absolument conserver secret un tel déploiement, ne réagirait pas à l'attaque du *Liberty,* de peur de voir dévoiler au grand jour la présence d'avions américains en Israël. Cela aurait gravement remis en cause la politique de neutralité affichée par Washington au Proche-Orient.

Se pose alors la question fondamentale de savoir quelle fut l'autorité, ou les autorités israéliennes, qui endossèrent cette décision lourde de conséquences ? Une telle décision ne put être prise qu'au plus haut niveau, tant gouvernemental que militaire. Il semble inconcevable que le Premier ministre Levi Eshkol, homme politique modéré peu favorable au recours à la force, initialement opposé à l'idée d'une attaque préventive israélienne et favorable de surcroît aux thèses américaines, ait pu donner cet ordre.

Si la motivation première de l'attaque sur le *Liberty* était d'envoyer un avertissement clair aux Américains, il est probable que Moshé Dayan ait avalisé cette opération, d'autant plus qu'il se présentait comme un fervent défenseur d'une alliance militaire équilibrée avec les États-Unis, fondée sur un pied d'égalité entre les deux partenaires. Curieusement, ses mémoires ne contiennent pas une ligne sur cette affaire. Un fait est certain, aucun autre ministre du cabinet restreint n'avait l'autorité, le charisme ou la volonté suffisante pour s'engager dans une voie aussi hasardeuse, surtout pas Abba Eban, le ministre des affaires étrangères, qui plaidait depuis longtemps pour le renforcement des liens entre Tel Aviv et Washington.

Meir Amit, le directeur du *Mossad,* et certains généraux appartenant au clan des faucons peuvent également avoir été impliqués : Ezer Weizman, ancien commandant des forces aériennes et conseiller spécial de l'état-major, Aharon Yaariv, chef des renseignements militaires, Rehavam Zeevi, chef des opérations, mais aussi Mordéchaï Hod et Shlomo Erel, respectivement commandants des forces aériennes et navales. Il convient toutefois d'écarter Haïm Bar-Lev, chef d'état-major adjoint, dont l'une des principales préoccupations consistait à assurer ses arrières en vue de sa nomination prochaine au poste de chef d'état-major ; il était de ce fait peu

enclin à prendre une décision politiquement très aléatoire, risquant de compromettre brusquement sa carrière jusque-là exemplaire.

Quant au général Yitzhak Rabin, qui occupait alors les fonctions capitales de chef de l'état-major général, tout semble militer pour sa responsabilité dans cette affaire : ses fonctions, son autorité, sa présence au sein de l'état-major général pendant la matinée cruciale du 8 juin, et probablement aussi son soucis permanent de préserver les intérêts de sécurité d'Israël.

En conclusion, l'hypothèse la plus crédible est celle d'une décision prise de manière collégiale entre plusieurs généraux, sans doute sur le vif, de manière rapide, profitant d'un concours de circonstances favorables. Cette décision ne fut certainement pas préméditée longtemps à l'avance ; probablement la veille de l'attaque. C'est très certainement l'enchaînement des événements qui a poussé ces hommes à agir de la sorte, voire à forcer la main à certain d'entre eux. Cette hypothèse s'inscrit parfaitement dans le climat tendu qui régnait à l'époque en Israël entre le clan des faucons et celui des colombes, aussi bien dans les sphères civiles que militaires, et dont la nomination de Moshé Dayan au poste de ministre de la défense à la veille des hostilités n'est qu'une illustration. Pour le clan des faucons, une décision aussi lourde de conséquences que l'attaque délibérée du *Liberty* présentait l'avantage de mettre l'ensemble de la classe politique israélienne au pied du mur, en affirmant ouvertement la prééminence de la sphère militaire sur la sphère civile, montrant ainsi clairement où se situait la réalité du pouvoir lorsque la sécurité de l'État hébreu se trouvait menacée. Cette décision permettait surtout de torpiller tout accord prématuré entre les colombes israéliennes, Levi Eshkol et Abba Eban en tête, et les autorités américaines. Et ce n'est peut-être pas un hasard si Yitzakh Rabin fut nommé quelques mois plus tard ambassadeur d'Israël aux États-Unis.

Le Front du refus et la Résolution 242

La défaite de juin 1967 restructura les rapports de force au sein du monde arabe. La débâcle égyptienne et syrienne mina sensiblement le camp des « progressistes » (qui comprenait également l'Algérie, la Tunisie et l'Irak), mais elle renforça celui des « conservateurs » regroupant les monarchies arabes (l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Libye, le Maroc, Oman et le Yémen). La Jordanie apparut comme la grande perdante, mais le roi

Hussein savait pouvoir compter sur le soutien décisif de l'Arabie Saoudite. Quoi qu'il en soit, les « conservateurs » cachèrent mal leur satisfaction de voir Nasser en difficulté. Particulièrement les Saoudiens qui espéraient que l'Égypte stopperait son soutien à la rébellion marxiste au Yémen. Disposant de confortables revenus pétroliers, les monarques « conservateurs » avaient le vent en poupe. Il leur manquait toutefois une population importante et une véritable stature internationale pour pouvoir prétendre jouer un rôle phare au sein du monde arabe. Nasser prit très rapidement la mesure de ce nouveau rapport de forces. Sa situation n'était somme toute pas si catastrophique. Mais il avait besoin d'argent. Il le prit donc là où il se trouvait ! Le Raïs négocia pendant l'été 1967 le retrait de son corps expéditionnaire du Yémen, recevant en échange le soutien financier des monarchies pétrolières. Il rassura celles-ci en déclarant qu'il ne souhaitait « *pas changer le système social dans aucun pays arabe ; la bataille demande la mobilisation de chaque fusil arabe, de chaque piastre arabe ; nous ne demandons pas à quiconque de donner plus qu'il ne peut, mais nous n'accepterons pas moins qu'il n'est capable de donner* » [33] .

C'est dans ce contexte que se déroula le sommet de Khartoum, du 29 août au 1er septembre 1967. Il s'agissait de la première rencontre majeure entre les différents chefs d'États arabes depuis la fin des hostilités. Seuls les présidents algériens et syriens ne s'étaient pas déplacés. Le but affiché de la conférence consistait à examiner la contribution de chaque pays arabe à l'effort général, tant sur le plan politique que sur les plans militaire et économique. Comme le souligna Nasser : « *Le monde arabe est à la croisée des chemins. Il doit choisir entre la reddition ou la résistance. Nous n'avons pas d'autre alternative que de choisir la résistance, parce qu'elle mène à la vie (...) Si le Sommet n'arrive pas à un accord, cela signifierait la fin de la nation arabe et de son histoire* » [34] . La question du retrait du contingent égyptien du Yémen fut rapidement réglée. Concernant les mesures économiques, les participants s'entendirent pour lever l'embargo pétrolier décrété pendant la guerre, qui de toute manière n'était ni efficace, ni effectif. Sur le plan politique, et après d'intenses palabres, les délégations parvinrent à un texte de compromis qui marqua paradoxalement à la fois le triomphe de la modération et celui de l'intransigeance [35] . Pour la modération, le point 3 de la résolution finale précisait que « *Les rois et chefs d'États sont d'accord pour unifier leurs efforts sur le plan politique international et diplomatique, afin d'effacer les traces de l'agression et d'obtenir le retrait*

des troupes israéliennes des territoires occupés après le 5 juin 1967 ». Pour ce qui est de l'intransigeance, ce même point 3 rappelait que « *Cette action sera entreprise sur la base des principes reconnus par tous les États arabes et qui sont : la non-reconnaissance d'Israël, le refus de la reconnaissance de cet État et de la négociation avec lui et la réaffirmation des droits du peuple palestinien sur son pays »*. Le texte ne mentionnait pas l'obligation du recours à la guerre et n'interdisait pas explicitement aux États arabes de conclure une paix séparée avec l'État hébreu. Il présentait donc un certain degré d'ouverture. Malheureusement, la grande majorité des observateurs ne retint que les trois célèbres « NON » qui, comme le souligne Pierre Hazan, « claquent haut et fort » : non à la paix, non à la négociation et non à la reconnaissance d'Israël. Au bout du compte, le processus de Khartoum engagea le Proche-Orient dans l'impasse la plus totale. En Israël, ce fut la consternation. Le cabinet de crise se réunit à nouveau et les ministres enterrèrent *sine die* leur projet d'ouverture diplomatique qu'ils n'avaient de toute façon toujours pas communiqué aux autorités égyptiennes et syriennes !

Les accrochages se multiplièrent le long de la ligne de cessez-le-feu et les Israéliens, tout comme les Égyptiens, s'engluèrent dans une véritable guerre d'usure. Le 21 octobre, la destruction du destroyer israélien *Eilat* par la marine égyptienne ralluma pour quelques heures les hostilités le long du canal de Suez. Sur le front diplomatique, Américains et Soviétiques multiplièrent les missions de bons offices pour tenter d'amener les protagonistes à la raison. Leurs efforts furent consacrés le 22 novembre 1967, par le vote de la Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies [36] . Un texte de compromis suffisamment ambigu, qui reprenait les grandes lignes du plan de paix suggéré par le président Johnson, fut en effet rapidement négocié. Celui-ci garantissait en substance l'intégrité territoriale et la sécurité de l'ensemble des États de la région, contre l'évacuation des territoires occupés. La formulation retenue éludait toute référence explicite à la paix et à la reconnaissance formelle d'Israël. La question des réfugiés palestiniens, bien qu'évoquée, devait être résolue ultérieurement par les protagonistes eux-mêmes. D'un commun accord, c'est la délégation britannique qui introduisit ce projet de résolution au sein du Conseil de sécurité. Le vote fut aisément acquis. Bien que cette résolution devint une norme applicable du droit international et qu'elle fut acceptée par l'Égypte, Israël, la Jordanie et le Liban, les autorités syriennes et irakiennes, de même

que la mouvance palestinienne, la rejetèrent sans appel. Pour corser le tout, les autorités israéliennes interprétèrent le texte en se fondant sur la version anglaise qui précise que les forces armées israéliennes devront se retirer « *de territoires occupés lors du récent conflit » (withdrawal of Israel armed forces from territories occupied in the recent conflict),* alors que les autres versions font référence à l'évacuation « *des territoires occupés lors du récent conflit ».* Du point de vue israélien, cette ambiguïté devait permettre de ne se retirer que de certains territoires et d'en conserver d'autres.

Les germes de guerres futures

Pendant les mois qui suivirent la guerre des Six Jours, toutes les portes entrouvertes se refermèrent les unes après les autres, mettant ainsi en place une nouvelle situation conflictuelle. Ces facteurs conflictuels, qui pour l'essentiel restent toujours valables, peuvent être résumés à travers le décalogue suivant :

– ***L'absence de réalisme et de pragmatisme du monde arabo-musulman*** . Les sociétés arabes et leurs dirigeants donnent parfois l'impression d'être déconnectés de toute logique cartésienne, survalorisant par là même l'affectif et l'irrationnel. Il s'agit bien évidemment là d'un choc culturel que l'on ne saurait ni nier, ni entériner. Appliqué à la situation post-guerre des Six Jours, il est frappant de constater combien de nombreux dirigeants arabes refusèrent de voir la réalité en face et s'enfermèrent dans une sorte de rêve utopique coupé de toute réalité. Paradoxalement, ce sont les deux chefs d'États qui ont le plus souffert de la défaite, c'est-à-dire le président Nasser et le roi Hussein de Jordanie, qui ont démontré les plus grandes qualités de réalisme...

– ***La sacralisation du discours israélien*** . La guerre des Six Jours fut identifiée au miracle de la Bible, lorsque les murailles de Jéricho s'effondrèrent au son des trompettes. Après dix-neuf siècles d'exil, les Juifs s'étaient rendus maîtres à la fois du Mur des Lamentations, dernier vestige du Temple érigé par le roi Salomon, et du tombeau des Patriarches. Même pour les plus convaincus des sionistes laïcs, la vieille ville de Jérusalem n'avait pas été occupée ; elle avait simplement été « libérée ». La Ville Sainte était en effet au cœur de l'histoire, de la culture et de l'identité juive. Pendant près de deux millénaires, les juifs avaient prié à chaque Pâque pour être « l'an prochain à Jérusalem ». Et voilà que les descendants de David

transformaient cette prière en réalité tangible. « Jérusalem d'Or », chanson à la mode à la veille des hostilités, devint l'hymne symbolique d'une nation combattante qui venait de recouvrer ses symboles. Le fleuve Jourdain et ses sources éparpillées sur les contreforts du Mont Hermon constituèrent désormais la frontière naturelle de l'État hébreu. Emporté par la ferveur populaire et poussé par les partisans du Grand Israël *(Eretz Israel)*, le gouvernement d'union nationale décréta l'annexion de la partie orientale de Jérusalem, de la Judée et de la Samarie. Rassemblés en groupes de pression, et à coups de citations bibliques, les tenants du Grand Israël firent tout pour justifier une politique active d'implantation de colonies de peuplement dans l'ensemble des territoires occupés. Cette politique d'annexion rampante suscita toutefois l'hostilité des alliés traditionnels d'Israël et ne fit qu'accroître l'isolement de l'État hébreu sur la scène internationale.

– L'absence de tout compromis sur Jérusalem et sur la question des réfugiés . Dès la fin des combats, la question du statut de Jérusalem s'imposa très rapidement comme la pierre d'achoppement majeure pour la résolution du conflit israélo-arabe. Les Israéliens, les Jordaniens et les Palestiniens revendiquèrent immédiatement leurs droits inaliénables sur la Cité, réfutant toute solution de partage ou d'internationalisation des Lieux Saints. Quant au problème des réfugiés palestiniens, celui-ci a toujours été renvoyé *sine die.* Craignant que leur rapatriement en Israël ne remette en cause un fragile équilibre démographique, les autorités israéliennes refusent le principe de leur retour, acceptant du bout des lèvres l'idée d'une compensation financière, à condition que ce soit la communauté internationale qui en supporte la charge. Les autorités libanaises et syriennes, qui accueillent ces mêmes réfugiés dans des conditions matérielles choquantes depuis des décennies, refusent pour leur part de les intégrer officiellement au sein de leur population, arguant qu'elles accepteraient alors de fait la politique de fait accompli prônée par Israël.

– L'instrumentalisation du facteur palestinien . Jusqu'à la guerre des Six Jours, les Palestiniens furent les acteurs silencieux de leur propre histoire. Utilisés tour à tour par Le Caire, Damas et Amman comme un levier permettant d'agir contre les intérêts des uns et des autres, la résistance palestinienne se retrouva instrumentalisée pour servir des objectifs sans rapport avec la guerre de libération nationale qu'elle entendait mener. La guerre de juin 1967 modifia totalement la donne. Après le choc de la défaite, les organisations palestiniennes se réorganisèrent. Parallèlement,

leurs sponsors qui n'étaient plus en mesure d'exercer de contrôle direct à leur encontre les incitèrent à se lancer dans une véritable guerre révolutionnaire, en application des théories marxistes et guévaristes très en vogue à l'époque. La fuite de milliers de Palestiniens fournit un immense réservoir d'hommes aux organisations palestiniennes qui se renforcèrent et se multiplièrent. Le refus de toute solution négociée devint le point de consensus d'une diaspora éclatée à travers le monde, disposant d'excellents relais pour tenter de déstabiliser l'occupant israélien.

– ***Le développement par Israël d'un complexe de supériorité aveuglant.*** Dans les semaines qui suivirent la fin des combats, la société israélienne se figea dans le ciment des certitudes : certitude que son armée était l'une des meilleures du monde, qu'elle était invincible face à ses adversaires arabes, et que ces derniers ne comprenaient que le langage de la force. La stratégie se sclérosa, les stratèges perdirent pied avec les réalités, et la société tout entière se voila progressivement la face, refusant d'appréhender les vrais problèmes. L'analyse complète des facteurs de dégradation nés de ce complexe de supériorité, qui sont à l'origine de l'échec ultérieur de l'armée israélienne pendant la phase initiale de la guerre d'octobre 1973, figure dans l'ouvrage que j'ai préalablement consacré à l'étude de ce conflit [37] .

– Le maintien d'une paranoïa ambiante. Pour les « faucons » israéliens, le refus arabe constitue paradoxalement une chance, car tant que les capitales arabes refuseront le droit à l'existence d'Israël, celui-ci pourra justifier sa politique colonisatrice et ses dépenses militaires écrasantes par des impératifs de sécurité nationale. D'autant que l'écart démographique entre Israël et les États arabes ne cesse de croître à l'avantage de ces derniers, et que la propagande arabe, souvent simpliste et d'une violence parfois inouïe, semble donner raison à ceux qui tiennent le langage de la fermeté. Nombre d'Israéliens demeurent convaincus qu'ils n'ont pas d'autre alternative que de vaincre ou d'être passés au fil de l'épée ! De prime abord, la sécurité d'Israël relève du cauchemar stratégique. Ce serait toutefois oublier qu'Israël reste une puissance nucléaire.

– L'ambiguïté persistante concernant l'arsenal nucléaire israélien. Alors même qu'Israël émergea de la guerre de juin 1967 comme la puissante militaire dominante au Proche-Orient, les dirigeants israéliens estimèrent indispensable de miser plus que jamais sur le facteur nucléaire.

À la fin de l'année 1970, trois ans après la fin de la guerre des Six Jours et peu après le cessez-le-feu mettant fin à la guerre d'usure, Moshé Dayan élabora une nouvelle doctrine de défense fondée sur la reconnaissance officielle par Israël de son statut de puissance nucléaire. Cette nouvelle doctrine visait à asseoir une véritable stratégie de dissuasion qui puisse permettre de réduire les forces conventionnelles, de rendre aux Égyptiens et aux Syriens une grande partie des territoires conquis en 1967, de diminuer de ce fait leur hostilité latente à l'égard d'Israël, et de réaliser en conséquence de substantielles économies. Cette doctrine présentait toutefois trois inconvénients majeurs : elle était irréversible (il aurait été difficile de nier l'existence de l'arsenal nucléaire après l'avoir officiellement reconnu !), elle aurait mis en évidence les accords secrets de coopération nucléaire conclus depuis lors avec les États-Unis, mais elle aurait surtout impliqué le démantèlement de nombreuses colonies établies après la guerre des Six Jours. Ces raisons furent invoquées par le cabinet restreint de Golda Meir pour rejeter sans appel le projet, tout en confirmant le caractère vital de la poursuite du programme nucléaire. Tout en continuant d'accroître son potentiel conventionnel, Israël n'en continua pas moins de construire environ deux nouvelles « bombes » chaque année. En octobre 1973, lors de la guerre du Kippour, l'État hébreu détenait apparemment déjà 13 bombes atomiques. Et si le gouvernement israélien fut surpris par l'attaque égyptienne et syrienne, c'est avant tout parce qu'il estimait très improbable que les chefs d'États égyptien et syrien, qui étaient convaincus de l'existence de l'arsenal nucléaire israélien, prennent le risque de déclencher un conflit ouvert susceptible de dégénérer en frappes nucléaires. Selon cette même logique, tout porte à croire que c'est la certitude de l'existence de cet arsenal nucléaire qui fut l'une des raisons essentielles qui poussa Anouar el-Sadate à entamer des pourparlers de paix avec Israël, peu de temps après cette même guerre d'octobre 1973. Le Président égyptien avait en effet compris qu'une guerre menaçant les intérêts fondamentaux de l'État hébreux était tout simplement impossible, celle-ci risquant de dégénérer en affrontement nucléaire [38] . Et c'est pour défendre son monopole nucléaire qu'Israël sabota deux réacteurs nucléaires en phase terminale d'achèvement, destinés à l'Irak, dans l'enceinte des chantiers navals de la Seyne sur Mer, le 7 avril 1979 ; et pour la même raison qu'il lança le 7 juin 1981 un raid aérien qui détruisit la centrale nucléaire irakienne « Osirak » d'Al Tawita, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Bagdad. C'est enfin pour laisser

planer le doute, qu'Israël s'est toujours refusé à signer le Traité de Non-Prolifération nucléaire (TNP), rejetant ainsi les propositions de dénucléarisation du Proche-Orient, incitant indirectement plusieurs États de la région à se doter d'armes de destruction massives et de vecteurs balistiques susceptibles de les mettre en œuvre.

– L'absence de Constitution précisant clairement la nature du régime politique israélien. Depuis la création officielle de l'État d'Israël en 1948, l'État s'est toujours refusé à adopter une Constitution qui permette de définir la nature des liens l'unissant au judaïsme. S'agit-il d'un État théocratique ? Ou bien au contraire d'un État laïque ? Quelles devraient en être les frontières ? Quels en sont les objectifs réels ? S'agit-il d'une véritable démocratie ? La population non judaïsée (chrétiens, musulmans) y a t'elle une place ? Le mode de scrutin électoral, le poids des orthodoxes et l'atomisation des partis politiques sont tels qu'ils ont jusqu'à présent empêché l'émergence d'une réponse limpide à l'ensemble de ces questions clés. Et l'attitude peu conciliante engendrée par la victoire éclatante des Six Jours n'a rien fait pour clarifier la position des autorités israéliennes à ce sujet. Ni le temps, ni l'histoire n'y ont rien changé, car deux conceptions radicalement différentes de ce que devrait être Israël continuent toujours de s'opposer aujourd'hui. Ceux qui souhaitent un État démocratique, laïque, moderne, dont l'objectif premier vise la recherche d'une paix sûre et durable avec ses voisins, continuent toujours de s'opposer à ceux qui veulent l'instauration d'un régime religieux qui puisse s'inscrire dans les frontières bibliques du Grand Israël.

– La survalorisation de la case Proche-Orient dans le contexte de la Guerre Froide. L'histoire dépassionnée de la Guerre Froide reste encore à écrire, mais il semble évident qu'en « gelant » les possibilités de conflit majeur direct entre les deux grandes alliances de l'époque (l'OTAN et le Pacte de Varsovie), le système bipolaire a par effet de ricochet multiplié les occasions de déclenchement de conflits périphériques. Le Proche-Orient n'a pas échappé à cette logique. En acceptant de s'en remettre aux deux grandes puissances, les dirigeants arabes et israéliens ne pouvaient ignorer les risques de voir leur différend instrumentalisé par les deux grandes puissances. Dans la partie de poker planétaire à laquelle se sont livrés la Maison Blanche et le Kremlin, les enchères ont quelquefois grimpé en flèche de manière inconsidérée sur la case du Proche-Orient. Les guerres de 1967, 1973 et 1982 auraient-elles eu lieu si les belligérants n'avaient pas eu

la certitude de pouvoir compter *a posteriori* sur l'appui diplomatique et matériel de leur protecteur ?

– ***L 'incapacité de l 'Occident à percevoir l 'humiliation et la frustration du monde arabo-musulman.*** Dans les années qui suivirent le conflit de juin 1967, l'opinion internationale, tout comme les chefs d'États occidentaux, ne réalisèrent pas l'ampleur de l'humiliation des sociétés arabes. La déroute avait provoqué un désarroi profond remettant en cause non seulement la responsabilité des militaires, mais également celle des sociétés arabes toutes entières. Le terme de « déroute » ou de « défaite » fut d'ailleurs largement tabou et ne fut utilisé qu'assez tardivement. Au sein des sociétés arabes, la plupart des individus vivaient et vivent toujours dans la promiscuité, dans des conditions matérielles précaires, dans un climat familial ou tribal bien souvent étouffant, et ils sont sans grand espoir de voir leur situation s'améliorer. Il ne leur reste donc plus guère que l'honneur et la religion pour conserver leur dignité. Sans se préoccuper du facteur temps, car celui-ci appartient exclusivement à Dieu. Dans ce contexte, le slogan « la paix contre les territoires » fut largement perçu comme l'ultime arrogance des Israéliens qui n'hésitaient pas à faire prévaloir la « prime à l'agression ». Ils sauraient s'en souvenir pour l'avenir. Humiliés, également, les chefs d'États arabes qui exigèrent d'effacer les traces de la défaite avant de pouvoir s'asseoir à nouveau, la tête haute, à la table des négociations ; quitte à provoquer une nouvelle guerre pour recouvrer leur honneur. D'où la décision d'Anouar el Sadate de déclencher la guerre d'octobre 1973. La défaite de 1967 renforça en outre la position des religieux les plus orthodoxes, qui virent dans les socialismes égyptien et syrien des avatars de l'Occident qui ne pouvaient que pervertir le peuple. Les traditionalistes allèrent plus loin en attribuant la défaite au manque d'observation des principes coraniques. Le drame actuel, c'est que les sociétés occidentales, dominantes sur la scène internationale, n'ont toujours pas compris ce schéma de pensée des sociétés arabo-musulmanes. Le conflit israélo-palestinien, de par son caractère symbolique, reste central pour la sécurité du Proche-Orient et pour celle de tous les États qui ont vocation à y exercer une influence économique, militaire ou politique. Car de plus en plus d'individus, au sein des sociétés arabes, ont le sentiment qu'ils n'ont plus rien à attendre d'une société internationale dominée par la politique du « deux poids, deux mesures ». Ils ont de surcroît l'impression d'être totalement incompris par leurs dirigeants « vendus » à la solde de

l'Occident, ce qui les pousse droit dans les bras des islamistes fanatiques. Pour eux, la gestion du conflit israélo-palestinien revêt le caractère d'un test. Si la société internationale parvient à résoudre celui-ci de manière globalement acceptable, c'est que rien n'est perdu et qu'il faut conserver l'espoir. Si le conflit paraît au contraire sans issue, le pire est à venir. Vouloir lutter contre le terrorisme islamiste international sans s'attaquer sérieusement et impartialement à l'une des principales racines du phénomène, c'est-à-dire sans résoudre durablement les conflits israélo-arabe et israélo-palestinien, c'est courir à l'échec.

---

1 . Cité tel quel dans la plupart des ouvrages figurant en bibliographie.

2 . Éric Rouleau, Jean-Francis Held, Jean et Simone Lacouture, *Israël et les Arabes, le troisième combat*, Le Seuil, 1967, p. 135.

3 . Mohamed Heikal, *Nasser, The Cairo documents*, New English Library, Londres, 1971, p. 39.

4 . Trevor Dupuy, *Elusive Victory, The Arab-Israeli Wars 1947-1974*, Kendall/Hunt Publishing, Dubuque, Iowa, USA, 3e édition, 1992, p. 333.

5 . Telle est la conclusion de l'historien israélien Michael Oren, auteur d'un récent ouvrage de référence sur la guerre des Six Jours (*confer* bibliographie), que l'on ne peut taxer de véhiculer des thèses de propagande arabe.

6 . Les données chiffrées faisant état de 496 avions arabes détruits, voire même 600, sont exagérées.

7 . *Confer* les développements exposés *infra* liés à l'affaire de l'USS *Liberty* .

8 . Pierre Hazan, *op. cit.* p. 56.

9 . « Moyen-Orient, perspectives régionales et internationales », *Cahiers d'histoire et de politique internationale* n° 5, IUHEI, Genève, 1985, p. 145.

10 . Walter Laqueur, *The Road to War 1967*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1968, p. 195.

11 . Cité par Patrick Wasman et René-François Teissedre, *Nos politiciens face au conflit israélo-arabe*, Fayard, 1969, p. 47.

12 . *Ibid.*, p. 54.

13 . Entretien Couve de Murville/Willy Brandt, Bonn, Archives Diplomatiques, Elysée-Matignon, 13 juillet 1967. Egalement cité par Maurice Vaïsse, *op. cit.* p. 640.

14 . Lettre à Romain Gary, 7 août 1967, *LNC* 1966-1969, p. 129 ; cité par Maurice Vaïsse, *ibid.*

15 . Conférence de presse du 27 novembre 1967, *DM* 1966-1969, p. 232 ; cité par Maurice Vaïsse, *ibid.*

16 . Harold Wilson, *The Chariot of Israel, Britain, America and the State of Israel*, Weidenfeld and Nicolson, New York, 1981, p. 43.

17 . *Ibid*, p. 354.

18 . À l'époque, la RAF disposait encore de bases en Libye.

19 . Cité par Alvin Rubinstein in *The Impact of the Six Day War, A Twenty-Year Assessment*, édité par Stephen Roth, Macmillan Press, Londres, 1988, p. 139.

20 . Deux ans plus tôt, le Pakistan s'était imposé face à l'Inde, lors de la seconde guerre indo-pakistanaise.

21 . Tel est le cas du général Ahmed Ismaïl Ali, qui sera nommé ministre de la guerre en 1972 par Anouar el-Sadate et qui préparera la guerre d'octobre 1973.

22 . Cité par Pierre Hazan, *op. cit* ., p. 70.

23 . Roy Flint, *The Arab-Israeli Wars*, The West Point Military History Series, Avery Publishing Group, Wayne, New-Jersey, États-Unis, 1987, p. 16.

24 . Le *Liberty*, à l'instar des autres navires américains d'écoute électronique, était équipé d'une antenne elliptique de 5 mètres de diamètre montée sur une plate-forme mobile capable de moduler un signal micro-ondes de 10 000 W dirigé vers la Lune et réfléchi vers une station d'écoute située dans le Maryland. Cet équipement permettait de transmettre de grandes quantités d'informations sans brouiller la réception des autres signaux, à l'inverse des navires espions soviétiques dont les puissants émetteurs brouillaient les récepteurs pendant la phase d'émission des informations captées.

25 . www.nsa.gov/museum/liberty.html

26 . Plusieurs ouvrages apportent un éclairage intéressant sur cette affaire : Samuel Katz, *Soldier Spies, op. cit* . p. 195-198 ; Andrew and Leslie Cockburn, *Dangerous Liaison : The inside story of the US-Israeli Covert Relationship* , Harper Collins Publishers, New York, 1991, p. 153 ; Antony Pearson, *Conspiracy of Silence* , Quartet Book, New York, 1978. Confer également le mémoire de DEA de Nicolas de Poli consacré à l'affaire du *Liberty* , dans le cadre de la commission « Histoire du renseignement » du centre d'études d'histoire de la défense (CEHD – ministère de la Défense – juin 1999), réalisé sous la direction du professeu Maurice Vaïsse.

27 . Peter Hounam, *Operation Cyanide*, Vision, Satin Publications, Londres, 2003, p. 156.

28 . Cité dans une correspondance en date du 24 janvier 1999 entre James Ennes et Nicolas de Poli.

29 . Une copie de la lettre envoyée le 24 octobre 1998 au Président des États-Unis d'Amérique William Clinton par le Captkain Mac Gonagle figure dans le mémoire déjà cité de Nicolas de Poli.

30 . Pour un aperçu des missions d'espionnage menées par les sous-marins de l'US Navy pendant cette période, l'ouvrage de référence reste celui de Sherry Sontag et Christopher Drew, *Blind Man's Bluff, The Untold Story of American Submarine Espionage*, Harper and Collins, New York, 1999.

31 . Robert McNamara, *Prévenir la guerre nucléaire* , Fayard, 1988, p. 19.

32 . Lyndon Johnson Library, National Security Files, NSC Histories, Middle East Crisis, carton 17.

33 . Radio Le Caire, 23 juillet 1967.

34 . Radio Le Caire, 31 août 1967.

35 . Le texte intégral de la résolution finale figure dans les Annexes.

36 . Le texte intégral de cette résolution figure dans les Annexes.

37 . *La guerre israélo-arabe d'octobre 1973* , éditions Economica, 1999.

38 . Arnos Perlmutter, Michael Handel and Uri Bar-Joseph, *Two minutes over Baghdad* , Frank Cass, Londres, 2003, p. 30-31.

ÉPILOGUE

« Tout vainqueur insolent à sa perte travaille, défions-nous du sort et prenons garde à nous après le gain d'une bataille »

Jean de La Fontaine, *Les Deux Coqs*

« Ton bras est invaincu, mais non pas invincible »

Corneille, *Le Cid*

« Tout édifice bâti sur l'insensibilité à la souffrance d'autrui est appelé à s'effondrer avec fracas »

Abraham Burg, ancien Président de la *Knesset*

La guerre des Six Jours fut un choc entre deux représentations collectives, entre un monde arabe qui redressait la tête après plusieurs siècles de soumission et de colonisation, et une communauté juive meurtrie au plus profond de son âme. Cet événement permit la rencontre, certes conflictuelle, de deux univers fermés chacun hanté par ses propres démons. Rejet du colonialisme du côté arabe ; syndrome de la *Shoah* du côté israélien. Le tout sur fond de références bibliques et d'idées préconçues véhiculant des clichés tels que le fatalisme d'une société arabe ne

comprenant que le langage de la force, ou la duplicité d'une société juive multipliant les complots pour faire triompher l'idéal sioniste à travers la planète. Tel fut le malheur des Arabes, des Israéliens et des Palestiniens. Dans ce jeu d'images, l'adversaire incarnait le spectre d'un passé honni : les Juifs revêtant le masque de l'impérialisme tandis que les Arabes et les Palestiniens étaient suspectés de vouloir poursuivre l'œuvre d'extermination des Nazis. Paradoxalement, la guerre de juin 1967 mit un terme à ces représentations. Pour chacun des protagonistes, l'adversaire cessa d'être un fantasme pour devenir un ennemi tangible, presque humanisé, avec ses grandeurs et ses faiblesses. Au-delà des diatribes habituelles, l'objectif n'était plus de rayer « l'autre » de la carte du Proche-Orient, mais bien de s'affirmer comme la puissance dominante capable de négocier avec cet « autre » en position de force. Les buts de guerre étaient dès le départ limités. Les combats n'en furent pas moins violents et sans merci, donnant l'impression d'une guerre totale. Côté israélien, la victoire fut vécue comme une délivrance, au sens étymologique du terme. Côté arabe, la défaite engendra un sentiment d'humiliation renvoyant aux populations l'image de leurs faiblesses et de leurs divisions. Israël, qui n'était jusque-là qu'un ennemi mythique, voire même abstrait, s'imposa brusquement comme un obstacle tangible, qu'il convenait désormais d'abattre ou de contourner pour permettre au citoyen arabe de recouvrer sa dignité bafouée.

La guerre des Six Jours constitua de ce fait une étape décisive dans l'histoire du conflit israélo-arabe et du conflit israélo-palestinien. Comme le souligne Frédéric Encel, spécialiste de géopolitique pour la région du Proche-Orient, cette guerre eut des répercussions bien plus importantes que les guerres de 1956 (campagne du Sinaï), de 1973 (Kippour/Ramadan) et de 1982 (Liban) [1] . Elle aboutit à un étrange paradoxe : alors que la victoire sans appel d'Israël consacrait sa supériorité militaire, mais aussi son expansion territoriale, et qu'elle reconnaissait également en filigrane son statut de puissance nucléaire, elle marqua surtout le début de l'isolement durable de l'État hébreux sur la scène internationale. David s'était transformé en Goliath.

Dans ce télescopage brutal entre deux peuples marqués au fer rouge de l'Histoire, Israël, désormais assuré d'une puissance militaire sans égale au Proche-Orient, manqua probablement le coche d'une paix durable. Les gouvernements israéliens successifs se complurent dans un mythe d'invincibilité justifiant une politique de faits accomplis et d'occupation «

douce » des territoires conquis, sans s'apercevoir que cette attitude ne pouvait, à terme, que servir de vecteur aux aspirations nationales palestiniennes. Si les guerres israélo-arabes de 1973 et 1982 ne remirent pas fondamentalement en cause cette stratégie, la première, puis la deuxième *Intifada* brisèrent bien des mythes, démontrant l'inutilité de la puissance militaire brute pour faire taire l'irrédentisme palestinien. Dès lors, que faire sinon renouer les fils du dialogue et tenter de panser les haines ravivées ?

Sur le plan des enseignements militaires, la guerre des Six Jours eut des effets inattendus sur le cours de l'histoire. L'époustouflante victoire israélienne fut assimilée à un succès atypique, à vrai dire comme l'un des derniers avatars d'un style de guerre éclair directement inspiré de la Deuxième Guerre mondiale, fondé sur l'extrême mobilité de forces blindées légères. D'ailleurs, la guerre du Kippour démontra six ans plus tard les faiblesses inhérentes à ce mode d'action brillant, mais aléatoire. Dès lors, celui-ci fut rapidement condamné par les experts qui lui substituèrent, dans les années 1970 et 1980, des concepts d'emploi plus complexes, plus lourds, qui banalisaient la notion de combat interarmées, tels que *Air Land Battle* ou *Follow on Forces Attack.* Ces nouveaux modes d'action d'inspiration américaine s'inscrivaient dans la droite ligne d'un combat aéroblindé massif au cœur du champ de bataille centre-européen. Ils démontrèrent apparemment leur efficacité lors de la guerre du Golfe de 1991, à l'occasion de la fameuse opération « Desert Storm » visant à libérer le Koweit envahi par l'armée irakienne de Saddam Hussein. En 2003, soit plus de trente-cinq ans après l'épisode du conflit de juin 1967, le Pentagone, plongé au cœur d'une véritable refonte doctrinale née de la fameuse *Revolution in Military Affairs* , mit pourtant sur pied, pour envahir l'Irak, un plan de bataille directement inspiré des principes d'action qui avaient fait leurs preuves pendant la guerre des Six Jours ! Mobilité, légèreté, flexibilité et puissance de feu redevenaient soudain à la mode. Ironie de l'histoire ! Il est vrai que Donald Rumsfeld, Secrétaire d'État américain à la défense, avait déjà été aux affaires au début des années 1970, période pendant laquelle il avait été marqué par les nombreux exposés de généraux israéliens expliquant comment *Tsahal* avait vaincu les armées arabes. Mais la guerre en Irak n'apporta pas de solution au conflit israélo-palestinien.

*

* *

Jérusalem Est, de nos jours...

En ce début de troisième millénaire de l'ère chrétienne, le différend israélo-palestinien n'était toujours pas réglé. Ibrahim était désemparé. Il ne voyait plus aucune issue à la situation dramatique qui l'entourait. Plus aucun repère auquel se raccrocher. Enfant, il avait connu la *Nakba,* la catastrophe qui avait marqué l'expulsion de Palestine d'une grande partie de son peuple. Ses parents s'étaient réfugiés dans la partie Est de Jérusalem, alors protégée par la redoutable Légion Arabe du roi de Jordanie. Depuis, plus d'un demi-siècle s'était écoulé et il avait enduré toutes les tribulations de son peuple, assistant aux événements tragiques qui avaient bouleversé l'Orient Proche. Il avait même fini par s'habituer à l'occupation israélienne. L'essentiel était pour lui de pouvoir aller prier à la mosquée El-Aqsa, sur l'esplanade du Dôme du Rocher. La stabilité avait encouragé le tourisme et ses affaires avaient été plutôt florissantes. Il n'avait pas vraiment cru en la première *Intifada* et c'est avec scepticisme qu'il avait accueilli la signature des accords d'Oslo. Ces derniers avaient certes concrétisé la création d'une entité palestinienne autonome, mais cette dernière semblait condamnée à ne gérer qu'un assemblage de confettis disparates. Israéliens et Palestiniens étaient pourtant passés à deux doigts d'une paix véritable. Ytzakh Rabin, ancien chef d'état-major général de *Tsahal* pendant la guerre des Six Jours et Premier ministre en exercice au moment de la signature des accords d'Oslo, était convaincu de l'impérieux besoin de signer une paix des braves. Il y avait laissé la vie. Les extrémistes de tous bords avaient progressivement repris le dessus et il y avait eu cette deuxième *Intifada,* encore plus meurtrière que la première. Cette nouvelle campagne de guérilla urbaine était désormais mieux structurée et les *Tanzim,* la jeune garde montante des *feddayin,* multipliaient les accrochages et les attentats contre les forces de l'ordre israéliennes. Des deux côtés, le sang versé, particulièrement celui des enfants, abreuvait un cycle apparemment sans fin de représailles tout autant cruelles qu'inutiles. Ibrahim ne nourrissait plus guère d'espoir sur un éventuel soutien arabe à la cause palestinienne, surtout depuis que les dirigeants arabes courbaient systématiquement l'échiné devant la toute puissance américaine. Qui aurait osé défier Washington et affronter *Tsahal* pour le sort d'un peuple désormais éparpillé aux quatre

coins de la planète ? D'autant que la plupart des chefs d'États arabes avaient reconnu implicitement l'existence de l'État hébreu. Même Yasser Arafat y avait été contraint.

Et puis, le 11 septembre 2001, tout avait basculé. Toutes les chaînes de télévision du monde avaient montré les images hallucinantes des tours jumelles de Manhattan en train de s'effondrer, à l'issue d'une attaque terroriste qui resterait comme l'une des plus efficaces et spectaculaires dans les annales de l'histoire de l'humanité. Il avait suffi d'un Fantomas enturbanné pour faire trembler l'Occident arrogant et déstabiliser les États-Unis, principal soutien de l'occupant israélien. La fronde n'était plus désormais dans la main de David. Mais tandis que la rue palestinienne exprimait sa fierté de voir le nouveau gendarme du monde vaciller, Ibrahim avait vu sur ces mêmes chaînes de télévision Abou Amar, le chef charismatique de l'OLP, dont la photo était accrochée sur le mur de sa boutique, donner son sang pour les victimes des attentats qui venaient de frapper l'Amérique triomphante ! Et celui-ci appeler même à la retenue ! Lui qui avait pourtant soutenu Saddam Hussein en 1991 et appelé à l'insurrection générale contre Israël ! Car Yasser Arafat avait parfaitement compris que cette attaque terroriste allait susciter un sentiment d'opprobre générale à l'encontre du monde musulman, laissant ainsi le champ libre au gouvernement israélien. Cet acte terroriste offrait en effet à Ariel Sharon, héros de la guerre de juin 1967, devenu entre-temps Premier ministre, l'occasion inespérée d'en finir avec la révolte palestinienne. Pendant que le monde entier avait les yeux tournés vers New York, l'ancien général, récemment réélu Premier ministre, dont la faconde et les provocations successives avaient contribué au déclenchement de la seconde *Intifada*, avait pu lancer une offensive décisive contre l'autorité palestinienne. Quelques heures seulement après l'effondrement des tours du World Trade Center et suivant un plan établi de longue date, les colonnes blindées israéliennes avaient investi les territoires autonomes sous contrôle palestinien. Durant quelques mois, notamment lorsque Yasser Arafat avait été assiégé dans son quartier général de Ramallah, il avait tenu à portée de la main son rêve de toujours : bouter les Palestiniens hors du Grand Israël biblique ! Mais la pression de la Maison Blanche, soucieuse de rallier le monde arabe à sa croisade dirigée contre le Caudillo de Bagdad, conjuguée aux cris d'orfraie des opinions publiques européennes, avaient permis de desserrer l'étau, puis de renouer les fils d'un dialogue improbable. Une «

feuille de route » avait même été élaborée pour servir de cadre à des négociations de plus en plus surréalistes et d'autant plus délicates que Mahmoud Abbas, l'éphémère Premier ministre palestinien, n'était pas parvenu à faire taire les extrémistes du *Hamas,* du *Djihad* islamique et des Brigades des Martyrs d'El-Aqsa. Pas plus que ses successeurs.

Après quelques mois d'accalmie, la violence avait repris de plus belle et le gouvernement israélien poursuivait la construction d'un « mur » séparant physiquement les Israéliens des Palestiniens. À quelques kilomètres de la Ville Sainte, une poignée de combattants palestiniens tentaient de s'opposer à la progression inéluctable de chars « Merkava », soutenus par des bulldozers, effectuant une énième opération de représailles dans la banlieue arabe de Jérusalem. Avec l'énergie du désespoir, Ahmed appuyait furieusement sur la queue de détente de sa « Kalachnikov », espérant qu'une intervention divine puisse stopper le monstre d'acier de soixante tonnes en train de se diriger vers le coin de rue où il avait trouvé refuge. Les armes de poing avaient en effet depuis longtemps remplacé les cailloux dans les rangs palestiniens. Il n'y avait plus guère de médias pour croire encore au mythe des adolescents palestiniens luttant contre l'occupant israélien à coups de jets de pierres. Après avoir été tant manipulés par un camp comme par l'autre, les médias étaient devenus prudents. Durant la première *Intifada,* Ahmed avait perdu son neveu, un garçon à peine pubère, tombé sous les balles en plastique des parachutistes israéliens. Il combattait désormais pour défendre son quartier. Il leva les yeux au moment où un chasseur bombardier F-16 traversait le ciel, allumant sa post-combustion au-dessus de la zone palestinienne pour persuader un peu plus ses habitants assourdis de la puissance dévastatrice de l'armée de l'air israélienne. Les *roumis* américains, aveuglés par leurs intérêts pétroliers et leur vision simpliste du monde, ne comprendraient donc jamais que leur politique de soutien inconditionnel à Israël ne pouvait que nourrir la frustration des masses arabes et engendrer des générations toujours plus nombreuses de terroristes fanatiques ! À bord du chasseur arborant l'étoile bleue à six branches, le pilote se demandait quant à lui pourquoi l'état-major lui avait ordonné de bombarder un simple poste de police de l'autorité palestinienne, situé à quelques dizaines de kilomètres seulement de sa base, alors que son chasseur ultra-moderne avait été conçu pour attaquer des formations blindées et des objectifs fortement défendus à plusieurs milliers de kilomètres de là.

Au même moment, un hélicoptère de combat « Apache » survolait Jérusalem de retour d'une mission spéciale dans la bande de Gaza. En vol stationnaire, posté en embuscade, David avait tiré une rafale de coûteux missiles « Hellfire », normalement conçus pour étriller les hordes de chars syriens susceptibles de dévaler les pentes du Golan, contre la voiture d'un activiste palestinien responsable d'un attentat qui avait récemment ensanglanté la principale artère commerçante de Jérusalem. Le Palestinien et ses passagers avaient été transformés en chaleur et lumière. Deux adolescents qui circulaient à bicyclette également. David se sentait gagné par la confusion. Il n'avait jamais été particulièrement religieux et ne comprenait pas la motivation des ultra-orthodoxes peuplant le quartier de Mea Shearim qu'il était en train de survoler. Il savait pourtant gré aux hommes en noir d'avoir su perpétuer l'essence même de la civilisation israélite, par-delà les siècles d'exil. Ses parents, Ashkénazes, avaient quitté Paris et émigré en Israël juste après la fin de la guerre des Six Jours, pensant que cette victoire éblouissante ouvrirait une ère nouvelle pour la région. Il était né dans un *kibboutz* peu avant la guerre du Kippour et avait rejoint la *Heyl Ha'Avir* au moment même où une pluie de missiles balistiques irakiens s'était abattus sur Tel Aviv et ses environs, lors de la première guerre du Golfe. La situation présente lui semblait toutefois sans issue. Il n'envisageait aucune solution durable à échelle humaine. Plus *Tsahal* tuait, blessait ou capturait de combattants palestiniens, plus il en venait et plus l'image d'Israël se détériorait dans l'opinion publique internationale. D'un autre côté, il ne comprenait pas que certains de ses compatriotes pacifistes puissent militer pour un arrêt sans conditions des opérations, alors que des attentats de plus en plus meurtriers fauchaient sans discrimination de nombreux civils. Lui-même avait perdu son vieil oncle, déchiqueté dans l'explosion d'un bus qui longeait l'avenue Ben Yehuda. Pourquoi ses compatriotes, qui possédaient l'une des armées les plus puissantes du monde, deux cents têtes nucléaires et le soutien des États-Unis, vivaient-ils dans la peur irrationnelle d'une extermination planifiée par les Palestiniens ? David en vint à penser que la situation serait peut-être plus simple si son pays acceptait de se doter d'une constitution laïque et si un cataclysme égalisateur venait à engloutir la vieille ville de Jérusalem. Et si Yasser Arafat venait à disparaître dans ce même cataclysme. David survolait maintenant les collines de Samarie. Au sol, une jeune fille palestinienne, partagée entre désespoir et exaltation, recevait l'ultime

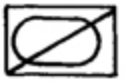
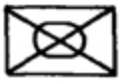
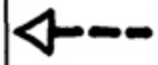
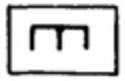
bénédiction paternelle après avoir noué autour de sa taille une ceinture d'explosifs. Hypnotisé par ses pensées, les yeux embués de pourpre, David n'entendit pas les cris d'alarme de Haïm, son copilote et meilleur ami, un Sépharade originaire de Tunis, lorsque celui-ci vit leur hélicoptère « Apache » se précipiter à toute allure vers une falaise qui s'approchait, qui s'approchait, qui s'approchait...

---

1 . Propos recueillis lors d'un entretien avec l'auteur.

ANNEXES

Grille de lecture des cartes

Symbole	Échelon tactique	Symbole	Type d'unité
XX	Division		Quartier général
X	Brigade		
III	Régiment		Chars
II	Bataillon		
I	Compagnie ou escadron		Blindés légers
	Divers		Infanterie mécanisée
	Unité arabe		Infanterie
			Parachutistes
	Unité israélienne		Artillerie
	Mouvement arabe		Artillerie automotrice
	Mouvement israélien		Antichar
	Opération aéroportée		Génie
	Opération héliportée		

ANNEXE 1

Chronologie

1954	Début de la coopération militaire active entre la France et Israël.
29 octobre/8 novembre 1956	Campagne du Sinaï/Expédition de Suez : victoire militaire israélienne ; fiasco diplomatique pour la France et le Royaume-Uni. Conclusion dans la foulée du premier accord franco-israélien de coopération dans le domaine nucléaire.
1957	Second accord franco-israélien de coopération dans le domaine nucléaire.
1958	Construction de la centrale nucléaire israélienne de Dimona.
1959	Le Général de Gaulle souhaite mettre un frein à la coopération franco-israélienne dans le domaine nucléaire ; grâce à un puissant réseau de complicités, celle-ci continue.
1961	Le Général de Gaulle ordonne l'arrêt de la coopération franco-israélienne dans le domaine nucléaire et s'oppose à la livraison de bombardiers stratégiques « Mirage IV » à Israël.
1962	Signature des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie ; le Général de Gaulle ébauche une nouvelle politique « arabe » pour la diplomatie française.
1963	Achèvement de la phase initiale du programme nucléaire israélien. Les États-Unis tentent, sans succès, de stopper ce programme ; démission du Premier ministre israélien David Ben Gourion.

1964	Renversement des alliances : les États-Unis misent sur Israël, tandis que le gouvernement français diminue de plus en plus sa coopération militaire et industrielle avec l'État hébreu. Israël commence à produire du plutonium enrichi.
1965	Les autorités égyptiennes multiplient les mises en garde, précisant que l'Égypte était prête à mener une guerre préventive pour empêcher Israël de se doter de l'arme nucléaire. Tensions à la frontière entre la Syrie et Israël à la suite de tentatives syriennes visant à détourner le cours du Jourdain.
1966	Le président Nasser ordonne la planification d'une offensive limitée visant la neutralisation des capacités nucléaires israéliennes et, le cas échéant, la capture du port d'Eilat ; le gouvernement israélien prépare une riposte sous la forme d'une vaste offensive aérienne destinée à briser les principales capacités militaires égyptiennes. Relance des actions menées par les *feddayin* palestiniens contre Israël. Raid sanglant de représailles israéliennes contre le village de Samoa, en Cisjordanie (13 novembre).

Année 1967

7 avril	Six « MiG » syriens abattus par la chasse israélienne, lors d'une action de représailles menée contre l'armée syrienne.
13 mai	Les Soviétiques font courir la rumeur d'une concentration de troupes israéliennes à la frontière syrienne. La tension monte entre Israël et ses voisins arabes.
14 mai	Nasser annonce le renforcement du dispositif militaire égyptien dans le Sinaï.
15 mai	Israël annonce la mobilisation d'une partie de ses réservistes.
16 mai	L'Égypte et la Syrie déclarent la mobilisation générale. Nasser envoie au Secrétaire général des Nations unies un ultimatum portant sur le retrait des Casques bleus du Sinaï. Les forces israéliennes sont mises en état d'alerte.

17 mai Deux avions de reconnaissance égyptiens survolent la centrale nucléaire israélienne de Dimona. Israël décrète la mobilisation générale.

18 mai Le Secrétaire général des Nations unies annonce le retrait des Casques bleus du Sinaï.

22 mai Nasser annonce le blocus du détroit de Tiran et fixe au 27 mai le déclenchement d'une offensive militaire limitée visant la neutralisation du potentiel « stratégique » israélien.

23 mai L'état-major israélien opte pour la guerre. David Ben Gourion tance sérieusement Ytzakh Rabin, chef d'état-major de *Tsahal,* lui reprochant de plonger Israël dans une guerre inutile.

24 mai Le Général de Gaulle fait part aux belligérants de la position neutre de la France et déclare à Abba Eban, en visite à Paris : « *ne faites pas la guerre ! ».*

26 mai L'Union soviétique fait pression sur Nasser pour annuler les plans d'opérations égyptiens. Deux avions de reconnaissance égyptiens survolent à nouveau la centrale nucléaire de Dimona. Le général Rabin propose au cabinet restreint de lancer le lendemain une attaque préventive contre l'Égypte. Cette proposition est reportée de quelques jours.

27 mai Les États-Unis font pression sur Israël pour laisser une ultime chance à la diplomatie et retarder le déclenchement des opérations militaires contre l'Égypte. Crise politique au sein du gouvernement israélien.

30 mai Le roi Hussein de Jordanie se réconcilie avec Nasser et signe, au Caire, un accord de défense avec l'Égypte. L'Irak rejoint ce pacte mutuel de défense et accorde une aide militaire symbolique à la Jordanie.

31 mai À Washington, le directeur du *Mossad* rencontre secrètement les autorités américaines. Celles-ci donnent un feu vert implicite au gouvernement israélien pour lancer une attaque préventive contre l'Égypte ; elles accordent en outre un soutien logistique et matériel à Israël. Crise politique aiguë au sein du cabinet israélien.

1er juin	En Israël, à l'issue d'un quasi-putsch, un gouvernement d'Union nationale est établi pour résoudre la crise politique. Lévi Eshkol reste Premier ministre, mais Moshé Dayan devient ministre de la défense.
2 juin	Nasser reçoit des assurances « nucléaires » de la part des Soviétiques et se lance dans une violente diatribe contre les Israéliens.
3 juin	Le Général de Gaulle annonce un embargo sur les ventes d'armes à destination du Proche-Orient. Six avions de reconnaissance RF-4 « Phantom » de l'US Air Force arrivent secrètement en Israël. Lors d'un conseil restreint, Shimon Pérès propose de procéder à un essai nucléaire au cœur du désert du Néguev, avec l'une des deux bombes atomiques dont dispose Israël, pour tenter de dissuader l'Égypte de se lancer dans une aventure militaire incontrôlable. Moshé Dayan rejette sa proposition et fixe au 5 juin la date de l'offensive israélienne.
4 juin	Israël informe les États-Unis de son intention d'attaquer l'Égypte dans de « très brefs délais ». Une délégation militaire irakienne se rend en visite officielle en Égypte. L'ambassadeur turc en Jordanie informe le roi Hussein de l'imminence d'une offensive israélienne dirigée contre l'Égypte.
5 juin	**Déclenchement des hostilités.** Israël lance une offensive aérienne fulgurante qui neutralise les aviations arabes. *Tsahal* entame une offensive terrestre de grande ampleur dans le Sinaï et en Cisjordanie. Les États-Unis et la Grande-Bretagne se déclarent neutres au conflit.
6 juin	Les forces israéliennes progressent dans le Sinaï et en Cisjordanie. Le Maréchal égyptien Amer ordonne la retraite générale. L'Égypte, la Syrie et quatre autres pays arabes rompent leurs relations diplomatiques avec les États-Unis.
7 juin	Les forces israéliennes s'emparent de Jérusalem et achèvent leur conquête de la Cisjordanie. Dans le Sinaï, elles s'emparent de Sharm el-Sheikh et bloquent la retraite des troupes égyptiennes au niveau du Col de Mitla. En soirée, le cessez-le-feu entre en

	vigueur entre Israël et la Jordanie (Résolution 234 du Conseil de sécurité de l'ONU).
8 juin	Poursuite des combats dans le Sinaï. Les Israéliens atteignent le Canal de Suez. Attaque du navire espion américain USS *Liberty* par l'aviation et la marine israéliennes. Les forces américaines et soviétiques en alerte atomique. Les États-Unis et l'Union soviétique au bord de l'affrontement nucléaire. Dans la nuit, le cessez-le-feu entre en vigueur entre Israël et l'Égypte (Résolution 235) ; la Syrie accepte le cessez-le-feu dans la foulée.
9 juin	Israël rompt le cessez-le-feu et se lance à l'assaut du Golan. Intenses manœuvres diplomatiques à New York. Nasser démissionne, mais revient sur sa décision le lendemain.
10 juin	Israël achève sa conquête du Golan. Fin des hostilités sur le front syrien (Résolution 236). Rupture des relations diplomatiques entre Israël et l'Union soviétique. **Fin des hostilités.**
11 juin	Aux Nations unies, la France annonce qu'elle ne reconnaîtra aucune modification territoriale imposée par la force des armes.

---

12 juin	Les RF-4 « Phantom » américains quittent secrètement Israël pour regagner leur base en Allemagne.
15 juin	Début du processus d'échange des prisonniers de guerre. Sur le Golan, les casques bleus de l'ONUST commencent à prendre position de chaque côté des deux lignes de cessez-le-feu.
16 juin	L'Amiral Kidd remet à la Maison Blanche son rapport préliminaire portant sur les circonstances de l'attaque du *Liberty.*
19 juin	Lancement du plan de paix du président américain Johnson. Le cabinet israélien décide secrètement de proposer à l'Égypte et à la Syrie l'échange du Sinaï et du Golan contre un traité de paix reconnaissant formellement Israël ; ce plan ne leur sera jamais transmis officiellement.
20 juin	Moshé Dayan met en place sa politique des « ponts ouverts » avec la Jordanie.

23 juin	Sommet américano-soviétique à Glassboro ; les deux grandes puissances entérinent la politique de *statu quo* au Proche-Orient.
28 juin	Israël annexe la partie arabe de Jérusalem.
1er juillet	Les combats reprennent de manière sporadique le long du Canal de Suez.
17 juillet	Les casques bleus de l'ONUST prennent position de chaque côté du Canal.
21 juillet	Le juge militaire Yeroushalmi rend au gouvernement israélien son rapport sur l'affaire du *Liberty.* La thèse de la méprise est officiellement entérinée par Washington et Jérusalem.
29 août/1er sept.	Sommet arabe de Khartoum entérinant « les trois Non ».
14 septembre	Suicide du Maréchal Amer en prison. La purge militaire atteint son paroxysme en Égypte.
21 octobre	La marine égyptienne coule le destroyer israélien *Eilat* au large de Port Saïd. Relance des combats le long du Canal de Suez.
22 novembre	Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la fameuse Résolution 242.
27 novembre	Parlant des Israéliens, le Général de Gaulle prononce sa fameuse phrase *: «...un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur* ». La rupture est consommée entre la France et Israël.

ANNEXE 2

L 'organisation de la défense israélienne

La conscription

Les modalités de sujétion au service militaire dépendent des confessions religieuses. Le service militaire est obligatoire pour tous les citoyens juifs et druzes, hommes ou femmes. Les druzes effectuent leur temps de service dans une unité homogène, au sein de laquelle ils sont tous regroupés. Les chrétiens, les circassiens et les musulmans ne sont pas astreints au service militaire, mais ils peuvent faire acte de volontariat, auquel cas ils effectuent leur service dans des unités de garde-frontières. À l'époque de la guerre des Six Jours, la durée des obligations militaires est de trente mois pour les hommes [1] et deux ans pour les femmes. Les femmes en sont toutefois dispensées à partir du moment où elles ont un enfant. Les volontaires pour servir dans l'aviation ou la marine sont généralement astreints à des durées de service plus longues, oscillant entre trois et cinq ans. Les candidats élèves-officiers s'engagent à rester dans l'armée pendant au moins une année supplémentaire. L'âge d'appel est de dix-huit ans. Les ajournements sont rares et les sursitaires peu nombreux. À l'issue de leur service militaire, les Israéliens sont versés d'office dans la réserve. Ils effectuent des périodes annuelles d'un mois jusqu'à l'âge de 40 ans, puis de deux semaines annuelles de 40 à 55 ans. Au-delà, les réservistes sont dégagés de toute obligation militaire, mais nombre d'entre eux rejoignent alors la défense passive. En moyenne, chaque Israélien passe donc plus de cinq ans sous l'uniforme. L'institution militaire est également à l'origine de deux organisations originales : *le Gadna* et *le Nahal.*

Le *Gadna*

Le *Gadna* est composé de bataillons d'adolescents volontaires âgés de 14 à 17 ans. Cette institution, sous double tutelle des ministères de la défense et de l'éducation, sensibilise les jeunes gens aux problèmes militaires et civiques. Elle combine en quelque sorte les enseignements du scoutisme avec ceux de la préparation militaire. Le *Gadna* dispense une formation paramilitaire de base, qui insiste sur l'éducation civique et participe aux travaux collectifs d'intérêt général.

Le *Nahal*

Ce sigle hébraïque désigne la « jeunesse pionnière combattante » *(Noar Halutzi Lohem).* Cette institution constitue simultanément une unité d'élite de l'armée et une cohorte de pionniers agricoles dans la lignée des *kibboutzim.* Dès l'âge de 16 ou 17 ans, les jeunes volontaires se constituent en noyaux d'une quarantaine de garçons et filles et manifestent leur souhait de former une unité du *Nahal* , au moment de leur incorporation. Garçons et filles sont alors séparés durant les six premiers mois (durée de l'entraînement), mais ils restent en contact. À l'issue de l'entraînement, le groupe se reforme définitivement sous le commandement d'un officier et va occuper le *kibboutz* qui lui a été assigné, généralement près des frontières. L'autorité militaire ne s'exerce que sur le dépôt d'armes et les fonctions de défense. Autrement, le *kibboutz* est régi selon les règles traditionnelles en vigueur dans ce genre d'établissement. Leur temps de service militaire terminé, la plupart des garçons et des filles restent à demeure dans leur *kibboutz* , qui devient progressivement un *kibboutz* civil. Le *Nahal* recrute également quelques unités mobiles destinées à être incorporées dans des unités d'élite de l'armée.

Les grades

Lieutenant-général	*Rav-Alouf*
Major-général	*Alouf*
Brigadier-général	*Tat-Alouf*

Colonel	*Alouf-Mishne*
Lieutenant-colonel	*Sgan-Alouf*
Major (Cdt)	*Rav-Seren*
Capitaine	*Seren*
Lieutenant	*Segen*
Sous-lieutenant	*Segen-Mishne*
Sergent-major	*Rav-Samal*
Sergent-chef	*Samal-Rishon*
Sergent	*Samal*
Caporal-chef	*Rav-Turaï*
Caporal	*Turài-Rishon*

Le grade de Tat-Alouf est apparu après la guerre des Six Jours en raison de la création du grade de lieutenant-général ; auparavant, le grade d'Alouf correspondait à celui de brigadier-général et le grade de Rav-Alouf à celui de major-général. Le grade de lieutenant-général n'est détenu que par les chefs successifs de l'état-major général.

L'organisation tactique

Au moment de la guerre des Six Jours, les unités israéliennes sont généralement structurées suivant un mode ternaire :

Taille de l'unité	Dénomination hébraïque	Composition
Division	*Ugdah*	3 brigades
Brigade	*Hativa*	3 bataillons
Bataillon	*Gdud*	3 compagnies ou escadrons
Compagnie ou escadron	*Plugah*	3 sections ou pelotons
Section ou peloton	*Machlakah*	3 groupes de 3 ou 4 véhicules

Les escadrons de combat de l'aviation israélienne

(ayant participé à la guerre des Six Jours)



101e Escadron
« Le premier chasseur »



105e Escadron
« Les scorpions »



107e Escadron
« Les têtes de lion »



109e Escadron
« La vallée »



110e Escadron
« Les chevaliers du nord »



113e Escadron
« Les guêpes »



116e Escadron
« Les queues de lion »



117e Escadron
« Le premier réacteur »



119e Escadron
« Les chauve-souris »



140e Escadron
« L'aigle d'or »



Insigne de la *Heyl Ha'Avir*

1 . La durée du service militaire pour les hommes a été portée à trois ans après la guerre d'octobre 1973, durée qui reste encore valable à l'heure actuelle.

ANNEXE 3

Les ordres de bataille

(au matin du 5 juin 1967)

L'armée israélienne

Premier ministre : Levi Eshkol
Chef du *Mossad : Meir Amit*
Ministre de la défense : *Moshé Dayan*
Chef de l'état-major général : *Gén. Yitzhak Rabin*
Chef d'état-major adjoint : *Gén. Haïm Bar-Lev*
Conseiller spécial de l'état-major : *Gén. Ezer Weizman*
Chef des opérations : *Gén. Rehavam Zeevi*
Chef des renseignements militaires : *Gén. Aharon Yaariv*
Responsable de la logistique : *Gén. Mattiyahou Peled*
Responsable du personnel : *Gén. Samuel Eyal*
Responsable de l'instruction : *Gén. Ariel Sharon*
Commandant du corps des blindés : *Gén. Israël Tal*
Commandant des forces aériennes : *Gén. Mordéchaï Hod*
Commandant des forces navales : *Amiral Shlomo Erel*

Forces terrestres

Front Sud – face à l'armée égyptienne – ***(QG à Beersheba)***

Gén. Yeshayahou Gavish

- **84e division blindée** *(Gén. Israël Tal) :*
  - **– 7e brigade blindée** *(Col. Shmuel Gonen) :*
    - 79e bataillon blindé *[chars « Patton »]*
    - 82e bataillon blindé *[chars « Centurion »]*
    - un bataillon d'infanterie motorisée
  - **– 60e brigade blindée (** *Col. Menahem Aviram) :*
    - deux bataillons blindés *[chars « Super-Sherman » et AMX-13]*
    - un bataillon d'infanterie motorisée
  - **– 202e brigade parachutiste** *(Col. Rafael Eitan) :*
    - deux bataillons parachutistes
  - **– unités organiques :**
    - un bataillon blindé de reconnaissance [1] *[chars « Patton » et AMX-13] (Col. Uri Baron)*
    - deux bataillons d'artillerie automotrice
    - un bataillon de génie
- **31e division blindée** *(Gén. Abraham Yoffé) :*
  - **– 200e brigade blindée** *(Col. Issachar Shadmi) :*
    - deux bataillons blindés *[chars « Centurion »]*
    - un bataillon d'infanterie motorisée
  - **– 520e brigade blindée** *(Col. Elchanen Sela) :*
    - deux bataillons blindés *[chars « Centurion »]*
    - un bataillon d'infanterie motorisée
- **38e division mécanisée** *(Gén. Ariel Sharon) :*
  - **– 9e brigade d'infanterie « Yiftah »** *(Col. Yekutiel Adam)*
    - trois bataillons d'infanterie motorisée
  - **– 14e brigade blindée (** *Col. Mordéchaï Zippori) :*
    - deux bataillons blindés *[chars « Centurion » et « Super-Sherman »]*
    - un bataillon d'infanterie motorisée
  - **– 31e brigade parachutiste** *(Col. Dani Matt) :*

- deux bataillons parachutistes

– unités organiques :

- un bataillon blindé de reconnaissance *[chars AMX-13]*
- un bataillon de génie
- six bataillons d'artillerie automotrice

• Unités non endivisionnées

– 8e brigade blindée (*Col. Abraham Mendier)* [face à la Force Shazli] :

- deux bataillons blindés *[chars « Centurion » et « Super-Sherman »]*
- un bataillon d'infanterie motorisée

– 12e brigade mécanisée « Neguev » *(Col. Yehouda Reshef)* [face à Gaza] :

- un bataillon blindé *[chars AMX-13]*
- deux bataillons d'infanterie motorisée

– Force « Sharm el-Sheikh » *(Col. Aharon Davidi) :*

- deux bataillons parachutistes détachés des 31e et 202e brigades
- une compagnie renforcée d'infanterie de marine

Front Centre – face à l'armée jordanienne – (QG à Tel-Aviv)
Gén. Uzi Narkiss

– 3e brigade d'infanterie « Alexandroni » *(Col. Zeev Shaham) :*

- trois bataillons d'infanterie motorisée

– 4e brigade d'infanterie « Kiryati » (*Col. Moshé Yotvat) :*

- trois bataillons d'infanterie motorisée
- un escadron blindé *[chars « Sherman »]*

– 10e brigade mécanisée « Harel » *(Col. Ouri Ben-Ari)* [placée en réserve générale] :

- 95e bataillon blindé *[chars « Super Sherman »] (LCL Dahav)*
- 104e bataillon d'infanterie motorisée *(LCL Ben-David)*
- 106e bataillon d'infanterie motorisée *(LCL Gai)*

- 41e escadron blindé de reconnaissance *[chars « Centurion »]*

– 16e brigade d'infanterie « Etzioni » (*Col. Eliezer Amitaï) :*

- 62e bataillon d'infanterie motorisée *(LCL Rotschild)*
- 68e bataillon d'infanterie motorisée *(LCL Opher)*
- 161e bataillon d'infanterie régulière *(LCL Driezin)*
- 163e bataillon d'infanterie régulière *(LCL Peikas)*
- trois bataillons d'infanterie *(non identifiés)*
- 90e bataillon blindé de reconnaissance *[chars « Sherman »]*

– 55e brigade parachutiste *(Col. Mordéchaï Gour)* [placée en réserve générale] :

- 28e bataillon parachutiste
- 66e bataillon parachutiste
- 71e bataillon parachutiste

– 20e brigade d'infanterie *(Col. Yehouda Gavish)* [placée en réserve générale] :

- trois bataillons d'infanterie motorisée

– unités organiques :

- un bataillon de génie
- deux bataillons d'artillerie

Front Nord (QG à Tibériade)
Gén. David Elazar

Face à l'armée jordanienne :

• **une division blindée** *(Gén. Elad Peled)* [2] *:*

– 17e brigade d'infanterie « Givati » *(Col. Aharon Avnon)* [3] *:*

- trois bataillons d'infanterie motorisée

– 37e brigade blindée *(Col. Uri Ram) :*

- deux bataillons blindés *[chars « Centurion » et « Super-Sherman »]*
- un bataillon blindé de reconnaissance *[chars AMX-13]*

- un bataillon d'infanterie motorisée

– **45e brigade blindée « Barak »** *(Col. Moshé Bar-Kochba)* [4] *:*
- deux bataillons blindés *[chars « Super-Sherman »]*
- un bataillon blindé de reconnaissance *[chars AMX-13]*
- un bataillon d'infanterie motorisée

– **unités organiques :**
- deux bataillons d'artillerie automotrice
- un bataillon de génie

Face à l'armée syrienne :

– **Ire brigade d'infanterie « Golani »** *(Col. Yona Efrat) :*
- trois bataillons d'infanterie motorisée

– **27e brigade d'infanterie mécanisée** *(Col. Emmanuel Shehed) :*
- un bataillon blindé *[chars « Sherman »]*
- deux bataillons d'infanterie motorisée

Forces aériennes

– 12e escadre d'entraînement

– 100e escadron de liaison « Les chameaux volants » *[« Piper Cub », « Cessna »]*

– 101e escadron de chasse « Le premier chasseur » *[« Mirage IIIC »]*

– 103e escadron de transport « Les éléphants volants » *[« Noratlas », C-47 et C-97]*

– 105e escadron de chasse « Les scorpions » *[SMB-2 « Super Mystère »]*

– 107e escadron de chasse « Les têtes de lions » *[« Ouragan »]*

– 109e escadron de chasse « La vallée » *[« Mystère IVA »]*

– 110e escadron de bombardement «Les chevaliers du Nord» *[« Vautour II »]*

– 113e escadron de chasse « Les guêpes » *[« Ouragan »]*

– 116e escadron de chasse « Les queues de lions » *[« Mystère IVA »]*

- 117e escadron de chasse « Le premier réacteur » *[« Mirage IIIC »]*
- 119e escadron de chasse « Les chauves-souris » *[« Mirage IIIC »]*
- 124e groupement d'hélicoptères «Les épées tournoyantes» *[« Super Frelon », S-55, S-58, H-34, Bell-47 et « Alouette II »]*
- 140e escadron d'appui-feu « L'aigle d'or » *[Fouga « Magister »]*

Forces navales

- 3 sous-marins : 1 de la classe T *(Leviathan)*, 2 de la classe S *(Tanine et Rahav)*
- 2 destroyers de la classe Z *(Eilat et Yaffo)*
- 1 escorteur *(Haifa)* [5]
- 12 vedettes lance-torpilles : 6 de type françaises *(Ayah, Baz, Day a, Yaasour, Peress et Tahmass)*, 3 de type « Baglietto » *(Ophir, Shva et Tarshish)* et 3 de type « Vosper » *(Lilitt, Shaldagg et Tinshemett)*
- 6 patrouilleurs *(Nogah, Yarden, Yarkon, Dror, Tirtsa et Saar)*
- 3 chalands de débarquement de classe LCM [6] *(dont Gueber et Shikomona)*

L'armée égyptienne

Président de la République arabe unie : *Gamal Abdel Nasser*

Ministre de la guerre/commandant en chef des forces armées : *Maréchal Abdel Hakim Amer*

Chef de l'état-major général : *Gén. Mohamed Fawzi*

Chef des opérations : *Gén. Anouar al-Khadi*

Commandant des forces aériennes : *Gén. Mohammed Sedki Mahmoud*

Commandant des forces navales : *Amiral Soliman Izat*

Chef des services de renseignement : *Shams El Din Badrân*

Forces terrestres

Front du Sinaï (QG à Ismaïlia)

Commandant du front : *Gén. Abdel Mohsen Kamel Mortagui*

Commandant de l'armée déployée dans le Sinaï : *Gén. Salah el din Moshen*

Chef d'état-major : *Gén. Ahmed Ismaïl Ali* Chef des opérations : *Gén. Abdel Ghani Gamassi*

– **2e division d'infanterie** *(Gén. Sadi Naguib),* Abou Ageïla/Oum Katef/Kousseïma :

- 2e groupement blindé *[80 chars T-54 et T-55]*
- 10e brigade d'infanterie
- 12e brigade d'infanterie
- 116e brigade d'infanterie
- 3e et 27e régiments blindés de reconnaissance
- 51e , 53e et 59e brigades d'artillerie
- 331e régiment de mortiers lourds
- 21e régiment de LRM *[Katiousha]*
- 22e régiment antichar
- un bataillon de génie

– **3e division d'infanterie** *(Gén. Osman Nasser),* secteur Djebel Libni/Bir Hassana :

- 3e groupement blindé *[80 chars T-54 et T-55]*
- 3e brigade d'infanterie mécanisée
- 114e brigade d'infanterie
- 118e brigade d'infanterie
- un régiment de fantassins détaché de la 4e brigade d'infanterie
- 210e et 231e régiments blindés *[8 chars AMX-13 et 30 chars T-34/85]*
- un bataillon de chasseur de chars *[Su-100]*
- 41e et 60e brigades d'artillerie
- 63e brigade antichar
- 362e régiment de mortiers lourds
- deux bataillons de DCA

- un bataillon de génie

– **6e division mécanisée** *(Gén. Abdel Kader Hassan),* secteur de Bir el Thamâda :

- 1re brigade blindée *[95 chars T-55]*
- 1re brigade d'infanterie mécanisée
- 8e brigade d'infanterie
- 113e brigade d'infanterie
- 28e régiment blindé de reconnaissance
- un régiment de chasseurs de chars *[Su-100]*
- 43e et 47e brigades d'artillerie
- 42e et 75e bataillons de DCA
- un bataillon de génie motorisé

– **7e division d'infanterie** *(Gén. Abdel Aziz Soliman),* secteur d'El-Arish/Rafah :

- 7e groupement blindé *[65 chars T-34/85 et 21 JS-III]*
- 11e brigade d'infanterie (moins un régiment)
- 16e brigade mécanisée *[24 chars T-54]*
- 121e brigade d'infanterie
- 213e régiment blindé *[17 chars T-34/85]*
- 23e régiment de commandos
- 49e et 57e brigades d'artillerie (moins un régiment)

– **Groupement blindé Shazli** *(Gén. Saad el-Shazli),* au nord de Nakhle :

- un régiment blindé *[40 chars T-54/T-55]*
- 5e régiment blindé de reconnaissance
- un régiment de fantassins motorisés détaché de la 4e brigade d'infanterie
- un régiment de commandos portés
- un bataillon de chasseurs de chars *[Su-100]*
- un bataillon motorisé de DCA

À El Arish *(QG avancé) :*

- 28e brigade d'infanterie de la Garde Nationale
- un régiment de génie
- un bataillon de DCA

En réserve immédiate dans le secteur de Bir Hassana :

- 14e brigade blindée *[95 chars T-54 et T-55]*
- 112e brigade d'infanterie
- 125e brigade d'infanterie
- 141e brigade blindée *[95 chars T-54 et T-55]*

En réserve stratégique à Bir el Thamâda :

– 4e division blindée (*Gén. Sidki el-Ghoul) :*

- 2e brigade blindée *[95 chars T-55]*
- 3e brigade blindée *[95 chars T-55]*
- 6e brigade mécanisée (amputée de son bataillon blindé)

Au niveau des Cols de Mitla, Giddi et Khatmia :

- 124e brigade d'infanterie

District de Gaza : *Gén. Youssef Al Agroudi*

– 20e division d'infanterie palestinienne *(Gén. Mohammed Moneim Hussein) :*

- 19e brigade d'infanterie palestinienne de la Garde Nationale
- 107e brigade d'infanterie palestinienne
- 108e brigade d'infanterie palestinienne
- 224e régiment blindé *[75 chars « Sherman »]*
- 329e régiment de commandos palestiniens
- un régiment de fantassins détaché de la 27e brigade d'infanterie de la Garde Nationale

- un régiment d'obusiers détaché de la 57e brigade d'artillerie
- un bataillon de génie
- un bataillon de DCA

À Sharm el-Sheikh :

- 25e brigade parachutiste (composée des 75e , 77e , et 81e régiments)
- un régiment de fantassins détaché de la 11e brigade d'infanterie
- un détachement d'infanterie de marine
- un bataillon blindé *[35 chars T-55]* détaché de la 6e brigade mécanisée
- quatre bataillons d'artillerie
- un régiment de DCA
- un bataillon du génie

À Tûr :

- 103e régiment parachutiste
- 4e régiment blindé de reconnaissance
- un régiment de fantassins détaché de la 27e brigade d'infanterie de la Garde Nationale

À Gardaka (près d'Hurghada, de l'autre côté de la Mer Rouge) :

- un régiment de fantassins détaché de la 4e brigade d'infanterie
- un régiment de fantassins détaché de la 27e brigade d'infanterie de la Garde Nationale
- un régiment de DCA

À Alexandrie :

- une brigade d'infanterie de la Garde Nationale
- un régiment d'infanterie de marine

Au Caire :

- une brigade d'infanterie de la Garde Nationale
- la Garde Présidentielle

À Assouan [assurant la défense du barrage] :
- une brigade d'infanterie de la Garde Nationale

Forces aériennes

– l^re brigade d'assaut *[Su-7, MiG-17]* (1er , 2e , 5e et 55e escadrons)

– 2e brigade de chasse *[MiG-17]* (16e , 18e et 31e escadrons)

– 5e brigade d'interception *[MiG-21]* (10e , 22e et 26e escadrons)

– 7e brigade d'interception *[MiG-21]* (41e , 42e et 49e escadrons)

– 9^e brigade d'interception *[MiG-21]* (40^e , 45^e , 46^e escadrons)

– 12^e brigade de chasse *[MiG-15, MiG-17]* (24^e , 25^e et 30^e escadrons)

– 15^e brigade d'interception *[MiG-19]* (trois escadrons, dont les 20^e et 21^e)

– 61^e brigade de bombardement *[11-28]* (trois escadrons, dont les 8^e et 9^e)

– 65^e brigade de bombardement *[Tu-16]* (deux escadrons, dont le 95e)

– 3e escadron de transport [11-14]

– 4e escadron de liaison *[« Anson », « Audax », « Dove », « Miles Master »]*

– 5e escadron de transport *[11-14]*

– 6e escadron de liaison *[« Anson », « Audax », « Dove », « Miles Master »]*

– 7e escadron d'hélicoptères *[Mi-6]*

– 11e escadron de transport *[C-47 « Dakota »]*

– 12e escadron d'hélicoptères *[Mi-4]*

– 16e escadron de transport *[An-12]*

– 43e escadron d'hélicoptères *[Mi-8]*

Forces navales

– 10 sous-marins : 9 de classe « Whisky » et 1 de classe M-5
– 6 destroyers : 4 de classe « Skory » *(Nasser, Zaffer, Damiet et Suez)* et 2 de classe Z *(Quahar* et *Fatah)*
– *4* escorteurs *(Port-Saïd, Rachid, Tarik et Sudan)*
– 15 vedettes lance-missiles : 9 de classe « Komar » et 6 de classe « Osa »
– 32 vedettes lance-torpilles, essentiellement des P-6
– 12 patrouilleurs
– 16 dragueurs de mines
– 18 chalands de débarquement de classe LCM

L'armée jordanienne

Chef des armées : *Roi Hussein bin Talal*

Responsable du commandement arabe uni : *Gén. égyptien Abdoul Moneim Riadh*

Commandant en chef : *Maréchal Habis el-Majali*

Adjoint au commandant en chef : *Gén. Shérif Nasir bin Jamil*

Chef d'état-major : *Gén. Amer Khammash*

Commandant des forces aériennes : *Gén. Saleh Kurdi*

Forces terrestres

Forces déployées en Cisjordanie
(Gén. Mohammed Ahmed Salim)

– **33e régiment de commandos égyptiens** (à Jenine)
– **53e régiment de commandos égyptiens** (à Ramallah)

– **1re brigade d'infanterie « Princesse Alia »** *(Gén. Tourki Baarah)* dans le secteur de Naplouse, Tulkarem et Qalqilya :

- 5e bataillon d'infanterie
- 7e bataillon d'infanterie
- 14e bataillon d'infanterie
- deux bataillons d'artillerie de campagne *(+ 1 batterie d'artillerie lourde)*

– **2e brigade d'infanterie « Hashimi » (** *Col. Kamal el-Taher)* à Latroun et Ramallah :

- 6e bataillon d'infanterie
- 9e bataillon d'infanterie
- 10e bataillon d'infanterie
- 1er bataillon d'artillerie de campagne (+ *1 batterie d'artillerie lourde)*
- une compagnie de génie

– **3e brigade d'infanterie « Roi Talal »** *(Col. Atta Ali)* à Jérusalem :

- 2e bataillon d'infanterie
- 4e bataillon d'infanterie
- 8e bataillon d'infanterie
- 9e bataillon d'artillerie de campagne
- une compagnie de génie
- une compagnie antichar

– **25e brigade d'infanterie « Khalid bin el Walid »** *(Col. Awad Mohammed el-Khalidi)* dans le secteur de Jenine et Naplouse :

- 19e bataillon d'infanterie
- 20e bataillon d'infanterie
- 21e bataillon d'infanterie
- 12e régiment blindé *[chars M-47 « Patton »]*
- une compagnie de génie

– **27e brigade d'infanterie « Imam Ali »** *(Gén. Ahmed Shihadeh)* dans le secteur de Jéricho :

- 31e bataillon d'infanterie
- 33e bataillon d'infanterie
- 35e bataillon d'infanterie
- une batterie d'artillerie lourde

– **29e brigade d'infanterie «Hattin»** *(Gén. Bahjet Mouhaisin)* dans le secteur d'Hébron :

- 37e bataillon d'infanterie
- 39e bataillon d'infanterie
- 49e bataillon d'infanterie
- 10e régiment blindé *(moins 1 escadron) [chars « Centurion »]*
- 5e bataillon d'artillerie de campagne
- une compagnie de génie

– **40e brigade blindée** *[chars M-48 « Patton »] (Gén. Rakan Inad el-Jazi)* près du pont de Damiya :

- 1er régiment mécanisé *[M-113]*
- 2e régiment blindé
- 4e régiment blindé
- 8e bataillon d'artillerie automotrice
- une batterie d'artillerie antiaérienne *(détachée du 4e bataillon)*
- une compagnie de génie blindé

– **60e brigade blindée** *[chars M-48 « Patton »] (Gén. Shérif Zaïd bin Shaker)* dans le secteur de Jéricho :

- Régiment mécanisé de la garde royale *[M-113]*
- 3e régiment blindé
- 5e régiment blindé
- 7e bataillon d'artillerie automotrice
- 4e bataillon d'artillerie antiaérienne *(moins 1 batterie)*
- une compagnie de génie blindé

Forces déployées en Jordanie *(Maréchal Habis el-Majali)*

– Régiment de forces spéciales à Amman

– 4e brigade d'infanterie « Al Hussein » dans le secteur d'Aqaba :

- 3e bataillon d'infanterie
- 15e bataillon d'infanterie
- 16e bataillon d'infanterie
- un escadron blindé détaché du 10e régiment *[chars « Centurion »]*
- deux batteries de mortiers lourds

– 6e brigade d'infanterie «Qadisiyeh» *(Gén. Qasim el-Maayteh)* sur les deux rives du Jourdain, en face de Beit Shean :

- 41e bataillon d'infanterie
- 43e bataillon d'infanterie
- 45e bataillon d'infanterie
- un escadron blindé détaché du 12e régiment *[chars M-47 « Patton »]*
- 3e bataillon d'artillerie de campagne
- une compagnie de génie

– 12e brigade d'infanterie « Yarmouk » *(Col. Moufadi Abdoul Mousleh)* sur la rive orientale du Jourdain, dans le secteur d'Irbid :

- 24e bataillon d'infanterie
- 26e bataillon d'infanterie
- 28e bataillon d'infanterie
- un escadron d'automitrailleuses
- deux batteries de mortiers lourds

– 8e brigade d'infanterie mécanisée irakienne, sur la rive orientale du Jourdain

Renforts arabes *(arrivés trop tard pour participer aux opérations)*

- *Contingent iraquien*, échelonné du 8 au 12 juin, autour d'Amman :
  - **– l^re brigade d'infanterie motorisée**
  - **– 6e brigade blindée** *[chars T-54]*
  - **– 27e brigade d'infanterie motorisée**
- *20e brigade d'infanterie saoudienne* (trois bataillons de fantassins), le 11 juin, au nord d'Aqaba

Forces aériennes

- – 1er escadron de chasse *[« Hunter »]*
- – 2e escadron de chasse *[« Vampire »]* [7]
- – 3e escadron de transport *[« Dove », C-47 « Dakota » et « Heron »]*
- – 1 groupe d'hélicoptères *[« Alouette III », « Scout », « Widgeon » et « Whirlwind »]*

L'armée syrienne

Président de la République arabe syrienne : *Nur al din al Atassi* Ministre de la guerre et commandant des forces aériennes : *Gén. Hafez el-Assad*

Chef d'état-major : *Gén. Ahmed Souedani* Chef des opérations :

Commandant des forces navales : *Gén. Moustafa Shouman*

Forces terrestres

Forces déployées sur le Golan

- **– 12e groupement de brigades** *(Col. Ahmed Amir)* dans le secteur Nord du plateau :
  - 11e brigade d'infanterie [8]
  - 44e brigade blindée *[chars T-54]* [9]
  - 89e brigade d'infanterie
  - 132e brigade d'infanterie

– **35e groupement de brigades** *(Gén. Said Tayan)* dans le secteur Sud du plateau :
  - 8e brigade d'infanterie
  - 17e brigade mécanisée [10]
  - 19e brigade d'infanterie
  - 32e brigade d'infanterie

Forces déployées à proximité de Damas

– Brigade d'infanterie mécanisée de la **Garde présidentielle**

– **42e groupement de brigades** *(Gén. Abdoul Razzak el-Dardari) :*
  - 14e brigade blindée *[chars T-54]*
  - 25e brigade d'infanterie
  - 50e brigade d'infanterie
  - 60e brigade d'infanterie

Forces déployées dans le reste du pays

À Lattaquié :
  - 23e brigade d'infanterie

À Homs :
  - une brigade d'infanterie

À Deyr ez-Zor :
  - un bataillon d'infanterie mécanisée

Forces aériennes

– trois escadrons d'interception *[MiG-21]*

– cinq escadrons de chasse *[MiG-17]*

– un escadron d'appui-feu *[MiG-15]*

– un escadron de bombardement *[11-28]*

– un escadron de transport *[11-14, C-47]*

– un escadron d'hélicoptères *[Mi-1, Mi-4]*

Forces navales

- 3 patrouilleurs *(Al Harissi, Tarek ben Saïd et Akaba ben Naseh)*
- 4 vedettes lance-missiles « Komar »
- 18 vedettes lance-torpilles P-4 et P-6
- 2 dragueurs de mines classe T-43 *(Yarmouk et Mittini)*

---

1 . Ce bataillon constitue normalement l'unité d'instruction de l'école des blindés.

2 . Il s'agit probablement de la 36e division *(Ugdah)*.

3 . Après la dissolution de la 5e brigade d'infanterie, après la campagne du Sinaï de 1956, c'est la 17e brigade d'infanterie motorisée de réserve qui a repris les traditions de la « Givati ».

4 . Le nom de « Barak » (éclair en hébreu) ne fut attribué à la 45e brigade blindée qu'au début des années 1960. En récupérant ce nom, cette brigade reprenait par la même occasion les traditions de la 2e brigade d'infanterie « Carmeli », transformée en 18e brigade «Barak» pendant les années 1950, cette dernière étant ensuite dissoute à son tour. Avec la réorganisation qui suivit la guerre des Six Jours, c'est la nouvelle 188e brigade blindée qui reprit ce nom emblématique.

5 . Il s'agit en fait de l'escorteur égyptien d'origine britannique de type Hunt *Ibrahim al Awal*, capturé par la marine israélienne lors de la campagne du Sinaï de 1956.

6 . Chacun de ces LCM est capable de transporter un véhicule blindé ou 100 hommes.

7 . Un troisième escadron de chasse, équipé des 18 F-104 « Starfighter » tout juste achetés par la Jordanie aux États-Unis, fut transféré sur une base américaine située en Turquie, deux jours avant le déclenchement de la guerre, pour y achever la transformation des pilotes jordaniens sur ce nouveau type d'appareils.

8 . La brigade d'infanterie syrienne se compose de trois bataillons de fantassins, d'un bataillon de chars et d'un bataillon d'appui composé de quatre batteries d'artillerie de campagne et de mortiers lourds.

9 . La brigade blindée syrienne se compose de trois bataillons de chars et d'un bataillon d'appui composé de trois batteries d'artillerie de campagne et de Katiousha.

10 . La brigade mécanisée syrienne se compose de trois bataillons de fusilliers motorisés, d'un bataillon de chars et d'un bataillon d'appui composé de quatre batteries d'artillerie de campagne et de

mortiers lourds. Il avait initialement été prévu que cette brigade rejoigne le front jordanien en tant que renfort syrien.

ANNEXE 4

Le matériel

Cette annexe a pour vocation de présenter sous forme de tableaux synoptiques le matériel engagé au combat pendant la guerre des Six Jours de juin 1967. Seuls les paramètres les plus significatifs ont été retenus.

Les chars de bataille et canons d'assaut automoteurs

Les chars sont classés en fonction du calibre de leur canon.

Modèle	Calibre du canon	Dotation	Portée pratique	Blindage maxi	Puissance massique	Utilisateurs
AMX-13	75 mm long	37 obus	800 m	40 mm	16,6 CV/ton.	Israël, Liban
M-50 Sherman	75 mm long	65 obus	800 m	100 mm	14 CV/ton.	Israël, Égypte
Panzer IV	75 mm long	75 obus	600 m	90 mm	15 CV/ton.	Syrie
T-34/85	85 mm	55 obus	600 m	60 mm	16 CV/ton.	Égypte, Irak, Syrie
Centurion Mk-3	90 mm	70 obus	1 000 m	150 mm	13,8 CV/ton.	Israël, Jordanie
M-47 Patton	90 mm	71 obus	1 000 m	100 mm	17,5 CV/ton.	Jordanie
M-48 A2 Patton	90 mm	62 obus	1 200 m	120 mm	18,5 CV/ton.	Israël, Jordanie
SU-100	100 mm	40 obus	1 200 m	85 mm	16 CV/ton.	Égypte, Irak, Syrie
T-54	100 mm	34 obus	1 000 m	120 mm	15,5 CV/ton.	Égypte, Irak, Syrie
T-55	100 mm	43 obus	1 200 m	120 mm	16 CV/ton.	Égypte, Irak, Syrie
M-51 Super Sherman	105 mm	55 obus	1 000 m	100 mm	11,5 CV/ton.	Israël

Modèle	Calibre du canon	Dotation	Portée pratique	Blindage maxi	Puissance massique	Utilisateurs
Centurion modernisé	105 mm	70 obus	1 800 m	150 mm	14,5 CV/ton.	Israël
M-48 A3 Patton	105 mm	63 obus	1 800 m	125 mm	15,5 CV/ton.	Israël
JS-3 Joseph Staline	122 mm	28 obus	900 m	170 mm	11 CV/ton.	Égypte, Syrie
ISU-152	152 mm	24 obus	1 000 m	160 mm	11 CV/ton.	Égypte, Syrie

Les autres véhicules blindés

Modèle	Type	Armement	Blindage maxi	Autonomie	Utilisateurs
Halftrack	transport de troupes	1 mitrailleuse de 12,7 mm	10 mm	300 km	Israël
Saracen	transport de troupes	1 mitrailleuse de 9 mm	18 mm	200 km	Jordanie
BTR-152	transport de troupes	1 mitrailleuse de 7,62 mm	12 mm	250 km	Égypte, Irak, Syrie
BTR-40	transport de troupes	1 mitrailleuse de 7,62 mm	15 mm	500 km	Égypte, Irak, Syrie
BTR-50	transport de troupes	3 mitrailleuses de 7,62 mm	20 mm	250 km	Égypte, Irak, Syrie
BTR-60	transport de troupes	2 mitrailleuses de 7,62 mm	20 mm	500 km	Égypte, Irak, Syrie
AML 60	Automi-trailleuse de reconnaissance	1 canon de 60 mm	25 mm	600 km	Israël
AML 90	Automi-trailleuse de reconnaissance	1 canon de 90 mm	25 mm	600 km	Israël
Ferret	Automi-trailleuse de reconnaissance	1 mitrailleuse de 12,7 mm	18 mm	300 km	Israël, Jordanie
Saladin	Automi-trailleuse de reconnaissance	1 canon de 76 mm 2 mitrailleuses de 9 mm	25 mm	200 km	Jordanie
ASU-85	Lutte antichar	1 canon de 85 mm 1 mitrailleuse de 7,62 mm	50 mm	250 km	Égypte, Irak, Syrie
Jeep AC	Lutte antichar	1 canon sans recul de 106 mm	–	400 km	Israël
Halftrack AC	Lutte antichar	4 missiles anti-chars SS-10/11	10 mm	300 km	Israël
Halftrack AA	Lutte antiaérienne	4 canons jumelés de 20 mm	10 mm	300 km	Israël
M-42	Lutte antiaérienne	2 canons Bofors de 40 mm	25 mm	200 km	Jordanie

Modèle	Type	Armement	Blindage maxi	Autonomie	Utilisateurs
ZSU-57/2	Lutte antiaérienne	2 canons de 57 mm	50 mm	250 km	Égypte, Irak, Syrie
BTR-152 AA	Lutte antiaérienne	4 mitrailleuses Doushka jume-lées de 14,5 mm	12 mm	250 km	Égypte, Irak, Syrie

L'artillerie

Les pièces d'artillerie sont classées en fonction de leur calibre.

Modèle	Calibre	Type	Portée	Utilisateurs
M-52	105 mm	Obusier automoteur	11 km	Jordanie
M-7 Priest	105 mm	Obusier automoteur	10 km	Israël
AMX-105	105 mm	Obusier automoteur	15 km	Israël
M-101	105 mm	Canon tracté	11 km	Israël
M-51	120 mm	Mortier	6 km	Israël, Jordanie
M-1943 et 2B-11	120 mm	Mortier	6 km	Égypte, Irak, Syrie
M-30	122 mm	Obusier tracté	11 km	Égypte, Irak, Syrie
D-74	122 mm	Canon tracté	15 km	Égypte, Irak, Syrie
BM-21 Katiousha *	122 mm	LRM	20 km	Égypte, Irak, Syrie
D-1	152 mm	Obusier tracté	12 km	Égypte, Irak, Syrie
D-20	152 mm	Canon tracté	17 km	Égypte, Irak, Syrie
M-114	155 mm	Obusier tracté	14 km	Jordanie
Long Tom	155 mm	Canon tracté	18 km	Jordanie
M-44	155 mm	Obusier automoteur	15 km	Jordanie
AMX-155 F3	155 mm	Obusier automoteur	20 km	Israël
M-160	160 mm	Mortier	8 km	Égypte, Irak, Syrie
Soltam 160	160 mm	Mortier	8 km	Israël
M-55	203 mm	Obusier tracté	29 km	Égypte

*** Le BM-21 est en mesure de lancer une salve de 40 roquettes en une vingtaine de secondes.**

Les hélicoptères

Les hélicoptères sont classés en fonction de leur capacité d'emport.

Modèle	Capacité d'emport	Vitesse maxi	Autonomie	Utilisateurs
Mi-1 Hare	3 personnes	200 km/h	500 km	Égypte, Syrie
SA-313 Alouette II	4 personnes	205 km/h	330 km	Israël, Liban, Jordanie
S-55	6 soldats	170 km/h	560 km	Israël
S-58/H-34	8 soldats	190 km/h	460 km	Israël
Westland Wessex	8 soldats	195 km/h	600 km	Irak
Mi-4 Hound	8 soldats	180 km/h	400 km	Égypte, Irak, Syrie
AB-205/UH-1 Iroquois	10 soldats	205 km/h	400 km	Israël
Mi-8 Hip	28 soldats	260 km/h	480 km	Égypte, Syrie
SA-321 Super-Frelon	30 soldats	275 km/h	920 km	Israël
Mi-6 Hook	68 soldats	300 km/h	650 km	Égypte

Les avions de combat

Modèle	Armement de bord	Capacité d'emport en armement	Vitesse maxi	Utilisateurs
Fouga-Magister	2 mitrailleuses de 7,62 mm	350 kg	Mach 0,6	Israël
Ouragan	4 canons de 20 mm *(125 obus chacun)*	900 kg	Mach 0,9	Israël
Mystère IVA	2 canons de 30 mm *(125 obus chacun)*	900 kg	Mach 1	Israël
Super-Mystère B-2	2 canons de 30 mm *(150 obus chacun)*	1 tonne	Mach 1,15	Israël
Vautour IIA et N (chasse)	4 canons de 30 mm *(150 obus chacun)*	1,5 tonne	Mach 0,95	Israël
Vautour IIB (bombarde-ment)	–	3 tonnes	Mach 0,95	Israël

Modèle	Armement de bord	Capacité d'emport en armement	Vitesse maxi	Utilisateurs
Mirage IIIC	2 canons de 30 mm *(125 obus chacun)* 1 missile à guidage radar R-530 et 2 missiles à gui-dage infrarouge Sidewinder	2 tonnes	Mach 2,2	Israël, Liban
Hunter	4 canons de 30 mm *(150 obus chacun)*	1 tonne	Mach 1	Irak, Jordanie, Liban
MiG-15	2 canons de 23 mm *(100 obus chacun)* 1 canon de 37 mm *(50 obus)*	–	Mach 0,95	Égypte, Syrie
MiG-17F	3 canons de 23 mm *(100 obus chacun)*	550 kg	Mach 1	Égypte, Irak, Syrie
MiG-19	3 canons de 30 mm *(70 obus chacun)*	–	Mach 1,3	Égypte, Irak, Syrie
MiG-21FL	2 missiles à gui-dage infra-rouge	500 kg	Mach 2	Égypte, Irak,

	Atoll			Syrie
MiG-21MF	1 canon bitubes de 23 mm *(200 obus)* 2 missiles à guidage infra-rouge Atoll	1 tonne	Mach 2	Égypte, Irak, Syrie
Su-7	2 canons de 30 mm *(70 obus chacun)*	1,5 tonne	Mach 1,6	Égypte
Il-28	4 canons de 23 mm en tourelles	3 tonnes	Mach 0,8	Égypte, Irak, Syrie
Tu-16	7 canons de 23 mm en tourelles	9 tonnes	Mach 0,9	Égypte, Irak

NB : Dans la nomenclature israélienne, les Fouga-Magister sont appelés *Tzukit*, les SMB-2 *Saar* et les Mirage III *Shahak*. Les paniers de 8 ou 16 roquettes de 57 mm constituent l'armement d'appoint standard des avions de combat soviétiques mis en œuvre par les forces aériennes arabes.

ANNEXE 5

Les pertes

Bilan des pertes globales

	Égypte	Jordanie	Syrie	Irak/ Liban	Total arabe	Israël
Pertes humaines						
Morts & disparus	5 à 10 000	700	450	10	**entre 6 000 et 11000 +**	**+ 800**
Blessés	15 000	1 450	700	-	**17 000**	**+ 2 500**
Capturés	5 000	550	570	-	**6120**	**15**
Pertes matérielles						
Aéronefs	337	30	60	24	**451**	**48**
Chars	700	179	118	-	**997**	**394***
VBTT	800	53	40	-	**893**	**500**
Pièces d'artillerie	700	62	470	-	**1232**	**40**

* 182 chars israéliens furent perdus face à l'Egypte, 112 face à la Jordanie et 100 face à la Syrie.

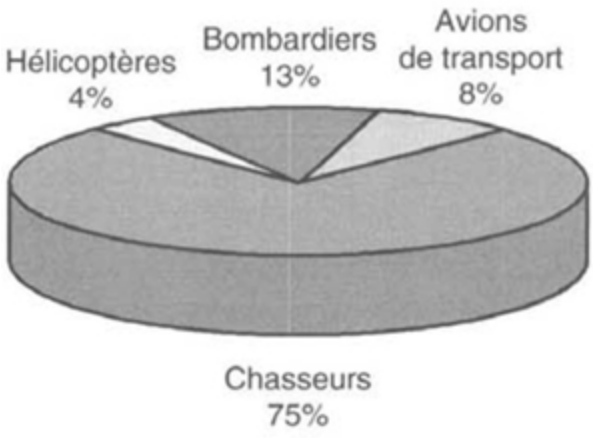
Les pertes aériennes arabes

	Aviation égyptienne	Aviation syrienne	Aviation jordanienne	Aviation irakienne	Aviation libanaise	Total
Appareils abattus par la chasse israélienne	**43** 12 MiG-21 12 MiG-19 10 MiG-17 5 Su-7 3 Il-14 1 Il-28	**11** 9 MiG-21 2 MiG-17	**3** 3 Hunter *	**4** 1 MiG-21 3 Hunter	**1** 1 Hunter	**62**
Appareils abattus par la DCA israélienne	**3** 3 MiG-17			**1** 1 Tu-16		**4**
Appareils détruits au sol par l'aviation israélienne	**291** 90 MiG-21 68 MiG-17 30 Tu-16 25 Il-28 21 Il-14 12 MiG-19 12 MiG-15 12 Su-7 8 An-12 13 hélico.	**49** 23 MiG-21 16 MiG-17 5 MiG-15 2 Il-28 3 hélico.	**27** 17 Hunter ** 4 Dove 2 Vampire 1 C-47 3 hélico.	**18** 4 Hunter 9 MiG-21 2 MiG-17 2 Il-28 1 An-12		**385**
Total des appareils détruits	**337** 102 MiG-21 24 MiG-19 81 MiG-17 12 MiG-15 17 Su-7 30 Tu-16 27 Il-28 24 Il-14 8 An-12 13 hélico.	**60** 32 MiG-21 18 MiG-17 5 MiG-15 2 Il-28 3 hélico.	**30** 20 Hunter 2 Vampire 4 Dove 1 C-47 3 hélico.	**23** 10 MiG-21 2 MiG-17 7 Hunter 2 Il-28 1 Tu-16 1 An-12	**1** 1 Hunter	**451**

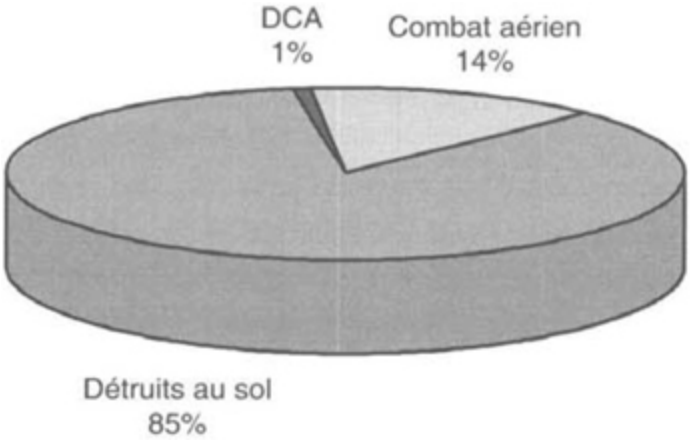
* L'un des Hunter jordanien a été abattu au-dessus de la base irakienne de H-3.

** Cinq de ces Hunter ont été détruits sur la base irakienne de H-3 sur laquelle ils avaient trouvé refuge.

La répartition des pertes arabes par type d'apparei l



L'origine des pertes aeriennes arabes



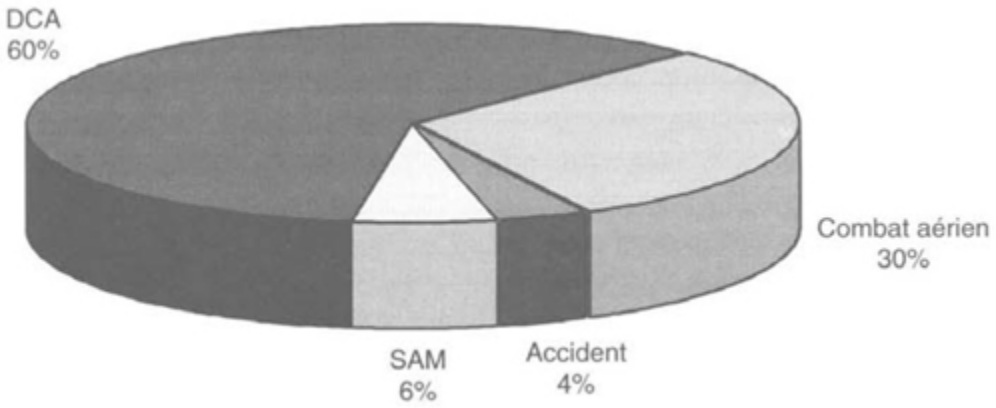
Les pertes aériennes israéliennes

Appareils abattus	Appareils gravement endommagés	Total des appareils mis hors de combat
10 Mirage III 11 Ouragan 9 SMB-2 7 Mystère IV	5 Mirage III 3 Ouragan 3 SMB-2 5 Mystère IV	15 Mirage III 14 Ouragan 12 SMB-2 12 Mystère IV

6 Fouga-Magister 4 Vautour 1 Noratlas	3 Fouga-Magister 6 Vautour	9 Fouga-Magister 10 Vautour 1 Noratlas
48	**25 ***	**73**

* Six des appareils gravement endommagés peuvent être considérés comme détruits.

L'origine des pertes aériennes israéliennes



La répartition des 14 avions israéliens abattus par la chasse arabe :

– 1 Mirage III abattu le 5 juin par un MiG-21 égyptien *(missiles Atoll)*

– 1 Mirage III détruit le 5 juin par l'explosion du Mig-21 syrien qu'il venait d'abattre

– 1 SMB-2 abattu le 5 juin par un MiG-21 égyptien *(missiles Atoll)*

– 1 SMB-2 abattu le 5 juin par un MiG-21 égyptien *(canon)*

– 1 Ouragan abattu le 5 juin par un MiG-21 égyptien *(canon)*

– 1 Ouragan abattu le 5 juin par un MiG-17 égyptien *(canon)*

– 1 Mystère IV abattu le 5 juin par un Hunter jordanien *(canon)*

– 1 SMB-2 abattu le 6 juin par un MiG-21 égyptien *(roquettes)*

– 1 Noratlas abattu le 6 juin par un MiG-19 égyptien *(canon)*

– 1 Fouga-Magister abattu le 6 juin par un MiG-17 égyptien *(canon)*
– 1 Mirage III abattu le 7 juin par un Hunter irakien *(canon)*
– 1 Vautour abattu le 7 juin le par un Hunter irakien *(canon)*
– 1 Vautour abattu 7 juin par un Hunter jordanien *(canon)*
– 1 SMB-2 abattu le 8 juin par un MiG-17 égyptien *(canon)*

ANNEXE 6

Le palmarès des pilotes de chasse israéliens ayant participé à la guerre des Six Jours

Les pilotes sont classés par nombre de victoires, puis par grade. Les victoires aériennes obtenues avant la guerre des Six Jours figurent en italique [1]

Pilote	Appartenant à l'escadron	Score total	Appareils abattus
Giora Rom (Lt)	119 [Mirage III]	**5**	2 MiG-17 égyptiens *(7/6/67)* 1 MiG-21 syrien *(5/6/67)* 2 MiG-21 égyptiens *(5/6/67)*
Ran Ronen (Maj)	119 [Mirage III]	**4**	2 MiG-19 égyptiens *(5/6/67)* *1 MiG-21 syrien (7/4/67)* *1 Hunter jordanien (13/11/66)*
Yak Nevo (Lcl)	105 [SMB-2]	**3**	*1 MiG-17 égyptien (20/12/58)* *2 MiG-15 égyptiens (31/10/56)*
Oded Sagi (Maj)	119 [Mirage III]	**3**	1 MiG-19 égyptien *(6/6/67)* 1 Su-7 égyptien *(6/6/67)* 1 Hunter jordanien *(5/6/67)*
Ezra Dotan (Maj)	117 [Mirage III]	**3**	1 Hunter iraquien *(7/6/67)* 1 MiG-17 égyptien *(5/6/67)* *1 MiG-21 syrien (7/4/67)*
Aharon Shavit (Maj)	105 [SMB-2]	**3**	1 MiG-21 égyptien *(5/6/67)* *2 Vampire égyptiens (31/10/56)*
Asher Snir (Cne)	119 [Mirage III]	**3**	2 MiG-17 égyptiens *(9/6/67)* 1 MiG-21 syrien *(5/6/67)*
Yehuda Koren (Cne)	117 [Mirage III]	**3**	1 MiG-21 iraquien *(6/6/67)* 1 Hunter iraquien *(6/6/67)* *1 MiG-21 syrien (15/8/66)*
Menahem Shmul (Lt)	119 [Mirage III]	**3**	1 Mig-21 égyptien *(8/6/67)* 1 MiG-19 égyptien (8/6/67) 1 Il-28 égyptien *(5/6/67)*
Amnon Arad (Cne)	117 [Mirage III]	**2**	2 MiG-17 syriens *(5/6/67)*

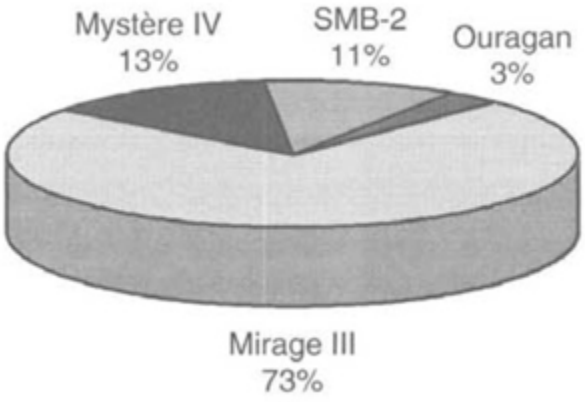
Pilote	Appartenant à l'escadron	Score total	Appareils abattus
Ehud Henkin (Cne)	117 [Mirage III]	**2**	2 MiG-21 syriens *(9/6/67 et 5/6/67)*
Uri Ye'ari (Cne)	101 [Mirage III]	**2**	2 MiG-21 égyptiens *(7/6/67 et 6/6/67)*
Avraham Shalmon (Cne)	119 [Mirage III]	**2**	2 MiG-19 égyptiens *(8/6/67)*
Ilan Ron (Cne)	105 [SMB-2]	**2**	1 MiG-17 égyptien *(5/6/67)* *1 MiG-17 égyptien (28/4/61)*
Michael Haber (Cne)	101 [Mirage III]	**2**	*2 MiG-19 égyptiens (29/11/66)*
Shaï Egozi (Cne)	105 [SMB-2]	**2**	*2 Vampire égyptiens (31/10/56)*
Arlozor Lev (Lcl)	101 [Mirage III]	**1**	1 MiG-17 égyptien *(8/6/67)*
Dan Sever (Maj)	101 [Mirage III]	**1**	1 MiG-21 égyptien *(5/6/67)*
Oded Marom (Maj)	101 [Mirage III]	**1**	1 MiG-19 égyptien *(6/6/67)*
Giora Forman (Maj)	101 [Mirage III]	**1**	1 MiG-21 égyptien *(7/6/67)*
Amos Amir (Maj)	101 [Mirage III]	**1**	1 MiG-19 égyptien *(9/6/67)*
Uri Aven-Nir (Cne)	117 [Mirage III]	**1**	1 Hunter libanais *(5/6/67)*
Uri Dekel (Cne)	117 [Mirage III]	**1**	1 MiG-21 syrien *(5/6/67)*
Gideon Dror (Cne)	117 [Mirage III]	**1**	1 Hunter iraquien *(7/6/67)*
Itzhak Barzilaï (Cne)	101 [Mirage III]	**1**	1 Su-7 égyptien *(6/6/67)*
Eithan Carmi (Cne)	119 [Mirage III]	**1**	1 MiG-21 égyptien *(5/6/67)*
Reuven Rozen (Cne)	119 [Mirage III]	**1**	1 MiG-17 égyptien *(8/6/67)*
Asaf Ben-Nun (Cne)	109 [Mystère IV]	**1**	1 MiG-17 égyptien *(5/6/67)*
David Yariv (Cne) *	113 [Ouragan]	**1**	1 MiG-21 égyptien *(5/6/67)*
Shlomo Shapira (Cne)	105 [SMB-2]	**1**	1 MiG-17 égyptien *(5/6/67)*

Pilote	Appartenant à l'escadron	Score total	Appareils abattus
Alexander Armon (Cne) *	105 [SMB-2]	**1**	1 Il-14 égyptien *(5/6/67)*
Iftach Spector (Cne)	101 [Mirage III]	**1**	*1 MiG-21 syrien (7/4/67)*
Benyamin Romach (Cne) *	101 [Mirage III]	**1**	*1 MiG-21 syrien (7/4/67)*
Abraham Lanir (Cne)	117 [Mirage III]	**1**	*1MiG-21 syrien (7/4/67)*
Avner Slepak (Cne)	101 [Mirage III]	**1**	*1 MiG-21 syrien (7/4/67)*
Yoram Agmon (Cne)[a]	101 [Mirage III]	**1**	*1 MiG-21 syrien (14/7/66)*
Yosef Tzuk (Cne)	105 [SMB-2]	**1**	*1 MiG-15 égyptien (30/10/56)*
Meir Shachar (Lt) *	117 [Mirage III]	**1**	1 MiG-21 syrien *(5/6/67)*
Giora Epstein (Lt)	101 [Mirage III]	**1**	1 Su-7 égyptien *(6/6/67)*
Arnon Levoshin (Lt)	119 [Mirage III]	**1**	1 MiG-19 égyptien *(5/6/67)*
Mario Shaked (Lt) *	109 [Mystère IV]	**1**	1 Hunter jordanien *(5/6/67)*
Yirmiyahu Keidar (Lt)	105 [SMB-2]	**1**	1 MiG-21 égyptien *(5/6/67)*
Amiram Manor (Lt) *	105 [SMB-2]	**1**	1 Il-14 égyptien *(5/6/67)*
Afeq (Lt)	119 [Mirage III]	**1**	1 MiG-19 égyptien *(6/6/67)*
Goldstein (Lt)	116 [Mystère IV]	**1**	1 MiG-17 égyptien *(5/6/67)*
Total : 82 victoires aériennes (dont 62 acquises pendant la guerre des Six Jours)			

a. Yoram Agmon fut le premier pilote israélien à obtenir une victoire sur Mirage IIICJ, le 14 juillet 1966.

* Pilotes tués pendant la guerre des Six Jours

La répartition des victoires israéliennes par type d'avion



1 Pour établir ce palmarès, l'auteur s'est fondé sur l'ouvrage d'Eliezer Cohen, *Israel's Best Defense : The First Story of the Israeli Air Force*, Orion Books, New York, 1993, de même que sur l'ouvrage de Peter Mersky, *Israeli Fighter Aces*, Specialty Press Publishers and Wholesalers, North Branch, MN (USA), 1997, mais aussi sur l'ensemble des articles réalisés par Shlomo Aloni et publiés dans les numéros 298, 311, 332-334, 336 et 346-351 de la revue *Le Fana de l'Aviation* ; il a également utilisé les témoignages et interviews de pilotes israéliens figurant dans la revue *The Israel Air Force Journal* et dans l'ouvrage de Merav Halperin et Aharon Lapidot, *G-Suit : Combat Reports from Israel's Air War,* Sphere Books, Londres, 1990. Il convient de rajouter à ce tableau 9 victoires aériennes pour lesquelles les pilotes israéliens victorieux n'ont pas été identifiés avec certitude. Ces pilotes non identifiés ont abattu : 4 MiG-21, 2 MiG-19, 2 Su-7 et 1 II-14 égyptiens.

ANNEXE 7

Documents diplomatiques

Résolution adoptée lors de la Conférence de Khartoum *(1er septembre 1967)*

1. Le sommet réaffirme l'unité des rangs arabes, l'unité d'action, sa ferme intention de liquider les séquelles de l'agression et l'attachement de tous les pays au pacte de solidarité adopté lors du troisième sommet tenu à Casablanca.

2. Le sommet décide de multiplier les efforts en vue d'effacer les traces de l'agression et proclame que les territoires occupés sont arabes et que la tâche de les récupérer incombe à tous les pays arabes.

3. Les rois et chefs d'État sont d'accord pour unifier leurs efforts sur le plan politique international et diplomatique afin d'effacer les traces de l'agression et d'obtenir le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés après le 5 juin 1967. Cette double action sera entreprise sur la base des principes reconnus par tous les États arabes et qui sont : la non-reconnaissance d'Israël, le refus de la reconnaissance de cet État et de la négociation avec lui et la réaffirmation des droits du peuple palestinien sur son pays.

4. La Conférence des ministres arabes des Finances, de l'Économie et du Pétrole avait recommandé d'utiliser l'arrêt du pompage du pétrole comme arme dans le combat. Mais le sommet, après examen de la question, estime que le pompage du pétrole peut être employé comme arme, le pétrole étant une richesse susceptible de renforcer l'économie des pays arabes qui ont subi l'agression et de leur permettre de résister à l'épreuve. Aussi la Conférence décide-t-elle la reprise du pompage du pétrole, arme qui peut être utilisée pour la réalisation des objectifs arabes. Les pays producteurs de

pétrole ont effectivement aidé les États ayant subi l'agression à résister aux conséquences de celle-ci.

5. Les participants à la Conférence approuvent le projet présenté par le Koweït prévoyant l'institution d'une caisse de développement économique et social arabe, conformément à la recommandation faite par la Conférence des ministres « économiques » de Bagdad.

6. Le sommet insiste sur la nécessité de prendre des mesures permettant le renforcement du potentiel militaire afin de faire face aux nécessités de l'heure.

7. Le sommet décide de hâter la liquidation des bases étrangères dans le monde arabe. *(NDLA : allusion aux bases égyptiennes au Yémen).*

Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies *(22 novembre 1967)*

Le Conseil de sécurité,

Exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient,

Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité,

Soulignant en outre que tous les États membres, en acceptant la Charte des Nations unies, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'article 2 de la Charte,

1. Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

A] Retrait des forces armées israéliennes *de/des* territoires occupés lors du récent conflit *(withdrawal of Israel armed forces from territories occupied in the recent conflict) ;*

B] Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de

leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force.

2. Affirme en outre la nécessité :

A] De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;

B] De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ;

C] De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées.

3. Prie le Secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les États intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément aux dispositions et aux principes de la présente Résolution.

4. Prie le Secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

La ville d'édition des ouvrages n'est indiquée que lorsqu'il ne s'agit pas de Paris. La langue n'est précisée que lorsqu'il ne s'agit ni de la langue française, ni de la langue anglaise.

Articles, ouvrages et rapport

ABDELSATTAR Alttawila, *La guerre des six heures,* Al Hayia al'ama lil kitab, Le Caire, 1975. (en langue arabe)

ABU LUGHOD Ibrahim, *The Arab-Israeli Confrontation of June 1967, an Arab Perspective,* Arab Information Center Press, New York, 1968.

ABU NIDHAL, *La bataille du 5 juin 1967 : lutte armée arabe et impérialisme,* collection Théorie et stratégie, L'Herne, 1970, 194 p.

ALLON Yigal, *Shield of David, the Story of Israel's Defence Forces,* Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1970, 270 p ; *The Making of Israel's Army,* Sphere Books, Londres, 1971, 272 p.

ALONI Shlomo, « Les deux guerres des Ouragan en Israël », *Le Fana de l'aviation* n° 298, août 1994 ; « Mystère IV israéliens contre MiG », *Le Fana de l'Aviation* n° 311, octobre 1995 ; « Les Vautour en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 332 à 334, juillet à septembre 1997 ; « Super Mystère SMB-2 en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 336, novembre 1997 ; « L'épopée du Mirage III en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 346 à 352, septembre 1998 à mars 1999 ; « Les Super Frelon israéliens », *Le Fana de l'Aviation* n° 370, septembre 2000 ; « La courte guerre du Fouga Magister », *Le Fana de l'Aviation* n° 375, février 2001 ; « Les Noratlas en Israël », *Le Fana de l'Aviation* n° 404, juillet 2003.

ARON Raymond, *De Gaulle, Israël et les juifs,* Pion, 1968.

ARONSON Shlomo, *Israel's Nuclear Programme, the Six-Day War and its Ramifications*, King's College, Mediterranean Studies, Londres, 1999, 87 p.

AYALON Avraham, « The Six Day War », *Revue internationale d'histoire militaire* n° 42, Israel Press Ltd, Tel-Aviv, 1979, p. 126-147.

BALL Ray, *Camouflage and Markings of the Israeli Air Force*, deux volumes de 92 p, Scale Aircraft Monographs, Luton (Royaume-Uni), 2000.

BAR-ON Mordéchaï (sous la direction de), *The Six Day War,* IDF Publications, Givatayim, Israel, 1968, 239 p.

BAR-SIMON-ON-TOV Yaacov, *Israel, the Superpowers and the War in the Middle East,* Praeger, New York, 1987, 313 p.

BARTOV Hanoch, *Dado (Elazar) : 48 years and 20 days*, Maariv Books, Tel Aviv, 1981.

BAR-ZOHAR Michel, *Histoire secrète de la guerre d'Israël,* Fayard, 1968, 324 p.

BARKER A.J., *Six Day War,* Ballantine Books, New York, 1974.

BEAUFRE André, « Une guerre classique moderne, la guerre israélo-arabe », *Stratégies,* juillet/août 1967, p. 7-25.

BEHBEHANI Hashim, *China's Foreign Policy in the Arab World, 1955-1975*, KPI, Londres, 1981,426 p.

BEN ELISSAR Eliahu et Zeev SCHIFF, *La guerre israélo-arabe*, Julliard, 1967, 284 p.

BEN GOURION David, *Ben Gourion parle*, Stock, 1971, 244 p.

BEN SHAUL Moshé, *Generals of Israel,* Hadar, Tel-Aviv, 1968, 303 p.

BERKMAN Ted, *Sabra, le drame humain de la guerre des Six Jours*, Stock, 1969,313 p.

BESANÇON Julien, *Bazak, la guerre d'Israël,* Le Seuil, 1967, 255 p.

BHUTANI Surendra, *Israeli-Soviet Cold War,* Prakashan, Dehli, 1975, 216 p.

BITTERLIN Lucien, *Hafez el Assad, le parcours d'un combattant*, collection Les Arabes, éditions du Jaguar, 1986, 287 p.

BLACK Ian and Benny MORRIS, *Israel's Secret Wars,* Weidenfeld, Londres, 1991, 603 p.

BLANCHARD Allan, « The Six Day War », *Army,* Londres, août 1967, p. 24-33.

BLENEAU J.-L., « Histoire de l'aviation militaire israélienne », *Le moniteur de l'aéronautique,* mars à mai 1981.

BOMBEAU Bernard et Jeanne DUTERTRE, « La guerre aérienne des Six Jours », *Mach 1,* n° 106, éditions Adas, 1981, p. 2077-2080.

BREGMAN Aaron, *Israel's Wars : A History since 1947,* Roudedge, Londres, 2002, 272 p.

BULL Odd, *War and Peace in the Middle East : the Experience and Views of a UN Observer,* Leo Cooper, Londres, 1973.

BURTT John, « Organized Chaos, IDF doctrine and tactics », *Strategy and Tactics* n° 168, mai 1994, p. 12-21.

BYFORD-JONES W, The Lightning War, Bobbs-Merrill Inc., Indianapolis, 1967.

CAROZ Yaacov, *Moukhabarat, les services secrets arabes,* Stanké, 1978, 348 p.

CARRÈRE D'ENCAUSSE Hélène, *La politique soviétique au Moyen-Orient, 19551975,* Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1975, 388 p.

CHEVALLIER Dominique, *Les Arabes, du message à l'Histoire,* Fayard, 1995, 650 p (avec André Miquel) ; *Les Arabes, l'Islam et l'Europe,* Flammarion, 1991, 230 p ; *Renouvellement du monde arabe : pensées politiques et confrontations internationales,* Armand Colin, 1987, 229 p.

CHURCHILL Randolph et Winston, *Victoire dans le désert,* Gallimard, 1968, 314 p.

CICR (Comité du*), Activités du CICR en Israël et dans les territoires occupés pour la période 1967-1998,* publications du CICR, Genève, 1998.

COHEN Avner, *Israel and the Bomb,* Columbia University Press, New York, 1998, 470 p.

COHEN Eliezer, *Israel's Best Defense : the First Full Story of the IAF,* Orion Books, New York, 1993, 503 p.

CORM Georges, *Le Proche-Orient éclaté,* Gallimard, Folio Histoire, 1991.

COUBARD Jacques, *La guerre des Six Jours,* Editions sociales, 1973, 153 p.

CRISCUOLO Josiane, *Armée, Nation, Défense et développement dans les discours du colonel Nasser,* thèse de doctorat d'histoire sous la direction du professeur émérite A. Martel, université Montpellier III, décembre 1984.

CRISTOL Jay, *The Liberty Incident,* Brassey's, New York, 2002, 295 p.

CROSBIE Sylvia, *A Tacit Alliance : France and Israel from Suez to the Six-Day War,* Princeton University Press, Princeton (USA), 1974, 280 p.

CUAU Yves, *Israël attaque - 5 juin 1967*, Robert Laffont, 1968, 345 p.

DAN Uri, *Mirage contre MiG,* Robert Laffont, 1967, 181 p.

DAWSON J., « The Air War in the Middle East », *Air Force and Space Digest,* New York, août 1967, p. 26-29.

DAY Robert, *The Arab-Israeli Conflict of June 1967 : A Limited War,* Mémoire de fin de stage, US Army War College, 1973.

DAYAN David, *Strike First : A Battle History of the Six-Day War,* Putnam, New York, 1967, 292 p.

DAYAN Moshé, *Histoire de ma vie,* Fayard, 1976, 616 p.

DAUAN Yaël, *Lieutenant au Sinaï, journal d'une guerre de Six Jours,* Robert Laffont, 1967, 205 p.

DEACON Richard, *The Israeli Secret Service*, Sphere Books, Londres, 1979,356 p.

DE POLI Nicolas, *USS Liberty,* Mémoire de DEA sous la direction du professeur Vaïsse, CEHD, Vincennes, 1999, 205 p.

DOR Amos, *The Mirage III C Shahak,* The IAF Aircraft Series, Adgrafica, Milan, 1999, 32 p

DUNCAN Andrew and Michel OPATOWSKI, *War in the Holy Land,* Sutton Publishing, Stroud, Gloucestershire (Royaume-Uni), 1998, 212 p.

DUPUY Trevor, *Elusive Victory, the Arab-Israeli Wars 1947-1974,* Kendall/Hunt Publishing, Dubuque, Iowa (USA), 1992, 669 p.

EBAN Abba, *Autobiographie,* Buchet-Chastel, 1979,476 p.

EL-EDROOS Syed Ali, *The Hashemite Arab Army 1908-1979*, Publishing Committee, Amman, Jordanie, 1980, 788 p.

ENCEL Frédéric, *Le Moyen-Orient entre guerre et paix : une géopolitique du Golan*, Flammarion, 1999, 240 p ; *Géopolitique de Jérusalem* , Flammarion, 1998, 286 p.

ENDERLIN Charles, *Paix ou guerres, les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1997*, Stock, 1999, 732 p.

ENNES James, *Assault on the Liberty*, Random House, New York, 1980.

ESHEL David, *Chariots of the Desert, the Story of the Israeli Armoured Corps*, Brassey's, Londres, 1989, 202 p.

FARRIS Karl, *Growth and Change in the Israeli Defense Forces through Six Wars*, Mémoire de fin de stage, US Army War College, 1987.

FAWZI Mohamed, *La guerre de trois années*, l^re^ partie, Dar Al Mostaqbal Al Arabi, Le Caire, 1989. (en langue arabe)

FREMEAUX Jacques, *Le monde arabe et la sécurité de la France depuis 1958*, PUF, 1995, 328 p.

GAD Mohamed el Sayed, *Les relations franco-égyptiennes et le conflit israélo-arabe de 1956 à 1970*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction du professeur J. Frémeaux, université de Nice Sophia-Antipolis, décembre 1999.

GAL Reuven, A *Portrait of the Israeli Soldier*, Greenwood Press, New York, 1986,273 p.

GANTZ A. Harding, « Abou Ageila », *Armor*, juillet-août 1974.

GILBERT Martin, *The Arab-Israeli Conflict, its History in Maps*, J.-M. Dent, Orion Publishing Group, Londres, 1993, 146 p.

GORDON Haim (sous la direction de), *Looking Back at the June 1967 War*, Praeger, Westport, Connecticut (États-Unis), 1999, 203 p.

GRESH Alain, *OLP : Histoire et stratégies*, Spag-Papyrus, 1983, 293 p ; (avec Dominique Vidal) *Les cents portes du Proche-Orient*, éditions Autrement, 1992, 335 p.

HARDAR Moshe and Yehuda ofer, *Heyl Ha'Avir, The Israeli Air Force*, Ministry of defense Publishing House, Tel-Aviv, 1970, 240 p.

HADAWI Sami, *Le conflit israélo-arabe, causes et effets*, CUJAS, 1967, 87 p.

HELEVY Ilan, *Sous Israël, la Palestine,* Le Sycomore, 1978, 248 p.

HALLIDAY Fred, *L'URSS et le monde arabe,* Le Sycomore, 1982, 120 p.

HALPERIN Merav and Aharon LAPIDOT, *G-Suit - Combat Reports from Israel's Air War,* Sphere Books, Londres, 1990, 203 p.

HAMMEL Eric, *Six Days in June : How Israel won the 1967Arab-Israeli War,* Scribeners, New York, 1992,452 p.

HAZAN Pierre, *La guerre des Six Jours - La victoire empoisonnée,* éditions Complexe, Bruxelles, 1989, 183 p.

HEIKAL Mohammed, *La guerre de trente ans, 1967 : l'explosion,* Centre Al-Arham, Le Caire, 1990, 1 089 p. (en langue arabe) ; *The Cairo Documents*, Doubleday, New York, 1973.

HERSH Seymour, *The Samson Option : Israel, America and the Bomb,* Random House, New York, 1991, 356 p.

HERZOG Chaim, *The Arab-Israeli Wars*, Arms and Armour Press, Londres, 1984, 403 p.

HOUNAM Peter, *Operation Cyanide : Why the bombing of the USS Liberty nearly caused World War III,* Vision - Satin Publications Ltd, Londres, 2003, 289 p.

HUSSEIN IBN TALAL de Jordanie : *Ma guerre avec Israel,* Albin Michel, 1968, 221 p.

KAKISH Bassam Eid, *The Jordanian Military Institution 1946-1967,* Publication officielle, Amman, 1998, 295 p. (en langue arabe)

KATZ Samuel, *Israeli Special Forces*, Motorbooks International Publishers, Osceola (États-Unis), 1993, 128 p ; *Soldier Spies : Israeli Military Intelligence,* Presidio, Novato (États-Unis), 1992,389 p ; *Guards without Frontiers, Israel's War against Terrorism,* Arms and Armour Press, 1990, 221 p.

KIMCHE David et Dan BAWLEY , *The Sandstorm, the Arab-Israeli War of June 1967 : Prelude and Aftermath*, Secker and Warburg, Londres, 1968, 319 p ; *Israël face aux Arabes,* Cercle européen du livre (CEL), Les grandes heures de l'Histoire, 1969, 318 p

KOSUT Hal, *Israel and the Arabs, the June 1967 War,* Clio Press, Oxford, 1974, 216 p.

KOTSCH W., « The Six Day War of 1967 », *Proceedings*, US Naval Institute Press, juin 1968, p. 72-81.

LACOUTURE Jean, *Nasser*, Le Seuil, 1971.

LAFFIN John, *The Israeli Army in the MiddleEast Wars 1948-1973*, collection Men at Arms n° 127, Osprey, Londres, 1982,40 p ; *Arab Armies of the Middle East Wars 1948-1973*, collection Men at Arms n° 128, Osprey, Londres, 1982, 40 p.

LAQUEUR Walter, *The Road to War 1967*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1968, 358 p.

LARTÉGUY Jean, *Les murailles d'Israël, les secrets de l'armée la plus secrète du monde*, Press-Pocket, 1968, 317 p.

LAURENS Henry, *Paix et guerre au Moyen-Orient : L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Armand Colin, 1999, 560 p.

LE MIRE Henri, *Tsahal - Histoire de l'armée d'Israël*, Pion, 1986, 331 p.

LE PEILLET Pierre, *Les bérets bleus de l'ONU à travers 40 ans de conflit israélo-arabe*, France-Empire, 1988, 806 p.

LIDDELL HART Basil (Sir), « Strategy of a War », *Military Review*, Londres, novembre 1968, p. 80-85.

LORCH Netanel, « A comparative History of the Arab-Israeli Conflict », *Revue internationale d'histoire militaire* n° 42, Israel Press Ltd, Tel-Aviv, 1979, p. 148-162.

LUTTWAK Edward and Dan Horowitz, *The Israeli Army*, Allen Lane, Londres, 1975,461 p.

MARSHALL S., *Swift Sword : The Historiacl Record of Israel's Victory, June 1967*, American Heritage, New York, 1967.

MARTEL André, *La Libye*, PUF, collection « relations internationales », 1991, 254 p.

MCNAMARA Robert, *In Retrospect*, Time Books, New York, 1995.

MEIR Golda, *Ma vie*, Robert Laffont, 1975,488 p.

MENZEL Sewall, « Tsahal Blitzkrieg », *Armor*, novembre-décembre 1968.

MERCILLON Patrick, *Ismaël-Israël - Cent ans de guerre pour la terre sainte*, EPA, 1979, 503 p.

MERSKY Peter, *Israeli Fighter Aces : The Definitive History,* Specialty Press Publishers and Wholesalers, North Branch, MN (États-Unis), 1997, 128 p.

MORRIS Benny, *Victimes : histoire revisitée du conflit arabo-sioniste,* éditions Complexe, Bruxelles, 852 p.

MOSKIN Robert, *Among Lions : the Battle for Jerusalem, June 5-7, 1967,* Arbor House, New York, 1982,401 p.

MUTAWI Samir, *Jordan in the 1967 War,* Cambridge Middle East Library, Cambridge University Press, 1987, 228 p.

NARKISS Ouzi, *La bataille pour Jérusalem,* Hachette, 1978, 351 p.

NEFF Donald, *Warriors for Jerusalem : The Six Days that changed the Middle East,* Simon and Schuster, New York, 1984.

NICOLLE David et Lon NORDEEN, *Phoenix over the Nile, A History of Egyptian Air Power 1932-1994,* Smithsonian Institute, Washington, 1996,413 p.

NORDEEN Lon, « Air Warfare in the Middle East », *Air Forces Monthly,* avril 1999, p. 46-50.

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES n° 4791, *Le conflit israélo-arabe de 1945 à 1973* , Institut français de polémologie, La documentation française, 1985-16, 143 p.

O'BALLANCE Edgar, *The Third Arab-Israeli War,* Faber and Faber, Londres, 1972, 288 p.

O'BRIEN P., « The Six Day War of 1967 », *Proceedings,* US Naval Institute Press, septembre 1968, p. 113-114.

OREN Michael, *Six Days of War : June 1967 and the Making of the Modern Middle East,* Oxford University Press, Oxford, 2002,446 p.

PARKER Richard, *The Six Day War : A Retrospective,* University Press of Florida, Gainesville (USA), 1996.

PEAN Pierre, *Les Deux Bombes,* Fayard, 2e édition, 1991, 201 p.

PEARSON Anthony, *Conspiracy of Silence : the Attack on the USS Liberty,* Quartet Books, Londres, 1978.

PELED Benyamin, « IDF Air Force », *Revue internationale d'histoire militaire* n° 42, Israel Press Ltd, Tel-Aviv, 1979, p. 181-188.

PERES Shimon, *David et sa fronde*, Stock, 1971, 349 p ; *Battling for Peace : Memoirs*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1995.

PERKINS D., *Organization of the Israeli Army Reserve Forces and their Mobilization in the Six Day War,* US Army War College Publications, Carlisle Barracks (USA), 1972.

PETIT Jean-Jacques, «Etoile de David et aéronefs français», *Air fan* n° 131, Fanavia, octobre 1989, p. 36-39.

POLMAR Norman, *Chronology of the Cold War et Sea : 1945-1991,* Naval Institure Press, Annaplois, Maryland (USA), 1998, 241 p.

PRETAT Samuel et René-Jean francillon, « La Force aérienne israélienne », *Air Fan Hors série,* éditions Fanavia, décembre 2000, 66 p.

PRY Peter, *Israel's Nuclear Arsenal*, Croom Helm, Londres, 1984, 150 p.

RABIN Ytzakh, *Rabin Memoirs,* Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1979, 272 p.

RAPPORT DU MINISTERE EGYPTIEN DE LA DEFENSE, *La troisième ronde israélo-arabe (été 1967)1 Algawla Alarabia-Alisraëlia al Thalethah*, Centre Al Arham d'études stratégiques, Le Caire, 1968. (en langue arabe)

RAZOUX Pierre, *La guerre israélo-arabe d'octobre 1973 : une nouvelle donne militaire au Proche-Orient*, Économica, collection « Campagnes et stratégies », 1999, 393 p ; « De Karameh à Septembre Noir : grandeur et déclin de la résistance palestinienne », *Les Cahiers de Mars* n° 167, revue des anciens stagiaires de l'Ecole de guerre et du CID, novembre 2000, p. 187-194 ; « L'Affaire des vedettes de Cherbourg : pourquoi Paris a laissé faire ? » *Historia* n° 647, Tallandier, novembre 2000 ; « Le renseignement israélien pendant la guerre des Six Jours », *Renseignement et opérations spéciales* n° 6, L'Harmattan, décembre 2000, p. 107-129 ; « L'armée israélienne face au combat urbain », *Revue Militaire Suisse*, EMPA, Porrentruy (Suisse), août 2001, p. 26-30 ; « La guerre des Six Jours : les pilotes arabes témoignent », *Le Fana de l'Aviation* n° 401-404, éditions Larivière, avril-juillet 2003 ; « L'USS *Liberty* dans la ligne de mire d'Israël », *Historia* n° 676, Tallandier, avril 2003 ; « Les forces spéciales israéliennes : évolution du concept et des missions », *Revue Militaire Suisse*, EMPA, Porrentruy (Suisse), août-septembre et octobre 2003.

RIKHYE Indar, *The Sinai Blunder : Withdrawal of the UN Force leading to the Six-Day War,* Frank Cass, Londres, 1980, 240 p.

ROLBANT Samuel, *The Israeli Soldier : Profile of an Army,* Thomas Yosseloff, New York, 1970, 353 p.

ROTH Stephen, *The Impact of the Six-Day War,* MacMillan, Londres, 1988,316 p.

ROTHENBERG Gunter, *The Anatomy of the Israeli Army,* Batsford, Londres, 1979, 256 p.

ROULEAU Eric, Jean-François HELD et Jean lacouture, *Israël et les Arabes, le troisième combat,* Le Seuil, 1967, 187 p.

SADATE Anouar el, *A la recherche d'une identité*, Fayard, 1978,491 p.

SALLAH EDDINE AL HADIDI (maréchal), *Témoin sur la guerre de 1967*, Madbouli, Le Caire, 1974. (en langue arabe)

SAMO Elias, *The June 1967 Arab-Israeli War : Miscalculation or Conspiracy ?* Medina University Press, Wilmette, Illinois (USA), 1971.

SCHIFF Zeev, *A History of the Israeli Army 1870-1974,* Simon and Schuster, New York, 1974, 377 p.

SEALE Patrick, *Assad of Syria,* IB Tauris, Londres, 1988, 552 p.

SEGUEV Samuel, *La guerre des Six Jours,* Calmann-Lévy, 1967, 307 p ; *Israël, les Arabes et les grandes puissances,* Calmann-Lévy, 1968, 256 p.

SELLIER André et Jean, *Atlas des peuples d'Orient,* La Découverte, 3e édition, 2002, 200 p.

SHAPIRA Avraham, *Le septième jour : Dialogues de combattants de la guerre des Six Jours*, Pion, 1972, 285 p. (publié initialement en anglais en 1970 chez André Deutsch sous le titre : *The Seventh Day,* 247 p).

SHARON Ariel, *Mémoires*, Stock, 1990, 668 p.

SHAZLI Saad el, *Un guerrier parmi les diplomates*, ENL, Alger, 1986, 225 p ; *La traversée de Suez* , SNED, Alger, 1983, 286 p.

SHOEMAKER R., « The Arab-Israeli War », *Military Review,* Londres, août 1968, p. 56-59.

SIBONY Daniel, *Proche-Orient : Psychanalyse d'un conflit*, Seuil, 2003, 305 p.

SMITH Charles, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict,* Macmillan, Londres, 1988, 308 p.

SPIEGEL Steven, *The other Arab-Israeli Conflict : Making America's Middle East Policy from Truman to Reagan,* University of Chicago Press, Chicago, 1985, 522 p.

STAFRACE Charles, *Arab Air Forces,* Squadron/signal publications n° 6066, Carrollton, Texas, 1994, 64 p.

STEVENSON William, *Strike Zion*, Bantam Books, New York, 1967, 142 p.

TAL Israel, « Israel's Defense Doctrine : Background and Dynamics », *Military Review* n° 58, Londres, mars 1978, p. 22-37.

TELEM Benyamin, « The war at sea during the Arab-Israeli Wars », *Revue internationale d'histoire militaire* n° 42, Israel Press Ltd, Tel-Aviv, 1979, p. 189-197.

TEVETH Shabtai, *Hassufim Batzariach,* Schocken Books, Tel-Aviv, 1968 (en langue hébraïque) ; *The Tanks of Tammuz,* Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1968, 290 p.

VAISSE Maurice, *La Grandeur : politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969,* Fayard, 1998, 726 p.

VAN CREVELD Martin, *Tsahal - Histoire critique de la force de défense israélienne,* éditions du Rocher, L'Art de la guerre, 1998, 592 p.

VON PVKA Otto, *Armies of the Middle East*, Collins, Londres, 1979, 200 p.

WALLACH Yehouda, « The Israeli Armoured Corps in the Six Day War », *Armor Review,* mai/juin 1968, p. 34-43 ; « The Development of Israeli Armor Doctrine », *Revue internationale d'histoire militaire* n° 42, Israel Press Ltd, Tel-Aviv, 1979, p. 164-180.

WASMAN Patrick et René-François Teissedre, *Nos politiciens face au conflit israélo-arabe,* Fayard, 1969.

WEIZMEN Ezer, *On Eagles'Wings,* Macmillan, New York, 1976.

WELLER Jack, « Lessons from the Six Day War », *Military Review,* Londres, novembre 1971, p. 44-50.

WETMORE Warren, « Israeli's Air Punch Major Factor in War », *Aviation Week and Space Technology,* 3 juillet 1967, p. 18-23 ; « Israeli Mirage

Pilot Describes Mig Kills », *Aviation Week and Space Technology,* 17 juillet 1967, p. 76-85 ; « Israeli Airlines Mobilized for Mid East War », *Aviation Week and Space Technology,* 31 juillet 1967, p. 26-28.

WILIIAMS Louis, *Israeli Defense Forces : a People's Army,* Ministry of Defense Publishing House, Tel-Aviv, 1989, 371 p.

WILSON Harold, *The Chariot of Israel : Britain, America and the State of Israel,* Weidenfeld and Nicolson, New York, 1981.

YOST Charles, « The Arab-Israeli War, how it Began ». *Foreign Affairs,* Londres, janvier 1968, p. 304-320.

YOUNG Peter, « The Arab-Israeli War of 1967 », *Journal of the Royal United Services Institute for Defense Studies,* Londres, novembre 1967, p. 324-339 ; *The Arab Legion,* collection Men at Arms n° 33, Osprey, Londres, 1972,40 p.

ZALOGA Steven, *Tank Battles of the Mid-East Wars,* deux volumes de 72 p, Concord Publications, Hong Kong, 1996.

ZORGBIBE Charles, *Histoire des relations internationales de 1962 à nos jours,* collection Pluriel, Hachette, 1995,466 p.

The Story of the Pakistan Air Force (publication officielle), Shaheen Foundation, Islamabad, Pakistan, 1988, 719 p.

Documents audiovisuels

La guerre des Six Jours, documentaire, collection Guerre en temps de paix n° 7, ITN-Providéo, Hachette Vidéo, 1992, durée : 36 minutes.

La guerre des Six Jours, documentaire, l'Histoire en vidéo, Time Home TV-IFS, 1994, durée : 1 heure et 35 minutes.

Tsahal, recueil de témoignages filmés par Claude LANZMANN, 1994, durée : 5 heures.

Israël et les Arabes : la guerre de cinquante ans, documentaire de Norma Percy, Arte Vidéo, 1998, durée : 5 heures.

Sites Internet

La liste ci-dessous, bien que non exhaustive, recense les principales adresses Internet qui permettent d'effectuer directement des recherches sur le sujet.

www.loc.gov (site officiel de la bibliothèque du Congrès, Washington) ;

www.fas.org (site de la fédération des chercheurs scientifiques américains - portail donnant accès à de nombreux domaine de la recherche stratégique) ;

www.nsa.gov (site officiel américain de la National Security Agency) ;

www.isn.ethz.ch (site helvétique du Centre pour la recherche sur les conflits et les études de sécurité de Genève - portail donnant accès à l'ensemble des centres de recherches et d'études stratégiques recensés dans le monde) ;

www.net4war.com (portail français donnant accès à un nombre très important de sites spécialisés dans la recherche concernant l'histoire militaire, la stratégie et les questions de défense) ;

www.stratisc.org (site français rattaché à l'Institut de stratégies comparées et à la commission française d'histoire militaire) ;

www.mmc.gov.eg (site officiel des forces armées égyptiennes) ;

www.idf.il (site officiel des forces de défense israéliennes) ;

www.lebarmy.gov.lb (site officiel des forces armées libanaises) ;

www.kinghussein.gov.jo/government5.html (site officiel des forces armées jordaniennes) ;

www.tau.ac.il/jcss (site rattaché au *Jaffee Center for Strategic Studies* de l'université de Tel Aviv, spécialisé dans les questions stratégiques du Proche-Orient) ;

www.ict.org.il (site officiel israélien concernant le domaine du contre-terrorisme, rattaché à *l'International Policy Institute for Counter-Terrorism* de Jérusalem) ;

www.ipcri.org (site palestinien de recherches sur le processus de paix, rattaché à *l'Israel/Palestine Center for Research and Information) ;*

www.ahram.org.eg (site égyptien du Centre de recherches stratégiques *Al Arham* du Caire) ;

www.biu.ac.il/SOC/besa (site israélien spécialisé dans les questions liées au processus de paix au Proche-Orient, rattaché au *Begin-Sadat Center for*

Strategic Studies de l'université Bar-Ilan de Jérusalem) ;

www.csis.org/mideast/online.html (site américain de recherches sur le Moyen-Orient rattaché au *Center for Strategic and International Studies* de Washington) ;

www.columbia.edu/cu/libraries/indiv/area/middleEast (site américain de recherches sur le Moyen-Orient dépendant de la *Columbia University* de Washington).

Simulations historiques

NDLA : Il m'a semblé intéressant de recenser les jeux de simulation historiques (wargames) traitant du sujet, car ceux-ci reflètent autant les recherches historiques de leurs concepteurs que la réflexion, à un moment donné, d'universitaires travaillant en synergie avec l'institution militaire.

Sinai, Simulations Publications Incorporation (SPI), USA, 1973, niveau opérationnel (bataillon/brigade) ; *thème* : la guerre des Six Jours dans ses aspect aéroterrestres.

The Arab-Israeli Wars, Avalon Hill Game Company, USA, 1977, niveau tactique (section/escouade) ; *thème* : les combats de blindés durant la guerre des Six Jours.

Modem Battles II, the Battle of Jerusalem, SPI, USA, 1977, niveau tactique (compagnie) ; *thème* : la bataille pour le contrôle de Jérusalem durant la guerre des Six Jours.

IDF, Avalon Hill Game Company, USA, 1993, niveau tactique (section et peloton) ; *thème* : les combats de blindés durant la guerre des Six Jours.

CARTOGRAPHIE

1 - Le Proche-Orient à la veille de la guerre de juin 1967
2 - Le déploiement des « Casques bleus » de l'ONU dans le Sinaï
3 - Les forces en présence dans le Sinaï
4 - Les forces en présence en Cisjordanie
5 - Les forces en présence sur le Golan
6- L'offensive aérienne israélienne
7 - La percée des généraux Tal et Yoffé (5-6 juin 1967)
8 - La conquête de la Bande de Gaza (5-7 juin 1967)
9 - La bataille d'Abou Ageïla (5-6 juin 1967)
10 - L'expansion israélienne dans le Sinaï au soir du 6 juin 1967.
11 - La bataille des cols du Sinaï
12 - Course-poursuite à travers le Sinaï (7-8 juin 1967)
13 - La situation tactique autour de Jérusalem (5 juin 1967)
14 - Percée israélienne vers Ramallah (5-6 juin 1967)
15 - L'encerclement de Jérusalem (6 juin 1967)
16 - La capture de la Vieille Ville (7 juin 1967)
17 - La progression israélienne en Samarie (5-6 juin 1967)
18 - Les batailles de Kabatya et Zababida (6-7 juin 1967)
19 - La conquête de la Cisjordanie (7 juin 1967)
20 - La bataille du Golan : l^{re} phase (9 juin 1967)
21 - La bataille du Golan : 2e phase (10 juin 1967)
22 - Les opérations navales
23 - L'attaque de l'USS Liberty (8 juin 1967)
24 - Les territoires conquis par Israël

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS
PRÉFACE
AVANT-PROPOS À LA 2e ÉDITION
PROLOGUE

CHAPITRE 1 - **L'engrenage**
- Le programme nucléaire israélien
- Les États-Unis choisissent Israël
- La tension monte
- La guerre se profile
- Une entente secrète entre Israël et les États-Unis
- Menace de putsch en Israël
- Le compte à rebours

CHAPITRE 2 - **Les forces en présence**
- Des armées radicalement différentes
  - Les Arabes privilégient la masse
  - Les Israéliens misent sur la qualité
- Un rapport de forces favorable aux Arabes dans le domaine terrestre
- Un rapport de forces plus équilibré dans le domaine aérien
- Les Israéliens condamnés à mener une guerre éclair

CHAPITRE 3 - **Les opérations aériennes**
- L'opération « *Moked* »

Dans l'œil du cyclone
Le déclenchement de l'offensive aérienne (5 juin)
La première vague à l'assaut des bases égyptiennes
Les « Mirage » entrent en scène
Les « Mystère » emboîtent le pas
Les « Vautour » frappent en profondeur
Les « Ouragan » ferment le bal
La deuxième vague enfonce le clou
Les troisième et quatrième vagues achèvent le travail
Les deux jours suivants (6-7 juin)
Les trois derniers jours (8-10 juin)
Dernières missions au-dessus du Golan
Un bilan sans appel

CHAPITRE 4 - **Blitzkrieg dans le Sinaï**
La percée du général Tal
La conquête de la bande de Gaza
Le général Sharon s'empare du verrou d'Abou Ageïla
Le général Yoffé slalome au milieu du désert
Le maréchal Amer ordonne la retraite
La poursuite s'engage
La prise de Sharm el-Sheikh
Carnage au col de Mitla
L'échec d'une contre-attaque égyptienne
Le général Shazli s'échappe de la nasse
Les Israéliens atteignent le Canal
Le cessez-le-feu et le retour des bérets bleus

CHAPITRE 5 - **La conquête de la Cisjordanie**
Une position ambiguë
Casus belli

Cafouillage du côté jordanien
Percée israélienne en direction de Ramallah
L'encerclement de Jérusalem
Les Jordaniens pris au piège
La prise de la Vieille Ville par les paras israéliens
Les opérations militaires sur le front de la Samarie
La bataille de Jénine
Les batailles de Kabatya et Zababida
La prise de Naplouse
Les Israéliens atteignent les ponts du Jourdain
Vae Victis

CHAPITRE 6 - **À l'assaut du Golan**
Le front diplomatique
Une décision politique lourde de conséquences
Le général Elazar saisit sa chance
La difficile progression du général Laner
La coûteuse bataille de Tel Fahar
Ultimes manœuvres diplomatiques
La percée finale
Le retour des bérets bleus

CHAPITRE 7 - **Les opérations navales**
Un rapport de forces très favorable à la marine égyptienne
Les préparatifs israéliens
De multiples accrochages en Méditerranée
La conquête de Sharm el-Sheikh
L'incident du *Liberty*
Bilan et enseignements

CHAPITRE 8 - **Le dessous des cartes**

Un bilan éloquent
Des réactions contradictoires sur la scène internationale
Une nouvelle donne au Proche-Orient
Retour sur l'affaire du *Liberty*
Le Front du refus et la Résolution
Les germes de guerres futures

ÉPILOGUE

GRILLE DE LECTURE DES CARTES

ANNEXE 1 - **Chronologie**

ANNEXE 2 - **L'organisation de la défense israélienne**
La conscription
Le Gadna
Le Nahal
Les grades
Les escadrons de l'aviation israélienne

ANNEXE 3 - **Les ordres de bataille (au matin du 5 juin 1967)**
L'armée israélienne
L'armée égyptienne
L'armée jordanienne
L'armée syrienne

ANNEXE 4 - **Le matériel**
Les chars de bataille et canons d'assaut automoteurs
Les autres véhicules blindés
L'artillerie
Les hélicoptères
Les avions de combat

ANNEXE 5 - **Les pertes**

Bilan des pertes globales

Les pertes aériennes arabes

La répartition des pertes arabes par type d'apparei l

L'origine des pertes aériennes arabes

Les pertes aériennes israéliennes

L'origine des pertes aériennes israéliennes

ANNEXE **6 - Le palmarès des pilotes de chasse israéliens ayant participé à la guerre des Six Jours**

La répartition des victoires israéliennes par type d'avion

ANNEXE 7 - **Documents diplomatiques**

Résolution adoptée lors de la Conférence de Khartoum *(1er septembre 1967)*

Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies *(22 novembre 1967)*

CARTOGRAPHIE

Campagnes & Stratégies

LE JUTLAND (1916). *La plus formidable bataille navale de tous les temps,* François-Emmanuel Brézet.

YORKTOWN (1781). *La France offre l'indépendance à l'Amérique,* Raymond Bourgerie, Pierre Lesouef.

CONTRE -GUERILLA EN ESPAGNE (1808-1814). *Suchet pacifie 1'Aragon,* Jean-Louis Reynaud.

LA BATAILLE D 'ANGLETERRE (1940). *La bataille aérienne décisive de l'Histoire,* Patrick Façon.

DENAIN (1712). *Louis XIV sauve sa mise,* Gérard Lesage.

L'AMIRAL DE RUYTER AU COMBAT (1607-1676). Le *Zélandais qui fît trembler l'Angleterre,* Hubert Granier.

BULGNEVILLE (1431). *L'Etat bourguignon prend pied en Lorraine,* Bertrand Schnerb.

BEVEZIERS (1690). *La France prend la maîtrise de la Manche,* Jean Meyer.

LA CAMPAGNE DE BIRMANIE (1942-1945). *L'armée des Indes défait les Japonais,* Pierre Lesouef.

LA NOCHE TRISTE (1520). *La dernière victoire du Peuple du Soleil,* Paul Hosotte.

LE SIÈGE DE MEXICO (1521). *La mort du Cinquième Soleil,* Paul Hosotte.

MAGENTA ET SOLFERINO (1859). *Napoléon III et le rêve italien,* Raymond Bourgerie.

LA GUERRE DE VENDÉE (1793-1796), Yves Gras.

MERS EL -KEBIR (1940). *La rupture franco-britannique,* Hervé Coutau-Bégarie, Claude Huan.

PALIKAO (1860). *Le sac du Palais d'Eté et la prise de Pékin,* Raymond Bourgerie, Pierre Lesouef.

VENISE ET LA PORTE OTTOMANE (1453-1566). *Un siècle de relations vénéto-ottomanes de la prise de Constantinople à la mort de Soliman,* Marie F.

Viallon.

La Bataille de l 'Atlantique (1939-1945). *La victoire logistique, clé du succès des armes,* Guy Malbosc.

Fontenoy (1745). *LouisXV, arbitre de l'Europe,* Jean-Pierre Bois.

La Campagne du Mexique (1862-1867). *La fin de l'hégémonie européenne en Amérique du Nord,* Jean Avenel.

La Bataille de Gettysburg (1864). *Le tournant de la guerre de Sécession,* Lee Kennett.

La Battaille de Malplaquet (1709). *L'effondrement de la France évité,* André Corvisier.

L'armée de l 'Air dans la tourmente . *La bataille de France (19391940),* 2e réimp., Patrick Façon.

La Guerre des Boxers (1900-1901). *Tseu-Hi évite le pire,* Raymond Bourgerie, Perre Lesouef.

L'Arme blindée française . *Tome 1 : Mai-juin 1940 ! Les blindés français dans la tourmente — Tome 2 : 1940-1945 ! Dans le fracas des batailles,* Gérard Saint-Martin.

L'Affaire du Rio de La Plata (1838-1852), Jean-David Avenel.

L'armée de l 'Air des années noires. *Vichy 1940-1944,* Claude d'Abzac-Epezy.

La Bataille d 'A boukir (1798). *Nelson contrarie la stratégie de Bonaparte,* Michèle Battesti.

S uffren dans l'océan I ndien (1781-1783). *L'empire des Indes à la portée du roi de France,* Claude des Presles.

L a G uerre israélo-arabe d'octobre 1973. *Une nouvelle donne militaire au Proche-Orient,* Pierre Razoux.

N asan (1952-1953). *La victoire oubliée,* Jacques Favreau, Nicolas Dufour.

L es F lottilles côtières de P ierre L e G rand à N apoléon . *De la Baltique à la Manche.* Maurice Dupont.

La fin d'un empire . *Les derniers jours de l'Isle de France et de l'Isle Bonaparte,* Roger Lepelley.

En mai 1940, fallait-il entrer en Belgique ?, 2e éd., Bruno Chaix.

INTERVENTIONS ALLIÉES PENDANT LA GUERRE CIVILE RUSSE (1918-1920), Jean-David Avenel.

LA BATAILLE NAVALE DES « CARDINAUX » (20 NOVEMBRE 1759), Guy Le Moing.

DE GENGIS KHAN À QOUBILAÏ KHAN . *La grande chevauchée mongole,* 2e éd., Dominique Farale.

LA BATAILLE DE LÉPANTE (1571), Henri Pigaillem.

LES ERREURS STRATÉGIQUES DU IIIe REICH PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE , 3e éd., Bernard Schnetzler.

LES ERREURS STRATÉGIQUES PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE , Bernard Schnetzler.

SALAMINE ET LES GUERRES MÉDIQUES (480 avant Jésus-Christ), Henri Pigaillem.

L'INDÉPENDANCE DES PAYS DE LA BALTIQUE (1918-1920), Jean-David Avenel et Pierre Giudicelli.

LA GUERRE DES SIX JOURS (5-10 JUIN 1967). *Du mythe à la réalité,* 2e éd., Pierre Razoux.

LA BATAILLE DES MONTS NEMENTCHA (ALGÉRIE 1954-1962). *Un cas concret de guerre subversive et contre-subversive,* Dominique Farale.

DAKAR 1940. *La bataille fratricide,* Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan.

BLENHEIM 1704. *Le prince Eugène et Marlborough contre la France,* Henri Pigaillem.

1914. *Une Europe se joue sur la Marne,* Patrick Garreau.

ANTIETAM . *Le jour le plus sanglant de la guerre de Sécession,* Frédéric Naulet.

LA PREMIÈRE GUERRE AÉRIENNE , 1914-1918, Lee Kennett.

HOA -BINH (NOVEMBRE 1951-FÉVRIER 1952). *De Lattre attaque en Indochine,* Philippe Fouquet-Lapar.

LOUIS XIV À LA CONQUÊTE DE S PAYS -BAS ESPAGNOLS . *La guerre oubliée (1678-1684),* Bertrand Jeanmougin.

L'ARMÉE DE L'AIR DE LA VICTOIRE (1942-1945), Patrick Façon.

Réalisé en P.A.O. par STDI - Z. A. Route de Couterne - 53110 LASSAY-LES CHÂTEAUX
N° 388796N - *Imprimé en France.* - JOUVE, 11, bd de Sébastopol, 75001 PARIS

La guerre en Irak a relancé la polémique sur la notion d'attaque préventive, rappelant un précédent célèbre qui a engendré bien des mythes : la guerre des Six Jours.

Le 5 juin 1967, Israël lance une attaque préventive contre ses voisins arabes les plus menaçants. L'aviation israélienne cloue au sol la quasi-totalité des aéronefs adverses dans une offensive aérienne audacieuse qui s'est imposée comme un modèle du genre. Disposant de la supériorité aérienne absolue, **Tsahal** *repousse en six jours les armées égyptiennes, jordaniennes et syriennes, s'emparant de la Bande de Gaza, du Sinaï, de la Cisjordanie et du Golan. Voilà pour les faits. Ceux-ci sont bien connus. Les causes véritables de cette guerre le sont pourtant moins. Empêtrés dans le carcan de la Guerre Froide, les acteurs de ce conflit ont caché pendant plus de trente ans les raisons profondes qui les ont poussés à agir, ou au contraire à laisser faire. Trois facteurs clés remontent ainsi à la surface : le programme nucléaire israélien, le revirement de politique étrangère opéré par la France dès le début des années 1960, et l'instauration concomitante d'une alliance secrète entre Israël et les États-Unis. Car les relations entre Jérusalem et Washington restent au cœur de cette crise, comme en témoigne l'attaque du navire espion américain USS* **Liberty** *par Israël. L'objectif de cette guerre n'était nullement de rayer « l'autre » de la carte du Proche-Orient, mais bien de s'affirmer comme la puissance dominante capable de négocier avec cet autre en position de force, en neutralisant au passage ses capacités « stratégiques ».*

La guerre des Six Jours constitue de ce fait une étape décisive du conflit israélo-arabe. Ses conséquences n'en finissent pas d'influencer le cours des événements. À l'heure où le conflit israélo-palestinien occupe toujours le devant de la scène internationale, ce récit détaillé et objectif, débarrassé des scories de la Guerre Froide, éclaire de manière totalement novatrice les zones d'ombre de cet épisode clé de l'histoire du Proche-Orient. Il permet de mieux comprendre le jeu américain dans cette région. Il laisse une part importante aux cartes et diagrammes, présentant pour la première fois les ordres de bataille et les états de pertes exacts pour chacun des belligérants.

L'auteur analyse dans cette réédition les évolutions les plus récentes survenues au Proche-Orient.

*
* *

Historien spécialiste des questions stratégiques, Pierre Razoux est chargé de mission au ministère de la défense. Affilié à divers centres de recherche et de prospective, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence consacrés aux conflits contemporains. Son livre sur *La guerre des Malouines*, écrit en collaboration avec Charles Maisonneuve (éditions Larivière), a été primé par l'Académie de Marine.

9 782717 851939

ISBN 2-7178-5193-3
29 €

This file was downloaded from Z-Library project



Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library